HAL
open science

# Identité régionale et construction nationale en Amérique latine. La ville seconde au Mexique (Guadalajara) et au Pérou (Arequipa), des années 1880 aux années 1920

Guillemette Martin

▶ **To cite this version:**

Guillemette Martin. Identité régionale et construction nationale en Amérique latine. La ville seconde au Mexique (Guadalajara) et au Pérou (Arequipa), des années 1880 aux années 1920. Histoire. Université de la Sorbonne nouvelle - Paris III, 2013. Français. NNT : 2013PA030027 . tel-01566274

**HAL Id: tel-01566274**

**https://theses.hal.science/tel-01566274v1**

Submitted on 20 Jul 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3**

École Doctorale 122 – Europe latine-Amérique latine
CREDA UMR 7227 – Centre de Recherche et de Documentation des Amériques
CEMCA – Centre d'Études Mexicaines et Centraméricaines – UMIFRE n°16

# Identité régionale et construction nationale en Amérique latine

## *La ville seconde au Mexique (Guadalajara) et au Pérou (Arequipa), des années 1880 aux années 1920*

– Volume 1 –

Guillemette MARTIN

Thèse présentée en vue de l'obtention du titre de docteur en histoire
Sous la direction de M. Olivier Compagnon

Soutenue le 8 avril 2013

**Jury**

M. Luis ABOITES AGUILAR, Professeur, rapporteur
Colegio de México

M. Jean-François CHANET, Professeur
Sciences-Po Paris

M. Olivier COMPAGNON, Maître de conférences HDR
Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3

M. Georges COUFFIGNAL, Professeur
Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3

Mme Annick LEMPERIERE, Professeur, rapporteur
Université Paris 1 Panthéon – Sorbonne

*À ma famille, de part et d'autre de l'Atlantique*

# REMERCIEMENTS

Si la thèse a bénéficié, tout au long de sa réalisation, de l'aide bienveillante d'un très grand nombre de personnes (famille, amis, professeurs…), elle a tout d'abord été rendue possible grâce au soutien de diverses institutions, auxquelles je tiens à exprimer toute ma gratitude.

Ainsi, les membres du projet ANR AFRODESC ont accompagné mes premiers pas dans cette recherche doctorale, me garantissant des conditions de travail optimales dès la première année (2008-2009). Mes premiers remerciements leur sont donc adressés, en particulier à Elisabeth Cunin et à Odile Hoffmann, qui ont su m'encourager dans cette première étape.

L'Institut Français d'Études Andines (IFEA) de Lima et M. Georges Lomné, qui en était alors directeur, ont accueilli avec efficacité et compréhension l'étape péruvienne de mes recherches (2009-2010), me permettant de les achever dans des délais inespérés. Qu'ils en soient remerciés.

La *Secretaría de Relaciones Exteriores de Mexico* (SRE) a généreusement financé ma troisième année de recherche, permettant également de très bonnes conditions de travail pour la réalisation de la partie mexicaine de l'étude. Durant cette année et la suivante, le *Colegio de Mexico* (COLMEX) a accueilli mon travail avec ouverture et une grande amabilité. Je remercie à ce sujet tout particulièrement le directeur du *Centro de Estudios Históricos,* M. Ariel Rodriguez Kuri.

Enfin, mes remerciements les plus chaleureux vont sans conteste au Centre d'Études Mexicaines et Centraméricaines (CEMCA) de Mexico, à toute son équipe administrative, à sa directrice Delphine Mercier ainsi qu'à ses membres, qui sont autant de collègues et amis. Le CEMCA aura soutenu jusqu'au bout et avec une très grande énergie les dernières étapes de ce travail, qui s'est vu grandement facilité par cet appui. Je les en remercie.

Au-delà de ce soutien institutionnel, mon travail de recherche puis de rédaction a été alimenté, révisé et encouragé par de nombreuses personnes, sans qui cette thèse n'aurait pu aboutir.

Je tiens à remercier tout particulièrement M. Olivier Compagnon, qui a dirigé cette recherche, pour avoir guidé mon travail tout au long de ces dernières années avec disponibilité, enthousiasme et une très grande patience. Nos échanges ont nourri ma réflexion et ont réellement permis à cette recherche de voir le jour.

Un très grand merci également à M. Luis Aboites Aguilar, professeur au *Colegio de Mexico*, pour avoir cru dès le début en mon projet et l'avoir constamment encouragé avec chaleur et optimisme. Son aide a été fondamentale pour comprendre les subtilités de l'histoire mexicaine contemporaine.

Si MM. Compagnon et Aboites Aguilar ont sans conteste été les deux principaux guides tout au long de ce parcours de recherche, celui-ci a pu s'appuyer sur de nombreux alliés au cours des dernières années, à commencer par les responsables des centres d'archives locaux.

Je tiens à remercier tout particulièrement M. Felipe Urday Urday, qui avec une grande disponibilité et intérêt pour mon travail, m'a ouvert les portes du Fonds *Francisco Mostajo* de la *Universidad Nacional San Agustín de Arequipa*.

Merci également à toute l'équipe des Archives historiques de la *Biblioteca Pública del Estado de Jalisco* et à son responsable, M. Raúl Romero Esquivel, pour m'avoir permis de poursuivre mes recherches alors que la Bibliothèque était en pleine restructuration.

Mon travail a bénéficié des remarques amicales, souvent exigeantes mais toujours justes, de nombreux historiens, professeurs et amis.

Au Pérou, j'ai eu la chance de pouvoir partager ma réflexion avec Carlos Contreras, de la *Pontificia Universidad Católica del Perú*, avec Alejandro Málaga Nuñez-Zeballos et Jorge Bedregal, de l'Université Nationale San Agustín de Arequipa, ou encore avec M. Héctor Ballón Lozada.

Au Mexique, mon travail s'est énormément enrichi des relectures et commentaires de Nadine Béligand (Université Lyon II - CEMCA) et Camille Foulard (CEMCA), que je tiens à remercier ici chaleureusement pour le temps qu'elles ont passé à relire la thèse et à me faire part de leurs commentaires.

Mes parents ont également consacré de longues heures à la relecture patiente et minutieuse de mon travail, je les en remercie très sincèrement.

Au Mexique, au Pérou ou en France, j'ai pu compter sur l'affection et le soutien amical de très nombreuses personnes, qui m'ont encouragée, soutenue et parfois hébergée. Cette thèse n'aurait pu voir le jour sans elles, sans ce soutien solide et affectueux de ma famille, de mes amis et de Cristofer, à qui je dédie ce travail.

# SOMMAIRE

**SOMMAIRE** ..... **7**

**TABLE DES FIGURES** ..... **11**

**INTRODUCTION** ..... **13**

Historiographie régionale et historiographie nationale : l'impossible dialogue ? ..... 15
« *Ciudad Blanca* » et « *Perla del Occidente mexicano* » : comparaison et jeux de miroir ..... 25
Arequipa et Guadalajara au tournant du siècle ..... 32
La presse, « *una ventana al alma regional* » ..... 35
Un défi, plusieurs enjeux ..... 43

**PREMIÈRE PARTIE - GUADALAJARA ET AREQUIPA, CAPITALES RÉGIONALES** ..... **47**

**CHAPITRE 1 - Au cœur du microcosme régional** ..... **57**

Des trajectoires historiques parallèles ..... 60

*La fondation coloniale* ..... 60
*De la période coloniale à l'Indépendance* ..... 67
*Le XIXe siècle et la question fédérale* ..... 74

*Tapatíos* et *Arequipeños* à l'aube du XXe siècle ..... 78

*Des sociétés aristocratiques en mutation* ..... 79
*L'Église, acteur politique et social* ..... 88
*Vers une modernisation des sociabilités locales* ..... 95

Essor démographique et modernisation urbaine ..... 102

*Guadalajara et Arequipa, « secondes capitales »* ..... 103
*Une expansion urbaine sans précédent* ..... 110
*Le centre-ville dans les années 1880 : vitrine de la modernité* ..... 116
*Modernisation et hygiénisme* ..... 122

**CHAPITRE 2 - Guadalajara et Arequipa dans leur espace régional** ..... **135**

Occident mexicain et Sud andin : définition et histoire ..... 136

*Les rapports de force régionaux au Mexique et au Pérou* ..... 136
*L'espace régional en question : définition et approximations* ..... 147

Guadalajara et Arequipa, carrefours régionaux ..... 159

*Des capitales régionales centralisatrices* ..... 159
*Des interfaces entre la côte et l'intérieur* ..... 165
*Des carrefours ferroviaires* ..... 173

Des capitales économiques régionales ..... 190

*Les bases de l'économie régionale. Agriculture, commerce et industrie* ..... 190
*Les Européens et l'économie locale : vers la formation d'une nouvelle oligarchie régionale* ..... 204

**DEUXIÈME PARTIE - LES CAPITALES RÉGIONALES DANS LA NATION - LES VOIX DE LA PROVINCE ..... 225**

**CHAPITRE 3 - Pouvoirs régionaux et pouvoir central : tensions et négociations..... 235**

Vers un épuisement de l'autonomie régionale (1874-1884) ..... 240

*Du local au national : trajectoires politiques* tapatías *et* arequipeñas *dans les années 1870* ..... 240
*Début des années 1880 : des contextes historiques divergents*..... 249

L'avènement du centralisme : 1884-1900..... 258

*1884, l'année de la pacification*..... 258
*1890-1895, des années charnières*..... 270

L'entrée dans le XXe siècle..... 281

*Consolidation du pouvoir central et musellement de l'opinion régionale*..... 282
*Les diverses stratégies d'ajustement des relations « pouvoir central / pouvoirs régionaux »* ..... 290

1910, la décennie révolutionnaire..... 296

*Porfirio Díaz et « la crise de succession » : une conjoncture exceptionnelle*..... 298
*Le bras de fer entre libéraux et conservateurs à Arequipa* ..... 308
*1914, l'année des bouleversements*..... 314

**CHAPITRE 4 - Régionalisme et fédéralisme. Les termes du débat. ..... 327**

Deux systèmes, une même lutte contre le centralisme..... 329

*Fédéralisme et unitarisme. Les cas du Mexique et du Pérou* ..... 331
*Un même cheval de bataille : la lutte contre le centralisme*..... 337

Centralisme et modernisation : les cas de la fiscalité et de l'éducation ..... 353

*La fiscalité*..... 354
*La question éducative* ..... 370

Le régionalisme, moteur de la construction nationale ?..... 380

*Le sentiment régionaliste, entre nostalgie et pragmatisme* ..... 383
*Deux figures du régionalisme : José López Portillo y Rojas et Francisco Mostajo* ..... 397

La ville seconde, bastion du fédéralisme ? ..... 409

*Le projet fédéral à Arequipa*..... 410
*Le fédéralisme, une utopie ?*..... 422

**TROISIÈME PARTIE - VERS UNE REDÉFINITION DE L'IDENTITÉ RÉGIONALE : GUADALAJARA ET AREQUIPA DANS LES ANNÉES 1920 ..... 433**

**CHAPITRE 5 - Des mondes en mutation..... 445**

La mise en place d'un nouvel ordre national..... 447

*L'impact de la Première Guerre mondiale*..... 448
*De profondes mutations économiques et sociales* ..... 456
*Une refonte des rapports de force politiques*..... 467

Un nouveau projet de nation..... 479

*Le nouvel ordre constitutionnel* ..... 479
*Les réformes fiscales des années 1920, entre continuité et modernisation* ..... 493
*Les réformes éducatives des années 1920 : former le citoyen, unifier la nation* ..... 500

Vers une redéfinition des rapports de force régionaux et nationaux ..... 519

*L'anticentralisme, facteur d'homogénéisation de l'opinion locale. Le cas d'Arequipa.* ..... 520
*Guadalajara, un espace politique divisé* ..... 528

**CHAPITRE 6 - Identité régionale et construction de la nation dans les années 1920. .545**

Guadalajara et Arequipa dans la modernité des années 1920 ..... 548

*Le développement urbain des années 1920* ..... 548
*Des sociétés qui se modernisent* ..... 558
*Evolution des mœurs et déclin du religieux* ..... 571

Ville seconde et capitale nationale : jeux de miroir, jeux de pouvoir ..... 582

*Mexico et Lima dans les années 1920 : un développement sans précédent* ..... 585
*La capitale nationale, représentations et stéréotypes* ..... 592
*Vers une « provincialisation » des villes secondes ?* ..... 603

Le chant du cygne de la province ? ..... 620

*« Sauver la nation », intégrer les régions* ..... 622
*Les régions, sources d'un projet alternatif de nation ?* ..... 637

**CONCLUSION ..... 657**

La construction nationale au prisme du régional ..... 659
Repenser les temporalités ..... 663
La « ville seconde » et la consolidation nationale : une tentative de modélisation ..... 665
Guadalajara et Arequipa ont-elles encore un rôle à jouer dans la nation ? ..... 669

**ANNEXES ..... 677**

**SOURCES ..... 679**

Fonds d'archives ..... 679

Ouvrages imprimés ..... 679

*Général* ..... 679
*Mexique et Guadalajara* ..... 679
*Pérou et Arequipa* ..... 680
*Tracts et feuillets, Arequipa, Fonds* « Francisco Mostajo » ..... 683

Presse ..... 684

*L'analyse de la presse en histoire, critique des sources et mise en garde* ..... 685
*Le travail de recherche : méthode, outils et résultats* ..... 687
*Pour une approche graphique des sources consultées* ..... 691
*Arequipa* ..... 693
*Guadalajara* ..... 701
*Lima* ..... 707
*Mexico* ..... 707

**BIBLIOGRAPHIE** ..... **709**

Ouvrages d'intérêt general ..... 709

*Le comparatisme en histoire* ..... 712
*Les historiens et la presse* ..... 713

Construction de la nation et identité régionale ..... 717

*Travaux d'intérêt général* ..... 717
*Histoire régionale, théorie et études de cas* ..... 718

Centralisme, fédéralisme et décentralisation ..... 723

*Travaux d'intérêt général* ..... 723
*Centralisme, fédéralisme et décentralisation au Mexique* ..... 723
*Centralisme, fédéralisme et décentralisation au Pérou* ..... 725

Le Mexique et le Pérou ..... 726

*Regards croisés Mexique-Pérou* ..... 726
*Histoire générale du Mexique* ..... 727
*Histoire générale du Pérou* ..... 731

Arequipa et Guadalajara ..... 736

*Arequipa et le Sud andin* ..... 736
*Guadalajara et le Jalisco* ..... 741

**DOCUMENTS** ..... **747**

L'âme locale vue par les écrivains régionaux ..... 747
Chronologie indicative ..... 749
Une famille de la haute société aréquipénienne sur la plage de Mejía, en 1920 ..... 756
L'intellectualité *tapatía* en quelques portraits ..... 757
L'intellectualité *arequipeña* en quelques portraits ..... 758
Discours de Francisco Mostajo depuis les marches de la cathédrale à Arequipa ..... 759
Les « *portales* » ..... 760
L'inauguration du tramway à Guadalajara, en 1907 ..... 762
Les compagnies commerciales françaises à Guadalajara (1876-1910) ..... 763
Les compagnies commerciales allemandes à Guadalajara (1876-1910) ..... 764
*« Las Fábricas de Francia »,* Guadalajara ..... 765
Le commerce européen dans la presse *tapatía* ..... 766
« Autonomie ou fédération ». La mobilisation universitaire aréquipénienne contre le centralisme ..... 768
*La República Literaria* (1886-1889), Guadalajara ..... 770
La nation et les conflits internes dans le Jalisco ..... 771
Hollywood à Guadalajara ..... 773
Lima, la « métropole qui empoisonne » ..... 774
Arequipa, le « Lion du Sud » ..... 776
Vers une modélisation de la conscience régionale dans la « ville seconde » ..... 779
La capitale et la province aujourd'hui ..... 780

# TABLE DES FIGURES

Figure 1 - Le *Juan Panadero,* Guadalajara, 1874……39
Figure 2 -*El Ariete,* Arequipa, 1901……40
Figure 3 - *El Deber,* Arequipa, 1921……40
Figure 4 - *Jalisco Libre,* Guadalajara, 1905……54
Figure 5 - *La Bolsa,* Arequipa, 1881……56
Figure 6 - Les grandes caractéristiques de l'âme locale à la fin du XIXe siècle……59
Figure 7 - Arequipa et sa situation géographique……61
Figure 8 - La Plaza de Armas de Arequipa en 1880, avec le Misti en arrière plan……63
Figure 9 - Guadalajara et sa situation géographique……64
Figure 10 - L'intérieur du *Club Francés* de Guadalajara……85
Figure 11 - le *Teatro Degollado* à Guadalajara, en 1885……87
Figure 12 - Les dévotions à la Vierge de Zapopan, Guadalajara, 1921……93
Figure 13 - Les quatre premières villes du Mexique (1855-1921)……106
Figure 14 - Les quatre premières villes du Pérou (1862-1920)……107
Figure 15 - L'extension urbaine de Guadalajara, 1906……112
Figure 16 - La *Colonia Reforma* à la fin du XIXe siècle……113
Figure 17 - L'extension urbaine d'Arequipa, 1905……115
Figure 18 - La Plaza de Armas de Guadalajara en 1907……117
Figure 19 - La cathédrale de Guadalajara à la fin du XIXe siècle……118
Figure 20 - La cathédrale d'Arequipa en 1925……120
Figure 21 - Les « *portales* » d'Arequipa en 1880……121
Figure 22 - L'Hospicio Cabañas en 1916……130
Figure 23 - L'hôpital Goyeneche, début du XXe siècle……132
Figure 24 - Les trois régions du Pérou……140
Figure 25 -La ligne de fracture régionale nord-sud au Pérou……141
Figure 26 - L'Occident mexicain……149
Figure 27 - Le Sud péruvien ……154
Figure 28 - Les ports du Sud andin……166
Figure 29 - Les mouvements maritimes dans le port de Mollendo, 1895……167
Figure 30 - Les ports de l'Occident mexicain……171
Figure 31 - Le réseau ferroviaire *jalisciense* en 1908……181
Figure 32 -Le réseau ferroviaire sud-andin en 1908……184
Figure 33 - Les exportations de laine au Pérou et dans le Sud andin (1887-1935)……191
Figure 34 - Les maisons de commerce chargées de l'exportation de la laine à Arequipa en 1934……193
Figure 35 - *Las Clases Productoras*……199
Figure 36 - La présence européenne au Mexique et à Guadalajara durant le Porfiriat……211
Figure 37 - *« Las Fábricas de Francia »* à la fin du XIXe siècle……212
Figure 38 - Les banques européennes à Arequipa……215
Figure 39 - *La Federación,* Arequipa, 1916……232
Figure 40 - *La Gaceta de Guadalajara,* Guadalajara, 1905……234

Figure 41 - Ramón Corona (1837-1889)……262
Figure 42 - La *Asociación Patriótica* d'Arequipa, 1890……269
Figure 43 - Nicolás de Piérola (1839-1913)……271
Figure 44 - *El Continental* de Guadalajara, un journal d'opposition, 1896……280
Figure 45 - Les commémorations du 30 janvier 1915 à Arequipa……319
Figure 46 - *El Heraldo* contre le centralisme liménien……350
Figure 47 - Revenus et dépenses généraux et départementaux selon la loi de décentralisation fiscale de 1886……363
Figure 48 - Les acteurs du régionalisme……398
Figure 49 - Deux vies, deux parcours……400
Figure 50 - La décentralisation et le Parti Libéral Indépendant d'Arequipa……414
Figure 51 - « *Rumbo al federalismo* »……415
Figure 52 -La Fédération contre le pouvoir central……420
Figure 53 - *El Informador,* Guadalajara, 1917……441
Figure 54 - *El Heraldo,* Arequipa, 1920……443
Figure 55 - Le meeting de 1917 contre la vie chère à Arequipa……454
Figure 56 - Évolution des prix de la laine à Arequipa durant la Première Guerre mondiale…457
Figure 57 - Le mouvement ouvrier à Guadalajara ……463
Figure 58 - Les Congrès régionaux……491
Figure 59 - La Réforme universitaire à Arequipa, 1919……515
Figure 60 - Nécrologie de Lino Urquieta, chef de fil des libéraux *arequipeños,* 1920……521
Figure 61 - La « *conscripción vial* », une loi injuste……527
Figure 62 - Le *zunisme* et la candidature de José María Cuellar……537
Figure 63 - Croissance urbaine de Guadalajara entre 1920 et 1930……549
Figure 64 - La presse *tapatía* et la modernisation de Guadalajara……552
Figure 65 - « *Palladoras de lana* », Arequipa, 1915……557
Figure 66 - L'évolution de la presse locale (1880-1930)……559
Figure 67 - L'automobile à Guadalajara……563
Figure 68 - L'automobile à Arequipa……565
Figure 69 - Guadalajara et le cinéma……569
Figure 70 - Le clergé *arequipeño* et ses abus……581
Figure 71 - Estimation des taux de croissance démographique au début du XXe siècle……586
Figure 72 - Arequipa et son opposition à Lima……602
Figure 73 - Le football, symbole de l'affrontement contre le pouvoir central……608
Figure 74 - « *Los que vuelven de Lima* »……612
Figure 75 - « *Provincialismo* », Amado Nervo, 1896……619
Figure 76 - *El Ateneo de Arequipa,* 1925……629
Figure 77 - La « Révolution » contre la « réaction »……641
Figure 78 - La révolte *cristera* dans le Jalisco……643
Figure 79 - Arequipa et la révolution du 22 août 1930……651
Figure 80 - Les références de journaux relevées pour chaque décennie……691

# INTRODUCTION

Dans les deux volumes qui composent ses « Mémoires complètes », publiées de façon posthume en 1967, l'écrivain et homme politique péruvien Victor Andrés Belaúnde (1883-1966) rend hommage à la ville d'Arequipa, en soulignant avec poésie l'identité à la fois si particulière et si représentative de l'âme nationale, qui caractérise sa cité natale.

> « Dans le panorama péruvien, Arequipa a le caractère d'une ville synthèse. Elle est *serrana* par sa géographie et *costeña* du point de vue ethnique et social. Elle représente l'union entre la côte et la montagne ; entre le blanc, le métis et l'aborigène. […] L'âme d'Arequipa porte ainsi le sceau indélébile de la péruvianité intégrale. […] Dans son esprit vibrent les meilleures notes de l'âme ibérique et en même temps les accents de l'âme indigène. Elle s'exprime dans un espagnol si pur qu'il conserve des termes antiques, mais il doit interpréter en même temps l'infinie tristesse, la détresse et la douleur indigène. Elle a une âme romantique qui se doit de refléter la suffisance castillane comme l'accablante nostalgie aborigène[1] ».

Harmonieuse synthèse de ce double héritage espagnol et indien qui compose la « péruvianité », la capitale sud-andine se voit ici investie d'une identité forte et caractéristique, dans un discours qui n'est pas sans rappeler celui qui se tient 25 ans plus tard dans une autre capitale régionale latino-américaine, celle de Guadalajara, au Mexique.

En 1992, à l'occasion du 450e anniversaire de la fondation de la ville, la municipalité publie une série d'études historiques, compilées dans deux volumes intitulés simplement « *Capítulos de historia de la Ciudad de Guadalajara* ». L'introduction commune aux deux tomes, confiée à la plume efficace de l'historien et

---

[1] « En el panorama peruano, Arequipa tiene el carácter de una ciudad síntesis. Es serrana por la geografía y es costeña desde el punto de vista étnico y social. Ella representa la unión entre la costa y la sierra ; entre el blanco, el mestizo y el aborigen. […] El alma de Arequipa lleva así el sello indeleble de la peruanidad integral. […] Vibran en su espíritu las mejores notas del alma ibérica y al mismo tiempo los acentos del alma indígena. Se expresa en un español tan castizo que conserva voces anticuadas pero tiene que expresar al mismo tiempo, la infinita tristeza, el desamparo y el dolor indígena. Tiene un alma romántica que ha de reflejar la altivez castellana y la abrumadora nostalgia aborigen », Víctor Andrés BELAÚNDE, *Trayectoria y Destino. Memorias completas,* Tome 1, « Escenario de Arequipa », Lima, Ed. de Edivantas, 1967, cité dans Edgardo RIVERA MARTÍNEZ, *Imagen y leyenda de Arequipa. Antología 1540-1990,* Lima, Fundación M.J. Bustamante de la Fuente, 1996, p. 387.

juriste *jalisciense*[2] José Luis Leal Sanabria, rappelle l'importance du rôle joué par la ville de Guadalajara dans la définition de l'identité nationale :

> « Guadalajara est plus qu'une ville : c'est la représentation même de la mexicanité. Les symboles de notre identité ont leur origine dans le Jalisco : la magie de notre musique, la vigueur des danses autochtones, le symbole du costume *charro,* le délice de notre boisson nationale. Tout trouve à Guadalajara souffle et inspiration. Célébrer le 450e anniversaire de la capitale *jalisciense,* c'est commémorer la naissance des traditions les plus mexicaines. L'avènement des formes autochtones les plus pures. La découverte d'une vocation vigoureuse, dynamique et créative[3] ».

Il appartient à chaque lecteur et plus encore au lecteur historien, de démêler dans cette prose emphatique ce qui relève du fait historique, de ce qui tient plutôt de l'enthousiasme régionaliste, de l'attachement de l'auteur à sa terre natale. Toutefois, ces deux citations appellent un même constat, confirmé par notre propre expérience de terrain au cours des quatre dernières années. Guadalajara et Arequipa occupent – ou prétendent occuper[4] – dans l'imaginaire historique national du Mexique et du Pérou une place à part, celle d'une capitale régionale incarnant plus que la capitale du pays elle-même la complexité de l'âme nationale dans ses différentes composantes.

Cette observation nous invite à nous interroger sur l'interaction qui existe entre le projet de nation, en pleine phase de consolidation au Mexique et au Pérou au tournant des XIXe et XXe siècles, et ces capitales régionales si jalouses de leur originalité. Cette interrogation soulève à son tour trois questions fondamentales, qui articuleront les différents axes analytiques de notre étude. Tout d'abord, comment est vécue la nation à l'échelle de ces deux villes à la fois si régionalistes, et en même temps berceaux de la « mexicanité » et de la « péruvianité » ? Et à l'inverse, quel est le rôle qu'elles entendent jouer dans la consolidation de la nation mexicaine et de la nation péruvienne ? Enfin, et il s'agit là du grand enjeu de cette thèse : dans quelle mesure

---

[2] L'adjectif *« jalisciense »* renvoie au Jalisco, État dont Guadalajara est la capitale.

[3] « Guadalajara es más que una ciudad : es la representación misma de la mexicanidad. Los símbolos de nuestra identidad tienen su asiento en Jalisco: la magia de nuestra música, el vigor de las danzas autóctonas, la simbología del vestido charro, la exquisitez de nuestra bebida nacional. Todo encuentra en Guadalajara aliento e inspiración. Celebrar el aniversario cuatrocientos cincuenta de la capital jalisciense, es conmemorar el nacimiento de las tradiciones más mexicanas. El advenimiento de las formas autóctonas más puras. El descubrimiento de una vocación que es vigorosa, dinámica y creativa ». José Luis LEAL SANABRIA, « Introducción » *in* Lina RENDÓN GARCÍA, *Capítulos de Historia de la Ciudad de Guadalajara,* Guadalajara, Ayuntamiento de Guadalajara, 1992, p. 9.

[4] La nuance est d'importance, nous le verrons tout au long de cette thèse.

l'analyse comparée des trajectoires historiques de Guadalajara et d'Arequipa nous renseigne-t-elle sur les évolutions du processus de construction nationale au Mexique et au Pérou au tournant des XIXe et XXe siècles ? Au croisement de l'histoire régionale et de l'histoire nationale, ces questions animeront l'ensemble de notre réflexion.

## Historiographie régionale et historiographie nationale : l'impossible dialogue ?

L'un des grands enjeux de l'historiographie latino-américaniste reste sans conteste la compréhension des processus de construction nationale dans les différents pays qui composent la région, processus entamés au début du XIXe siècle, à partir des Indépendances[5]. La mise en place de l'État moderne en Amérique latine doit alors composer avec un héritage conflictuel issu de la période coloniale, qui a opposé le centre aux pouvoirs régionaux[6], « phénomène singulier » dont l'historienne Beatriz Urias Horcasitas a su souligner les paradoxes :

---

[5] La bibliographie sur le sujet semble inépuisable, qu'elle aborde la question dans un cadre national spécifique, comme c'est le cas par exemple de l'étude de Roderick J. Barman sur le Brésil (Roderick J. BARMAN, *Brazil : the forging of a nation, 1798-1852,* Stanford, Stanford University Press, 1988), ou qu'elle envisage l'ensemble de l'espace latino-américain, comme c'est le cas notamment des divers ouvrages coordonnés par François-Xavier Guerra : Antonio ANNINO et François-Xavier GUERRA, *Inventando la nación. Iberoamérica en el siglo XIX,* México, Fondo de Cultura Económica, 2003 ; François-Xavier GUERRA et Mónica QUIJADA (coord.), *Imaginar la nación,* Cuadernos de historia latinoamericana, vol. 2, AHILA, Münster, Hamburg, Lit., 1994 ; François-Xavier GUERRA, *Modernidad e independencias : ensayos sobre las revoluciones hispánicas,* México, Fondo de Cultura Económica, 1993 (2e édition). Voir également les ouvrages suivants : Christian GIRAULT, Maurice BRIECKEL *et alii, Espace et identité nationale en Amérique latine. Essais sur la formation des consciences nationales en Amérique latine,* CNRS, Institut d'Etudes Ibériques et ibéro-américaines Université de Bordeaux III, Groupe Interdisciplinaire de recherches et de documentation sur l'Amérique latine, 1981 ; Francisco COLOM GONZALEZ, *Relatos de Nación. La construcción de las identidades nacionales en el mundo hispánico.* Madrid, Iberoamericana, 2005 ; Tomás PÉREZ VEJO, « La construcción de las naciones como problema historiográfico : el caso del mundo hispánico », *Historia de México,* México, Colegio de México, vol. LIII, n° 2, 2003, p. 275-311 ; Fabio WASSERMAN (éd.), « El concepto de Nación y las transformaciones del orden político en Iberoamérica (1750-1850) », *in* Javier FERNÁNDEZ SEBASTIÁN (dir.), *Diccionario político y social del mundo iberoamericano,* vol. 1 (La era de las revoluciones, 1750-1850), Madrid, Fundación Carolina/ Sociedad Estatal de Conmemoraciones culturales/ Centro de Estudios políticos y constitucionales, 2009, p. 849-977. Si l'objectif de notre travail n'est pas de discuter ces différentes études, celles-ci représentent toutefois un cadre fondamental pour notre réflexion. Pour le Mexique, les travaux de François-Xavier Guerra restent fondamentaux pour penser ce processus de construction nationale. Voir tout particulièrement : François-Xavier GUERRA, *Le Mexique, de l'ancien régime à la Révolution,* Paris, l'Harmattan, 1985. Pour le Pérou et l'ensemble de la zone andine, voir l'étude de Marie-Danielle DEMELAS, *L'invention politique. Bolivie, Équateur, Pérou au XIXe siècle,* Paris, Éditions Recherche sur les civilisations, 1992.

[6] Sur cette relation entre la construction de la nation et les pouvoirs régionaux issus de l'organisation coloniale en Amérique latine, voir tout particulièrement l'ouvrage collectif suivant : Marco PALACIOS, *La unidad nacional en América Latina. Del regionalismo a la nacionalidad.* México, El Colegio de México, 1983.

> « À différents moments et, dans chaque cas, en réponse à des intérêts spécifiques, le processus de formation des États nationaux dans les anciennes colonies espagnoles a donné lieu à un phénomène singulier : des régions bien différenciées […] avec de clairs intérêts locaux, parfois antagoniques par rapport à ceux des capitales, affirmèrent leur droit à une certaine marge d'autonomie sans nier nécessairement le principe de base de la nationalité[7] ».

Les villes de Guadalajara et d'Arequipa fournissent une claire illustration de cette apparente contradiction. Fondées à la même période par les Espagnols – Guadalajara connaît sa fondation définitive en 1542, Arequipa en 1540 –, les deux villes se constituent très tôt en capitales autonomes, détachées voire opposées à la capitale officielle du vice-royaume. Plus tardive dans le cas d'Arequipa, qui se développe discrètement à l'ombre du Cuzco jusqu'au début du XIXe siècle, cette posture particulière est assumée dès sa fondation par Guadalajara, alors capitale de la Nueva Galicia, siège d'un évêché et d'une Cour supérieure de Justice[8]. À l'Indépendance, Guadalajara se distingue en prenant la tête du mouvement libéral qui prône la mise en place d'un système fédéral au Mexique[9], tandis qu'Arequipa se lance dans une série de révoltes contre le pouvoir central[10]. C'est ce « siècle révolutionnaire » traversé par Arequipa à l'Indépendance du pays qui fait dire à Basadre que la « *Ciudad Blanca* »[11] est sans conteste « la ville la plus représentative du Pérou républicain »[12]. Ainsi, farouchement attachées aux prérogatives dont elles bénéficient durant la période coloniale ou qu'elles ont conquises à l'Indépendance, les

---

[7] « En diferentes momentos y respondiendo en cada caso a intereses específicos, el proceso de formación de los Estados nacionales en las antiguas colonias españolas da lugar a un fenómeno singular : regiones bien diferenciadas […] con claros intereses locales a veces antagónicos con respecto a los de las capitales, afirmaron su derecho a un cierto margen de autonomía sin negar necesariamente el principio básico de la nacionalidad ». Beatriz URIAS HORCASITAS, « Conciencia regional y poder central : ensayo sobre el pensamiento separatista yucateco en la primera mitad del siglo XIX », *Estudios de Historia moderna y contemporánea de México*, México, UNAM, vol. XI, 1988, p. 61.

[8] En espagnol, « *Real Audiencia* ».

[9] Voir Nettie LEE BENSON, *La diputación provincial y el federalismo mexicano*, México, COLMEX, UNAM, 1992 (Première édition 1955).

[10] Voir Juan GUALBERTO VALDIVIA, *Memorias sobre las revoluciones de Arequipa desde 1834 hasta 1866,* Lima, 1874.

[11] Parmi les nombreuses expressions qui désignent tout au long de son histoire et encore aujourd'hui la ville d'Arequipa, celle de « Ciudad Blanca » reste l'une des plus courantes, faisant référence aussi bien à l'architecture caractéristique de la ville, dont l'esthétique repose sur l'utilisation du fameux « sillar », une pierre volcanique blanche, qu'à sa composition démographique, essentiellement espagnole et créole jusque dans la première moitié du XXe siècle.

[12] À la différence du Cuzco, considéré comme la ville représentative de la période préhispanique, tandis que Lima incarnerait la période coloniale.

deux villes n'ont de cesse, durant tout le XIXe siècle et jusque tardivement au XXe siècle, de lutter pour la défense de leurs propres intérêts, tout en réitérant constamment leur attachement à la nation. C'est cette relation ambiguë, aux enjeux souvent multiples et complexes, que l'on se propose d'interroger, dans l'idée que « l'histoire du débat qui traite des rapports entre le pouvoir central et les pouvoirs locaux se confond […] avec l'histoire du pays tout entier puisque la constitution de la nation est déterminée par la dynamique centralisatrice »[13]. Ce constat émis par Anne-Marie Thiesse pour la France apparaît également juste pour la plupart des pays d'Amérique latine, et plus encore pour le Mexique et le Pérou, pour lesquels a prédominé la logique centralisatrice dès l'Indépendance[14].

Peu analysée dans l'espace latino-américain, la relation entre le projet de nation et la conscience régionale a fait l'objet d'importants travaux en France, à commencer par ceux de l'historien Maurice Agulhon[15], travaux qui offrent un cadre théorique particulièrement intéressant pour penser la place de Guadalajara et d'Arequipa dans les processus de construction nationale au tournant des XIXe et XXe siècles. Dans un article publié en 1979[16], issu d'un colloque « consacré à la théorie et à la pratique du fédéralisme comme forme d'État », Maurice Agulhon propose une analyse chronologique de « la dialectique de l'idée de Nation et de l'idée de Région » en France, avant et après la Première Guerre mondiale. Certes, les chronologies mexicaine et péruvienne ne suivent pas exactement la même trajectoire que la France à cette période. Toutefois, il apparaît que c'est bien au début du XXe siècle que se redéfinit le rapport de force entre le pouvoir central et la région au Mexique et au

---

[13] Anne-Marie THIESSE, « L'invention du régionalisme à la Belle Epoque », *Le Mouvement social,* n°160, 1992, p. 11-32, p. 24.

[14] Sur la tradition centraliste en Amérique latine, voir l'ouvrage publié par Claudio VELIZ en 1984, *La tradición centralista de América Latina,* Barcelona, Ed. Ariel, 1984.

[15] Voir notamment l'article suivant : Maurice AGULHON, « Le centre et la périphérie » *in* Pierre NORA (coord.), *Les Lieux de Mémoire,* Volume III « La France. I- Conflits et partages », Paris, Gallimard, 1992, p. 825-849. Voir également l'ouvrage coordonné par Rainer BABEL et Jean-Marie MOEGLIN, *Identité régionale et conscience nationale en France et en Allemagne du Moyen-âge à l'époque moderne,* Thorbecke-Sigmaringen, Deutsches Historisches Institut Paris, 1997. Cet ouvrage rassemble les communications présentées lors du colloque du même titre. Pour une approche concrète de la place des régions dans le processus de consolidation de la nation, voir également l'étude de Jean–François Chanet sur l'école de la IIIe République : Jean-François CHANET, *L'École républicaine et les petites patries,* Paris, Aubier, 1996. Les travaux d'Anne-Marie Thiesse constituent également une référence importante sur la question : Anne-Marie THIESSE, *La création des identités nationales, Europe XVIIIe-XXe siècles,* Paris, Seuil, 1999.

[16] Maurice AGULHON, « Conscience nationale et conscience régionale en France de 1815 à nos jours », *in* Martinus NIJHOFF (coord.), *Bijdragen en Mededelingen betreffende de Geschiedenis der Nederlanden,* Den Haag, 1979.

Pérou, suivant une articulation qui fait clairement écho à ce qui est analysé par Maurice Agulhon pour la France. Si l'objet de cette thèse n'est pas d'établir une comparaison avec ce pays, le cadre théorique et chronologique pensé pour le cas français pourra néanmoins nourrir de façon efficace notre réflexion.

Notre étude propose ainsi de partir du terrain régional pour comprendre les phénomènes historiques nationaux, dans un jeu d'échelles qui doit permettre de restituer tout son sens et sa complexité au dialogue région/nation au Mexique et au Pérou. Puisqu'il s'agit ici de promouvoir « la question régionale comme question nationale »[17], notre étude devra penser le terrain régional non seulement comme une construction culturelle, politique et économique originale[18], mais bien aussi comme le point de départ d'un nouveau regard sur l'historiographie nationale classique, encore trop souvent pensée depuis les capitales nationales.

Dans un récent ouvrage sur les contacts et les ruptures entre histoire nationale et histoire régionale, l'historienne mexicaine Verónica Oikion Solano explique le manque de dialogue entre les deux échelles par un « surdimensionnement » des études régionales et nationales, pensées en opposition plutôt que de façon réellement complémentaire :

> « Il est important de rappeler qu'au moins depuis la Révolution mexicaine, ceux qui ont étudié le passé mexicain ont mis l'accent sur le rôle-clé joué par le gouvernement national. Cette institution est devenue le principal, sinon l'unique bâtisseur de l'État-nation. En réaction à cette perspective,

---

[17] Marco PALACIOS (coord.), *op. cit.,* p. 13.

[18] Nous n'entrerons pas ici dans les inépuisables débats qui divisent l'historiographie régionale sur la définition de la « région », dans la mesure où ils n'interviennent pas directement dans notre étude. Nous nous permettons de renvoyer le lecteur à l'importante bibliographie théorique sur la question. Pour le Mexique, on peut citer les ouvrages suivants, qui développent une réflexion détaillée sur la définition, le sens et les possibilités de l'histoire régionale : Luis GONZALEZ, Rabiel HIRA DE GORTARI et Oscar BITZER, « Historia regional », *Cuadernos de Estudios Jaliscienses,* Guadalajara, El Colegio de Jalisco, 1993 ; Antonio IBARRA, « Tribuna : un debate suspendido. La historia regional como estrategia finita (comentarios a una crítica fundada) », *Historia de México*, México, Colegio de México, Volume LII, n°1, 2002, p. 241-259 ; Pedro PÉREZ HERRERO (comp.), *Región e historia en México (1700-1850),* México, Instituto Mora, Universidad Autónoma Metropolitana, 1991 ; Pablo SERRANO ÁLVAREZ (comp.), *Pasado, presente y futuro de la historiografía regional de México,* México, Universidad Nacional Autónoma de México, Instituto de Investigaciones Históricas, 1998 ; Arturo TARACENA ARRIOLA, « Propuesta de definición histórica para región », *Estudios de Historia Moderna y Contemporánea de México,* num. 35, 2008, p. 181-204. Ce dernier article synthétise avec une grande clarté les différents débats qui portent sur la définition de la région, de même que les diverses façons de faire de l'histoire régionale. L'historiographie péruvienne propose également quelques excellentes études de problématisation de l'approche régionale, généralement à partir de cas concrets : Heraclio BONILLA et Christine HÜNEFELDT, « Piura : propuestas para una historia regional », Lima, *Instituto de estudios peruanos,* Documento de trabajo n°10, Serie Historia n°1, 1986 ; Eusebio QUIROZ PAZ SOLDAN, « Historia regional y Sur Andino », *Revista de Ciencias Sociales,* Arequipa, Universidad Nacional San Agustín, n°5, 1998, p. 38-55.

> l'historiographie régionale a mis en valeur l'importance et la transcendance des événements vécus par les sociétés régionales dans ce processus de construction de l'État et de la nation[19] ».

Les historiographies mexicaine et péruvienne[20], qui ne constituent pas en cela des exceptions en Amérique latine, sont ainsi souvent parues scindées en deux branches apparemment irréconciliables : d'un côté une histoire nationale pensée exclusivement depuis le gouvernement central – comprendre, depuis la capitale nationale –, de l'autre une histoire régionale fermée sur elle-même, mais qui surestime néanmoins le rôle joué par l'espace local dans les grandes évolutions nationales. De manière générale, les travaux partant du terrain régional pour analyser le processus d'intégration des régions à la nation sont donc encore très peu nombreux au Mexique et au Pérou, à la différence de pays comme le Brésil ou l'Argentine par exemple[21]. Au Mexique, on trouve certes quelques études sur le Yucatán[22], et de façon plus marginale

---

[19] « Vale la pena recordar que por lo menos desde la revolución mexicana, los estudiosos del pasado mexicano enfatizaron el papel protagónico del gobierno nacional. Esta institución se convirtió en el principal, si no en el único forjador del Estado-nación. Como reacción a este enfoque, la historiografía regional ha destacado la importancia y trascendencia de los acontecimientos de las sociedades regionales en ese proceso de forja del Estado y de la Nación ». Verónica OIKION SOLANO, « Introducción », *in* Verónica OIKION SOLANO (coord.), *Historia, Nación y Región,* El Colegio de Michoacán, 2007, p. 15-16.

[20] Dans le prologue à l'ouvrage de Frederica BARCLAY REY DE CASTRO, *El Estado federal de Loreto, 1896. Centralismo, descentralismo y federalismo en el Perú a fines del siglo XIX*, IFEA, Centro Bartolomé de Las Casas, Lima, 2009, l'historien Carlos Contreras rappelle ainsi que « la tâche complexe de former un État national, sur le tracé d'une nation postcoloniale comme la péruvienne, dont les composantes sociales et les frontières territoriales souffraient de profondes différences internes et de criantes imprécisions, fut ébauchée depuis la perspective du propre État central, dans les études pionnières de Jorge Basadre, Ernesto Yepes, Julio Cotler ou Javier Tantaleán ». *Version originale de la citation :* « La compleja tarea de conformar un estado nacional, sobre el tramado de una nación poscolonial, como la peruana, cuyos componentes sociales y fronteras territoriales padecían de hondas diferencias internas y de clamorosas indefiniciones, fue esbozada desde la perspectiva del propio Estado Central, en los estudios pioneros de Jorge Basadre, Ernesto Yepes, Julio Cotler o Javier Tantaleán », p. 11. L'historiographie régionale, par réaction, a eu tendance à accentuer le rôle de la région étudiée dans le processus de construction nationale, comme l'illustre très clairement l'historiographie arequipénienne, et ce notamment depuis la publication des fameuses « Memorias de las Revoluciones de Arequipa » du Deán Juan Gualberto Valdivia, en 1873, qui soulignent l'importance de la ville dans les processus nationaux du XIXe siècle.

[21] Il existe ainsi beaucoup plus d'études analysant l'articulation entre les pouvoirs régionaux et la construction de la nation au Brésil et en Argentine. Concernant ce dernier pays, nous invitons le lecteur à consulter la thèse de doctorat de Geneviève VERDO, *L'indépendance argentine entre cités et nation (1808-1821)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2006, qui problématise le processus de construction nationale à partir de cette interaction entre pouvoirs régionaux et pouvoir central. Pour le Brésil, voir l'étude de Mônica Pimenta VELLOSO, '*A brasilidade Verde-Amarela'. Nacionalismo e regionalismo paulista,* Rio de Janeiro, Brasil, Fundação Getulio Vargas- Centro de pesquisa e documentação de Historia contemporânea do Brasil, 1990.

[22] Beatriz URIAS HORCASITAS, *op. cit.* ; Arturo TARACENA, « El Museo Yucateco y la reinvención de Yucatán. La prensa y la construcción del regionalismo peninsular ». *Península,* vol. II, n°1, 2007, p. 13-46 ; Luis VARGUEZ PASOS, « Elites e identidades : una visión de la sociedad meridana de la segunda mitad del siglo XIX », *Historia de México*, México, Colegio de México, vol. LI, n°4, 2002, p. 829-865.

sur la Basse-Californie[23]. Au Pérou, les travaux de Luis Miguel Glave sur le Cuzco[24] ont ouvert de façon importante la réflexion sur l'intégration des régions à la modernisation nationale, réflexion assez peu suivie par l'historiographie des autres régions du pays, à l'exception de l'étude récente proposée par Frederica Barclay Rey de Castro sur le Loreto[25]. De façon caractéristique, et à la notable exception de l'importante étude menée par Alex M. Saragoza sur la région de Monterrey[26], ces études se sont surtout intéressées à des régions marginalisées par le processus d'intégration nationale, régions qui ont de ce fait connu d'importants mouvements séparatistes[27].

Ces dernières études proposent une trame de réflexion particulièrement intéressante pour notre propre travail et témoignent d'un intérêt assez récent pour la mise en relation d'histoires locales souvent très fortes avec le centralisme croissant de l'État central, à partir de la fin du XIXe siècle essentiellement. De récentes initiatives scientifiques ont ainsi été prises, qui proposent une analyse de la construction de la nation depuis l'échelle locale, s'inspirant des divers positionnements théoriques et méthodologiques de la micro-histoire et du changement d'échelles. En 2008, la Benemérita Universidad Autónoma de Puebla a ainsi organisé un colloque international analysant de façon interdisciplinaire le rôle des acteurs locaux dans le processus de construction de la nation en Amérique latine, du XVIIe siècle au XXe siècle[28]. Plus récemment encore (printemps 2012), le Colegio de Michoacán a consacré un numéro spécial de sa revue *Relaciones* à la question de l'interaction entre la

---

[23] María Eugenia ALTABLE, *De la autonomía regional a la centralización en el Estado Mexicano : Baja California 1859-1880,* México, Universidad Autónoma de Baja California Sur, 1999.

[24] Luis Miguel GLAVE, *La república restaurada. Formación nacional y prensa en el Cuzco 1825-1839*, Lima, IEP, 2004.

[25] Federica BARCLAY REY DE CASTRO, *op. cit.*

[26] Alex M. SARAGOZA, *The Monterrey Elite and the Mexican State, 1880-1940,* Austin, University of Texas Press, 1988. Cette étude analyse la formation et le développement d'une élite industrielle à Monterrey à partir du Porfiriat, et comment cette élite parvient à négocier de façon efficace avec le pouvoir central, porfirien puis révolutionnaire, afin de défendre ses intérêts économiques.

[27] Au XIXe siècle, le Yucatán réclame à deux reprises son autonomie et sa séparation du reste de la Fédération, en 1823 et en 1841, tandis que le Loreto se constitue en « Etat fédéral » en 1896, en opposition au gouvernement central et dans l'objectif de faire valoir les intérêts locaux.

[28] « Colloque international 'Los actores locales de la nación, siglos XVII-XXI. Análisis interdisciplinarios', Facultad de Filosofía y Letras – BUAP y El Colegio de Tlaxcala, A. C., les 2 et 3 décembre 2008 ». Les travaux présentés lors de ce colloque ont été récemment publiés dans l'ouvrage suivant : Evelyne SANCHEZ (coord.), *Los actores locales de la nación en la América Latina. Análisis estratégicos,* Tlaxcala, México, Benemérita Universidad Autónoma de Puebla, El Colegio de Tlaxcala, A.C., 2011.

« *patria chica* » et la nation[29]. Dans ce numéro, l'historien Alexander Betancourt Mendieta développe une analyse particulièrement intéressante pour notre propre étude, puisqu'elle entend

> « offrir une perspective comparée sur deux cas régionaux qui contrastent entre eux, du fait de leurs relations avec l'État national, et exposer ainsi les enjeux explicatifs du concept de région pour comprendre certaines dynamiques dans le contexte des États-nations[30] ».

Notre travail s'intègre donc dans une approche certes encore peu développée, mais qui suscite toutefois un intérêt croissant au sein de l'historiographie actuelle. À notre connaissance, cette approche n'a cependant jamais été adoptée pour les cas *tapatío*[31] et *arequipeño*[32]. C'est donc ce que nous nous proposons de réaliser dans cette étude : penser l'histoire nationale mexicaine et l'histoire nationale péruvienne par le prisme de deux capitales régionales, Guadalajara et Arequipa.

---

[29] « Amor de la patria (chica) y pasión nacional », *Relaciones* 130, vol. XXXIII, Colegio de Michoacán, Printemps 2012.

[30] « ofrecer una mirada comparada sobre dos casos regionales que contrastan entre sí debido a sus relaciones con el Estado nacional y exponer así los alcances explicativos del concepto de región para comprender ciertas dinámicas en el contexto de los Estados nacionales ». Alexander BETANCOURT MENDIETA, « Región y nación : dos escalas sobre un tema de estudio », *Relaciones* 130, vol. XXXIII, « Amor de la patria (chica) y pasión nacional », Colegio de Michoacán, Printemps 2012, p. 25-68, p. 27.

[31] D'origine assez floue, le terme « *tapatío* » désigne aujourd'hui les habitants de Guadalajara, à la différence du terme « *jalisciense* » qui qualifie les habitants du Jalisco en général. Nous favoriserons l'usage du qualificatif et substantif *« tapatío »* dans l'ensemble de notre étude, utilisé dans sa version originale (sans traduction). Sur l'origine du terme « *tapatío* », nous renvoyons le lecteur à l'étude de Ricardo PEREZ MONTFORT, *Expresiones populares y estereotipos culturales en México. Siglos XIX y XX. Diez ensayos,* México, Publicaciones de la Casa Chata, CIESAS, 2007. « Selon Ignacio Dávila Garibi ce mot [*'tapatío'*] était utilisé pour désigner 'une certaine monnaie ancienne chez les Indiens originaires de Tonalá […] et, lorsqu'elles étaient regroupées par trois, on les appelait 'tapatiotl'. Le sage aztéquiste continuait dans une brève réplique à Francisco J. Santamaría et à son *Dictionnaire des mexicanismes :* 'à Guadalajara les tortillas de maïs se vendent par portions de trois, qui portent le nom de *tapatios,* pour un demi real, ainsi que l'on achète non pas tant de tortillas, mais tant de *tapatíos,*de telle sorte que *tapatio* est, à Guadalajara, synonyme de trois tortillas [...]' ». *Version originale de la citation :* « Según Ignacio Dávila Garibi esa palabra [« tapatío »] se utilizaba para designar 'cierta moneda antigua entre los indígenas originarios de Tonalá […] y al agruparse en unidades de tres se le llamaba 'tapatiotl'. Continuaba el sabio aztequista en una breve réplica que le hiciera a Francisco J. Santamaría y a su *Diccionario de mejicanismos:* 'En Guadalajara las tortillas de maíz se venden por porciones de tres, que llevan el nombre de *tapatíos,* por medio real y se mandan comparar no tantas tortillas, sino tantos *tapatíos,* de manera que *tapatío* es en Guadalajara, sinónimo de tres tortillas […]' », p. 27.

[32] De même, nous utiliserons régulièrement au cours de cette thèse le terme espagnol « *arequipeño »,* en alternant avec sa traduction française « aréquipénien(ne) ».

Au sein d'une production pléthorique d'études historiques dans les deux villes, études monographiques, locales ou micro-historiques[33], on distingue trois grands types d'ouvrages, qui peuvent faire l'objet d'un usage complémentaire et dessinent les contours de l'approche régionale classique en Amérique latine. La première catégorie, à mi-chemin entre l'étude historique et le témoignage, regroupe les ouvrages à tonalité régionaliste ou localiste. Les propos de Victor Andrés Belaúnde et de José Luis Leal Sanabria reproduits en ouverture s'inscrivent pleinement dans cette catégorie. Généralement produits par des historiens et intellectuels locaux, ces études offrent le plus souvent un « portrait » de la ville à un moment donné, portrait invariablement élogieux et alimenté parfois par les propres souvenirs de l'auteur[34]. Nous n'entrerons pas ici dans une présentation détaillée de ces ouvrages, préférant renvoyer le lecteur à la bibliographie en fin de thèse. Rappelons simplement le rôle important qu'ils ont joué dans la réalisation de notre propre étude, et ce en dépit de leur caractère souvent peu académique (absence de problématique, rare critique des sources, etc.). Ces différents écrits ont permis tout d'abord d'identifier une série de stéréotypes communs caractérisant les deux villes, ainsi qu'une même trajectoire de cette pensée historico-localiste[35]. Ensuite, ils offrent au lecteur une série d'informations non négligeables, notamment sur le développement urbain, économique et social local au tournant du siècle, informations qui viennent compléter de façon souvent efficace et « vivante » les nombreux ouvrages monographiques également disponibles sur les deux villes.

---

[33] Nous n'entrerons pas ici dans la discussion théorique qui divise ces différents champs de l'histoire régionale, préférant renvoyer le lecteur aux importants débats animés sur la question par Carlo Ginzburg dans les années 1970, ou plus récemment par Jacques Revel en France. Sur les distinctions entre micro-histoire et histoire régionale, voir également Arturo TARACENA ARRIOLA, « Propuesta de definición histórica… », *op. cit.*

[34] À titre d'exemple et de façon non exhaustive, on peut citer les ouvrages suivants, pour Guadalajara: Guillermo GARCIA OROPEZA, *Deja contarte Guadalajara*, Guadalajara, Cámara Nacional de Comercio de Guadalajara, 1988 ; José Ignacio DAVILA GARIBI, « Guadalajara, la Perla del Occidente. En las postrimerías del siglo XIX y principios del XX. Conferencia sustentada por su autor en la sesión de la Academia mexicana de la Historia, Correspondiente de la Real de Madrid », México, Editorial Cultura, 1966 ; Juan Bautista IGUÍNIZ, *Guadalajara a través de los tiempos: relatos y descripciones de viajeros y escritores desde el siglo XVI hasta nuestros días,* Guadalajara, 2 volumes, 1950-1955. Pour Arequipa et dans le même registre : Álvaro ESPINOZA DE LA BORDA, *Arequipa a través del tiempo. Política, Cultura y Sociedad*, Arequipa, Centro de Estudios Arequipeños, Universidad Nacional de San Agustín, 2008 ; Enrique CHIRINOS SOTO, *Arequipa en el corazón*, Arequipa, 1995.

[35] Nous n'entrerons pas ici dans les détails de cette trajectoire, puisqu'il en sera plus longuement question dans le premier chapitre de notre étude.

Ces derniers composent une seconde catégorie d'études, fondamentales pour l'historien intéressé par le fait régional. Les travaux de nature monographique, qu'ils se présentent sous une forme abrégée[36] ou en plusieurs volumes[37], ont pour principal objectif la mise à disposition d'une somme d'informations sur chaque ville, la détermination d'une chronologie qui lui soit propre, de même qu'une première tentative de définition de ce qui constituerait le « caractère local ». Sur ce point, un premier décalage historiographique est perceptible entre Guadalajara et Arequipa. Alors qu'il existe pour la première un très grand nombre d'ouvrages monographiques[38], on ne trouve pour la seconde que de très rares travaux de ce type[39], en comparaison également avec l'importante production historiographique disponible sur d'autres villes du Pérou[40].

Enfin, il existe un troisième type de travaux, qui correspondraient à une tendance cette fois plus récente et exclusivement universitaire de l'historiographie régionale, à savoir les études développées autour d'une problématique, qui portent sur un thème précis et/ou sur un moment bien particulier de l'histoire locale. Ces études permettent généralement de replacer l'histoire de la ville dans une réflexion plus complexe et analytique. À Guadalajara, ce type de travaux a été développé aussi bien par des historiens locaux[41] que par des historiens étrangers, généralement

---

[36] Voir José María MURIA, *Breve historia de Jalisco,* México, Secretaria de Educación Pública, 1988.

[37] Voir Mario ALDANA RENDÓN (coord.), *Jalisco desde la Revolución,* Gobierno del Estado de Jalisco, Universidad de Guadalajara, 1987. Ouvrage en quatorze volumes.

[38] Ces ouvrages sont le plus souvent collectifs, organisés en plusieurs volumes coordonnés par la même équipe, dirigée par l'historien José María Muría. C'est le cas principalement de l'ouvrage *Historia de Jalisco,* publié en 1982 par le Gobierno del Estado de Jalisco, ou encore de la série *Lecturas Históricas de Jalisco antes de la Independencia* et *Después de la Independencia,* publiée l'année d'avant, également par le Gobierno del Estado de Jalisco. Pour plus de références, nous renvoyons le lecteur à la bibliographie en fin de thèse.

[39] Le principal – et à notre connaissance, le seul – ouvrage présentant une véritable synthèse monographique de l'histoire d'Arequipa et de sa région est celui édité en 1990 par la Fundación M.J. Bustamante, sous le titre de *Historia General de Arequipa,* et coordonné par les historiens et archéologues arequipéniens Máximo Neira Avendaño, Guillermo Galdos Rodriguez, Alejandro Málaga Medina, Eusebio Quiroz Paz Soldan et Juan Guillermo Carpio Muñoz. Ces historiens sont encore aujourd'hui les principales références de l'histoire locale à Arequipa.

[40] Il existe ainsi de très nombreuses études monographiques sur la ville du Cuzco. Voir notamment les travaux suivants : Raúl PORRAS BARRENECHEA, *Antología del Cuzco,* Lima, Librería Internacional del Perú, 1961 ; ou encore José TAMAYO HERRERA, *Historia social del Cuzco republicano,* Lima, Industrial Gráfica, 1978.

[41] On peut citer à ce sujet l'ouvrage référence de Elisa CARDENAS AYALA, tiré de sa thèse de Doctorat : *Le laboratoire démocratique : le Mexique en révolution (1908-1913),* Paris I, Sorbonne Nouvelle. Publications de la Sorbonne, 2001 ; ou encore celui de Myrna CORTES CUESTA, *Modernidad y*

européens ou américains[42], qui se sont intéressés à toutes les périodes de l'histoire locale. Pour Arequipa, les études historiques réellement problématisées sont le fruit de travaux nord-américains exclusivement et concernent surtout les XVIIIe et XIXe siècles[43]. Il n'existe à notre connaissance aucune étude problématique et détaillée analysant l'histoire du XXe siècle arequipénien.

L'analyse typologique de ces diverses études invite l'historien à un premier constat. Si la grande majorité des ouvrages disponibles sur Guadalajara et Arequipa sont d'une très grande richesse informative, ils tendent toutefois à les présenter comme des espaces fermés, fonctionnant en vase clos et qui suivraient des logiques qui leur sont propres. Les études régionales concernant les deux villes reproduiraient en cela les grandes tendances de l'historiographie nationale péruvienne et mexicaine, pensées de façon nationale exclusivement[44]. On note ainsi une absence quasi-complète d'études problématisant cette originalité régionale dans un cadre national plus vaste, qui interviendrait directement sur la formation de l'identité régionale *tapatía* et *arequipeña.* C'est dans ce vide historiographique que notre thèse prétend s'inscrire, tout d'abord en replaçant l'analyse monographique régionale des deux villes dans le cadre des histoires nationales. Ensuite, en analysant le processus de construction nationale au Mexique et au Pérou, non pas depuis les « marges » de la nation, mais au contraire depuis deux capitales régionales qui, du fait de leur intégration à la fois pleine et entière, mais aussi ambiguë et souvent conflictuelle au projet de nation, constituent deux terrains d'études passionnants.

---

*representaciones sociales en Guadalajara durante la segunda mitad del siglo XIX,* Thèse de Licenciatura, Guadalajara, Universidad de Guadalajara, 1999.

[42] Parmi de nombreux travaux, on peut citer celui de Hélène RIVIERE D'ARC, *Guadalajara y su región. Influencias y dificultades de una metrópoli mexicana,* México, Ed. SEP/Setentas, 1973.

[43] Trois références incontournables pour comprendre l'histoire de la ville au XIXe siècle : les travaux de Sarah CHAMBERS, *The many shades of the white city : urban culture and society in Arequipa, Peru, 1780-1854,* Madison, University of Wisconsin, 1992 ; Sarah CHAMBERS, *From subjects to citizens: honor, gender and politics in Arequipa, Peru, 1780-1854*, Pennsylvania State University, 1999 ; ceux de Kendall W. BROWN, *Bourbons and brandy: imperial reform in eighteenth-century Arequipa,* Albuquerque, University of New Mexico, 1986 ; ou encore la thèse de doctorat de John Frederick WIBEL, *The evolution of a regional community within Spanish Empire and Peruvian nation : Arequipa, 1780-1845,* Stanford, Stanford University, Thèse de Doctorat, 1975.

[44] Les travaux qui comparent le Mexique et le Pérou à d'autres pays sont en effet plutôt rares.

## « *Ciudad Blanca* » et « *Perla del Occidente mexicano* »[45] : comparaison et jeux de miroir

Si la mise en regard de Guadalajara et d'Arequipa réclame un certain nombre de précisions, c'est avant tout la comparaison entre le Mexique et le Pérou qui doit être explicitée. Les deux pays connaissent des trajectoires historiques parallèles depuis la période préhispanique jusqu'à l'Indépendance[46]. Dans un article publié dans l'ouvrage de Leopoldo Zea *América Latina en sus ideas,* l'historien Juan A. Oddone souligne ainsi la marque profonde laissée par les empires préhispaniques sur l'organisation du pouvoir colonial au Mexique et au Pérou[47]. Les deux pays entrent donc dans le XIXe siècle avec des structures étatiques, économiques et sociales sinon identiques, du moins comparables. Il semble donc surprenant qu'aussi peu d'études se soient attachées à les comparer. On observe en effet que le Mexique comme le Pérou ont surtout été pensés nationalement par l'historiographie classique, dans le strict cadre de l'État-nation. Certes, l'historien a accès à quelques études comparatistes concernant la période coloniale, qui soulignent justement les nombreuses similitudes qui unissent les deux pays jusqu'au XIXe siècle[48]. De même, des rapprochements sont

---

[45] De même que pour Arequipa, la ville de Guadalajara se voit attribuer tout au long de son histoire un grand nombre d'appellatifs et de qualificatifs élogieux, qui tendent généralement à la présenter comme la cité la plus importante et la plus belle de « l'Ouest mexicain », vaste zone géographique aux contours généralement mal définis, comprenant le Jalisco, le Nayarit, Zacatecas, le Michoacán, ainsi que les États de Aguascalientes et Guanajuato. Nous reviendrons sur la définition exacte de cette région dans le deuxième chapitre de notre étude.

[46] Sans entrer dans les détails, rappelons simplement l'importante présence des deux principaux empires préhispaniques que sont l'empire Inca et l'empire Mexica à l'arrivée des Espagnols, les modes similaires de la conquête espagnole dans les deux pays, ainsi qu'une composition indienne et créole de la population comparable, qui conditionnent des contextes nationaux finalement très proches, jusque dans la première moitié du XIXe siècle.

[47] Juan A. ODDONE, « Regionalismo y nacionalismo », *in* Leopoldo ZEA, *América Latina en sus ideas,* México, Siglo XXI, 1986. « […] Les colonisateurs ne peuvent éviter – principalement dans les régions où préexistaient des cultures aussi évoluées que l'aztèque et l'inca, ou moins avancées comme la quechua ou la Guarini – que survivent et se consolident des caractères différents. C'est-à-dire qu'il existe un monde pré-ibérique qui transcende, et d'une certaine façon se superpose, à ce monde colonial ». *Version originale de la citation :* « […] Los colonizadores no pueden evitar – principalmente en las regiones donde preexistían culturas tan evolucionadas como la azteca y la inca, o menos avanzadas como la quechua o la guaraní – que perviven y se consoliden caracteres diferentes. O sea que hay un mundo preibérico que trasciende y en cierto modo se sobrepone a ese mundo colonial », p. 203.

[48] Voir Thomas CALVO, « El Rey y sus Indias : ausencia, distancia y presencia (siglos XVI-XVIII) » *in* Oscar MAZIN GÓMEZ (ed.), *México en el mundo hispánico,* Zamora, El Colegio de Michoacán, 2000, vol. II, p. 428 ; Brian HAMNETT, *Revolución y contrarrevolución en México y el Perú : liberalismo, realeza y separatismo, 1800-1824,* México, Fondo de Cultura Económica, 1978 ; Nils Peter JACOBSEN et Hans-Jurgen PUHLE, *The economies of Mexico and Peru during the late colonial period, 1760-1810*, Berlin, Colloquium, 1986. Plus récemment (2012), un projet de recherche collectif a été mis en place par le CEMCA (Centre d'Études Mexicaines et Centraméricaines), l'IFEA (Institut Français d'Études Andines), l'Institut Universitaire de

souvent effectués entre l'histoire du Mexique et celle du Pérou dans des études qui concernent exclusivement l'un ou l'autre pays[49].

En dépit de ces quelques travaux, comparer le Mexique et le Pérou au cours de leur histoire contemporaine (c'est-à-dire à partir du large tournant des XIXe et XXe siècles) reste un défi, comme en témoigne une historiographie encore très pauvre sur le sujet. Rares sont en effet les travaux qui comparent les deux pays après leurs indépendances respectives, du fait notamment d'une forte distanciation de leurs trajectoires historiques à partir du début du XIXe siècle. Dans la préface d'un ouvrage qui constitue une brillante exception en la matière, puisqu'il est à notre connaissance le seul à mettre en œuvre une comparaison entre le Mexique et le Pérou contemporains[50], l'historienne nord-américaine Florence Mallon explique que :

> « Au début de l'histoire postcoloniale de l'Amérique latine, le Mexique et le Pérou étaient comparables en termes généraux. Ils avaient été les grands centres des civilisations indigènes précolombiennes et de la domination de l'empire espagnol ; ils possédaient les mines d'argent les plus généreuses, les élites coloniales les plus riches et les populations indigènes les plus importantes de toute l'Amérique espagnole. Les deux pays entrèrent dans la dite période nationale dans un état de désordre politique, et chacun dut faire face à une cinquantaine d'années de guerres civiles avant que les efforts de stabilisation politique eussent un quelconque résultat […]. Cependant, à partir de ces similitudes générales, les chemins du Mexique et du Pérou ont été

---

France et l'Université de Toulouse, autour d'une analyse comparatiste des vice-royaumes de la Nouvelle Espagne et du Pérou au début du XVIIIe siècle. Une première série de travaux comparatistes ont ainsi été présentés les 5 et 6 décembre 2012 à l'Institut Mora de Mexico, dans le cadre d'une rencontre intitulée « Los virreinatos de Nueva España y del Perú en el 'Primer Siglo XVIII'. Balance historiográfico y perspectiva comparada », et coordonnée par les historiens Michel Bertrand et Bernard Lavallé.

[49] Voir Karen SANDERS, *Nación y tradición. Cinco discursos en torno a la Nación peruana 1885-1930*. Lima, Pontificia Universidad Católica del Perú, Fondo de Cultura económica, 1997. Dans cet ouvrage consacré au Pérou, l'auteur fait ainsi référence au Mexique à de multiples reprises, soulignant notamment le parallélisme des trajectoires historiques nationales des deux pays, et évoquant une certaine parenté intellectuelle entre leurs élites respectives. Voir également les actes du colloque organisé en 2005 dans le cadre de la Feria Internacional del Libro, à Guadalajara. Margarita GUERRA MARTINIERE (coord.), *Historias paralelas. Actas del primer encuentro de historia México/Perú*. Guadalajara, 2005. Ce colloque a été l'occasion de présenter conjointement des études historiques portant sur le Mexique et le Pérou, mais il est notable qu'aucun de ces travaux n'ait mis en œuvre de réelle comparaison entre les deux pays.

[50] Florence MALLON, *Campesino y Nación. La construcción de México y Perú poscoloniales,* México, CIESAS, 1999. Pour être juste, l'ouvrage de Manuel M. MARZAL, *Historia de la antropología indigenista : México y Perú,* México, Colección autores, textos y temas de antropología, 1981, met également en œuvre une comparaison entre les deux pays au XXe siècle, mais seulement dans quelques chapitres, et sur un thème qui ne concerne pas directement les processus de construction nationale.

clairement divergents depuis les premières décennies du siècle et en particulier à partir de la décennie de 1930[51] ».

C'est cette période de distanciation des trajectoires historiques du Mexique et du Pérou que notre étude compte analyser, afin de rendre intelligible cette transition entre une organisation coloniale relativement similaire dans les deux pays, vers des logiques de pouvoir contemporaines radicalement différentes à partir des années 1930.

Il convient de reconnaître ici qu'au sein de ces deux pays, de nombreuses villes et régions auraient pu faire l'objet d'une comparaison[52]. Pour cette raison, le choix particulier des villes de Guadalajara et d'Arequipa dans une comparaison jusqu'à présent jamais mise en œuvre, ni même évoquée dans l'historiographie, réclame quelques éclaircissements, qui doivent nous amener à expliciter la construction de notre objet d'étude[53].

Si Guadalajara et Arequipa présentent à la fin du XIXe siècle un important décalage démographique, elles n'en n'occupent pas moins la même place au sein du système urbain de leurs pays respectifs[54]. Dans la deuxième moitié du XIXe siècle,

---

[51] « Al principio de la historia poscolonial de América Latina, México y Perú eran comparables en términos generales. Habían sido los grandes centros de las civilizaciones indígenas precolombinas y del dominio del imperio español ; tenían las minas de plata más generosas, las élites coloniales más ricas, y las mayores poblaciones indígenas en toda la América española. Ambos países entraron al llamado período nacional en un estado de desorden político, y cada uno enfrentó alrededor de cincuenta años de guerras civiles antes de que los esfuerzos de estabilización política tuvieran resultado alguno […]. Sin embargo, a partir de estas similitudes generales, los caminos de México y Perú han sido marcadamente divergentes desde las primeras décadas del siglo y en especial a partir de la década de 1930 ». Florence MALLON, *op. cit.,* p. 19.

[52] Évoquées plus haut, les similitudes observables entre le Yucatán et le Loreto se retrouvent, dans un registre cette fois strictement agricole, entre les différentes régions comparées par Florence Mallon, que sont les régions rurales de Puebla et Morelos au Mexique, de Junín et Huancayo au Pérou.

[53] Nombreux sont les travaux théoriques à s'être penchés sur cette question fondamentale de la construction de l'objet de la comparaison, question qui touche directement à la construction de l'objet de l'étude historique en général. Nous nous permettons de renvoyer le lecteur au chapitre IV (« Choisir les unités de comparaison ») de l'ouvrage publié par Cécile VIGOUR en 2005 : *La comparaison dans les sciences sociales. Pratiques et méthodes,* Paris, Ed. La Découverte ; ou encore à l'article de Michael WERNER et Bénédicte ZIMMERMANN, « Penser l'histoire croisée: entre empirie et réflexivité », *Annales. Histoire, Sciences Sociales, EHESS,* 58ème année, n°1, 2003, p. 7-36. Bien que portant plus directement sur « l'histoire croisée » et l'histoire des transferts culturels, cet article offre une réflexion intéressante sur la construction de l'objet d'étude.

[54] En 1900, la ville de Guadalajara compte un peu plus de 100 000 habitants, tandis que celle d'Arequipa s'élève à peine à 35 000 âmes. Cet important décalage démographique entre les deux villes reflète celui qui sépare leurs pays respectifs, puisque pour la même période, le Mexique compte 13 607 272 habitants, contre 3800 000 au Pérou. Au début du XXe siècle, le Mexique présente donc 3,5 fois plus d'habitants que le Pérou, et Guadalajara presque trois fois plus d'habitants qu'Arequipa.

Guadalajara devient en effet la seconde ville du Mexique[55] grâce à une importante croissance démographique et économique, tandis qu'Arequipa s'impose progressivement face au Cuzco, alors en plein déclin. Au cours de la période qui nous intéresse (1884-1930), Guadalajara et Arequipa occupent donc chacune la place de « seconde ville»[56] ou « seconde capitale ». Cette caractéristique est importante, puisqu'elle a présidé au choix des espaces analysés et fonde notre objet d'étude. À l'inverse de l'approche proposée par Florence Mallon, il s'agit de penser la nation par le prisme de pôles urbains exerçant une grande influence dans le pays, et de ce fait capables de rivaliser avec la capitale nationale. La nuance est d'importance et permet de contrebalancer efficacement le décalage démographique qui existe entre Guadalajara et Arequipa. Ce statut de « seconde ville » implique en effet un ensemble de rapports de force avec le pouvoir central, qui sont au cœur de notre étude.

Outre cette position de « seconde capitale » du pays, Guadalajara et Arequipa présentent également une série de caractéristiques communes, qui rendent possible la comparaison. En premier lieu, les deux villes sont au cœur de régions culturelles et historiques originales. Guadalajara, capitale de l'Occident mexicain, et Arequipa, capitale du Sud andin, incarnent donc consciemment un système de valeurs culturelles et politiques qui se distinguent nettement du reste du pays[57]. De ce fait, les deux villes présentent des caractéristiques sociales bien spécifiques jusqu'au début du XXe siècle. Les sociétés *tapatía* et *arequipeña* se considèrent toutes deux comme aristocratiques et relativement peu métissées, héritières directes de la période coloniale à laquelle elles sont très attachées[58]. Sur le plan économique, elles se situent toutes deux à proximité des ports du Pacifique, ce qui leur assure un même positionnement stratégique dans le commerce avec l'extérieur et les communications avec l'Europe[59]. Ces multiples correspondances facilitent l'élaboration d'un cadre

---

[55] Devant Puebla, seconde ville du pays jusque dans la première moitié du XIXe siècle.

[56] Par « seconde ville », on entend essentiellement la seconde place dans la hiérarchie démographique nationale, avec pour corollaire un poids économique et politique important, situant la ville étudiée juste derrière la capitale du pays, en termes d'influence régionale et nationale.

[57] Le premier chapitre de notre étude s'attachera à restituer toute l'originalité culturelle et historique de ces deux capitales régionales.

[58] *Id.*

[59] Nous analyserons ce point particulier dans le deuxième chapitre de notre thèse. Nous pouvons cependant noter dès à présent l'importance de cette dimension internationale des deux villes, dans le jeu d'échelles qui va nous intéresser tout au long de l'étude.

commun de la comparaison, qui va nous permettre de nous pencher sur une série de problèmes essentiels à la compréhension des trajectoires historiques des deux villes, et plus encore à celle des profondes mutations dans lesquelles s'engagent le Mexique et le Pérou au tournant des XIXe et XXe siècles.

Une précision s'impose cependant. Si les deux villes ont beaucoup en commun durant la période étudiée, elles s'inscrivent toutefois dans des espaces régionaux et nationaux qui présentent de nombreuses différences. L'un des apports de l'exercice comparatiste ici proposé est donc de penser les similitudes locales au sein de contextes régionaux et nationaux très différents. Pour cela, il conviendra tout au long de l'étude de jouer avec les échelles et de replacer la ville étudiée dans son espace régional et national. Ainsi, et pour reprendre une distinction émise par Jacques Revel dans l'introduction de l'ouvrage qu'il a coordonné sur la question, ce n'est pas tant l'échelle régionale qui compte, mais bien la variation d'une échelle à l'autre qui donne tout son sens à l'analyse[60].

Si les sources analysées dans le cadre de notre travail sont exclusivement issues de Guadalajara et d'Arequipa, l'approche concerne donc un faisceau de relations, dans lequel les deux villes se confondent parfois avec leur espace régional. Ainsi, le lecteur ne sera pas surpris de l'apparente confusion qui s'insinue dans l'usage parfois indissocié de Guadalajara et du Jalisco d'une part, et d'Arequipa et de sa région d'autre part. Arequipa et Guadalajara étant toutes deux des villes extrêmement centralisatrices, l'histoire de leur aire d'influence se confond souvent avec leur propre histoire, nous y reviendrons dans le deuxième chapitre de l'étude.

Les bénéfices de cette approche comparatiste sur plusieurs échelles sont multiples, puisqu'elle cumule à la fois les vertus de l'analyse comparée, et celles de l'analyse régionale. De façon très générale, la mise en regard des cas *tapatío* et *arequipeño* doit nous permettre de repenser les grilles de lectures historiographiques traditionnelles, en réévaluant les grandes ruptures nationales et internationales à l'aune de leur perception régionale. Pour cette raison, certains événements jugés fondateurs par l'historiographie nationale, tels que la Révolution mexicaine ou la dictature d'Augusto B. Leguía au Pérou (1919-1930), ne seront pas analysés pour eux-

---

[60] Jacques REVEL (dir.), *Jeux d'échelles : la micro-analyse à l'expérience,* Paris, Gallimard et Le Seuil, Coll. Hautes Études, 1996.

mêmes, mais comme une toile de fond parfois très secondaire dans les processus politiques et sociaux qui touchent les deux villes.

Nous n'insisterons pas ici sur les nombreuses vertus de l'approche comparatiste[61], dont nous espérons que la présente étude offrira une illustration. Il importe toutefois d'en entendre les principales critiques, qui sont autant de mises en garde nécessaires au moment d'élaborer l'objet de notre analyse. Dans un important article sur les « limites du comparatisme en histoire culturelle », l'historien Michel Espagne souligne ainsi plusieurs limites de l'exercice comparatiste[62], tout d'abord en ce qui concerne « la position de l'observateur ». L'auteur regrette ainsi que dans la démarche comparatiste, « on ne [fasse] souvent que comparer soi-même à l'autre »[63]. Notons que ce premier obstacle se trouve rapidement déjoué par notre point de vue français, extérieur aux deux pays étudiés, ce qui permet une égale distance par rapport aux cas comparés.

Michel Espagne souligne également le problème de la temporalité des processus historiques, qui serait en partie occultée dans la démarche comparatiste : « les comparaisons [donneraient] un résultat anhistorique, alors que les points de contacts entre les cultures sont impliqués dans un processus permanent »[64]. Plutôt que de mettre en valeur des « points de contact sémantiques », c'est-à-dire des phénomènes similaires dans les deux cas, il conviendrait donc de comparer des moments historiques donnés, afin de restituer toute leur importance aux évolutions historiques des cas analysés. Nous souscrivons pleinement à cette proposition de Michel Espagne. C'est pour cette raison que la présente thèse, pensée à l'origine en

---

[61] Il existe sur le sujet une importante bibliographie. Parmi de nombreux exemples, on peut citer les études suivantes, à commencer par l'article désormais classique de Marc BLOCH, « Pour une histoire comparée des sociétés européennes », *Revue de synthèse historique*, vol. 46, 1928, p. 15-50 ; Pietro ROSSI, « La historia comparada. Entre investigación histórica y concepciones generales de la historia », México, El Colegio de México- Fideicomiso Historia de las Américas, 1994 ; Cécile VIGOUR, *op. cit.* ; Marcel DETIENNE, *Comparer l'incomparable. Oser expérimenter et construire*, Paris, Seuil, Coll. « Points Essais », 2009 [2000]. Cette dernière étude a fait l'objet d'importantes critiques dans l'article d'Etienne ANHEIM et Benoît GREVIN, « 'Choc des civilisations' ou choc des disciplines ? Les sciences sociales et le comparatisme », *Revue d'histoire moderne et contemporaine,* Tome 49, n°4-bis, Supplément : Bulletin de la Société d'Histoire Moderne et Contemporaine, 2002, p. 122-146. Dans cet article, les deux auteurs réfléchissent aux conditions qui rendent possible l'exercice pratique de la comparaison, tout en en soulignant les grandes vertus épistémologiques.

[62] Michel ESPAGNE, « Sur les limites du comparatisme en histoire culturelle », *Genèses,* n°17, 1994, p. 112-121.

[63] *Id.,* p. 113.

[64] *Id.,* p. 115.

fonction de grandes thématiques, s'organise finalement de façon plus chronologique, afin de bien mettre en valeur l'importante évolution des rapports de force étudiés.

Une autre difficulté importante a également été soulignée par Florence Mallon dans l'ouvrage déjà cité, sur la base de sa propre expérience de recherche et concernant cette fois la restitution des résultats de l'analyse. Celle-ci souligne l'impossible symétrie des études comparatistes, notamment concernant le Mexique et le Pérou.

> « Une dernière question apparue pendant que j'écrivais fut en lien avec la nature de mes comparaisons. Au début, j'ai travaillé avec détermination pour les rendre équitables : pour chaque chapitre sur le Mexique, un autre sur le Pérou, pour chaque analyse d'une région, la même attention aux trois autres. Ça n'a tout simplement pas fonctionné. […] Quand j'ai terminé, je ne considérais plus que cet apparent déséquilibre fût un défaut. En fait j'étais arrivée à la conclusion que les comparaisons parfaitement symétriques étaient impossibles, ou étaient une illusion créée par leurs auteurs[65] ».

Cette impossible symétrie des cas étudiés est d'importance, puisqu'elle détermine le sens de la comparaison, en axant l'analyse sur la mise en lumière de différences dont il s'agit d'expliquer l'origine et le sens. Cette asymétrie a certes parfois posé problème, notamment en ce qui concerne l'approche documentaire de certaines thématiques. Si certaines questions ont été analysées en détail par l'historiographie mexicaine – c'est le cas par exemple de la fiscalité et de l'éducation[66] –, on ne trouve que de trop rares travaux sur le sujet au Pérou. Ce décalage concerne également les sources primaires. Certains conflits internes particulièrement importants à Arequipa, comme celui qui oppose les libéraux aux conservateurs au début du XX^e^ siècle, n'apparaissent que de façon beaucoup plus succincte et épisodique à Guadalajara. Ce décalage nous a donc obligés à limiter le traitement de ces questions certes essentielles pour une ville, mais beaucoup moins pour l'autre, et par conséquent pour l'ensemble de la comparaison.

---

[65] « Una última cuestión que surgió mientras escribía se relacionaba con la naturaleza de mis comparaciones. Al principio trabajé esmeradamente para hacerlas equitativas : para cada capítulo sobre México, uno sobre Perú ; para cada análisis de una región, igual atención a las otras tres. Simplemente no funcionó. […] Para cuando terminé, ya no consideraba que este aparente desequilibrio fuera un defecto. De hecho había llegado a la conclusión de que las comparaciones perfectamente simétricas eran imposibles, o eran una ilusión creada por sus autores ». Florence MALLON, *op. cit.,* p. 17.

[66] Il en sera plus précisément question dans les chapitres 4 et 5 de notre étude.

Cependant c'est ce décalage entre nos deux cas qui rend réellement possible le renouvellement historiographique, en révèlant certains « silences » historiques dans chacun des deux cas, mais aussi certains vides historiographiques qui ne demandent qu'à être comblés. Une rapide analyse des trajectoires historiques *tapatía* et *arequipeña* durant la période concernée doit nous permettre d'évaluer la faisabilité d'une telle entreprise.

## Arequipa et Guadalajara au tournant du siècle

Si les divisions chronologiques dans lesquelles s'intègrent les études historiques comparées semblent parfois quelque peu arbitraires, les cinq décennies qui séparent les années 1880 des années 1930 constituent un ensemble cohérent, une période de transition de plus en plus analysée par les historiens[67]. Ce large changement de siècle représente en effet pour l'Amérique latine une étape de profonds bouleversements politiques, économiques et sociaux, qui font entrer l'ensemble des pays latino-américains dans ce qu'il conviendrait d'appeler la modernité du XXe siècle. Le Mexique et le Pérou quittent à cette période un ordre politique et économique directement hérité de la période coloniale, pour intégrer des logiques de pouvoir plus contemporaines. C'est cette transition majeure, pensée depuis les capitales régionales, qui va être au centre de notre étude.

L'Amérique latine connaît tout d'abord, à partir des années 1870-1880, un processus de développement économique sans précédent, notamment grâce à une forte croissance des exportations[68] et à la mise en place d'un important processus d'industrialisation[69]. Dans les décennies qui précèdent la crise économique mondiale de 1929, l'Amérique latine entre ainsi pleinement dans l'ère capitaliste[70]. Cette importante mutation économique est clairement perceptible à l'échelle régionale,

---

[67] Parmi de multiples exemples, c'est cette période que Karen Sanders choisit pour analyser les évolutions les plus significatives du discours péruvien sur la nation. Karen SANDERS, *op. cit.*

[68] Sandra KUNTZ, *Las exportaciones mexicanas durante la primera globalización, 1870-1929,* México, El Colegio de México, Centro de Estudios Históricos, 2010.

[69] Voir Leslie BETHELL, *Latin America: economy and society, 1870-1930,* Cambridge, Cambridge University Press, 1989 ; Victor BULMER-THOMAS, *The economic history of Latin America since independence,* Cambridge, Cambridge University Press, 1995.

[70] Voir sur le sujet l'article de synthèse de Roberto CORTES CONDE, « El crecimiento de las economías latinoamericanas, 1880-1930 », *Historia mexicana*, México, Colegio de México, vol. 42, n°3, 1993, p. 633-648. Pour le Pérou, voir également l'ouvrage de Carlos CONTRERAS, *El aprendizaje del capitalismo : estudios de historia económica y social del Perú republicano,* Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 2004.

comme l'illustrent aussi bien Guadalajara[71] qu'Arequipa[72], qui voient alors leur physionomie urbaine profondément évoluer[73].

Une série de bouleversements politiques accompagnent cette importante modernisation économique, bouleversements qui modifient non seulement l'organisation du Mexique et du Pérou, mais aussi l'ensemble du discours sur la nation, dont on observe alors une claire consolidation. C'est à cette période qu'apparaît ainsi une réflexion identitaire nationale, développée autour des questions de la « mexicanité » et de la « péruvianité »[74]. Au Mexique, le principal bouleversement de la période reste bien entendu la Révolution, qui éclate à la fin de l'année 1910 après plus de trois décennies d'un pouvoir sans partage exercé par Porfirio Díaz (1830-1915). La mise en place de la Constitution de 1917 fait définitivement entrer le Mexique dans une nouvelle ère politique, dominée par une idéologie laïque et centralisée. Au Pérou, la « République Aristocratique »[75] installée à la fin du XIXe siècle laisse la place en 1919 à la dictature d'Augusto B. Leguía (1863-1932), dont les onze années de gouvernance (le « *oncenio* ») consacrent un nouveau modèle d'État au Pérou, également axé sur un centralisme sans précédent.

Parfaitement documentée par l'historien Claudio Véliz[76], cette « tradition centraliste » connaît donc dans le changement de siècle un incontestable renforcement, modulé par différentes phases de retrait du centre au profit de quelques mesures décentralisatrices. Clairement synonyme de modernité pour les élites mexicaines porfiriennes, le centralisme ne se met réellement en place au Mexique qu'après la Révolution, une fois soumis les pouvoirs régionaux qui avaient jusqu'alors opposé une certaine résistance au projet centralisateur de Porfirio Díaz. Au Pérou, après une série de lois décentralisatrices importantes dans les années

---

[71] Sergio Mario VALERIO ULLOA, *Capitalismo y oligarquía en Jalisco, 1876-1910,* México, El Colegio de México, Centro de Estudios Históricos, 1999.

[72] Alberto FLORES GALINDO, *Arequipa y el Sur Andino*, Lima, Ed. Horizonte, 1977.

[73] Le chapitre 1 de notre étude propose divers exemples de ces importantes mutations.

[74] Nous reviendrons sur cette réflexion identitaire nationale dans le sixième chapitre de notre étude.

[75] L'expression désigne dans l'historiographie péruvienne la période qui s'étend de 1895 à 1919, durant laquelle une petite partie des élites nationales préside aux destinées politiques et économiques de l'ensemble du pays, en excluant l'immense majorité de la population péruvienne. Plus qu'aristocratique, il s'agit donc d'un gouvernement dominé par une oligarchie bourgeoise jouissant d'un pouvoir économique sans partage.

[76] Claudio VELIZ, *op. cit.*

1890[77], le centralisme connaît un brutal renforcement sous la dictature de Leguía, notamment avec la limitation des pouvoirs attribués aux Congrès régionaux en 1922[78]. Ce processus centralisateur grandissant au tournant du siècle permet donc une certaine cohésion chronologique, notamment dans la mesure où il se retrouve constamment au cœur des débats locaux à Guadalajara et à Arequipa durant cette période. Le centralisme constitue donc une clé d'interprétation essentielle des principales évolutions locales et nationales des années 1880 jusqu'à la fin des années 1920.

Les bornes chronologiques plus précises adoptées dans notre étude sont, à ce sujet, significatives. L'analyse s'ouvre en 1884, année durant laquelle se renforce au Mexique le pouvoir de Porfirio Díaz au détriment des pouvoirs régionaux, avec sa réélection à la tête du pays. Cette année marque donc pour le Mexique le début d'un centralisme qui n'a de cesse de croître durant toute la période étudiée. Le Pérou connaît au même moment un contexte très différent, pour ne pas dire radicalement opposé. Le pays a signé la paix avec le Chili l'année précédente[79], mettant fin à la « Guerre du Pacifique », et débute donc en 1884 sa lente reconstruction. Lima est sortie fragilisée de cette guerre, notamment du fait de l'occupation de la ville par les troupes chiliennes, et n'assure donc à cette période qu'un contrôle extrêmement limité sur l'ensemble du territoire péruvien. Les pouvoirs régionaux sont à cette période totalement livrés à eux-mêmes et bénéficient par conséquent d'une réelle autonomie. C'est le cas tout particulièrement d'Arequipa, convertie brièvement en capitale du Pérou au cours du conflit[80].

Après cinq décennies de profonds bouleversements politiques, économiques et sociaux, durant lesquelles s'observe un renforcement global du centralisme dans les deux pays, les années 1929-1930 sont généralement considérées comme marquant une rupture significative, tout d'abord en raison de la crise économique mondiale. Les relations entre le centre et le reste du pays au Mexique et au Pérou se formalisent,

---

[77] Ces lois sont décrites et analysées en détail dans l'ouvrage de Pedro PLANAS, *La descentralización en el Perú republicano (1821-1998),* Lima, Municipalidad metropolitana de Lima, 1998.

[78] Pedro PLANAS, *id.*, p. 411.

[79] Le traité d'Ancón est signé le 20 octobre 1883 entre le Pérou et le Chili, et met fin à pratiquement cinq années de guerre entre les deux pays. Nous reviendrons sur cet important conflit de la Guerre du Pacifique dans les premier et troisième chapitres de notre étude.

[80] Nous reviendrons plus en détail sur cet épisode de l'histoire nationale dans le premier chapitre de notre étude.

dans une configuration qu'elles conservent pendant toute la durée du XXe siècle. Le Mexique officialise l'hégémonie du pouvoir révolutionnaire, avec la formation du Partido Nacional Revolucionario (PNR)[81], qui symbolise une certaine stabilité politique nationale[82]. Cette relative pacification des relations politiques au Mexique contraste fortement avec le contexte péruvien. En 1930 y éclate en effet la toute dernière révolte décentralisatrice de l'histoire nationale, engagée par Arequipa contre le pouvoir dictatorial de Leguía.

Si de grandes ruptures chronologiques peuvent donc être identifiées dans les deux pays à des moments identiques, des différences apparaissent toutefois au sein de leurs trajectoires historiques respectives à cette période. De fait, les chronologies nationales des deux pays sont rarement pensées comme nous venons de le présenter. De façon classique, l'histoire mexicaine des XIXe et XXe siècles est généralement divisée en deux moments très rarement étudiés ensemble, à savoir le Porfiriat et la Révolution mexicaine. De même, les divisions chronologiques du Pérou tendent à séparer les études qui concernent la « *República Aristocrática* » de celles qui traitent de la dictature de Leguía. Analyser ces différents moments historiques au sein d'une même étude est donc incontestablement une gageure. C'est aussi tout l'intérêt de l'approche comparatiste, qui doit nous permettre de remettre en cause les chronologies nationales classiques à la lumière de la comparaison. L'élaboration d'une chronologie commune à nos deux cas représente ainsi un défi, puisqu'elle doit composer à la fois avec des temporalités nationales distinctes, mais également avec celles des régions, bien souvent différentes.

## La presse, *« una ventana al alma regional »*[83]

À cet obstacle méthodologique que représente l'inévitable asymétrie des cas étudiés, l'étude de la presse locale comme source principale semble apporter un

---

[81] Fondé au début de l'année 1929, le PNR exerce un pouvoir absolu jusque dans les années 1990, qui voient décroître l'influence du Parti au profit de nouvelles formations politiques. Le PNR est l'ancêtre du PRM, Partido de la Revolución Mexicana, fondé en 1938, lui-même ancêtre de l'actuel PRI, Partido Revolucionario Institucional, fondé en 1946.

[82] Cette stabilité intervient notamment après plus de trois années de violences religieuses et politiques, pendant l'épisode de la Christiade (1926-1929). Nous y reviendrons dans le tout dernier chapitre de notre étude.

[83] L'expression est de Luis Miguel GLAVE, dans l'ouvrage déjà cité *La república…, op. cit.,* p. 141. On pourrait la traduire par : « la presse, une fenêtre ouverte sur l'âme régionale ».

important contrepoids, en même temps qu'elle soulève une série de questions méthodologiques et pratiques que l'on ne saurait éluder. Ce sont ces questions qui constituent le cadre méthodologique de notre étude.

À partir de la deuxième moitié du XIXe siècle, la production de journaux au Mexique, au Pérou, mais également dans toute l'Amérique latine, connaît une très forte croissance, notamment en raison d'une série d'améliorations techniques qui permettent une impression plus rapide et systématique de la presse, de même que sa plus ample diffusion[84]. Au Mexique, et en dépit de l'important contrôle exercé par le pouvoir porfirien sur les journalistes,

> « la relative stabilité politique et la croissance démographique et économique, entre autres facteurs, ont permis une croissance quantitative constante de la presse, tant de la capitale, qui depuis la deuxième moitié des années 1890 dépasse la centaine de titres publiés simultanément, que dans les États, où le chiffre de villes disposant de leur propre presse est en augmentation constante[85] ».

Le développement de la presse péruvienne est, à l'inverse, beaucoup plus lent.

> « Au tournant du siècle, le Pérou était toujours une République aristocratique. On ne peut alors pas encore parler de journalisme national dans un pays encore très désarticulé et avec une infrastructure de communications déficiente. Le grand journalisme était fondamentalement liménien, avec des tirages difficiles à fixer en raison de l'absence de données[86] ».

Il faut attendre la première décennie du XXe siècle pour qu'apparaissent dans la capitale du pays les premières rotatives. Cette importante amélioration technique

---

[84] Sur les importants progrès techniques de l'imprimerie et de la presse en général dans la deuxième moitié du XIXe siècle, voir notamment les travaux suivants: *Cuatro siglos de imprenta en México,* México, UNAM, Instituto de Investigaciones Bibliográficas, 1986 ; Martha Celis DE LA CRUZ, « Divulgación y circulación de impresos en el siglo XIX », *Red de Historiadores de la Prensa ;* Antonio CHECA GODOY, *Historia de la prensa en Iberoamérica*, Séville, Ed. Alfar, 1993.

[85] « La relativa estabilidad política y el crecimiento demográfico y económico, entre otros factores, permiten un sostenido crecimiento cuantitativo en la prensa tanto de la capital, que desde mediados de los años noventa supera el centenar de títulos en publicación simultánea, como en los estados, donde se amplía incesantemente el número de ciudades con prensa propia », Antonio CHECA GODOY, *op. cit.,* p. 179.

[86] « Al doblar el siglo, Perú continuaba siendo una República aristocrática. Aún no se puede hablar de un periodismo nacional en un país todavía muy desarticulado y con una infraestructura de comunicaciones deficientes. El gran periodismo era fundamentalmente limeño, con tiradas difíciles de fijar por ausencia de datos ». Jesús Timoteo ÁLVAREZ et Ascensión MARTÍNEZ RIAZA, *Historia de la prensa Hispanoamericana,* Lima, MAPFRE, 1992, p. 140.

arrive plus tardivement à Arequipa, qui voit s'installer la première rotative « Duplex » en 1916, dans l'imprimerie du journal *El Heraldo*[87].

En tant que capitales régionales de première importance, les villes de Guadalajara et d'Arequipa ont en commun une grande production hémérographique durant la période qui nous intéresse[88]. Abondamment documentée pour Guadalajara, notamment dans les multiples travaux de Celia del Palacio Montiel[89], et beaucoup moins pour Arequipa[90], l'histoire de la presse locale nous renseigne sur le rôle fondamental qu'elle a joué dans les débats politiques, sociaux et culturels de l'époque, de même que sur son statut de « témoin » des grands bouleversements comme des petits faits divers vécus par les deux villes dans le changement de siècle. À ce double titre d'acteur et de témoin de son époque, la presse est une source extrêmement intéressante pour l'historien soucieux de comprendre l'histoire des sociétés depuis l'intérieur, comme l'a démontré une historiographie très dynamique sur la question[91].

---

[87] *El Heraldo,* Arequipa, 26 avril 1917, p. 1.

[88] Cette production de journaux est une tendance qui s'observe globalement dans l'ensemble de l'Amérique latine à la fin du XIXe siècle. Voir Antonio CHECA GODOY, *op. cit.* Le lecteur trouvera un bref panorama de la production hémérographique des deux villes pour la période étudiée dans le document de présentation des « sources », en annexe de notre thèse.

[89] L'historienne Celia del Palacio Montiel est actuellement l'une des principales spécialistes de l'histoire de la presse régionale au Mexique, notamment à Guadalajara et à Veracruz. Celia DEL PALACIO MONTIEL, *La Gaceta de Guadalajara (1902-1914), de taller artesanal a industria editorial*. Guadalajara, Universidad de Guadalajara, 1995 ; Celia DEL PALACIO MONTIEL, « Esfera pública y prensa. Inicios del periodismo en Guadalajara (1809-1835) », *Revista Comunicación y Sociedad,* n°31, 1997, p. 121-150. Il convient de citer également l'ouvrage incontournable de Juan Bautista IGUÍNIZ, *El periodismo en Guadalajara, 1809-1915*, Guadalajara, Universidad de Guadalajara, 1955. Cet ouvrage offre l'unique panorama disponible sur l'évolution de la presse *tapatía* depuis la deuxième moitié du XIXe siècle et jusqu'au début du XXe siècle.

[90] À notre connaissance, seuls deux ouvrages présentent de façon détaillée la production hémérographique arequipénienne, et ce uniquement pour le début du XIXe siècle: Fernando CALDERON VALENZUELA, « La prensa arequipeña a inicios de la República 1825-1834 », *in Pueblos, provincias y regiones en la historia del Peru*, Arequipa, Academia Nacional de la Historia, 2006 ; Artemio PERALTILLA DIAZ, *El periodismo arequipeño en la emancipación del Perú,* Arequipa, Ed. El Sol, 1971.

[91] Pour un aperçu des multiples vertus méthodologiques et analytiques de l'étude de la presse en Amérique latine, nous renvoyons le lecteur aux travaux suivants, la plupart diffusés sur internet par la « *Red de Historiadores de la Prensa en Iberoamérica* » : Rosalba CRUZ SOTO, « La prensa, pariente pobre de la historia? Una reflexión en torno al historiador de la prensa » ; Silvia GONZALEZ MARÍN et Juan Romero ROJAS, « Prensa e historia. El todo y las partes » ; Horacio HERNÁNDEZ CASILLAS, « Importancia del análisis crítico del discurso en el estudio hemerográfico en la prensa de Guadalajara ». Voir également l'article de Jacqueline COVO, « La prensa en la historiografía mexicana: problemas y perspectivas », *Historia Mexicana*, México, Colegio de México, vol. XLII, n°3, 1993, p. 689-710. En France, une série de réflexions ont également été menées récemment quant à l'usage de la presse dans les analyses historiques, au cours d'un colloque organisé en 2006 par des doctorants de l'École Pratique des Hautes Études. Les travaux présentés lors de ce colloque ont été publiés l'année suivante : Hélène GUILLON et Stéphanie LAITHIER (coord.), *L'histoire et la presse,* Cahiers Alberto Benveniste, Paris, Le Manuscrit, 2007.

Parmi les divers travaux qui mènent une réflexion sur les avantages et les limites de l'analyse de la presse comme source des études historiques, l'article publié en 1993 par Jacqueline Covo dans la revue *Historia Mexicana* offre une approche particulièrement complète et problématisée. Jacqueline Covo met tout d'abord en avant la difficulté d'analyser cette source définie par un « point de vue partial » et « l'absence de distance chronologique ». Si cette subjectivité impose à l'historien une série de précautions[92], c'est également ce qui en fait tout l'intérêt, en ce qu'elle offre une approche « vivante » des débats d'idées de l'époque.

> « La presse politique du XIXe siècle mexicain compense ses carences informatives par une tendance à la réflexivité qui, particulièrement dans les moments d'intense fermentation politique, fait d'elle une presse d'idées, d'opinions, laquelle offre à l'historiographie un important observatoire des débats idéologiques[93] ».

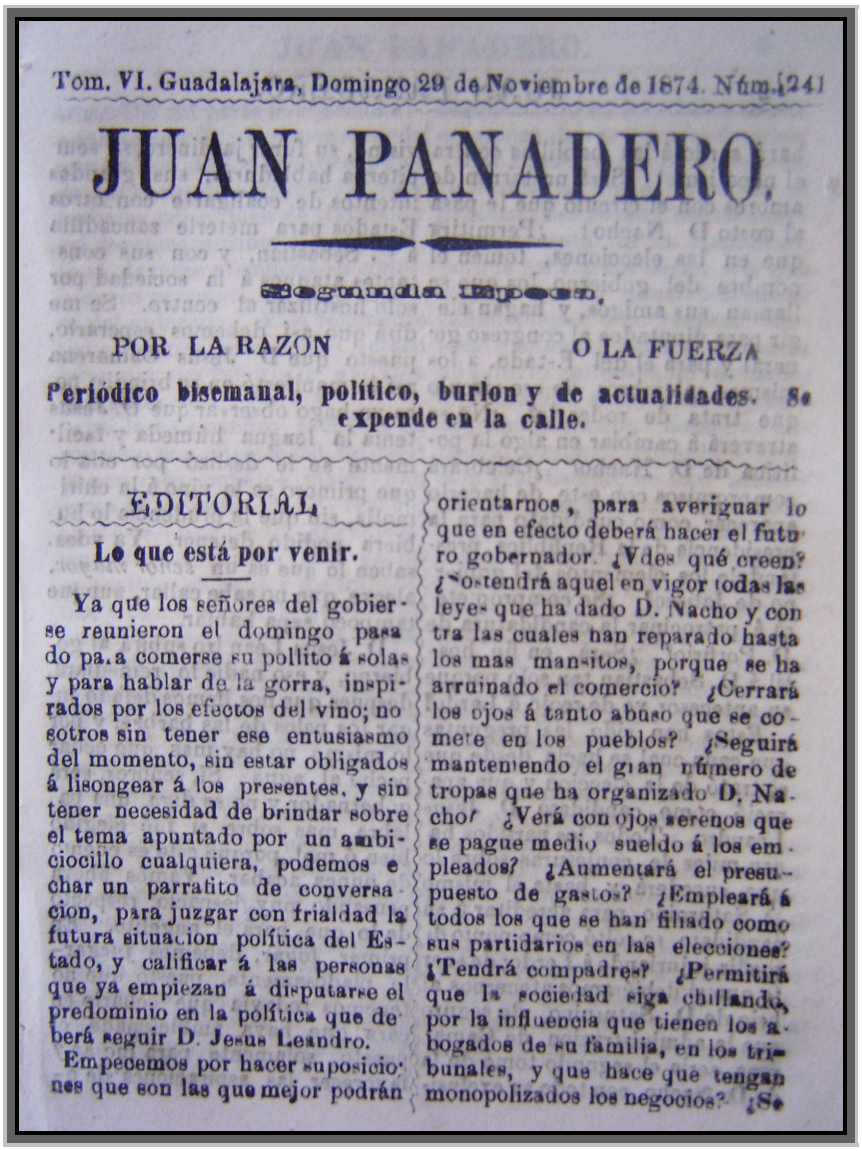
La presse *tapatía* comme la presse *arequipeña* en sont de très bons exemples. Le journal *Juan Panadero,* publié de 1871 à 1907 à Guadalajara, ne présente ainsi que très peu d'informations nationales, et encore moins internationales. Il cristallise cependant l'ensemble du débat local au tournant des XIXe et XXe siècles, en critiquant sans relâche le pouvoir central comme le pouvoir local. Il offre ainsi à l'historien un panorama relativement détaillé des débats politiques qui divisent l'opinion locale à cette période.

---

[92] Parmi les précautions de lecture suggérées par Jacqueline Covo dans son article, on peut citer, dans le désordre, l'importance de replacer le journal dans son contexte historique, la nécessité d'une approche matérielle du journal, compris comme un objet répondant à une série de critères pratiques (prise en compte du tirage, de la présentation physique du journal, des techniques de fabrication et leurs évolutions, etc.), la nécessité de penser la personnalité du journaliste, son parcours et ses conditions de travail, la prise en compte de la provenance de l'information et du rôle des agences de presse, la législation du moment (liberté de la presse et censure).

[93] « La prensa política del siglo XIX mexicano suple sus carencias informativas por una propensión reflexiva que, particularmente en los momentos de intensa fermentación política, hace de ella una prensa de ideas, de opinión, la cual proporciona a la historiografía un valioso observatorio de los debates ideológicos ». Jacqueline Covo, *op. cit.* p. 690.

**Figure 1 - Le *Juan Panadero*, Guadalajara, 1874**



Tom. VI. Guadalajara, Domingo 29 de Noviembre de 1874. Núm. 241

JUAN PANADERO.

Segunda Epoca.

POR LA RAZON O LA FUERZA

Periódico bisemanal, político, burlon y de actualidades. Se expende en la calle.

EDITORIAL

Lo que está por venir.

Ya que los señores del gobierse reunieron el domingo pasado para comerse su pollito á solas y para hablar de la gorra, inspirados por los efectos del vino; nosotros sin tener ese entusiasmo del momento, sin estar obligados á lisongear á los presentes, y sin tener necesidad de brindar sobre el tema apuntado por un ambiciocillo cualquiera, podemos echar un parratito de conversacion, para juzgar con frialdad la futura situacion política del Estado, y calificar á las personas que ya empiezan á disputarse el predominio en la política que deberá seguir D. Jesus Leandro.

Empecemos por hacer suposiciones que son las que mejor podrán orientarnos, para averiguar lo que en efecto deberá hacer el futuro gobernador. ¿Vdes qué creen? ¿Sostendrá aquel en vigor todas las leyes que ha dado D. Nacho y contra las cuales han reparado hasta los mas mansitos, porque se ha arruinado el comercio? ¿Cerrará los ojos á tanto abuso que se comete en los pueblos? ¿Seguirá manteniendo el gran número de tropas que ha organizado D. Nacho? ¿Verá con ojos serenos que se pague medio sueldo á los empleados? ¿Aumentará el presupuesto de gastos? ¿Empleará á todos los que se han filiado como sus partidarios en las elecciones? ¿Tendrá compadres? ¿Permitirá que la sociedad siga chillando, por la influencia que tienen los abogados de su familia, en los tribunales, y que hace que tengan monopolizados los negocios? ¿Se

Source : *Juan Panadero,* Guadalajara, 29 novembre 1874, p. 1.

À Arequipa, la presse constitue également le principal forum des débats politiques locaux, qui semblent alors se faire de façon privilégiée, sinon exclusive, par voie de presse interposée. Au cours des années 1900, la société aréquipénienne voit ainsi s'affronter violemment le journal *El Ariete* (1901-1911), porte-parole des intérêts libéraux locaux, au journal catholique conservateur *El Deber* (1890-1961). Pendant la décennie 1900, l'essentiel des articles publiés dans ces deux organes de presse sont consacrés à discréditer le discours de l'opposant. Les deux journaux incarnent alors non seulement deux positions politiques distinctes, mais plus encore

deux visions de la société locale, deux systèmes de valeurs en opposition, auxquels seule la presse nous donne accès.

**Figure 2 - *El Ariete,* Arequipa, 1901**

PERU.

# EL ARIETE.

Suscrición mensual 20 centavos. — Número suelto 5 centavos.

SEMANARIO POLÍTICO—DOCTRINARIO, ÓRGANO DEL "PARTIDO LIBERAL INDEPENDIENTE."

[ SEGUNDA EPOCA. ]

AÑO I. — AREQUIPA, DICIEMBRE 16 DE 1901. — Núm. 5.

DIRECTOR. Dr. M. Lino Urquieta

REDACTORES. Dr. Francisco Mostajo, " Modesto Málaga P., Sr. Francisco Miranda y Ayulo, " José Angel Escalante, " Moisés Alberto Campos.

**Pues bien, sí, somos revolucionarios.**

Como íbamos diciendo: "hemos de hablar la verdad, mal pese al poder extraviado ó á sus delegados arbitrarios, ó al humilde ciudadano engañado ó envilecido. Hemos de hablar la verdad, sean cuales fueren las consecuencias á que nuestra patriótica irrevocable consigna nos arrastre."

I pues tal sostenemos nuestro propósito, no seremos por cierto nosotros quienes escondamos bajo el antifaz de la cobardía nuestras aspiraciones conscientes, ni sepultemos profundas convicciones entre convencionalismos ruinosos, cuya estravagante armazón ya al *ariete* de la libre razón se desploma.

Sí, somos revolucionarios; queremos la revolución, la ansiamos con patriótica avidez, la esperamos con ardiente sed de libertad; ya también la sentimos, ya la vemos venir hermosa como ideal de juventud, ricamente engalanada con atavíos de reina fantástica.

En pos de la revolución marchamos; pero es menester que se sepa *lo que nosotros entendemos por revolución.*

No sabemos nosotros denominar así á ese torpe juego de política bastarda, que consiste en subir á las altas cumbres á los que, estando en las quebradas, sólo se ocupaban de llorar, rabiar i maldecir, i que una vez instalados arriba, sólo se dedicarán á hacer maldecir, rabiar i llorar á los derribados.

No es para nosotros *revolución* el relevo de un cabo de cuartel por un monigote, ni la sostitución de un monigote por un sacristán.

Cambiar un ¡viva Cáceres! por un ¡viva Piérola! ó acallar un ¡viva Romaña! por un ¡vivá un cuerno! no es ciertamente menos ridículo que ver á los negros hotentotes endiosar un fetiche en lugar de otro fetiche, dejando al buey por una culebra i abandonando en seguida la culebra para adorar á un mono.

La revolución es para nosotros la reacción del presente opulento en ideas redentoras, contra el pasado agobiado por todos los vicios de la decrepitud. Por revolución entendemos renovación de vida en camino de progreso. Porque toda sociedad política no es más que un organismo colectivo i es lei de vida en todo ser orgánico la renovación periódica de todos los elementos que lo componen. Cada siete años no hay una sola célula en nuestro cuerpo que no sea totalmente nueva, para mejor servir al desempeño de los actos fisiológicos, para mejor responder á los gastos incesantes de la vida. Después de cada ruta completa los astros sufren un grado más de condensación i como consecuencia un aumento de esfericidad i nuevos impulsos de rotación: tal es la vida i tal la naturaleza entera.

Revolución es para nosotros en política, lo mismo que para los geólogos en la tierra: estremecerse i tambalear el planeta i bramar terrible como un titán con epilepsia, i aquí hundirse las capas de caliza deleznable i allí reventar las montañas de granito i por todas partes borbotar candentes las irritadas entrañas del gigante enloquecido.

Así: convulsionar enardecido el corazón del pueblo; sacudir con furor irresistible la montaña de sus infortunios; romper las espesas capas de tradiciones absurdas que lo oprimen i verter el fuego de la indignación, que destruye pero purifica:—hé allí nuestra imagen de revolución.

Cómo realizarla?

Podando i renovando todo cuanto constituye el árbol del Estado, así las instituciones que forman sus órganos, como las energías individuales que componen sus tejidos i hacen su estructura i su armazón:

En la instrucción popular, condenando tantas necias rutinas, más propias para hacer súbditos del cielo que ciudadanos de la tierra;

En relijión, resucitando la luz de la conciencia, muerta i sepultada en las catacumbas del más supersticioso fanatismo.

En finanzas, castigando el latrocinio de los funcionarios, aunque para ello se imponga el exterminio de los ladrones;

En lo judicial, impidiendo que los jueces hagan competencia á los malhechores.

En todos los poderes públicos, exijiendo en quienes los desempeñan cuenta i razón de sus actos, i conciencia de que el cargo que ejercen es una simple comisión que les encomienda el gran soberano—el pueblo—no patente de impunidad ni privilegio de despotismo;

En el pueblo, levantando el nivel de su dignidad i revindicando para el resignado obrero, para el honrado artesano el mismo respeto cuando menos, que para el burgués de abdomen altanero ó el caballerete ahuecado;

En todos los ciudadanos, afirmando la convicción de su propia libertad, sin más restrición que el respeto á la libertad de los demás;

En la región donde mora la tristeza nacional, donde inverna el rubor de la Patria, en esa región que encajonan las dos cordilleras de los Andes—sin duda para que allí se ahoguen los clamorosos gemidos de sus moradores; allí en la Sierra, donde se momifica la melancólica raza indígena, allí mandar el maestro de escuela en lugar del desollador de seres humanos, que se disfraza con los nombres de cura i gobernador.

Algo de todo esto i no ninguna otra cosa admitimos con el nombre de revolución; i ya la sentimos, ya la vemos venir, como sentían llegar la irrupción del dios de Galilea los oráculos paganos después de la conversión de Constantino; como se sintieron crujir i estremecerse los tronos de todas las tiranías desde los sollozos hipocondríacos de Rousseau, preñados de amor á la humanidad i las carcajadas histéricas de Voltaire, llenas de sano criterio.

Se nos tilda de ir en pos de la revolución?

Pues bien: sí, somos revolucionarios.

M. Lino URQUIETA.

**REVISTA.**

Después de obligado receso, vuelve otra vez "El Ariete" á ocupar el lugar que le corresponde en la prensa liberal y progresista de la República.

Al continuar la altiva campaña que emprendimos, no hacemos reconer- do de las infames celadas que enemigos innobles prepararon para enmudecer nuestra palabra; no acudimos á estas columnas á vengar ultrajes que ni merecen siquiera nuestro altivo desprecio; acudimos aquí á cumplir con nuestro deber como periodistas sinceros y francos; y á propagar y defender nuestras convicciones como liberales de lucha.

Si como alguien ha dicho, el periodismo es el apostolado de la verdad y del bien, defenderemos aquellas convicciones con la altura y dignidad que corresponden cuando se quiere dejar en el cerebro del pueblo provechosas ideas; cuando se quiere educar el corazón de los ciudadanos con lecciones de edificante enseñanza de educación cívica; cuando se quiere llevar al seno de la sociedad elementos capaces de sacrificarse, llegado el caso, en defensa de los derechos y libertades públicas que sean atropelladas por los verdugos de los pueblos y de las conciencias.

No emplearemos en el debate armas innobles, aun que la inquina de nuestros adversarios, nos provoque á terrenos vedados; la polémica sin enconos de secta, y el argumento sin epílogos de diatriba son las mejores piquetas demoledoras del error.....

***

Parece que un desesperante pesimismo se aloja en el corazón de los pueblos; parece que el Perú degenera, pero con degeneración de idiota para quien pasan desapercibidas las mas dolorosas desgracias del hogar y de la sociedad.

¿Es el egoismo criminal ó la desconfianza en un porvenir mejor lo que nos há secado en el corazón hasta los sentimientos de dignidad nacional?

Recibimos las noticias del desastre de Berna como si se tratara de una cuestión agena; como si se tratara de una nueva expedición al polo norte ó de una merienda de ventrales.

Nadie protesta, nadie exige responsabilidades, nadie levanta la voz para pedir la expiación del culpable único de ese desgraciado desastre: don Nicolás de Piérola.

Dreyfus éra deudor del Perú; teníamos derecho de reclamar la deuda ante los tribunal de justicia; pero Piérola, con un decreto autoritario, se arrogó atribuciones que no le correspondian; y de deudor que era pasó Dreyfus á ser acreedor del Perú por obra y gracia del caballero de las revoluciones, del eterno enemigo de la pátria.

Lo que mas desespera, lo que mas subleva el alma, es que toda via existan peruanos empeñados en servir á ese hombre; en secundar su política de ultrajes á la ley y de atentados á las mas augustas libertades ciudadanas. Patriotismo!, patriotismo! ¿donde de estas?....

Si los mayores crímenes, aquí pasan por méritos; si los que debieran

Source : *El Ariete,* Arequipa, 16 décembre 1901, p. 1

**Figure 3 - *El Deber,* Arequipa, 1921**

# EL DEBER

Diario fundado el 31 de Octubre de 1890.

Premiado cuatro veces en los concursos de 28 de Julio en 1907, en 1910 dos veces, y en 1912 con MEDALLA DE ORO por el Concejo Provincial de Arequipa

AÑO XXXI. — AREQUIPA, PERU SABADO 18 DE JUNIO DE 1921 — Nº 13 796

Olimpiadas para el centenario

Beneficencia

Boletín Salesiano

Sorteo de Lp. 500

LOS MANDAMIENTOS EL AHORRO

Bases para el Concurso Histórico, Sociológico y Literario, convocado por la Universidad del Gran Padre San Agustín, con motivo del Centenario Nacional.

Secreto para ser bonita

Robustez en la Vejez

Gozar de la vida en las últimas decenas es tan lójico como posible. Pruébelo tomando EMULSION de SCOTT

Misericordia

Para la mujer

El Sumo Pontífice y el Perú

Publicaciones

SPORTING Club de Arequipa

Departamento

J. W. MORGAN Optométrico y especialista en el exámen de la vista

Dr. Paz y Basurco MEDICO Y CIRUJANO

Source : *El Deber,* Arequipa, 18 juin 1891, p.1

Certes, la censure exercée par le pouvoir en place sur les organes de presse joue durant toute la période un rôle relativement important[94] et plus ou moins contraignant en fonction des périodes politiques données. Cependant, et plus qu'aucune autre source primaire, la presse reste le meilleur accès à une compréhension détaillée de l'ensemble des représentations sociales, politiques et culturelles telles qu'elles évoluent durant les cinquante années qui nous intéressent à Guadalajara et à Arequipa.

[94] C'est le cas notamment durant la deuxième moitié du Porfiriat, qui voit se multiplier les emprisonnements de journalistes, et de ce fait une certaine limitation de la critique politique dans la presse. Ces périodes de censure sont évidemment prises en compte au moment d'analyser les sources.

D'un point de vue méthodologique, l'analyse de journaux finalement assez semblables dans leur organisation et dans leur diffusion, a permis de surmonter en partie cette asymétrie entre nos deux cas, en unifiant les modes d'investigation ainsi que les sources disponibles. Pour chaque ville, près d'une centaine de journaux a été consultée[95], chiffre qui inclut aussi bien les journaux d'importante diffusion et longévité, que les publications comportant un seul numéro, voire une seule page.

La localisation de ces publications n'a pas posé de difficulté majeure, puisqu'il existe pour les deux villes d'importants catalogues qui recensent et situent ces différents documents. Pour Guadalajara, l'historien bénéficie du catalogue coordonné dans le cadre d'un projet CONACYT en 2006 par Celia del Palacio Montiel[96]. Pour la ville d'Arequipa, et bien qu'il n'existe pas encore de catalogue recensant de manière spécifique la presse locale, on a pu se référer à l'ouvrage de Dan Hazen[97]. Ces deux listes ayant été réalisées avec des méthodes différentes[98], et il y a déjà plus de vingt ans dans le cas d'Arequipa, il nous a fallu élaborer notre propre catalogue de références, à partir des fonds réellement disponibles aujourd'hui dans les deux pays[99].

Au Mexique, la consultation de ces journaux a été menée dans les archives de la *Biblioteca Pública del Estado de Jalisco*[100] à Guadalajara, ainsi qu'à la *Hemeroteca Digital de la Biblioteca Nacional de México*[101], située dans les locaux de la Universidad Nacional Autónoma, à Mexico. Au Pérou nos recherches ont pu bénéficier de l'important Fonds « Francisco Mostajo », légué à la Universidad Nacional San Agustín

---

[95] De façon plus précise : 120 publications ont été consultées pour la ville d'Arequipa, contre 89 pour Guadalajara. Le détail de ces publications (titres, localisation et années consultées) est disponible en annexe de notre étude, dans un document qui présente les évolutions de la presse locale des années 1880 aux années 1930, ainsi que les archives consultées pour cette thèse.

[96] Celia DEL PALACIO MONTIEL, *Catálogo de la hemerografía de Jalisco, 1808-1950*, México, CONACYT, Universidad de Guadalajara, 2006.

[97] Dan C. HAZEN, *Bibliography and Peruvian union list of serial publications from Southern Peru, 1880-1950. Departments of Arequipa, Cuzco and Puno*. Berkeley-Stanford, Center for Latin American Studies University of California, Berkeley, 1988.

[98] Le catalogue élaboré par Celia Del Palacio Montiel et son équipe établit une liste des journaux consultables dans les différents centres d'archives de la capitale du pays et de Guadalajara, tandis que celui de Dan C. Hazen regroupe les différentes mentions faites de chaque journal dans la presse ou dans la littérature. Si ce catalogue permet donc un panorama relativement complet de la production de journaux dans le Sud du Pérou, il ne rend cependant pas compte des archives réellement disponibles sur place.

[99] Ce catalogue est présenté en annexe de notre étude.

[100] Désignée plus loin sous le sigle « BPEJ ».

[101] Désignée plus loin sous le sigle « HDNM ».

de Arequipa par l'intellectuel arequipénien du même nom. En cours de réorganisation au moment où nous écrivons ces lignes[102], le fonds regroupe l'ensemble des publications ayant vu le jour des années 1870 à 1950 à Arequipa, patiemment conservées et classées par Francisco Mostajo (1874-1953) lui-même. Quelques journaux importants de la ville sont également conservés à la *Biblioteca Nacional del Perú*, à Lima[103].

Le principal enjeu du travail de terrain réalisé dans ces différents centres d'archives a résidé dans une approche critique de la presse locale, avec l'élaboration d'un cadre d'analyse qui permette de véritablement mettre à profit toute la richesse du journal en tant que source principale de l'analyse historique : comment étudier ces sources ? Quelles questions leur poser ?

La mise en place d'une grille de lecture efficace de ces sources prolifiques a représenté un véritable défi. Celle-ci devait en effet respecter trois exigences fondamentales, à savoir la précision, pour saisir au plus près des réalités locales souvent complexes, le recul critique, pour rendre compréhensible un discours parfois contradictoire, et la flexibilité, pour intégrer des contextes en constante évolution tout au long de la période. Contrairement aux études dans lesquelles il s'agit de mettre en regard les réactions de deux communautés locales face à un même événement international[104], la présente étude entend comparer deux sociétés pour elles-mêmes, dans leurs spécificités internes, leurs évolutions sur le long terme et les rapports de force qu'elles entretiennent avec le pouvoir central. Il était donc impératif d'inclure un très grand nombre de paramètres, à la fois culturels, politiques, sociaux et économiques, afin de saisir la grande diversité des facteurs qui interviennent, tant dans la définition de la conscience régionale, que dans son rapport avec la construction de la nation.

---

[102] Le fonds « Francisco Mostajo » a été dissout en 2011, peu de temps après que nous y ayons terminé notre terrain de recherche. Les archives qu'il comprenait se trouvent actuellement dispersées au sein de la bibliothèque de l'Universidad Nacional San Agustín, d'Arequipa.

[103] Sur la localisation de ces journaux, voir le document sur les sources en annexe.

[104] C'est le cas de la thèse de doctorat réalisée par Pierre Purseigle, dans laquelle l'auteur compare la mobilisation de deux communautés locales – Béziers en France, et Northampton en Angleterre – pendant la Première Guerre mondiale : *Mobilisation, Sacrifice et Citoyenneté. Angleterre-France 1914-1918. Contribution à l'histoire des communautés locales en guerre*, Toulouse, Université de Toulouse II-le Mirail, Thèse de doctorat soutenue le 9 décembre 2006. Cette étude nous a été particulièrement utile pour problématiser notre propre approche comparatiste et locale.

Pour autant, et là réside finalement toute la complexité de l'approche, il s'agit de ne pas se perdre dans une somme d'informations diverses et parfois contradictoires, dont la quantité pourrait menacer la clarté de l'analyse. Le relevé des références directement utiles pour notre étude a donc dû faire l'objet d'importants sacrifices et a imposé de laisser de côté de nombreuses informations, suivant une logique parfois quelque peu arbitraire, mais de toute façon pragmatique. Le travail aux archives ayant permis le relevé d'environ quatre mille références intéressant directement notre étude, le travail de classement des données a fait l'objet d'un effort particulier. Les rubriques créées à cet effet[105] se sont forgées en fonction des différentes observations tirées de l'analyse de la presse, et ont évolué tout au long de l'étude. Pour autant, et malgré un réel souci d'exhaustivité et de respect de la source, nous sommes conscients que la présente étude reste partielle et parfois partiale, du fait des inévitables choix qui doivent présider à cette sélection des données[106].

## Un défi, plusieurs enjeux

Le principal défi que cette thèse nous invite à relever concerne la mise en œuvre conjointe de deux approches méthodologiques rarement conciliées, à savoir celle qui concerne l'exercice comparatiste et celle qui articule un jeu d'échelles entre les niveaux régional, national, voire international. Toute la spécificité de notre étude réside dans ce croisement méthodologique, encore très peu développé dans l'historiographie. Certaines études récentes proposent toutefois des illustrations particulièrement parlantes des vertus d'un tel rapprochement historiographique. C'est le cas en Europe de l'étude déjà citée de Pierre Purseigle, mais aussi en Amérique latine des récents travaux d'Alexander Betancourt Mendieta, qui impliquent une comparaison régionale entre le Mexique et la Colombie[107], ou de Carlos Alberto Casa

---

[105] De façon pratique, les différentes données tirées de l'étude des journaux locaux ont été organisées dans le logiciel de classement bibliographique *Endnote*, dont le fonctionnement à la fois par dates, par mots-clés thématiques et par journaux s'est révélé particulièrement adapté à notre travail.

[106] Parmi de multiples exemples, nous avons volontairement décidé de ne pas relever les multiples articles de presse qui concernent la question de l'autonomie municipale au début du XXe siècle dans les deux villes, cette question n'exerçant pas d'influence directe sur le problème central de notre étude, celui des rapports de force entre le pouvoir central et les pouvoirs régionaux.

[107] Voir notamment : Alexander BETANCOURT MENDIETA, « Patria y Territorio en dos regiones de América Latina: Antioquia (Colombia) y San Luis Potosí (México) », *Cultura y Representaciones Sociales,* Année 2, n° 4, mars 2008, p. 94-117.

Mendoza, qui a comparé dans diverses études ce qu'il appelle les « frontières intérieures » au Mexique et au Brésil[108]. Si l'on trouve encore peu d'études de ce type en Amérique latine, il apparaît toutefois que la comparaison régionale est un champ amené à se développer, tant il permet de renouveler les analyses existantes, notamment celles qui concernent les grandes catégories politiques traditionnelles utilisées pour interpréter l'histoire latino-américaine à l'échelle nationale.

Les enjeux d'un tel défi épistémologique sont multiples. Tout d'abord, il s'agit de réconcilier deux champs historiographiques encore trop souvent pensés en opposition : la monographie locale et l'histoire nationale. Pour reprendre les termes de Luis Aboites Aguilar, il s'agit principalement de « nationaliser le fait régional »[109], c'est-à-dire de repenser l'historiographie nationale classique par le prisme du local. Cette démarche doit nous amener à réinterroger les grandes ruptures de l'histoire nationale (Révolution mexicaine, dictature de Leguía au Pérou, etc.), afin d'en nuancer les répercussions dans des régions qui possèdent, nous le verrons, leur propre temporalité.

Le deuxième enjeu fondamental de cette thèse concerne l'approche comparatiste, élaborée à partir de cet objet d'étude très spécifique qu'est la seconde ville du pays[110]. Celle-ci offre un cadre d'analyse particulièrement intéressant, en raison de ses différentes postures herméneutiques. Tout d'abord, la seconde ville est un véritable laboratoire des phénomènes nationaux, comme l'ont déjà souligné Elisa Cárdenas Ayala pour Guadalajara[111], et Rodrigo Espinosa Delgado pour Arequipa[112]. Si

---

[108] Voir notamment sa thèse de doctorat: Carlos Alberto CASAS MENDOZA, *Nos Olhos do outro: nacionalismo, agências indigenistas, educação e desenvolvimento, Brasil-México (1930-1970),* Thèse de Doctorat en Sciences Sociales, *Universidade Estadual de Campinas* (UNICAMP), IFCH, Depto. de Antropología, Campinas, São Paulo, Brasil, 2005. Voir également l'article publié récemment dans la revue *Relaciones* du Colegio de Michoacán : Carlos Alberto CASAS MENDOZA, « Modernización, territorio y políticas indigenistas: Isla do Bananal (Mato Grosso, Brasil) y Los Altos de Chiapas (México), entre 1940 y 1960 », *Relaciones* 130, vol. XXXIII, « Amor de la patria (chica) y pasión nacional », Colegio de Michoacán, Printemps 2012.

[109] Luis ABOITES AGUILAR, « Nación, Federación, Ciudad de México y regiones en el México del siglo XIX », *in* Verónica OIKION SOLANO, *op. cit.,* p. 655.

[110] Il n'existe que peu de travaux prenant pour objet d'étude la « seconde ville » du pays, pensée comme source légitime du discours national et contrepoids éventuel au pouvoir du centre. On peut toutefois citer l'article publié en 1995 par Marc LAVERGNE, « Ville seconde, ville soumise ? Le cas d'Irbid (Jordanie) », *Cahiers de la Méditerrannée,* n°51, Tome 2, 1995, p. 53-59. Dans cet article, l'auteur présente le développement régional de la ville d'Irbid, ainsi que les rapports de force qui opposent la deuxième ville de la Jordanie à sa capitale nationale, Amman.

[111] Elisa CARDENAS AYALA, *Le laboratoire démocratique…, op. cit.*

cette perception de la ville de province comme laboratoire de phénomènes plus amples relève désormais du poncif dans le champ de l'histoire régionale, ce qui l'est moins en revanche c'est ce caractère de « ville synthèse » qui semble désigner tant Guadalajara qu'Arequipa. Les deux villes opèrent en effet une synthèse identitaire et culturelle de la nation, nous l'avons vu, mais également une synthèse entre modernité et tradition, entre intégration à la nation et opposition régionaliste. Tiraillée entre son statut de capitale régionale et son éloignement du centre réel du pouvoir, la ville seconde offre donc un espace privilégié à l'analyse des multiples contradictions du processus de construction nationale.

Enfin, la mise en lumière de cette complexité identitaire et politique de la ville seconde et du rôle qu'elle est amenée à jouer dans le débat national, nous invite à penser la possibilité de l'élaboration d'un « modèle » des relations ville seconde-pouvoir central en Amérique latine, comme un axe essentiel du processus de construction nationale. Certes, l'étude de deux cas seulement ne permet pas l'élaboration d'un modèle complet, mais ouvre néanmoins la réflexion à une première montée en généralité, susceptible d'être enrichie par l'étude ultérieure d'autres capitales secondes en Amérique latine.

Forte de ces différents enjeux, l'organisation de la thèse doit donc articuler la logique comparatiste au jeu d'échelles, tout en replaçant l'analyse dans une perspective évolutive. Cette dernière exigence explique une présentation tout d'abord chronologique de notre réflexion, censée mettre en lumière l'évolution des sociétés locales et de leur place dans la nation, depuis la fin du XIX^e^ siècle (Partie I), jusque dans les années 1920, période d'intense reconfiguration des rapports de force (Partie III), en passant par les profondes mutations politiques qui touchent les deux pays au cours des deux premières décennies du XX^e^ siècle (Partie II).

Le changement d'échelle constitue un deuxième niveau de lecture possible de notre thèse, qui présente tout d'abord les deux villes de façon monographique, comme des microcosmes fonctionnant suivant leurs propres règles sociales, politiques et économiques (chapitre 1). Les deux capitales régionales sont ensuite envisagées dans l'ensemble des relations économiques et sociales qu'elles entretiennent avec leur

---

[112] Rodrigo ESPINOSA DELGADO, *Consideraciones sobre la obra literaria de Don Francisco Mostajo*, Facultad de Letras. Arequipa, Universidad Nacional del Gran Padre San Agustín. Thèse de « Bachiller », 1954. Dans cette thèse, Arequipa est présentée comme l'« invernadero de la nacionalidad y de la democracia peruana ».

*hinterland* immédiat, mais aussi avec le reste du monde, à une période de fortes migrations européennes et d'intensification des échanges économiques internationaux (chapitre 2). Dans les parties II et III de notre étude, ce jeu d'échelle est complété par une analyse systématique de l'ensemble des relations politiques, économiques, sociales et discursives, que les deux villes entretiennent avec le reste du pays, et plus spécifiquement avec le pouvoir central.

Enfin, et il s'agit là du degré d'analyse le plus complexe de notre étude, la thèse articule une réflexion autour de la transaction qui se joue entre le pouvoir central et les pouvoirs régionaux. Présentés dans toute leur indépendance et fonctionnement interne dans la première partie de la thèse, ces derniers définissent leur rôle dans la construction de la nation à partir d'une négociation permanente avec le pouvoir central, contre lequel ils parviennent à défendre leurs intérêts régionaux, au moins jusque dans les années 1910 (Partie II). Durant les années 1920 se renverse néanmoins le rapport de force au profit du pouvoir central, avec l'épuisement définitif des villes secondes face à des capitales nationales désormais clairement centralisatrices (Partie III). Ce dernier niveau de lecture nous invite à penser l'État-nation en Amérique latine, non plus comme une réalité donnée, mais bien comme une réalité négociée, qui au tournant des XIX^e^ et XX^e^ siècles, s'exprime en faveur du pouvoir central et au détriment des régions.

Ainsi, entre échelle locale et échelle nationale, entre perspective comparatiste et perspective régionale, notre étude a pour ambition une approche réconciliatrice de diverses tendances historiographiques, sur la base d'une analyse empirique du discours local, destinée à faire entendre ces « voix régionales » dans toute leur force et leur originalité.

# PREMIÈRE PARTIE

## Guadalajara et Arequipa, capitales régionales

En 1893, l'écrivain et journaliste mexicain d'origine anglaise Eduardo Gibbon raconte avec émotion sa toute première rencontre avec Guadalajara, au terme d'un voyage en train depuis la capitale du pays :

> « Je contemplais le paysage, je pensais au passé, au présent […] quand, alors que le train serpentait parmi les plaines et les collines, se présenta à ma vue dans le fond de la vallée […] cette belle Guadalajara, la ville Reine de l'Occident. Oui, elle était là […], celle que j'avais tant désiré connaître. Les tours de sa Cathédrale détachant leur forme capricieuse dans cette atmosphère pleine de lumière nacrée ; les très belles coupoles de ses temples et de ses édifices, comme des ballons tombés de l'espace, perdus, suspendus et à demi cachés par les vastes quartiers de la ville. Quelle belle impression pour le voyageur ! [113] ».

Dans un tout autre contexte géographique, cette fois entre la Cordillère des Andes et l'Océan Pacifique, la ville d'Arequipa semble de la même façon avoir fait une profonde impression sur les voyageurs du XIXe siècle, parmi lesquels le Français Paul Marcoy, auteur du célèbre *Voyage à travers l'Amérique du Sud,* qui nous raconte :

> « En pénétrant dans la vallée du fleuve Chili, tout d'un coup le sol brusquement ouvert laisse entrevoir, dans une perspective de lumière et de bleu, la ville d'Arequipa, couchée au pied du volcan Misti et couronnée, comme par un diadème, par les neiges de la montagne. Le coup d'œil est magique. On ne saurait imaginer plus beau décor. Seul Mexico dans sa plaine peut rivaliser en splendeur avec Arequipa[114] ».

Plus qu'anecdotique, la comparaison avec la ville de Mexico souligne avec force la fascination exercée par le Pérou et par le Mexique sur les voyageurs étrangers, et

---

[113] « Contemplaba el paisaje, pensaba en el pasado, en el presente […] cuando serpenteando el tren por llanos y colinas se presentaba a mi vista en el fondo de un valle […], esa bella Guadalajara, la Ciudad Reina de Occidente. Sí, allí estaba […] la que tanto anhelaba por conocer. Las torres de su Catedral destacándose con su forma caprichosa en esa atmósfera llena de luz como de nácar ; las bellísimas cúpulas de sus templos y edificios, cual globos caídos del espacio, perdidos, suspendidos y semiocultos por el gran caserío de la ciudad. ¡Qué impresión más bella para el viajero! ». Eduardo GIBBON, Extrait de *Guadalajara (La Florencia Mexicana). Vagancias y Recuerdos. El Salto de Juanacatlán y el Mar Chapálico,* Guadalajara, Imp. del « Diario de Jalisco », 1893, cité dans Juan B. IGUÍNIZ, *Guadalajara a través de los tiempos…, op. cit.,* p. 111-112.

[114] « Al penetrar al valle del Chili, de improviso el terreno bruscamente cortado deja ver, en una perspectiva de luz y de azul, la ciudad de Arequipa, recostada al pie del volcán Misti, y coronada, como por una diadema, por las nieves de la sierra. El golpe de vista es mágico. No puede imaginarse una decoración más bella. Sólo Méjico en su llanura puede rivalizar en esplendor de aspecto con Arequipa ». Paul MARCOY, *Viaje a través de América del Sur : del Océano Pacífico al Océano Atlántico,* Travaux de l'Institut Français d'Etudes Andines (Lima), n°133, Lima, IFEA, Banco Central de Reserva, PUCP, 2001. Édition originale publiée en 1869 en deux volumes à Paris, sous le titre de *Voyage à travers l'Amérique du Sud.*

dans ces deux pays par les villes de Guadalajara et d'Arequipa, dont le charme et le caractère si particuliers ont été maintes fois salués par les visiteurs de l'époque[115].

Si le voyage vers les villes de Guadalajara et d'Arequipa depuis la capitale de chaque pays n'est plus aujourd'hui cette aventure un peu exceptionnelle qu'il représentait à la fin du XIXe siècle, ces deux cités de « l'ouest » continuent néanmoins d'attirer les voyageurs et de fasciner l'historien[116]. La toute première rencontre de ce dernier avec Guadalajara et Arequipa lui laisse ainsi une même impression de villes fortes, fières de leur histoire, de leur culture, et jalouses de leur place dans la nation. Aussi différentes soient-elles l'une de l'autre, les deux villes révèlent un même « sentiment indiscutable d'appartenir à la *patria chica* [qui] débouche sur un attachement très fort à la terre, à ses paysages, une fidélité à ses coutumes et à ses traditions »[117]. Au-delà des divers critères objectifs qui rendent possible la comparaison, c'est ce même sentiment d'appartenance régionale qui nous a conduits à

---

[115] Pour Arequipa comme pour Guadalajara, l'historien dispose de divers témoignages de voyageurs, qui connaissent régulièrement de nouvelles éditions. C'est le cas de l'ouvrage déjà cité de Paul Marcoy, traduit à l'espagnol en 2001, ou encore des célèbres *Pérégrinations d'une paria,* de Flora Tristan. Originellement publié à Paris en 1837, il est réédité en espagnol en 2003 sous le titre de *Peregrinaciones de una paria,* avec un prologue du Prix Nobel de Littérature Mario Vargas LLosa (Lima, Centro de la Mujer Peruana Flora Tristán, Universidad Nacional Mayor de San Marcos, 2003). Edgardo Rivera Martinez a également compilé un grand nombre de témoignages sur Arequipa, classés de façon chronologique, dans l'ouvrage déjà cité *Imagen y Leyenda… op. cit.* La ville de Guadalajara a également suscité divers récits de voyageurs étrangers, comme en témoigne l'ouvrage coordonné par Juan Bautista IGUINIZ, *Guadalajara a través de los tiempos*, *op.cit.,* ou encore celui coordonné par José María Muría et Angélica Peregrina, *Viajeros anglosajones por Jalisco, Siglo XIX*, México, Colección *Regiones de México,* México, 1992.

[116] S'inscrivant ainsi dans la poétique tradition des récits de voyage produits en grand nombre au XIXe siècle par des voyageurs -européens, pour la plupart-, l'historienne nord-américaine Sarah Chambers ouvre son étude de la citoyenneté arequipénienne au tournant des XVIIIe et XIXe siècles par ces lignes : « Arequipa est une vue impressionnante. Ses édifices blancs resplendissent dans le soleil brillant du désert, comme s'ils reflétaient les volcans enneigés qui montent la garde sur la ville. Les doubles chapiteaux de la cathédrale, plus semblables à des minarets mauresques qu'à des clochers espagnols, se hissent sur la place. Entouré aujourd'hui par l'industrie et l'extension des banlieues, le centre de la ville évoque toujours aux visiteurs de forts sentiments de son passé. Pour cela, on peut imaginer l'enthousiaste réaction des voyageurs antérieurs, qui durent voyager pendant deux jours, depuis le port et à travers le désert, avant d'arriver à la 'Ville Blanche' ». *Version originale de la citation :* « Arequipa es una vista impresionante. Sus edificaciones blancas resplandecen en el brillante sol del desierto como si reflejaran los volcanes nevados que hacen su guardia sobre la ciudad. Los chapiteles dobles de la catedral, más parecidos a minaretes moriscos que a campanarios españoles, se alzan sobre la plaza. Rodeado hoy por la industria y la extensión suburbana, el centro de la ciudad sigue evocando en los visitantes fuertes sentimientos de su pasado. Por lo tanto, podemos imaginar la entusiasta reacción de los viajeros anteriores que tuvieron que viajar durante dos días, desde el puerto por el desierto, antes de llegar a la 'Ciudad Blanca' », *in* Sarah CHAMBERS, *De súbditos a ciudadanos: honor, género y político en Arequipa, 1780-1854,* Lima, Red para el desarrollo de las Ciencias Sociales en el Perú, 2003, p. 9.

[117] « El sentimiento indiscutible de pertenecer a la patria chica desemboca en un apego muy fuerte a su tierra, a sus paisajes, una fidelidad a sus costumbres y tradiciones ». Jean MEYER, « Perspectiva de análisis sociohistórico de la influencia de Guadalajara sobre su región », *in* Jean PIEL et *alii, Regiones y ciudades en América Latina,* Mexico, SEP, 1973, p. 157.

élaborer l'objet de notre étude. En cela nous nous inscrivons dans le cheminement méthodologique dessiné par Marc Bloch, pour qui la comparaison doit avant tout :

> « Faire choix, dans un ou plusieurs milieux sociaux différents, de deux ou plusieurs phénomènes qui paraissent, au premier coup d'œil, présenter entre eux certaines analogies, décrire les courbes de leurs évolutions, constater les ressemblances et les différences et, dans la mesure du possible, expliquer les unes et les autres. Donc deux conditions sont nécessaires pour qu'il y ait, historiquement parlant, comparaison : une certaine similitude entre les faits observés – cela va de soi – et une certaine dissemblance entre les milieux où ils se sont produits[118] ».

C'est la similitude de cet ancrage régional perçu au « premier coup d'œil » dans les deux villes, qui appartiennent toutefois à des contextes nationaux très différents, qui a permis la mise en œuvre de notre démarche comparatiste. Ainsi, « au premier coup d'œil », la capitale du Jalisco et la capitale du Sud Andin semblent d'égale manière régionalistes, à la fois libérales et conservatrices, profondément marquées par la foi catholique de leurs habitants comme par une farouche volonté d'indépendance vis-à-vis du pouvoir central. Le caractère local semble alors se définir en fonction d'une série de critères politiques, culturels et sociaux bien spécifiques, mais également en fonction d'un positionnement à la fois régional et national, qui invite au jeu d'échelles.

Nous souscrivons ici pleinement à la discussion théorique animée par Jacques Revel dans l'ouvrage qu'il a coordonné sur la micro-histoire, et selon laquelle seule une approche sur plusieurs échelles permettrait de rendre compte de « la structure feuilletée du social »[119]. Ainsi, les capitales régionales doivent se penser suivant différents niveaux de lecture – local, régional, national voire international –, dont seule l'articulation permet de rendre intelligible ce statut complexe de « villes secondes ».

> « À la hiérarchie des niveaux d'observation, les historiens réfèrent instinctivement une hiérarchie des enjeux historiques : pour exprimer les choses trivialement, à l'échelle de la nation, on fait de l'histoire nationale ; à l'échelle locale, de l'histoire locale (ce qui, en soi, n'engage pas nécessairement une hiérarchie d'importance, en particulier du point de vue de l'histoire sociale). Saisie au ras du sol, l'histoire d'un ensemble social se disperse, en

---

[118] Marc BLOCH, « Pour une histoire comparée des sociétés européennes », *Revue de Synthèse Historique* (Paris), vol. XLVI, n°6, Paris, Décembre 1928, p. 16-17.

[119] Jacques REVEL (dir.), *Jeux d'échelles…, op. cit.,* p. 13.

> apparence, en une myriade d'événements minuscules, difficiles à organiser. La conception traditionnelle de la monographie cherche à le faire en se donnant pour tâche la vérification locale d'hypothèses et de résultats généraux. Le travail de contextualisation multiple pratiqué par les micro-historiens part de prémisses très différentes. Il pose, en premier lieu, que chaque acteur historique participe, de façon proche ou lointaine, à des processus – et donc s'inscrit dans des contextes – de dimensions et de niveaux variables, du plan local au plus global. Il n'existe donc pas d'hiatus, moins encore d'opposition entre histoire locale et histoire globale. Ce que l'expérience d'un individu, d'un groupe, d'un espace permet de saisir, c'est une modulation particulière de l'histoire globale. Particulière et originale car ce que le point de vue micro-historique offre à l'observation, ce n'est pas une version atténuée, ou partielle, ou mutilée de réalités macro-sociales : c'en est une version différente[120] ».

Réconciliant approche globale et approche locale pour une perspective renouvelée de l'historiographie classique, c'est cet important jeu d'échelle qui anime l'ensemble de la première partie de notre étude. Les deux villes seront ainsi présentées de façon monographique, comme des microcosmes aux caractéristiques sociales, physiques, géographiques et politiques spécifiques (chapitre 1), avant d'être pensées par rapport à l'ensemble des interactions régionales, nationales et internationales qu'elles animent (chapitre 2). Cette approche en deux temps doit permettre de restituer toute la complexité des différents niveaux qui interviennent dans la définition de l'identité locale, tout en donnant à voir le rayonnement complexe et multiforme qui assure aux deux villes leur statut de « capitale régionale ».

Cette première partie de notre étude entend donc dresser un portrait des sociétés *tapatía* et *arequipeña* à l'aube du XX^e^ siècle, à un moment où se définit une certaine forme de modernité, conjointement au maintien de formes sociales traditionnelles. Particulièrement prolifique à cette époque, la presse locale nous offre une approche vivante et privilégiée de cette contradiction.

À Guadalajara, le paysage journalistique de la fin du XIX^e^ siècle est clairement dominé par la presse politique. Celle-ci est généralement divisée entre les opposants à la réélection de Porfirio Díaz, comme c'est le cas des journaux *El Eco de la opinión,* fondé en 1880, ou *El Debate,* fondé la même année et ceux qui au contraire soutiennent la réélection du président, tels que *La Bandera de Jalisco,* fondé en 1887. On trouve également une presse attachée à la défense de la modernisation

[120] *Id.,* p. 28.

industrielle, commerciale et matérielle du Jalisco, comme c'est le cas notamment du journal *Las Clases Productoras,* fondé en 1877 par l'organisation du même nom[121], ou encore d'*El Continental,* fondé en 1892 pour la « diffusion des sciences et l'accroissement du commerce, du secteur minier, de l'industrie, des arts et des métiers dans la République mexicaine »[122]. Dans les premières années du XXe siècle apparaissent également d'importantes publications, de facture plus moderne, comme c'est le cas notamment de la *Gaceta de Guadalajara,* publiée de 1902 à 1914 et étudiée en détail par Celia del Palacio Montiel[123], ou encore du *Jalisco Libre,* fondé en 1900 par Cipriano Covarrubias (1852-1912), qui en est également la principale plume. Ce dernier journal est exemplaire de la façon dont la presse donne un accès vivant et complet, à la fois aux événements locaux, aux préoccupations quotidiennes de la population, mais aussi aux principaux débats politiques qui divisent à cette époque l'opinion *tapatía.* Enfin, et au sein d'une presse locale relativement prolifique pour la période, se détache le célèbre *Juan Panadero,* évoqué dans l'introduction générale de notre étude. Fondé en 1871 par D. Felipe de Jesús Pedroza et édité par Remigio Carrillo, le *Juan Panadero* a pour premier objectif de s'opposer à la réélection de Benito Juárez. Il soutient ensuite la candidature de Porfirio Díaz à la présidence et, sur le plan local, s'attache à combattre le gouverneur de l'État Ignacio Luis Vallarta (1830-1893)[124]. Le journal acquiert son excellente réputation grâce à une critique constante et systématique de la politique tant locale que nationale, devenant ainsi un espace de liberté très important au sein de la société *tapatía,* la « soupape par laquelle les mécontents de l'administration et les opprimés par ses injustices et ses abus évacuaient leur ressentiment »[125].

---

[121] Nous reviendrons sur cette organisation et le rôle qu'elle a joué à Guadalajara à la fin du XIXe siècle dans le premier chapitre de notre étude.

[122] « Revista popular jalisciense de noticias universales. Fundado para la difusión de las ciencias y engrandecimiento del comercio, minería, industria, artes y oficios en la república mexicana. Colaboración constante de reputados escritores nacionales y extranjeros ». *El Continental,* Guadalajara, 1892, p. 1.

[123] Celia DEL PALACIO MONTIEL, *La Gaceta de Guadalajara (1902-1914)…, op. cit.*

[124] Juan B. IGUÍNIZ, *El periodismo en Guadalajara…, op. cit.,* p. 136.

[125] « […] en virtud de haber sido tan popular publicación durante muchos años el respiradero por donde desahogaron sus resentimientos los descontentos de las administraciones y los oprimidos por sus injusticias y arbitrariedades ». Juan B. IGUÍNIZ, *El periodismo en Guadalajara, op. cit.,* p. 141. Pour une analyse plus approfondie du *Juan Panadero,* de ses orientations politiques comme de son contenu mondain et publicitaire, voir notre travail de Master Recherche, publié en 2008 : Guillemette MARTIN, *Représentations de l'Europe et identité au Mexique. Le* Juan Panadero, *un journal de Guadalajara (1877-1910),* Paris, Éditions de l'IHEAL, Collection « Chrysalides », 2008.

**Figure 4 - *Jalisco Libre,* Guadalajara, 1905**

JALISCO LIBRE

DIARIO DEL PUEBLO

Registrado en la Oficina de Correos el dia 5 de Obre de 1900. Vale UN CENTAVO

Redactor en Jefe y Propietario, CIPRIANO C. COVARRUBIAS. | Guadalajara, lunes 2 de enero de 1905. | TOMO III NUMERO 239

IMPRENTA Y REDACCION: INDEPENDENCIA, 74½

"Jalisco Libre"

En verdad que estamos de plácemes los jaliscienses y que en particular los habitantes de esta culta capital, tenemos un principio de año halagador, que nos promete seguras é importantísimas mejoras, mensajeras de prosperidades ambicionadas para el Estado

Hoy, por fin, han dado principio á inmediaciones del jardín de San Francisco los trabajos de pavimentaciòn que comprenderán un extenso radio de la ciudad, dando hermosura, comodidad y mayor importancia á las calles céntricas y á los edificios que las circundan: y esos trabajos, como ya se ha dicho, son los preliminares del establecimiento de los tranvías eléctricos, que la poderosa Compañía "La Electra" S. A. de Guadalajara establecerá tan pronto como en Estados Unidos se construya el material correspodiente.

Hemos podido investigar que, durante la permanencia de ocho días que tuvo ùltimamente en México el Sr. Coronel Ahumada, se dedicó, entre otros asuntos importantes que lo llevaron á la metrópoli, en dejar definitivamente arreglado el de la instalación de los tranvías eléctricos en Guadalajara; y con tal fortuna, habilidad y celo condujo este negocio, que alcanzó en beneficio del Estado, lo que nunca y en ninguna otra parte se había conseguido, que la Empresa constructora dé al Gobierno, por vìa de concesión, la no despreciable suma de *cuatrocientos mil pesos.* Este resultado único ensu género, pués todas las empresas de tal naturaleza, en vez de dar reciben siempre una fuerte subvención de los Gobiernos, de la clave de nuestra no dudosa prosperidad futura, si sigue, como hasta aquí, preocupándose por el progreso y bienestar de Jalisco el hombre público que con tan rectos criterio é intenciones nos gobierna hoy.

Mosler, Bowen & Cooks

ALMACEN DE MUEBLES

SUCURSAL EN GUADALAJARA

San Francisco, 11. Apartado, 293.

No hay en toda la República negociaciones de **MUEBLERIA** tan importante como la de esta casa.

La mejor garantía que de todos nuestros artículos podemos ofrecer, es la gran fama de que disfrutan.

El cliente hallará excelentes materiales y precios equitativos, exquisito gusto, chic y elegancia.

Una visita á nuestros almacenes convencerá á ustedes de lo justificados que son nuestro crédito y popularidad.

"LA ELECTRA" S. A.

Se pone en conocimiento del público que los precios á que cobra la luz esta Compañía,

Desde el 1° de Enero DE 1904,

son los siguientes:

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Instalaciones de 1 y 2 lámps, | á $1.00 por lamp. | | | |
| Idem. de 3 y 4 | ,, | á ,,0.90 | ,, | ,, |
| Idem de 5 á 9 | ,, | á ,,0.80 | ,, | ,, |
| Idem. de 10 ó más | ,, | á ,,0.70 | ,, | ,, |

LUZ POR CONTADOR:

Tanto, fijo, mensual, por lámpara.... $0 10.
Kilovatio-hora consumido..... ,,0 10.
Alquiler del contador: de $0.25 á $1.00 según su capacidad.

*NOTA.-No se alteran las condiciones de instalación, que seguirá haciéndose, como de costumbre, por cuenta de la Compañía.*

"La Electra" S. A. Julian Pastor, GERENTE

Ligados con el proyecto de instalación de los eléctricos, hay otros muchos asuntos de utilidad y de verdadera importancia para Jalisco y especialmente para su hermosa capital, que se dicen preocupar al Sr. Gobernador, tales como la entubación del rìo del San Juan de Dios, mejora que además de dar una gran belleza á la ciudad, traerà consigo la higienización completa de la barriada más extensa y más populosa de esta capital; la terminación de los grandiosos edificios públicos, dependientes del Gobierno local y del Municipio de Guadalajara, y algo muy importante y trascendental que se relaciona con el importantísimo ramo de la Instrucción pública, de cuyos proyectos en breve nos ocuparemos minuciosa y detalladamente.

Vaya que el Sr. Gobernador Ahumada nos ha dado á los jaliscienses el mejor regalo de año nuevo, que un mandatario honrado y progresista como él puede ofrecer á sus contentos y pacíficos gabernados. ¡Qué así sea para muchos y felices años!.

"Jalisco Libre" felicita cordialmeutr al actual Gobernador de Jalisco por su beneficiosa labor administrativa y felicita á la vez con no menos entusiasmo, al sufrido pueblo jalisciense, quien ya parece que entrará de lleno en el carril del progreso en que pacífica y magestuosa se encamina al concierto de la civilización universal nuestra querida patria.

C. C. COVARRUBIAS

HEROISMO

La mujer, inferior al hombre por sus sentidos lo es superior por su alma. Los galos le atribuyeron un sentido, más, el sentido divino. Ellos tenían razón: la naturaleza ha concedido á las mujeres dos dones dolorosos, pero celestes, que las distinguen y las elevan sobre la condición humana: la piedad y el entusiasmo. Por la piedad se sacrifican, por el entu-

Source : *Jalisco Libre,* Guadalajara, 2 janvier 1903, p. 1

La presse aréquipénienne est, à la même période, beaucoup moins prolifique, en raison du contexte belliqueux des années 1880, qui complique les conditions matérielles de production du journal et impose une censure sévère aux journalistes. Jusque dans les années 1900, le seul journal local de réelle importance est *La Bolsa,* fondé en 1860 et publié jusqu'en 1907. Journal d'informations locales et nationales, *La Bolsa* affirme des positions politiques relativement conservatrices, tout en se faisant le porte-parole de la modernisation économique locale. En 1891 apparaît un autre organe de presse de très grande importance dans la société *arequipeña,* le journal *El Deber,* publié jusqu'en 1961. « Journal politique, religieux, commercial et littéraire », *El Deber* est le porte-parole des intérêts catholiques et conservateurs locaux durant toute la période. Il offre lui aussi un panorama relativement détaillé de la vie quotidienne à Arequipa, rythmée par les différentes manifestations religieuses.

Aux côtés de ces deux piliers du journalisme local apparaissent progressivement une multitude de petites publications, généralement de courte durée mais qui témoignent d'un certain réveil de la vie culturelle et sociale locale à partir de la fin des années 1880. De 1882 à 1891 est ainsi publié *El Albúm,* organe du « Club Littéraire » de la ville ; en 1887 c'est au tour de la « Société des Artisans » de disposer de son propre porte-parole, *El Artesano,* puis en 1894 apparaît la revue *Arequipa Ilustrada,* organe du « Centre artistique » de la ville. Le débat politique trouve également dans la presse *arequipeña* un espace d'expression privilégié, avec la fondation de journaux destinés à défendre les idées des divers partis en lice. En 1890 est ainsi publié le premier numéro d'*El Constitucional,* organe du Parti Constitutionnel, complété en 1893 par *La Breña,* également soutien de ce parti politique. De même, en 1895 apparaît le journal *El Demócrata,* organe de presse du Parti Démocrate local.

Qu'elles connaissent une plus ou moins grande longévité et un lectorat plus ou moins étendu[126], ces publications constituent le principal accès à la connaissance de sociétés locales complexes, dynamiques et en phase de modernisation à la fin du XIXe siècle, c'est ce sur quoi nous allons désormais nous pencher.

[126] En ce qui concerne la durée de publication, l'état de conservation et la localisation des publications *tapatías* et *arequipeñas* ici citées, nous renvoyons le lecteur à la présentation des sources en annexe de cette thèse.

**Figure 5 - *La Bolsa,* Arequipa, 1881**

N.º XI — PERU. — N.º 1,949

# La Bolsa.

Arequipa, Viérnes 2 de Diciembre de 1881.

La Bolsa.

Arequipa, Diciembre 2 de 1881

**Hasta el fin.**

No era bastante al réprobo de Ayacucho la inmensa série de males con que ha abrumado al país desde que su aciago nombre, por uno de esos raros caprichos de la fortuna, comenzó á figurar en el funesto gabinete que consumó á sangre fria la bancarrota de la hacienda pública.

Era necesario todavía que á ese gran cúmulo de desdichas, añadiese la derrota al frente del enemigo estranjero, el despilfarro de los sagrados tesoros de la Iglesia, la degradacion y miseria de los ciudadanos, el entronizamiento del despotismo mas brutal y absoluto, y, lo que es peor aún, la alianza con el enemigo invasor, codicioso é implacable, para pactar la eterna vergüenza del Perú y la cesion mal disimulada de la parte mas rica de nuestro territorio.

La carrera pública de Piérola se inició al frente de un ministerio, celebrando el contrato Dreyffus, que como ya nadie duda, ha originado esa no interrumpida cadena de desgracias, que hoy pretende aprovecha el enemigo, esplotando la ambicion desenfrenada é insaciable sed de mando que devoran el cerebro delirante de aquel hombre.

La sociedad con el judio Dreyffus quedó desde entónces establecida estrechamente, siendo las revoluciones de siete años consecutivos, los primeros frutos de esa liga nefanda y monstruosa, que todavia subsiste á pesar de todo.

En debelar esas inicuas revoluciones se invirtieron gruesas cantidades de dinero, quedando el tesoro nacional tan exhausto, que los pensionistas del Estado tuvieron que sufrir las consecuencias del hambre y la miseria.

En vista del tristísimo estado en que se hallaba el país, la codiciosa Chile se atrevió á declararnos la guerra; guerra que sirvió de pretesto al sócio de Dreyffus para asaltar el poder, tiñendo con sangre las calles de la capital.

Desde entónces la ruina, deshonra y vilipendio del Perú no han conocido límites; porque no ha habido crímen que no haya figurado como medida de gobierno en todos los actos de la Dictadura, bajo los auspicios de la defensa nacional.

De mandatario omnímodo y discrecional, se convirtió en Director único de la guerra, para originar con sus desaciertos los descalabros de San Juan, Chorrillos y Miraflores, dejando la capital á merced del enemigo vencedor, junto con los cuantiosos elementos de guerra que allí existian.

Viendo que todo estaba perdido, solicitó la paz de diferentes maneras desde el apartado escondrijo donde fué á ocultar su vergüenza, y una vez que Chile lo declaró indigno hasta de celebrar tratados, proclamó á grandes voces la guerra á todo trance, inauguró el reinado de la tiranía y del pillaje, reunió en Ayacucho un informe grupo de farsantes, y llamó traidores á la patria á los verdaderos patriotas del Perú.

Sorprendido por el gran movimiento del 7 Octubre, cuando acababa de sancionar el estatuto en que se suprimia la integridad del territorio, es decir, cuando se le habia cojido en infraganti delito de traicion á la patria; expide el quijotezco decreto de perdon general á toda la República que habia desconocido su infamante autoridad, y á la vez acelera las negociaciones de paz con los chilenos, ofreciéndoles ceder el territorio de Tarapacá.

Pero ni la actitud de los departamentos del norte y sur de la República, ni la protesta de los tres ejércitos que mandan los generales Montero y Cáceres y el coronel La-Torre, son suficientes para arrancarle la venda de los ojos y hacerle comprender su ridícula impotencia.

Piérola ha creido que con parodiar á Luis XIV, diciendo "el Estado soy yo", nada le importa que todo el Perú lo rechace y lo condene. Se ha propuesto *ir hasta el fin*, y no hay freno bastante poderoso que lo sujete.

Sabe que del pais ya nada puede esperar, y por eso apela á la proteccion y alianza del chileno, como el medio mas á propósito para esclavizar al Perú, que ha tenido la osadía de desconocerlo.

¿Para qué necesita de la opinion de los pueblos y del ejército, "cuando él ha nacido para mandarnos y nosotros para obedecerle?"

Piérola irá hasta el fin, esto es irá hasta prenteder la desmembracion del territorio, con la ayuda de las bayonetas enemigas.

¿Conseguirá su intento?

Allí está la nacion entera que se ha levantado en masa en contra de tan horrendo crímen; ahí están los tres ejércitos del Perú prontos á sacrificarse por su honra; ahí está, finalmente, la intervencion de Estados Unidos, que no consiente la cesion de territorio peruano, ni la guerra de conquista.

Conste, pues, qne Piérola, no contento con haber hundido al país, quiere todavía exterminarlo y deshonrarlo; conste que su ambicion satánica lo ha conducido hasta el fin de sus aspiraciones criminales, la venta del suelo pátrio al mas infame de los enemigos.

**PROTESTA.**

El pueblo de Arequipa,

Considerando:

Que el gobierno de Chile ha cometido un atentado inaudito en la persona del Excelentísimo Presidente de la República Dr. D. Francisco García Calderon, consumando su captura y estrañamiento con flagrante violacion de las leyes de la guerra y de los principios universales del derecho:

Que ese acto, además de atentatorio á la soberanía é independencia del Perú, revela el propósito de retardar ó entorpecer las negociaciones de paz, con el fin de hacer prevalecer sus designios de conquista, ya sea por la manifiesta anexion á Chile de la parte mas valiosa de nuestro territorio, ó encubriéndola con el carácter de una ocupacion temporal:

Que el Presidente Constitucional no ha efectuado acto alguno de hostilidad contra el enemigo, habiendo mas bien manifestado el propósito de ajustar una paz digna y decorosa para ambos estados.

Que el gobierno del señor García Calderon se hallaba dispuesto á celebrar la paz con Chile, pagando la indemnizacion de guerra una vez firmada aquella bajo la condicion de que no sería desmembrado el territorio, como lo habia declarado abiertamente acatando la ley fundamental del Estado, y en cumplimiento de la autorizacion del Congreso nacional.

Que los pueblos y el Ejército han proclamado el régimen constitucional y desconocen hoy, como desconocerán en lo sucesivo, á cualquiera que pretendiese ejercer la autoridad suprema contraviniendo á las prescripciones de nuestra carta política y renovando la anarquía que dé por resultado el logro de las absurdas é inadmisibles pretensiones de Chile, á cuyo propósito ha obedecido indudablemente el acto de fuerza perpetrado por los agentes del gobierno de aquella república.

Declara:

Que protesta del acto arbitrario y escandaloso consumado en la persona del Exmo. Presidente de la República por los agentes del gobierno de Chile, y rechaza el ultraje que éste infiere á la nacion.

Que con la fé que inspira la causa que sostiene y mediante sus esfuerzos por la salvacion de la pátria dentro del régimen legal, prestará todo su apoyo al primer Vice-Presidente encargado del mando supremo, Contra-Almirante D. Lizardo Montero;

Que protesta igualmente contra cualquier tratado que se celebre con Chile y que no sea autorizado por el Gobierno Constitucional, único que reconoce la nacion.

Y finalmente, que se eleve esta protesta por el órgano oficial á manos del Exmo. señor Contra-Almirante don Lizardo Montero, Vice-Presidente de la República, encargado del Poder Ejecutivo.

Arequipa, á 28 de Noviembre de 1881.

Manuel Costas, José Domingo Perez, chantre, Enrique de Romaña, Juan F. Oviedo, Ladislao de la Jara, José L. Recabarren, Francisco Ibañez, J. Moscoso Melgar, Mariano T. Docarmo, Manuel R. Valdivia, Mariano Bustamante y Barreda, Narciso Ruiz de Somocurcio, Enrique Ruiz de Somocurcio, Manuel Diez Canceco, Samuel Velarde, Fernando Alvizuri, J. Ignacio Gamio, Abel M. Vargas, Anacleto Reyna, Bruno Lazo, Manuel J. Nuñez, Presbítero; Isaac Cortéz, H. Alejandro Gamio, Federico Ureta, Estanislao Ballon, José I. Garay, E. Indalecio Caballero, Julio E. Villaverde, Martin Hermosilla, Mariano Dias, Dámaso Rivero, Manuel A. Mansilla, J. Morante Hurtado, Juan Mariano Nuñez, Cárlos M. Moller, B. H. Morales, José Gregorio Cárdenas, Luis Llosa, José María Febres, J. Clodomiro Cornejo, Manuel Toribio Masias, Juan R. Delgado, D. Masias y Calle, Leonidas Mendez, B. Llosa, Aquiles Mendez, Antonio Vargas, P. Antonio Vargas, I. Somocurcio, N. Mendez, J. German Delgado, Abel J. Mendez, Pedro A. Urizar, M. Baldomero Tejeda, Luciano Bedoya, Mariano Aguirre, J. Tejeda, José M. Bejar, Teodoro Harmsen, Javier Belaunde, Julian Bejar, M. S. Larra, Belisario Galvez, Felipe S. Osorio, M. Cáceres, Manuel Campos, Ezequiel Belaunde, Manuel A. Suarez, Manuel Córdova, Pedro de Gamio, Pedro Perez, José Carrillo, Benjamin Cáceres, Gerardo Hernandez, Pedro José Bustamante, Daniel Vela, Antonio Bargas, Felipe Fernandez, M. J. de los Reyes, Eduardo T. Salgado, Emilio Nieves, Manuel Delgado de la Flor, Tomás Ponce, Saturnino Benavides, I. Vargas Polar, Miguel Bernavé Pacheco, Juan M. Pareja, B. Angulo, José M. de la Gala, Juan José Viscarra, Florentino Ibárcena, Miguel M. Oviedo, Benigno L. Ferrandiz, M. Delgado, Manuel E. Suarez, Ruben M. Vargas, M. de Soto, Juan Luis Soto, F. Málaga, J. G. Gonzales, A. Gago, Martin Hauseroll, J. Castilla E. Arana, Juan Melgar, M. Caro, Tomás J. Nuñez, José Sebastian Barreda, Mariano J. Romero, Julian Meneses Salas, Agustin Chavez, Bernardino Torrico, Francisco Zeballos, F. Santiago Corrales, Juan Isidro Guillen, Ricardo F. Arrisueño, Manuel Amat y Leon, Mariano Amat y Leon, J. M. Amat y Rivero, M. E. Dias, Manuel Avila, José Luis Pasoldan Morales, B. Aragon, José Maria Arrisueño, Manuel L. Velarde, Lorenzo Benavides, Miguel Arce, José F. Cornejo, Guillermo Murga, Ignacio Noboa, Francisco J. Vera, Emilio Santistevan, Manuel M. Lizárraga, J. Teodoro Aires, Cayetano Coloma, J. P. Calero, D. Calero, Victor A. Bouroncle, Enrique M. Briseño, F. J. Delgado, José S. de Rivera, Juan F. Pascua, Mariano S. Lazo, José Genaro Galdo, Justo Mostajo, Roberto Olazabal, Rosendo Villena, Lino Caro, F. A. Jordan, Manuel Paulet, Andres Llosa, Manuel T. Zevallos, Juan de la Cruz Campos, Diego Cáceres, Bernardino Alvares, F. S. Jimenes, Manuel Gomez, Isidro Arredondo, Manuel Cáceres, Mariano Huerta, Melchor Vega, Mariano A. Villanueva, José Santos Polar, Lorenzo Rivera, Ambrosio Gomez, Gumercindo Portugal, Tomás Valdivia, Isidoro Villavicencio, Mariano Velasco, Pedro Nuñez, Manuel Dávila, Martin Bustinsa, Benancio Cardenas, Juan Rodriguez, Roman Zúniga, Lino Polar, José M. Pastor, Isidro Herrera, Ciriaco Castaños, Benigno Caro, Lorenzo Flores, Manuel Herrera, Juan Franco, Narciso Justino, Domingo M. Torres, Juan Semillan, Pedro Campos, Agustin Salinas, Ezequiel Campos, Vicente Mendiburu, Manuel Herrera, Francisco Molina, Manuel Caro.

Signen las firmas.

**CRONICA**

**La siguiente exposicion**—ha sido dirigida por el señor Ministro Norte-americano á los notables de Lima.

Muy señores mios:

A pedimento de ustedes hago las siguientes declaraciones:

1.ª Los Estados Unidos de América, están firmemente en favor de la cesacion de hostilidades entre Chile y el Perú, y del pronto restablecimiento de la paz.

2.ª Son decididamente opuestos á toda desmembracion del territorio del Perú, excepto con el libre y pleno consentimiento de esta Nacion.

3.ª Son de opinion que Chile ha adquirido como un resultado de la guerra, el derecho de indemnizacion por los gastos de guerra, y que el Perú no puede rehusar el pago.

El Gobierno de Chile sabe que éstas son las ideas de los Estados Unidos, pero las divisiones que existen en el Perú, paralizan los buenos oficios de los Estados Unidos y dan pretesto á Chile para eludir la accion de ésta en conformidad con nuestros deseos, y para prolongar el estado de guerra y la ocupacion militar del Perú.

Chile dice:—"nosotros tambien deseamos la paz, pero aquí nadie hay competente para ajustarla"

Esta declaracion es desgraciadamente cierta. Para este estado de cosas el único remedio se encuentra en el Perú mismo.

La union bajo cualquiera que se elija, hará desaparecer el pretesto para Chile y dará á los Estados Unidos una ventaja que han menester y de la cual sabrán como aprovechar.

Ninguna otra cosa, á mi juicio, salvará al Perú de la ocupacion militar indefinida por Chile.

El Perú debe salvarse él mismo, mediante el sacrificio de las ambiciones personales, en aras de la redencion de la patria.

Soy de ustedes, amigo y servidor.

(Firmado)—*S. A. Hurlbut.*

**Universidad.**—Hoy han continuado los examenes públicos principiados ayer.

Los alumnos, aunque poco numerosos, se han expedido satisfactoriamente.

Las clases examinadas han sido las de Derecho Romano, 1º. y 2.º curso, Derecho Internacional y Economía política.

La Universidad de Arequipa, tal vez la única que ha funcionado en la República en medio de las penosísimas circunstancias que atravesamos, está, pues, dando muestras de que aun no se ha extinguido en ella el amor á la ciencia que siempre la ha distinguido.

Ojalá que su constancia le merezca alguna proteccion de parte de los gobiernos, pues de otro modo, abandonada como está hace muchos años á sus propias fuerzas, es de temerse que tras una existencia lánguida, le venga forzosamente la muerte, quedando así apagado este foco de luz que, aunque pequeño, ha estado prestando importantes servicios al sur de la República.

**Faltas graves.**— Ayer se habian compuesto varias tapas de las acequias de riego que atraviesan la poblacion, y en el mismo dia se encontró un muchacho que con una barreta habia desclabado uno de los tablones de dichas tapas, en la calle del Rosario.

El muchacho fué remitido á la comisaría.

Como estas faltas se repiten con frecuencia, lo que da lugar á que tales puentes ó tapas se encuentren siempre en mal estado, seria necesario que al patron del citado muchacho se le aplique una buena multa, y se proceda siempre así con los que cometan igual falta, pues de otro modo serán siempre estériles los trabajos de reparacion que se hace en las indicadas acequias.

**Limpieza.**—Llamamos la atencion de los señores Inspectores de policía hácia el mal estado de los desagües de las casas situadas al costado izquierdo de la primera cuadra de la calle del puente.

Aquello es insoportable, y no se puede pasar por allí sin llevar el pañuelo á las narices, pues estaria como espuesto á asfixiarse

Conviene, pues, que en el dia se haga una inspeccion de dichas casas, si el descuido proviene de los propietarios, ó se tome otra medida á fin de poner cuanto ántes remedio á ese mal.

**Camaná.**—Por telegrama llegado anoche, se sabe que el nuevo Subprefecto Sr. Revilla tomó pacíficamente posesion del cargo el dia de ayer: que el bandolero Salazar Calderon huyó cobardemente de Camaná junto con la partida de 20 hombres armados y montados que lo acompañan: que el mencionado Subprefecto Revilla los persiguió hasta la otra banda del rio, sin conseguir capturarlos: que en la fuga se han llevado algunos caballos y mulas del vecindario, ocho caballos del "Regimiento Húsares" y una carga de rifles; y que durante los pocos dias que usurparon el poder, cometieron robos de toda clase y encarcelaron á personas respetables.

**Subprefectura.**—Por haber pasado á desempeñar la Prefectura el Subprefecto Sr. Somocurcio, se ha hecho cargo de aquella oficina el dia de ayer, el llamado por la ley, Sr. D. Miguel V. Vargas.

**Concejo provincial.**—(Sesion de Junta Directiva del 23 de Noviembre de 1881]

Se dió cuenta:

De un oficio de la Presidenta de la "Sociedad Señoras de Caridad", dirijido al Sr. Prefecto y pasado por este al Concejo en informe, relativo al establecimiento de talleres y una escuela en la cárcel pública. A la órden del dia.

De un informe de la comision de reclamos por patentes dando cuenta de sus actos. A la órden del dia.

Del dictámen de los síndicos en el pedido que hace el juez de paz Aquésolo del nombramiento de un alguacil.

A la órden del dia.

Del dictámen del inspector del Camal en la queja del rematista E. Lahore acerca de la multa de 10 soles que se le impuso. A la órden del dia.

Del dictámen de los mismos síndicos en el oficio del juez de paz de Caima, pidiendo gastos de escritorio. A la órden del dia.

De un recurso del comisario don Pedro Polar solicitando licencia de un mes para reparar su salud. Se concedió la licencia por estar comprobada.

De un recurso de Doña Manuela Castro pidiendo permiso para establecer su puesto de frutería dentro del portal de Flores. A la órden del dia.

La junta Directiva aprovó la disposicion tomada por la Alcaldía con motivo de los reclamos hechos por los hacendados del valle de Tambo, respecto al pago de la contribucion de patentes. La junta aprobó así mismo el decreto del Sr. Alcalde referente al reclamo de D. Rafael Bustinza, para que se le abone el cuarto de res que se le ha perdido en el Camal; y el decreto que ha expedido aumentando las clasificaciones del padroncillo del cobro de la pension de alumbrado para algunos establecimientos que no estaban considerados y disponiendo que los establecimientos de industria menores paguen como las casas, en razon del número de metros lineales de su frentera.

El Sr. Cárdenas pidió que se hiciese el reparto de las aguas del rio en las 13 tomas, porque la agricultura estaba sufriendo mucho, particularmente las chacras bajas.

El Sr. Alcalde dijo que se trataría á la mayor brevedad de ese asunto.

El Sr. Arellano manifestó que era conveniente imponer una patente ó contribucion á los individuos que concurren al mercado á cambiar billetes por plata, negándoseles la entrada á la plaza caso de resistencia. Se espuso que el asunto debia ser objeto de una proposicion.

El mismo Sr. Arellano hizo presente la escacez de comisarios en la plaza del mercado. El Sr. Alcalde contestó que la indicacion seria tomada en cuenta.

El Sr. Moller pidió que se publicase la parte del acta de la sesion del 19 del presente, relativa á la disposicion acordada con motivo del reclamo de D. Manuel García Suarez por la contribucion de patentes. Se acordó la publicacion.

Orden del dia.

Se aprobaron los procedimientos de la comision de reclamos por patentes, inclusive la lista de rebajas y recepciones á los industriales.

Se nombró alguacil del juzgado de paz de D. Fenerico Aquésolo á don Cárlos Rivadeneira, propuesto por aquel, en conformidad con lo dispuesto por los Ss. síndicos.

Se declaró sin lugar el pedido de gastos de escritorio hecho por el juez de paz de Caima D. Nacanor Quezada, quien deberá dirijirse al Concejo del distrito mencionado.

En la queja del rematista del Camal Sr. Lahore, acerca de la multa de 10 soles que le impuso el inspector del ramo, por la destitucion de un empleado, se acordó, conforme á la indicacion del Sr. Alcalde, que se hiciese una compensacion de esa multa con lo que Lahore debia pagar por el cuarto de res perdida y que fué de la propiedad de don R. Bustinza.

Se concedió permiso á la frutera Manuela Castro, para que restablezca su puesto de frutería dentro del portal de Flores, teniendo cuidado de no embarazar el tráncito y guardar el aseo correspondiente.

El oficio de la "Sociedad Señoras de Caridad" relativo al establecimiento de talleres en la cárcel pública y pasado á la alcaldía en informe por la Prefectura.

Despues de un largo debate, se aprobaron las bases que el Sr. Alcalde propuso para emitir el informe pedido.

No habiendo otro asunto de qué tratar se levantó la sesion.

**Junta fiscal del Sur.**—Este importante cuerpo ha tenido á bien nombrar juntas fiscales auxiliares en los departamentos del Cuzco y Puno.

Para formar la primera han sido nombrados los Ss. Dr. D. Luis Castillo, D. Mariano Vargas, D. Juan Garzon, D. Domingo Pacheco y D. Pedro Guerra.

Para la segunda, los Ss. Dr. D. Danaliel Rosel y Salas, Manuel Zea, Fernando Vaile, Manuel Palao y Juan Oquendo.

**Urubamba.**—Sub-prefecto de esta provincia ha sido nombrado por la Jefatura Superior, D. Ramon Ariohoga, en reemplazo de D. Justo Z. Ochoa, que renunció el cargo.

**Es curioso** el sueito que en seguida reproducimos de "La Ilustracion Española y Americana".

Acaba de morir en la opulencia un antiguo mendigo.

—Hijo decia á su heredero poco antes de morir: solo te encargo que sigas la carrera de tu padre, y que leas de vez en cuando mi *Arte de pedir*.

Tomamos de ese libro inédito las máximas siguientes:

"No pidas nunca dinero á los millonarios, porque son coleccionistas de monedas. Una vez me atreví á pedirle á uno y se negó. Como me quejase de

Source : *La Bolsa,* Arequipa, 2 décembre 1881, p. 1

# CHAPITRE 1 - Au cœur du microcosme régional

« Granítica ciudad al pie del Ande
Cuyo hondo hervor y altísimos picachos
Donde enciende el crepúsculo penachos
Enseña al pueblo a ser heroico y grande[127] ».

Percy Gibson, « Evangelio Democrático », Arequipa, 1916.

« Guadalajara, muchacha parlera
Que tienes el alma vestida con traje de luces,
La herencia mora de tu cabellera,
Tus ojos triunfales, cielos andaluces,
Y esa sal que luces
Con que te adornará la raza torera[128] ».

Gregorio López y Fuentes, « Guadalajara », *Alphos,* Guadalajara, 1922.

Dans son article sur l'*analyse socio-historique de l'influence de Guadalajara sur sa région*, l'historien français Jean Meyer souligne à la fois l'importance et la complexité du concept de « caractère » pour définir l'identité régionale :

> « Le concept de *caractère,* lorsque l'on parle d'une ville, d'une région ou d'une nation, touche à la combinaison d'un certain nombre de traits structurels […]. Il n'y a pas une caractéristique qui soit le fait uniquement d'une société particulière, mais c'est la synthèse que fait une société de ces éléments qui est toujours unique[129] ».

La comparaison des villes d'Arequipa et de Guadalajara rend parfaitement compte de cette tension entre le général et le particulier, en ce qu'elle permet la mise au jour de caractéristiques communes aux deux villes, mais également de cette originalité culturelle propre à chacune. Ce sont ces grandes structures identitaires

---

[127] « Ville granitique au pied des Andes, dont le profond bouillonnement et les hauts pics, où le crépuscule allume des panaches, enseigne au peuple à être héroïque et grand ».

[128] « Guadalajara, jeune fille bavarde, qui possède l'âme vêtue de lumière, l'héritage mauresque de ta chevelure, tes yeux triomphants, ciels andalous, et ce sel que tu arbores, et avec lequel t'ornera la race torera ».

[129] « El concepto de *carácter*, cuando se habla de una ciudad, de una región, o de una nación, toca a la combinación de un cierto número de trazos estructurales […]. No hay una característica que sea únicamente el hecho de una sociedad particular, sino que la síntesis que da una sociedad de estos elementos es siempre única ». Jean MEYER, « Perspectiva de análisis… », *op. cit.,* p. 149.

communes, qui composent pourtant de façon unique le caractère de chaque ville, qui vont nous intéresser dans ce premier chapitre.

Cette préoccupation pour la définition de l'identité locale n'est pas nouvelle d'un point de vue historiographique, Arequipa et Guadalajara étant sans doute parmi les villes mexicaines et péruviennes ayant le plus soulevé ce genre d'interrogation identitaire[130]. Les intellectuels des deux villes n'ont eu de cesse dans leurs travaux de s'interroger sur ce fameux caractère régional et sa possible définition dès la fin du XIXe siècle. L'ouvrage *Arequipa,* publié pour la première fois en 1891 par Jorge Polar (1856-1932) en hommage à sa ville natale, est sans doute la première publication d'importance formalisant ce profond souci d'identification du « caractère aréquipénien »[131]. À sa suite, des intellectuels comme Francisco Mostajo (1874-1953)[132] dans la première moitié du XXe siècle, et plus récemment comme l'historien Eusebio Quiroz Paz Soldán[133] ont prolongé cette tradition intellectuelle encore vivante aujourd'hui[134]. À Guadalajara, la première étude d'importance tentant une définition de l'âme locale à travers son histoire est probablement la célèbre *Historia particular*

---

[130] Il convient de noter qu'elles ne sont néanmoins pas les seules : on trouve ainsi de passionnantes études sur la définition de « l'âme *cuzqueña* », de la « culture *puneña* » ou encore de l'identité « *norteña* » au Mexique. Voir la bibliographie en fin d'étude.

[131] Jorge POLAR, *Arequipa,* Arequipa, 1891. Avant lui, Juan Gualberto Valdivia Cornejo avait déjà présenté une première série d'éléments constitutifs de l'âme locale, centrés essentiellement sur le caractère rebelle et « révolutionnaire » de la population aréquipénienne dans l'ouvrage *Las Revoluciones de Arequipa,* publié en 1873 par Francisco García Calderón.

[132] À la fois journaliste, avocat, poète et historien, l'intellectuel multi-facettes Francisco Mostajo est probablement l'une des personnalités ayant le plus marqué l'histoire intellectuelle et politique de la ville d'Arequipa. Sa vie et son œuvre feront l'objet de plus amples développements dans le quatrième chapitre de notre étude. On peut néanmoins déjà mentionner les importants travaux qu'il a produits sur l'âme locale, compilés dans le deuxième volume de l'anthologie publiée en 2002, volume consacré au folklore arequipénien : Francisco MOSTAJO, *Antología de su obra,* Arequipa, Compañía cervecera del Sur de Perú, 2002 (*Recopilación por* Eusebio Quiroz Paz Soldán).

[133] L'historien aréquipénien Eusebio Quiroz Paz Soldán a publié de très nombreux articles sur l'histoire de la Ville Blanche et, de même que Francisco Mostajo en son temps, a prononcé de nombreux discours posant la question de la définition de l'identité locale. Parmi ces allocutions, on peut citer celle prononcée le 15 août 1990 dans le théâtre municipal de la ville d'Arequipa à l'occasion du 415e anniversaire de la fondation de la ville, lors d'une session solennelle organisée par le « *Concejo provincial* » de Arequipa. Dans ce discours, l'historien met en lumière ce qui constitue, à son sens, les « *rasgos originales* » de la ville, qui composent sa « *fisionomía singular* ».

[134] La définition du « caractère » aréquipénien et de son évolution dans le temps, voire parfois de son inadéquation avec le Pérou du XXIe siècle, reste une constante dans la réflexion des intellectuels locaux d'aujourd'hui. À titre d'exemple, on peut citer les récents travaux de l'historien Jorge Bedregal, qui s'intéresse au racisme dans la société arequipénienne de la deuxième moitié du XXe siècle. Voir notamment l'ouvrage publié en 2006 à Arequipa sous le titre *Iconografía y simbolismo: identidad arequipeña,* Arequipa, Segunda Especialidad en Historia y Espacio Regional, FCHS, Centro de Impresiones y Publicaciones Arequipa, 2006.

*del Estado de Jalisco* de l'historien *tapatío* Luis Pérez Verdía (1857-1914)[135]. Plus récemment, les écrits de l'historien José María Muría vont également dans ce sens[136]. De la même façon, l'ouvrage publié en 2006 à Guadalajara sous le titre *Jalisco. Construcción de un imaginario,* rassemble une série de travaux qui s'interrogent avec précision sur cette identité si particulière de la ville de Guadalajara et de sa région[137].

Si la description précise de ce qu'il conviendrait d'appeler l'âme locale représente incontestablement une gageure, du fait de la multiplicité des facteurs qui doivent être pris en compte, la démarche reste possible et a fasciné non seulement les historiens, mais également les poètes, journalistes et romanciers locaux. L'anthologie de textes présentés en annexe de notre étude offre un aperçu de la grande variété des comparaisons, métaphores et autres images employées pour décrire les deux villes et leurs habitants. Ces éloges littéraires ont participé à forger, au fil du temps, une certaine image idéalisée et caricaturale de l'âme *arequipeña* comme de l'âme *tapatía,* souvent résumées à une série de caractéristiques qu'il nous a semblé utile de présenter ici :

**Figure 6 - Les grandes caractéristiques de l'âme locale à la fin du XIXe siècle**

| AREQUIPA | GUADALAJARA |
|---|---|
| - Ville coloniale et aristocratique, blanche | - Ville coloniale et aristocratique, blanche |
| - Ville catholique, voire « fanatique ». | - Ville catholique. Fanatisme rarement évoqué. |
| - En constante opposition au pouvoir central | - En constante opposition au pouvoir central |
| - Ville rebelle et révolutionnaire | - Ville libérale, source du fédéralisme national |
| - Ville conservatrice | - Ville conservatrice[138] |
| - Une ville austère et pieuse (image incarnée par la femme *arequipeña*) | - Une ville romantique et accueillante (image incarnée par la femme *tapatía)* |
| -Image masculine : virilité et honneur | - Image masculine : virilité et honneur[139] |
| - Une ville juridique | |

[135] Luis PEREZ VERDÍA, *Historia particular del Estado de Jalisco: desde los primeros tiempos de que hay noticia hasta nuestros días,* Guadalajara, Escuela de Artes y Oficios del Estado, 1910.

[136] Nous nous permettons de renvoyer le lecteur à la bibliographie présentée en fin d'étude, pour un aperçu de l'imposante production bibliographique de Muría sur l'histoire locale.

[137] Agustín VACA et Laura ALARCÓN (coord.), *Jalisco. Construcción de un imaginario,* Guadalajara, UDG, 2006.

[138] Cette image se forge en réalité après la Révolution mexicaine, en opposition avec cette première image de ville libérale, nous y reviendrons dans la troisième partie de notre étude.

Les différents clichés identitaires énoncés ici sont issus d'un ensemble d'ouvrages historiques, littéraires et de la presse principalement. Ils dessinent l'image de l'âme locale telle qu'elle était pensée et défendue à la fin du XIXe siècle. Ces clichés connaissent une importante évolution à la fin de la période étudiée, dans les années 1920 principalement[140]. Si l'on a conscience qu'une telle schématisation du caractère local est scientifiquement contestable, rappelons qu'il s'agit uniquement d'énoncer rapidement quelques clichés courants sur les deux villes, afin de simplifier l'analyse de leur formation historique.

Cela étant, une première mise en garde s'impose : si la majorité des ouvrages mentionnés dans ce chapitre ont témoigné d'un même désir d'essentialiser la ville et sa région en forçant parfois la description jusqu'à la caricature, notre objectif est de dépasser cette approche particulariste de la ville pour tenter de mettre à jour ces « grandes structures » identitaires évoquées par Meyer, structures partagées par Arequipa et Guadalajara et qui déterminent en grande partie leur développement historique à partir des années 1880.

## Des trajectoires historiques parallèles

### *La fondation coloniale*

Dans la deuxième édition d'un ouvrage du géographe français Onésime Reclus[141], publié en 1876 sous le simple titre de *Géographie,* on peut lire ces quelques lignes à la fois précises et poétiques sur la situation exceptionnelle de la ville d'Arequipa :

> « Arequipa […] s'élève dans un oasis du fleuve Chili, à 2 536 mètres au-dessus de l'Océan, en vue du Misti (6 191 mètres), pyramide grandiose que personne n'a gravie jusqu'au faîte, et qui n'a vomi ni feu ni lave depuis plus de 300 ans. Il n'y a pas de ville plus exposée aux tremblements de terre qu'Arequipa : de

---

[139] À Guadalajara, cette dernière image se développe principalement à partir des années 1920-1930, même si on en trouve quelques mentions plus tôt, avec la diffusion de l'image du « charro » *tapatío,* incarnation de la virilité mexicaine.

[140] Nous y reviendrons dans la troisième partie de notre étude.

[141] Frère du célèbre Elisée Reclus, Onésime Reclus a publié une série d'ouvrages géographiques à partir des années 1870, parmi lesquels le livre *Géographie,* nouvellement édité en 1876 chez l'éditeur L. Mulo, Paris.

1811 à 1845 on y a ressenti 826 chocs faibles ou violents, soit deux par mois[142] ».

Entourée des chaînes de volcans Chachani, dont le point culminant s'élève à près de 6000 mètres d'altitude, et Pichu Pichu (5400 mètres), la ville d'Arequipa se situe à mi-chemin entre la Cordillère des Andes et la côte Pacifique, comme un point d'articulation entre deux espaces géographiques bien définis qui sont à la fois deux systèmes de production et de communication.

**Figure 7 - Arequipa et sa situation géographique**

Source : Université de Texas, à Austin. URL : http://www.lib.utexas.edu/maps/

[142] Les chiffres avancés ici par Onésime Reclus concernant l'altitude de la ville et des volcans qui l'environnent ont été revus à la baisse. On considère en effet aujourd'hui les altitudes suivantes : Arequipa (2 335 m.), Misti (5 825 m.).

Cette situation a justifié la fondation de la ville par les Espagnols à cet emplacement en 1540 :

> « Les conditions géographiques jouent un rôle déterminant dans le processus de fondation de la ville. La vallée d'Arequipa, ouverte à la côte et à la montagne, forme de façon caractéristique, avec sa condition d'oasis entre le désert de sable et la *puna* montagneuse, une option raisonnable d'articulation de systèmes de communication et de développement propre. […] La vallée se configure comme une scène naturelle protégée au nord et à l'est par la ceinture de la Cordillère des Andes, et vers le sud et l'ouest par les basses chaînes de montagnes, tandis qu'un ciel diaphane, comme peu le sont, rehausse les qualités de l'espace choisi[143] ».

Sous un ciel bleu intense, qui a valu à la ville l'installation d'un observatoire astronomique en 1890[144], Arequipa fait donc figure d'oasis au cœur du désert[145], nichée au pied d'un volcan devenu symbole de l'âme locale : le Misti. Nombreux sont les poètes à avoir chanté la beauté de ce « génie tutélaire » qui veille sur la ville et incarne son identité :

> « Le Misti et Arequipa forment une seule dénomination. Ils vivent si imprégnés l'un de l'autre ! Et le premier substantif éclipse presque toujours le second, c'est pour cela que l'on dit très fréquemment : la Ville du Misti, en sous-entendant Arequipa. Et on appelle les *arequipeños* […] *mistianos.* […]. Il est vrai que nous les *arequipeños,* nous ne sommes rien d'autre que les fils du Misti. D'un tel père nous portons dans le sang la lave volcanique, à ce titanesque ancêtre nous devons un cœur enflammé dans la poitrine[146] ».

---

[143] « La condicionante geográfica juega un papel gravitante en el proceso fundacional de la ciudad. La característica del valle de Arequipa, abierto a la costa y a la sierra, conforma, junto a su condición de oasis entre el desierto arenoso y la puna serrana, una opción razonable de articulación de sistemas de comunicación y desarrollo propio. […] El valle se configura como un escenario natural protegido al norte y al este por la faja cordillerana andina, y hacia el sur y oeste por las cadenas bajas de cerros mientras un cielo diáfano, como pocos, enaltece las calidades del paraje elegido ». Ramón GUTIERREZ, *Evolución histórica urbana de Arequipa,* 1540-1990, Lima, 1992, p. 17.

[144] En fonctionnement jusqu'en 1927, l'observatoire astronomique d'Arequipa est fondé au début des années 1890 dans le quartier de Carmen Alto, « l'un des endroits les plus appropriés au monde » (« *uno de los lugares más apropiados del mundo* »), en raison de la « pureté de l'atmosphère du ciel bleu et transparent d'Arequipa » (« *pureza de la atmósfera del cielo azul y transparente de Arequipa* »). *El Cosmos, Periódico Científico, Literario,* 31 janvier 1893, n° 24, p. 1.

[145] Pour une description de l'espace désertique de la côté sud Pacifique, dans laquelle s'inscrit Arequipa, voir Alberto FLORES GALINDO, *Arequipa y el Sur Andino…, op. cit.,* p. 13-14.

[146] « El Misti y Arequipa forman una sola denominación. Tan compenetrados viven! Y casi siempre el primer sustantivo eclipsa al segundo, por eso se dice con sobrada frecuencia: la Ciudad del Misti, sobreentendiéndose Arequipa. Y a los arequipeños se les nomina […] mistianos. […] En verdad que no otra cosa somos los arequipeños, que hijos del Misti. De tal padre llevamos en la sangre lava volcánica,

C'est cette importance du volcan dans l'imaginaire local et dans la construction du caractère psychologique de l'*arequipeño* qui aura fait écrire à l'intellectuel Jorge Polar cette fameuse phrase, aujourd'hui gravée dans les arcades de Yanahuara, quartier qui surplombe la ville : « *no se nace en vano al pie de un volcán* »[147].

**Figure 8 - La Plaza de Armas de Arequipa en 1880, avec le Misti en arrière plan**

À la force et à la rudesse de l'environnement sismique dans lequel s'est installée la ville d'Arequipa s'oppose la douceur du relief et du climat *tapatíos* :

> « [La ville de Guadalajara] trouve une position admirable sur les versants des douces collines au pied desquelles passe le ruisseau de San Juan de Dios. Se trouvant à une altitude de 5054 pieds au-dessus du niveau de la mer[148], dans une vallée large et ouverte, la Perle de l'Occident dispose en même temps de la

---

de tal antepasado titánico llevamos en el pecho un corazón encendido ». « El Misti, Genio tutelar de la Ciudad », par César A. RODRÍGUEZ, *De Arequipa al Cuzco,* Juillet 1933.

[147] Jorge POLAR, *op. cit.,* p. 151 : « On ne naît pas en vain au pied d'un volcan ».

[148] Équivalent à 1 566 mètres d'altitude.

propreté que lui procurent les vents, la douceur printanière du climat qui lui vient de son altitude, et le délice de ses brises douces et chargées d'arômes tous les mois de l'année[149] ».

**Figure 9 - Guadalajara et sa situation géographique**

Source : Université de Texas, à Austin. URL : http://www.lib.utexas.edu/maps/

De la même façon, dans l'ouvrage publié en 1900 sous le titre de *México y sus capitales ; reseña histórica del país desde los tiempos más remotos hasta el presente ; en*

[149] « [La Ciudad de Guadalajara] coloca admirablemente en los declives de dos suaves colinas a cuyo pie pasa el riachuelo de San Juan de Dios, y encontrándose a una altura de 5054 pies sobre el nivel del mar, en un valle abierto y anchuroso, la Perla de Occidente tiene al mismo tiempo el aseo que procede de la facilidad de las corrientes, la tibieza primaveral del clima que proviene de su altura, y la delicia de sus brisas suaves y cargadas de aromas en todos los meses del año ». Manuel CABALLERO, *in* Juan Bautista IGUÍNIZ, *Guadalajara a través de los tiempos…, op. cit.,* p. 101.

*el cual también se trata de sus riquezas naturales,* l'auteur S. Adalberto De Cardona explique que :

> « Le climat de la ville est un peu chaud vers les mois d'avril et de mai, mais il est délicieux tout le reste de l'année. L'hiver est à peine perceptible, les arbres ne se dénudent jamais complètement, les fleurs ne cessent jamais d'ouvrir leurs pétales ni d'embaumer l'air de leur doux et délicats parfums[150] ».

Ce climat doux et tempéré a su favoriser une végétation agréable et permanente, qui vaut à la ville de Guadalajara le surnom de « *Ciudad de las Rosas* », ou encore de « *Ciudad de la eterna primavera* », et attire durant tout le XIXe siècle une population aisée, venue de la capitale du pays chercher un air plus pur et plus sain[151]. C'est également à ce climat si favorable que la capitale *tapatía* doit sa comparaison constante, tout au long du XIXe siècle, avec la ville de Séville – le Jalisco étant régulièrement surnommé l'« Andalousie mexicaine »[152] – et plus rarement avec la ville de Florence, en Italie[153].

Qu'elles aient été fondées dans un espace plutôt hostile, aride et au relief accidenté (Arequipa), ou au contraire dans un environnement doux, facile d'accès et au climat particulièrement agréable (Guadalajara), nos deux villes ont en commun cette image d'oasis exceptionnelle, dont l'âme réside justement dans cet espace naturel original.

Directement liées aux conditions offertes par ces environnements naturels si particuliers, la fondation d'Arequipa en 1540 et de Guadalajara en 1542 ont répondu à un besoin impérieux de mettre à profit à la fois les importantes ressources naturelles des deux régions, mais aussi d'exploiter au maximum leur situation de « carrefour »,

---

[150] « El clima de la ciudad es un tanto cálido hacia los meses de abril y mayo, y en todo el resto del año es delicioso. El invierno apenas es perceptible, los árboles jamás se desnudan del todo, las flores nunca dejan de abrir sus pétalos ni de embalsamar el aire con sus delicados y suaves perfumes ». S. Adalberto DE CARDONA et Trinidad SÁNCHEZ, *México y sus capitales ; reseña histórica del país desde los tiempos más remotos hasta el presente ; en el cual también se trata de sus riquezas naturales,* México, Tip. de J. Aguilar Vera y comp., 1900 ; cité dans Juan Bautista IGUÍNIZ, *Guadalajara a través de los tiempos…, op. cit.,* p. 132.

[151] La venue de personnages politiques et autres membres de l'élite de la capitale du pays à Guadalajara pour des raisons de santé est régulièrement relayée par la presse. Parmi de nombreux exemples, le 16 juillet 1905 le journal *tapatío La Gaceta de Guadalajara* informe ses lecteurs du séjour dans l'Hôtel *Francés* de la ville du sénateur D. Antonio Mercenario, *« ex-gobernador de Guerrero, que vino con el objeto de atender a su salud ». La Gaceta de Guadalajara,* Guadalajara, « Notas editoriales y locales », 16 juillet 1905, p. 2.

[152] Voir l'anthologie de textes en annexe.

[153] Voir le titre de l'ouvrage déjà cité de Eduardo GIBBON, *Guadalajara (La Florencia Mexicana). Vagancias y Recuerdos…, op. cit.*

d'interface entre l'espace côtier et l'intérieur des terres. Ainsi, la ville d'Arequipa est fondée officiellement le 15 août 1540, sur un mandat de Francisco Pizarro exécuté par le lieutenant Garcí Manuel de Carbajal, dans le but de remplir un rôle stratégique de connexion entre les chemins de la côte et ceux de la montagne (la « *sierra* »). La nouvelle cité fondée par les conquistadors espagnols obtient officiellement le titre de ville le 22 septembre 1541[154].

La fondation de la ville de Guadalajara a lieu deux ans plus tard, sous l'action du « terrible » Nuño Beltrán de Guzmán, personnage sanguinaire et cruel dont l'histoire a su forger la légende. Après maintes péripéties et changements d'emplacements, Guadalajara reçoit finalement du roi Charles Quint le titre de ville le 14 février 1542. Huit ans plus tard, la ville devient officiellement capitale de la Nueva Galicia, avec l'installation d'une Cour Supérieure de justice et d'un évêché, ce qui garantit de fait l'indépendance de la région vis-à-vis de la Nueva España et de sa capitale Mexico[155]. Il est important de souligner ici le fait que, à la différence de la ville d'Arequipa, pensée comme une extension logique et structurante du pouvoir espagnol, la ville de Guadalajara a été fondée en partie en opposition à celle de Mexico, Nuño de Guzmán comptant ainsi rivaliser avec le pouvoir de Cortés[156]. La fondation des villes d'Arequipa et de Guadalajara répond néanmoins à un même besoin de contrôler un vaste territoire qui échappait alors à la domination de la couronne espagnole.

Les deux villes ont également en commun une implantation dans une zone de faible peuplement indien, à la différence des villes de Mexico et du Cuzco par exemple. En effet, malgré la présence originelle des Indiens Collaguas dans cette partie des Andes[157], et à la différence des autres cités péruviennes de la Vice-royauté, « Arequipa était principalement peuplée d'Espagnols et de métis. Dans les alentours mêmes de la

---

[154] Sur la fondation de la ville d'Arequipa, voir le deuxième chapitre (« *La colonia* ») de l'ouvrage coordonné par Juan Guillermo CARPIO MUÑOZ, Guillermo GALDOS RODRIGUEZ *et alii, op. cit.*

[155] Sur la fondation de la ville de Guadalajara, ainsi que sur la férocité de Nuño de Guzmán, voir les trente premières pages de la thèse de Thomas CALVO, *Guadalajara, Capitale provinciale de l'Occident mexicain au XVII^e^ siècle,* Thèse de Doctorat, Paris, EHESS, 1987.

[156] Ce conflit opposant Cortés à Nuño de Guzmán, et ayant en partie présidé à la fondation de la ville de Guadalajara, a été de nombreuses fois traité dans l'historiographie locale. Parmi de multiples références, on peut citer par exemple le premier tome des *Capítulos de historia de la ciudad de Guadalajara…, op. cit.*

[157] Sur les populations préhispaniques présentes dans la région d'Arequipa lors de l'arrivée des Espagnols au XVI^e^ siècle, voir l'ouvrage de Guillermo GALDOS RODRIGUEZ, *Comunidades prehispánicas de Arequipa,* Lima-Arequipa, Fundación M.J. Bustamante de la Fuente, 1987.

ville il n'y avait que très peu d'Indiens […] »[158]. Ainsi, l'historien Guillermo Zegarra Meneses nous rappelle que « née et développée comme une plante castillane au milieu des villages indiens, Arequipa a conservé, tout au long de la période coloniale et jusqu'aux débuts de la République, sa prépondérance blanche »[159]. De même, et en dépit du fait que Guadalajara ait été fondée au centre de trois communautés préhispaniques importantes (Mezquitán, Mexicaltzingo et Analco), la capitale de l'Occident mexicain se distingue très tôt par l'absence de toute tradition indienne, contrairement à la région de Mexico. Dans l'article déjà cité, Jean Meyer nous rappelle ainsi que « la population précolombienne n'a jamais été dense et la conquête y a eu des visées exterminatrices […] »[160].

Arequipa et Guadalajara ont donc en commun, et ce dès leur fondation, une population blanche importante, qui contraste avec une population indienne particulièrement peu nombreuse, dans deux pays où la présence de grandes communautés indiennes constitue pourtant une caractéristique forte. Cette particularité locale, nous le verrons, a un impact indéniable à la fois sur l'organisation sociale de la ville, mais aussi sur sa façon de penser sa propre identité et sa place dans la nation.

### *De la période coloniale à l'Indépendance*

À partir de leurs fondations respectives, Arequipa et Guadalajara connaissent des trajectoires historiques bien particulières à travers lesquelles se dessine de façon claire et définitive leur caractère local. S'il n'appartient pas à cette thèse de retracer ces trajectoires historiques dans le détail, le rappel des grandes étapes de formation de l'identité régionale doit néanmoins nous permettre de comprendre la posture politique, économique et sociale d'Arequipa et de Guadalajara au tournant des XIXe et XXe siècles. Ainsi, il s'agit de comprendre l'âme locale dans ses racines historiques, qui

---

[158] « Arequipa estaba compuesta principalmente por españoles y mestizos. En los alrededores mismos de la ciudad los indios escaseaban […] ». Alberto FLORES GALINDO, *Arequipa y el Sur Andino…, op. cit.,* p. 25.

[159] « Nacida y desarrollada Arequipa como una planta castellana, entre villorrios indígenas, conservó, a lo largo del Virreinato y comienzos de la República, su preponderancia blanca ». Guillermo ZEGARRA MENESES, *Arequipa, en el paso de la colonia a la república,* Arequipa, Ed. Cuzzi, 1973, p. 65.

[160] « La población precolombina nunca fue densa y la conquista tomó visos de exterminación […] ».Jean MEYER, « Perspectiva de análisis… », *op. cit.,* p. 156.

témoignent d'une indéniable continuité jusque dans les années 1880, autour de cette relative autonomie politique des deux capitales régionales.

Décrite en partie par Sarah Chambers dans l'ouvrage déjà cité[161], ou encore par Kendall Brown dans son importante étude de « la réforme impériale dans le Sud péruvien »[162], l'histoire coloniale d'Arequipa a fait l'objet de diverses analyses, économiques principalement. Ces travaux nous montrent comment, dès le début de la période coloniale, la ville d'Arequipa appartient à une vaste zone d'influence organisée autour des mines de Potosí, au sud de la Vice-royauté. Jusqu'à la fin du XVIII^e^ siècle, lorsqu'intervient la décadence de ces mines, Arequipa est au cœur d'un important système d'échanges dominé par la ville du Cuzco, qui est alors la véritable « capitale du Sud andin ». Pour cette raison, l'historiographie aréquipénienne a eu tendance à se désintéresser de cette période sur le plan politique, lui préférant clairement le XIX^e^ siècle « révolutionnaire » aréquipénien. L'intellectuel *mistiano* Francisco Mostajo résume l'histoire locale en ces termes, qui empruntent autant à la « mythologie » locale qu'à l'histoire :

> « Durant la période coloniale Arequipa, de façon générale, a végété. C'est durant la République, dans sa période révolutionnaire qui a débordé d'activité héroïque, qu'il y a eu une activité des idées et des sentiments. C'est exactement dans l'histoire de cette période qu'il faut chercher le secret de beaucoup de choses »[163].

Si la période coloniale ne semble pas avoir représenté pour Arequipa un moment important dans la construction de son identité, à l'inverse cette période a été fondamentale pour la ville de Guadalajara. L'historien *tapatío* Jaime Olveda, spécialiste de l'histoire coloniale locale, souligne que :

> « La majeure partie des chercheurs qui ont centré leur attention sur l'époque coloniale dans le Jalisco mettent l'accent sur le fait que cette région, depuis les débuts de la domination espagnole, a adopté une position autonomiste qui l'a

---

[161] Sarah CHAMBERS, *De súbditos a ciudadanos…, op. cit.*

[162] Kendall BROWN, *op. cit.*

[163] « En la Colonia, Arequipa hablando en general, vegetó. Es en la República, en su período revolucionario, lo que desbordó de actividad heroica, detrás de la cual hubo la actividad de las ideas y sentimientos. Cabalmente, la historia de ese período es en el que tiene que buscarse, el secreto de muchas cosas ». Francisco MOSTAJO, cité dans Héctor BALLÓN LOZADA, « Mostajo y la historia de Arequipa », *Revista de Ciencias Sociales,* Arequipa, Universidad Nacional de San Agustín, n°5, 1998, p. 438.

> conduite à forger son propre style de vie, profondément différent dans bien des aspects de celui du reste de la Vice-royauté et de sa propre capitale[164] ».

Parmi les nombreux conflits qui opposent alors la ville de Guadalajara à la capitale de la Nouvelle Espagne, Jaime Olveda évoque l'épisode de ce que l'on a appelé *la pequeña guerra de Guadalajara* en 1589, déclenchée par un litige juridique entre les deux *Audiencias*, celle de la Nouvelle Espagne et celle de la Nueva Galicia. Guadalajara adopte alors une position sinon séparatiste, au moins volontairement autonome et indépendante. De la même façon, « les exemples se répètent durant toute la période coloniale et continueraient, inévitablement, durant presque tout le XIXe siècle, du fait que cette position a été héritée et adoptée d'un gouvernement à l'autre »[165]. Parmi de multiples exemples, on peut citer celui de l'intendant Jacobo Ugarte y Loyola, à la tête de la Nueva Galicia de 1791 à 1798 et qui adopte une posture identifiée comme régionaliste, en opposition à la Nouvelle Espagne[166].

Cette tension permanente entre Guadalajara et Mexico conditionne la façon dont a été vécu le processus d'indépendance au niveau local[167] :

> « La Nouvelle Galice et sa capitale furent des milieux propices et préparés pour recevoir et seconder le mouvement armé de l'Indépendance nationale proclamée à Dolores par le curé Don Miguel Hidalgo y Costilla. Une telle prédisposition s'explique, au-delà d'autres facteurs, par le fait que ce royaume, qui s'est ensuite appelé Intendance, jouissait d'une autonomie virtuelle dans son régime intérieur en disposant de son propre gouvernement[168] ».

---

[164] « La mayoría de los investigadores que han enfocado su atención a la época colonial en Jalisco, enfatizan que esta región, desde los albores de la dominación española, adoptó una posición autonomista que la llevó a forjar un estilo de vida muy propio, substancialmente distinto en muchos aspectos al resto del virreinato y a su misma capital ». Jaime OLVEDA *in Lecturas históricas…, op.cit.,* p. 153.

[165] « Los ejemplos se siguen repitiendo en todo el tiempo colonial y continuarían, inevitablemente, en casi todo el siglo XIX, debido a que esta posición fue heredada y adoptada por un gobierno a otro ». *Ibid.*

[166] Voir tout particulièrement la thèse de doctorat de María Angeles GÁLVEZ RUIZ*, La consolidación de la conciencia regional en Guadalajara: el gobierno del intendente Jacobo Ugarte y Loyola (1791-1798),* Thèse de doctorat en Histoire moderne, Universidad de Granada, 1993.

[167] À l'occasion du 175e anniversaire de l'Indépendance nationale, l'historien *tapatío* Mario Aldana Rendón a réalisé une compilation des discours prononcés dans le Jalisco à l'occasion des différentes commémorations de l'Indépendance ayant eu lieu de 1841 à 1871, compilation qui rend compte du rôle joué par le Jalisco dans cette étape majeure de l'histoire nationale : Mario ALDANA RENDON, *Independencia y Nación. Discursos jaliscienses del siglo XIX,* Guadalajara, Universidad de Guadalajara, 1985 (Edición conmemorativa 175 aniversario de la Independencia Nacional).

[168] « Nueva Galicia y su capital fueron medios preparados y propicios para recibir y secundar el movimiento armado de independencia nacional proclamada en Dolores por el cura don Miguel Hidalgo y Costilla. Se explica tal predisposición aparte de otros factores, a que aquel Reino, que después se

Achevée officiellement en septembre 1821 avec l'entrée triomphale d'Iturbide à Mexico, la Guerre d'Indépendance mexicaine[169] débouche rapidement sur une série de débats et de conflits quant à la forme que doit prendre le nouvel Etat mexicain. C'est durant cette étape que les élites de la ville de Guadalajara jouent pour la première fois de leur histoire un rôle déterminant dans le destin de toute la nation.

Au cours des années 1822-1823 s'accroît le mécontentement des autorités locales du Jalisco, alors « *diputación provincial* »[170] dirigée par Luis Quintanar, face aux décisions prises à Mexico, qui ignore les intérêts à la fois économiques et politiques de la région[171]. Dans la continuité des nombreux conflits qui opposent la Nueva Galicia au pouvoir centralisateur de la Nueva España et de Mexico, les dirigeants de Guadalajara publient le 23 juin 1823 un manifeste dans lequel la *diputación provincial* déclare sa séparation d'avec Mexico et se proclame « République fédérale », sous le nom de « *Estado Libre de Jalisco* »[172]. Ce mouvement séparatiste engagé par Guadalajara est rapidement suivi par Oaxaca, le Yucatán ou encore Zacatecas. D'autres provinces, comme celle de Nuevo León, Querétaro, Coahuila, San Luis Potosí ou du Michoacán, commencent de la même façon à fonder leur propre législation, mettant de fait un terme à l'existence des *diputaciones provinciales*[173]. Dans la crainte de voir se multiplier les mouvements séparatistes dans le pays, le pouvoir central décide

---

llamó Intendencia, gozó de una virtual autonomía en su régimen interior al tener un gobierno propio ». José MARTÍNEZ SOTOMAYOR, *Perfil y acento de Guadalajara,* México, Fondo de Cultura Económica, 1970.

[169] La guerre ou « révolution » ayant conduit le Mexique à l'Indépendance a été au cœur de très nombreuses études historiques, auxquelles le lecteur peut se référer. Parmi d'innombrables références, voir notamment les trois volumes publiés par Ernesto DE LA TORRE VILLAR, *La Independencia mexicana,* México, Fondo de Cultura Económica, 1982.

[170] Institutionnalisées en 1812 dans le cadre des *Cortes de Cadiz* de 1812, les *diputaciones provinciales* mexicaines trouvent leur origine dans les *Juntas Provinciales* mises en place en Espagne en 1808. Elles sont le prélude à l'adoption d'un système fédéral au Mexique en 1824. Nous reviendrons sur cette importante institution et son lien avec le fédéralisme dans le quatrième chapitre de notre étude. Voir Nettie LEE BENSON, *La diputación provincial y el federalismo mexicano,* México, COLMEX, UNAM, 1992 (Première édition en 1955).

[171] Pour plus de détails sur cette période troublée qui voit se former les ambitions fédéralistes du Jalisco, voir les travaux suivants : Mario ALDANA RENDON et Manuel RODRIGUEZ LA PUENTE, *Centralismo y federalismo en México*. Guadalajara, EDUG/UDG, 1984, spécialement les pages 29 à 35. Pour une approche plus générale, nous renvoyons le lecteur à l'incontournable ouvrage de Josefina Zoraida VAZQUEZ, *El establecimiento del federalismo en México 1821-1827,* México, El Colegio de México, 2003.

[172] Mario ALDANA RENDÓN et Manuel RODRIGUEZ LA PUENTE, *op. cit.*

[173] Le soulèvement des élites régionales contre le centralisme du pouvoir central au moment de l'Indépendance a fait l'objet d'une étude détaillée concernant la région de Puebla : Inmaculada SIMÓN RUIZ, *Los actores políticos poblanos contra el centralismo : contribuciones a la formación del primer federalismo mexicano : 1808-1826,* Cádiz, España, Fundación Municipal de Cultura, 2004.

finalement l'élaboration d'une nouvelle Constitution, la première Constitution Fédérale mexicaine approuvée le 31 janvier 1824. Sujet à de nombreuses interprétations de la part des historiens, le processus ayant conduit à la mise en place du fédéralisme au Mexique est généralement analysé comme étant le produit du soulèvement des différentes *diputaciones provinciales*, animées par un régionalisme séculaire, à l'image de celui qui a poussé le Jalisco à s'élever contre le pouvoir central[174].

Si l'influence des élites *tapatías* dans le processus national qui conduit à la mise en place du fédéralisme au Mexique n'est donc désormais plus à démontrer, il apparaît que le rôle d'Arequipa dans les événements qui mènent à la fondation de l'Etat péruvien est, par comparaison, beaucoup plus insignifiant. Dans l'ouvrage déjà cité, l'historien Guillermo Zegarra Meneses rappelle ainsi la grande fidélité de la ville à la couronne espagnole, qui lui avait concédé en 1805 le titre de « *fidelísima* » :

> « Arequipa fut autrefois – à quoi bon le nier – l'une des villes les plus fidèles au Roi. […] Arequipa, comme il est bien connu, n'a été le théâtre d'aucun des mouvements de libération, et n'a fait surgir aucun appui effectif à ceux qui éclatèrent ailleurs […][175] ».

L'auteur de ces lignes tente d'expliquer les raisons d'un tel attachement des élites aréquipéniennes à la couronne, en invoquant notamment des facteurs d'ordre racial – déjà évoqués plus haut au sujet de la fondation coloniale de la ville – ou encore social et géographique :

> « Il convient désormais de se demander quelles étaient les raisons de cette fidélité d'Arequipa au Roi. En premier lieu : une raison d'ordre racial. Arequipa était, par origine, race, tradition et esprit, une ville fondamentalement castillane. Au moins dans ses classes dominantes […]. De ce fait, ses valeurs, ses symboles et ses défauts étaient de facture castillane et cela explique que l'individu fût d'autant plus apprécié socialement qu'il était plus blanc de peau et bleu de sang, et que sa loyauté au Roi ne puisse constituer une opprobre, mais bien au contraire l'expression la plus forte et élevée d'une authentique et publique noblesse. […] En second lieu, une raison d'ordre géographique. Séparée de la côte et des Intendances de Puno et du Cuzco par de vastes déserts, traversés seulement au prix de longs et pénibles voyages, Arequipa a

---

[174] Nous reviendrons sur ce processus historique dans le quatrième chapitre de notre étude.

[175] « Arequipa antaño fue-a que negarlo- una de las ciudades más leales al Rey. […] Arequipa, como es bien conocido, no fue teatro de ninguno de los movimientos libertarios, ni de ella tampoco surgió apoyo efectivo para los que estallaron en otras partes […] ». Guillermo ZEGARRA MENESES, *op. cit.,* p. 53-55.

> manqué de contacts avec les marins ou avec les voyageurs qui […] puissent lui apporter les préoccupations idéologiques des autres nations et a été, en même temps, déconnectée des grands noyaux aborigènes qui alimentaient de leurs croyances ancestrales un esprit de rébellion sans équivoque[176] ».

Pourtant, certains arequipéniens ont marqué l'histoire aussi bien locale que nationale en participant activement au processus d'indépendance, comme c'est le cas notamment du célèbre Mariano Melgar (1791-1815). Ainsi, et alors que la ville d'Arequipa n'a pas joué de rôle prépondérant dans cette étape de l'histoire nationale, c'est paradoxalement à ce moment-là qu'entre en scène cette figure qui continue encore aujourd'hui d'incarner la fierté de l'âme locale.

Auteur de nombreux « *yaravis* » et véritable initiateur de ce genre musical à Arequipa[177], Mariano Melgar incarne à bien des égards le héros romantique par excellence, tant du fait de son activité littéraire et politique, qu'en raison de sa mort prématurée sous le feu des royalistes. Jorge Polar a laissé à son sujet quelques lignes éloquentes, que l'on se permet de reproduire ici de façon extensive dans la mesure où elles témoignent avec force de la place occupée par Melgar dans la formation des représentations historiques aréquipéniennes.

> « Melgar est le premier et le plus grand de nos poètes : c'est de lui que tous proviennent. Né en 1791 […], il a été un enfant prodige. À trois ans il savait lire. À seize ans il traduisait les classiques latins en castillan. Cette ville coloniale, vieille, opprimée, méprisée, a dû être folle de contentement et de fierté, avec cet enfant radieux de poésie et de talent ; elle devait se regarder fièrement dans ce rayon du soleil, qu'elle ne savait pas comment il avait pu naître d'elle.

---

[176] « Ahora cabe preguntarse ¿qué razones existían para el fideísmo de Arequipa? En primer lugar: una de orden racial. Ella era, por origen, raza, tradición y espíritu, fundamentalmente una ciudad castellana. Al menos en sus clases dominantes […]. Por todo esto, sus valores, símbolos y defectos eran de factura castellana, y ello explica que el individuo fuese tanto más apreciado socialmente cuanto resultase siendo más blanca su piel y azul su sangre ; y que su lealtad al Rey no constituyese un oprobio, sino más bien la expresión más cabal y enaltecedora de una auténtica y pregonada hidalguía. […] En segundo término, una de orden geográfico. Separada Arequipa de la costa y de las Intendencias de Puno y Cuzco, por vastos desiertos, sólo superables tras largas y penosas jornadas, careció de contacto con el hombre de mar o con el viajero que […] nos trajera la inquietud ideológica de otras naciones, y estuvo, a la vez, desvinculada de los grandes núcleos aborígenes, que alimentaban, con sus creencias ancestrales, un inequívoco espíritu de rebeldía », *id.,* p. 57-59.

[177] D'origine inca, le « *yaravi* » (ou « harawi » en quechua, qui signifie « tristesse ») devient progressivement une forme musicale métisse, particulièrement développée au sein de la culture musicale populaire liménienne, puis représentative de la culture musicale arequipénienne, sous l'influence de Mariano Melgar principalement. Le poète et révolutionnaire aréquipénien a mis en musique plusieurs de ses poèmes, composant ainsi les pièces les plus célèbres de ce genre musical et donnant naissance à un type de « *yaravi* » emprunt d'idéaux politiques et incarnant de ce fait l'âme rebelle et romantique arequipénienne. Voir l'ouvrage de Juan Guillermo CARPIO MUÑOZ, *El yaraví arequipeño. Un estudio histórico-social y un cancionero,* Arequipa, la Colmena Imp., 1976.

> Et en vérité cet enfant, plus que le rejeton d'une triste race de serfs, semblait être une fraîche pousse de la race hellénique. Quelle figure idéale ! Cœur de lion par sa grandeur et d'enfant par sa sensibilité et sa douceur. Et, en même temps qu'orgueilleuse, cette vieille société serait préoccupée également par le sympathique jeune homme. Elle le regarderait avec une certaine crainte. C'était un rêveur, un poète, un romantique, un rebelle peut-être, qui sortait du vieux moule, il avait ces mouvements brusques et rapides de l'intelligence et des sentiments. La Arequipa indépendante, fière, batailleuse, orgueilleuse, artiste et romantique de notre siècle, a commencé avec Melgar. Melgar est le premier fils d'Arequipa et il est né semblable à sa mère. Melgar est le fils du volcan, roi de cette terre. Dans son cœur, dans sa fantaisie, il y a déjà un incendie[178] ».

Héros romantique auquel on a attribué des qualités intellectuelles exceptionnelles et un courage hors du commun, Mariano Melgar s'est rapidement retrouvé au cœur d'une geste qui s'est confondue avec celle de la ville d'Arequipa toute entière, dont il incarne de fait les principales vertus morales et politiques. Mariano Melgar, par son œuvre littéraire autant que par sa courte lutte politique, a ainsi rapidement symbolisé cette importante transition dans l'histoire locale, entre une société coloniale figée dans un conservatisme sclérosant et une société républicaine indépendante, autonome, et en lutte permanente pour la défense des intérêts locaux. Dès les premières décennies du XIXe siècle :

> « […] se produisent à Arequipa une série de mouvements politiques destinés à orienter la marche de la République. Arequipa se convertit ainsi en *'caudillo colectivo del Perú',* peuple en armes dont la voix se fait entendre au côté du son des cloches des nombreux temples de la ville. Il s'agit là d'un phénomène original et caractéristique dans l'histoire d'Arequipa, dont l'appréciation permet de comparer deux moments historiques différents. L'un est celui d'une ville coloniale avec une majorité évidente de population hispanique et blanche, qui s'enorgueillit des titres concédés par le Roi d'Espagne, ville fidèle à la

---

[178] « Melgar es el primero y el mayor de nuestros poetas: de él proceden todos. Nació en 1791 […]. Fue un niño prodigioso. A los tres años sabía leer. A los dieciséis traducía a los clásicos latinos en verso castellano. Aquella ciudad colonial, vieja, oprimida, desdeñada, debía estar loca de contento y de orgullo, con aquel niño radiante de poesía y de talento ; debía mirarse ufana en aquel rayo de sol, que no sabía cómo había nacido de ella. Y en verdad que aquel niño, más que vástago de una triste raza de siervos, parecía fresco tallo brillante de la raza helénica. Qué figura más ideal! Corazón de león por lo grande, y, de niño, por lo sensible y tierno. Y, a la vez que orgullosa, aquella vieja sociedad, estaría inquieta también, por el simpático jovencillo. Lo miraría con cierto temor. Era un soñador, un poeta, un romántico, un rebelde, tal vez, se salía del viejo molde ; tenía movimientos bruscos y rápidos de inteligencia y sentimientos. Arequipa, la Arequipa independiente, altiva, batalladora, gloriosa y artista y romántica de nuestro siglo, comenzó en Melgar. Melgar es el primer hijo de Arequipa y que salió aparecido a su madre. Melgar es el hijo del volcán, rey de esta tierra. En su corazón, en su fantasía hay ya incendio ». Jorge POLAR, *op. cit.,* p. 187-188.

> couronne et dont la population est prompte à coopérer à toute entreprise qui maintienne le pouvoir colonial et royal en place. L'autre moment fait son apparition avec l'arrivée du système de gouvernement républicain […]. L'Arequipa républicaine est totalement différente de l'Arequipa coloniale[179] ».

Dans le discours historique local tel qu'il continue de se penser encore aujourd'hui, c'est bien Mariano Melgar qui assure cette entrée d'Arequipa dans « son » siècle[180], ce fameux XIXe siècle révolutionnaire qui a valu à la *Ciudad Blanca* le titre jusqu'à présent incontesté de « ville républicaine » du Pérou[181].

### *Le XIXe siècle et la question fédérale*

Alors que Guadalajara a marqué l'histoire nationale mexicaine par son rôle déclencheur dans l'adoption du fédéralisme, Arequipa s'est retrouvée de la même façon à la tête d'ambitions fédérales au moment de l'Indépendance du Pérou. En effet, « à peine un an après la proclamation de l'Indépendance se produit en 1826 à Arequipa une conspiration visant à obtenir la séparation des départements du sud du Pérou pour les annexer à la Bolivie »[182]. Dix ans plus tard, la conspiration prend forme au travers de la fameuse Confédération péruano-bolivienne, qui reconnaissait trois États confédérés (le Nord-Pérou, le Sud-Pérou et la Bolivie) sous le commandement

---

[179] « […] se producen en Arequipa una serie de movimientos políticos destinados a orientar la marcha de la república, se convierte así Arequipa en el 'caudillo colectivo del Perú', pueblo en armas, cuya voz se hace escuchar al lado del tañido de las campanas de los numerosos templos de la ciudad. Este es un fenómeno original y característico en la historia de Arequipa cuya apreciación permite comparar dos momentos históricos diferentes ; uno, el de una ciudad colonial con evidente mayoría de población hispana y blanca, que se enorgullece de los títulos concedidos por el Rey de España, ciudad fiel a la corona, cuya población está presta a cooperar con toda empresa que mantenga el poder colonial y real en su sitial ; el otro momento hace su aparición con la llegada del sistema republicano de gobierno[…]. Arequipa republicana es completamente distinta de la Arequipa colonial ». Juan Guillermo CARPIO MUÑOZ, Guillermo GALDOS RODRIGUEZ *et alii, op. cit.,* p. 420.

[180] La dimension symbolique du personnage s'est forgée tout au long du XIXe siècle et jusque dans la première moitié du XXe siècle au travers de nombreuses commémorations annuelles, à l'occasion de l'anniversaire de sa naissance, le 10 août 1791, à celle de l'anniversaire de sa mort, survenue le 13 août 1815, ou encore lors de l'inauguration de monuments bâtis à la gloire de ce héros local. Le 23 avril 1923 est ainsi inaugurée une statue de Mariano Melgar, cadeau du président de la République à la ville d'Arequipa. Voir *Anales de Arequipa,* Archivo municipal de Arequipa. Encore aujourd'hui, le principal stade de football de la ville s'appelle l'« *Estadio Melgar* », tandis que la première équipe de football de la ville est connue comme le FBC Melgar.

[181] Jorge BASADRE, *La multitud, la ciudad y el campo en la historia del Perú,* Lima, Huascarán, 1947.

[182] « Apenas un año más tarde de haber jurado la independencia se produjo en 1826 en Arequipa una conspiración dirigida a conseguir la separación de los departamentos del sur del Perú y anexarlos a Bolivia ». Juan Guillermo CARPIO MUÑOZ, Guillermo GALDOS RODRIGUEZ *et alii, op. cit.,* p. 426.

suprême de Andrés de Santa Cruz[183]. Bien que de courte durée – la Confédération est officiellement dissoute en 1839, sous la pression des élites liméniennes –, ce projet fédéral a joué un grand rôle dans la définition de la place d'Arequipa au cœur de la nation.

De nombreuses interprétations ont été faites de cet épisode historique à la fois national et d'un impact tout particulier pour les pouvoirs régionaux du Pérou, parmi lesquelles celle proposée par Máximo Neira Avendaño, interprétation à laquelle nous souscrivons :

> « Il ne fait aucun doute que le fond du séparatisme aréquipénien n'est pas la chimère de devenir, ni en tant que ville ni en tant que département, une 'République indépendante'. Il s'agit de quelque chose d'une autre nature, de l'accomplissement d'un appel historique, de l'accomplissement d'un projet fédératif, de la réunification d'une réalité historique dans laquelle la Ville Blanche occupait une place privilégiée : elle aurait été la tête de l'État sud-péruvien[184] ».

Dans ces quelques lignes on perçoit avec clarté ce qui rapproche les trajectoires historiques d'Arequipa et de Guadalajara, qui s'articulent à l'Indépendance autour d'une double préoccupation commune : d'une part, accéder à la mise en place d'une organisation fédérale dans le pays, d'autre part occuper la place de capitale (régionale) au sein de cette structure fédérale. Animée par un profond sentiment régionaliste, caractéristique des deux villes, l'ambition fédéraliste – plus que

---

[183] Sur l'histoire de la formation puis de la chute de la Confédération péruano-bolivienne, voir les chapitres 21 à 25 de Jorge BASADRE, *Historia de la República del Perú,* vol. 2, Lima, Ed. Orbis Ventures S.A.C-El Comercio, 2005 (Première édition : 1939). Dans ces chapitres, Basadre cite l'analyse proposée par l'historienne péruvienne Cécilia Méndez, pour qui « la Confederación fue un proyecto con antecedentes en la historia prehispánica y colonial. Lazos comerciales unieron el sur del Perú con Bolivia durante siglos, y lazos étnico-culturales unen a ambos países aún hoy. […] El proyecto implicaba, en alguna medida, la reestructuración de viejos circuitos mercantiles que habían articulado ambas regiones en la Colonia, a la vez que promovía una política librecambista con el Atlántico Norte y los Estados Unidos. Este plan, que tuvo una considerable acogida en los departamentos del sur peruano, resultaba, sin embargo, contraproducente para las elites comerciales de Lima y de la costa norte del Perú, cuyos intereses económicos estaban estrechamente vinculados al comercio con Chile, por vía del Pacífico. Y esta alianza entre las elites mercantiles de Lima y del norte peruano con Chile, fue la que finalmente se impuso en 1839, para derrotar a la Confederación » [cité dans *Incas sí, indios no: apuntes para el estudio del nacionalismo criollo en el Perú,* segunda edición, Lima: Instituto de Estudios Peruanos, 1995, p. 14-16], p. 184.

[184] « No cabe duda que el fondo del separatismo arequipeño no es pues la quimera de convertirse ni como ciudad ni como departamento en una 'república independiente', se trata de algo de otra naturaleza, del cumplimiento de un llamado histórico, del cumplimiento de un propósito federativo, de reunificación de una realidad histórica en la que la Ciudad Blanca ocupaba un sitio privilegiado: hubiera sido la cabeza del estado surperuano ». Juan Guillermo Carpio Muñoz, Guillermo Galdos Rodriguez *et alii, op. cit.,* p. 427.

réellement séparatiste – sera au cœur du quatrième chapitre de notre étude, tant elle semble définir en grande partie le comportement politique d'Arequipa et de Guadalajara au tournant du siècle.

Alors que les élites de Guadalajara ont obtenu gain de cause avec la mise en place du fédéralisme dans la Constitution de 1824, celles d'Arequipa n'ont de cesse tout au long du XIXe siècle de s'opposer au pouvoir centralisateur exercé par Lima, réactivant même l'argumentaire fédéraliste au début du XXe siècle, nous y reviendrons. Les différentes révoltes menées par Arequipa tout au long du XIXe siècle ont répondu à différents mots d'ordre (défense de la religion, de la moralité républicaine, ou encore de la loi[185]), jugés aujourd'hui essentiellement conservateurs. Elles témoignent toutefois de la profonde incompréhension dans les régions que suscite le projet de nation émis depuis le centre, et d'une opposition forte entre les systèmes de valeurs et les intérêts liméniens et aréquipéniens. Ces révoltes ont forgé l'âme politique arequipénienne en lui assurant une place de choix au sein de l'imaginaire républicain national, résumée par cette célèbre métaphore de Jorge Basadre : Arequipa, cette *« pistola que apunta al corazón de Lima »*. Si ces révoltes témoignent de la détermination des élites aréquipéniennes à faire valoir leurs intérêts, elles nous renseignent aussi, et surtout, sur la faiblesse d'un pouvoir central qui peine à s'imposer dans l'ensemble du pays. En effet, l'Indépendance marque pour le Pérou un éclatement du pouvoir alors relativement centralisé pendant la période coloniale, en un ensemble de pouvoirs régionaux forts et jaloux de leurs privilèges. De fait, les élites liméniennes ne sont pas réellement en mesure de s'imposer face aux oligarchies locales d'Arequipa ou de Trujillo principalement[186], dont le pouvoir régional étendu, que ce soit sur le plan économique ou sur le plan politique, leur assure un poids non négligeable face au centre.

La dernière révolte politique du XIXe siècle menée par Arequipa contre le pouvoir central en 1854 marque toutefois la fin de l'opposition armée de la ville au

---

[185] L'explication détaillée des différentes révoltes ayant éclatées à Arequipa tout au long du XIXe siècle ne rentrant pas dans le cadre de cette thèse, nous nous permettons de renvoyer le lecteur à l'article de Juan Guillermo CARPIO MUÑOZ, « Rebeliones arequipeñas del siglo XIX y configuración de la 'oligarquía nacional' », *Revista Análisis,* Arequipa, n°11, 1982, p. 33-44. Voir également l'ouvrage du Juan Gualberto VALDIVIA CORNEJO, *op. cit.*

[186] Au XIXe siècle, le Cuzco connaît un important déclin économique, qui a pour corollaire une diminution de son influence politique au niveau national. Voir l'ouvrage de Luis Miguel GLAVE, *op. cit.*

pouvoir liménien et témoigne d'une certaine volonté d'intégration au projet de nation :

> « Les Aréquipéniens n'abandonnèrent pas leur activisme politique. Néanmoins, à partir de là, ils ne remettraient plus en cause directement l'hégémonie liménienne, mais chercheraient les meilleurs conditions possibles pour incorporer la région au projet national »[187].

Au Mexique, une fois le fédéralisme officiellement accepté, et en dépit des nombreux conflits qui opposent fédéralistes et centralistes, puis libéraux et conservateurs[188], les élites *tapatías* ne remettent plus en cause, elles non plus, le pouvoir central. Elles n'abandonnent pas pour autant la défense de leurs intérêts locaux et des principes de l'organisation fédérale, face aux attaques répétées de Porfirio Díaz qui en impose la « mise en sommeil », dans le but de « renforcer au maximum le pouvoir présidentiel » et de « réduire, sinon anéantir, tout risque d'insoumission de forces régionales trop indépendantes »[189]. De fait, l'arrivée de Porfirio Díaz au pouvoir en 1877 marque une soumission progressive des pouvoirs régionaux, au travers d'un système de clientélisme et de hiérarchisation extrême des responsabilités politiques. Sa réélection en 1884 ne fait ensuite que confirmer le centralisme de son pouvoir et la soumission presque complète des pouvoirs locaux[190].

À ces premières décennies réellement pacifiques de l'histoire mexicaine, permises par l'arrivée au pouvoir de Porfirio Díaz, contraste avec force le contexte particulièrement troublé que connaît le Pérou au même moment, avec la Guerre du Pacifique (1879-1883). Le traité d'Ancón signé le 20 octobre 1884 marque la fin du conflit avec le Chili, mais ne signifie pas pour autant la fin des troubles au Pérou. L'année 1884 est en effet marquée par un violent conflit entre les troupes du général Iglesias, à l'initiative du traité de paix, et celles de Cáceres, en profond désaccord avec cette paix considérée comme une trahison. Installées dans la ville d'Arequipa depuis

---

[187] « Los arequipeños no abandonaron su activismo político. Sin embargo, en adelante, no cuestionarían directamente la hegemonía limeña, sino que más bien buscarían los mejores términos posibles para la incorporación de la región al proyecto nacional ». Sarah CHAMBERS, *op. cit,* p. 51-52.

[188] Notamment pendant la « Guerre de Réforme », qui déchire le pays de 1857 à 1861.

[189] Elisa CÁRDENAS AYALA, *op. cit.,* p. 50.

[190] Nous reviendrons plus en détail sur cette étape de l'histoire mexicaine dans le troisième chapitre de notre étude.

laquelle elles dominent l'ensemble du sud du pays, les troupes de Cáceres remportent finalement la victoire en 1885 et s'installent à Lima[191].

Pour le Mexique comme pour le Pérou, les années 1884-1885 marquent donc un tournant important, caractérisé sur le plan politique par une réorganisation du rapport de force entre un pouvoir central de plus en plus hégémonique et des sociétés locales alors en pleine transformation.

## *Tapatíos* et *Arequipeños* à l'aube du XXe siècle

Il existe encore trop peu d'approches globales des sociétés aristocratiques *tapatía* et *arequipeña* au tournant des XIXe et XXe siècles, qui nous donnent accès à un panorama détaillé de ces grandes familles, de leur lignée, ainsi que des nombreuses relations matrimoniales, sociales, politiques et économiques qui les unissent. Toutefois, de plus en plus d'études monographiques portant sur une famille en particulier nous éclairent sur cette période. C'est le cas des études publiées sur la famille Goyeneche[192] ou encore, à Guadalajara, de celle de Gladys Lizama Silva sur la

[191] Nous reviendrons également sur la Guerre du Pacifique dans le troisième chapitre de notre étude.

[192] Grande famille aristocratique aréquipénienne, les Goyeneche sont probablement la plus riche famille de la ville durant toute la période coloniale et jusque dans la première moitié du XXe siècle. Dans son étude sur l'organisation politique et sociale d'Arequipa au tournant des XVIIIe et XXe siècles, Sarah Chambers retrace à grands traits l'histoire de cette dynastie depuis son arrivée à Arequipa: « Il n'y avait que quelques familles qui s'approchaient de la richesse de la noblesse de Lima et de la ville de Mexico. Juan Crisostomo Goyeneche, le patriarche de l'une d'entre elles, émigra au Pérou depuis Pampelune, en Espagne, dans les années 1760, et devint l'un des plus grands importateurs d'articles européens à Arequipa, de même que l'un des plus grands exportateurs de produits vinicoles de la côte vers la *sierra.* Il se maria avec la créole María Josefa Barreda, laquelle hérita de propriétés d'une valeur de presque 100 000 pesos, qui incluaient l'une des plus grandes vignes de Vítor. Goyeneche acquit progressivement plus de propriétés tout au long de sa carrière, parmi elles Guasacache, la grande hacienda (500 acres) dans la vallée d'Arequipa, qu'il louait à quarante locataires. Ses fils réussirent également : Pedro Mariano étudia le droit et fut nommé à la Cour de Justice de Lima, José Manuel intégra l'armée et atteignit le grade de brigadier général, et José Sebastián fut Évêque d'Arequipa, puis Archevêque de Lima. Juan Mariano, un quatrième fils, se maria avec la riche héritière locale María Santos Gamio et administra les entreprises de son père, ce qui permit d'assurer que la famille continue d'être l'une des plus riches d'Arequipa pendant encore longtemps au XIXe siècle ». *Version originale de la citation :* « Apenas unas cuantas familias de Arequipa se aproximaban siquiera a la riqueza de la nobleza de Lima y Ciudad de México. Juan Crisóstomo Goyeneche, el patriarca de una de ellas, emigró al Perú desde Pamplona, España, en la década de 1760 y se convirtió en uno de los más grandes importadores de artículos europeos en Arequipa, así como uno de los más grandes exportadores de productos vinícolas de la costa a la sierra. Contrajo matrimonio con la criolla María Josefa Barreda, la cual heredó propiedades por valor de casi 100.000 pesos, incluyendo uno de los viñedos más grandes de Vítor. Goyeneche fue adquiriendo más propiedades durante toda su carrera, entre ellas Guasacache, la gran hacienda (500 acres) en el valle de Arequipa, que arrendaba a cuarenta inquilinos. Sus hijos también fueron exitosos: Pedro Mariano estudió derecho y eventualmente fue nombrado a la audiencia de Lima, José Manuel entró al ejército y alcanzó el grado de brigadier general, y José Sebastián fue Obsipo de Arequipa y posteriormente Arzobispo de Lima. Juan Mariano, un cuarto hijo, se casó con la adinerada

famille Martínez y Negrete, pensée par rapport aux réseaux sociaux et économiques dans lesquels cette famille a évolué durant le Porfiriat[193].

La presse locale de l'époque nous renseigne par ailleurs de façon détaillée sur les liens matrimoniaux, mais aussi sur les diverses associations économiques et sociales qui réunissaient les différentes familles dans la défense d'intérêts communs. Véritable vitrine de la vie sociale et mondaine locale, les journaux publiés durant la période qui nous intéresse permettent un accès vivant et dynamique à des sociétés fascinées par la modernité, en même temps qu'elles restent dépendantes de structures sociales coloniales, ces structures qui ont finalement fait leur identité au sein de la nation.

### *Des sociétés aristocratiques en mutation*

Les sociétés *tapatía* et *arequipeña* restent, encore à la fin du XIXe siècle, des sociétés aristocratiques pour lesquelles le lignage, la renommée et les alliances matrimoniales jouent le rôle de ciment social. Kendall Brown explique ainsi au sujet d'Arequipa qu'à la fin du XVIIIe siècle,

> « la race déterminait avec force le statut social aréquipénien, comme ça avait été le cas depuis la conquête. Au sommet de la pyramide sociale, les créoles et les péninsulaires dominaient et exploitaient les Indiens et les noirs[194] ».

Au début du XXe siècle et avant les grandes vagues de migrations andines des années 1960[195], le surnom de « Ciudad Blanca » fait aussi bien référence à la physionomie architecturale de la ville, qu'à l'importance numérique, politique et

---

heredera local María Santos Gamio y administró las empresas de su padre, con lo que aseguró que la familia continuara siendo una de las más acaudaladas de Arequipa hasta bien entrado el siglo XIX » (Sarah CHAMBERS, *De súbditos a ciudadanos…op. cit.,* p. 69-70). C'est aux fils de Juan Mariano que l'on doit la construction de l'hôpital Goyeneche, baptisé ainsi en hommage à la générosité de cette famille. Sur l'histoire de cette famille et leur importance dans le développement de l'économie et du commerce locaux dès la période coloniale, voir également l'ouvrage de Kendall BROWN, *op. cit.* ; ou encore l'article de Carlos D. MALAMUD, « La consolidación de una familia de la oligarquía arequipeña: los Goyeneche », *Quinto Centenario,* Madrid, n°4, 1982, p. 49-135.

[193] Gladys LIZAMA SILVA, « Familia, individuos y redes sociales en la región de Guadalajara (México) : los Martínez Negrete en el siglo XIX », *Relaciones,* Colegio de Michoacán, Zamora, Invierno, vol. XXVIII, n° 109, 2007, p. 75-117.

[194] « La raza determinaba poderosamente el estatus social arequipeño, como lo había hecho desde la conquista. En la cima de la pirámide social, los criollos y los peninsulares dominaban y explotaban a los indios y a los negros ». Kendall W. BROWN, *op. cit.,* p. 141.

[195] Jorge BEDREGAL, *op. cit.*

sociale de la population d'origine espagnole. Ce sont ces vieilles familles d'origine coloniale qui dominent l'économie locale et monopolisent l'essentiel des activités productives de la région :

> « La société coloniale était également stratifiée à partir de critères économiques. Les Espagnols, bien entendu, dominaient l'économie régionale et, en conséquence, la société locale. En tant qu'héritiers des conquérants, ils étaient propriétaires des vignes, des grandes *haciendas* et des mines, ils formaient en outre les bureaucraties provinciales, municipales et ecclésiastiques, et dirigeaient le commerce d'importation[196] ».

L'organisation sociale et économique aréquipénienne de la fin du XIXe siècle diffère peu de celle décrite par Kendall Brown pour la fin de la période coloniale. Quelques grandes familles dominent la politique et l'économie locale, en étroite relation avec le clergé, issu généralement de ces mêmes familles. Aux côtés de la dynastie Goyeneche, on retrouve ainsi la famille López de Romaña, qui donne au Pérou un président en la personne d'Eduardo López de Romaña (1847-1912)[197], mais également les familles Llosa[198], Bustamante[199] ou encore Rivero et Gamio. Ces grandes familles de l'aristocratie locale tissent dès la période coloniale une série de liens familiaux par le biais de mariages, liens qui renforcent la cohésion de cette oligarchie aréquipénienne[200]. Elles développent également de nombreuses alliances

---

[196] « La sociedad colonial también estaba estratificada a partir de criterios económicos. Los españoles, por supuesto, dominaban la economía regional y, en consecuencia, la sociedad local. Como herederos de los conquistadores, ellos eran los propietarios de los viñedos, de las grandes haciendas y de las minas ; formaban además las burocracias provinciales, municipales y eclesiásticas, y conducían el comercio de importación ». Kendall W. BROWN, *op. cit.,* p. 142.

[197] Né en 1847, Eduardo López de Romaña est le fils de Juan Manuel López de Romaña, propriétaire de nombreuses grandes haciendas dans la région. D'origine coloniale, la famille López de Romaña est probablement l'une des plus représentatives de l'aristocratie locale, tant du fait de son histoire, de son rôle politique, social et économique local, que de son influence au niveau national. Eduardo López de Romaña est ainsi élu président de la République du Pérou en 1899, pour succéder à Nicolas de Piérola (1839-1913), lui-même originaire d'Arequipa.

[198] L'écrivain et prix Nobel de littérature (2010) Mario Vargas Llosa en est sans doute actuellement le plus célèbre descendant.

[199] Les familles Bustamante et Rivero donnent également un président au Pérou, en la personne de José Luis Bustamante y Rivero (1894-1989), président de 1945 à 1948. Écrivain de renom, on lui doit également un « *Elogio de Arequipa* », publié pour la première fois en 1947 et en partie reproduit en annexe de cette thèse.

[200] Carlos D. MALAMUD, *op. cit.,* p. 53: « Entre les membres de l'oligarchie aréquipénienne existaient d'étroits liens familiaux, voire une certaine tendance à l'endogamie, non seulement groupale, mais également familiale. Cette dernière tendance s'observa parmi les Alvizur […], les Benavides […], les Flores […], les de la Fuente […], les Gamio […], les Rivero […] ». *Version originale de la citation :* « Entre los miembros de la oligarquía arequipeña había estrechos lazos familiares, tendiéndose inclusive a una

économiques, autour de l'exploitation des mines, de la vigne ou encore de la laine, nous y reviendrons dans le chapitre suivant.

Les élites de Guadalajara connaissent une organisation sociale et historique similaire, reposant sur la domination d'un petit nombre de familles issues de l'aristocratie créole. Parmi ces familles, on peut citer celle des Fernandez del Valle, des Palomar, ou encore des Martínez Negrete, familles d'ascendance espagnole entre lesquelles se sont progressivement tissés d'importants liens matrimoniaux[201].

Proverbiale dans nos deux villes, l'importance du lignage et de cette ascendance créole des élites locales a été tout particulièrement mise en valeur pour la société aréquipénienne, plus encore que pour celle de Guadalajara. À ce sujet sont régulièrement citées les *Memorias* de Victor Andrés Belaúnde, dans lesquelles « il identifia l'essence du caractère aréquipénien avec le *'señorío',* défini comme l'incarnation des vertus de la noblesse traditionnelle, mais sans les titres ni la richesse »[202]. Ce décalage croissant entre le statut de la noblesse traditionnelle d'Arequipa et une richesse qui est plus légendaire que réelle à la fin du XIXe siècle, s'explique par de profondes mutations économiques et sociales à partir de la deuxième moitié du XIXe siècle, mutations qui concernent aussi bien Arequipa que Guadalajara et y induisent des changements similaires.

---

cierta endogamia, no sólo grupal, sino también familiar. Este último supuesto se dio entre los Alvizur […], los Benavides […], los Flores […], los de la Fuente […], los Gamio […], los Rivero […] ».

[201] Le 14 mai 1893, le journal *El Continental* annonce ainsi le mariage de D. Francisco Martinez Negrete et de Ana Palomar y Corcuera, dans un article qui offre une illustration du type d'alliances qui avaient lieu au sein des grandes familles locales, en même temps que des mondanités régulières qui les réunissaient : « Matrimonio elegante ». « Lundi de la semaine dernière eut lieu dans la Cathédrale la cérémonie de mariage du jeune D. Francisco Martínez Negrete avec la belle demoiselle Ana Palomar y Corcuera, l'une des étoiles les plus radieuses du ciel *tapatío.* La cérémonie a été très suivie, au point que le vaste temple se trouve complètement plein. Le soir de ce jour s'organisa un bal splendide dans les salons du *Círculo Mercantil,* somptueusement décorés pour la dite fête, donnée en l'honneur des jeunes mariés. L'aristocratique réunion laisse de bons souvenirs à tous ceux qui y assistèrent, du fait de la somptuosité et de la magnificence dont fut investie cette fête ». *Version originale de la citation :* « El lunes de la semana pasada tuvo lugar en la Catedral la ceremonia del matrimonio del joven D. Francisco Martínez Negrete con la hermosa señorita Ana Palomar y Corcuera, una de las estrellas más radiantes del cielo tapatío. La ceremonia estuvo concurridísima, al grado de encontrarse lleno completamente el espacioso templo. La noche de ese día se verificó un espléndido baile en los salones del Circulo Mercantil, suntuosamente decorados para la expresada fiesta, dada en honor de los jóvenes desposados. La aristocrática reunión dejó gratos recuerdos en todos los que a ella concurrieron, por la suntuosidad y magnificencia de que estuvo revestida esa fiesta ». *El Continental,* Guadalajara, 14 mai 1893, « Matrimonio elegante », p. 3.

[202] « Identificó la esencia del carácter arequipeño en el 'señorío', al cual definió como la encarnación de las virtudes de la nobleza tradicional, pero sin títulos o riqueza ». Sarah CHAMBERS, *De súbditos a ciudadanos…, op. cit.,* p. 12.

Le développement du commerce et des échanges économiques avec les différentes puissances de la Vieille Europe (essentiellement la France et l'Allemagne pour Guadalajara, l'Angleterre pour Arequipa) entraîne l'installation de nombreux commerçants européens dans les deux villes et leur progressive assimilation aux réseaux commerciaux et sociaux locaux[203]. De fait, à la fin du XIXe siècle, l'ancienne société aristocratique aréquipénienne se convertit rapidement en une société bourgeoise :

> « Les aristocrates aréquipéniens, héritiers des anciens *encomenderos* et principalement loueurs de la terre, qui profitaient d'une oisiveté productive entre la notabilité des charges honorifiques d'autorités municipales, universitaires, judiciaires et ecclésiastiques, durent se convertir en associés minoritaires de l'activité économique des commerçants étrangers avec lesquels ils mariaient leurs intérêts et leurs filles[204] ».

L'intégration des commerçants étrangers aux réseaux aristocratiques aréquipéniens semble avoir été rapide et complète, comme en témoigne notamment l'histoire exemplaire de la famille Ricketts, d'origine anglaise, qui détient au début du XXe siècle l'une des entreprises lainières les plus importantes de la région[205].

L'immigration européenne a été plus documentée pour Guadalajara que pour Arequipa[206]. Le rôle social et économique joué par les frères Collignon, par l'Allemand Théodore Kunhardt ou encore par les Français Chapuy et Barrière par exemple, est désormais bien connu. La presse de l'époque nous renseigne ainsi sur les profondes

---

[203] Nous reviendrons plus en détail sur l'importance économique et sociale des immigrés européens dans les sociétés locales dans le chapitre suivant.

[204] « Los aristócratas arequipeños, herederos de los antiguos encomenderos y dominantemente rentistas de la tierra, que disfrutaban su ocio productivo entre la notabilidad de los cargos de honorables autoridades municipales, universitarias, judiciales y eclesiásticas ; tuvieron que convertirse en socios menores de la actividad económica de los comerciantes extranjeros con quienes maridaron sus intereses y sus hijas ». Juan Guillermo CARPIO MUÑOZ, « La inserción de Arequipa en el desarrollo mundial del capitalismo (1867-1919) », *in* Juan Guillermo CARPIO MUÑOZ, Guillermo GALDOS RODRIGUEZ *et alii, op. cit.,* p. 571.

[205] Guillermo Ricketts est le premier de la famille Ricketts à immigrer à Arequipa, en 1852. Il inaugure la dynastie Ricketts à Arequipa à partir de son mariage avec Mercedes Murga, d'ascendance aristocratique espagnole, en 1866. La famille Ricketts est à l'origine de l'une des plus importantes maisons de commerce de la ville, la « Casa Ricketts », spécialisée dans le commerce de la laine. La fondation de cette entreprise en 1895 marque le début de l'expansion des capitaux britanniques dans le développement du commerce local. Pour plus d'informations sur l'histoire de cette importante maison commerciale, voir l'ouvrage de Manuel BURGA et Wilson REATEGUI, *Lanas y capital mercantil en el sur. La casa Ricketts, 1895-1935,* Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 1981.

[206] Voir notamment l'ouvrage issu de la thèse de doctorat de Sergio Mario VALERIO ULLOA, *Empresarios extranjeros en Guadalajara durante el Porfiriato,* Guadalajara, Universidad de Guadalajara, 2002.

mutations sociales qui accompagnent cet afflux d'immigrés européens dans la deuxième moitié du XIXe siècle, au sein de sociétés restées jusqu'alors figées dans des structures aristocratiques coloniales[207]. Le constat émis à ce sujet par Carpio Muñoz dans l'ouvrage déjà cité est valable aussi bien pour Arequipa que pour Guadalajara :

> « Ces deux secteurs : aristocrates aréquipéniens et commerçants étrangers, complétaient le tableau de la classe dominante : l'oligarchie aréquipénienne. L'oligarchie […] était à cette période une classe hybride, de quelques dizaines d'aristocrates propriétaires de la terre aux racines féodales et quelques rares commerçants étrangers défenseurs du capitalisme qui s'inséraient dans notre histoire, et qui semblaient se partager les fonctions de la domination oligarchique : le domaine idéologique et politique pour les aristocrates, et le domaine économique pour les commerçants. Cette période de notre histoire signifie pour Arequipa l'incontournable passage de sa classe dominante d'une aristocratie de village à une oligarchie régionale[208] ».

Egalement observable à Guadalajara à la même époque, cette transformation de la structure sociale coloniale vers une organisation plus moderne des élites locales, qui intègre les riches commerçants étrangers ayant fait fortune dans chacune des deux villes, se manifeste dans de nouvelles formes de sociabilité.

Les élites aristocratiques traditionnelles des deux villes et les membres de cette nouvelle oligarchie commerçante se côtoient dans divers clubs mondains, généralement fondés par les Européens, comme l'explique Juan Guillermo Carpio Muñoz :

> « Ce secteur social [les commerçants étrangers] créa également une série d'institutions sociales qui répondaient plus à ses coutumes et modes de vie […] qu'aux coutumes traditionnelles de son milieu. L'expression la plus claire de ce type d'institutionnalisation fut la formation du 'Club de Arequipa' en octobre 1871, incontestablement d'inspiration anglaise, et en second lieu du 'Jockey

---

[207] Sur ce sujet, nous renvoyons le lecteur à l'ouvrage tiré de notre mémoire de Master 2 : Guillemette MARTIN, *Représentations de l'Europe et identité au Mexique, op.cit.* Voir notamment les premières pages du deuxième chapitre.

[208] « Estos dos sectores : aristócratas arequipeños y comerciantes extranjeros, complementaban el cuadro de la nueva clase dominante: la oligarquía arequipeña. La oligarquía […], fue en este período una clase híbrida, de unas cuantas decenas de aristócratas terratenientes con raygambre feudal y unos pocos comerciantes extranjeros abanderados del capitalismo que se insertaban en nuestra historia, y que parecían dividirse las funciones del dominio oligárquico: el dominio ideológico y político para los aristócratas, y el dominio económico para los comerciantes extranjeros. Este período de nuestra historia, significa para Arequipa, el incontrastable paso de su clase dominante de una aristocracia aldeana a una oligarquía regional ». Juan Guillermo CARPIO MUÑOZ, « La inserción de Arequipa en el desarrollo mundial del capitalismo », *in* Juan Guillermo CARPIO MUÑOZ, Guillermo GALDOS RODRIGUEZ *et alii, op. cit.,* p. 571.

> Club de Arequipa', qui bien que nous ne puissions pas préciser la date de sa fondation, existait de source sûre avant 1876[209] ».

Le « Club de Arequipa » constitue alors et durant toute la période qui nous intéresse[210] le cœur de la vie mondaine locale. Fondé par six riches commerçants étrangers[211], le Club est successivement dirigé par divers membres de la haute société d'Arequipa, qu'ils appartiennent à d'illustres familles aristocratiques locales[212], ou à l'élite commerçante d'origine européenne[213]. Les différentes activités et réunions du Club de Arequipa sont régulièrement évoquées dans la presse locale[214] pour qui cette institution, quoique réservée à un nombre restreint de membres, constitue néanmoins une vitrine brillante de la vie locale :

> « Cela fait plusieurs jours que nous avons eu le plaisir de visiter le local qu'occupe ce Club, et il nous faut dire que l'impression que nous avons eu à le parcourir fut très positive. Dès la porte, on peut noter l'esprit progressiste qui anime ses membres qui, soit dit en passant, atteignent le nombre de 220 […]. Le Club compte actuellement 28 ans d'existence et depuis que l'a présidé le respectable gentleman Mr. Juan Manuel López de Romaña jusqu'à aujourd'hui, il est devenu le centre de réunion de la jeunesse cultivée, celui où se retrouvent

---

[209] « Este sector social también creó una serie de instituciones sociales que respondían más a sus costumbres y modos de vida […] que a las costumbres tradicionales del medio. La expresión más cabal de este tipo de institucionalización, fue la formación del 'Club de Arequipa' en octubre de 1871, de indudable inspiración inglesa, y en segundo término, del 'Jockey Club de Arequipa', que aunque no podemos precisar la fecha de su fundación sabemos que existió desde antes de 1876 », *id.,* p. 574.

[210] Voire au-delà, puisque le Club de Arequipa existe toujours, et continue de rassembler les familles fortunées de la ville.

[211] Respectivement : Ladislao de la Jara, Teodoro Harmsen, Emil Peterson, Roberto Reinke, Manuel Suárez García et Carlos Wagner. Le site Internet du Club de Arequipa présente une série d'informations historiques quant à sa fondation et à ses premières années d'existence. URL : http://www.clubdearequipa.com/institucional/ca_quienes.htm

[212] Les membres de la famille López de Romaña ont ainsi joué un rôle particulièrement important dans le Club à ses débuts. Eduardo López de Romaña a par exemple dirigé le club durant cinq ans, de 1887 à 1892. C'est le cas également de la famille Goyeneche.

[213] C'est le cas par exemple d'Enrique Gibson, président du club de 1886 à 1896, ou encore de Jorge F. Stafford, président de 1896 à 1905.

[214] *La Bolsa,* Arequipa, « Crónica », 18 avril 1891, p. 2, « Baile » : « S'est effectué hier soir avec splendeur le bal annoncé dans le local du Club d'Arequipa, auquel assistèrent de nombreuses familles parmi les plus illustres de notre société. Les patios et les salons se trouvèrent artistiquement ornés et éclairés avec une singulière profusion. L'orchestre de Sainte Cécile contribua au succès du bal. Le *bar* était bien servi. Les familles se retirèrent aux premières heures hier. Elles furent toutes bien accueillies par les membres du Club ». *Version originale de la citation :* « Se efectuó antenoche, con esplendidez, el baile anunciado en el local del Club de Arequipa, al que concurrieron muchas familias de lo mas conspicuo de nuestra sociedad. Los patios y salones halláronse engalanados artísticamente y alumbrados con singular profusión. Contribuyó al mejor éxito del baile la orquesta de Santa Cecilia. El *bar* bien servido. Se retiraron las familias en las primeras horas de ayer. Muy atendidas fueron todas por los miembros del Club ».

presque toujours et avec plaisir les voyageurs illustres. C'est sans aucun doute une note de progrès qui donne à ceux de l'extérieur une idée favorable de la vie locale[215] ».

La ville de Guadalajara compte elle aussi quelques clubs importants, également fondés à l'initiative des riches commerçants européens installés dans la ville. Parmi les plus illustres de l'époque, on peut citer le club américain et le club français, qui organisent chaque année bals et réceptions et accueillent les ressortissants américains et français à l'occasion des fêtes patriotiques de leurs pays respectifs.

**Figure 10 - L'intérieur du *Club Francés* de Guadalajara**

Source : *Iris Occidental,* Guadalajara, 26 juillet 1908, « La labor de la colonia francesa », p. 6.

[215] « Hace días que tuvimos el gusto de visitar el local que ocupa este Club, y hemos de decir con verdad, que fue muy grata la impresión que recibimos a recorrerlo. Desde la puerta se nota el espíritu progresista que anima a sus miembros, que, dicho sea de paso, ascienden a 220 […]. Cuenta el Club actualmente 28 años de existencia y desde que lo presidió el respetable caballero señor don Juan Manuel López de Romaña, hasta la fecha, viene siendo el centro de reunión de la juventud culta, al que concurren complacidos casi siempre los viajeros ilustrados. Es sin duda una nota de adelanto que da a los de fuera, favorable idea de la vida local », *La Bolsa,* Arequipa, « Crónica », 15 juillet 1899, p. 2.

Plus directement *tapatío*, le *Casino Jalisciense* est également un club important, auquel appartiennent aussi les étrangers fortunés, comme l'Allemand Federico T. Kunhardt par exemple[216].

À Guadalajara comme à Arequipa, la présence de riches immigrés européens modifie donc en profondeur les sociabilités locales traditionnelles des élites, qui se réunissent alors dans des clubs et fréquentent de façon assidue le théâtre, autre haut lieu de sociabilité de la population aisée. S'il n'appartient pas à cette thèse de présenter dans le détail les différentes représentations théâtrales, opéras et autres *zarzuelas* auxquels assistait avec enthousiasme le public local, notons simplement un certain décalage entre la vie culturelle *tapatía* et la vie culturelle aréquipénienne à la fin du XIXe siècle. Alors que dans les années 1880 et 1890, la haute société de Guadalajara se retrouve avec une grande régularité au Teatro Degollado, le grand théâtre de la ville, où se produisent des compagnies théâtrales venues directement de la capitale du pays[217], la vie artistique d'Arequipa est mise entre parenthèses durant la Guerre du Pacifique. Il faut ainsi attendre l'année 1886 pour voir la presse se mobiliser autour d'une première série de chroniques théâtrales, chroniques qui mettent toutefois l'accent sur l'absence de spectateurs, du fait des conditions financières difficiles dans lesquelles se trouve la ville au sortir de la guerre[218].

---

[216] *La Gaceta de Guadalajara,* Guadalajara, « Notas editoriales y locales », 31 décembre 1905, p. 2, « Las elecciones en los Círculos, Clubs y casinos principales de la ciudad ».

[217] Parmi de nombreux exemples, on peut citer l'article suivant : *La Gaceta de Guadalajara,* Guadalajara, « Notas teatrales », 3 avril 1904, p. 5, « Thuillier en el Degollado ».

[218] *La Bolsa,* Arequipa, « Crónica », 27 avril 1886, p. 1, « Teatro » : « Nous avons assisté à la représentation d'hier soir, qui est la seconde que donne la compagnie d'art dramatique de Monsieur Gonzalo Duclos. Ils mirent en scène 'Le mouchoir blanc' d'Eusebio Blanco. L'acteur Monsieur Duclos et Madame Josefina Castro sont connus pour avoir travaillé en d'autres occasions dans cette capitale, donc le public connaît bien leurs excellentes qualités artistiques, qui n'ont pas perdu grand-chose au fil des années. […] Le public très peu nombreux. Le théâtre a été plus désert que jamais. Nous avons compté soixante et quelques personnes dans la salle. Les balcons vides, à l'exception du municipal, de celui de la préfecture et de celui des propriétaires du Théâtre. […] On voit bien, donc, que le manque de public vient de la pauvreté ambiante. Si le propriétaire [du théâtre] baissait le prix des places on ne verrait pas ce qui s'est passé hier soir. Cependant, nous pourrions assurer qu'avec une nouvelle compagnie lyrique ou de *zarzuela,* la maison serait pleine ». *Version originale de la citation :* « Asistimos a la función de anoche, que es la segunda que ha dado la compañía dramática del señor Gonzalo Duclos. Se puso en escena 'El pañuelo blanco' de Eusebio Blanco. Conocidos son el actor señor Duclos y la señora Josefina Castro por haber trabajado en otra ocasión en esta capital, así que el público conoce bien sus excelentes dotes artísticas, que no han perdido gran cosa con el transcurso de los años. […] La concurrencia escasísima. El coliseo estuvo desierto como nunca. Sesenta y tantas personas contamos en platea. Los palcos vacíos, a excepción del municipal, de la prefectura y del de los dueños del Teatro. […] Bien se ve, pues, que la falta de concurso proviene de la pobreza reinante. Si el empresario rebajara el precio de las localidades no se vería lo de anoche. Sin embargo, podríamos asegurar que con una nueva compañía lírica o de zarzuela, la casa estaría llena ».

**Figure 11 - le *Teatro Degollado* à Guadalajara, en 1885**

Enfin, et parmi les diverses mondanités qui rassemblent la haute société locale, l'installation des riches familles à la campagne, lors de la « *temporada veraniega* » (la saison d'été) joue un rôle également important. Les élites *tapatías* les plus fortunées se retrouvent ainsi chaque année dans leurs résidences secondaires situées autour du lac de Chapala, au sud de la ville[219], où les rejoignent régulièrement les riches familles

[219] *Revista de Guadalajara,* Guadalajara, 16 avril 1908, p. 11, « La Quincena Social » : « La saison estivale à Chapala est ces jours-ci brillante à tous points de vue. Les nouvelles que nous avons reçues du sympathique village nous permettent de prédirent que l'actuelle saison va surpasser en splendeur toutes les antérieures. Le Général Don Porfirio Díaz, Président de la République, se trouve là-bas d'incognito depuis plusieurs jours, et le 14 notre Gouverneur Monsieur le Colonel Don Miguel Ahumada est parti leur présenter ses respects. Un bon nombre de familles appartenant à la *crème* métropolitaine, et beaucoup d'autres d'ici, complètent le brillant cercle estival qui animera la saison. Chapala est en train de se transformer en principal *resort* de notre République. Nous donnerons plus de nouvelles de l'été dans notre prochaine édition ». *Version originale de la citation :* « De todo punto brillante se encuentra en estos días la temporada veraniega en Chapala. Las noticias que de la simpática villa hemos recibido, nos permiten predecir que la actual temporada va a superar en lucimiento a las anteriores. El C. General Don Porfirio Díaz, Presidente de la República, se encuentra allí de incógnito desde hace varios días, y a presentarle sus respetos salió de esta ciudad el día 14 nuestro Gobernante el Sr. Coronel Don Miguel Ahumada. Un buen número de familias pertenecientes a la *creme* metropolitana, y otras muchas de aquí, completan el brillante círculo veraniego que animará la temporada. Chapala se va convirtiendo ya en el principal *resort* de nuestra República. Ya daremos más noticias del veraneo en nuestra próxima edición ».

de la capitale, parmi lesquelles celle du président Porfirio Díaz. Les élites aréquipéniennes se retrouvent, elles, sur les plages qui encadrent le port de Mollendo, sur la côte[220].

Les hautes sociétés *arequipeña* et *tapatía* développent ainsi de nouvelles formes de sociabilités, alimentées par diverses influences européennes, mais elles conservent toutefois une structure encore très traditionnelle à la fin du XIXe siècle, comme l'illustre notamment ce rôle important de l'Église dans l'espace local.

### *L'Église, acteur politique et social*

À la base de ces sociétés aristocratiques locales, la religion joue un rôle de premier ordre, à la fois dans l'organisation sociale et politique de la ville, dans la construction de son identité, mais aussi dans la place que celle-ci défend au sein de la nation. Ainsi, le statut d'archevêché de la ville de Guadalajara lui garantit une certaine indépendance vis-à-vis du pouvoir central dès la période coloniale. Ce n'est pas le cas d'Arequipa, qui n'obtient le statut d'archevêché que tardivement, en 1943, en même temps que les villes de Trujillo et du Cuzco. Jusqu'à cette date, l'évêché d'Arequipa est donc soumis directement à l'autorité de l'archevêché de Lima. Pour autant, la capitale *mistiana* témoigne d'un très fort attachement au catholicisme, étroitement associé à une certaine définition de l'identité locale.

Ainsi, au tournant des XIXe et XXe siècles, les élites aréquipéniennes évoquent encore avec fierté les valeurs catholiques locales qui ont valu à la ville d'Arequipa son surnom de « *Roma del Perú* ». Ce sentiment catholique bien ancré dans les mœurs locales a fait couler beaucoup d'encre chez les observateurs de l'époque, qu'ils soient aréquipéniens ou étrangers. Parmi les plus célèbres d'entre eux, Flora Tristan a fait part de son étonnement face à l'écrasante domination sociale, morale et politique exercée par le clergé sur l'ensemble de la société locale. Dans ses fameuses « pérégrinations d'une paria », l'auteur consacre ainsi de longues pages au célèbre couvent de Santa Catalina[221], dénonçant la souffrance des jeunes filles qui y sont

---

[220] Le photographe *arequipeño* Max Vargas a immortalisé cette tradition estivale des élites aréquipéniennes par un cliché présenté en annexe. Nous remercions tout particulièrement l'historien Alejandro Málaga Nuñez-Zeballos de nous avoir transmis cette photo originale.

[221] Situé en plein cœur historique de la ville, le couvent de Santa Catalina est probablement l'édifice le plus célèbre et le plus représentatif de la ville d'Arequipa. Construit à la fin du XVIe siècle, il s'agit du plus grand couvent du monde. Jusque dans la deuxième moitié du XXe siècle, le couvent accueille

placées contre leur gré. Si le féminisme de Flora Tristan explique en grande partie l'orientation de ces pages[222], le fanatisme religieux de la société aréquipénienne est néanmoins rapporté par de nombreux autres auteurs. Le voyageur austro-hongrois Charles Wiener (1851-1913), dans ses célèbres récits de voyage sur le Pérou et la Bolivie, observe par exemple :

> « Au Pérou on est très catholique […]. C'est seulement à Arequipa que le Péruvien est fanatique. Partout dans le pays le curé est tout-puissant, à Arequipa il est souverain, sa parole enflamme les masses. Entouré et soutenu par la société, suivi par le peuple, le religieux jouit dans cette ville du rôle de maître absolu, vénéré en réflexion et obéi sans scrupules[223] ».

Cette domination presque incontestée du clergé sur l'ensemble de la société jusque dans les années 1900 s'articule avec celle des grandes familles aristocratiques, dont la défense des intérêts à la fois politiques et économiques semble indissociable d'une certaine influence morale et spirituelle[224] :

> « Au Pérou et tout particulièrement à Arequipa les intérêts conservateurs et les intérêts religieux se sont identifiés avec une extrême facilité, puisque le pouvoir de l'Eglise faisait partie du pouvoir aristocratique dominant. Tous deux, pouvoir civil conservateur et hiérarchie religieuse, veillaient au maintien et à la validité du *statu quo* obsolète et anachronique, défendaient la tradition et l'autorité rigide, verticale ainsi que paternaliste. En un mot ils présidaient la société décadente traditionnelle, héritière des relations économiques et des valeurs culturelles du colonialisme espagnol[225] ».

---

principalement les jeunes filles de la haute société locale, pour laquelle le fait de rentrer dans ce couvent était perçu comme un honneur et une marque de prestige.

[222] Flora TRISTAN, *op. cit.*

[223] « En Perú se es muy católico […] Sólo en Arequipa el peruano es fanático. En todas partes del país el cura es poderoso, en Arequipa es soberano, su palabra inflama a las masas, rodeado y sostenido por la sociedad, seguido por el pueblo, el religioso goza en esta ciudad del papel de amo absoluto, venerado en reflexión y obedecido sin escrúpulos ». Charles WIENER, « Arequipa », *in* Edgardo RIVERA MARTINEZ, *op. cit.,* p. 359.

[224] Dans son important ouvrage *Iglesia y Poder en el Perú contemporáneo, 1821-1919* (Cuzco, Centro de Estudios Regionales Andinos Bartolomé de las Casas), l'historienne péruvienne Pilar GARCIA JORDAN offre un aperçu détaillé du poids de l'Eglise catholique sur l'ensemble de la société péruvienne jusque dans les deux premières décennies du XX^e^ siècle.

[225] « En el Perú y de manera particular en Arequipa se identificaron con suma facilidad los intereses conservadores con los religiosos, ya que el poder de la Iglesia era parte del poder aristocrático dominante. Ambos, poder civil conservador y jerarquía religiosa, velaban por la mantención y vigencia el statu quo obsoleto y anacrónico ; defendían la tradición y la autoridad rígida, vertical y también paternalista ; en una palabra presidían la sociedad decadente tradicional, heredera de relaciones económicas y valores culturales del colonialismo español ». Francisco VILLENA, « La sociedad arequipeña y el partido liberal, 1885-1920 », *Análisis,* n°8-9, 1979, p. 82-108, p. 84.

Encore observable durant les deux dernières décennies du XIXe siècle, cet ordre social aristocratique et religieux directement hérité de la période coloniale se voit progressivement remis en question à partir du début du XXe siècle, avec l'apparition d'un important mouvement libéral et anticlérical, sur lequel il nous faudra revenir[226].

Plus ouvertement libérale et progressiste, la société *tapatía* semble manifester avec moins de vigueur son attachement aux principes religieux. Il faut attendre les années 1910 et 1920, avec la Révolution, pour voir se forger cette image désormais caricaturale de Guadalajara comme ville conservatrice et religieuse, suivant une trajectoire qui, à bien des égards, semble être exactement l'inverse de celle que suit la ville d'Arequipa au même moment. À partir des années 1910, les autorités ecclésiastiques locales manifestent alors plus clairement la grande influence politique et sociale qu'elles exercent dans la société *tapatía* et les catholiques s'organisent politiquement contre l'idéologie révolutionnaire, avec la fondation du Partido Católico Nacional (PCN) en 1911[227].

Néanmoins, à la fin du XIXe siècle et jusque dans les années 1900, la haute société *tapatía* fait déjà preuve d'un certain attachement à la religion, dont les visiteurs étrangers ont également laissé d'éloquents témoignages. En 1909, le voyageur polonais Vitold de Szyszlo estime ainsi que « le fanatisme religieux qui à Guadalajara est tout-puissant, a imprimé un caractère spécial aux cérémonies du culte »[228], évoquant notamment les dévotions organisées à l'occasion du Carême. Notons que Juan Bautista Iguíniz a jugé nécessaire de nuancer la citation par le commentaire suivant, inséré en note de bas de page : « les étrangers non-catholiques et qui méconnaissent nos coutumes, on le répète, considèrent comme fanatiques les actes pieux et l'observance de la Religion, auxquels ils ne sont pas habitués »[229]. La remarque est d'importance, puisqu'elle illustre l'absence de conformité des *tapatíos* du XXe siècle avec cette image de conservatisme et de fanatisme véhiculée au sujet de la ville de Guadalajara, sans pour autant nier l'importance de la religion dans la ville.

---

[226] Voir le troisième chapitre de notre étude.

[227] Nous reviendrons sur cet important épisode de l'histoire locale dans le troisième chapitre de notre étude.

[228] « El fanatismo religioso que en Guadalajara es todopoderoso, ha impreso un carácter especial a las ceremonias del culto ». Vitold DE SZYSZLO, cité dans Juan Bautista IGUÍNIZ, *Guadalajara a través de los tiempos…, op. cit.,* p. 220.

[229] *Ibid.*

Nous verrons plus loin que le sentiment religieux et la place qu'il occupe dans la société locale font l'objet d'un débat constant et virulent parmi les populations *tapatía* et *arequipeña*. Dans la première moitié du XXe siècle, il devient ainsi un point de tension évident dans la définition identitaire locale[230].

La presse nous renseigne de façon précise et complète sur l'important rôle social joué par la religion dans les deux villes. Les journaux *tapatíos* et *arequipeños* publient ainsi avec régularité des informations concernant le calendrier liturgique[231], ou les très nombreuses manifestations religieuses qui rythment la vie locale. La semaine sainte, de façon logique, est la période de l'année qui en concentre le plus grand nombre et est de ce fait l'occasion pour la presse locale de réaffirmer l'importance de la religion dans la société[232]. En dehors de cette période, les articles consacrés aux diverses manifestations religieuses locales sont plutôt rares dans la presse *tapatía,* à l'exception de ceux publiés dans la presse catholique[233]. À l'inverse, la presse aréquipénienne dans son ensemble (à l'exception des journaux libéraux et anticléricaux comme *El Ariete*), ne saurait publier un numéro sans faire mention d'au moins une cérémonie ou un rassemblement religieux. Parmi de très nombreux exemples, on peut citer le journal *La Bolsa,* qui informe régulièrement ses lecteurs des différents pèlerinages, séminaires religieux, messes et autres commémorations organisés par les différentes institutions religieuses de la ville[234].

---

[230] Voir notamment les chapitres 3 et 6 de notre étude.

[231] *La Bolsa,* Arequipa, 5 mai 1888, « Calendario », p. 2.

[232] Parmi de nombreux exemples, on peut citer les articles suivants: le 22 avril 1905, le journal *Jalisco Libre* écrit ainsi : « La société de Guadalajara, éminemment catholique, a accompagné l'Église dans ses démonstrations de deuil et de vénérations vers le martyr du Calvaire » (« *La sociedad de Guadalajara, eminentemente católica, acompañó a la Iglesia en sus demostraciones de duelo y veneración hacía el mártir del Calvario* »), *Jalisco Libre,* Guadalajara, 22 avril 1905, p. 1. De la même façon, le journal aréquipénien *La Bolsa* se réjouit de ce que « le sentiment religieux ne [se] soit pas encore éteint à Arequipa. La preuve en est le recueillement et l'ordre observés hier par ce que la société compte de plus distingué, qui a manifesté avec abondance ses croyances […]. Bien pour ce noble peuple, véritablement libre, qui a donné hier une preuve sans équivoque de culture et de croyances ancrées ». *Version originale de la citation :* « No se ha extinguido aún el sentimiento religioso en Arequipa. Lo prueba el recogimiento y orden observados ayer por lo más distinguido de la sociedad que ha hecho lujo de manifestar sus creencias [...]. Bien por este noble pueblo, verdaderamente libre, que ha dado ayer una prueba inequívoca de cultura y de creencias arraigadas » *La Bolsa,* Arequipa, « Crónica », 11 avril 1903, p. 2, « Viernes Santo ».

[233] Voir par exemple les archives du journal catholique et conservateur *La Chispa,* fondé en 1909 et publié jusqu'en 1911. Membre de la presse catholique nationale, *La Chispa* est publié deux fois par semaine, sous le titre fédérateur de « Prière, action et sacrifice ».

[234] *La Bolsa,* Arequipa, « Crónica », 18 juillet 1887, p. 2, « Distribuciones religiosas ».

La religion apparaît à Guadalajara et à Arequipa comme un important facteur d'identification régionale, tout particulièrement à l'occasion de manifestations religieuses proprement locales, généralement rattachées au culte marial. C'est le cas, symbolique, des dévotions à la Vierge de Chapi à Arequipa. Situé à environ 90 kilomètres de la capitale *mistiana,* le sanctuaire de la *Virgen de Chapi* accueille chaque année, au mois de février principalement, des milliers de fidèles *arequipeños,* dont le pèlerinage est largement relayé par la presse[235]. Il faut attendre l'année 1921 pour voir se développer à Guadalajara un culte similaire, celui de la Vierge de Zapopan, couronnée dans la cathédrale de Guadalajara au mois de janvier 1921[236]. Le développement de ce culte proprement régional s'inscrit dans un contexte national très particulier de persécution religieuse, depuis l'adoption en 1917 d'une Constitution particulièrement défavorable aux intérêts de l'Église[237]. Notons simplement pour le moment cette importante dimension régionale, voire régionaliste que revêt le catholicisme *tapatío* à partir des années 1920, en adoptant des formes de dévotion exclusivement locales[238].

---

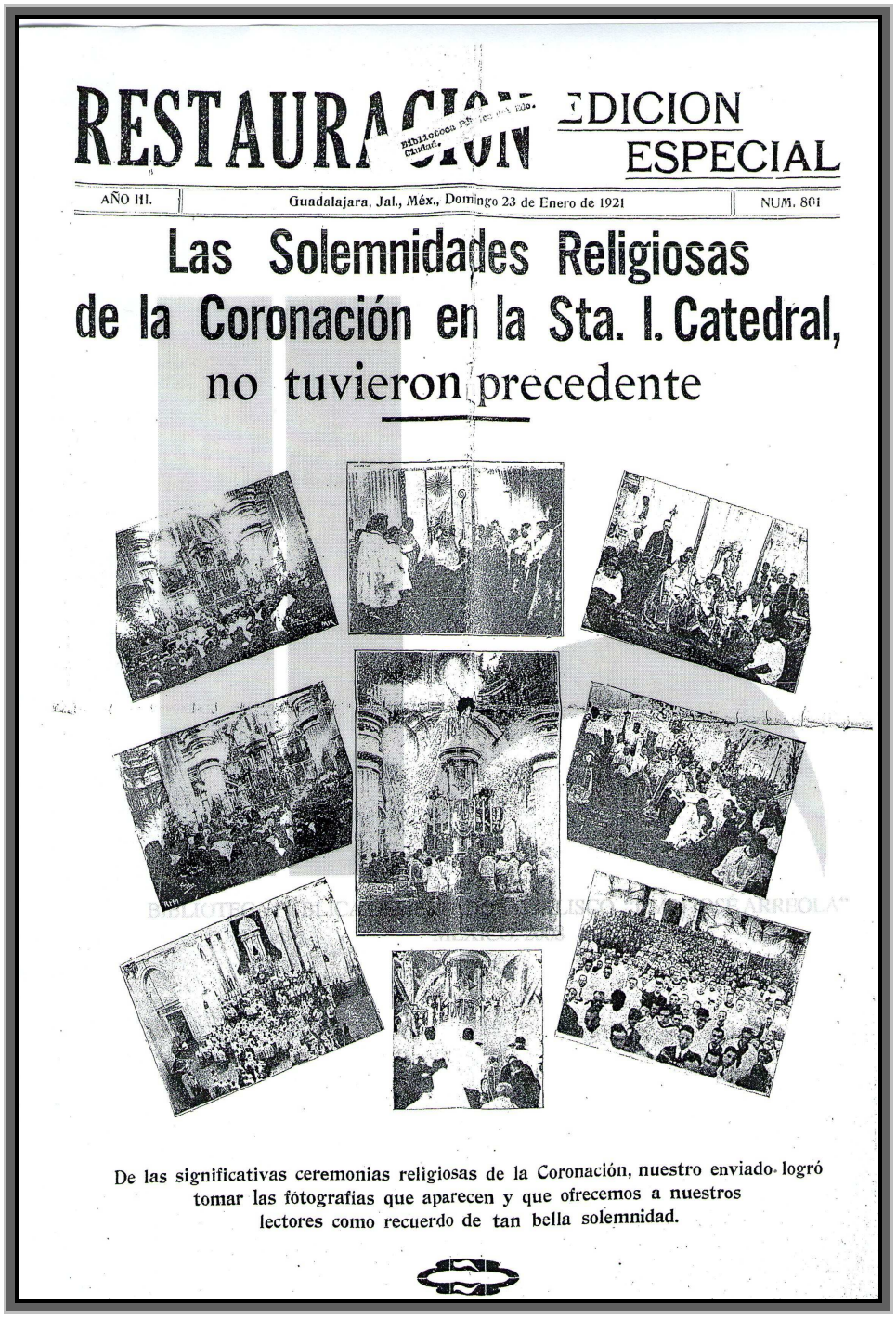
[235] *La Bolsa,* Arequipa, 13 février 1897, p. 2, « Santuario de Chapi » : « La protection divine à l'édifice du Sanctuaire de la Très Sainte Vierge de Chapi est palpable, et on ne saurait s'attendre à moins depuis qu'il est l'œuvre seule de la piété des fidèles dévots de notre Très Sainte Mère […] ». *Version originale de la citation:* « Palpablemente se nota la protección Divina al edificio del Santuario de la Santísima Virgen de Chapi, y no puede ser menos desde que es obra de solo la piedad de los fieles devotos de nuestra Santísima Madre. […] ».

[236] *Restauración,* Guadalajara, 13 janvier 1921, p. 1, « Quinta fiesta religiosa de de la coronación de la Virgen de Zapopan ».

[237] Nous reviendrons sur cette étape fondamentale de l'histoire nationale et locale dans la troisième partie de notre étude.

[238] Sans entrer dans les détails, on peut toutefois signaler l'opposition qui se crée entre le culte à la *Virgen de Zapopan*, représentation symbolique du catholicisme *jalisciense,* et celui à la *Virgen de Guadalupe,* certes national, mais aussi caractéristique de la ville de Mexico.

**Figure 12 - Les dévotions à la Vierge de Zapopan, Guadalajara, 1921**



RESTAURACION EDICION ESPECIAL

AÑO III. | Guadalajara, Jal., Méx., Domingo 23 de Enero de 1921 | NUM. 801

Las Solemnidades Religiosas de la Coronación en la Sta. I. Catedral, no tuvieron precedente

De las significativas ceremonias religiosas de la Coronación, nuestro enviado logró tomar las fotografías que aparecen y que ofrecemos a nuestros lectores como recuerdo de tan bella solemnidad.

Source : *Restauración,* Guadalajara, 23 janvier 1921, p. 1.

La religion constitue également un vecteur de sociabilité fondamental à Guadalajara comme à Arequipa, avec la création d'un grand nombre d'organisations religieuses, à visées caritatives, sociales voire politiques. Point de réunion et espace de définition des normes morales de la société, les différentes associations religieuses

rassemblent ainsi tout ce que la société locale compte de noble et d'aristocratique. Elles forment ainsi le cadre principal dans lequel s'expriment les sociabilités aristocratiques locales. Il s'agit là d'un moyen de distinction sociale et d'expression de la foi chrétienne à travers la pratique de la charité.

À Arequipa œuvrent ainsi d'importantes associations telles que celle des « *Señoras de la Caridad* », qui procure une assistance aux blessés sur le champ de bataille pendant la Guerre du Pacifique[239], ou encore la *Sociedad de Beneficencia*, qui gère les principaux hospices et hôpitaux de la ville, comme l'hôpital Goyeneche par exemple. Cette dernière association fournit une excellente illustration de la façon dont s'articule, jusqu'au début du XXe siècle, l'hégémonie d'une certaine frange de la société aréquipénienne, au religieux. La *Sociedad de Beneficencia* est fondée en 1848 par les membres des principales familles aristocratiques de la ville : les Goyeneche, les López de Romaña, le Deán Gualberto Valdivia, etc. Au début du XXe siècle, certains riches commerçants étrangers intègrent également la Société, comme c'est le cas par exemple de J.E. Eduardo Harmsen ou encore de Jorge Stafford[240]. La Société gère à la fois les orphelinats, les hôpitaux, comme la réparation des principaux édifices religieux de la ville. Financée en partie par le gouvernement municipal, la Société est

---

[239] *El Eco del Misti,* Arequipa, « Crónica », 16 mai 1879, p. 1, « Ambulancia de Arequipa » : « Les pieuses matrones d'Arequipa vont satisfaire très bientôt une nécessité aussi urgente qu'humanitaire. Nous savons qu'elles s'attachent actuellement avec une fermeté inébranlable de mener sur les champs de bataille une ambulante au nom d'Arequipa : un objectif si élevé et si généreux, nous en sommes sûrs, sera reçu avec l'enthousiasme que réveillent les grandes actions. Nos matrones se sont révélées être à la hauteur de la situation. […] À Lima et à Iquique se sont déjà formées des ambulances qui, bien sûr, sont avec notre armée du littoral, disposées à porter secours à l'humanité. Et Arequipa, le peuple catholique, irait refuser une ambulance ? […]. Le clergé d'Arequipa n'est pas moins charitable, ni moins patriote, ni moins cultivé que celui de Lima. Ici comme là-bas il y a des âmes capables de toute abnégation. Nos belles matrones ne se laisseront pas non plus dépasser par celles de Lima en patriotisme et en amour […]. Arequipa, la ville la plus catholique du Pérou, répondra dignement à l'appel que la Société des 'Dames de la Charité' lui fait au nom de la Patrie et de la religion […] ». *Version originale de la citation :* « Las piadosas matronas de Arequipa, van a satisfacer bien pronto una necesidad tan urgente como humanitaria. Sabemos que se ocupan actualmente con una firmeza inquebrantable de llevar a los campos de batallas una ambulancia a nombre de Arequipa: ten elevado y generoso propósito, estamos ciertos, será recibido con el entusiasmo que despiertan las grandes acciones. Nuestras matronas se han colocado a la altura de la situación. […]. En Lima y en Iquique se han formado ya ambulancias que, desde luego están junto con nuestro ejército del litoral, dispuestas a prestar sus auxilios a la humanidad. Y Arequipa, el pueblo católico habría de negar una ambulancia? […] El clero de Arequipa no es menos caritativo, ni menos patriota, ni menos ilustrado que el de Lima. Aquí como allá hay almas capaces de toda abnegación. Nuestras bellas matronas tampoco se dejarán aventajar con las de Lima en patriotismo y amor […]. Arequipa, la ciudad más católica del Perú, responderá dignamente al llamamiento que la Sociedad de 'Señoras de Caridad' le hace a nombre de la Patria y de la religión [...] ». Il convient de noter ici ce sentiment de compétition dans la charité, avec la ville de Lima principalement: clairement, la société aréquipénienne se doit de se montrer à la hauteur de sa réputation de ville religieuse et par extension, charitable.

[240] *La Bolsa,* Arequipa, « Almanaque », 1905, « Beneficencia ».

pensée à ses débuts et jusqu'à la fin du XIXe siècle comme une institution modernisatrice et progressiste, mais témoigne toutefois d'un certain monopole des grandes familles aristocratiques de la ville sur l'ensemble des questions sociales locales[241].

À Guadalajara, on trouve cette même imbrication des intérêts aristocratiques et catholiques, à travers la fondation d'une série d'associations religieuses.

> « Parmi les sociétés catholiques qui fonctionnèrent au cours du XIXe siècle on trouve la '*Asociación de Culto Perpetuo del Sr. San José'*, la '*Sociedad de Caridad de San Vicente de Paúl*', la '*Sociedad Josefina*', la '*Sociedad católica de Guadalajara*' (1869), la '*Asociación de obreros católicos*', la '*Sociedad jurídico católica de Guadalajara*'(1885), et la '*Academia Literaria de Nuestra señora de Guadalupe'* (1889), formations sociales qui contribuent à l'action conservatrice[242] ».

Ces très nombreuses associations religieuses sont initiées par une démarche caritative incontestable, mais également par le désir de défendre un certain nombre de valeurs traditionnelles, un ordre social finalement très lié à l'organisation coloniale des deux villes, dans lesquelles les grandes familles aristocratiques contrôlent l'ensemble du développement social, politique et économique. Toutefois, cette multiplication des organisations religieuses témoigne également d'un important développement des logiques associatives, qui s'inscrivent dans un certain processus de modernisation sociale.

### *Vers une modernisation des sociabilités locales*

Dans un article publié dans l'ouvrage coordonné par Carlos Altamirano et Jorge Myers, Hilda Sabato documente avec précision l'essor de la dynamique associative en Amérique latine à partir de la deuxième moitié du XIXe siècle, essor que l'auteur met

---

[241] À partir de la fin des années 1910 est ainsi progressivement décriée la mainmise de la famille Goyeneche sur la *Sociedad de Beneficencia : El Deber,* Arequipa, 8 avril 1919, p. 2, « El sonado asunto de la Beneficencia de Arequipa-Un reportaje interesante que explica claramente la situación- Lo que ocurre con la familia Goyeneche ».

[242] « Entre las sociedades católicas que funcionaron durante el siglo XIX encontramos la 'Asociación de Culto Perpetuo del Sr. San José', la 'Sociedad de Caridad de San Vicente de Paúl', la 'Sociedad Josefina', la 'Sociedad católica de Guadalajara' (1869), la 'Asociación de obreros católicos', la 'Sociedad jurídico católica de Guadalajara' (1885), y la 'Academia Literaria de Nuestra señora de Guadalupe' (1889), formaciones sociales que contribuyeron a la acción conservadora ». Myrna CORTES CUESTA, *Modernidad y representaciones sociales…, op. cit.,* p. 22.

en relation directe avec l'important développement de la presse écrite au même moment.

> « Aussi bien le thème de la dynamique associative que celui de la presse font partie intégrante de la problématique de la transition de l'ancien régime à la modernité sociale et politique. […] À partir de la deuxième moitié du XIXe siècle, dans ces deux domaines les changements sont évidents. Dans une bonne partie de l'Amérique latine s'est produite une expansion soutenue de l'activité associative et de la presse écrite qui, bien qu'elle ait continué à avoir des hauts et des bas et à montrer des différences régionales, est néanmoins devenue un élément fort de la vie sociale et politique de la période[243] ».

Ce phénomène de modernisation est aisément observable à l'échelle locale, comme en témoignent les nombreuses études proposées sur les associations culturelles fondées à Guadalajara. L'historiographie *tapatía* s'est ainsi beaucoup intéressée aux multiples organisations littéraires, scientifiques, et plus généralement culturelles ayant vu le jour à Guadalajara depuis l'Indépendance, organisations considérées comme des acteurs à part entière du progrès intellectuel et de la modernisation locale[244]. Période d'effervescence intellectuelle dans les grands pôles urbains du pays, le Porfiriat voit se créer à Guadalajara 24 « sociétés de pensée », comme les appelle l'historienne Myrna Cortés Cuesta, qui en présente une liste dans sa thèse de *licenciatura*[245]. Ces sociétés répondent à des objectifs aussi bien sociaux que littéraires, voire politiques.

> « Au sein des sociétés culturelles […] on discutait des questions publiques, on critiquait les créations littéraires des membres, on établissait des liens

---

[243] « Tanto el tema del asociacionismo como el de la prensa forman parte de la problemática de la transición del antiguo régimen a la modernidad social y política. […] A partir de mediados del siglo XIX, en ambos planos los cambios resultan evidentes. En buena parte de América Latina se produjo una expansión sostenida de la actividad asociativa y de la prensa periódica que, aunque siguió mostrando altibajos y diferencias regionales, se convirtió en un dato fuerte de la vida social y política del período ». Hilda SABATO, « Nuevos espacios de formación y actuación intelectual : prensa, asociaciones, esfera pública (1850-1900) », *in* Carlos ALTAMIRANO et Jorge MYERS, *Historia de los intelectuales en América Latina,* vol. 1- *La ciudad letrada, de la Conquista al modernismo,* Buenos Aires, Katz Editores, 2008, p. 388-389.

[244] Juan B. IGUÍNIZ, « Las agrupaciones culturales en Guadalajara », *in* José María MURIA, *Lecturas históricas de Jalisco después de la Independencia, op. cit.,* p. 267-292. Dans cet article, publié initialement en 1963 dans le numéro XIV du *Boletín de la Biblioteca Nacional* de Mexico, et ensuite réédité à Guadalajara dans un ouvrage coordonné par José María Muría, l'historien *tapatío* Juan B. Iguíniz propose une importante synthèse historique des diverses « *agrupaciones culturales* » ayant vu le jour dans la capitale du Jalisco au cours du XIXe siècle, depuis la fondation de la toute première *Sociedad Patriótica de Nueva Galicia* en 1821 jusqu'aux sociétés scientifiques fondées au début du XXe siècle.

[245] Myrna CORTES CUESTA, *op. cit.,* p. 136-138.

> d'amitiés entre ceux qui avaient des objectifs en commun, on donnait à connaître les productions des membres, on lisait – et on discutait – en groupe la presse et des œuvres peu connues et difficiles d'accès et on soutenait – économiquement et moralement – divers projets politiques, culturels et artistiques[246] ».

Attachées à promouvoir des « espaces de sociabilité moderne », ces organisations obéissent à certaines règles censées garantir aussi bien le bon déroulement de l'activité associative, que sa large portée dans le pays.

> « Les pratiques associatives volontaires étaient, d'entrée de jeu, une condition qui reflétait la liberté des individus dans leur choix d'un certain cercle social spécifique, même si pour en faire partie il était nécessaire d'appartenir à l'élite illustrée locale ou étrangère. Les règlements des associations culturelles *tapatías* considéraient tout d'abord comme membres les fondateurs, cercle généralement restreint et qui décidait de l'organisation des sessions et des statuts sous lesquels se régirait la nouvelle société. L'entrée postérieure des autres membres était conditionnée, le plus souvent, aux propositions des membres fondateurs et ensuite soumise au vote général, ou seulement au suffrage des fondateurs si le candidat remplissait certaines conditions spécifiques, qui variaient d'une organisation à l'autre. Dans ce cas l'établissement de restrictions à l'entrée permettait de vérifier la condition illustre des candidats ainsi que leurs mérites individuels […][247] ».

L'enjeu est d'importance, puisqu'il s'agit pour la nouvelle association de faire preuve d'une conception moderne et achevée des principes démocratiques[248], tout en

---

[246] « En el seno de las sociedades culturales […] se discutían asuntos públicos, se criticaban las creaciones literarias de los socios, se establecían lazos de amistad entre los que tenían objetivos comunes, se daban a conocer las producciones de los socios, se leía grupalmente – y se discutía – la prensa y obras poco conocidas o de difícil acceso y se apoyaban – económica y moralmente – diversos proyectos políticos, culturales y artísticos ». Celia DEL PALACIO MONTIEL, « Impugnar los errores de los últimos siglos. La función educativa de la prensa mexicana decimonónica », *Revista Comunicación y Sociedad,* n°34, Septembre-Décembre 1998, p. 98.

[247] « Las prácticas asociativas voluntarias eran, de entrada, una condición que reflejaba la libertad de los individuos para optar por cierto círculo social específico, aunque para formar parte de él fuera necesario pertenecer a la élite ilustrada local o extranjera. Los reglamentos de las asociaciones culturales tapatías asentaban como miembros en un primer momento a sus fundadores, círculo generalmente pequeño de individuos que disponía la organización de las sesiones y los estatutos bajo los que se regiría la nueva sociedad. La entrada posterior de otros miembros estaba condicionada, por lo regular, a postulaciones de los integrantes y después a la votación general, o solamente al sufragio de los socios si el candidato cumplía con requisitos específicos que variaban de una organización a otra. En este caso el establecimiento de restricciones de ingreso permitía verificar la condición ilustrada de los aspirantes y sus méritos individuales […] ». Myrna CORTES CUESTA, *op. cit.,* p. 102.

[248] Voir notamment la fondation de la Société Littéraire « La Esperanza » en 1855 à Guadalajara, qui met en place un fonctionnement interne démocratique, basé sur le suffrage, en arguant du fait que la démocratie « qui seule s'incline devant la vertu et le savoir, ne connaît d'autre autorité que le talent et l'inspiration ». Ignacio L. VALLARTA, *Discurso que en el solemne aniversario del día 16 de setiembre* [sic] *de*

garantissant le prestige de ses membres et de leurs activités. Ainsi chaque association, qu'elle soit *tapatía* ou *arequipeña,* exclusivement culturelle ou à visées politiques et sociales, adopte un règlement bien spécifique, qu'elle publie généralement dans le premier numéro de la revue qui la représente[249]. Ce règlement s'accompagne le plus souvent d'une liste des fondateurs de l'association, qui permet à l'historien de situer avec plus de précision les multiples échanges intellectuels et personnels qui lient entre eux les membres de ces sociétés locales. Les multiples associations qui se fondent dans les deux villes à cette période constituent donc des espaces de sociabilités privilégiés. C'est le cas, exemplaire et bien documenté, des associations littéraires, où se consolident des liens personnels qui participent à l'élaboration d'une véritable intellectualité locale.

La bibliographie *tapatía* rend ainsi compte de la filiation qui unit les associations littéraires de la ville depuis les années 1860 et de la continuité des amitiés comme des objectifs qui président à ces fondations successives. En 1867 se fonde à Guadalajara la « *Alianza Literaria* » sous la présidence de José María Vigil (1829-1909), association qui se réunit avec régularité et se dote d'une publication. Baptisée elle aussi *Alianza Literaria,* cette revue était « l'une des plus prestigieuses de sa catégorie »[250]. Bon nombre des plus illustres intellectuels de Guadalajara y font leurs premières armes littéraires, généralement très jeunes[251]. La *Alianza Literaria* représente donc un premier échange fondamental dans la formation des réseaux littéraires et intellectuels *tapatíos* de la deuxième moitié du XIXe siècle. Lorsqu'elle disparaît en 1876, plusieurs de ses membres décident de former une nouvelle association, sous le nom de *Aurora Literaria,* qui se dote également d'une revue, destinée principalement à publier les créations poétiques de ses jeunes fondateurs.

---

*1810, leyó en la Plaza Principal de Guadalajara el C. Miembro de la Sociedad Literaria 'La Esperanza'.* Guadalajara, tipografía del Gobierno, 1855, p. 12, cité dans Myrna CORTES CUESTA, *op. cit.,* p. 103.

[249] C'est le cas par exemple de l'Union Catholique d'Arequipa, qui publie ses statuts lors de sa fondation en 1887 : *Reglamento de la Unión Católica de Arequipa,* Arequipa, Tip. Cáceres, Bolivar 50a, 1887. À Guadalajara, on peut citer la formation de l'organisation de *Las Clases Productoras:* « Reglamento de la sociedad 'Las Clases Productoras », *Las Clases Productoras,* « Sección oficial », 4 novembre 1877, n°1, année 1, p. 1. Nous reviendrons plus loin sur cette importante association et son rôle dans la modernisation de la société locale.

[250] La revue *Alianza Literaria* est publiée entre 1875 et le début de l'année 1876. Elle connaît une deuxième courte phase de publication, de mars à novembre 1876, avant de définitivement disparaître.

[251] C'est le cas notamment de Manuel Puga y Acal (1860-1930) qui intègre l'organisation à l'âge de 16 ans, ou encore de Alberto Santoscoy (1857-1906) à 19 ans.

En 1880, la *Aurora Literaria* laisse la place à la *Bohemia Jalisciense,* fondée par le jeune Cipriano C. Covarrubias. Si cette dernière association ne dispose pas d'organe de diffusion qui lui soit propre, elle marque néanmoins l'intellectualité locale du fait de son extraordinaire longévité, puisqu'elle reste active pendant trois décennies, jusqu'à la mort de son fondateur. La *Bohemia Jalisciense* joue pendant toute cette période le rôle de point de réunion pour l'ensemble des journalistes et intellectuels de l'époque[252].

Les multiples associations littéraires fondées à la fin du XIXe siècle sont donc, de la même façon que les associations religieuses, mais dans une perspective plus modernisatrice, le cadre de sociabilités fondamentales dans la capitale *tapatía.*

Beaucoup moins documentées pour Arequipa, les relations tissées entre intellectuels locaux dans la capitale *mistiana* semblent de manière générale plus politiques, comme en témoigne l'important réseau organisé autour du leader libéral Lino Urquieta (1868-1920)[253] au début du XXe siècle, réseau qui rassemble dans la rédaction du journal *El Ariete* des intellectuels comme Francisco Mostajo, Modesto Málaga et Sixto Morales (1874-1934), parmi beaucoup d'autres[254].

La presse locale de l'époque nous renseigne néanmoins sur une importante initiative, destinée à faire vivre un cercle littéraire rassemblant ce que la ville compte de poètes, romanciers et autres écrivains. On sait ainsi qu'en pleine Guerre du Pacifique, les intellectuels locaux ont l'habitude de se réunir au sein du *Club Literario,* présidé par Modesto Molina et animé entres autres par les rédacteurs du journal *La Bolsa*[255]*.* Parmi ses diverses activités, le *Club Literario* organise des veillées mondaines, qui rassemblent la société lettrée d'Arequipa pour réciter des poèmes et pour discuter d'œuvres littéraires[256]. En 1882, le *Club Literario* se dote d'une

---

[252] Pour un panorama plus détaillé des différents acteurs de ces réseaux intellectuels et littéraires à Guadalajara, voir le tableau présenté en annexe de notre étude.

[253] Né en 1868 à Moquega, Lino Urquieta est médecin de formation. Il entre en politique à Arequipa, tout d'abord en tant que membre de la Liga Independiente puis en tant que fondateur de la filière aréquipénienne du Parti Libéral.

[254] Les sociabilités aréquipéniennes tissées autour de ce même idéal libéral feront l'objet de plus amples explications dans la deuxième partie de la thèse.

[255] *La Bolsa,* Arequipa, « Crónica », 5 juillet 1881, « Invitación ». Francisco Ibañez, rédacteur en chef de *La Bolsa,* est d'ailleurs lui-même membre honoraire de l'association : *La Bolsa,* Arequipa, « Crónica », 8 août 1881, « Club Literario ».

[256] *La Bolsa,* Arequipa, « Crónica », 16 août 1881, « Velada literaria ».

publication intitulée *El Album*[257], qui offre aux lecteurs des extraits d'œuvres littéraires, locales ou traduites de textes étrangers, des poèmes ou encore des commentaires de discours prononcés par les diverses personnalités de la ville. Interrompue au mois d'août 1883[258], la publication de *El Album* reprend après la guerre en 1886, avec un nouveau bureau composé, entre autres, de Armando de la Fuente (Président), Manuel Rafael Valdivia (Premier vice-président), A. Belisario Calle (deuxième vice-président) et du poète Samuel Velarde. Apparemment peu active à la fin des années 1880, il semblerait néanmoins que l'association tente de relancer une certaine activité littéraire à Arequipa en 1892, dans une société jugée alors culturellement éteinte.

> « *Club Literario*. Cette sympathique association qui, il n'y a pas si longtemps, a connu une époque de florissante prospérité et de renommée méritée, a été attaquée par l'atrophie qui est en train de gagner la majeure partie des institutions du pays. Dernièrement, secouant cette apathie, elle a donné des signes de vie en célébrant le centenaire de l'immortel Melgar ; mais peu de temps après, elle est retournée à son ancienne léthargie, sans que nous puissions en comprendre la raison. Le travail tant applaudi du Club manquait à tous de façon générale, et tous nous espérions que, en l'honneur de l'institution et pour le bien des lettres nationales, elle se réorganiserait et exercerait à nouveau son activité. Il était dommage qu'une société réclamée par la culture d'Arequipa reste dans l'inaction du fait de l'incurie ou de l'abandon de ses propres membres. Il n'était pas possible, donc, de prolonger cette situation et, en regard de ces antécédents, dimanche dernier quelques membres du Club se sont réunis dans le but de mettre en place les moyens destinés à sa réorganisation […][259] ».

---

[257] *La Bolsa,* Arequipa, « Crónica », 14 avril 1882, « El Album », « Sous ce titre paraîtra demain, dans les ateliers de ce bureau typographique, un journal littéraire publié tous les quinze jours, organe des travaux du 'Club Littéraire' d'Arequipa. Nous nous avançons à lui souhaiter le bienvenue, lui souhaitant une existence longue et prospère ». *Version originale de la citation :* « Con este titulo saldrá a luz el día de mañana, de los talleres de esta oficina tipográfica, un periódico literario quincenal, órgano de los trabajos del 'Club Literario' de Arequipa. Nos anticipamos a darle la bienvenida, deseándole larga y prospera existencia ».

[258] Nous ignorons les raisons exactes d'une telle suspension de la publication, dont le dernier numéro de cette première période paraît au mois de juillet 1883. On suppose néanmoins que l'arrivée de l'armée chilienne aux portes de la ville à la même époque et les profonds désordres qui s'ensuivent alors dans la capitale *mistiana* ne sont pas étrangers à cette interruption.

[259] « Club Literario. Esta simpática asociación, que, en no lejanos tiempos, tuvo su época de floreciente prosperidad y merecida fama, ha estado atacada de la atrofia que va introduciéndose en la mayor parte de las instituciones del país. Últimamente, sacudiendo su apatía, dio muestras de vida para celebrar el centenario del inmortal Melgar ; más, a poco, tornó a su antiguo letargo, no comprendiendo, nosotros porqué causa. La labor del Club recibida con aplauso se hacía extrañar generalmente y todos esperaban que, por honor de la institución y por el bien de las letras nacionales volviera a organizarse y a ejercitar

À travers ces quelques lignes transparaît toute la difficulté rencontrée par l'intellectualité locale pour tenter de reconstruire une vie culturelle digne de ce nom à Arequipa après la Guerre du Pacifique. L'entreprise s'avère ardue, comme en témoigne ce nouvel article du journal *La Bolsa* publié cinq ans plus tard et qui rappelle aux lecteurs les nombreuses « vicissitudes » rencontrées par le Club au cours d'une existence sporadique. Cet article a pour objectif d'annoncer une nouvelle fois la reformation du *Club,* cette fois sous la direction de Jorge Polar, qui compte accueillir les réunions lettrées dans sa maison de la rue Santa Catalina.

> « Monsieur Polar, Mécène des temps modernes, a bien agi – et la postérité saura le prendre en compte – en offrant un nid à l'incubation de la pensée et un confortable refuge à cette réunion bohème qui, comme les abeilles, s'occupe de cultiver un mets délicieux pour la République[260] ».

En assumant la présidence de l'association, Jorge Polar semble réussir à redonner son brio d'antan au *Club Literario,* qui accueille nouvellement en son sein des plumes étrangères[261], comme de jeunes talents locaux fraîchement découverts[262]. Principale, voire unique organisation littéraire aréquipénienne au tournant des XIXe et XXe siècles, le *Club Literario* cède la place en 1908 à une nouvelle organisation, l'*Ateneo de Arequipa.* L'historien dispose malheureusement de trop peu d'informations sur cette organisation, rarement évoquée par la presse. On sait juste que l'institution est fondée sous la présidence de l'intellectuel Belisario Soto et se consacre dans un premier temps à l'organisation de réunions élégantes et cultivées, durant lesquelles se distinguent de brillants orateurs. Quatre ans après sa fondation, l'association semble néanmoins en difficulté, notamment du fait de la suppression d'une subvention qui lui

---

su actividad. Era de lamentar que una sociedad reclamada por la cultura de Arequipa, permaneciera en la inacción por la incuria o abandono de sus propios socios- No era posible, pues, prolongar esta situación y, en vista de estos antecedentes, el domingo se reunieron en sesión algunos miembros del Club con el objeto de acordar los medios conducentes a su reorganización […] ». *El Cosmos,* Arequipa, « Notas editoriales », 20 juillet 1892, n°5, Année 1, p. 2, « Club Literario ».

[260] « El señor Polar, moderno Mecenas, hace bien y la posteridad lo tendrá en cuenta, en proporcionar nido a la incubación del pensamiento y confortable albergue a esa rueda de bohemios, que como las abejas se ocupan de labrar delicioso alimento para la República ». *La Bolsa,* « Editorial », 29 mai 1897, p. 1, « Club Literario ».

[261] *La Bolsa,* Arequipa, « Crónica », 1er juin 1897, p. 2, « Club Literario ».

[262] *La Bolsa,* Arequipa, « Crónica », 15 juin 1897, p. 2, « Club Literario ».

était jusqu'alors accordée par la Municipalité[263]. Ses activités se voient alors sérieusement réduites et l'organisation disparaît progressivement des archives.

Au cours de la première décennie du XXe siècle se met en place un groupe littéraire plus restreint, mais néanmoins plus influent, sous l'égide de jeunes poètes locaux tels que César *Atahualpa* Rodríguez (1889-1972) ou Percy Gibson (1885-1960)[264], le *Grupo Aquelarre.* D'influence moderniste, ce groupe de jeunes poètes entretient un lien étroit avec les cercles culturels de la capitale, comme le groupe littéraire *Colónida* fondé par Abraham Valdelomar (1888-1919)[265]. Relativement informel, le *Grupo Aquelarre* se réunit régulièrement en *« tertulias »,* ces réunions à la fois littéraires et mondaines, qui rassemblent les principaux poètes de la ville. Il représente un important effort d'ouverture et de modernisation de la littérature locale.

Les organisations littéraires, *clubs* et autres *ateneos* qui se succèdent avec plus ou moins de succès dans les deux villes dans le large tournant des XIXe et XXe siècles représentent donc des espaces modernes de sociabilité, particulièrement importants pour les sociétés *tapatía* et *arequipeña.* Elles alimentent alors avec enthousiasme un débat culturel, social et politique qui se fait l'écho des importantes modernisations que connaissent alors les deux capitales régionales.

## Essor démographique et modernisation urbaine

Durant la première moitié des années 1880 et à l'image de l'ensemble des grandes villes d'Amérique latine au même moment, Arequipa et Guadalajara font leur entrée dans la modernité[266]. Cette modernisation importante des modes de vie ainsi

---

[263] *Noticias, Revista Ilustrada,* Arequipa, « Instituciones locales », Avril 1912, n°3, p.42, « El Ateneo de Arequipa ».

[264] Important poète et promoteur de l'échange littéraire à Arequipa, Percy Gibson a un parcours atypique dans le panorama intellectuel local, puisqu'outre son installation à Lima, il est également l'un des rares intellectuels *arequipeños* a être parti en Europe.

[265] Cet important poète et conteur péruvien est l'une des figures littéraires représentatives du modernisme, voire du post-modernisme dans la littérature péruvienne. Sur la vie et l'œuvre de ce personnage, voir l'ouvrage de Luis Alberto SANCHEZ, *Valdelomar o la Belle Époque,* Fondo de Cultura Económica, 1981. Abraham Valdelomar rend visite au *Grupo Aquelarre* d'Arequipa en 1910, lors d'un voyage dont il a laissé une importante chronique, *Hacia el trono del Sol.* Dans l'ouvrage déjà cité, Edgardo Rivera Martínez en présente quelques extraits : Edgardo RIVERA MARTINEZ, *op. cit.,* p. 411.

[266] Sur l'entrée de l'Amérique latine dans la modernité, voir par exemple le tout premier chapitre de l'ouvrage d'Olivier DABENE, *L'Amérique latine au XXe siècle,* Paris, Armand Colin, 1994 : « L'entrée de l'Amérique latine dans l'ère moderne (1870-1914) ». Concernant spécifiquement la modernisation des

que des pratiques sociales et culturelles, modifie en profondeur la physionomie des deux villes, qui voient disparaître progressivement leur apparence coloniale, au profit d'une urbanisation intégrant préoccupations hygiénistes et sociales. Ainsi, ces deux capitales de province offrent au visiteur de l'époque ce que leurs contemporains considéraient comme une harmonieuse synthèse entre la modernité du XIXe siècle finissant et des modes de vie encore traditionnels[267]. C'est ce compromis propre aux villes de province dans le changement de siècle que l'on entend ici restituer, afin de donner à voir comment Guadalajara et Arequipa se positionnent à cette période comme de véritables « secondes capitales » du Mexique et du Pérou, modernes et centralisatrices.

### *Guadalajara et Arequipa, « secondes capitales »*

Au tournant des XIXe et XXe siècles, le Mexique et le Pérou sont encore relativement sous-urbanisés, malgré une série d'importantes évolutions. Au Mexique, le Porfiriat marque l'entrée du pays dans une période de mouvements, avec une multiplication des migrations internes.

> « La population des États du Mexique central est attirée par les régions qui possèdent le plus fort dynamisme économique ou par celles dont les faibles

---

grandes métropoles, voir également le sixième chapitre de l'ouvrage de José Luis ROMERO, *Latinoamérica : las ciudades y las ideas,* México, Siglo Veintiuno Editores, 1976 : « Las ciudades burguesas ». Voir également Richard MORSE, *Las ciudades latinoamericanas,* México, Septsetentas, 1973.

[267] Le 18 mai 1889, la revue liménienne *El Perú Ilustrado* publie ainsi un numéro spécial consacré à la ville d'Arequipa, alors perçue comme un « bon équilibre entre tradition et modernité ». Article cité par Isabelle TAUZIN CASTELLANOS, dans l'article intitulé « La imagén en *El Perú Ilustrado* (Lima, 1887-1892) », *Bulletin de l'Institut Français d'Etudes Andines,* vol. 32, 2003, p. 133-149. Dans l'ouvrage coordonné par Juan Bautista IGUINIZ, *Guadalajara a través de los tiempos…, op. cit.,* le témoignage que nous offre Juan de Dios Peza sur son entrée à Guadalajara révèle cette physionomie encore coloniale, espagnole, de la ville de Guadalajara telle que le visiteur la découvre en 1888 : « Quand on voit de près ces patios aussi joyeux sinon plus que ceux de Séville, de Cordoue ou de Grenade, encadrés de gardénias, de camélias et d'azalées, qui sourient au visiteur curieux comme pour lui dire : 'entre' ; quand dans ces avenues on voit traverser de sveltes et gracieuses femmes qui le matin portent le '*tapalo*' [n.d.a, sorte de châle indien] comme les andalouses la mantille, formant un toit sur le front et tombant en deux pointes sur le dos : quand on voit tout cela, on doit avouer que ce n'est pas en vain que cette région porte le beau nom d'Andalousie mexicaine, baptisant la plus importante de ses villes du titre légitime de 'Sultane de l'Occident' ». *Version originale de la citation :* « Cuando se ven de cerca aquellos patios tan alegres o más que los de Sevilla, Córdoba, o Granada, cuajados de gardenias, de camelias y de azaleas, que sonríen al curioso viajero como diciéndole : 'entra' ; cuando por aquellas avenidas se ven cruzar esbeltas y graciosas mujeres que en las mañanas llevan el tápalo como el mantón las andaluzas, formando tejado sobre la frente y caído en dos puntas sobre la espalda: cuando se ve todo esto, se tiene que confesar, que no en vano se ha puesto a aquella región hermosa el nombre de Andalucía Mexicana, bautizando a la más importante de sus ciudades con el legítimo título de 'Sultana de Occidente' », p. 83.

> densités offrent des opportunités nouvelles à la main-d'œuvre abondante du Mexique traditionnel[268] ».

C'est le cas du District Fédéral, qui attire en 1910 plus de 27% des migrants nationaux, mais également des États de la frontière nord, comme le Coahuila par exemple[269]. Ces mouvements de population, essentiellement agricole puisqu'il s'agit de travailler des espaces ruraux encore largement sous-exploités, bénéficient également à l'urbanisation du pays. François-Xavier Guerra estime que la population urbaine croît de 44% entre 1895 et 1910, les villes de plus de vingt mille habitants passant de 22 à 29 durant cette période. Pour autant, et en dépit de cette croissance, le Mexique reste un pays largement sous-urbanisé à la fin du XIXe siècle :

> « Deux villes seulement dépassent 100 000 habitants : Mexico, qui en compte 470 000, et Guadalajara, 119 000. L'immense majorité de la population vit dans de petites ou minuscules agglomérations : en 1910, 71,3 % dans celles qui ont moins de 2500 habitants. Le Mexique de la fin du porfiriat et de la Révolution est un pays formé par une poussière de petites unités humaines, de villages et de hameaux, d'haciendas et de fermes isolées […][270] ».

François-Xavier Guerra souligne par ailleurs les importantes différences de densités entre le Mexique central, traditionnellement plus densément peuplé que le reste du pays, et le Nord, peu peuplé, mais dont les principaux pôles urbains connaissent durant le Porfiriat un important développement. C'est le cas des villes de Torreón, Chihuahua et surtout Monterrey[271], dont l'essor « est lié à la situation géographique favorisant les échanges entre les États-Unis et le Mexique, à la politique de Reyes[272] en faveur des investissements et à l'initiative individuelle qui va y fonder au début du siècle la première grande sidérurgie mexicaine »[273]. C'est d'ailleurs à cette période que naît

---

[268] François-Xavier GUERRA, *Le Mexique…, op. cit.,* p. 307.

[269] Le Coahuila attire pratiquement 10 % des migrants nationaux en 1910, ce qui en fait le deuxième État le plus attractif après le District Fédéral.

[270] François-Xavier GUERRA, *Le Mexique…, op. cit.,* p. 315.

[271] Le développement économique et industriel de la ville de Monterrey durant le Porfiriat a fait l'objet d'une analyse détaillée dans l'étude déjà citée de Alex M. SARAGOZA, *op. cit.*

[272] Le Général Bernardo Reyes (1850-1913), futur opposant au pouvoir de Porfirio Díaz, gouverne l'État de Nuevo León durant deux décennies, de 1889 à 1909. Durant cette période, il œuvre activement au développement industriel et économique de la région de Monterrey. Voir tout particulièrement les deux premiers chapitres de l'étude de Alex M. SARAGOZA, *op. cit.*

[273] *Id.,* p. 317.

> « la fameuse rivalité, plus supposée que réelle, entre Guadalajara et Monterrey. La vérité c'est que, du fait de la différence de leurs activités économiques, de leurs possibles zones d'influence, de leur organisation sociale, de leur style de vie, des conditions naturelles de l'une et l'autre capitale, une véritable comparaison pourrait difficilement s'établir, quel qu'en soit le domaine[274] ».

De fait, la presse de l'époque n'indique aucune animosité entre les deux villes, qui incarnent finalement deux modèles de développement distincts : Monterrey représente la grande industrie et le capitalisme moderne tel qu'il se développe dans le nord du pays à la fin du XIXe siècle, tandis qu'à Guadalajara se développent des industries plus nombreuses, mais plus petites, à partir d'une main-d'œuvre qualifiée et bon marché.

Sur un plan aussi bien démographique qu'économique, la ville de Monterrey vient supplanter celle de Puebla à la fin du XIXe siècle dans la « traditionnelle » rivalité qui l'oppose depuis la période coloniale à Guadalajara. Également absente du discours journalistique développé à la fin du XIXe siècle dans la capitale *tapatía,* cette rivalité avec Puebla est néanmoins évoquée à plusieurs reprises par des contemporains, comme Leandro J. Cañizares qui, en 1899, souligne la hiérarchie démographique et culturelle qui sépare les deux villes.

> « Guadalajara se dispute avec Puebla la seconde place dans la République ; et à mon avis, c'est elle qui, de plein droit, l'a bien gagnée, non parce qu'elle compte un plus grand nombre d'habitants – ce qui en soit ne confère pas d'importance à une localité –, mais parce qu'elle est beaucoup plus attractive et intéressante, dans tous les aspects, que la cité des anges[275] ».

Néanmoins, la rivalité se joue clairement sur le plan démographique, Guadalajara dépassant en termes de population celle de Puebla au début des années 1880, du fait d'un taux de croissance démographique particulièrement important, puisqu'en 1884 il est évalué à 3%, contre 1,9 % pour la ville de Puebla. À partir des années 1900, Puebla ne connaît pas de développement important et sa population

---

[274] « Nace entonces la comentada rivalidad, más supuesta que real, entre Guadalajara y Monterrey. La verdad es que por lo diferente de las actividades económicas, las posibles zonas de influencia, la organización social, el estilo de vida, las condiciones naturales de una y otra capital, difícilmente podría entablarse una real competencia en cualquier campo ». Fernando MARTÍNEZ REDING, *op. cit.,* p. 214.

[275] « Guadalajara se disputa con Puebla el segundo lugar en la República ; y a mi juicio, es ella la que, con todo derecho, se lo tiene bien ganado, no por contar con mayor población – que esto por sí solo no da importancia a una localidad –, sino porque es mucho más atractiva e interesante, en todos los aspectos, que la urbe angelopolitana ». Leandro J. CAÑIZARES, *in* Juan Bautista IGUÍNIZ, *Guadalajara a través de los tiempos, op. cit.,* p. 153.

reste stable durant les deux premières décennies du XXe siècle, à la différence de la ville de Guadalajara, dont la population passe de 100 000 habitants en 1900 à 143 000 en 1921[276]. Ces différentes évolutions démographiques consacrent Guadalajara comme « seconde ville » du pays à partir des années 1880, statut que la ville compte bien défendre et mettre en avant, à la fois comme un argument d'attraction économique, d'influence politique, mais également touristique. Ainsi, c'est dans la *Guía de viajeros* de Villa Gordoa publiée en 1888, qu'apparaît sans doute pour la première fois cette expression de « seconde ville du pays » pour désigner la capitale *tapatía*[277].

**Figure 13 - Les quatre premières villes du Mexique (1855-1921)[278]**

| Année | Mexico | Guadalajara | Puebla | Monterrey |
|---|---|---|---|---|
| **1855** | 200 000 | 70 000 | 70 000 | 21 000 |
| **1862** | 210 000 | 73 000 | 74 000 | - |
| **1877** | 230 000 | 65 000 | 65 000 | 28 000 |
| **1884** | 300 000 | 80 000 | 75 000 | 35 000 |
| **1900** | 344 000 | 101 000 | 94 000 | 62 000 |
| **1910** | 471 000 | 120 000 | 96 000 | 79 000 |
| **1921** | 615 000 | 143 000 | 96 000 | 88 000 |

Source : Richard MORSE, *op. cit.,* p. 174-175.

Beaucoup moins peuplé que le Mexique, le Pérou[279] est également moins urbanisé, avec des villes de plus petite taille. Au début du XXe siècle la seule ville péruvienne qui compte plus de 50 000 habitants est la capitale Lima, avec un total de 130 000 habitants en 1903, auxquels s'ajoutent les 33 000 habitants du port du Callao, qui forme une vaste zone urbaine avec Lima[280]. Loin derrière la capitale du pays, la

[276] Chiffres tirés de Richard MORSE, *op. cit.,* p. 174.

[277] José VILLA GORDOA, *Guía y Album de Guadalajara para los viajeros,* Guadalajara, Tipografía, Litografía y Encuadernación de José M. Iguíniz, 1888.

[278] En rouge, le moment où Guadalajara devient officiellement la seconde ville du Mexique.

[279] Nous renvoyons le lecteur aux chiffres énoncés dans l'introduction générale de notre étude.

[280] Richard MORSE, *op. cit.,* p. 200.

seconde ville est Arequipa, qui compte 35 000 habitants en 1908. Les autres villes importantes du pays telles que le Cuzco ou Trujillo ne dépassent pas les 20 000 habitants, ce qui en fait des centres urbains relativement modestes, en comparaison des villes secondaires mexicaines.

Richard Morse[281] explique que, à l'exception des villes du Callao et de Chiclayo dans le nord du pays qui connaissent un rythme de développement particulièrement important dans les années 1870, le patron colonial de peuplement urbain s'est globalement maintenu. Notons toutefois le déclin des villes du Cuzco et d'Ayacucho, qui perdent respectivement 1,3 % et 5,1 % de leur population en 1876.

Bien qu'incomplet, le tableau ci-dessous rend compte de ces importants décrochages démographiques, qui ont beaucoup fragilisé la structure urbaine du Pérou à la fin du XIXe siècle.

**Figure 14 - Les quatre premières villes du Pérou (1862-1920)[282]**

| Année | Lima | Cuzco | Arequipa | Trujillo |
|---|---|---|---|---|
| **1862** | 89 000 | 24 000 | 22 000 | 8 000 |
| **1876** | 100 000 | 20 000 | 29 000 | 8000 |
| **1891** | 104 000 | - | - | - |
| **1903** | 130 000 | - | - | - |
| **1908** | 155 000 | - | - | - |
| **1920** | 203 000 | 33 000 | 44 000[283] | 22 000 |

Source : Richard MORSE, *op. cit.* p. 200

Le Cuzco, par exemple, connaît une diminution importante de sa population, avant de récupérer un certain poids démographique en 1920. La ville d'Arequipa, quant à elle, bien que beaucoup moins peuplée que Guadalajara, connaît une croissance proportionnellement plus importante, équivalente à celle de Lima, alors que celle de Guadalajara reste bien inférieure à la croissance de Mexico. Pour autant,

[281] *Id.,* p. 203.

[282] En rouge, le moment où Arequipa devient officiellement la seconde ville du pays.

[283] Chiffre pour 1917.

le décalage démographique entre Guadalajara et Arequipa est bien réel et doit être pris en compte au moment de penser la place de « ville seconde » qu'elles occupent dans leurs pays respectifs à partir de la fin du XIXe siècle.

En dépit de ce décalage, Guadalajara et Arequipa mettent en place des stratégies discursives tout à fait comparables, afin de défendre ce statut de seconde ville du pays. Une telle position implique une série d'ambitions culturelles et politiques, soutenues par un discours identitaire bien spécifique dont la presse se fait le meilleur écho, voire bien souvent l'initiateur.

À Arequipa, le recours à cette expression de « seconde ville du pays » est récurrent, dans des articles qui évoquent directement cette ambition d'être reconnu comme un pôle urbain et politique important de la nation, juste derrière Lima. En juin 1891, la revue *El Album* consacre un numéro spécial à rappeler les grandes étapes de l'histoire locale depuis la fondation d'Arequipa, avec le prétexte que

> « Il est d'intérêt pour les enfants d'Arequipa comme pour l'histoire nationale de faire le vrai au sujet de la fondation de cette ville, berceau de tant d'hommes illustres et ville qui, du fait de son importance et de la puissante influence qu'elle exerce dans les destins du Pérou, mérite sa place juste après la capitale, et peut-être la première place pour beaucoup d'autres raisons[284] ».

Ici, le statut de « seconde ville » du Pérou attribué à Arequipa se voit justifié par la participation historique de la ville aux destins de la nation. On voit se dessiner ici à demi-mot un argumentaire repris régulièrement jusqu'en 1931, selon lequel Arequipa serait, plus que Lima, le berceau de la péruvianité[285]. Autre exemple : le 8 janvier 1903, *La Bolsa* publie la longue communication d'un correspondant – non identifié – qui propose une description de la ville d'Arequipa, de son architecture, de son climat, de sa vie culturelle et artistique, etc., communication qui s'ouvre par ces mots : « Arequipa, la deuxième ville du Pérou, a beaucoup de points d'une importance exceptionnelle »[286].

---

[284] « Asunto de interés para los hijos de Arequipa y para la historia nacional es el de averiguar lo cierto a cerca de la fundación de esta ciudad, cuna de tantos hombres ilustres, y a la que, por su importancia y poderoso influjo en los destinos del Peru, corresponde lugar después de la capital, y el primero tal vez por otros muchos motivos [...] ». *El Álbum,* Arequipa, Juin 1891, n°5, Année 1, « Fundación de Arequipa ».

[285] *Clarín,* Arequipa, 17 janvier 1931, « El pronunciamiento de Arequipa y la peruanidad ».

[286] « Arequipa, la segunda ciudad del Perú, tiene muchos puntos de importancia excepcional ». *La Bolsa,* Arequipa, 8 janvier 1903, p. 2-3, « Arequipa (vista de paso) ».

À partir des années 1920 apparaît pour la première fois l'expression « seconde capitale », dans le journal *El Pueblo* qui, à l'occasion de la commémoration de l'indépendance nationale le 28 juillet 1920, publie un article de l'historien aréquipénien José A. Mendoza del Solar[287] intitulé de façon explicite « *Arequipa, la segunda capital del Perú* ». Initialement publié dans le *Boletín de la Unión Panamericana,* à Washington, cet article retrace l'histoire de la ville depuis la période préhispanique, en insistant sur la qualité du climat et du sol *arequipeños,* de même que sur la nécessité d'exploiter de façon plus importante les exceptionnelles ressources naturelles de la région. Cette substitution du terme « seconde ville » par celui de « deuxième capitale » recouvre un sens symbolique tout particulier et correspond à un renforcement du régionalisme *arequipeño*[288].

À Guadalajara, le recours à cette expression de « seconde capitale » est beaucoup plus précoce. En 1881, le journal *Las Clases Productoras* publie un long article à la gloire du développement ferroviaire et explique que la capitale *tapatía,* en tant que « seconde capitale », ne saurait rester en marge de cet enthousiasme modernisateur, auquel il est de son devoir de participer[289]. Le statut de « seconde capitale » implique donc une participation active au mouvement modernisateur du pays.

Cette position de « seconde capitale » joue aussi un rôle dans le regard que portent les visiteurs étrangers sur la ville. En 1888, *La Bandera de Jalisco* publie le compte-rendu de la visite d'un certain Mr. E.H. Talbott à Guadalajara, visiteur qui aurait affirmé que « Guadalajara mérite, à n'en pas douter, le titre de seconde capitale du Mexique », du fait de la qualité de ses aménagements publics et de la beauté de son architecture[290].

La notion de « seconde capitale » renvoie à une hiérarchisation des centres urbains dans laquelle la « *Perla del Occidente* » occuperait une place privilégiée, hiérarchie mise en avant dans un discours *tapatío* teinté de chauvinisme, mais

---

[287] José A. Mendoza del Solar est notamment l'auteur d'un ouvrage sur *La evolución social y política en el antiguo Perú,* publié en 1920 à Lima, Tip. Cáceres.

[288] Ce renforcement du régionalisme fera l'objet d'une analyse détaillée dans le sixième chapitre de notre étude.

[289] *Las Clases Productoras,* Guadalajara, « Editorial », 7 janvier 1881, p. 1, « La cuestión del día ».

[290] *La Bandera de Jalisco,* Guadalajara, 25 janvier 1888, p. 2, « Reportazgo- Mr. E.H. Talbott en Guadalajara ».

également reconnue par le reste du pays. Ainsi, le 29 octobre 1904, le journal *La Patria,* édité à Mexico, publie ces lignes élogieuses :

> « Guadalajara, la belle Sultane de l'Occident, montre à l'observateur qu'on ne l'appelle pas en vain la seconde capitale de la République, parce qu'en termes d'élégance et de beauté des édifices publics et privés, cette ville dépasse toutes les autres, à l'exception de Mexico […][291] ».

Validé de multiples façons, que ce soit par la presse de la capitale, par les visiteurs étrangers ou par les autres villes du pays, ce statut de « deuxième capitale » ne repose pas uniquement sur une hiérarchie démographique des centres urbains nationaux. Il fait écho surtout à l'important développement urbain et à la modernisation de Guadalajara et d'Arequipa à la fin du XIXe siècle.

### *Une expansion urbaine sans précédent*

À Guadalajara comme à Arequipa, l'organisation rectiligne du tracé urbain et l'architecture d'ensemble organisée dans le prolongement de la place centrale, conservent à bien des égards l'identité coloniale des deux villes[292]. En 1893, le *jalisciense* Manuel Caballero nous dit ainsi de Guadalajara, non sans une certaine nostalgie :

> « Tirée au cordeau sur pratiquement toute l'étendue de son très vaste centre, elle présente aux yeux du voyageur qui s'en approche le plus charmant des panoramas, avec les bosquets de ses jardins, les coupoles de ses temples et les arrogantes aiguilles de ses clochers. Ses maisons pimpantes sont, dans leur majeure partie, d'un seul étage, mais elles imposent dans l'architecture locale une grâce, un bon goût et une symétrie tels qu'ils compensent largement la faible hauteur des édifices. Cependant, tout le cœur de la ville se compose de maisons à deux ou trois étages. Et plaise à Dieu que de telles structures ne s'étendent pas trop parce que les maisons basses sont précisément le plus grand charme de la ville[293] ».

---

[291] « Guadalajara, la hermosa Sultana de Occidente, muestra al observador que no en balde se le llama la segunda capital de la República, porque en elegancia y hermosura de edificios públicos y privados, supera aquella ciudad a cualquier otra, con excepción de México […] ». .*La Patria,* Ciudad de Mexico, 29 octobre 1904, p. 1, « Jalisco ».

[292] Eduardo LÓPEZ MORENO, *La cuadrícula en el desarrollo de la ciudad hispanoamericana, Guadalajara, México: estudio de la evolución morfológica de la traza a partir de la ciudad fundacional,* Guadalajara, Editorial Universidad de Guadalajara, 1992.

[293] « Tirada a cordel, casi en la mayor parte de su extensísimo caserío, presenta a los ojos del viajero, que a ella se aproxima, el más encantador de los panoramas, con las arboledas de sus jardines, las

Aisément observable sur un plan, la structure coloniale quadrangulaire de la ville se voit prolongée, à partir des années 1890 principalement, par plusieurs quartiers modernes, fondés et habités essentiellement pas de riches commerçants français, allemands ou encore nord-américains. De 1898 à 1908 se construisent ainsi onze nouvelles « *colonias* » autour du centre historique de Guadalajara, parmi lesquelles la *colonia francesa* et la *colonia americana,* construites à l'ouest du centre-ville, ainsi que la *colonia moderna,* vers le sud[294].

> « A la fin du siècle dernier ont commencé à surgir les premières colonies modernes sur le côté ouest de la ville. Au nom du « progrès et de la modernité », et sûrement en raison de la saturation à laquelle était arrivé le centre, quelques entrepreneurs nationaux et étrangers investirent dans la construction de nouveaux quartiers. Ces nouvelles formes d'organisation socio-spatiales se convertirent en éléments qualitatifs inducteurs de changements novateurs, entre autres l'urbanisation (en ce qui concerne la forme et la dimension des pâtés de maison), qui se fit sur la base de patrons de lotissements novateurs, et la substitution du modèle d'habitat jusqu'alors hégémonique, pour un modèle européanisé et nord-américain[295]. »

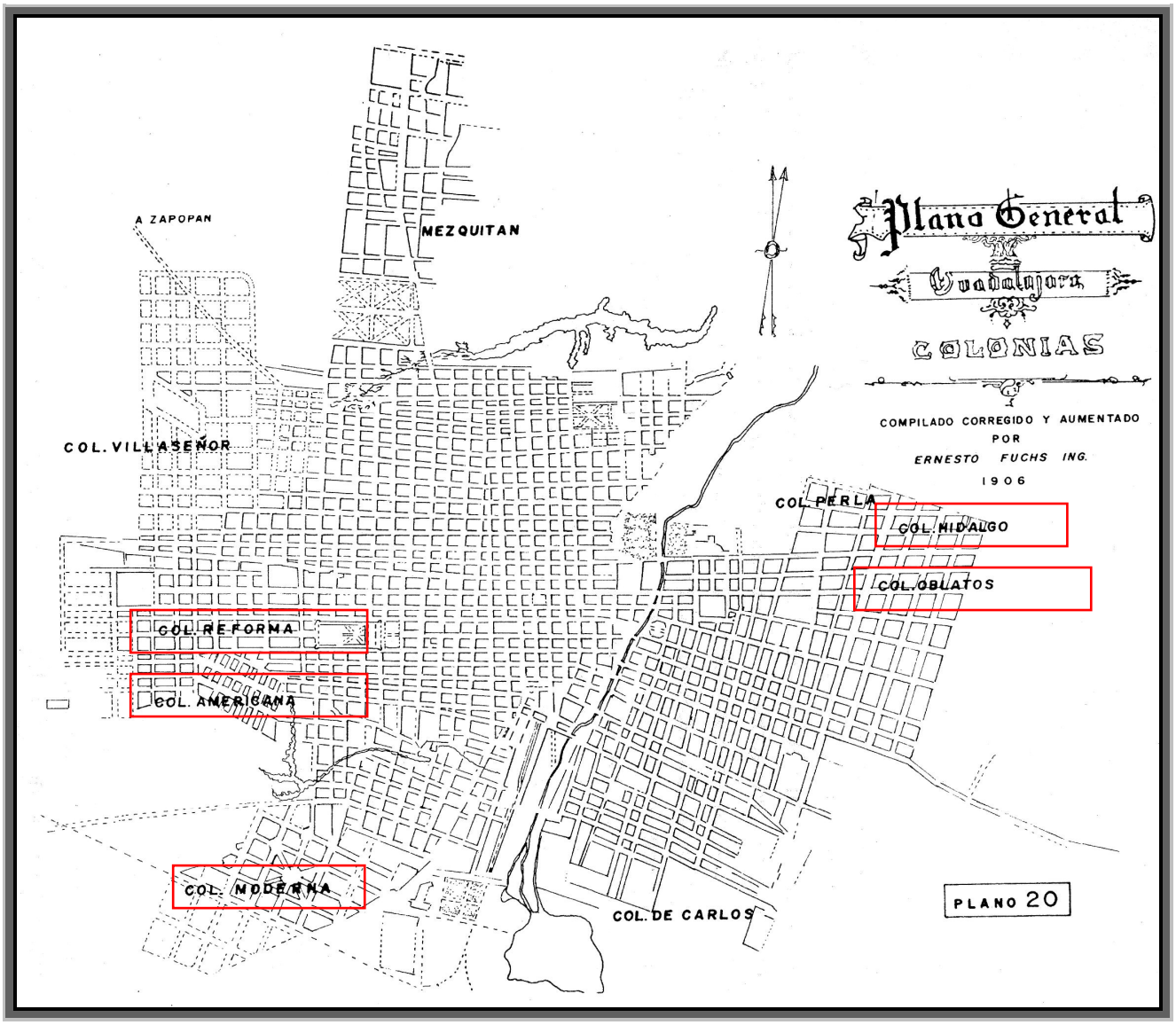
---

cúpulas de sus templos y las atrevidas agujas de sus campanarios. Sus risueñas casas son, en su mayor parte, de un sólo piso ; pero dominan en la arquitectura local una gracia, un buen gusto y una simetría tales que compensan de sobra la poca altura de los edificios. Sin embargo, todo el corazón de la ciudad se compone de casas de dos y tres pisos. Y quiera Dios que no se extiendan mucho semejantes estructuras porque las casas bajas son precisamente el mayor atractivo de la ciudad ». Juan Bautista IGUÍNIZ, *Guadalajara a través de los tiempos…, op. cit.,* p. 101-102. Iguíniz précise en note de bas de page, au sujet de ce commentaire de Manuel Caballero, que les « craintes de l'auteur se réalisent à toute vitesse, de nombreuses anciennes résidences ayant été détruites pour laisser place à des gratte-ciels de style moderne ». Dans l'ouvrage de Beatriz NUÑEZ MIRANDA, *Guadalajara, una visión del siglo XX,* Guadalajara, El Colegio de Jalisco, Ayuntamiento de Guadalajara, 1999, l'auteur explique de la même façon qu'au tout début du XXe siècle, « l'essor économique et le développement capitaliste de la ville se reflétaient dans les constructions de trois étages et plus » (« *el auge económico y el desarrollo capitalista de la ciudad se reflejaban en las construcciones de tres y más pisos* »), p. 44. L'ensemble architectural décrit par les voyageurs des années 1880 et 1890 à Guadalajara est donc l'héritage d'une époque en train de disparaître, au moment où ils écrivent ces témoignages.

[294] Pour une description détaillée de ces *colonias* et de leur organisation urbaine, voir Beatriz NUÑEZ MIRANDA, *id.,* p. 48-55. Voir également les pages 192 à 200 de l'ouvrage coordonné par Jaime OLVEDA, Agueda JIMÉNEZ PELAYO, Beatriz NÚÑEZ MIRANDA, *El crecimiento urbano de Guadalajara,* CONACYT, Ayuntamiento de Guadalajara, El Colegio de Jalisco, Guadalajara, 1995. Dans ces pages nous sont décrites successivement les « *colonias* » américaine, française, Reforma, Moderna et Hidalgo.

[295] « A finales del siglo pasado empezaron a surgir las primeras colonias modernas en el lado poniente de la ciudad. En nombre del 'progreso y la modernidad', y seguramente por la saturación a que había llegado el centro, algunos empresarios nacionales y extranjeros invirtieron en la construcción de nuevos fraccionamientos. Estas nuevas formas de organización socio-espacial se convirtieron en elementos cualitativos inductores de novedosos cambios, entre ellos, la urbanización (en lo que respecta a la conformación y dimensión de las manzanas), que se hizo con base en los novedosos patrones de lotificación, y la sustitución del modelo hasta entonces hegemónico de vivienda, por otro europeizante y norteamericano ». Jaime OLVEDA, Agueda JIMÉNEZ PELAYO, Beatriz NÚÑEZ MIRANDA, *id.,* p. 188.

**Figure 15 - L'extension urbaine de Guadalajara, 1906[296]**




Source : J. OLVEDA, A. JIMÉNEZ PELAYO, B. NÚÑEZ MIRANDA, *op. cit.*

[296] Les nouvelles *« colonias »* sont celles encadrées en rouge sur le plan.

**Figure 16 - La *Colonia Reforma* à la fin du XIXe siècle**

Bien que plus petite que Guadalajara, la ville d'Arequipa s'articule néanmoins sur la base d'un même tracé colonial et conserve aujourd'hui encore cette physionomie si particulière que lui donne l'usage du fameux « *sillar* » dans les constructions des édifices coloniaux situés dans le cœur historique de la ville[297]. Arequipa connaît dès la fin du XIXe siècle une croissance importante, notamment du quartier de Miraflores, situé au nord-est du centre historique. L'importante augmentation de la population locale dans les années 1890 impose alors un effort de planification urbaine de la part des autorités locales. L'historien Ramón Gutiérrez cite ainsi les propos de Federico Tester, maire de la ville en 1899, qui constate que

> « […] l'augmentation de la population a entraîné la construction de nouveaux édifices dans les quartiers extérieurs, et afin que ceux-ci, et ceux qui plus tard se feront, ne se réalisent pas d'une manière incohérente, il a été décidé que se forme un plan ampliatif de la ville qui donnerait aux nouvelles rues une largeur de vingt mètres[298] ».

Le quartier de Yanahuara, qui surplombe la ville, accueille ainsi un nombre croissant de nouvelles demeures, pour la plupart opulentes et construites sur des modèles architecturaux européens. La mode du « chalet » s'y impose néanmoins plus tardivement qu'à Guadalajara puisqu'il faut attendre la deuxième moitié des années 1910 pour en voir les premières constructions[299].

En dépit de la volonté officielle d'améliorer l'urbanisation locale, ce n'est qu'en 1902 que l'expansion d'Arequipa se voit réellement planifiée, avec la réalisation d'un plan d'urbanisation prenant en compte l'élargissement des avenues, des places et la rationalisation du tracé urbain des quartiers en construction :

> « Nous pensons qu'il s'agit là d'un point essentiel de l'histoire urbaine d'Arequipa, quand existe une conscience de ce que la ville peut être planifiée et organisée, et que cela doit se faire à partir d'instruments techniques basiques

---

[297] Sur le sujet, voir les travaux de José GUZMÁN HIDALGO, *Arequipa, ciudad en sillar,* Arequipa, Cuzzi Impresiones, 1977, et de Fernando BELAÚNDE TERRY, *Arequipa : sillar y arquitectura,* Arequipa, Banco de la Vivienda del Perú, Oficina regional de Arequipa, 1985.

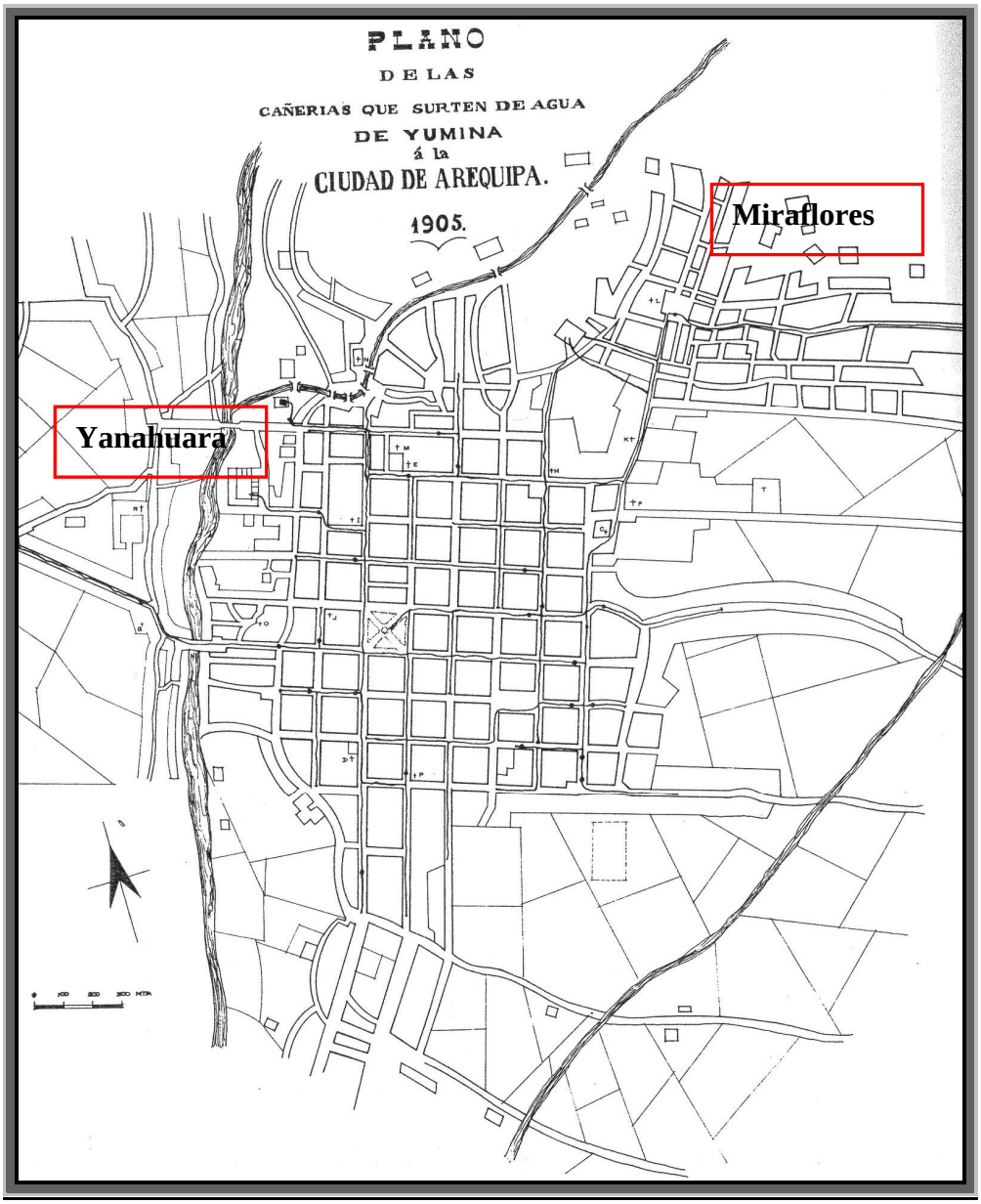
[298] « […] el aumento de la población ha traído consigo la construcción de nuevos edificios en los barrios externos y, a fin de que ellos, y los que en adelante se hagan no se realicen de una manera incoherente se ha resuelto que se forme un plano ampliatorio de la ciudad dando a las nuevas calles el ancho de veinte metros ». Federico TESTER, *Memoria de la Administración local de Arequipa presentada al Honorable Concejo Provincial por el Alcalde,* Imprenta La Bolsa, Arequipa, 1899, *in* Ramón GUTIÉRREZ, *Evolución histórica urbana de Arequipa, 1540-1990,* Lima, Epígrafe Editores, 1992, p. 180.

[299] Ramón GUTIÉRREZ, *op. cit.,* p. 206 : « Es evidente que desde 1916 la tipología del chalet como unidad habitacional prestigiada ha tenido gran aceptación en el suburbio de Arequipa ».

tels qu'un 'plan régulateur', bien que soient discutables les options et les priorités de cette croissance[300] ».

L'ensemble des mesures modernisatrices qui accompagnent cette expansion urbaine des deux villes à partir des années 1880 répondent donc à la nécessité de s'adapter à cette importante croissance démographique.

**Figure 17 - L'extension urbaine d'Arequipa, 1905**




Source : Ramón GUTIERREZ, *op. cit.*, p. 166

[300] « Creemos que éste es un punto clave de la historia urbana de Arequipa, cuando existe conciencia de que la ciudad puede ser planificada y organizada, que ello debe hacerse sobre instrumentos técnicos básicos como el 'plan regulador' aunque sean discutibles las opciones y prioridades de este crecimiento ». Ramón GUTIÉRREZ, *op. cit.*, p. 183.

***Le centre-ville dans les années 1880 : vitrine de la modernité***

Développée sur le tracé urbain colonial, la ville moderne telle qu'elle se présente dans les années 1880 s'articule autour d'un premier élément architectural que l'on retrouve dans toutes les villes de fondation hispanique, à savoir la place centrale, généralement appelée « *Plaza de Armas* », qu'encadrent des « *portales* », ces arcades qui abritent les principaux commerces et lieux de sociabilité de la ville.

Considérée par les contemporains de l'époque comme la « salle de réception de la ville »[301], la Plaza de Armas de Guadalajara accueille régulièrement les sérénades de la fanfare militaire de la Gendarmerie de l'Etat. C'est un lieu de rencontres et de socialisation pour les classes aisées, le cœur vibrant de la ville, bordé d'un côté par le Palacio de Gobierno, de l'autre par la cathédrale. Pour cette raison, la Plaza de Armas a fait l'objet de soins tout particuliers de la part de l'administration locale, qui y installe quelques bancs[302], puis un éclairage électrique en 1885. Durant le bref gouvernement de Ramón Corona (1887-1889), la place est entièrement remodelée et accueille pour la première fois un kiosque en son centre. À l'occasion du centenaire de l'Indépendance nationale en 1910, ce premier kiosque est remplacé par un autre, fabriqué à Paris, kiosque qui orne encore aujourd'hui la Plaza de Armas de Guadalajara.

---

[301] José LÓPEZ-PORTILLO Y WEBER, *in* Juan Bautista IGUÍNIZ, *Guadalajara a través de los tiempos…, op. cit.,* p. 173.

[302] Ce premier aménagement a lieu sous le gouvernement d'Ignacio Vallarta, 1871-1876.

**Figure 18 - La Plaza de Armas de Guadalajara, en 1907**[303]

Sur un côté de la place s'élève le monument qui constitue, encore aujourd'hui, le symbole de la ville de Guadalajara, à savoir la cathédrale. Dans son « guide informel de Guadalajara », le *tapatío* Guillermo García Oropeza explique en effet que

> « les deux tours, unies par l'arc et l'horloge, sont la ville, sont Guadalajara […] parce que la cathédrale a été choisie par les *tapatíos* comme sa quintessence et son symbole. Plus que les armes données à cette ville loyale par don Carlos […] avec ses lions, son *morrión* et sa croix de Jérusalem, le véritable écu de la ville est le profil des tours de la cathédrale[304] ».

Pour autant, le monument fait depuis toujours l'objet de commentaires mitigés, entre ceux qui saluent la beauté de l'édifice[305] et ceux qui le trouvent tout simplement laid[306].

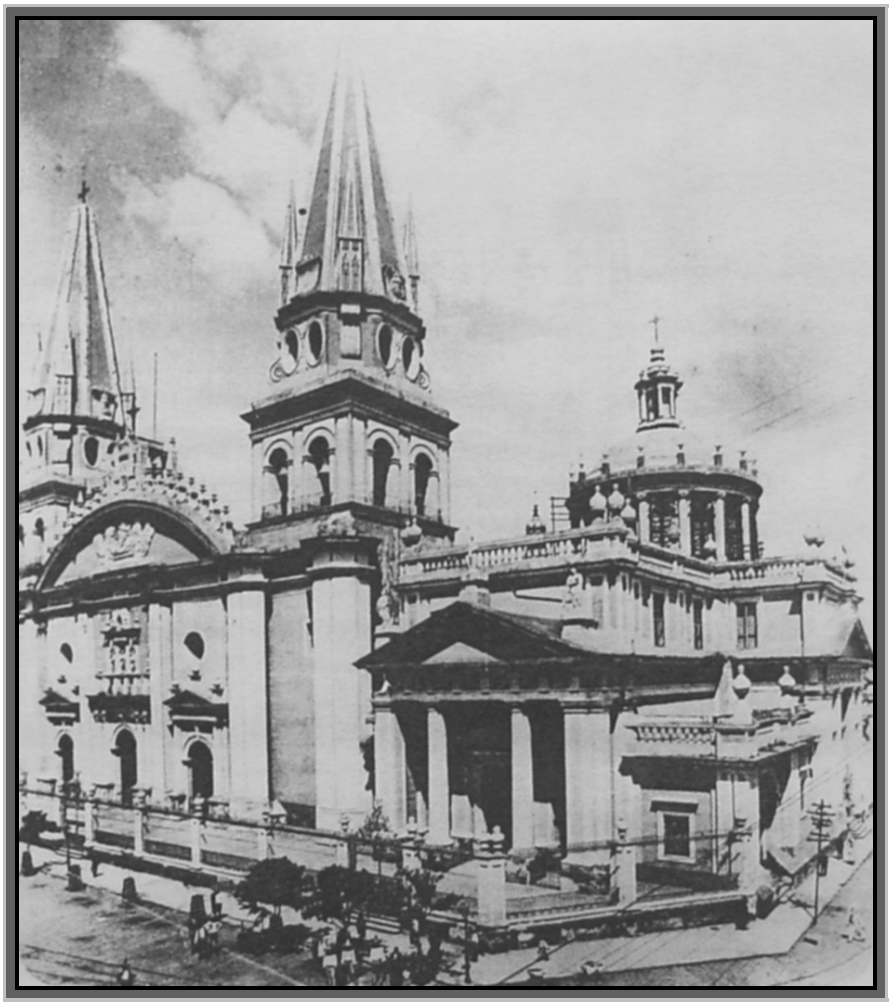
---

[303] On observe sur la gauche, le kiosque, et dans le fond le Palacio de Gobierno.

[304] « Las dos torres, unidas por el arco y el reloj, son la ciudad, son Guadalajara […] porque la catedral ha sido escogida por los tapatíos como su quintaesencia y símbolo. Más que las armas dadas a la leal ciudad por don Carlos […] con sus leones, morrión y cruz de Jerusalén, el verdadero escudo de la ciudad es el perfil de las torres catedralicias ». Guillermo GARCÍA OROPEZA, *Guía informal de Guadalajara,* México, Ed. Cosmos, 1978, p. 20.

[305] Voir par exemple le témoignage de S. Adalberto de Cardona, *in* Juan Bautista IGUINIZ, *Guadalajara a través de los tiempos…, op. cit.* : « Si Guadalajara n'avait rien d'autre pour attirer le voyageur et l'amoureux du Beau, il suffirait de sa grande Basilique pour le récompenser largement des désagréments et de la fatigue d'une longue pérégrination ». (« *Si Guadalajara no tuviera otra cosa con*

**Figure 19 - La cathédrale de Guadalajara à la fin du XIXe siècle**



On retrouve ce même symbolisme de la cathédrale et de la place centrale à Arequipa : cœur social de la ville, la Plaza de Armas de la capitale *mistiana* est aussi le décor privilégié des principales manifestations politiques locales et autres discours

*que atraerse al viajero y amante de lo bello, bastaría tan sólo con su gran Basílica para recompensarle con usura las molestias y fatigas de una larga peregrinación* »), p. 144-148.

[306] Dans le même ouvrage, voir le texte de Silvester Baxter, rédigé en 1901 : « La Cathédrale est si mauvaise qu'elle ne mérite pas d'avoir une place dans cet ouvrage. C'est un édifice très grand et peut-être qu'il eut quelque chose de recommandable avant sa reconstruction, faite après le grande tremblement de terre du 31 mai 1818, qui détruisit les tours, lesquelles furent substituées par les actuelles, abominations pointues. Avec ses proportions fondamentalement mauvaises, cependant, la Cathédrale n'a jamais pu être ne serait-ce que discrète, bien qu'elle date d'une période à laquelle se faisaient de bons ouvrages au Mexique […] ». *Version originale de la citation :* « La Catedral es tan mala que no merece ocupar lugar en esta obra. Es un edificio muy grande y tal vez tuvo algo recomendable antes de su reconstrucción, hecha después del gran temblor del 31 de mayo de 1818 que destruyó las torres, las cuales se sustituyeron por las actuales, puntiagudas abominaciones. Con sus proporciones fundamentalmente malas, sin embargo, la catedral nunca pudo ser ni discreta siquiera, aunque data de un período en que se hacían obras buenas en México […] », p. 182.

qui ont marqué l'histoire arequipénienne[307]. La place connaît une série d'aménagements dans les années 1860, avant que n'éclate le conflit contre le Chili. Ainsi, au début de l'année 1870, le journal *La Bolsa* manifeste à plusieurs reprises l'impatience de l'ensemble de la population face à la lenteur des travaux d'aménagement[308].

Dans cet ensemble la cathédrale constitue, comme pour Guadalajara, la pièce maîtresse, non seulement du fait de son imposante stature, qui domine le paysage urbain du centre de la ville, mais aussi, et surtout, du fait de son histoire, si représentative des nombreuses difficultés traversées par la ville au cours des siècles. La cathédrale d'Arequipa a en effet été endommagée à de nombreuses reprises par les violents séismes qui affectent régulièrement la cité andine, notamment en 1868 lors du terrible tremblement de terre qui détruit presque entièrement l'édifice[309]. La cathédrale est alors reconstruite, telle qu'on la voit aujourd'hui[310].

---

[307] On peut par exemple citer les multiples discours déclamés par Francisco Mostajo depuis les marches de la cathédrale, discours qui réunissaient toujours une vaste foule. Voir la photo en annexe.

[308] *La Bolsa,* Arequipa, 1er janvier 1870, « Ultimo plazo », p. 2 : « Le chef des travaux de la Plaza de Armas s'est engagé solennellement à respecter sa remise, comme délai ultime et non négociable, le 31 décembre 1870. Nos lecteurs diront que le délai n'est pas si court, mais ils se consoleront au moins avec l'espoir que ce jour doit arriver, et que nous aurons enfin le plaisir de voir achevé cet interminable ouvrage ». *Version originale de la citation :* « El contratista de la obra de la Plaza de armas se ha comprometido solemnemente a verificar su entrega, como último e improrrogable término, al 31 de diciembre de 1870. Dirán nuestros lectores que el plazo no es tan corto que digamos, pero se consolarán al menos con la esperanza de que ha de llegar *ese día*, y que al fin tendremos el gusto de ver acabada esa *interminable* obra ».

[309] Le tremblement de terre survenu le 13 octobre 1868 est probablement celui qui a le plus marqué les esprits, du fait des importantes destructions qu'il a engendrées. Ayant notamment détruit les tours de la Cathédrale, de même qu'une partie de l'entrée principale et des autels, le tremblement de terre de 1868 est commémoré chaque année par la population aréquipénienne : *La Bolsa,* Arequipa, « Crónica », 12 août 1882, p. 1, « 13 de agosto » : « Le 13 août 1868 sera toujours une date mémorable pour les habitants d'Arequipa. Quelques minutes suffirent pour que les beaux et solides édifices de pierre soient mis à terre par l'impulsion destructrice de l'horrible catastrophe. Ce qui s'est passé durant cette funeste après-midi du 13 août ne peut être décrit. Le séisme qui secoua brutalement la terre, les murs et les temples qui s'effondrèrent dans un crépitement sourd, faisant de précieuses victimes, la terreur et la peur qui s'emparèrent des hommes et des femmes qui couraient dans toutes les directions en implorant à grands cris la miséricorde du Seigneur, l'obscurité, occasionnée par la chute des édifices, qui s'étendit sur la ville comme un linceul, les pleurs, la confusion et le sentiment d'impuissance qui régnèrent partout dans la ville, transformée en ruines, tout, tout au cours de cette sombre après-midi, fit croire pour un instant à l'esprit déboussolé, qu'étaient venus les temps apocalyptiques. […] Cependant, comme le Fénix de la fable, Arequipa se relève plus belle et plus forte de ses propres ruines, se rendant digne de sa traditionnelle renommée. Que le ciel ait pitié de ce peuple et, avec sa protection, lui concède l'avenir heureux qu'il mérite par ses indiscutables vertus, comme peuple croyant et républicain ! ». *Version originale de la citation :* « El 13 de agosto de 1868, será siempre una fecha de memorable recuerdo para los habitantes de Arequipa. Pocos minutos bastaron para que los hermosos y sólidos edificios de piedra, vinieran al suelo al impulso destructor de horrenda catástrofe. Lo que pasó en aquella tarde funesta del 13 de agosto, no se puede describir. El terremoto que sacudió bruscamente la tierra y los muros y templos que cayeron con sordo estrépito haciendo preciosas victimas, el terror y el espanto que se apoderaron de hombres y mujeres que corrían en todas direcciones implorando a gritos

**Figure 20 - La cathédrale d'Arequipa en 1925[311]**

Ornée d'un côté par la cathédrale, la Plaza de Armas d'Arequipa est également encadrée par des « *portales* », qui connaissent une première série d'aménagements dans les années 1870. Ces aménagements sont interrompus par le conflit avec le Chili et finalement achevés en 1884. Une série de travaux menés dans la ville par Eduardo López de Romaña[312] dans les années 1890 conduit à la construction d'un deuxième étage de ces « *portales* ».

---

la misericordia del Señor, la oscuridad, ocasionada por la caída de los edificios, que se extendió sobre la ciudad como un manto funeral, el llanto, el desconcierto y el desamparo que reinó por doquiera de la ciudad, convertida en escombros, todo, todo en aquella tarde sombría, hizo creer por un momento, al espíritu sobrecogido ; que habían llegado los momentos apocalípticos. [...] No obstante, como el Fénix de la fábula, Arequipa se levanta más bella y más fuerte de sus propias ruinas, haciéndose digna de su tradicional renombre. Que el cielo se apiade de este pueblo y, con su protección, le conceda el venturoso porvenir que merece por sus indisputables virtudes, como pueblo creyente y republicano! ».

310 À l'exception des tours, définitivement reconstruites en 2002, après un nouvel effondrement lors du tremblement de terre de 2001.

311 La fontaine observable en premier plan n'est construite qu'après 1910, de même que les jardins qui l'entourent.

312 Maire d'Arequipa en 1897 avant d'accéder à la présidence de la République du Pérou en 1899, Eduardo López de Romaña est aussi un important ingénieur, auquel la ville d'Arequipa doit une série

**Figure 21 - Les « *portales* » d'Arequipa en 1880**[313]

Plus nombreux à Guadalajara (on en compte quatorze, au lieu de quatre pour Arequipa), les « *portales* » de la capitale *tapatía* sont eux aussi une véritable vitrine de la vie locale, et fascinent les visiteurs de l'époque :

> « Ces '*portales*' offrent […] dans la journée un spectacle des plus animés. C'est le lieu où les commerçants ont établi leurs magasins, ce qui leur donne un air de fête permanente. On trouve là les objets les plus divers. Près de la riche mercerie, on trouve des articles de luxe venus d'Europe, la vendeuse de fruits ouvrant son magasin, l'Indienne vendant la '*limonada*' […][314] ».

Les informations disponibles sur les arcades de la ville de Guadalajara sont nombreuses et détaillées, que ce soit dans des documents de l'époque (témoignages et autres descriptions plus ou moins formelles de la ville)[315] ou dans une bibliographie

---

d'aménagements importants, parmi lesquels la construction du « Puente Grau », qui relie le centre historique de la ville aux quartiers de Cayma et Yanahuara.

[313] En arrière plan se trouve l'Église de la Compañía, fondée à l'époque coloniale.

[314] Juan Bautista IGUÍNIZ, *Guadalajara a través de los tiempos…, op .cit.* p. 162-169.

[315] Voir notamment le chapitre consacré au Jalisco dans l'ouvrage compilé en 1895 par R. O'Farrill sous le titre de « Reseña histórica, estadística y comercial de México y sus estados, directorio general de la Republica ». Dans ce chapitre, deux pages sont consacrées à une description des différents magasins

plus récente[316]. La presse de l'époque nous renseigne également sur les travaux projetés puis réalisés au sujet des « *portales* » dans les années 1870-1880, travaux qui répondent à ce même souci de modernisation et d'amélioration de la ville[317]. On dispose malheureusement de beaucoup moins de documents sur les « *portales* » d'Arequipa à la fin du XIXe siècle, documents qui ne nous renseignent que partiellement sur les divers commerces qui s'y trouvaient[318].

Véritables vitrines de la modernité locale – au sens propre comme au sens figuré –, ces arcades sont le reflet des importantes modernisations alors mises en place à Guadalajara comme à Arequipa par les pouvoirs publics, principalement en ce qui concerne les transports, l'assainissement et le confort quotidien des habitants.

### *Modernisation et hygiénisme*

Parmi ces mesures, celles qui concernent l'évacuation des eaux usées et l'approvisionnement en eau potable sont probablement les plus importantes, en ce qu'elles représentent un véritable enjeu sanitaire pour des populations en augmentation croissante. Cette préoccupation est ainsi régulièrement exprimée par les journalistes de l'époque comme par les historiens.

> « Le grave problème de l'eau, rencontré depuis la fondation de la cité [de Guadalajara], était resté dans l'oubli tout au long de 42 années d'une insouciance résignée, jusqu'a ce que en 1887, le général Francisco Tolentino achète les prés et les sources de l'Agua Azul qui augmentèrent, par un système

---

installés sous les arcades à la fin du XIXe siècle. R. O'FARRILL, *Reseña histórica, estadística y comercial de México y sus estados, directorio general de la Republica, Guadalajara*, 1895.

316 Lina RENDÓN GARCÍA, *Capítulos de Historia de la Ciudad de Guadalajara…, op.cit.* Voir notamment les pages 350 à 352. Sur ces trois pages sont reproduits dans le détail les plans des « *portales »* de Abasolo, Guerrero, Mina, Allende, Morelos, Bravo, Matamoros, Aldama et Hidalgo (celui qui se trouve face à la Plaza de Armas). Pour un aperçu photographique de la vie quotidienne autour de ces « *portales* », voir les photos en annexe de cette thèse.

317 *Juan Panadero,* Guadalajara, « Gacetilla », 31 mai 1874, p. 6, « Son como el perro del hortelano, ni comen ni dejan comer ».

318 Les informations disponibles sur la fonction exercée par les « *portales »* d'Arequipa dans le quotidien de la société locale sont rares, pour ne pas dire inexistantes. Seul l'ouvrage de Ramón Gutierrez nous renseigne sur les différentes décisions municipales et sur les travaux d'aménagements qui ont conduit à la construction de ces arcades. Ramón GUTIERREZ, *op. cit.* L'historien dispose toutefois de quelques documents photographiques, qui permettent de se faire une idée des commerces qui se trouvaient sous ces « *portales ».* Voir en annexe de cette thèse.

> de pompes, à six millions de litres quotidiens le débit aquifère fourni à la population[319] ».

Malgré cette importante mesure, ce n'est qu'en 1893, avec l'arrivée au pouvoir du Général Luis C. Curiel (1846-1913) que semble réellement se résoudre le problème de l'approvisionnement en eau de Guadalajara : « l'urgence était notable, dans la mesure où la ville comptait déjà à cette époque 100 000 habitants »[320]. L'une des premières tâches réalisées par le Général Curiel en tant que gouverneur du Jalisco est ainsi l'organisation de travaux, financés par des emprunts réalisés auprès des États-Unis et qui aboutissent à la captation des sources d'eau des Colomos, grâce à un système de pompes et de canalisations. Il s'agit là d'une avancée sans précédent pour la ville de Guadalajara. Dans l'article ici cité, l'historien Keith Davies commente avec admiration :

> « L'effort véhément du Gouverneur Luis C. Curiel doit être mémorable pour la ville. À partir de son arrivée au Gouvernement et durant toute la durée de son administration, il s'est occupé de résoudre un problème né en même temps que la ville et qui a subsisté tout au long des trois siècles de la colonie et du premier de la vie indépendante[321] ».

Les archives de presse disponibles pour cette époque présentent néanmoins un tout autre point de vue sur la gestion de ce dernier : le 21 janvier 1896, le journal *El Continental* présente au contraire le gouverneur Curiel et sa gestion de l'Etat comme un frein certain au progrès et à la modernisation du Jalisco, dans des termes peu équivoques :

> « Ce n'est un secret pour personne que depuis une époque pas si lointaine, la situation de l'Etat du Jalisco est en train de devenir insupportable, courant à grands pas à une ruine complète. L'esprit progressiste de ses habitants rencontre aujourd'hui de formidables obstacles dans tout ce qui pourrait

---

[319] « El grave problema del agua, afrontado desde la fundación de la urbe, había quedado olvidado a lo largo de 42 años de resignada despreocupación, hasta que, en 1887, el general Francisco Tolentino compró los potreros y manantiales del Agua Azul, que aumentaron, por bombeo, a seis millones de litros diarios el caudal acuífero suministrado a la población ». Magdalena GONZÁLEZ CASILLAS, *Historia de la literatura jalisciense en el siglo XIX,* Guadalajara, 1987, p. 187.

[320] « La urgencia era notable, dado que la ciudad tenía ya en ese entonces 100 000 habitantes ».Keith A. DAVIES, « Tendencias demográficas durante el siglo XIX », *in* José María MURIA (coord.), *Lecturas históricas de Jalisco…, op. cit.* p. 198.

[321] « Memorable debe ser para la ciudad el vehemente anhelo del Gobernador Luis C. Curiel, quien a partir de su arribo al Gobierno y en todo el lapso de su administración, se preocupó por resolver un problema que nació junto con la ciudad y que subsistió a lo largo de los tres siglos de la colonia y el primero de vida independiente ». *Ibid.*

générer de grands éléments de richesse et constituer une ère de progrès. L'Industrie, le Commerce et l'Agriculture[322] se trouvent de telle sorte sujets aux maladroites et censurables lois issues de l'actuelle administration que leur développement complet est rendu impossible, occasionnant avec cela la plus effroyable misère parmi la classe déshéritée. Un État qui, comme le nôtre, compte de grands éléments qui, mis en pratique, feraient de lui le premier d'entre tous, devrait être digne d'un meilleur sort, représenté par une personne méritante qui s'intéresse véritablement au progrès et au bonheur de notre Entité Fédérative[323] ».

À compter de ce premier article violemment critique envers la gestion de Curiel, le Journal *El Continental* n'a de cesse de publier diatribes et dénonciations à l'encontre du gouverneur, considéré comme étant responsable du « gouvernement le plus impopulaire de la République »[324]. En 1906, le gouverneur Luis C. Curiel est finalement remplacé par Miguel Ahumada (1844-1917), dont l'excellente réputation lui vaut le soutien presque unanime de la population *tapatía* durant toute la durée de son mandat à la tête du Jalisco (1903-1911). Le nouveau gouverneur met en œuvre à son tour une série d'aménagements urbains modernisateurs, tels que le recouvrement de la rivière San Juan de Dios, considérée comme insalubre et source d'épidémies depuis déjà plusieurs décennies[325] :

---

[322] Les majuscules sont de l'auteur de l'article.

[323] « A nadie se oculta que desde no lejana época, la situación del Estado de Jalisco va siendo insoportable, marchando a grandes pasos a una completa ruina. El espíritu progresista de sus habitantes encuentra hoy formidables obstáculos en todo aquello que originaría grandes elementos de riqueza, constituyendo una era de progreso. La Industria, el Comercio y la Agricultura, se encuentran de tal manera sujetos a las torpes y censurables leyes emanadas de la actual administración que es imposible su completo desarrollo, ocasionando con esto la más espantosa miseria en la clase desheredada. Un Estado, pues que como el nuestro cuenta con grandes elementos que puestos en práctica le harían el primero entre todos, debiera ser digno de mejor suerte, siendo representado por ameritada persona que verdaderamente se interesara por el progreso y felicidad de esta nuestro Entidad Federativa [...] ». *El Continental,* Guadalajara, 21 juin 1896, p. 1, « El Gobierno de Jalisco es altamente inepto. El Sr. General Porfirio Díaz debe fijar su atención en los representantes de este Estado para impedir los continuos males de que adolece la Administración actual ».

[324] *El Continental,* Guadalajara, 23 août 1896, p. 1, « El Gobierno más impopular de la República es el de Jalisco » Nous reviendrons sur ces tensions politiques internes au Jalisco dans le troisième chapitre de notre étude.

[325] Voir notamment les notes de Fernando MARTINEZ REDING, *op. cit.,* p. 219: « C'est au successeur de Curiel, le Colonel Miguel Ahumada, que revient le mérite d'avoir initié le recouvrement de la rivière San Juan de Dios. Le tunnel de béton armé, technique alors très novatrice, eut une longitude de mille deux-cent quatre vingt mètres. Il commençait dans la rue Medrano et terminait dans la dite Alameda, aujourd'hui Parque Morelos. […] Grâce aux travaux mentionnés, la capitale *tapatía* a résolu les problèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement, avant la majorité des autres villes de la République ». *Version originale de la citation :* « Al sucesor de Curiel, el coronel Miguel Ahumada, corresponde el mérito de haber iniciado el embovamiento del río de San Juan de Dios. El túnel de cemento armado, técnica muy novedosa entonces, tuvo una longitud de un mil doscientos ochenta

> « Cela fait longtemps que l'on travaille au nettoyage de la vase et des matières en putréfaction du lit du fleuve San Juan de Dios, qui traverse cette ville. Actuellement les inconvénients dont nous parlons arrivent jusqu'au Mercado Libertad et on s'attend à ce que les travaux soient terminés dans peu de jours, travaux qui sont très intéressants pour l'hygiène publique[326] ».

C'est également au colonel Miguel Ahumada que les *tapatíos* doivent la multiplication des rues pavées, qui « donnent [aux] avenues un style européen »[327], de même que la mise en service du tramway électrique, dont les travaux débutent en 1905[328], puis finalement achevés en 1907[329]. C'est à cette même période que débutent

> « les importants travaux de reconstruction engagés dans le Palacio de Gobierno, ceux de décoration qui donneront à notre grand Colisée du Degollado un aspect moderniste, l'élégant kiosque de la place de la Constitution considéré comme le premier de la République et qui embellit tant l'aristocratique promenade ; l'attention spéciale qui a été consacrée à la Alameda et à Agua Azul, lieux auparavant considérés comme de véritables joyaux de leur beauté, et enfin une infinité de détails qu'il serait trop long d'énumérer »[330].

Les nombreux travaux entrepris à Guadalajara à la fin du XIXe siècle, destinés à la fois à embellir la ville et à la moderniser, expliquent que le gouvernement de Miguel Ahumada soit considéré par les *tapatíos* comme ayant permis à la ville d'entrer de

---

metros. Se iniciaba en la calle de Medrano y terminaba en la llamada Alameda, hoy Parque Morelos. […] Gracias a los trabajos mencionados, la capital tapatía resolvió los problemas de abastecimiento de agua y de alcantarillado, antes que la mayoría de las otras ciudades de la República ».

[326] *La Gaceta de Guadalajara,* Guadalajara, « Información general », 5 juin 1904, p. 8, « En el río de San Juan de Dios »: « Cela fait quelque temps que l'on travaille au nettoyage du limon et des matières en putréfaction du lit de la rivière San Juan de Dios, qui traverse cette ville. Actuellement l'ouvrage dont nous parlons arrivent jusqu'au marché Libertad, et l'on espère que d'ici quelques jours seront terminés ces travaux, qui sont très intéressants pour l'hygiène publique ». *Version originale de la citation :* « Hace tiempo que se viene trabajando en limpiar el cieno y materias putrefactas del cauce del río de San Juan de Dios, que atraviesa esta ciudad. Actualmente llega el desazone de que hablamos, hasta cerca del Mercado Libertad, y se espera que en pocos días estarán terminados esos trabajos, que son muy interesantes para la higiene pública ».

[327] *Iris Occidental,* Guadalajara, 29 septembre 1908, p. 1, « El Sr. Coronel Miguel Ahumada y su progresista labor administrativa ».

[328] *Jalisco Libre,* 2 janvier 1905, p. 1. Voir en annexe un cliché de l'époque pris lors de l'inauguration du tramway à Guadalajara, en 1907.

[329] Sur l'inauguration du Tramway électrique à Guadalajara, voir photo en annexe de cette thèse.

[330] « Las importantes obras de reconstrucción, emprendidas en el Palacio de Gobierno, las de decoración que darán a nuestro gran Coliseo del Degollado un aspecto modernista, el elegante kiosco de la plaza de la constitución, considerado como el primero de la República y que tanto embellece al aristocrático paseo ; la especial atención que se le ha dedicado a la Alameda y Agua Azul, lugares antes considerados como verdaderas joyas de su hermosura ; y por último una infinidad de detalles que sería prolijo enumerar ». *Iris Occidental, id.*

plain-pied dans la modernité et plus encore d'assumer une certaine image face au regard extérieur, et à celui des étrangers plus spécifiquement. Etudiée en détails dans le cadre de nos travaux sur la présence européenne à Guadalajara durant le Porfiriat[331], l'importance de ce regard extérieur comme moteur des aménagements menés dans l'espace local se vérifie également à Arequipa. L'historien Ramón Gutierrez cite ainsi les propos d'Octavio Muñoz Nadal, maire de la ville en 1908 : l'aménagement des places de la ville doit « comme il est naturel attirer l'attention en premier lieu des étrangers qui nous rendent visite pour mesurer notre état de progrès »[332]. L'argument se passe ici de commentaires et révèle sans détours cet attachement au « modèle de civilisation » incarné par l'Europe. Pour autant, et en dépit de cette ambition affichée de faire entrer le progrès et la modernité dans la ville d'Arequipa, l'entreprise modernisatrice envisagée par les autorités locales souffre d'importants retards, en raison du conflit qui oppose le pays au Chili jusqu'en 1884. Parmi de multiples exemples, alors que l'éclairage public est installé dans le centre-ville de Guadalajara en 1884, il faut attendre l'année 1897 pour que commencent les travaux d'installation de l'éclairage électrique dans le centre d'Arequipa[333]. Ces retards exaspèrent de façon évidente la population. En 1881, le journal *La Bolsa* rappelle aux autorités locales leur devoir de mener à bien les travaux engagés, notamment pour des raisons de sécurité. Le journaliste conclut néanmoins par ce

---

[331] Guillemette MARTIN, *Représentations de l'Europe et identité au Mexique…, op. cit.* Voir tout particulièrement le troisième chapitre.

[332] « Como es natural llamar la atención en primer término de los extranjeros que nos visitan para medir nuestro estado de progreso ». Extrait de la *Memoria de la administración Local de Arequipa presentada al Honorable Concejo Provincial por su Alcalde Sr. M. Octavio Muñoz Najar y correspondiente al año 1908,* Tipografía Quiroz, Arequipa, 1909, *in* Ramón GUTIÉRREZ, *op. cit,* p. 186.

[333] *La Bolsa,* Arequipa, section « Crónica », 26 janvier 1897, p. 2, « Luz eléctrica »: « Nous savons que commenceront très bientôt les travaux pour l'installation de l'éclairage public dans cette ville, conformément au contrat respectif. On commencera par l'aménagement du chemin qui conduit à Charcani, à côté duquel seront installées les machines, et par celui du grand fossé d'irrigation qui fournira le débit nécessaire. On procédera également sous peu à l'installation de lampadaires. Les machines ont déjà été demandées à l'Allemagne, de même que le fil de fer. […]. Il semble donc que cette année Arequipa pour jouir des bénéfices de l'éclairage électrique, devenant la première ville du Pérou dans laquelle elle est installée comme service public municipal ». *Version originale de la citation :* « Entendemos que muy pronto comenzarán los trabajos para el establecimiento del alumbrado público en esta ciudad, conforme al contrato respectivo. Se principiará por el arreglo del camino que conduce a Charcani, junto en el que se implantará la maquinaria, y por el de la acequia grande que proporcionará al caudal necesario. También se procederá en breve a la colocación de postes. Se ha pedido ya a Alemania la maquinaria, lo mismo que el alambre. […] Parece, pues, que en este año Arequipa disfrutará de los beneficios de la luz eléctrica, siendo la primera del Perú en la que se implante como servicio público municipal ».

constat fataliste : « l'histoire de nos travaux publics est on ne peut plus triste »[334]. La situation ne s'améliore évidemment pas dans les années suivantes, du fait du conflit dans lequel se retrouve engagée la ville au début des années 1880. À la sortie de la guerre, au mois de mai 1884, ce même journal publie une série de « collaborations », dans lesquelles il est fait état à la fois des difficultés que rencontre la ville pour se reconstruire, notamment en raison du manque de soutien du gouvernement central, mais également des diverses nécessités en termes d'aménagement, de reconstruction, et de modernisation[335]. Les études historiques concernant les nombreux travaux dans lesquels s'engage la ville d'Arequipa après la guerre étant assez rares, nous nous permettons de reproduire ici de longs passages de ces diverses collaborations[336] :

> « La corporation municipale a manifesté constamment son désir de faire tout son possible pour obtenir rapidement des résultats, en ce qui concerne les travaux d'ornement et autres indispensables à la commodité du public, mais ces bonnes intentions ne sont pas suffisantes, si elles ne sont pas secondées par le Gouvernement Suprême, sans le concours duquel il est impossible d'obtenir les résultats favorables auxquels on aspire. Si pendant les temps normaux de la prospérité de la République, il n'a pas été possible de faire en sorte que disparaissent les obstacles qui se sont présentés pour conclure les travaux commencés, aujourd'hui que les revenus nationaux sont si petits et insuffisants pour faire face aux premières urgences du gouvernement, du fait de la guerre, ces obstacles sont beaucoup plus grands, et surmontables uniquement avec l'intervention des hautes personnalités qui s'intéresseraient à ce département[337] ».

---

[334] « La historia de nuestras obras públicas es harte triste ». *La Bolsa,* Arequipa, « Crónica », 25 février 1881, p. 1, « Terraplén ».

[335] *La Bolsa,* Arequipa, « Editorial », 9 mai 1884, p. 1, « Necesidades locales » : « Quand les États arrivent au degré de prostration dans lequel est resté le Pérou à la fin de la guerre, l'action départementale doit activer ses efforts pour se reconstituer et pour atteindre tout ce qui puisse participer à sa grandeur. Arequipa, pendant la guerre, a paralysé tous ses travaux matériels, et a prêté sa coopération à l'important ouvrage de la défense nationale. Ses aspirations étaient celles du pays. Elle a tout reporté dans ce louable et patriotique effort. Il est temps qu'elle pense à elle-même, avec plus d'énergie qu'avant, parce que les difficultés à vaincre sont plus grandes ». *Version originale de la citation :* « Cuando los Estados llegan al grado de postración en que ha quedado el Perú al término de la guerra, la acción departamental tiene que activar sus esfuerzos para reconstituirse y para alcanzar todo lo que sea conducente a su engrandecimiento. Arequipa, durante la guerra, ha paralizado todas sus obras materiales ; y ha prestado su cooperación a la obra importante de la defensa nacional. Sus aspiraciones eran las del país. Todo lo pospuso por ese loable y patriótico empeño. Tiempo es de que piense en sí mismo, con mas energía que antes, porque hay mayores dificultades que vencer ».

[336] *La Bolsa,* Arequipa, « Editorial », 8 mai 1884, p. 1, « Necesidades locales ».

[337] « La corporación municipal ha manifestado constantemente sus deseos de hacer cuanto le fuera posible para conseguir próximos resultados, en orden a las obras de ornato, y a las demás indispensables para la comodidad del público ; pero no son bastantes tan buenos deseos, si ellos no son

Le tout premier aménagement dont parle cette série d'articles, témoignant ainsi de son importance pour l'ensemble de la ville, concerne l'approvisionnement en eau potable, véritable problème à Arequipa, comme il l'est au même moment à Guadalajara :

> « La provision d'eau potable est l'une des plus impérieuses nécessités d'Arequipa. Celle que fournissent maintenant les puits est de mauvaise qualité et nocive pour la santé publique […]. Les conditions du Trésor Public ne permettant pas de soustraire quelque somme que ce soit pour la réalisation des travaux qui nous occupent, la seule solution serait de s'en remettre aux ressources de la propre municipalité, lesquelles bien qu'insuffisantes, pourraient se destiner aux travaux de la plus vitale importance, qui sont ceux de la conduction d'eau depuis Yumina […] ».

Le journaliste insiste sur l'urgence sanitaire d'un tel projet, arguant du fait que

> « pendant les pluies, l'eau sale qui est bue se trouve parfois chargée de sels et de substances organiques en décomposition, qui sont nécessairement nocives pour la santé. L'hygiène conseille de l'interdire, mais la nécessité fait que le public s'en serve, du fait des sérieuses difficultés pour obtenir celle de Zemanar ou de Tingo[338] ».

Le problème est de taille, et ce long rapport publié dans *La Bolsa* ne semble pas avoir eu l'effet escompté sur les autorités locales. Six ans plus tard, le même journal publie un article dans lequel il est signalé que, si l'attention du Conseil Municipal s'est effectivement centrée sur cette question de l'acheminement de l'eau depuis Yumina, ce projet a cependant été suspendu durant une année, faute de fonds suffisants pour le mener à bien[339].

---

secundados por el Supremo Gobierno, sin cuyo concurso es imposible que se obtuvieran los resultados favorables que se aspiran. Si en los tiempos normales de la prosperidad de la República, no fue posible conseguir que desaparecieran los obstáculos que se han presentado para concluir las obras que se han principiado, hoy que las rentas nacionales son tan pequeñas, e insuficientes quizás para atender a las premiosas urgencias del gobierno, por consecuencia de la guerra, esos obstáculos son mucho mayores, y solamente superables con la intervención de altas personalidades que se interesarán por este departamento ». *La Bolsa,* Arequipa, 8 mai 1884, p. 1, « Necesidades locales ».

[338] « La provisión de agua potable es una de las más imperiosas necesidades de Arequipa. La que ahora surte las pilas y piletas es de mala calidad y nociva para la salud pública […]. No permitiendo las condiciones del Erario público, el distraer suma alguna para el servicio de las obras que nos vamos ocupando, solamente sería posible confiar en los recursos propios del municipio, los cuales aunque insuficientes, podrían destinarse a la obra de más vital importancia, que es la de la conducción del agua de Yumina ». […] « Durante las lluvias, el agua turbia que se bebe, se halla cargada de sales y de sustancias orgánicas en descomposición, que necesariamente tienen que ser nocivas a la salud. La higiene aconseja proscribirla ; pero la necesidad hace que se provea el público de ella, por las serias dificultades que hay para conseguir la de Zemanat o la de Tingo ».

[339] *La Bolsa,* Arequipa, « Editorial », 5 mars 1890, p. 2, « El Puente Grau ».

Dans cette même série d'articles, il est également question de la nécessité de relancer les activités de l'entreprise de gaz de la ville, de la reconstruction du pont de San Lázaro au nord-est du centre-ville[340], des activités de la Banque d'Arequipa[341], ou encore de la rénovation de la Plaza del Mercado[342]. Toutes ces propositions, présentées par un « intellectuel anonyme », « ami du journal », témoignent des débats qui ont lieu juste après la Guerre au sujet des améliorations à mettre en œuvre dans la ville.

Dans les deux villes, les efforts d'aménagements et de rénovation réalisés durant les deux dernières décennies du XIXe siècle semblent ainsi se concentrer, non seulement sur l'embellissement de la ville, avec l'aménagement des places et des parcs, mais également sur un assainissement de l'espace urbain, dans la logique des développements hygiénistes qui concernent l'ensemble de l'Amérique latine à la même époque[343]. De manière générale, « les dispositions pratiques introduisirent des patrons de conduite 'citoyens' et contribuèrent au processus de civilisation. Un pont s'établissait entre les préoccupations médicales et les préoccupations urbanistiques et sociales »[344].

C'est dans cette double perspective modernisatrice, à la fois urbaine et médicale, qu'il faut comprendre la fondation à la fin du XIXe siècle, d'institutions censées être les principales garantes des principes hygiénistes au niveau local.

À Guadalajara, l'*Hospicio Cabañas*[345] est ainsi au centre de toutes les attentions et fait régulièrement l'objet de descriptions détaillées de la part des voyageurs en visite dans la ville. De fait, il est le meilleur exemple de l'effort modernisateur et

---

[340] *La Bolsa,* Arequipa, « Editorial », 12 mai 1884, p. 1.

[341] *La Bolsa,* Arequipa, « Editorial », 13 mai 1884, p. 1.

[342] *La Bolsa,* Arequipa, « Editorial », 14 mai 1884, p. 1.

[343] Voir par exemple cette étude menée sur la ville de Quito: Eduardo KINGMAN GARCES, *La ciudad y los otros : Quito 1860-1940: higienismo, ornato y policía,* Quito, Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales, 2006. Sur la Colombie : María Teresa GUTIÉRREZ, « Proceso de institucionalización de la higiene: estado, salubridad e higienismo en Colombia en la primera mitad del siglo XX », *Revista Estudios Socio-Jurídicos,* vol. 12, n°1, 2010, p. 73-97.

[344] « Las disposiciones prácticas introdujeron patrones de conducta 'ciudadanos' y contribuyeron al proceso civilizatorio. Se establecía un puente entre las preocupaciones médicas y las preocupaciones urbanísticas y sociales », *id.,* p. 111.

[345] Aujourd'hui connu comme l'Instituto Cultural Cabañas, l'Hospicio Cabañas est l'un des édifices emblématiques de la ville de Guadalajara. Fondé durant la première moitié du XIXe siècle, il accueille en 1939 l'une des fresques les plus célèbres du peintre et muraliste *jalisciense* José Clemente Orozco (« *El Hombre en llamas* »). L'Hospicio ferme ses portes aux nécessiteux en 1980, et rouvre trois ans plus tard comme musée et centre culturel.

hygiéniste des autorités locales, auquel se mêlent des préoccupations esthétiques et architecturales.

Dans le témoignage qu'il nous a laissé de la ville en 1888, Manuel Gutiérrez Najera, après plusieurs pages sur le triste panorama qu'offre alors le grand hôpital de Belén, souligne par contraste la qualité et la modernité de l'Hospicio Cabañas, véritable motif d'orgueil pour la population locale :

> « Dans aucun autre endroit de la République les pauvres sont aussi riches qu'à Guadalajara. Ils disposent ici, non pas d'asiles dans lesquels les accueille la charité en s'excusant de ne leur donner qu'une maigre aumône, ils disposent de palais comme ce monument de l'Hospicio. Sans trop s'avancer, on peut affirmer qu'il n'existe pas dans toute l'Amérique d'établissement de bienfaisance de proportions aussi colossales que celui-ci[346] ».

**Figure 22 - L'Hospicio Cabañas en 1916**

[346] « En ninguna parte de la República son tan ricos los pobres como en Guadalajara. Allí cuentan, no con asilos en que los acoja la caridad disculpándose de no darles sino exigua limosna ; cuentan con palacios como este monumento del Hospicio. Sin mucho aventurar, puede bien aseverarse que no existe en toda América un establecimiento de beneficencia de tan colosales proporciones como éste ». Manuel GUTIÉRREZ NAJERA, *in* Juan Bautista IGUÍNIZ, *Guadalajara a través de los tiempos…, op. cit.,* p. 75-76.

Salué par les voyageurs[347], l'Hospicio Cabañas de Guadalajara incarne pleinement, non seulement le progrès local en matière d'hygiène et de prise en charge des populations déshéritées, mais également le caractère généreux de la haute société *tapatía* et par là son attachement au principe catholique de la charité.

C'est sur la base de ces mêmes critères qu'est fondé, entre 1905 et 1912, l'Hôpital Goyeneche à Arequipa. Du nom de l'évêque d'Arequipa et archevêque de Lima Don José Sebastián de Goyeneche y Barreda, l'hôpital voit sa construction retardée – à l'image de l'ensemble des aménagements urbains de la ville – par la guerre du Pacifique. Décédé en 1872, l'évêque avait légué à la ville une importante somme d'argent destinée à la construction d'un hôpital pour les pauvres, argent finalement utilisé pour faire face aux dépenses générées par le conflit. En 1879, face à l'absence de ressources, les autorités locales font appel à la générosité de la société aréquipénienne pour réunir les fonds nécessaires à la construction de l'hôpital[348]. C'est cependant l'engagement de la famille Goyeneche qui permet la réalisation du projet à partir de 1905. L'hôpital Goyeneche devient alors le symbole de la générosité de cette grande famille aristocratique, de même que celui du progrès aréquipénien dans son ensemble. C'est ce qu'illustre le discours prononcé par le Vicaire Général du Diocèse d'Arequipa au moment de bénir la première pierre de l'édifice :

> « Cette pierre bénie, messieurs, symbolise aujourd'hui deux sentiments de grande signification chacun : le sentiment religieux de ce peuple catholique et le sentiment patriotique, qui l'anime dans ces moments solennels en commençant une œuvre si importante et nécessaire, comme celle d'un hôpital

---

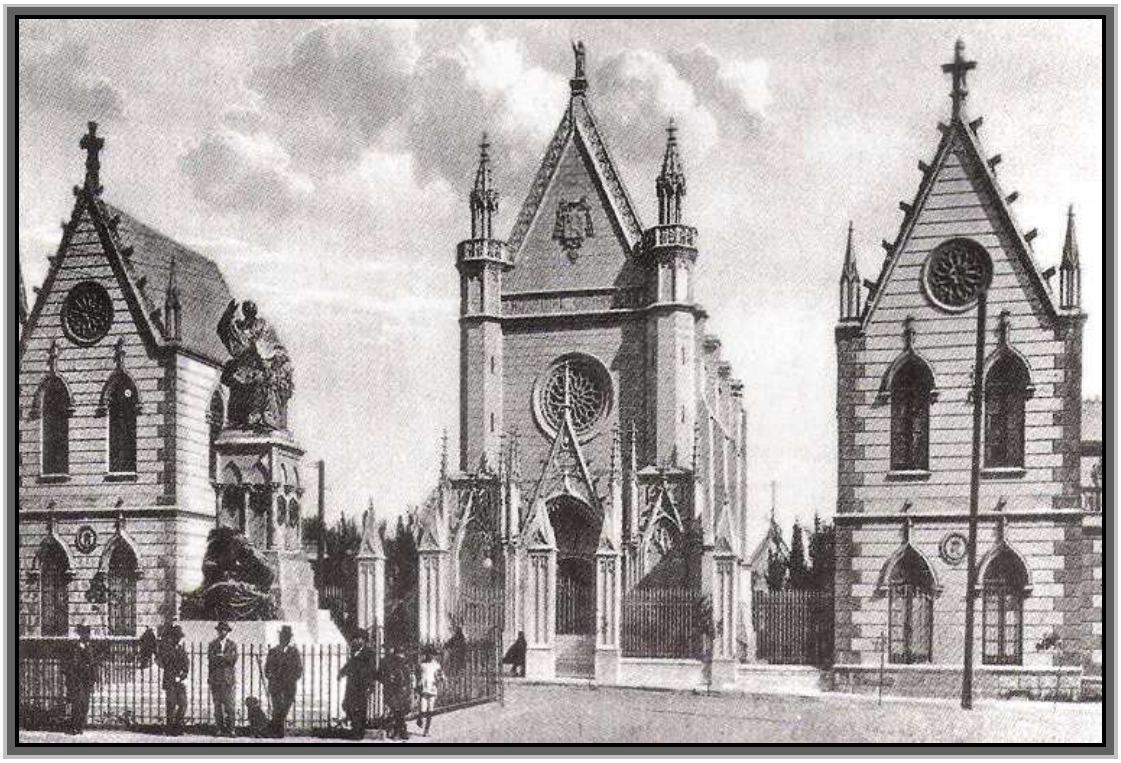
[347] Voir également dans le même ouvrage les témoignages admiratifs de S. Adalberto de Cardona (p. 139-140) et de Juan de Dios Peza (p. 95-97).

[348] *El Chili,* Arequipa, « Crónica », 21 février 1879, p. 1, « El nuevo hospital »: « Monsieur le Préfet s'occupe actuellement de faire le nécessaire pour l'inscription des pieuses personnes qui désirent seconder son louable projet de construire un hôpital, pour lequel il a fait un appel public à la population. Un ouvrage si important mérite bien que tous fassent des efforts pour faire en sorte que ce soit bientôt une belle réalité. Pour cette raison, on espère réellement que personne ne refusera l'obole qui lui sera demandée et avant, au contraire, que tous seront sollicités pour le don qui croîtra en valeur, à mesure que croîtra l'enthousiasme des donateurs. Une fois de plus le peuple qui tant de fois s'est montré grand par sa générosité, va faire preuve de largesse. Démentir les antécédents qui l'honorent tant, serait une aberration indigne d'Arequipa ». *Version originale de la citation :* « El señor Prefecto se ocupa actualmente de arreglar lo conveniente para la inscripción de las personas piadosas que deseen secundar su propósito loable de construir un hospital, a cuyo efecto ha hecho un público llamamiento al vecindario. Obra tan importante bien merece que todos pongan de su parte sus esfuerzos por conseguir que sin demora sea una hermosa realidad. Por lo mismo se espera fundadamente que nadie negará el óbolo que va a demandársela y antes, por el contrario, que serán todos solicitados en la dádiva que crecerá en valor, a medida que crezca el entusiasmo de los erogantes. Una vez más va a dar pruebas de desprendimiento, el pueblo que tantas veces se manifestó grande por su generosidad. Desmentir los antecedentes que tanto lo honran, sería una aberración indigna de Arequipa ».

> […]. Plus encore, messieurs, l'hôpital qui se construit ici sera une gloire aréquipénienne, due à l'extrême générosité de l'illustre famille Goyeneche, qui non seulement l'entame, mais qui travaillera jusqu'à la voir couronnée, riche et bienfaisante famille, qui n'a jamais oublié son pays natal dans sa générosité […][349] ».

C'est bien cette valorisation de la société locale, dans ses principes et ses vertus, qui doit transparaître dans les aménagements urbains entrepris par les autorités municipales. La modernisation de l'espace urbain doit alors conduire la capitale des sociétés *tapatía* et *arequipeña* à intégrer la marche mondiale du progrès matériel et social.

**Figure 23 - L'hôpital Goyeneche, début du XXe siècle**



[349] « Esta piedra bendita, señores, simboliza hoy dos sentimientos de gran significación cada uno de ellos: el sentimiento religioso de este pueblo católico y el sentimiento patriótico, que lo anima en estos solemnes momentos al iniciar obra tan importante y necesaria, como la de un hospital […] Más aún, señores el hospital que aquí se construya, será una gloria arequipeña, debida a la munificencia de la ilustre familia Goyeneche, que no solo la inicia, sino que trabajará hasta verla coronada, familia acaudalada y benefactora, que nunca ha olvidado en su generosidad a su país natal […] ». Discours reproduit en page 2 du journal *La Bolsa,* Arequipa, « Crónica », 2 juillet 1905, p. 2, « El Hospital Goyeneche ».

En dépit de trajectoires historiques relativement différentes depuis leur fondation, les deux villes possèdent toutefois des structures identitaires tout à fait comparables, car articulées autour des mêmes motifs. Ainsi, les sociétés *tapatía* et *arequipeña* témoignent d'un même attachement à leurs origines coloniales et aristocratiques, à la religion, et à un positionnement politique fortement autonomiste jusqu'à la fin du XIXe siècle.

De façon plus générale, et à l'instar des grandes évolutions que connaissent le Mexique et le Pérou au tournant des XIXe et XXe siècles, les deux villes entament à cette période un important processus de modernisation. Ce dernier concerne aussi bien l'organisation de la société, amenée à repenser l'identité d'une élite locale de plus en plus européanisée, que la physionomie de la ville et ses aménagements matériels, désormais rationalisés et pensés en fonction des principes hygiénistes érigés à cette époque en paradigmes nationaux. Guadalajara et Arequipa peuvent alors réellement prétendre au rang de capitales régionales, statut garanti par un rayonnement politique, économique et culturel de plus en plus étendu.

# CHAPITRE 2 - Guadalajara et Arequipa dans leur espace régional

> « Durante todo el período colonial no hubo riesgo de que Guadalajara – La Perla de Occidente – perdiera la preponderancia, porque en toda la región no existió otra ciudad, o puerto alguno, que le disputara tal jerarquía. En consecuencia, las redes comerciales que se fueron urdiendo convergían necesariamente en la capital novogaláica. Se podría afirmar, por lo tanto, que fue la élite mercantil tapatía la que cohesionó, amplió y precisó lo que se identificaba como el oeste mexicano[350] ».
>
> Jaime Olveda, « El Occidente de México en el siglo XIX : ¿integración o desintegración? », *in* Ricardo Ávila Palafox (coord.), *El Occidente de México en el tiempo. Aproximaciones a su definición cultural,* Guadalajara, UDG, 1994, p. 129

> « Las características del sur comenzaron a perfilarse desde los tiempos coloniales […]. Entonces la economía y la sociedad del sur eran dominantemente agrarias y estaban sujetas a relaciones serviles. Pero, a pesar de todo lo anterior, se logra desarrollar un importante intercambio comercial en el que se articulaban Arequipa, Cuzco y Potosí[351] ».
>
> Alberto Flores Galindo, *Arequipa y el sur andino,* Lima, Ed. Horizonte, 1977, p. 12.

Fondées au tout début de la période coloniale au cœur d'importants espaces de contact, Guadalajara et Arequipa assoient leur développement sur de vastes zones d'influence qui définissent les contours de leur pouvoir régional tout au long de leur histoire. Ainsi, on ne saurait considérer ces deux métropoles hors de leurs régions respectives, qu'elles dominent et auxquelles elles sont interconnectées par un ensemble de relations politiques, culturelles, historiques et économiques.

S'inscrivant également dans la logique du jeu d'échelles, le présent chapitre propose de penser les deux villes, non plus cette fois comme des entités urbaines

---

[350] « Durant toute la période coloniale, il n'y eut aucun risque que Guadalajara – la Perle de l'Occident – perde sa prépondérance, puisque dans toute la région il n'existait aucune autre ville, ou aucun port, qui lui dispute une telle hiérarchie. En conséquence, les réseaux commerciaux qui se mirent en place convergeaient nécessairement vers la capitale de la Nueva Galicia. Pour cette raison, on pourrait affirmer que c'est l'élite marchande *tapatía* qui a unifié, amplifié et précisé ce que l'on identifiait comme l'Ouest mexicain ».

[351] Les caractéristiques du sud commencèrent à se préciser à partir de la période coloniale. […] L'économie et la société du sud étaient alors principalement agricoles et étaient sujettes à des relations serviles. Malgré cela, on parvient à développer un important échange commercial dans lequel s'articulaient Arequipa, Cuzco et Potosi ».

fermées sur elles-mêmes et dont la modernisation se jouerait en vase clos, mais au contraire comme à l'articulation d'espaces régionaux dynamiques, qui participent directement à la définition de leur propre identité. Il s'agira ainsi d'analyser les critères objectifs (économiques et politiques principalement, mais aussi historiques) qui autorisent Guadalajara et Arequipa à se penser comme de véritables capitales régionales.

Dans les deux pays, et à l'instar du reste de l'Amérique latine, le tournant des XIXe et XXe siècles correspond incontestablement à une modernisation des modes de production et des transports et plus largement à l'entrée dans « l'ère capitaliste »[352]. Toutefois, cette importante modernisation économique ne se manifeste pas exactement de la même façon dans les deux régions. C'est cette distanciation qui devra guider notre analyse, car elle nous renseigne sur des processus modernisateurs certes collectifs et généralisés dans toute l'Amérique latine à la fin du XIXe siècle, mais pour autant clairement hétérogènes et marqués par d'importantes différences d'une région à l'autre.

## Occident mexicain et Sud andin : définition et histoire

### *Les rapports de force régionaux au Mexique et au Pérou*

De façon classique en Amérique latine, voire dans le reste du monde, la géographie physique, économique et politique du Mexique et du Pérou est pensée traditionnellement en fonction de vastes zones d'influence, qui divisent un espace national fortement hétérogène.

Ainsi, la géographie du Pérou se dessine traditionnellement suivant les contours de trois régions bien distinctes et aisément identifiables, puisqu'elles correspondent à trois espaces topographiques et climatiques différenciés, auxquels on attache une série de caractéristiques culturelles et historiques. On distingue tout d'abord la région côtière (la « *costa* »), qui correspond à une frange littorale large d'environ 100 kilomètres et s'étend du nord au sud du pays. De climat aride, à

[352] Eric HOBSBAWM, *La era del capital, 1848-1875,* Barcelona, Ed. Crítica, 1998.

l'exception de quelques vallées agricoles particulièrement fertiles[353], la *costa* est le cœur historique du pays, puisqu'elle a accueilli les premières grandes civilisations péruviennes, et ce bien avant le développement de l'empire inca (XVe-XVIe siècles).

> « Cet aride paysage côtier, bien que pratiquement désertique, est traversé par vingt-et-un fleuves qui descendent des Andes, formant de verdoyants oasis là où leurs eaux se jettent dans la mer. Dans ces vertes vallées littorales se développèrent les premières installations humaines andines, qui évoluèrent par la suite jusqu'à former les grandes civilisations côtières Moche, Nazca et Chimú[354] ».

La région côtière est par ailleurs la plus riche du pays, puisqu'elle concentre les principaux centres de décision politique et économique nationaux, que sont les villes de Lima et d'Arequipa. Recouvrant seulement 12 % du territoire national[355], la région *costera* rassemble actuellement environ 60% de la population nationale, ce qui en fait le cœur économique et démographique du pays.

Au centre du Pérou se détache une seconde région, qui comprend 20% de la superficie du pays : la « *sierra* ». Cette vaste zone de montagnes comprend l'ensemble des massifs qui composent la cordillère des Andes péruviennes, avec une altitude dépassant les 1000 mètres. Généralement comprise comme un espace homogène, cette région présente en réalité de forts contrastes climatiques et topographiques, soulignés par Peter Klarén dans la présentation géographique qu'il propose du Pérou en introduction de l'ouvrage *Nación y Sociedad en la historia del Perú*[356] *:* « sans doute le trait le plus singulier de la *sierra andina* est la diversité des écosystèmes qui prolifèrent sur les versants orientaux et occidentaux des montagnes »[357]. De fait, la *sierra* péruvienne comprend à la fois des zones montagneuses arides au climat sec et froid, de hauts plateaux comme dans le sud de la cordillère, avec cette vaste région de

---

[353] On peut notamment citer les vallées de Majes et de Tambo, dans la région d'Arequipa, vallées qui font partie intégrante de cette région côtière et forment le principal espace de production agricole de la côte sud péruvienne.

[354] « Este árido paisaje costeño, aunque prácticamente desértico, está atravesado por veintiún ríos que bajan de los Andes, produciendo frondosos oasis verdes allí donde desembocan sus aguas en el mar. En estos verdes valles ribereños se desarrollaron los primeros asentamientos andinos que posteriormente evolucionaron hasta convertirse en las grandes civilizaciones costeras como Moche, Nazca y Chimú ». Peter KLAREN, *Nación y sociedad en la historia del Perú,* Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 2004, p. 25.

[355] *Ibid.*

[356] *Ibid.*

[357] « Tal vez el rasgo más singular de la sierra andina es la diversidad de microambientes que proliferan en las laderas oriental y occidental de las montañas », *id.,* p. 24.

l'altiplano appelée *puna*[358], de même que des vallées fertiles au climat plus doux. Géographiquement très hétérogène, la *sierra* est généralement considérée comme étant le « cœur indien » du Pérou, notamment parce qu'elle accueille le centre de l'empire inca à partir du XVe siècle, dans la ville du Cuzco.

Sur les contreforts orientaux de la cordillère des Andes commence enfin la troisième et la plus vaste région du Pérou, à savoir celle qui correspond à la « *selva* » amazonienne, cette forêt tropicale qui couvre environ 60 % du territoire national. Regroupant les départements d'Amazonas, Loreto, San Martín, Ucayali et Madre de Dios, la *selva* péruvienne est un territoire difficile d'accès et encore très marginalisé au début du XXe siècle.

> « Là, une population dispersée d'anciens américains et leurs ancêtres s'est adaptée aux rythmes biologiques et aux cycles vitaux de la grande forêt tropicale amazonienne […]. L'Amazonie, avec ses jungles denses, ses essaims de moustiques et ses serpents mortels, est une formidable barrière à toute pénétration, mais elle a néanmoins exercé une forte attraction sur les étrangers, qui la conçoivent comme une sorte de 'paradis' voire comme une opportunité potentielle pour les problèmes de sous-développement[359] ».

La marginalité de ces territoires orientaux du Pérou, de même que l'attraction qu'ils exercent de façon croissante à partir de la fin du XIXe siècle sur les investisseurs étrangers, puis sur le gouvernement péruvien qui entend également contrôler ces vastes régions, ont été étudiées notamment par l'historienne Frederica Barclay Rey de Castro dans la thèse de doctorat qu'elle a publiée sur l'État du Loreto[360].

Clairement identifiables sur une carte topographique, ces trois régions physiques dessinent également une série de différences culturelles et identitaires fortes, qui ont longtemps alimenté la définition générale de l'identité péruvienne. En 1972, José Luis Bustamante y Rivero livre ainsi sa vision du Pérou dans un petit

---

[358] C'est dans la *puna* que l'on trouve la plupart des élevages de lamas et d'alpagas, dont la laine est exploitée par les maisons de commerce installées à Arequipa, nous y reviendrons.

[359] « Aquí, una población dispersa de antiguos americanos y sus antepasados se adaptaron a los ritmos biológicos y ciclos vitales del gran bosque tropical amazónico […]. La amazonía, con sus densas junglas, y huestes de insectos que pican y letales reptiles, es una formidable barrera a la penetración, más a pesar de ello ha ejercido una fuerte atracción para los extranjeros, que la conciben como una suerte de 'paraíso' e incluso como una panacea potencial para los problemas del subdesarrollo ». Peter KLAREN, *op. cit.,* p. 25.

[360] Federica BARCLAY REY DE CASTRO, *op. cit.* Jorge Basadre consacre également quelques pages au développement de l'exploitation du caoutchouc dans le Loreto et autour de la ville d'Iquitos à partir de la fin du XIXe siècle: Jorge BASADRE, *Historia de la República del Perú, op. cit.,* vol. 11, p. 187-190.

opuscule plein de poésie, qui synthétise la dimension symbolique de ces trois régions incarnant la diversité identitaire et naturelle péruvienne. Nous nous permettons d'en reproduire ici un large extrait, conservé dans sa langue et son orthographe d'origine afin d'en restituer toute la portée littéraire.

> « Difícil es, para quien no ha recorrido por sí mismo las tres grandes regiones del Perú, formar un concepto exacto de su variada i compleja topografía. […] Costa, Sierra i Montaña[361] se suceden, en fajas paralelas al mar, como tres zonas símbolos de la quietud perezosa, de la encrespada rebeldía i de la lujuria opulenta de la Naturaleza. Tediosa i árida la Costa, parece mojar el dorso de sus tórridos arenales desnudos en la caricia fresca del mar. Erguida i empinada la Sierra, semeja el gigantesco campamento de algún mundo estelar, en el que se dirían tiendas petrificadas las cumbres cónicas, i en donde son timbales las tormentas, i entrevero de lanzas los relámpagos, i bélicos estertores los bramidos de los volcanes, i gonfalón de guerra las alas móviles del cóndor. Plena de exuberancias la Montaña, extiende el verde regalo de su selva sobre toda la planicie oriental. Allí los viejos árboles se doblan, fatigados de contar las centurias. Allí enciende la tierra cálida sus pebeteros de vainilla. I allí los ríos, brazos de agua mórbida, alargan hasta el horizonte, por entre ajorcas de follaje, su ofrenda de fecundidad. Costa, Sierra, Montaña : tríptico característico de nuestra geografía ; múltiple voz de la peruanidad ; expresión diversificada de una única i señera pujanza cosmogónica[362] ».

---

[361] « *Montaña* » est l'autre terme qui désigne la « *Sierra amazónica* », terme que l'on retrouve dans certains travaux rédigés dans la première moitié du XXe siècle.

[362] « Il est difficile, pour qui n'a pas parcouru soi-même les trois grandes régions du Pérou, de se faire une idée exacte de sa topographie variée et complexe. […] Côte, Montagne et Forêt se succèdent, en des franges parallèles à la mer, comme trois zones symboliques de la tranquillité paresseuse, de la rébellion toujours brandie, et de l'opulente luxuriance de la Nature. La Côte, aride et monotone, semble mouiller la surface de ses sables torrides et nus par la fraîche caresse de la mer. La Montagne, dressée et abrupte, pareille au gigantesque campement militaire de quelque monde fabuleux, dans lequel les sommets coniques semblent des tentes pétrifiées, où les tempêtes sont des tambours, les éclairs des entrechoquements de lances, les hurlements des volcans des râles belliqueux, et les ailes mobiles du condor un étendard de guerre. La Forêt est pleine d'exubérances, elle étend le vert cadeau de sa végétation sur toute la partie orientale. Là les vieux arbres plient, fatigués de compter tant de siècles. Là la terre chaude allume ses encensoirs de vanille. Et là les fleuves, bras d'eau morbide, étirent jusqu'à l'horizon, entre des bracelets de feuillage, leur offrande de fécondité. Côte, Montagne et Forêt : triptyque caractéristique de notre géographie, multiple voix de la péruvianité, expression diversifiée d'une unique et noble impulsion cosmogonique ». José Luis BUSTAMANTE Y RIVERO, *Una visión del Perú-Elogio de Arequipa,* Lima, Ediciones P.L.V., 1972 (texte rédigé à Montevideo en 1940), p. 11-12.

**Figure 24 - Les trois régions du Pérou**

Source : Carlos CONTRERAS, *La economía pública en el Perú después del guano y del salitre. Crisis fiscal y élites económicas durante su primer siglo independiente,* Lima, Banco Central de Reserva del Perú, Instituto de Estudios Peruanos, 2012.

Profondément symboliques, ces trois régions du Pérou synthétisent la diversité à la fois naturelle et humaine du pays. Toutefois, elles ne recoupent pas complètement les principales divisions économiques et politiques, pensées généralement de façon transversale et horizontale, entre le Nord et le Sud. En effet, à partir de l'Indépendance se dessine très clairement une ligne de fracture au niveau de la ville de Pisco. Cette ligne divise le Pérou entre une région nord dominée par les grands propriétaires terriens, producteurs de sucre, de coton et de caoutchouc principalement, région organisée autour de la ville de Lima, et une région sud dominée par les exportateurs

de laine, les producteurs d'alcool et les marchands, région polarisée sur la ville d'Arequipa et tournée vers l'altiplano.

**Figure 25 - La ligne de fracture régionale nord-sud au Pérou**

Source : Paul GOOTENBERG, « North-South : Trade Policy, Regionalism and Caudillismo in Post-Independence Peru », *Journal of Latin-American Studies,* Cambridge University Press, vol. 23, n°2, 1991, p. 276.

L'historien Paul Gootenberg a bien montré la réalité de cette division à la fois économique, politique, et dans une certaine mesure culturelle, en soulignant les profonds désaccords qui opposent les régions Nord et Sud à partir du début du XIXe siècle.

> « À l'Indépendance du Pérou, la principale ligne de faille du conflit régional est un axe nord-sud, opposant le nord liménien à la côte sud *arequipeña.* Les sources de cette différenciation nord-sud étaient multiples : des héritages

> institutionnels coloniaux différents, la force centrifuge issue de la balkanisation des années 1820, de nouvelles formes de pénétration étrangère contrastées, l'attraction dichotomique des bassins économiques pacifique et atlantique, les modèles généraux d'essor et de déclin régionaux, et des visions rivales en ce qui concerne l'intégration à ce nouveau pays qu'était le Pérou[363] ».

Dans la deuxième moitié du XIXe siècle, plus précisément au cours de ce que l'historiographie péruvienne a identifié comme « l'ère du guano »[364], cette opposition nord-sud renvoie à un conflit d'intérêts très net entre les élites économiques des deux régions. D'un côté, les exportateurs *limeños* de guano entendent faire de cette ressource la principale richesse nationale et source de revenus fiscaux ; de l'autre les hommes d'affaires du Sud péruvien développent l'économie régionale grâce à l'exploitation du salpêtre[365], également commercialisé comme engrais agricole[366]. Cette concurrence directe entre les deux ressources, guano et salpêtre, crée jusqu'à la fin des années 1870 une véritable opposition entre les cercles économiques de la capitale et ceux de la région d'Arequipa, opposition analysée par Carlos Contreras dans l'ouvrage déjà cité[367]. Cet antagonisme renvoie également à une opposition plus directement idéologique, quant à la politique commerciale que doit mener le Pérou

---

[363] « In post-independence Peru, the fundamental fault line of regional conflict was a north-south one, that of the limeño north versus the arequipeño southern coast. The sources of north-south differentiation were many: distinctive institutional legacies of colonialism, the centrifugal force of 1820s balkanisation, contrasting new forms of overseas penetration, the dichotomous pull of Pacific and Atlantic basin economies, overarching patterns of regional rise and decline, and rival visions for integrating the new country of Peru ». Paul GOOTENBERG, « North-South : Trade Policy, Regionalism and Caudillismo in Post-Independence », *op. cit.,* p. 2.

[364] Des années 1840 aux années 1870, le Pérou exporte massivement le guano, fertilisant naturel récolté sur les îles du Pacifique situées au large des côtes péruviennes, et envoyé principalement vers l'Angleterre. Cette période voit un enrichissement sans précédent du Pérou, permet la mise en place du chemin de fer dans le pays, et assure surtout la prospérité d'un petit groupe oligarchique. Cependant cette prospérité est éphémère, et prend fin brutalement dans les années 1880, lorsqu'éclate la Guerre du Pacifique. Sur cette période de « l'ère du guano », voir par exemple le troisième chapitre de l'ouvrage de Carlos CONTRERAS et Marcos CUETO, *Historia del Perú contemporáneo,* Lima, IEM, 2007.

[365] Le salpêtre, « *salitre* » en espagnol, est un minéral présent en très grande quantité dans le sud du Pérou et le nord du Chili. Utilisé comme engrais agricole, il entre également dans la fabrication des explosifs.

[366] Le « *salitre* » est extrait principalement de la province de Tarapacá, qui fait alors la frontière avec la Bolivie. Originellement péruvien, ce département passe sous l'autorité du Chili après la Guerre du Pacifique.

[367] Carlos CONTRERAS, *La economía pública en el Perú después del guano y de salitre…, op. cit.* Voir principalement les pages 86 à 94.

durant ses premières décennies de vie indépendante, entre un Nord « protectionniste » et un Sud « libre-échangiste »[368].

Enfin, la division nord-sud rejoint en partie l'opposition classique centre-périphérie, entre une capitale détentrice des principaux moyens de production nationaux et une province encore largement sous-développée au début du XXe siècle[369]. Toutefois, elle ne saurait s'y résumer. L'opposition entre le Nord liménien et le Sud aréquipénien est également culturelle – nous le verrons plus loin –, et participe de la formation identitaire de la région sud. Au début du XXe siècle, le sud du Pérou « se définit plus par ses différences avec le reste du pays et par ses antécédents historiques que par une cohésion interne »[370]. La région d'Arequipa se développe ainsi en opposition au nord liménien, duquel elle se maintient relativement déconnectée jusque dans la deuxième moitié du XXe siècle :

> « L'histoire d'Arequipa et du Cuzco restait plus liée aux territoires des actuelles Républiques de Bolivie et d'Argentine qu'à Lima ou à la côte nord. Les déserts

---

[368] Paul GOOTENBERG, « North-South: Trade Policy, Regionalism and Caudillismo in Post-Independence », *op. cit.* Ce caractère liberal de l'oligarchie commerçante aréquipénienne a également été analysé par Nils Jacobsen, pour qui il est vain de chercher à définir une oligarchie nationale au Pérou, devant la grande diversité des oligarchies régionales et de leurs intérêts économiques particuliers. Nils JACOBSEN, « Libre comercio, élites regionales y mercado interno en el sur del Perú, 1895-1932 », *Revista Andina,* « Los Andes, siglo XIX (2) », Année 7, n°2, 1989, p. 409-443.

[369] Cette opposition entre un centre capitaliste, bénéficiant du monopole des moyens de production, et une périphérie restée en marge du développement économique mondial, est un classique de l'analyse économique péruvienne. Patricia Salinas, José Garzón et Carol Wise en proposent une analyse très contemporaine, dans l'ouvrage publié en 1983 sous le titre de *Problemática regional y política central en el Perú,* Lima, Centro de investigaciones de la Universidad del Pacifico. Dans cet ouvrage, ils formulent cette opposition de la façon suivante : « La problématique régionale dérive de la façon héritée dont s'articulent les différents modes de production dans un pays […]. Au Pérou, la problématique régionale est beaucoup plus profonde [qu'aux États-Unis, voir plus haut]. L'articulation entre le mode de production capitaliste et les modes non capitalistes a créé un centre et une périphérie extrêmement différents : d'un côté un centre qui se base sur la propriété privée, le marché du travail, le marché des biens et la technologie moderne de haute productivité, et de l'autre une périphérie avec des relations non capitalistes et une technologie traditionnelle de faible rendement. Au Pérou comme dans la majorité des pays du Tiers-Monde, le centre n'a pas effacé la périphérie, mais l'a maintenue comme un réservoir alimentaire et de main d'œuvre bon marché ». *Version originale de la citation :* « La problemática regional se deriva de la manera heredada como se articulan los distintos modos de producción en un país. […] En el Perú, la problemática regional es mucho más profunda [que en Estados Unidos, lo anterior]. La articulación entre el modo de producción capitalista con los modos no capitalistas ha creado un centro y una periferia sumamente diferentes: por un lado un centro que se basa en la propiedad privada, mercado laboral, mercado de bienes y tecnología moderna de alta productividad y, por el otro, una periferia con relaciones no capitalistas y tecnología tradicional de baja productividad. En el Perú como en la mayoría de los países del Tercer Mundo, el centro no ha borrado la periferia sino la ha mantenido como fuente de pan llevar y mano de obra barata. », p. 11.

[370] « La región, en los inicios del siglo XX, aparece claramente definida. Pero se define más por sus diferencias con el resto del país y por sus antecedentes históricos que por una cohesión interna. ». Alberto FLORES GALINDO, *Arequipa y el Sur Andino…, op. cit.,* p. 94.

> et les mauvais ports –ces constantes de la côte sud- éloignaient Arequipa de Lima[371] ».

Évoqués rapidement dans le précédent chapitre, les circuits commerciaux du Sud andin à l'époque coloniale se développent de façon très différente de ceux du nord du pays, polarisés sur Lima. Notons que cette situation d'isolement et de développement indépendant de la région sud du Pérou n'est pas unique dans l'ensemble du pays, dont le développement inégal reste une caractéristique économique jusque dans la deuxième moitié du XXe siècle[372].

Si ces divisions régionales très nettes constituent sans conteste le principal cadre d'analyse des rapports de force régionaux au Pérou, leur importance semble beaucoup moins évidente pour le Mexique. Dans ce pays, la première véritable division régionale date de la période préhispanique,

> « quand s'établit une claire séparation entre deux grands segments : la Mésoamérique, zone où – à différentes époques – se sont épanouies de hautes cultures, et l'Aridoamérique[373] […], dans laquelle il y eut seulement quelques régions isolées habitées par des cultivateurs de moindre importance[374] ».

La ligne de démarcation entre ces deux vastes zones part globalement du nord du Nayarit, traverse l'État de Guanajuato au sud, puis rejoint la côte atlantique au niveau du Veracruz et divise donc deux espaces naturels bien distincts.

À partir de l'installation du pouvoir colonial, les diverses zones d'influence du pays se dessinent en fonction des délimitations administratives espagnoles, centrées

---

[371] « La historia de Arequipa y del Cuzco permanecía más relacionada con los territorios de las actuales repúblicas de Bolivia y la Argentina, que con Lima o la costa norte. Los desiertos y los malos puertos- esas constantes de la costa sureña- alejaban a Arequipa de Lima », *id.,* p. 26-27.

[372] *Id.,* p. 142 : « L'histoire d'Arequipa et du sud conserva, depuis le XVIIIe siècle et jusqu'au début du XXe siècle une relative autonomie par rapport au reste du pays. Arequipa est un cas extrême, mais pas unique dans l'histoire péruvienne. Le développement inégal s'est également exprimé dans la géographie du Pérou ». *Version originale de la citation :* « La historia de Arequipa y el sur mantuvo, desde el siglo XVIII hasta los inicios del siglo XX, una relativa autonomía con respecto al conjunto del país. Arequipa es un caso extremo pero no único en la historia peruana. El desarrollo desigual se ha expresado también en la geografía del Perú ». Il faut attendre les années 1950 pour que le Pérou s'engage dans un processus d'articulation et d'intégration régionale réellement significatif.

[373] Cette région s'étend en réalité en grande partie sur l'actuel territoire des États-Unis.

[374] « Cuando se establece una clara separación entre dos grandes segmentos: Mesoamérica, zona donde – en distintas épocas – florecieron altas culturas, y Aridoamérica (aunque la denominación no corresponde exactamente a la realidad, ya que dentro de Mesoamérica hay áreas de considerable aridez, dentro del trópico), en la cual sólo hubo aisladas regiones habitadas por cultivadores inferiores ». Ángel BASSOLS BATALLA, « Comentario a la ponencia Estado, Federalismo y Concentración en México », *in* Benjamín RETCHKIMAN et Gerardo Gil VALDIVIA, *El federalismo y la coordinación fiscal,* México, Universidad Nacional Autónoma de México, 1981, p. 43.

sur les différentes intendances appartenant à la vice-royauté de la Nouvelle Espagne. Ces divisions perdurent tout au long de la période coloniale, et dans une certaine mesure jusqu'au XIXe siècle, avec la formation d'États fédérés qui suivent en partie les délimitations des provinces et intendances coloniales[375].

Fragmenté très tôt en diverses entités administratives qui répondent plus à un souci de conquête et de contrôle du territoire qu'au respect de divisions culturelles et historiques, le Mexique se comprend également en fonction de trois vastes zones géographiques : le Nord, le Centre (divisé en sous-régions) et le Sud. Ángel Bassols Batalla rappelle ainsi que

> « s'est établie une claire distinction entre les entités septentrionales (provinces internes ou intendances) situées au nord de l'antique Mésoamérique ; les entités du centre-occident (Jalisco, Guanajuato et Michoacán), du centre-est – et parties du sud actuel – avec Mexico, Puebla et Tlaxcala ; celle d'orient à Veracruz ; le Oaxaca au sud et le Yucatán péninsulaire[376] ».

Comme pour le Pérou, on retrouve donc bien pour le Mexique cette division classique en trois zones d'influence, qui distingue une région centrale rassemblant l'essentiel des moyens de production et de décision nationaux, comme c'est le cas de la *costa* péruvienne[377]. Néanmoins, il apparaît que cette division tripartite est plus claire et définie au Pérou qu'au Mexique, notamment en raison de conditions naturelles plus contrastées. Au Mexique, les représentations territoriales s'attachent finalement beaucoup plus, à partir de l'Indépendance, à la géographie des États et à la structure fédérale, qui devient le cadre d'interprétation des rapports de force régionaux.

> « À la fin du XXe siècle on continue d'utiliser le terme *Occident de Mexico*, non pas pour se référer à une région économique, mais bien plutôt géographique, ou tout au plus géopolitique. S'il est vrai que la fière 'Perle de l'Occident' continue, dans une certaine mesure, de jouer un rôle prépondérant dans la région, elle est néanmoins incapable d'unifier tout l'ouest. Maintenant les *jaliscienses,* les *colimenses,* les *nayaritas,* les *aguascalientenses,* les

---

[375] *Id.,* p. 44-45.

[376] « Se estableció […] la clara distinción entre entidades septentrionales (provincias internas o intendencias) situadas al norte de la antigua Mesoamérica ; entidades del centro-occidente (Jalisco, Guanajuato y Michoacán) ; del centro-este – y partes del sur actual – con México, Puebla y Tlaxcala ; la del oriente en Veracruz ; Oaxaca en el sur y Yucatán peninsular », *id.,* p. 45.

[377] Notons que cette région centrale est elle-même divisée entre le Mexique occidental et le *Bajío,* qui comprennent les États actuels du Jalisco, Nayarit, Guanajuato, Aguascalientes, Zacatecas, San Luis Potosí, Querétaro et Michoacán ; et le Mexique central qui comprend les États de Veracruz, Tlaxcala, Estado de México, Distrito Federal, Puebla, Morelos, et Hidalgo.

> *sudzacatecanos* et les *sudsinaolenses,* clairement inscrits à l'intérieur de leurs limites étatiques respectives, ne partagent plus cette conscience régionale qu'abritait la société coloniale[378] ».

Ce rôle joué par les grandes divisions régionales tripartites dans les représentations géographiques et identitaires nationales est d'importance, puisqu'il nous renseigne sur la façon dont Guadalajara et Arequipa se positionnent dans la nation, par rapport aux autres régions, et plus encore comment elles pensent leur propre identité régionale.

Nos deux villes ont en commun une même situation dans la région la plus dynamique du pays, celle qui centralise l'essentiel des pouvoirs économiques et politiques, à savoir la *costa* pour le Pérou, et la région centrale pour le Mexique. Ce positionnement a pour corollaire la formation de ce que l'on pourrait appeler un axe modernisateur entre la capitale du pays et la ville seconde, axe qui structure ces vastes régions centralisatrices. Ainsi, l'axe Lima-Arequipa peut être pensé comme structurant l'espace économique et politique côtier, tandis que l'axe Mexico-Guadalajara structurerait en partie la région centre du Mexique.

Ensuite, Arequipa et Guadalajara assument toutes deux cette position complexe de « ville-frontière », entre différents espaces historiques, topographiques et économiques. Ainsi, Guadalajara est un point de contact entre le Mexique central, colonial et densément peuplé, et le Mexique du nord, désertique et tourné économiquement vers les États-Unis. Plus encore que la capitale *tapatía,* Arequipa assume elle-aussi une double frontière. Celle qui met en contact la *sierra* et la *costa*[379]*,* et celle qui articule les frontières nationales chilienne et bolivienne au Pérou. Cette posture à la fois centrale et de contact est fondamentale dans la définition du rôle joué par les deux villes dans les rapports de force régionaux. Elle leur garantit par ailleurs ce statut de capitale, au sein de vastes espaces régionaux qui restent à définir.

---

[378] « En las postrimerías del siglo XX seguimos empleando el término Occidente de México, pero no para referirnos a una región económica, sino más bien geográfica o cuando mucho geopolítica. Es cierto que la orgullosa Perla de Occidente sigue ejerciendo un papel hasta cierto punto preponderante en el área, pero es incapaz de cohesionar a todo el oeste. Ahora jaliscienses, colimenses, nayaritas, aguascalientenses, sudzacatecanos y sud-sinaloenses, inscritos rígidamente dentro de sus respectivos límites estatales, no comparten aquella conciencia regional que abrigó la sociedad colonial ». Ricardo ÁVILA PALAFOX, *El Occidente de México en el tiempo…, op. cit.,* Guadalajara, Universidad de Guadalajara, 1994, p. 134.

[379] Nous avons évoqué dès l'introduction de notre étude ce caractère de « ville synthèse » assumé par Arequipa, entre la culture indienne de la *sierra,* et l'héritage colonial et blanc de la *costa.*

### *L'espace régional en question : définition et approximations*

Dans l'introduction des Actes du colloque *Mexico's regions. Comparative history and development,* l'historien nord-américain Eric Van Young explique toute la difficulté de définir avec précision ce que l'on entend par « région », en partant d'une révision de la littérature mexicaine sur les questions historiques, politiques et culturelles régionales : « les régions sont comme l'amour, elles sont difficiles à décrire mais on les reconnaît quand on les voit »[380]. Concrètement, et au-delà des divers découpages administratifs qui divisent les territoires nationaux tout au long de leur histoire, la région se définit – selon Van Young – soit en des termes généraux, le plus souvent géographiques et topographiques (Van Young prend l'exemple de la Huasteca[381]), soit en fonction de la ville autour de laquelle elle s'organise. C'est le cas de la région d'Arequipa comme de celle de Guadalajara, auxquelles les deux villes semblent progressivement imprimer leur identité à partir de la période coloniale[382].

Pour autant, ces deux régions sont également souvent considérées de façon plus globale et directement géographique, dans une approche qui prend en compte leur vaste zone d'influence économique. Ainsi, Arequipa est perçue depuis la deuxième moitié du XIXe siècle comme la capitale d'une vaste zone identifiée comme le « Sud andin », tandis que Guadalajara est considérée depuis la période coloniale comme la capitale de « l'Occident mexicain ». Si ces appellations sont désormais courantes dans l'historiographie, les limites géographiques de ces deux vastes régions ont néanmoins évolué dans le temps et font encore aujourd'hui l'objet de nombreux débats[383].

---

[380] « If one reads very far in the recent literature on Mexican regional history, politics, or culture, one rather quickly discovers an interesting fact: regions are like love-they are difficult to describe, but we know them when we see them ». Eric VAN YOUNG, « Are regions good to think », *in* Eric VAN YOUNG (ed.), *Mexico's regions. Comparative history and development,* University of California, Center for US-Mexican Studies, UCSD, 1992, p. 3.

[381] La Huasteca est une vaste région du nord-est mexicain, qui comprend une partie des États d'Hidalgo, Veracruz, San Luis Potosi et Tamaulipas.

[382] Cette idée que les régions naissent en Amérique latine à la période coloniale, durant laquelle se forme l'essentiel de leurs caractéristiques économiques, sociales et politiques, a été développée dans l'ouvrage suivant : Eric VAN YOUNG, *La ciudad y el campo en el México del siglo XVIII : la economía rural de la región de Guadalajara, 1675-1820,* México, Fondo de Cultura Económica, 1990.

[383] Dans l'article déjà cité, Arturo Taracena Arriola souligne la nécessaire imprécision des contours de la région, définis par la « capacité de territorialisation des élites régionales et des groupes sociaux dominants », de même que par « les logiques particulières nées de processus économiques internes ». Arturo TARACENA ARRIOLA, « Propuesta de definición histórica… », *op. cit.,* p. 188.

Ainsi, la définition exacte de ce que l'on entend communément par « Occident mexicain » reste confuse, comme le souligne avec humour Álvaro Ochoa Serrano, dans l'introduction d'un ouvrage consacré à l'histoire des mariachis dans l'ouest du Mexique. L'auteur explique que, s'il est aisé de reconnaître des caractéristiques culturelles communes aux actuels États du Jalisco, du Nayarit, du Colima et du Michoacán, en revanche « les frontières de l'Occident restent à préciser. En général on ne peut pas se perdre ; l'Occident comme région, comme centre de notre intérêt et face à la carte, se trouve à gauche du D.F. [384] ».

De façon plus précise, la définition géographique de l'Occident mexicain connaît généralement deux acceptions : l'une qui inclut de façon large les États du nord-ouest du Mexique, à savoir le Sonora, le Sinaloa, voire la Basse Californie, et l'autre – plus communément admise – qui correspond globalement aux anciens contours de la Nueva Galicia coloniale. Cette deuxième définition, que nous adopterons dans le présent chapitre, fait ainsi s'étendre l'Occident mexicain aux États du Jalisco, du Colima, du Nayarit, d'Aguascalientes ainsi qu'à une bonne partie des États du Michoacán, de Guanajuato et de Zacatecas, sur une vaste zone qui correspond globalement au Mexique occidental et à une partie du *Bajío*[385].

[384] « En cuanto a los linderos del Occidente, quedan pendientes de precisar. En general, no tiene pierde ; el Occidente como región, como centro de nuestro interés y de frente al mapa, queda a la izquierda del D.F. ». Álvaro OCHOA SERRANO, *De Occidente es el mariache y de México…revista de una tradición,* Zamora, Colegio de Michoacán, Secretaria de Cultura de Jalisco, 2006, p. 11.

[385] Le « *Bajío* » mexicain est une vaste région géographique et culturelle située au centre du Mexique, et qui comprend les basses terres des actuels États d'Aguascalientes, de Querétaro, de Guanajuato, du Jalisco (région de Los Altos) et une partie du Michoacán.

**Figure 26 - L'Occident mexicain[386]**

En partie héritée des découpages administratifs de la période coloniale, la vaste zone géographique sur laquelle la ville de Guadalajara étend son influence au tournant des XIXe et XXe siècles correspond à un espace économique cohérent déjà ancien, consolidé dans le cadre de la Nueva Galicia coloniale.

Son développement économique repose principalement sur trois activités, à savoir les mines (celles de Zacatecas, exploitées dès 1546[387]), l'agriculture et le commerce. Dans l'important ouvrage qu'elle a publié sur « Guadalajara et sa région », la géographe Hélène Rivière d'Arc insiste sur ce dernier axe de l'activité régionale, en ce qu'il a tout particulièrement bénéficié à la ville de Guadalajara.

> « Il semble que ce soit sa fonction commerciale, quelle qu'elle ait été, qui fut le facteur le plus important et le plus caractéristique de la croissance de Guadalajara et, par conséquent, ce serait principalement du fait de ces liens

[386] Le tracé en rouge est de nous.

[387] Hélène RIVIERE D'ARC, *Guadalajara y su región…, op. cit,* p. 35.

> commerciaux qu'elle a été un élément moteur et stimulant pour la formation de la région[388] ».

Le rôle commercial assumé par la ville de Guadalajara dès sa fondation croît rapidement et se voit renforcé à la fin du XVIIIe siècle par de nouvelles mesures, qui favorisent le commerce *tapatío* tout en assurant à la future capitale du Jalisco une hégémonie certaine sur l'ensemble de la région.

> « À partir de 1795, avec l'autorisation de former un *Real Consulado* ayant juridiction sur un territoire similaire à celui de l'Intendance de Guadalajara, les commerçants obtinrent l'institutionnalisation d'une union indépendante, qui leur permit d'accéder au monopole du commerce infrarégional et des échanges avec d'autres régions. Mais pas seulement dans leur *hinterland* habituel. À partir du dernier tiers du XVIIIe siècle, la région « *tapatía* » s'étend de façon notoire[389] ».

Cette expansion commerciale sans précédent de la ville de Guadalajara sur une zone d'influence de plus en plus en vaste s'affirme ensuite définitivement au cours du XIXe siècle :

> « Le XIXe siècle […] et tout particulièrement la deuxième moitié, a été celui de la naissance du commerce de gros, de l'ouverture des États du nord-ouest aux échanges nationaux. Guadalajara se convertit alors en une sorte de centre de référence pour ce commerce, exerçant une fonction de distribution non seulement pour les produits agricoles […], mais aussi pour les produits manufacturés, venus principalement de l'étranger[390] ».

S'il nous faudra revenir plus tard sur l'importance de ces échanges commerciaux avec l'étranger en général et avec l'Europe en particulier, notons dès à présent ce rôle de centre de redistribution assumé par Guadalajara dès la période

---

388 « Parece que su función comercial, cualquiera que haya sido, fue el factor más importante y característico del crecimiento de Guadalajara y, en consecuencia, sería sobre todo por los lazos comerciales por lo que fue un elemento motor y estimulante para la formación región », *id.,* p. 39.

389 « Desde 1795, con la autorización para formar un Real Consulado con jurisdicción sobre un territorio similar al de la Intendencia de Guadalajara, los comerciantes obtuvieron una institución gremial independiente que les permitió ejercer el monopolio del comercio intrarregional y de los intercambios con otras regiones. Pero no sólo en su *Hinterland* habitual. A partir del último tercio del siglo XVIII la región 'tapatía' se expandió de manera notable ». José María MURIA, *Capítulos de historia…, op. cit.,* p. 41.

390 « El siglo XIX […] y en especial la segunda mitad, fue el del nacimiento del gran comercio al mayoreo, de la apertura de los Estados del noroeste a los intercambios nacionales. Guadalajara se convertía en una especie de centro de referencia para este comercio, ejerciendo una función de distribución no solamente para los productos agrícolas […] sino también para los productos fabricados, venidos frecuentemente del extranjero ». Hélène RIVIERE D'ARC, *Guadalajara y su región…, op. cit,* p. 57.

coloniale. C'est ce rôle de plaque tournante des échanges commerciaux régionaux, nationaux et internationaux qui constitue la source précoce de l'hégémonie de Guadalajara sur l'ensemble de la région.

Le développement commercial et économique de la capitale *tapatía* a pour corollaire une expansion démographique de grande envergure au cours du XIXe siècle, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent. Cette importante croissance démographique est le résultat de facteurs conjugués, parmi lesquels la décadence rapide des anciennes villes minières (principalement Guanajuato et Zacatecas), des périodes politiques troublées (notamment au moment de la Guerre d'Indépendance) et le processus d'industrialisation entamé dans les années 1850. Durant tout le XIXe siècle, la ville de Guadalajara bénéficie alors d'une « hypertrophie du commerce » et d'un exode rural, qui la convertissent rapidement en épicentre de l'Occident mexicain[391], dont elle assure la cohérence à la fois économique et culturelle[392].

Pour autant, et en dépit de cette évidente hégémonie *tapatía,* la zone d'influence de Guadalajara s'est notablement réduite au cours du XIXe siècle, tout d'abord avec la mise en place du fédéralisme. Si les élites *tapatías* ont participé activement à l'adoption d'une Constitution fédérale, cette dernière a amené les nouveaux États à se centraliser autour de leur propre capitale, se soustrayant de fait à l'hégémonie politique et administrative de Guadalajara. D'autre part, le centralisme croissant exercé par la ville de Mexico sous la présidence de Benito Juárez (1858-1872) puis durant le Porfiriat[393] entraîne également une réduction importante du territoire d'influence de la capitale du Jalisco.

La définition des limites géographiques de ce que l'on appelle l'Occident mexicain est donc complexe, du fait des nombreuses réductions et mutations qu'a connues cette zone géographique depuis la période préhispanique jusqu'à la période

---

[391] Jean MEYER, « Perspectiva de análisis… », *op. cit.,* p. 163: « Las relaciones entre Guadalajara y el centro oeste. Recepción y dominación son las dos formas de relación entre la ciudad y la región. Como polo de crecimiento demográfico, Guadalajara recibe a los campesinos que no pueden ya vivir en el campo ; en tanto que como centro regional, Guadalajara controla un vasto territorio ».

[392] Ricardo ÁVILA PALAFOX, *El Occidente de México…, op. cit.,* p. 36 : « Outre le fait que l'on dispose de plus d'information pour son étude et sa compréhension, on peut dire que durant la période coloniale, voire après, l'Occident du Mexique acquiert une relative cohérence et continuité grâce à l'hégémonie de Guadalajara ». *Version originale de la citation :* « Además de que se cuenta con mayor información para su estudio y comprensión, se puede decir que durante el periodo colonial, y aun después, el Occidente de México adquiere una relativa coherencia y continuidad gracias a la hegemonía de Guadalajara ».

[393] Nous reviendrons sur les différentes étapes du centralisme politique mexicain à partir de la deuxième moitié du XIXe siècle dans le troisième chapitre de notre étude.

contemporaine, en passant par cette grande étape d'hégémonie *tapatía* durant la période coloniale[394].

Rappelons que le Jalisco lui-même ne voit ses frontières officiellement définies qu'avec la Constitution de 1917, du fait de la complexe « question de Tepic ». Actuelle capitale de l'État du Nayarit, formé officiellement à partir de cette Constitution postrévolutionnaire, la ville de Tepic centralise un « canton » (le « canton de Tepic ») enclavé entre l'Océan Pacifique à l'ouest, les États du Sinaloa et du Durango au nord, du Zacatecas à l'est et du Jalisco au sud.

> « La question de Tepic, comme on a appelé durant des années la problématique dérivée de la séparation du 7ème Canton de l'État, est une affaire hautement compliquée, dont la pleine et nécessaire compréhension demanderait l'analyse complète de situations aussi diverses que la contrebande de la maison Barron et Forbes, le leadership de Manuel Lozada, la situation particulière du Nayar, la propriété de la terre, la main d'œuvre, le port de San Blas, etc.[395] ».

S'il n'appartient pas à ces lignes de détailler l'ensemble des facteurs ayant contribué au conflit ouvert entre les autorités politiques de l'État du Jalisco et le Canton de Tepic, rappelons simplement que ce dernier développe des visées séparatistes dès 1848, grâce à l'appui financier de la compagnie de commerce britannique *Barron and Forbes* installée dans le port de San Blas. Ce sont néanmoins les luttes armées menées par le « rebelle » Manuel Lozada[396] qui permettent réellement l'autonomie du 7ème Canton, qui engage alors une série de batailles tant militaires qu'administratives avec le pouvoir central afin d'obtenir officiellement son indépendance. Déclaré « district militaire » en 1867 par Benito Juárez afin de

---

[394] Parmi les ouvrages et études qui ont alimenté cette réflexion sur la définition de l'Occident mexicain, il convient de citer les actes du colloque organisé par Ricardo Ávila Palafox et publiés en 1994, sous le titre de *El Occidente de México en el tiempo. Aproximaciones a su definición cultural,* Guadalajara, Universidad de Guadalajara, 1994. Cet ouvrage regroupe une série d'études chronologiques qui retracent l'histoire à la fois politique et culturelle de la région, de même que l'évolution de ses délimitations, depuis la période préhispanique jusqu'au XIXe siècle. Les premières définitions de l'Occident mexicain remontent en effet aux premières installations humaines dans la région, avant l'arrivée des Espagnols.

[395] « La cuestión de Tepic, como se dio por llamar durante años a la problemática que derivó en la separación del 7° Cantón del Estado, es un asunto sumamente complicado cuya cabal comprensión, aparte de necesaria, conllevaría al análisis completo de situaciones tan diversas como el contrabando de la casa Barrón y Forbes, el liderazgo de Manuel Lozada, la peculiar situación del Nayar, la tenencia de la tierra, la mano de obra, el Puerto de San Blas, etc. ». José María MURIA, « La cuestión de Tepic », *in* José María MURIA (coord.), *Lecturas históricas de Jalisco…, op. cit.,* p. 17.

[396] On doit à l'historien Jean Meyer une étude détaillée de la vie et de l'action de cette figure à la fois légendaire et controversée de l'histoire du Nayarit qu'est Manuel Lozada : Jean MEYER, *Esperando a Lozada,* Zamora, El Colegio de Michoacán, 1984.

soumettre les groupes armés séparatistes conduits par Lozada[397], le Canton de Tepic se voit soumis en 1874 à l'autorité du Jalisco, alors gouverné par Ignacio Luis Vallarta[398]. En réalité, les autorités du Jalisco n'exercent plus de réel contrôle sur le Canton de Tepic, autonome de fait. Il faut attendre l'arrivée au pouvoir de Porfirio Díaz pour que le 7ème Canton se sépare officiellement du Jalisco, en décembre 1884. Le Canton de Tepic est reconnu comme État du Nayarit à l'occasion de la proclamation de la Constitution de 1917[399].

En ce qui concerne les États du Sinaloa et du Sonora, parfois assimilés à l'Occident mexicain, l'influence qu'y exerce la capitale *tapatía* y semble relativement limitée au tournant des XIXe et XXe siècles. Il faut attendre l'année 1927, avec l'établissement d'une liaison ferroviaire entre Guadalajara et la ville de San Francisco, en Californie, pour que les États du nord-ouest mexicain voient un essor de leurs échanges avec le Jalisco.

La délimitation des frontières de cette vaste zone à la fois géographique et culturelle qu'est l'Occident du Mexique est donc complexe, car en constante évolution. À l'inverse, la définition de ce que l'historiographie péruvienne appelle le « Sud andin » est beaucoup plus simple. En effet, « le territoire méridional du Pérou se trouve au sud d'une ligne imaginaire qui part de Pisco et arrive jusqu'à Apurimac »[400], ligne qu'il faudrait prolonger globalement jusqu'au nord du département de Puno, à la frontière avec l'actuel département amazonien de Madre de Dios.

Le Sud péruvien comprend donc globalement les actuels départements du Cuzco, de Madre de Dios, d'Apurímac, d'Ayacucho, de Puno, d'Arequipa, de Moquegua et de Tacna, et fait la frontière avec la Bolivie, le Chili et le Brésil.

---

[397] Cette mesure prise par Benito Juarez et qui impose de fait la séparation du 7° Canton du reste du Jalisco a également pour objectif d'affaiblir le pouvoir politique *tapatío,* en amputant son territoire d'une frange importante, puisque c'est celle qui relie Guadalajara à l'Océan. Nous reviendrons sur cette initiative centralisatrice du gouvernement libéral de Juarez dans le troisième chapitre de cette thèse.

[398] *Juan Panadero,* Guadalajara, « Editorial », 31 mai 1874, p. 1-4, « Tepic vuelve a la casa ».

[399] Pour un aperçu plus précis et détaillé de l'histoire du Nayarit et de la séparation du Canton de Tepic du reste du Jalisco, voir les travaux de Jean MEYER, *De Cantón de Tepic a Estado de Nayarit, 1810-1940,* Guadalajara, Universidad de Guadalajara, 1990 ; Jean MEYER, *Breve historia de Nayarit,* El Colegio de México, México, 1997.

[400] Alberto FLORES GALINDO, *Arequipa y el Sur Andino*…, *op. cit.,* p. 12-13.

**Figure 27 - Le Sud péruvien**

Source : Université de Texas, à Austin. URL : http://www.lib.utexas.edu/maps/[401]

Alors que la délimitation de l'Occident mexicain s'est faite logiquement dans le cadre du territoire national, au centre duquel il se situe, la définition du « Sud péruvien » est plus complexe. Nous souscrivons ici pleinement à l'approche proposée par Alberto Flores Galindo, pour qui il est préférable de penser

> « À un 'Sud andin' plutôt qu'à un 'Sud péruvien'. Le terme 'Sud andin', avec toutes ses imprécisions (ou peut-être grâce à elles), nous aide à montrer que nous ne nous référons pas exclusivement au Pérou. La frontière politique n'a pas eu la signification décisive que beaucoup lui ont attribuée[402] ».

[401] Le tracé en rouge est de nous.

[402] « Preferimos pensar en un 'sur andino' y no en un 'sur peruano'. El término 'sur andino', con todas sus imprecisiones (o tal vez por eso mismo), nos ayuda a manifestar que no nos referimos exclusivamente al Perú. La frontera política, no ha tenido la significación decisiva que muchos le han atribuido ». Alberto FLORES GALINDO, *Arequipa y el Sur Andino*..., *op. cit.*, p. 16-17.

Grande référence de l'historiographie péruvienne et plus encore de l'historiographie aréquipénienne, l'ouvrage majeur duquel est issue cette citation – *Arequipa y el Sur andino,* de Alberto Flores Galindo – interroge pour la première fois les limites régionales de l'influence exercée par Arequipa dans le sud du pays, en pensant cette influence au-delà des seules frontières nationales. En rompant avec le cadre classique de l'État-nation, l'auteur rend ainsi mieux compte d'une zone d'influence *arequipeña* qui s'étend également sur toute une partie de la Bolivie.

Manifeste dans l'épisode de la Confédération péruano-bolivienne de 1826, cette interaction permanente entre les départements du sud du Pérou et la Bolivie participe de la définition d'une vaste zone d'influence autour de la ville d'Arequipa dès l'époque coloniale.

À cette période, Arequipa développe une activité agricole importante, axée sur la culture du blé et du maïs et plus particulièrement sur l'exploitation de la vigne dans les vallées qui entourent la ville, exploitation mise en place dès sa fondation.

> « Les vallées du Sud produisirent rapidement des milliers de jarres de vin par an, pour ensuite être vendues dans les centres miniers ou à Lima. La situation d'Arequipa et son abondance agricole générèrent un commerce prospère. Malgré le fait qu'elle se trouve dans la périphérie politique, ses liens commerciaux l'intégraient fermement à l'empire. Arequipa, seule ville d'importance dans le sud du Pérou, envoyait du vin et des productions agricoles produits dans la région à l'*Alto Perú*, et transférait les produits alimentaires et les marchandises importées de la *Ciudad de los Reyes* [Lima] à travers le port de Quilca, situé à 96 kilomètres, depuis lequel à son tour, étaient envoyés à Lima la plupart des lingots d'argent venant de l'Altiplano et où s'organisaient les embarquements de mercure depuis Huancavelica vers Potosi[403] ».

Plus encore que Guadalajara, dont les échanges commerciaux se limitent finalement rapidement aux États du nord-ouest du pays et à la ville de Mexico, Arequipa joue donc le rôle de plaque tournante des échanges entre Lima, une large

---

[403] « Los valles del sur pronto produjeron miles de botijas de vino al año, para venderse en los centros mineros o en Lima. La ubicación de Arequipa y su abundancia agrícola generaron un próspero comercio. A pesar de encontrarse en la periferia política, sus vínculos comerciales la integraban firmemente al imperio. Arequipa, única ciudad de importancia del sur del Perú, enviaba vino y productos agrícolas producidos en la región al Alto Perú, y mandaba comestibles y mercadería importada de la Ciudad de los Reyes [Lima] a través del puerto de Quilca, situado a 96 kilómetros, desde donde a su vez, se enviaban a Lima muchos de los lingotes de plata procedentes del Altiplano y se organizaban los embarques de mercurio desde Huancavelica hacia Potosi ». Kendall BROWN, *Borbones y Aguardiente…, op. cit.,* p. 24.

frange de la côte Pacifique et cette vaste et riche région qu'est alors l'*Alto Perú*, connu aux XVIe et XVIIe siècles sous le nom de « *provincia de Charcas* »[404]. L'exploitation des mines du Potosí permet la formation d'une région économiquement autonome, dans laquelle Arequipa s'insère en tant que centre distributeur et exportateur de productions agricoles locales[405].

Alberto Flores Galindo rappelle ensuite rapidement les grandes étapes de formation de la région sud-andine au XVIIIe siècle, sur la base d'un développement commercial sans précédent. Flores Galindo définit quatre grandes périodes de développement économique pour la région sud-andine, des années 1740 aux années 1930. La première comprend principalement quatre décennies de développement minier, durant lesquelles se mettent en place des circuits commerciaux d'importance unissant les Andes péruviennes, l'Alto Perú et ce qui sera plus tard l'Argentine. Cette première période est nettement dominée par la ville du Cuzco, alors qu'Arequipa peine à développer son marché régional et se concentre principalement sur la production de vins et « *aguardientes* », cette eau-de-vie produite dans les vallées de Tambo et Majes[406].

La période suivante (1780 à 1830) marque le déclin définitif de l'exploitation minière. L'économie coloniale est alors en pleine désarticulation et le Cuzco perd définitivement sa position hégémonique dans le Sud andin. À partir des années 1830 et jusqu'à ce qu'éclate la guerre du Pacifique en 1879, la région méridionale du Pérou voit se développer de façon importante le commerce de la laine. C'est durant cette période que la ville d'Arequipa prend la place du Cuzco à la tête des circuits commerciaux régionaux. Si la guerre du Pacifique met un terme provisoire aux activités commerciales locales, celles-ci reprennent néanmoins progressivement dans les années de reconstruction, grâce à une croissance relativement constante du commerce de la laine, dont Arequipa devient la capitale.

Le principal débat autour de la définition du Sud andin ne porte donc pas réellement – comme c'est le cas pour l'Occident mexicain – sur la question des délimitations de l'espace concerné, assez claires, mais bien plutôt sur la chronologie

---

[404] Appartenant au Virreinato del Río de la Plata, la *Audiencia* de Charcas comprend globalement les territoires de l'actuelle Bolivie et la côte nord du Chili.

[405] Juan Guillermo CARPIO MUÑOZ, « Rebeliones arequipeñas del siglo XIX y configuración de la 'oligarquía nacional' », *op. cit.,* p. 34

[406] *Id.*

de la formation de cette vaste zone économique En effet, et alors que la chronologie occidentale mexicaine présente peu d'ambiguïtés[407], les grandes étapes de formation d'une identité sud-péruvienne portent, elles, à discussion.

Dans l'article publié en 1998 dans la *Revista de Ciencias sociales* de l'Université San Agustín d'Arequipa[408], l'historien aréquipénien Eusebio Quiroz Paz Soldán s'interroge sur la validité de la notion de « région » pour aborder l'histoire péruvienne et retrace dans les grandes lignes le débat chronologique qui concerne les principales étapes de formation du Sud andin. Quiroz Paz Soldán, qui souscrit également à la proposition émise par Flores Galindo de penser le Sud andin plutôt que le Sud péruvien, évoque ainsi les études de Alejandro Málaga Medina, pour qui la région sud se forme à la fin du XVIe siècle et à partir de l'exploitation minière de Potosí. Cette approche rejoint celle développée par Luis Miguel Glave sur le Cuzco, qu'il considère avec les villes d'Arequipa, La Paz et La Plata comme les pôles articulateurs du Sud andin dès le XVIIe siècle. Flores Galindo, de son côté, fixe donc plus tardivement les bases de formation de l'identité régionale du Sud andin, au XVIIIe siècle[409].

S'il ne nous appartient pas de trancher entre ces diverses interprétations historiques de la formation régionale sud-andine, notons simplement qu'elles s'accordent toutes sans exception sur l'importance du facteur économique et commercial dans la construction de la région. Eusebio Quiroz Paz Soldán nous rappelle ainsi que

> « L'existence et le comportement d'un espace régional intégré et articulé dans le sud du Pérou […] durant l'époque coloniale sont liés, essentiellement, à des aspects productifs et commerciaux. La région était surtout un circuit commercial avec des échanges dynamiques, dans lequel fonctionnaient des flux commerciaux et monétaires. Les aspects politiques et administratifs sont complémentaires des aspects économiques déjà signalés. Cela signifie que, parler de région sud, en termes historiques, ce n'est pas considérer une unité, formée par décision politique, des autorités coloniales. La région sud, c'est un circuit commercial et un espace géographique intégré et articulé […].[410] ».

---

[407] L'Occident mexicain se voit réduit de façon constante et par grandes étapes historiques, depuis la période préhispanique, puis durant la période coloniale avec la réduction de cet « Occident » au seul territoire de la Nueva Galicia, jusqu'à la définition des États fédéraux au début du XIXe siècle.

[408] Eusebio QUIROZ PAZ SOLDÁN, « Historia regional y Sur Andino », *op. cit.*

[409] Alberto FLORES GALINDO, *Arequipa y el Sur Andino*…, *op. cit.*

[410] « La existencia y el comportamiento de un espacio regional integrado y articulado en el sur del Perú – una región sur del Perú – durante la época colonial, tiene que ver, esencialmente, con aspectos

L'espace régional considéré, Occident mexicain ou Sud Andin, ne se définit donc pas en fonction de découpages administratifs finalement assez peu significatifs lorsqu'il s'agit de penser l'identité de la région, mais bien plutôt comme un espace économique et financier, qui constitue le vaste *hinterland* des villes de Guadalajara et d'Arequipa. Cet espace dépasse clairement les frontières politiques fixées par l'État-nation et se pense par rapport à deux pôles urbains qui, plus que les sièges administratifs du pouvoir politique, sont surtout des centres de redistribution et d'organisation des flux commerciaux régionaux. En ce sens la région, au même titre que la nation, n'est pas une réalité donnée, mais bien plutôt un espace construit en fonction d'une série de critères géographiques, économiques et politiques, dont la cohérence est assurée en grande partie par le sentiment d'appartenance régionale de ses habitants et son évolution dans le temps.

De fait, les trajectoires historiques *tapatía* et *arequipeña* sont profondément différentes, voire opposées. Alors que Guadalajara assume une position hégémonique à la fois politique et commerciale sur l'ensemble de l'Occident mexicain dès sa fondation, Arequipa se développe faiblement et à l'ombre du Cuzco jusqu'au début du XIXe siècle. L'effondrement minier de la région *potosina* et la désarticulation de l'espace économique forgé par l'exploitation minière dans le Sud andin redessinent les rapports de force régionaux. Arequipa prend alors la place du Cuzco et assure définitivement le rôle de capitale économique régionale à partir de la deuxième moitié du XIXe siècle. Au même moment – c'est-à-dire globalement à partir des années 1860, sous le gouvernement de Benito Juárez – la ville de Guadalajara connaît une situation inverse, puisque c'est à cette période qu'elle entame un certain déclin économique et politique. Si la ville entre à l'époque dans une importante phase de développement industriel, nous le verrons, elle voit toutefois son influence régionale se réduire considérablement, sous le coup principalement du centralisme croissant exercé par la

---

productivos y comerciales. La región era, principalmente, un circuito comercial con dinámicos intercambios, en el que funcionan flujos comerciales y monetarios. Los aspectos políticos y administrativos, resultan complementarios de los económicos, ya señalados. Esto significa que, hablar de región sur, en términos históricos, no es considerar una unidad, formada por decisión política, de las autoridades coloniales. Región sur, es un circuito comercial y un espacio geográfico integrado articulado, en el que sus elementos son ciudades con diferentes actividades económicas, cuya funcionamiento tiene carácter complementario y dinámico ». Eusebio QUIROZ PAZ SOLDÁN, « Historia regional y Sur Andino », *op. cit*. p. 45

ville de Mexico[411]. La mise en regard des trajectoires historiques régionales de Guadalajara et d'Arequipa depuis l'Indépendance soulève la question de savoir si ces évolutions contraires auraient une influence sur la place qu'occupent les deux villes dans le processus de consolidation nationale. La deuxième partie de notre étude devra ainsi évaluer dans quelle mesure le développement contradictoire des deux régions conditionne leurs relations politiques avec le pouvoir central. Pour le moment, il semble au contraire qu'en dépit de ces trajectoires historiques contradictoires, Arequipa et Guadalajara ont en commun de conserver depuis leur fondation et jusque dans la première moitié du XXe siècle cette place de carrefour commercial de premier ordre, garantie par des positions géographiques privilégiées.

## Guadalajara et Arequipa, carrefours régionaux

Dans ces espaces nationaux hétérogènes, divisés en importantes zones d'influence régionale, Guadalajara et Arequipa font figure de villes frontières. La capitale *tapatía* constitue ainsi un point de contact incontournable entre le Mexique central, articulé par la ville de Mexico, et les États du nord-ouest, qui font la frontière avec les États-Unis. De son côté, Arequipa est la « porte du sud », qui organise la frontière entre la Bolivie, le Chili et l'ensemble du Pérou. Cette situation frontalière, qu'elle soit nationale ou transnationale, garantit aux deux villes leur statut de carrefour, centralisateur et redistributeur.

### *Des capitales régionales centralisatrices*

En dépit d'un sentiment croissant à la fin du XIXe siècle, d'être des espaces connaissant un certain déclin culturel et politique, qui se manifesterait principalement par une perte d'influence à l'échelle nationale, les villes de Guadalajara et d'Arequipa conservent une place de premier ordre dans leur espace régional, en centralisant l'ensemble des moyens de production et de décision au niveau local. Évident au tournant des XIXe et XXe siècles, ce fort centralisme s'inscrit dans l'histoire régionale

[411] Nous reviendrons dans la deuxième partie de cette thèse sur le centralisme économique et politique de la ville de Mexico à partir de l'arrivée au pouvoir de Porfirio Díaz, mais déjà : Gustavo GARZA et Juan Javier PESCADOR, « La concentración económica en la ciudad de México, 1876-1910 », *Revista Estudios demográficos y urbanos*, vol. 8, n°1, 1993, p. 5-29.

dès la fondation des deux villes. Ainsi, « durant toute la période coloniale, il n'y eut aucun risque que Guadalajara – la Perle de l'Occident – perde sa prépondérance, parce qu'il n'existait aucune autre ville ou aucun port dans toute la région qui lui dispute une telle hiérarchie »[412].

Le centralisme exercé par la capitale *tapatía* sur l'ensemble de sa région se renforce au cours du XIXe siècle, alors que la ville de Guadalajara connaît un accroissement démographique de 233% entre 1800 et 1890[413]. Au moment de la guerre d'Indépendance, la ville bénéficie d'un premier exode rural, puis du déclin des villes minières de Guanajuato et Zacatecas, dont les habitants viennent s'installer en masse à Guadalajara à partir des années 1850. Hélène Rivière D'Arc souligne l'important décalage entre la croissance démographique de l'ensemble du Jalisco et celle de la ville de Guadalajara, décalage à l'origine de ce centralisme. Ainsi, à la fin du XIXe siècle, « la population de l'État ne faisait que doubler, alors que celle de la ville […] triplait »[414].

Cette croissance importante se fait au détriment des campagnes, qui se vident au profit des villes. Le phénomène n'est pas propre au Jalisco, puisqu'au même moment la ville de León, par exemple, connaît une très forte expansion (400 % de croissance entre 1800 et 1890[415]), tandis que la ville de Puebla, bien qu'en perte de vitesse à la fin du XIXe siècle, centralise fortement l'ensemble de sa région à partir de la période coloniale[416].

> « Dans le cas du Jalisco, la concentration du pouvoir dans la capitale, Guadalajara, est un phénomène essentiel pour la compréhension de la vie politique de l'ensemble de l'État. La ville, deuxième en importance dans le pays, concentre à la fin du XIXe siècle 18,2 % de la population totale de l'État ; en 1900, cette concentration est déjà de l'ordre de 26%[417] ».

---

412 « Durante todo el periodo colonial no hubo riesgo de que Guadalajara – la Perla de Occidente – perdiera la preponderancia, porque en toda la región no existió otra ciudad, o puerto alguno, que le disputara tal jerarquía ». Jaime OLVEDA, « El Occidente de México en el siglo XIX: integración o desintegración? », *in* Ricardo ÁVILA PALAFOX, *El Occidente de México en el tiempo…, op. cit.,* p. 129.

413 Chiffres proposés par Hélène RIVIERE D'ARC, *Guadalajara y su región…, op. cit.,* p. 50.

414 « La población del Estado no hacía sino duplicarse, mientras que la de la ciudad, como lo hemos visto, se triplicaba », *id.,* p. 53.

415 *Ibid.*

416 Alicia TECUANHUEY SANDOVAL, « Puebla : orígenes de su territorialidad y autoimagen », *Jahrbuch für Geschichte Latineamerikas,* vol. 42, 2005, p. 60-76.

417 Elisa CARDENAS AYALA, *op. cit.,* p. 23.

Elisa Cárdenas Ayala définit pour cette raison Guadalajara comme une « capitale hypertrophiée », en expliquant que cette concentration de la population comme des pouvoirs de décision dans la capitale *tapatía* s'inscrit dans un processus engagé par Porfirio Díaz pour consolider sa mainmise sur les pouvoirs locaux :

> « Dans l'ordre politique, ces années sont marquées par la promulgation de nouvelles Constitutions locales, ou bien par la modification des anciennes. Le sens général des réformes est toujours le contrôle croissant de l'exécutif des Etats sur la vie politique locale. Le régime de Díaz, qui a dû composer, d'abord, avec les caudillos régionaux, a déjà réussi à cette époque à les éliminer et à les remplacer par des gouverneurs fidèles »[418].

Ce sont ces gouverneurs qui assurent la domination exercée par la capitale régionale sur l'ensemble de sa région, à des fins de contrôle principalement. Guadalajara conserve ainsi son rôle de centre du pouvoir politique, économique et culturel *jalisciense.*

> « La démesure de la concentration démographique à Guadalajara est un élément représentatif de la disproportion existant dans tous les autres domaines entre la capitale de l'État et le reste des localités. Forte densité démographique, pouvoir économique, quasi-monopole de la production culturelle, caractéristiques qui, toutes, font de Guadalajara, depuis la période coloniale, un lieu de pouvoir très concentré. La capitale détient, en effet, le pouvoir politique, puisque la ville est le siège des Pouvoirs constitutionnels de l'État. Elle concentre aussi le pouvoir économique : les banques actives dans l'État, tout comme les grandes maisons commerciales, y ont, bien entendu, leur siège. […] Guadalajara est omniprésente dans la production de biens culturels (elle concentre la grande majorité de la presse et des établissements scolaires et elle monopolise l'éducation supérieure) et de culture politique. Elle est donc, incontestablement, *le* centre du pouvoir du Jalisco, ce qui fait de cet État – l'un des plus engagés historiquement dans la lutte pour le fédéralisme – paradoxalement, l'un des plus centralisés dans son fonctionnement interne[419] ».

Cette dernière contradiction nous intéresse d'ailleurs en premier chef : extrêmement centralisatrice, la ville de Guadalajara est paradoxalement le berceau d'un discours d'opposition au centralisme exercé par la ville de Mexico sur l'ensemble du pays.

---

[418] François-Xavier GUERRA, *Le Mexique…, op. cit.,* p. 256.

[419] *Id.,* p. 26.

> « Parce que le Jalisco devient trop petit pour les prétentions de Guadalajara, une absurde proportion s'exerce entre la capitale et l'État, Guadalajara pèche par acromégalie par rapport à sa base étatique de façon bien pire que la ville de Mexico ne le fait par rapport à l'ensemble de pays. C'est que la ville prendrait son sens, réellement, comme capitale régionale, en accord avec sa vocation originelle. À l'intérieur d'une organisation territoriale plus logique, Guadalajara se développerait sur un territoire similaire à celui rêvé par Nuño Beltrán. Dans une organisation politique plus naturellement fédéraliste, Guadalajara partagerait les fonctions et le gouvernement avec la capitale centralisatrice aztèque. C'est du moins la conviction de bon nombre de *tapatíos* humiliés par l'omnipotence de la capitale. Ces mêmes *tapatíos* qui se lamentent de la façon dont 'on leur a enlevé' le Colima et le Nayarit, parties naturelles de ce territoire de la Nouvelle Galice qui convenait si bien à Guadalajara »[420].

Dans ces lignes apparaissent les principaux axes qui définissent le rapport de Guadalajara à sa région, à la capitale du pays, ainsi qu'à l'ensemble de la nation. Forte d'un passé brillant, durant lequel la ville exerçait son influence sur une très vaste région, Guadalajara n'admet que difficilement la réduction de son territoire. Elle perçoit ainsi comme une injustice la séparation du Colima puis du Nayarit. Par ailleurs, la rivalité historique qui oppose la capitale *tapatía* à la ville de Mexico tourne en la défaveur de Guadalajara à partir de la deuxième moitié du XIXe siècle, et plus encore avec l'arrivée au pouvoir de Porfirio Díaz en 1877, qui entreprend de soumettre les pouvoirs régionaux au pouvoir central. Cette domination progressive et réelle de la ville de Mexico est alors vécue comme une humiliation par les élites *tapatías,* qui développent un discours ambivalent, mêlant défense des principes fédéralistes et volonté centralisatrice[421].

Si les *tapatíos* semblent déplorer la perte de territoires importants, le centralisme exercé par Guadalajara sur l'ensemble du Jalisco est néanmoins décrié par une partie de la presse locale dès les années 1900. Le journal *Jalisco Libre* notamment,

---

[420] « Porque Jalisco le queda chico a las pretensiones de Guadalajara, una absurda proporción se ejerce entre la capital y el estado ; Guadalajara peca de acromegalia con respecto a su base estatal de muy peor manera que la ciudad de México lo hace con respecto al conjunto del país. Y es que la ciudad tendrá sentido, realmente, como capital regional, de acuerdo con su original vocación. Dentro de una organización territorial más lógica, Guadalajara se sustentaría sobre un territorio similar al que soñó Nuño Beltrán. En una organización política más genuinamente federalista, Guadalajara compartiría funciones y gobierno con la centralista capital azteca. Esa es al menos, la convicción de muchos tapatíos humillados por la omnipotencia capitalina. Los mismos tapatíos que se lamentan de cómo 'nos quitaron' Colima y Nayarit, partes naturales de ese territorio novo gálico que tan bien le quedaba a Guadalajara ». Guillermo GARCIA OROPEZA, *Deja contarte Guadalajara*…, *op. cit.,* p. 37.

[421] Nous reviendrons sur ce discours dans la deuxième partie de notre étude.

souligne à plusieurs reprises le fait que Guadalajara centralise de façon excessive et qu'il est du devoir de l'administration publique de remédier à ce déséquilibre, en se rendant plus souvent dans les localités secondaires du Jalisco[422].

Le centralisme exercé par la ville d'Arequipa sur l'ensemble de sa région s'organise de façon quelque peu différente et connaît un développement plus tardif qu'à Guadalajara. Dans un premier temps, le centralisme *arequipeño* s'inscrit dans une rivalité avec la ville du Cuzco, avec laquelle Arequipa partage pendant longtemps la domination du Sud andin. Ce n'est qu'à partir de la deuxième moitié du XIXe siècle qu'Arequipa parvient réellement à s'imposer, à la faveur du déclin économique *cuzqueño* et en raison d'un important développement commercial.

> « Le haut commerce (c'est comme ça que l'on appelait à l'époque le commerce d'exportation et d'importation) étendit un vaste réseau de collecte et de distribution dans toute la région lainière. En établissant parfois des succursales de la maison mère aréquipénienne à Juliaca, Puno, Ayaviri, Sicuano, Cuzco, La Paz, Oruro, et d'autres villes de la région. D'autres fois en manœuvrant, depuis Arequipa, son réseau commercial particulier. Mais toujours en utilisant une série de commerçants intermédiaires : distributeurs, épiciers, marchands ambulants, […] qui se dispersaient dans toute la région lainière en même temps que les agents de vente, les administrateurs et les employés des succursales des maisons de haut commerce. Tous formaient comme les terminaisons nerveuses d'un système ayant pour centre Arequipa[423] ».

C'est en raison de cet important essor commercial, sur la base d'une exploitation croissante du commerce de la laine et du développement des maisons de commerce à Arequipa, que la ville parvient progressivement à centraliser l'ensemble du Sud andin. Au cours des deux premières décennies du XXe siècle, Arequipa devient

---

[422] *Jalisco Libre,* Guadalajara, 16 février 1905, p. 1 ; *Jalisco Libre,* Guadalajara, 16 juin 1906, p. 1.

[423] « El alto comercio (así se denominaba en la época al comercio de exportación e importación) tendió una extensa red de acopio y distribución por toda la región lanera. Unas veces estableciendo sucursales de la casa matriz arequipeña en Juliaca, Puno, Ayaviri, Sicuani, Cuzco, La Paz, Oruro, y otras ciudades de la región. Otras veces manejando, desde Arequipa, su red comercial particular. Pero siempre, utilizando a una serie de comerciantes menores: distribuidores, abarroteros, ambulantes, alcanzadores […] que se esparcían por la región lanera junto con los agentes vendedores, administradores y empleados de sucursales de las casas de alto comercio. Todos ellos eran como los terminales nerviosos del sistema que tenía por centro a Arequipa ». Juan Guillermo CARPIO MUÑOZ, Guillermo GALDOS RODRIGUEZ *et alii, op. cit.,* p. 572.

alors véritablement « le lieu où se réalisent les transactions les plus importantes du sud de la République », « la deuxième place commerciale du Pérou »[424].

Directement issu de son développement commercial, le centralisme exercé par Arequipa sur l'ensemble du Sud andin devient rapidement un objectif également politique. On observe alors la même contradiction qu'à Guadalajara, entre un discours régionaliste décriant avec virulence le centralisme exercé par la capitale du pays et la volonté de jouer également le rôle de capitale centralisatrice au niveau régional. La presse locale relaie cette contradiction, en publiant des communications qui viennent appuyer cette idée qu'Arequipa doit occuper une place plus importante sur le plan régional. Parmi de nombreux exemples, le 8 décembre 1919 le journal *El Deber* publie une contribution de l'intellectuel et historien *limeño* Pedro Dávalos y Lissón (1863-n.r.) dans laquelle l'auteur livre ses impressions de voyage, suite à un périple l'ayant conduit à Mollendo, Arequipa, Cuzco et Puno.

> « En dissertant sur l'avenir d'Arequipa, je pense qu'elle ne sera une grande ville qu'une fois qu'elle exercera sur le nord de la Bolivie, sur Tacna, Arica, Tarapaca, Antofagasta et sur tout le sud du Pérou la même attraction qu'exerce Lima sur toute la République. Arequipa, par sa plaine, son climat, sa proximité de la mer, sa situation centrale et ses beautés naturelles, présente une incomparable supériorité sur La Paz, Puno, Cuzco, Apurimac et les régions du Pérou et de Bolivie que le Chili conserve par la force[425] ».

Bien qu'issues de la plume d'un *limeño* et non d'un *arequipeño,* ces lignes illustrent l'enjeu que représente pour Arequipa une plus forte centralisation sur l'ensemble du Sud andin, qu'elle domine déjà par son poids commercial.

Sentiment de déclin et concentration de toute l'organisation de la vie politique et économique locale au détriment de la campagne composent donc le caractère

---

[424] « La ciudad de Arequipa- decía Mario Polar en 1923- es la plaza donde se realizan las transacciones más importantes del sur de la república. Están aquí radicadas las firmas fuertes que hacen el comercio de exportación e importación, y residen también en esta ciudad muchos de los propietarios y ganaderos de los departamentos vecinos. Esta pequeña ciudad ha venido a ser, por su posición geográfica, por sus vías de comunicación y por las ventajas que ofrece para la vida, la segunda plaza comercial del Perú ». Alberto FLORES GALINDO, *Arequipa y el Sur Andino…, op. cit.,* p. 110.

[425] « Discurriendo sobre el porvenir de Arequipa, pienso que ella no será una gran ciudad hasta que no ejerza sobre el norte de Bolivia, sobre Tacna, Arica, Tarapacá, Antofagasta y todo el sur del Perú la misma atracción que Lima tiene sobre toda la república. Arequipa, por su plano, su clima, su proximidad al mar, su situación central y sus bellezas naturales, tiene incomparable superioridad sobre La Paz, Puno, Cuzco, Apurimac y las poblaciones del Perú y Bolivia que Chile retiene por la fuerza ». *El Deber,* Arequipa, 8 décembre 1919, p. 2, « Las grandes riquezas del Perú ».

ambivalent et nostalgique de la ville seconde, jalouse de son passé et qui compte bien conserver sa place dans la nation et dans la hiérarchie urbaine nationale.

### *Des interfaces entre la côte et l'intérieur*

Guadalajara et Arequipa bénéficient dès leur fondation d'une même position intermédiaire entre la côte Pacifique[426] et l'intérieur des terres. Cette position leur garantit de fait une certaine indépendance vis-à-vis des circuits commerciaux centralisés par la capitale nationale. La proximité portuaire qui découle de cette position géographique permet par ailleurs aux deux villes d'assurer un rôle commercial de redistribution des marchandises à l'échelle régionale. Toutefois, les connexions établies entre nos deux capitales régionales et les ports de la côte Pacifique ne sont pas sans difficultés et rencontrent des obstacles qui nous invitent à nuancer cette importance des activités portuaires dans le développement des deux villes.

La connexion de la ville d'Arequipa aux ports de la côte pacifique sud du Pérou doit ainsi composer avec des conditions topographiques plutôt défavorables, comme nous le rappelle Flores Galindo.

> « Du fait de la proximité entre les Andes et la mer, les côtes d'Arequipa sont rocheuses, élevées et difficiles d'accès pour les embarcations. La bordure côtière peut atteindre de 600 à 1000 mètres. Tout cela explique l'absence de plages, d'endroits abrités et protégés contre les vagues. Arequipa n'a pas pu avoir de port digne de ce nom, et cela a toujours représenté un obstacle pour ses connexions avec l'extérieur[427] ».

---

[426] Guadalajara se situe à environ 200 kilomètres de la côte, dont le point le plus proche de la capitale *tapatía* est l'actuel port de Puerto Vallarta. À l'époque qui nous intéresse, celui-ci n'est toutefois qu'un village de pêcheurs, sans ouverture commerciale ni connexion directe avec Guadalajara. Arequipa se situe plus près de la côte Pacifique, à 85 kilomètres du port de Mollendo. Cette courte distance ne préjuge toutefois pas du temps réel de transport entre la capitale *mistiana* et la côte, étant données les difficultés d'accès.

[427] « A causa de la cercanía entre los Andes y el mar, las costas de Arequipa son rocosas, elevadas y difíciles para las embarcaciones. El levantamiento costero alcanza incluso 600 y 1000 metros. Todo ello trae consigo la falta de playas, de lugares abrigados y protegidos contra el oleaje. Arequipa no llegó a tener un puerto adecuado, y éste fue siempre un obstáculo para sus conexiones con el exterior ». Alberto FLORES GALINDO, *Arequipa y el Sur Andino…*, *op. cit.,* p. 13.

De fait, et à l'inverse de Lima qui bénéficie très tôt des activités portuaires du Callao[428], la partie sud de la côte péruvienne tarde à disposer d'un port permanent. La région d'Arequipa voit ainsi se succéder des installations portuaires à Quilca, au XVIIIe siècle, puis à Islay au début du XIXe siècle, et enfin à Mollendo, également dans la province d'Islay, durant la période qui nous intéresse.

**Figure 28 - Les ports du Sud andin**

Les échanges commerciaux entre Arequipa et le port de Mollendo connaissent un essor considérable à partir de l'établissement d'une liaison ferroviaire entre les deux villes en 1870. Arequipa s'érige alors en plaque tournante du commerce sud-andin de la laine, assurant la connexion entre les producteurs de la *puna*[429] et les *casas comerciales* d'Arequipa, qui exportent ensuite les cargaisons de laine vers l'Angleterre principalement, depuis le port de Mollendo.

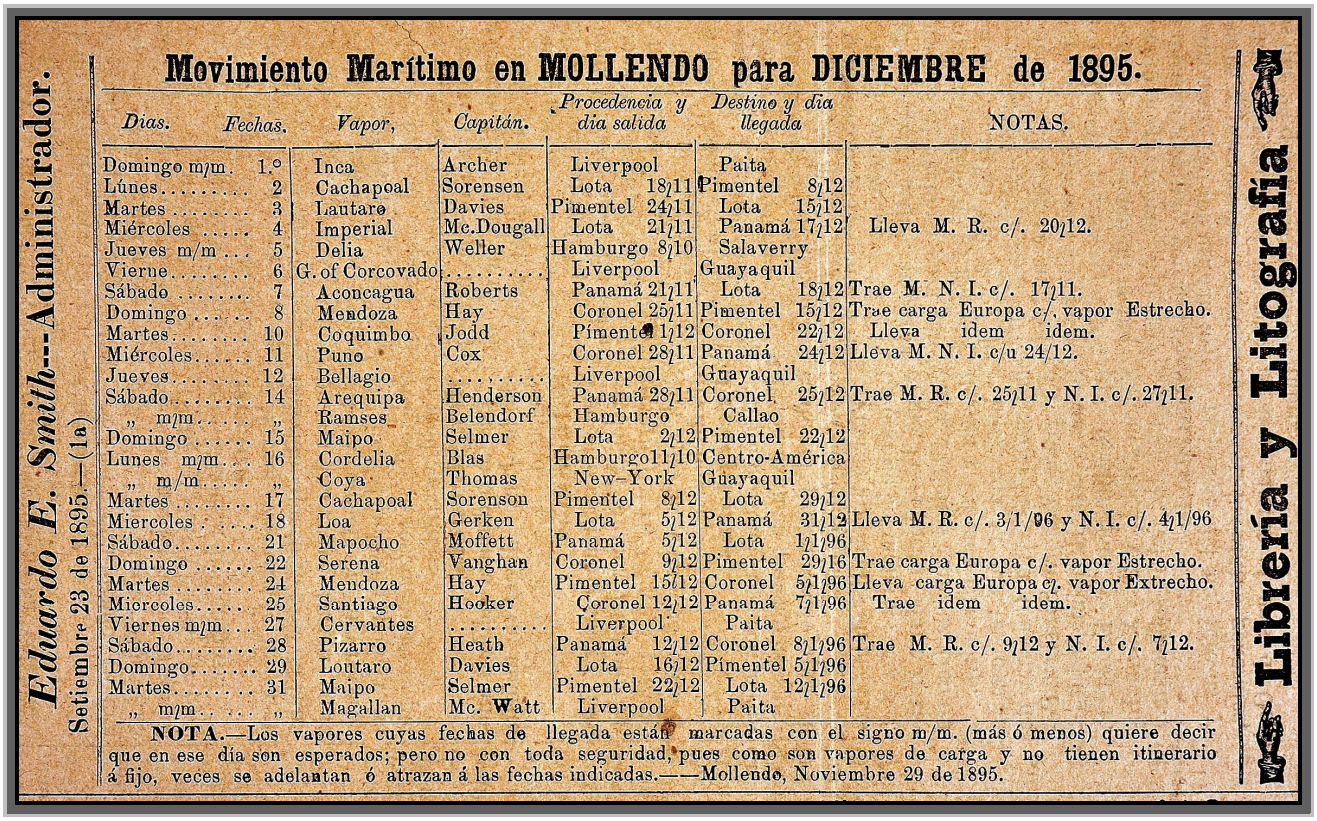
---

[428] Le port du Callao, directement rattaché à Lima, est fondé dès le XVIe siècle. Voir Francisco QUIROZ CHUECA, *Descripciones del Callao: textos, planos, grabados y fotografías, siglos XVI a XIX,* Callao, Perú, Centro de Investigaciones Históricas del Callao, Instituto Nacional de Cultura, 1990.

[429] La *puna* désigne cette région de hauts plateaux qui comprend principalement le sud du département du Cuzco et la région de Puno. C'est dans cet espace d'altitude que se trouvent les principaux élevages de camélidés tels que le lama et l'alpaga, ainsi que les élevages de moutons.

La presse *arequipeña* rend compte avec régularité de l'arrivée et des départs des navires à Mollendo, dans des pages qui nous renseignent sur l'importance des échanges articulés par Arequipa, sur au moins trois échelles. Au niveau national, le port de Mollendo commerce par exemple avec la région de Piura, par l'intermédiaire du port de Paita. Sur le plan continental les échanges sont nombreux avec le Panama, l'Équateur et le Chili. Enfin, Arequipa et sa région sont pleinement intégrées aux logiques commerciales internationales, avec l'exportation de cargaisons de laine vers le port de Liverpool en Angleterre, ou de New-York aux États-Unis. Le rayonnement économique *arequipeño,* grâce à la liaison avec le port de Mollendo, doit ainsi être compris en fonction de ce jeu d'échelles.

**Figure 29 - Les mouvements maritimes dans le port de Mollendo, 1895**



*Eduardo E. Smith*--Administrador.

Setiembre 23 de 1895.—(1a)

**Movimiento Marítimo en MOLLENDO para DICIEMBRE de 1895.**

| *Dias.* | *Fechas.* | *Vapor,* | *Capitán.* | *Procedencia y dia salida* | *Destino y dia llegada* | NOTAS. |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Domingo m/m. | 1.° | Inca | Archer | Liverpool | Paita | |
| Lúnes..... | 2 | Cachapoal | Sorensen | Lota 18/11 | Pimentel 8/12 | |
| Martes..... | 3 | Lautaro | Davies | Pimentel 24/11 | Lota 15/12 | |
| Miércoles ..... | 4 | Imperial | Mc.Dougall | Lota 21/11 | Panamá 17/12 | Lleva M. R. c/. 20/12. |
| Jueves m/m ... | 5 | Delia | Weller | Hamburgo 8/10 | Salaverry | |
| Vierne..... | 6 | G. of Corcovado | ..... | Liverpool | Guayaquil | |
| Sábado ..... | 7 | Aconcagua | Roberts | Panamá 21/11 | Lota 18/12 | Trae M. N. I. c/. 17/11. |
| Domingo ..... | 8 | Mendoza | Hay | Coronel 25/11 | Pimentel 15/12 | Trae carga Europa c/. vapor Estrecho. |
| Martes..... | 10 | Coquimbo | Jodd | Pimentel 1/12 | Coronel 22/12 | Lleva idem idem. |
| Miércoles..... | 11 | Puno | Cox | Coronel 28/11 | Panamá 24/12 | Lleva M. N. I. c/u 24/12. |
| Jueves..... | 12 | Bellagio | ..... | Liverpool | Guayaquil | |
| Sábado ..... | 14 | Arequipa | Henderson | Panamá 28/11 | Coronel 25/12 | Trae M. R. c/. 25/11 y N. I. c/. 27/11. |
| „ m/m..... | „ | Ramses | Belendorf | Hamburgo | Callao | |
| Domingo ..... | 15 | Maipo | Selmer | Lota 2/12 | Pimentel 22/12 | |
| Lunes m/m... | 16 | Cordelia | Blas | Hamburgo 11/10 | Centro-América | |
| „ m/m..... | „ | Coya | Thomas | New-York | Guayaquil | |
| Martes ..... | 17 | Cachapoal | Sorenson | Pimentel 8/12 | Lota 29/12 | |
| Miercoles ..... | 18 | Loa | Gerken | Lota 5/12 | Panamá 31/12 | Lleva M. R. c/. 3/1/96 y N. I. c/. 4/1/96 |
| Sábado..... | 21 | Mapocho | Moffett | Panamá 5/12 | Lota 1/1/96 | |
| Domingo ..... | 22 | Serena | Vanghan | Coronel 9/12 | Pimentel 29/16 | Trae carga Europa c/. vapor Estrecho. |
| Martes ..... | 24 | Mendoza | Hay | Pimentel 15/12 | Coronel 5/1/96 | Lleva carga Europa c/. vapor Extrecho. |
| Miercoles..... | 25 | Santiago | Hooker | Coronel 12/12 | Panamá 7/1/96 | Trae idem idem. |
| Viernes m/m... | 27 | Cervantes | ..... | Liverpool | Paita | |
| Sábado..... | 28 | Pizarro | Heath | Panamá 12/12 | Coronel 8/1/96 | Trae M. R. c/. 9/12 y N. I. c/. 7/12. |
| Domingo..... | 29 | Loutaro | Davies | Lota 16/12 | Pimentel 5/1/96 | |
| Martes..... | 31 | Maipo | Selmer | Pimentel 22/12 | Lota 12/1/96 | |
| „ m/m..... | „ | Magallan | Mc. Watt | Liverpool | Paita | |

**NOTA.**—Los vapores cuyas fechas de llegada están marcadas con el signo m/m. (más ó menos) quiere decir que en ese dia son esperados; pero no con toda seguridad, pues como son vapores de carga y no tienen itinerario á fijo, veces se adelantan ó atrazan á las fechas indicadas.——Mollendo, Noviembre 29 de 1895.

Librería y Litografía

Source : *La Bolsa,* Arequipa, 3 décembre 1895, p. 1, section « Avisos »

Le port de Mollendo représente donc une porte vers l'extérieur, non seulement pour la ville d'Arequipa, mais également pour l'ensemble de son *hinterland,* qui inclut les régions de Puno, du Cuzco et une partie de la Bolivie. Les élites locales de l'époque l'ont bien compris et déplorent régulièrement à la fin du XIXe siècle l'absence d'une

flotte marchande nationale, qui implique une dépendance complète vis-à-vis des marines étrangères[430].

Sur un plan cette fois plus social et politique, il est important de rappeler que, dans la mesure où il n'existe pas de liaison terrestre reliant Arequipa à Lima à la fin du XIXe siècle, c'est par bateau et depuis le port de Mollendo que s'effectuent les mouvements de voyageurs entre les deux villes[431]. Ainsi, et à titre d'exemple, c'est par Mollendo que le Président de la République quitte les « départements du sud du Pérou » et donc de là qu'il prononce son discours d'adieu aux provinces d'Arequipa, de Puno et du Cuzco après un séjour sud-andin, en 1905[432].

Mollendo est la porte d'Arequipa, ouverte non seulement sur le monde, avec des connexions régulières vers l'Angleterre, sur le reste de l'Amérique latine (Chili, Amérique Centrale, Équateur), mais plus encore sur le nord du Pérou, avec lequel les liaisons maritimes constituent à l'époque la seule connexion possible.

L'axe Mollendo-Arequipa, plus que la seule ville d'Arequipa elle-même, devient de ce fait le cœur des circuits commerciaux du Sud andin et est pour cette raison de plus en plus souvent considéré comme une seule et même entité commerciale au début du XXe siècle. En 1929 est ainsi publié un « Guide social, professionnel, commercial et industriel d'Arequipa et de Mollendo », qui regroupe une série d'articles sur les diverses institutions sociales, commerciales et culturelles des deux

---

[430] *La Bolsa*, Arequipa, « Editorial », 5 juillet 1887, p. 2 : « Il est vraiment honteux et pénible qu'un pays dont le terrain commercial et industriel est presque uniquement délimité par sa côte Pacifique ne possède pas de marine marchande, disposant d'une multitude de bons marins. Pour exporter notre guano et notre *salitre,* nous avons dû avoir recours aux bateaux étrangers […]. Mollendo, en tant que port d'Arequipa, et cela veut dire de Puno, du Cuzco, de la *Unión* et *Condesuyos,* peut offrir à une entreprise de ce type des éléments tout à fait considérables […] ». *Version originale de la citation :* « Pena y vergüenza da realmente que un país, cuyo terreno mercantil e industrial está casi puramente circunscrito a su costa del Pacifico, no tenga una marina mercantil, teniendo una multitud de buenos marinos. Para exportar nuestro guano y salitre, hemos tenido necesidad de buques extranjeros [...] Mollendo, como puerto de Arequipa, y esto quiere decir de Puno, Cuzco y de la Unión y Condesuyos, puede proporcionar a una empresa de esta clase elementos muy considerables [...] ».

[431] En effet, la capitale nationale péruvienne et la capitale *mistiana* sont séparées par plus de 750 kilomètres en ligne droite, totalement impraticables par voie terrestre au début du XXe siècle. Elles sont actuellement reliées par la célèbre route « Panaméricaine », conçue à la fin des années 1920 lors de différents congrès panaméricains. Le tronçon qui sépare Lima d'Arequipa compte plus de 1000 kilomètres, ce qui nous renseigne sur la difficulté d'installation de cette voie asphaltée entre les deux villes.

[432] *La Bolsa,* Arequipa, 4 juillet 1905, p. 2, « El presidente de la República a los departamentos de Arequipa, Puno y Cuzco ». C'est également du port de Mollendo que le leader libéral Lino Urquieta quitte la région en 1901 : *La Bolsa,* Arequipa, « Crónica », 14 janvier 1901, p. 2, « Partida del Presidente de la 'Liga Independiente' ».

villes[433]. De même, un an plus tard, et alors que le monde entier est en pleine crise économique, un petit groupe d'entrepreneurs *arequipeños* formule le projet de construire une route reliant directement le port de Mollendo à Arequipa, dans le but de réduire entre les deux villes les coûts de transport, devenus assez élevés par voie ferrée[434].

Tout aussi complexe que pour la région sud-andine, la connexion de Guadalajara avec la côte Pacifique connaît son véritable développement avec la fondation du port de San Blas, en 1768[435]. Construit à l'origine par les Espagnols comme un port militaire et comme un point de départ pour l'exploration puis le contrôle des territoires du nord-ouest, San Blas devient rapidement le principal port de la côte Pacifique du Mexique, à partir de la fermeture du port d'Acapulco en 1813, lorsqu'y entrent Morelos et les troupes insurgées.

> « Cet incident fut suffisant pour que fleurissent les activités portuaires de San Blas pendant environ cinquante ans. Le port fonctionna comme moteur économique de tout l'occident, puisqu'il travailla tout d'abord pour Guadalajara, la deuxième ville du pays et le centre commercial occidental. Entraient par San Blas les marchandises importées d'Europe, d'Amérique du Sud et d'Extrême Orient. En sortaient des produits agricoles de la région, à

---

[433] « Guía social profesional comercial e industrial de Arequipa y Mollendo », Arequipa, 1929.

[434] *La Colmena,* Arequipa, 9 août 1930, p. 1, « La carretera a Mollendo », « Dans notre numéro précédent nous rendons compte du projet de voyage exploratoire que quelques messieurs enthousiastes ont entrepris vers le port voisin dans six camions, dans l'unique but de démontrer la praticité d'une route qui unisse Arequipa à Mollendo […]. Dans l'article que nous avons écrit dans l'édition du 27 juillet […] nous donnons quelques-unes des raisons pour lesquelles doit se faire la route Arequipa-Mollendo. Elles sont si claires que nous pensons inutile de les reproduire. La crise économique qui est mondiale, nous frappe sans pitié, sans que rien n'ait été fait jusqu'à présent pour la conjurer. Cette crise, loin d'être passagère, tend à s'aggraver de façon alarmante, et il semblerait que la route en projet puisse soulager un peu la pénible situation d'Arequipa, parce qu'elle permettra que baissent notablement […] les prix des transports de fret et de passagers vers le port voisin, et de cette façon le trafic s'intensifiera ». *Version originale de la citation :* « En nuestra anterior edición dimos cuenta del proyecto de viaje de exploración que algunos entusiastas señores emprendieron al vecino puerto en seis camiones con el único fin de demostrar la practibilidad de una carretera que una a Arequipa con Mollendo. [...] En el suelto que escribimos en la edición del 27 de julio […] dimos algunas de las razones por las que debe hacerse la carretera Arequipa-Mollendo. Ellas son tan claras, que creemos ocioso reproducirlas. La crisis económica que es mundial, nos azota de manera despiadada ; sin que hasta ahora se haya hecho gran cosa para conjurarla. Esta crisis, lejos de ser pasajera, tienda a agudizarse en forma alarmante, y somos de parecer que la carretera en proyecto ha de aliviar algún tanto la lastimosa situación de Arequipa, porque ella hará que bajen notablemente los fletes y pasajes al vecino puerto y por lo tanto se intensificará el tráfico ».

[435] Sur la fondation et le développement du port de San Blas, voir notamment les travaux de Enrique CARDENAS DE LA PEÑA, *San Blas de Nayarit,* México, Secretaría de Marina, vol. 1, 1968, p. 19-59 ou encore Pedro LOPEZ GONZALEZ, « San Blas. Surgimiento y decadencia », *in* Jaime OLVEDA et Juan Carlos REYES, *Los puertos noroccidentales de México,* México, El Colegio de Jalisco, Universidad de Colima, INAH, 1994, p. 89-93.

> destination du Sinaola, du Sonora et de Haute Californie, des bois, du tabac, des *sarapes,* des tissus des usines de Tepic et, le plus important, l'argent qui était envoyé en Europe et qui représentait ce que le commerce extérieur mexicain avait de plus précieux[436] ».

Guadalajara bénéficie donc dès l'Indépendance des échanges commerciaux organisés par le port de San Blas, dont l'ouverture modifie profondément l'organisation des circuits commerciaux régionaux[437].

> « L'ouverture du port de San Blas […] changea les patrons commerciaux de la zone. Guadalajara cessa d'être le réceptacle des biens importés à travers les ports de l'Atlantique et qui étaient distribués dans les villes du centre de la zone. À la place de cette fonction, Guadalajara assuma celle d'un important centre de distribution pour le nord du Mexique[438] ».

L'importance de ce port dans le développement commercial de Guadalajara explique l'intérêt des élites *tapatías* pour développer les voies de communication – ferroviaires, essentiellement – devant relier la capitale du Jalisco à Tepic et donc directement au port de San Blas[439].

---

[436] « Ese accidente fue suficiente para que florecieran las actividades portuarias de San Blas durante unos 50 años. El puerto funcionó como motor económico de todo el occidente, ya que trabajó primeramente para Guadalajara, la segunda ciudad del país y el centro comercial occidental. Entraban por San Blas las mercancías importadas de Europa, América del Sur y Extremo Oriente. Salían por San Blas productos agrícolas de la región con destino a Sinaloa, Sonora y Alta California, maderas, tabaco, sarapes, tejidos de las fábricas de Tepic y, lo más importante, la plata que se mandaba a Europa y que era lo más valioso del comercio exterior mexicano ». Jean MEYER, *Breve historia de Nayarit…, op. cit.,* p. 93.

[437] Sur les routes commerciales et maritimes organisées à partir des ports du Pacifique, voir la récente thèse de doctorat de Karina BUSTO IBARRA, *El espacio del Pacífico mexicano : puertos, rutas, navegación y redes comerciales, 1848-1927,* Thèse de Doctorat en Histoire, México, Colegio de México, 2008.

[438] « La apertura del puerto de San Blas […] cambió los patrones comerciales de la zona. Guadalajara dejó de ser recipiente de bienes importados a través de puertos del Atlántico que se distribuían en las ciudades del centro de la zona. En lugar de esa función, Guadalajara tuvo la de ser un importante centro de distribución del norte de México ». Keith DAVIES, « Tendencias demográficas durante el siglo XIX », *in* José María MURIA, *Lecturas históricas…, op. cit.,* p. 161.

[439] *El Continental,* Guadalajara, 2 décembre 1894, p. 1, « Las vías públicas de comunicación en el territorio de Tepic. El puerto de San Blas ». Rappelons que le port de San Blas se situe à environ 225 kilomètres de la capitale *tapatía* en ligne droite, ce qui représente à l'époque une distance relativement longue pour les caravanes de marchandises en provenance ou à destination du port.

**Figure 30 - Les ports de l'Occident mexicain**

L'autonomie du 7ème Canton de Tepic à partir de 1867 coupe Guadalajara d'une partie de ses connexions avec le port de San Blas, réduisant de façon importante son activité commerciale internationale. Les élites *tapatías* n'ont alors de cesse de réclamer l'ouverture d'un nouveau port, qui se situerait cette fois sur le territoire *jalisciense.* En 1885, le « *Círculo Jalisciense* » installé à Mexico[440] se réunit afin de réfléchir à un nouveau projet portuaire sur les côtes du Jalisco.

> « Durant la session de dimanche présidée par Mr. Gutierrez Otero, parmi les divers sujets d'intérêt ayant été traités, une proposition du bureau a tout particulièrement attiré l'attention, qui consiste à trouver les moyens les plus adéquats afin que sur le vaste littoral que possède l'État du Jalisco s'établisse dès que possible un port de mer qui, en réparant la perte subie par l'État avec la séparation du territoire de Tepic dans lequel était compris le port de San Blas, donne une sortie facile à ses riches productions et ouvre la porte au commerce étranger, spécialement avec l'Asie. Mr. Banda a appuyé la proposition, en expliquant que, sous réserve du mûr examen que requiert une question d'une telle importance, il pense que l'attention doit se porter sur trois

[440] Fondé en 1885, ce cercle à la fois politique et mondain rassemble les *tapatíos* installés dans la capitale du pays et a entre autres objectifs celui de défendre les intérêts du Jalisco au niveau national. Nous reviendrons sur les activités de cette organisation dans la deuxième partie de notre étude.

points géographiques, comme étant les plus adéquats à l'objet : Chamela, Navidad et Valle de Banderas. Une commission a été désignée pour formuler une évaluation, après une étude préalable, avec Messieurs le Général Ramon Corona, Benito Gómez Farias, Agustín Arroyo de Anda, Juan Fuentes et Nicolas Banda, le premier assumant la charge de président[441] ».

Porté par l'enthousiasme modernisateur du Général Ramon Corona, alors gouverneur de l'État du Jalisco, le projet ne voit néanmoins jamais le jour, les élites *tapatías* centrant alors leurs efforts sur l'amélioration des connexions entre la ville de Guadalajara et les ports déjà existants.

Ainsi, en 1905 sont engagés des travaux destinés à compléter la ligne de chemin de fer reliant la capitale *tapatía* au port de Manzanillo, dans l'État du Colima[442], ligne achevée en 1909, à la grande joie des élites *tapatías* qui voient dans cette liaison un progrès considérable pour les échanges commerciaux de Guadalajara avec le reste du monde[443]. En 1905 également est évoqué avec enthousiasme un projet de liaison ferroviaire devant connecter la ville de Guadalajara au port de Guaymas, sur le littoral de l'État du Sonora, permettant ainsi à Guadalajara d'être reliée avec toute la côte Pacifique nord.

---

[441] « En la sesión del domingo, presidida por el Sr. Lic. Gutiérrez Otero, entre varios asuntos de interés que se trataron, llamó sobre manera la atención la proposición que hizo la mesa directiva para escogitar los medios más a propósito, a fin de que en el vasto litoral que el Estado de Jalisco tiene en el Pacifico, se establezca cuanto antes un puerto de altura que, reparando la perdida que el estado ha tenido con la segregación del territorio de Tepic, en el que está comprendido el puerto de San Blas, de fácil salida a sus ricos productos y abra la puerta al comercio extranjero, especialmente el de Asia. El Sr. Banda apoyó la proposición, exponiendo que, a reserva de hacer un maduro examen de una cuestión como ésta, de tamañas trascendencias, cree que la atención debe fijarse en tres puntos, como los más adecuados al objeto: Chamela, Navidad y Valle de Banderas. Para formular dictamen, previo estudio, se nombró en comisión a los Sres General Ramón Corona, Benito Gómez Farias, Lic. Agustín Arroyo de Anda, Juan Fuentes y Nicolás Banda, el primero con el carácter de presidente ». *La Voz de México,* Ciudad de México, 26 août 1885, p. 3, « Círculo Jalisciense ».

[442] *Jalisco Libre*, Guadalajara, 13 novembre 1905, p. 1-2 : « La Compagnie du Chemin de Fer Central Mexicain est en train de construire avec une grande rapidité la voie de Guadalajara à Manzanillo, qui s'était arrêtée dans le village de Tuxpan, à quarante lieues au sud de Guadalajara. Cela fait plusieurs mois que furent repris les travaux, en partant de Tuxpan vers les ravins et, aux dernières informations, les travaux ont également commencé depuis l'autre bout, qu'est la ville de Colima, où arrive la voie du National Mexicain construite il y a plus de vingt ans, et dont le Central a fait l'acquisition pour la convertir en une voie large qui complète sa ligne à Manzanillo […] ». *Version originale de la citation* : « La Compañía del Ferrocarril Central Mexicano está construyendo con gran rapidez su vía de Guadalajara a Manzanillo, que se había parado en el pueblo de Tuxpan, cuarenta leguas al Sur de Guadalajara. Hace varios meses que se reanudaron los trabajos, principiando de Tuxpan hacia las barrancas, y a últimas fechas, también se ha comenzado a trabajar desde el otro extremo, que es la ciudad de Colima, a donde llega la vía del Nacional Mexicano construida hace más de veinte años, y que ha adquirido el Central para convertirla en vía ancha y que complete su línea a Manzanillo. […] ».

[443] *Jalisco Libre*, Guadalajara, « Editorial », 3 novembre 1907, p. 1, « El ferrocarril de Tuxpan. Notable adelanto ».

> « Outre cette très importante ligne qui aboutit au port de Manzanillo, où le gouvernement a engagé des travaux colossaux qui coûtent déjà près de sept millions de pesos, nous en avons une autre en perspective et de plus grande envergure, c'est celle que construira la Compagnie Southern Pacific entre Guadalajara et Guaymas[444] ».

Il faut attendre 1927 pour que cette ligne ferroviaire du Pacifique Sud soit achevée, reliant la ville de Guadalajara à celle de San Francisco, en Californie[445].

La presse locale de Guadalajara comme d'Arequipa relaie avec un enthousiasme certain les différentes connexions locales et nationales qui permettent à nos deux capitales régionales d'assumer pleinement et de développer leur statut de point de contact dans l'Ouest du Mexique et dans le Sud du Pérou. Les échanges établis avec les différents ports du Pacifique constituent donc un enjeu de premier ordre pour le développement local et représentent un héritage direct des circuits commerciaux de la période coloniale, à partir desquels les deux villes ont commencé à forger leur hégémonie régionale.

On observe par ailleurs à la fin du XIXe siècle une importante interaction entre la logique du développement portuaire et celle de l'extension du réseau ferroviaire, qui permet justement un accès facilité à la côte.

### *Des carrefours ferroviaires*

À la fin du XIXe siècle et durant toute la période qui nous intéresse, ce n'est plus tellement la circulation maritime qui mobilise l'opinion, mais bien la construction d'un réseau national de chemin de fer, symbole de l'entrée des nations européennes et américaines dans l'ère industrielle et plus généralement dans la modernité[446]. Par ailleurs, et au-delà du symbole, c'est toute l'organisation régionale et nationale qui se

---

[444] « Además de esta importantísima línea que termina en el puerto de Manzanillo, donde el Gobierno ha emprendido colosales obras que ya cuestan cerca de siete millones de pesos, tenemos en perspectiva otra de mayor trascendencia, y es la que construirá la Compañía del Southern Pacific entre Guadalajara y Guaymas ». *Jalisco Libre*, Guadalajara, 13 novembre 1905, p.1-2.

[445] Nous reviendrons sur cette importante avancée ferroviaire, ainsi que sur ses implications pour le Jalisco, dans le dernier chapitre de notre étude.

[446] Sur le lien entre l'apparition des chemins de fer dans les pays occidentaux et l'entrée de ces mêmes pays dans l'ère industrielle, voir notamment l'introduction de l'article de Pierre GERVAIS, « Un monopole marchand au XIXe siècle : la compagnie de chemin de fer du Camden & Amboy », *Revue d'Histoire moderne et Contemporaine,* « L'histoire de l'Amérique du Nord vue de France », Tome 37, n°2, 1990, p. 253-267.

voit bouleversée par l'installation des voies ferrées, en réduisant les distances, en simplifiant le voyage des hommes et des marchandises et en en diminuant les coûts.

Plus largement, cette profonde modification des échanges entraîne une réorganisation complète des rapports de force au Mexique et au Pérou à la fin du XIXe siècle, en désarticulant l'organisation locale héritée de la période coloniale, au profit d'une redéfinition de la place des deux capitales régionales dans la nation.

Bien comprise par les observateurs de l'époque comme par les historiens, la portée symbolique du chemin de fer a fait l'objet de nombreux commentaires dans l'historiographie du Mexique et du Pérou. L'historien *tapatío* Mario Aldana Rendón rappelle ainsi que

> « le chemin de fer est, sans aucun doute, le symbole qui reflète le plus clairement l'esprit innovant avec lequel les Mexicains ont identifié la notion de progrès dans les dernières décennies du XIXe siècle. La puissante machine transportait sur ses rails la civilisation et le commerce, ainsi l'avaient fait les nord-américains dans leur route vers la Californie, ainsi prétendait le mener à bien Porfirio Díaz dans notre pays, en multipliant le nombre de villes et de villages auxquels le chemin de fer ouvrirait les portes de la modernité[447] ».

Porteur des ambitions modernisatrices mexicaines, le rail l'est aussi pour les ambitions péruviennes. À un moment où la prospérité liée à la commercialisation du guano (1840-1870) permet des investissements massifs dans le domaine des transports, le chemin de fer est ainsi conçu comme le plus sûr passeport vers la modernisation et la prospérité d'un Pérou encore sous-exploité.

> « Si, dans les nations européennes, le rôle du chemin de fer se limite à faciliter et à activer les communications entre deux points du territoire, au Pérou sa mission est de créer ces relations qui n'existent pas entre des lieux isolés les uns des autres ; en Europe il facilite le trafic et le commerce, encourageant ainsi l'industrie et donnant une plus grande valeur à la propriété ; au Pérou il créera tout : le commerce, l'industrie, et même la propriété, parce qu'il donnera de la valeur à ce qui aujourd'hui n'en a pas. D'autre part, la croissance de la richesse matérielle que les chemins de fer produisent se traduit

[447] « El ferrocarril es, sin duda alguna, el símbolo que de manera más nítida, refleja el espíritu innovador con el que los mexicanos identificaron la idea del progreso en las últimas décadas del siglo XIX. La potente máquina transportaba por sus rieles la civilización y el comercio, así lo habían hecho los estadounidenses en su ruta hacia California, así pretendía llevarlo a cabo Porfirio Díaz en nuestro país, al multiplicar el número de ciudades y pueblos a los que el ferrocarril abriría las puertas de la modernidad ». Mario ALDANA RENDÓN, « La máquina de vapor », *in* José María MURIA, *Viñetas de Guadalajara,* Guadalajara, Ayuntamiento de Guadalajara, Colegio de Jalisco, 2004, p. 115.

> également par une véritable croissance de la civilisation, dans l'amélioration matérielle et intellectuelle de la nation dont les territoires ont été enrichis subitement par la locomotive[448] ».

L'espoir porté par l'installation du chemin de fer au Pérou s'exprime avec le même enthousiasme au Mexique, comme en témoigne l'arrivée du premier convoi ferroviaire à Guadalajara, le 15 mai 1888. « Transportant secrétaires d'État, hommes d'affaires, journalistes, Généraux et dames de la haute société »[449], le premier train en provenance de la ville de Mexico, en même temps qu'il inaugure la gare de la capitale *tapatía,* scelle de façon emblématique et dans la joie cette union de la « *Sultana de Occidente* » avec « le monde entier »[450].

Cette inauguration tant attendue et les festivités qui l'accompagnent sont commentées avec abondance par les journalistes locaux, qui multiplient les descriptions de l'événement et renseignent l'historien sur son déroulement précis. C'est le cas notamment de Manuel Caballero, qui publie un récit détaillé de l'inauguration dans le *Diario de Jalisco*[451] et auquel on doit une série d'informations très précises. Le journal porfiriste *La Bandera de Jalisco*[452] couvre également l'événement dès le mois de janvier[453], en publiant régulièrement des articles sur

---

[448] « Si en las naciones europeas el papel de un camino de hierro se reduce a facilitar y activar las comunicaciones entre dos puntos del territorio, en el Perú su misión es de crear esas relaciones que no existen entre lugares que están incomunicados unos de otros ; en Europa ellos facilitan el tráfico y el comercio, fomentan así la industria y dan mayor valor a la propiedad ; en el Perú lo crearán todo: comercio, industria y hasta la propiedad, porque darán valor a lo que hoy no tiene. De otra parte el aumento de riqueza material que los ferrocarriles producen se traduce también en un verdadero aumento de civilización, en la mejora material e intelectual de la nación cuyos territorios han sido enriquecidos súbitamente por la locomotiva ». Texte de l'homme politique péruvien Manuel Pardo (1834-1878), publié dans les *Estudios sobre la Provincia de Jauja,* Lima, 1862, et reproduit dans l'ouvrage de Carlos CONTRERAS et Marcos CUETO, *Historia del Perú contemporáneo…, op. cit.,* p. 146.

[449] Fernando MARTÍNEZ REDING, *Los tapatíos, un modo de vivir…, op. cit.,* p. 176.

[450] Termes employés par l'écrivain et journaliste local Manuel Caballero, dans le récit qu'il livre des festivités liées à l'inauguration de la liaison ferroviaire México-Guadalajara pour le *Diario de Jalisco.* Propos reproduits par José María Muria dans *Capítulos de historia…, op. cit.,* p. 163.

[451] *Ibid.*

[452] Fondé au mois de novembre 1887, *La Bandera de Jalisco* se présente comme un « Periódico liberal, de política, literatura, variedades y anuncios », et soutient officiellement la réélection de Porfirio Díaz à la présidence en 1888.

[453] *La Bandera de Jalisco,* Guadalajara, *18 janvier 1888,* p. 4, « El ferrocarril » : « Nous espérons que par la suite, dans chaque numéro de *La Bandera* nous aurons quelque chose d'important à communiquer à nos lecteurs au sujet du chemin de fer qui doit nous unir à la capitale de la République […] ». *Version originale de la citation:* « Esperamos que, para los sucesivos, en cada número de La Bandera tendremos algo importante que comunicar a nuestros lectores acerca del ferrocarril que debe unirnos a la capital de la Republica […] ».

l'avancée des travaux[454], sur les préparatifs de l'inauguration[455], puis sur l'inauguration elle-même, à laquelle il consacre deux pages dans son numéro du 16 mai 1888[456].

Plébiscitée par l'ensemble de l'opinion publique locale et célébrée en grandes pompes par la population *tapatía,* la liaison ferroviaire unissant la capitale du pays à celle du Jalisco est également très bien accueillie par la presse publiée à Mexico, qui met l'accent sur les retombées économiques et commerciales qu'une telle connexion pourra apporter à l'ensemble du Mexique. Le journal de la capitale *El Municipio Libre* explique ainsi dans un article publié le 28 avril 1888 que « l'inauguration de la ligne du *Ferrocarril Central,* qui fait communiquer cette ville avec Guadalajara et par conséquent avec une vaste et riche zone aussi productive que consommatrice […] donnera plus de mouvement et de vie au commerce et à l'industrie du Mexique »[457]. Envisageant les bienfaits que doit apporter cette nouvelle liaison ferroviaire à l'ensemble du pays, le journal *La Patria* estime, lui, que parmi les diverses voies de chemin de fer développées au Mexique, celle qui doit relier Mexico à Guadalajara, « en traversant les zones agricoles les plus riches et fertiles », est de toute première importance :

> « L'immense distance qui nous sépare de l'État du Jalisco n'existera désormais plus, et la richesse que cet État renferme et dont l'exploitation était presque impossible, déversera maintenant ses fruits et ses produits dans tous les États de la République, faisant bien entendu l'objet d'un actif et important commerce. Mais ce n'est pas tout : une fois terminé, le chemin de fer d'Occident jusqu'à San Blas deviendra certainement l'une des lignes les plus importantes que nous avons, chaque fois qu'il nous mettra en contact avec le Pacifique, et par conséquent avec le commerce de San Francisco, de Panama, d'Australie et de Chine. Nos produits sortiront plus facilement par ce port, sans être soumis à

---

[454] *La Bandera de Jalisco,* Guadalajara, « Gacetilla », 14 mars 1888, p. 4, « El Ferrocarril ».

[455] *La Bandera de Jalisco,* Guadalajara ; « Editorial », 18 avril 1888, p. 1, « La llegada del ferrocarril ».

[456] *La Bandera de Jalisco,* Guadalajara, « Gacetilla », 16 mai 1888, p.364, « El gran día. Crónica de la inauguración ».

[457] « La inauguración de la línea del Ferrocarril Central, que comunica esta ciudad con Guadalajara y por lo mismo con una extensa y rica zona, tan productiva como consumidora […] dará mayor movimiento y vida al comercio y la industria de México ». *El Municipio Libre,* Ciudad de México, « Editorial », 28 avril 1888, p. 1, « Las fiestas próximas ».

la hausse des tarifs du chemin de fer de Veracruz, ni aux obstacles et difficultés que le [chemin de fer] Central impose à tous les articles nationaux[458] ».

Nous n'entrerons pas ici dans le détail des questions tarifaires et fiscales qui concernent les différentes concessions privées chargées de développer et d'exploiter les lignes de chemin de fer au Mexique[459]. Soulignons simplement que, si la connexion ferroviaire reliant la capitale du pays à la ville de Guadalajara est fortement plébiscitée par les élites *tapatías,* Mexico y voit également la possibilité d'une liaison plus aisée avec les ports du Pacifique et de ce fait la possibilité de contourner les difficultés commerciales rencontrées auprès des ports de l'Atlantique. La voie ferroviaire achevée en 1888 entre la capitale du Jalisco et celle du pays semble donc bénéficier aux deux villes comme au commerce mexicain en général. Pourtant, cette connexion reste très tardive en comparaison avec le développement des lignes atlantiques. En effet, rappelons que c'est en 1873 qu'est inaugurée la première liaison de chemin de fer mexicaine, qui relie Mexico au port de Veracruz et par conséquent au commerce atlantique. Cette réussite provoque l'intérêt de nombreux investisseurs britanniques et nord-américains, qui multiplient alors l'achat de concessions auprès du gouvernement Porfirien[460].

---

[458] « La distancia inmensa que nos separa del Estado de Jalisco en lo adelante ya no existirá, y la riqueza que aquel Estado encierra y cuya explotación casi se hacía imposible, vendrá derramando sus frutos y productos por todos los Estados de la República, siendo desde luego objeto de un activo e importante comercio. Pero no es esto todo, terminado el ferrocarril de Occidente hasta San Blas, seguramente que llegará a ser una de las más importantes líneas que tengamos, toda vez que nos pone rápidamente en contacto con el Pacífico, y por consecuencia con el comercio de San Francisco, Panamá, Australia y China. Nuestros productos tendrán fácil salida por aquel puerto, sin estar sujetos a sufrir las subidas tarifas del ferrocarril de Veracruz, ni las trabas y dificultades que el Central impone a todos los artículos nacionales ». *La Patria,* Ciudad de México, « Editorial », 10 avril 1888, p. 1, « El Ferrocarril de Guadalajara ».

[459] Les travaux de Sandra Kuntz proposent un grand nombre d'informations et d'analyses sur le sujet, nous nous permettons d'y renvoyer le lecteur. Sandra KUNTZ, *El ferrocarril central mexicano, 1880-1097,* México, El Colegio de México, 1993. Voir également Sandra KUNTZ FICKER, « Ferrocarriles y mercado: tarifas, precios y tráfico ferroviario en el Porfiriato », *in* Sandra KUNTZ FICKER, et Paolo RIGUZZI (coord.), *Ferrocarriles y vida económica en México (1850-1950). Del surgimiento tardío al decaimiento precoz,* Estado de Mexico, El Colegio Mexiquense, Ferrocarriles Nacionales de México, Universidad Autónoma Metropolitana-Xochimilco, 1996, p. 99-165.

[460] La première concession nord-américaine est accordée en 1880 à la compagnie du *Ferrocarril Central Mexicano*, installée à Boston, pour construire une ligne devant relier Mexico à l'actuelle ville de Ciudad Juárez, en passant par Querétaro, Celaya, Salamanca, Irapuato, León, Aguascalientes, Zacatecas et Chihuahua, et dont l'une des branches devait arriver à Guadalajara. La deuxième concession est accordée la même année à la *Compañía Constructora Nacional* fondée à Denver, dans le Colorado, pour la construction d'une première ligne devant relier Mexico au port de Manzanillo via les villes de Toluca et Morelia, et d'une seconde ligne reliant Mexico à Tamaulipas. Ce n'est qu'en 1908 que le gouvernement de Porfirio Díaz prend le contrôle des concessions étrangères, alors en grandes difficultés financières, en fondant la compagnie du *Ferrocarril Nacional de México*.

C'est durant la première étape du Porfiriat que le pays connaît un véritable essor ferroviaire : le réseau ferré mexicain passe en effet de 640 kilomètres en 1876 à 7695 kilomètres en 1888, puis 12 544 kilomètres à la fin du XIXe siècle.

Dans cette fièvre ferroviaire, qui quadrille rapidement le Mexique de lignes de chemin de fer, Guadalajara est néanmoins loin d'occuper une place privilégiée.

> « Il faut […] préciser que, au début de l'histoire des chemins de fer mexicains, Guadalajara ne constitue pas un point prioritaire. Les deux premières motivations de la construction du réseau ferré mexicain ont été les ports internationaux et les mines ; or à l'époque, le Jalisco n'a même pas un port international et ses mines sont considérablement moins développées que celles des grands centres miniers de la République[461] ».

De fait, la presse locale n'a de cesse, dans les années qui précèdent l'arrivée au pouvoir de Porfirio Díaz, de réclamer l'intégration de Guadalajara au réseau ferroviaire national. La construction en 1874 d'une ligne devant relier la ville de León à la frontière avec les États-Unis déclenche par exemple une jalousie non dissimulée de la part des éditorialistes du journal *Juan Panadero,* qui multiplient les articles sur le sujet[462]. L'impatience des journalistes est très claire : il n'est pas concevable que Guadalajara reste plus longtemps isolée du réseau ferroviaire qui se développe alors dans le reste du pays[463].

Il faut attendre l'année 1880 pour que soit fondée la compagnie du *Ferrocarril Central Mexicano*, chargée de relier la ville *jalisciense* de Lagos au réseau ferroviaire national. La ligne Lagos-Mexico est inaugurée en 1883, les voyageurs *tapatíos* désireux de voyager jusqu'à Mexico pouvant alors prendre une diligence jusqu'à Lagos, pour ensuite voyager en train jusqu'à la capitale du pays. Il s'agit là d'une avancée importante pour l'ensemble du Jalisco.

> « L'intégration de Lagos au réseau ferroviaire a eu une grande signification pour le Jalisco. Désormais, aller à Mexico n'impliquait plus six jours de trajet, avec les risques inhérents. En seulement deux jours il était facile de prendre le train, en utilisant le service de diligence qui, depuis 1864, s'était établi entre

---

[461] Elisa CARDENAS AYALA, *op. cit.*, p. 37.

[462] *Juan Panadero,* Guadalajara, « Editorial », 17 décembre 1874, p. 1-5, « Todos los pastores vamos caminando » ; *Juan Panadero,* Guadalajara, « Editorial », 24 décembre 1874, p. 1-5, « Será posible que quedemos abandonados » ; *Juan Panadero,* Guadalajara, « Gacetilla », 27 décembre 1874, p. 6, « Dichosos ellos ».

[463] *Juan Panadero,* Guadalajara, « Editorial », 31 décembre 1874, p. 1-5, « Impresiones del momento ».

> León et Guadalajara, avec des sorties hebdomadaires les mardis et vendredis depuis les deux villes. […] De Guadalajara à Lagos il fallait compter une journée et demie de voyage. C'est ainsi que commença à se réveiller le désir de connaître la capitale, le port de Veracruz, les panoramas dont on pouvait profiter en contemplant les volcans, les profonds précipices sur le chemin vers le Golfe du Mexique, les tunnels, les ponts et les ouvrages d'ingénierie qui stupéfiaient les populations provinciales[464] ».

Cette ouverture du Jalisco sur le reste du pays encourage d'autant plus les élites *tapatías* à se battre pour enfin doter la « Perle de l'Occident » d'une connexion ferroviaire avec la capitale du pays. Il s'agit là en réalité d'un vieux rêve, formulé dès la construction de la ligne Mexico-Veracruz, dans l'idée que le projet initial de ligne interocéanique pensé à partir de cette voie ferroviaire atlantique devait nécessairement passer par Guadalajara, avant de rejoindre les ports du Pacifique[465].

Ces diverses tentatives pour faire passer la modernité ferroviaire par Guadalajara sont néanmoins abandonnées à chaque fois qu'elles sont formulées, jusqu'à l'arrivée au pouvoir du Général Ramón Corona, alors ambassadeur du Mexique en Espagne. L'année de son retour au Mexique en 1885 et alors qu'il n'est pas encore gouverneur du Jalisco.

> « Ramón Corona fit des efforts tout particuliers afin de connecter Guadalajara au réseau ferroviaire qui partait de la frontière jusqu'à la ville de Mexico. Pour cela, il fit jouer ses influences dans les ministères, et obtint que le gérant du *Ferrocarril Central Don* Eduardo W. Jackson s'intéresse au sujet[466] ».

Avec l'appui du Cercle *Jalisciense* et de la commission chargée de travailler en faveur de l'ouverture d'un port international sur la côte *jalisciense,* Ramon Corona

---

[464] « El incorporarse Lagos a la vía férrea tuvo gran significación para Jalisco. Ya ir a México no implicaba seis días de camino, con los riesgos inherentes. En sólo dos jornadas había la facilidad de tomar el tren, usando el servicio de diligencias que, desde 1864, se estableció entre León y Guadalajara, con salidas semanarias los martes y viernes de ambas ciudades. […] De Guadalajara se hacía a Lagos jornada y media. Así empezó a despertar el deseo de conocer la capital, el puerto de Veracruz, los panoramas que se disfrutaban contemplando los volcanes, los hondos precipicios del camino hacia el Golfo de México, los túneles, los puentes y las obras de ingeniería que dejaban atónitos a los pueblos provincianos ». José María MURIA, *Capítulos de historia…, op.cit.,* p. 161.

[465] *Las Clases Productoras,* Guadalajara, « Editorial », 7 janvier 1881, « La cuestión del día ».

[466] « Puso especial empeño el General Don Ramón Corona, de conectar a Guadalajara con la vía férrea que iba a la frontera y a la ciudad de México. Para ello movió sus influencias en los ministerios, y consiguió que el gerente del Ferrocarril Central Don Eduardo W. Jackson se interesara en hacerlo », *id.,* p. 162.

œuvre à la construction d'une voie ferroviaire *tapatía,* reliant Lagos à Guadalajara[467]. Les négociations menées entre cette Commission du Cercle Jalisciense, la Compagnie du *Ferrocarril Central* et le *Ministerio de Fomento*[468] se poursuivent[469] jusqu'à ce que les travaux de construction d'une voie reliant Irapuato à la ville de Guadalajara commencent enfin en 1887. La presse locale relate alors avec enthousiasme et abondance de détails techniques les avancées de la mise en place des rails, jusqu'au jour de l'inauguration, dans la Gare voulue par Ramon Corona lui-même en plein centre de la ville de Guadalajara, près de l'Église San Francisco.

Le réseau ferroviaire s'installe ainsi progressivement dans le Jalisco, rapidement relié à Colima à la fin du Porfiriat, afin de connecter la ville de Guadalajara aux ports du Pacifique *colimenses.* La multiplication de ces liaisons, à la fois avec le reste du pays et au sein même du Jalisco et des États voisins, permet une recomposition progressive des rapports de force régionaux et ouvre la capitale *tapatía* à une nouvelle ère de domination régionale.

L'intégration de Guadalajara au réseau ferroviaire national engage la ville dans un véritable bouleversement culturel et social. La capitale *tapatía* s'ouvre à un flux sans cesse renouvelé de voyageurs venus de Mexico, du reste du pays, voire de pays étrangers[470], qu'ils soient hommes politiques, entrepreneurs ou simples touristes heureux de découvrir les charmes de la « Sultane de l'Occident »[471]. La gare devient

---

[467] *El Progreso Minero,* Ciudad de Mexico, « 10 septembre 1885 », p. 14, « Puerto y Ferrocarril »: « La Commission du Cercle *Jalisciense,* présidée par Mr. le Général Ramón Corona a envoyé des appels aux mairies, aux sociétés scientifiques et aux journaux du Jalisco, sollicitant leur coopération afin de faciliter l'ouverture d'un port et du chemin de fer dans le Jalisco ». *Version originale de la citation :* « La Comisión del Círculo Jalisciense, presidida por el Sr. General Ramón Corona, ha dirigido unas excitativas a los Ayuntamientos, sociedades científicas y periódicos de Jalisco, solicitando su cooperación para facilitar la apertura de un puerto y ferrocarril en Jalisco ».

[468] Équivalent à l'époque du ministère de l'économie et des transports.

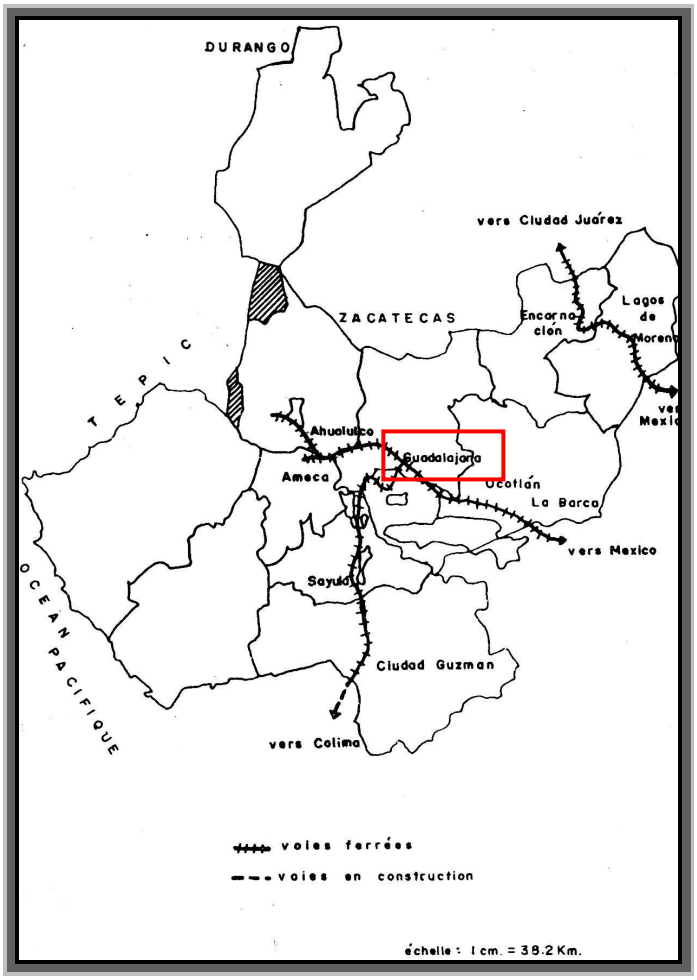
[469] *La Voz de México,* Ciudad de México, 6 janvier 1886, p. 3, « Círculo Jalisciense ».

[470] Si l'on trouve de très nombreuses informations sur les marchandises transportées par voie ferrée, leur quantité, ainsi que les tarifs pratiqués par les Compagnies de chemin de fer auprès des entreprises, dans les ouvrages déjà cités de Sandra Kuntz ( voir notamment Sandra KUNTZ FICKER, et Paolo RIGUZZI (coord.), *Ferrocarriles y vida económica en México…, op. cit.),* il n'existe malheureusement pas, à notre connaissance, de travaux similaires analysant de façon chiffrée et précise les mouvements de voyageurs. Nous ne disposons donc pas de données chiffrées permettant d'illustrer cet essor des échanges de voyageurs entre Guadalajara et Mexico, essor cependant régulièrement évoqué par la presse.

[471] Parmi les récits de voyageurs compilés par Juan B. Iguíniz dans l'ouvrage déjà cité, plusieurs évoquent l'arrivée de l'auteur en train dans la capitale *tapatía.* C'est le cas par exemple d'Eduardo Gibbon, qui décrit les paysages aperçus depuis le train à son arrivée dans le Jalisco. Eduardo GIBBON, Extrait de *Guadalajara (La Florencia Mexicana). Vagancias y Recuerdos. El Salto de Juanacatlán y el Mar Chapálico,* Guadalajara, Imp. del « Diario de Jalisco », 1893, cité dans Juan B. IGUÍNIZ, *Guadalajara a*

alors un lieu important des sociabilités locales, où l'on accueille en grande pompe dignitaires politiques nationaux et fils du pays ayant honoré le Jalisco à l'extérieur[472]. Les hôtels se multiplient dans la ville[473], avec l'envie de recevoir dans les meilleures conditions des voyageurs dont il importe qu'ils repartent avec une excellente opinion de Guadalajara[474].

**Figure 31 - Le réseau ferroviaire *jalisciense* en 1908**




Source : Elisa CARDENAS AYALA, *Le laboratoire démocratique…, op.cit.,* p. 69.

---

*través de los tiempos…, op. cit.,* p.111-112. Voir également l'introduction de la première partie de notre thèse, qui reproduit une partie de ce témoignage.

[472] *Id.,* p. 67.

[473] *La Bandera de Jalisco,* Guadalajara, « Avisos », 29 février 1888, p. 4, « Hotel del Progreso ».

[474] *La Bandera de Jalisco,* Guadalajara, « Gacetilla », 24 février 1888, p. 4, « A los dueños de Hoteles y Casas de Huéspedes ». Ce numéro du journal ayant été très mal conservé, une partie de l'article ici référencé a été effacée, il nous est donc impossible de le reproduire dans sa totalité. Cet article explique en substance qu'avec l'arrivée du chemin de fer, l'offre hôtelière *tapatía* n'est désormais plus suffisante. Le journaliste invite donc les propriétaires des hôtels de la ville à prendre les mesures nécessaires pour accueillir dans les meilleures conditions possibles les voyageurs, dans l'idée que d'importants profits peuvent ainsi être réalisés.

C'est à l'attention de ces nouveaux voyageurs, et dans l'idée de tirer le meilleur parti de cette arrivée du chemin de fer à Guadalajara, qu'est éditée en 1888 la célèbre *Guía y Album de Guadalajara para los viajeros* de José Villa Gordoa, à destination principalement des hommes d'affaires et qui présente les principaux établissements commerciaux de la ville[475]. L'année suivante, l'imprimerie du journal *El Heraldo* de Mexico édite un nouveau feuillet intitulé *El excursionista en Querétaro y Guadalajara. Revistas sobre dichas ciudades escritas por un viajero para guía de los visitantes,* feuillet dont la partie *tapatía* a été nouvellement éditée par le Colegio de Jalisco en 1992 sous le titre « Guadalajara en 1889 »[476]. À la différence de la *Guía* de Villa Gordoa, ce deuxième document est plus directement pensé pour les touristes nationaux[477], auxquels est offerte une information détaillée sur les principaux monuments et attractions de la ville.

Ces documents sont d'importance, tout d'abord parce qu'ils constituent des sources d'informations de grande valeur pour l'historien soucieux d'approcher la société *tapatía* de la fin du XIXe siècle, ensuite parce qu'ils témoignent d'une réelle ouverture de la société locale sur le reste de la nation. En ce sens, le développement du chemin de fer joue un rôle fondamental dans l'articulation des différentes échelles qui participent à la construction du pouvoir régional. Cette ouverture des *tapatíos* sur leur espace régional, national, voire international, s'accompagne d'une volonté forte d'entrer dans « la civilisation ». Le chemin de fer est en effet non seulement synonyme d'intégration à la nation, d'ouverture sur le reste du monde et de développement du commerce régional, mais également vecteur de civilisation, dans une rhétorique que l'on retrouve au Pérou[478].

Approuvée en 1834 par le président Obregoso, la construction de la première ligne de chemin de fer péruvienne n'a lieu qu'en 1845, sous la présidence de Ramón Castilla (1797-1867), « premier impulseur du chemin de fer au Pérou »[479]. La

---

[475] José VILLA GORDOA, *op. cit.*

[476] « Guadalajara en 1889 », *Descripciones jaliscenses,* n°4, Guadalajara, Colegio de Jalisco, 1992. Réimpression et introduction à la charge de Jaime Olveda.

[477] *Id.,* p. 4.

[478] Maud YVINEC, « Ferrocarriles y discurso civilizador en el Perú (1870-1930) », *in* Isabelle TAUZIN-CASTELLANOS, *À pied, à cheval, en voiture: l'Amérique indépendante et les moyens de transport,* Bordeaux, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2011, p. 133-142.

[479] Jorge BASADRE, *Historia de la República del Perú, op. cit.,* vol. 6, p. 62.

première ligne ferroviaire péruvienne est ouverte à la circulation six ans plus tard et relie Lima au port du Callao sur une longueur de 25 kilomètres. À cette courte voie vient s'ajouter en 1860 une seconde ligne reliant Tacna à Arica, dans le sud du pays.

En dépit de l'engouement des élites liméniennes pour la mise en place d'un réseau de chemin de fer dans le pays, le développement ferroviaire reste compliqué en raison des reliefs accidentés du centre du Pérou. Ce n'est qu'en 1868, avec l'arrivée au Pérou de l'homme d'affaire nord-américain Henry Meiggs (1811-1877) que la fièvre ferroviaire péruvienne peut réellement prendre forme.

> « En 1868, avec l'arrivée de l'entrepreneur new-yorkais Henry Meiggs […], le Pérou entre dans le sphère d'influence des grands *condottieri,* audacieux promoteurs d'entreprises qui […] incarnent la vertigineuse expansion industrielle et financière du XIXe siècle dans le monde entier. Meiggs, qui avait fui sa patrie à cause d'une certaine fraude commise en Californie durant la 'fièvre de l'or', avait gagné beaucoup de prestige grâce aux travaux réalisés au Chili, en particulier pour le chemin de fer Valparaiso-Santiago. C'est alors qu'il reçut l'appel du Général Pedro Diez Canseco, dépositaire de la charge suprême dans notre pays, et il se chargea immédiatement de mettre en place une série de lignes ferroviaires[480] ».

De fait, dès son arrivée au Pérou, Henry Meiggs s'engage dans la construction d'une dizaine de lignes de façon simultanée[481]. Parmi ces lignes, figurent en premier lieu celles qui doivent unir la ville de Lima aux villes de la côte nord ainsi qu'à Cerro de Pasco et Huancavelica, en plein cœur de la Cordillère des Andes. Signée en 1869, la construction de ces lignes du « *Ferrocarril Central* » représente un véritable défi technique et a marqué les esprits par l'ampleur des difficultés qu'elle a représentées. De fait, la liaison Lima-La Oroya ne s'achève qu'après la Guerre du Pacifique[482].

---

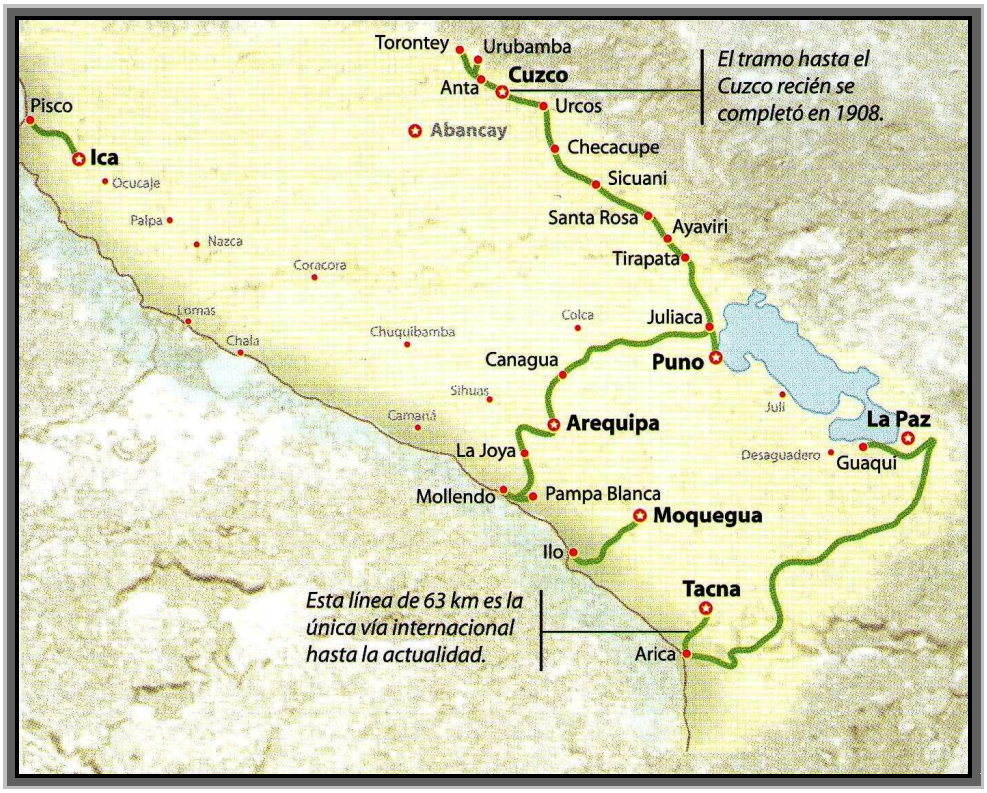
[480] « En 1868, con el arribo del empresario neoyorquino Enrique Meiggs […], el Perú ingresó en la esfera de influencia de los grandes *condottieri,* audaces promotores de empresas que […] encarnan la vertiginosa expansión industrial y financiera del siglo XIX en el mundo entero. Meiggs, que había escapado de su patria a causa de cierto fraude cometido en California durante la 'fiebre del oro', ganó mucho prestigio merced a las obras que realizó en Chile, especialmente por el ferrocarril Valparaíso-Santiago. Fue entonces que recibió el llamamiento del general Pedro Diez Canseco, encargado del mando supremo en nuestro país, y de inmediato se hizo cargo del tendido de una serie de líneas férreas ». Teodoro HAMPE MARTÍNEZ, « Meiggs, Grace y la obra del ferrocarril central andino (1870-1885) », *Historia 9, Revista de la Escuela Profesional de Historia,* Arequipa, Universidad Nacional de San Agustín de Arequipa, 2010, p. 83-94, p. 84.

[481] L'historien Carlos Contreras propose une liste détaillée de ces lignes en page 147 de son ouvrage sur l'histoire contemporaine du Pérou Carlos CONTRERAS et Marcos CUETO, *Historia del Perú contemporáneo…, op. cit.*

[482] Jusqu'à très récemment, cette ligne était d'ailleurs la voie ferrée la plus haute du monde, puisqu'elle atteint à Ticlio 5320 mètres d'altitude. C'est le fameux « train des Andes », aujourd'hui attraction

Au même moment sont également engagés d'importants travaux pour mettre en place le *Ferrocarril del Sur,* reliant le port de Mollendo à la ville de Puno, en passant par Arequipa. La connexion Mollendo-Arequipa, longue de 172 kilomètres, est achevée en 1871 et sa prolongation jusqu'à Puno (Juliaca) en 1874. Cette ligne Mollendo-Puno est donc la plus importante du Pérou avant la Guerre du Pacifique et bouleverse profondément l'organisation de la région sud du Pérou[483]. Elle se voit ensuite prolongée d'un important tronçon d'une longueur de 353 kilomètres entre Puno et le Cuzco en 1908.

**Figure 32 - Le réseau ferroviaire sud-andin en 1908**




Source : Jorge BASADRE, *Historia de la República del Perú, op. cit.,* vol. 6, p. 63.

---

touristique. L'historien Jorge Basadre relate les nombreuses difficultés techniques rencontrées dans la construction de ces voies : Jorge BASADRE, *Historia de la República del Perú, op. cit.,* vol. 7, p. 53. « Durant la construction, les ingénieurs et les ouvriers durent vaincre des versants abrupts et presque verticaux, construire de coûteux chemins préliminaires sur des précipices, faire zigzaguer les rails sur les pentes des ravins, affronter les problèmes de transport de matériel et d'aliments, lutter contre les maladies de la région et contre l'altitude ». *Version originale de la citation :* « En la construcción los ingenieros y los peones tuvieron que vencer abruptas y casi verticales rompientes, construir costosos caminos preliminares sobre precipicios, hacer zigzaguear los rieles por las faldas de quebradas, afrontar los problemas de transporte de materiales y alimentos, luchar con las enfermedades de la región y con la altura ».

[483] Dans la mesure où elle est antérieure à la période étudiée dans cette thèse, l'inauguration de la voie ferroviaire Mollendo-Arequipa ne sera pas traitée ici, nous ne disposons pas des archives nécessaires pour analyser l'événement.

Le développement ferroviaire du Pérou a fait l'objet d'interprétations controversées de la part des historiens. La plupart d'entre eux, tels que Jorge Basadre et Carlos Contreras, s'accordent à penser que

> « bien qu'en l'espace d'une décennie (1868-1878) se construisirent environ 1500 kilomètres de voies ferrées, le chemin de fer ne remplit pas sa promesse. En partie parce que les lignes furent mal dessinées et guidées par des motifs politiques, en s'efforçant de les ouvrir dans des régions où elles ne pouvaient être que peu mises à profit[484] ».

Carlos Contreras considère notamment que c'est le cas de la ligne Mollendo-Puno,

> « favorisée de façon inexplicable dans les travaux, au détriment de la ligne à Cerro de Pasco, et dont la seule justification pouvait être le commerce de la laine, qui n'avait pas encore une envergure suffisante, et l'espoir de la revitalisation du secteur minier bolivien[485] ».

Espoir vain, puisque comme le rappelle l'auteur, la réanimation du secteur minier bolivien s'est réalisée après la Guerre du Pacifique, à la suite de laquelle la production minière bolivienne est acheminée directement vers le port d'Arica, devenu chilien pendant la Guerre, et non plus vers celui de Mollendo.

Les observateurs de l'époque se font l'écho de cette déception, face à l'immense décalage entre les grandes ambitions modernisatrices ayant présidé à la mise en place du réseau de chemins de fer et son inaboutissement. Dans ses récits de voyage publiés en 1880, le voyageur autrichien Charles Wiener relate ainsi le trajet qu'il a effectué en train sur la ligne de la Oroya à la fin des années 1870, déplorant le fait que les Péruviens, probablement trop enthousiastes, « ont commencé les travaux en dix points différents, mais aucun des tracés n'a été achevé »[486]. Les rails se perdent ainsi dans des villages isolés, sans attrait économique ni politique, et les grandes ambitions

---

[484] « Aunque en el lapso de una década (1868-1878) llegaron a tenderse unos mil quinientos kilómetros de líneas férreas, los ferrocarriles no llegaron a cumplir la promesa que en ellos se depositó. En parte porque las líneas estuvieron mal diseñadas y guiadas por móviles políticos, empeñándose en abrirlas en regiones donde poco provecho podían tener ». Carlos CONTRERAS et Marcos CUETO, *Historia del Perú contemporáneo…, op. cit,* p. 148.

[485] « Tal fue el caso de la ruta Mollendo-Puno, inexplicablemente preferida para los trabajos, sobre la línea a Cerro de Pasco, y cuya única justificación podía ser el comercio de las lanas, que no tenía todavía suficiente envergadura, y la esperanza en la revitalización de la minería boliviana », *Ibid.*

[486] Charles WIENER, *Perú y Bolivia, relato de viaje (1880),* Lima, IFEA, Universidad Nacional Mayor de San Marcos, 1993, p. 485. Cité dans Jorge BASADRE, *Historia de la República del Perú…, op. cit.,* vol. 7, p. 52.

péruviennes de modernisation et d'intégration nationale restent à l'état d'ébauches, n'aboutissant en réalité à aucun développement économique significatif.

Dans ce panorama, la ligne qui relie le port de Mollendo à la ville d'Arequipa puis à la ville de Puno représente un certain succès, par sa longueur – c'est la seule voie de chemin de fer réellement achevée au Pérou avant la Guerre du Pacifique et la plus longue –, et par l'ampleur des bouleversements économiques et sociaux régionaux qu'elle engendre. L'ouverture de cette ligne redessine en effet en profondeur les circuits commerciaux dans la partie méridionale du Pérou, offrant progressivement une position hégémonique à la ville d'Arequipa.

> « C'est seulement à partir de la construction et de la mise en fonctionnement du chemin de fer Mollendo-Arequipa et de ses conséquences économiques en ce qui concerne l'exploitation de la laine, que notre ville devient celle qui concentre les maisons d'import-export auparavant dispersées, et encourage l'établissement de plus de maisons commerciales[487] ».

Les bouleversements induits par l'arrivée du chemin de fer à Arequipa peuvent se penser sur plusieurs niveaux, qui donnent à voir la complexité des échanges et de leur évolution dans l'ensemble de la région.

Dans un premier temps, l'impact du chemin de fer est assez négatif puisqu'il signifie

> « l'introduction compétitive de vins, d'alcools, de sucre, etc. importés du nord, où leur production à plus grande échelle et dans de meilleures conditions techniques leur garantissaient des prix plus bas que sur le marché méridional. Ce premier impact négatif du chemin de fer sur l'agriculture de la vallée ruina beaucoup de petits propriétaires […][488] ».

L'exploitation traditionnelle de la vigne et de diverses productions agricoles telle qu'elle se pratiquait depuis la période coloniale[489] se voit donc sérieusement

---

[487] « Sólo a partir de la construcción y funcionamiento del ferrocarril Mollendo-Arequipa y de su consiguiente significación económica para la explotación lanera, se erige nuestra ciudad como la que concentra a las casas de exportación-importación anteriormente desperdigadas y alienta el establecimiento de otras casas comerciales más ». Juan Guillermo CARPIO MUÑOZ, *Texao,* Arequipa, 1980, p. 129.

[488] « Inicialmente, la presencia del ferrocarril permitió la introducción competitiva de vinos, alcoholes, azúcar, etc. traídos del norte, donde al producirlos en mayor escala y en mejores condiciones técnicas llegaban más baratos al mercado sureño. Este inicial impacto negativo del ferrocarril en la agricultura valletera, arruinó a muchos pequeños hacendados […] », *id.,* p. 137.

[489] Voir notamment l'ouvrage déjà cité de Kendall BROWN, *op. cit,* qui propose une étude détaillée de la production d'alcools forts dans la région avant l'Indépendance.

affectée, et les méthodes mêmes de production s'en trouvent modifiées. La production devient plus technique et se diversifie, son écoulement se fait désormais exclusivement sur le marché régional. Cette régionalisation du marché local s'intensifie avec la Guerre du Pacifique, qui affecte également la production dans les régions nord du Pérou et rend les échanges entre les deux régions presque impossibles[490].

L'installation du chemin de fer provoque ainsi le déclin définitif des vallées qui environnent la ville d'Arequipa, la vallée de Majes principalement. Les équilibres économiques et politiques locaux s'en voient totalement redessinés, en faveur de la ville d'Arequipa et de son oligarchie commerçante. Grâce au chemin de fer,

> « Arequipa joue clairement un rôle de concentration des produits de la région et de distribution vers le port. Elle ne génère alors plus de richesses que dans l'échange commercial d'exportation et d'importation, en absorbant la production de tout son *Hinterland* agricole[491] ».

La principale connexion ferroviaire de la région devient alors celle qui relie Arequipa à Mollendo en surclassant celle qui relie Moquegua à Ilo, auparavant favorisée pour les échanges commerciaux de la ville de Puno.

Pour Guadalajara comme pour Arequipa, l'arrivée du chemin de fer entraîne donc une série de bouleversements économiques, qui se manifestent principalement dans le développement de l'activité commerciale des deux villes. Les débouchés des productions agricoles et industrielles locales s'étendent à un espace régional puis national de plus en plus important et les capitaux étrangers – déjà présents depuis la deuxième moitié du XIXe siècle – s'investissent massivement dans l'économie locale. Les maisons de commerce étrangères se développent, les Européens ouvrent divers grands magasins et usines à Guadalajara, ou acquièrent la propriété du chemin de fer à Arequipa[492].

---

[490] Juan Guillermo CARPIO MUÑOZ, *Ibid.*

[491] « Arequipa jugaba un papel claro de concentración de productos de la región y de distribución hacia el puerto. No generaría riqueza más que en la intermediación comercial de exportación e importación y succionaría la producción de todo su *Hinterland* agropecuario ». Ramón GUTIERREZ, *op. cit.,* p. 172.

[492] En 1890, la ligne ferroviaire Mollendo-Arequipa passe aux mains des Anglais, en étant rachetée par la *Peruvian Corporation*, en paiement de la dette extérieure. Pour plus de détails sur les enjeux financiers liés au chemin de fer et à la dette péruvienne après l'essor économique éphémère lié à la commercialisation du guano, puis la Guerre du Pacifique, voir Jorge BASADRE, *Historia de la República del Perú…, op. cit.,* vol. 6, p. 63.

En dépit de ce développement économique et commercial commun dans les deux villes, il convient de souligner un décalage important quant aux conséquences de leur intégration au réseau ferroviaire national.

En effet, l'arrivée du chemin de fer à Guadalajara signifie une connexion directe et plus rapide entre la capitale *tapatía* et Mexico, en d'autres termes une intégration accrue et effective aux échanges politiques et économiques nationaux. Guadalajara sort alors d'un certain repli sur son espace régional pour accéder à un plus haut degré de « nationalisation », ce qui correspond au projet porfirien de relier les différents points du pays entre eux, pour une meilleure cohésion nationale. Cela étant, cette intégration nationale se fait également au prix d'une certaine perte d'autonomie régionale et au profit d'un centralisme accru de la ville de Mexico sur le reste du pays. Dans son ouvrage sur les grandes villes latino-américaines, Richard Morse souligne ainsi le décalage entre le projet initial du chemin de fer au Mexique, qui avait pour principal objectif de relier les grands centres commerciaux aux ports des côtes Pacifique et Atlantique, à la réalité du réseau tel qu'il se présente à la fin du XIXe siècle, centralisé par la ville de Mexico[493].

En s'intégrant au réseau ferroviaire national, Guadalajara bénéficie d'un important développement démographique et commercial, mais pâtit progressivement d'une soumission croissante au pouvoir central exercé par la capitale du pays[494]. Par ailleurs, le développement ferroviaire a également entraîné le déclin de certains pôles urbains secondaires, tels que Puebla, Morelia, ou encore Querétaro, qui perdent la domination de leurs anciens marchés régionaux au profit des villes nouvellement connectées au chemin de fer comme Guadalajara.

La situation *arequipeña* est, à ce sujet, radicalement inverse. En effet, l'absence de connexion ferroviaire avec la ville de Lima et le développement de liaisons sud-andines, que ce soit vers le Cuzco ou vers la Bolivie, renforcent l'ancrage régional d'Arequipa dans le Sud, dont elle devient la capitale incontestée. Elle confirme dans le même temps son isolement vis-à-vis de Lima, avec laquelle elle ne communique que par bateau.

---

[493] Richard MORSE, *Las ciudades latinoamericanas…, op. cit.*

[494] Ce renversement des relations politiques, économiques et sociales entre la capitale du pays et la ville de Guadalajara fera l'objet de plus amples développements dans le troisième chapitre de notre étude.

Plus encore, cette liaison entre Arequipa, la vaste zone de production qu'elle domine et le port international de Mollendo, assure une connexion directe avec les pays européens, sans passer par la capitale du pays.

> « Le chemin de fer a dynamisé [l'] économie [d'Arequipa], lui a permis une plus grande mobilité, mais n'a pas contribué à modifier son caractère satellitaire et n'a pas généré de nouvelles formes de production. Au contraire, Arequipa a été le récepteur privilégié des manufactures et des importations somptuaires qui se sont introduites dans tout le sud du Pérou. Depuis l'installation du chemin de fer, le circuit régional a pu se passer du port de Lima-Callao et les propriétaires *cusqueños* pouvaient ainsi affirmer qu'ils allaient directement de leur hacienda Quispicanchis à Paris par Mollendo, et de Paris à Quispicanchis […][495]».

Alors que l'intégration au réseau ferré signifie pour Guadalajara une intégration accrue à la nation et une soumission au centralisme croissant exercé par la ville de Mexico, Arequipa accède au contraire à une plus grande autonomie du fait même de sa liaison ferroviaire avec le port de Mollendo. L'Occident mexicain se développe alors à l'ombre de la capitale du pays et sur la base de capitaux de plus en plus européens, tandis que le Sud Andin connaît un développement commercial autonome et totalement détaché des circuits commerciaux du nord du Pérou. Notons ici que la notion d'enclavement, invoquée par plusieurs historiens pour parler de la situation d'Arequipa et sa région au tournant des XIXe et XXe siècles est relative, puisque la commercialisation de la laine issue des élevages sud-andins vers les pays européens connaît à l'époque un essor considérable.

L'entrée de la modernité ferroviaire dans les deux villes modifie donc dans des sens radicalement opposés leur place dans le système économique et politique national et dans les jeux de pouvoir engagés avec la capitale du pays, nous y reviendrons dans la deuxième partie de notre étude. Toutefois, cette consécration de Guadalajara et d'Arequipa en carrefours ferroviaires leur garantit un même développement économique, et une même assise de leur hégémonie.

---

[495] « El ferrocarril dinamizó su economía, le permitió mayor movilidad pero no contribuyó a alterar su carácter satelitario ni generó nuevas formas de producción. A la inversa, Arequipa fue el receptor privilegiado de las manufacturas e importaciones suntuarias que se introdujeron en todo el sur del Perú. Desde la instalación del ferrocarril el circuito regional prescindió del puerto de Lima-Callao y los hacendados cusqueños podían afirmar que ellos iban de su hacienda Quispicanchis a Paris por Mollendo, y de Paris a Quispicanchis […] ». Ramón GUTIERREZ, *op. cit.,* p. 172.

## Des capitales économiques régionales

### *Les bases de l'économie régionale. Agriculture, commerce et industrie*

À partir de l'installation d'un réseau ferroviaire et de la modernisation des infrastructures portuaires, le sud du Pérou connaît un développement économique et commercial sans précédent, reposant presque exclusivement sur la production et la commercialisation de la laine sur les marchés européens, activités toutes deux organisées et centralisées par l'oligarchie *arequipeña.*

> « Au cours du XIXe siècle, le Sud se convertit en une économie principalement exportatrice de laine. Cette conversion fut non seulement le résultat du développement de l'industrie britannique[496] ; mais y contribua également la crise de la production artisanale et la décomposition du circuit commercial [traditionnel]. Il y a une première phase durant laquelle le Sud, comme tout le reste du pays, se trouve totalement fragmenté. À partir de 1830, le commerce lainier liera à nouveau Arequipa à Puno, au Cuzco et même à la Bolivie […]. Mais l'hégémonie aréquipénienne sur la région, au prix de la décadence du Cuzco, se définit seulement à partir des années 1870 avec la construction du chemin de fer du Sud. […] Cette troisième phase est interrompue par la Guerre du Pacifique[497] ».

Le développement du commerce de la laine dans le Sud andin à partir de la deuxième moitié du XIXe siècle a des origines multiples. L'entrée dans l'ère industrielle des grandes puissances européennes, comme les importantes modernisations techniques et commerciales de l'époque, ou encore la désarticulation

---

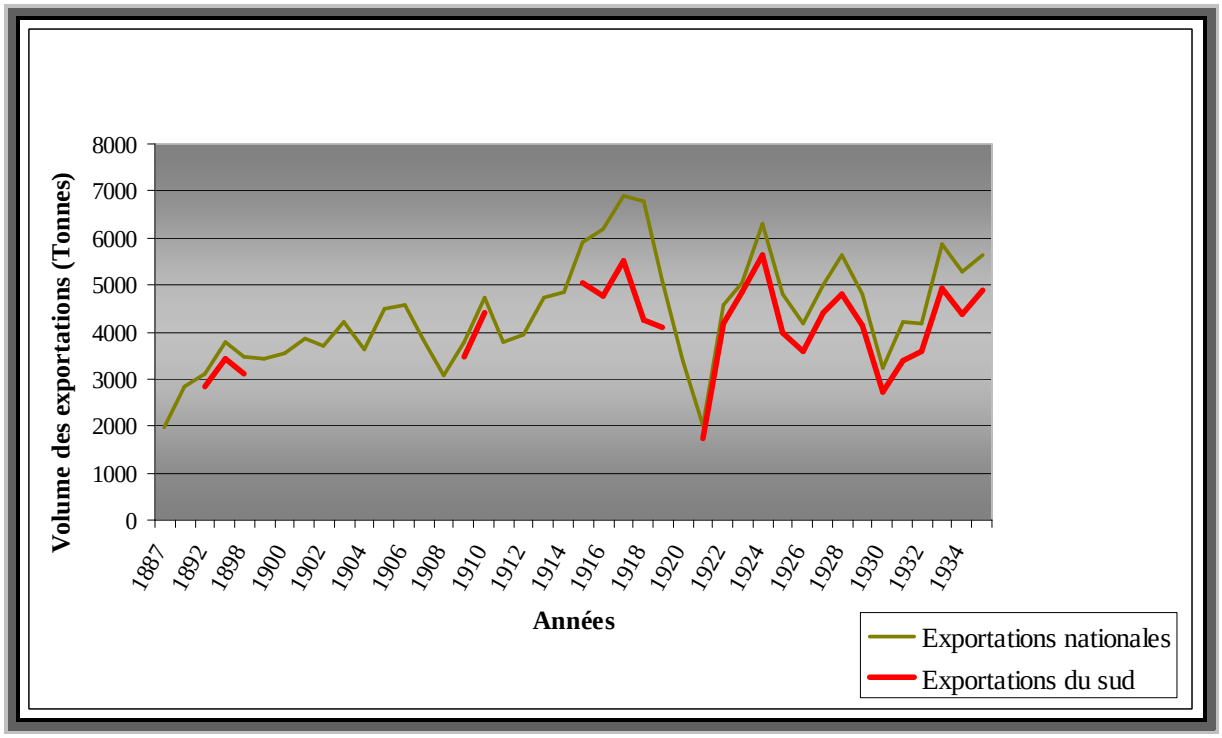
[496] Manuel Burga et Wilson Reategui rappellent que la Révolution industrielle qui voit le jour en Angleterre au XVIIIe siècle, du fait des profondes mutations techniques et commerciales qu'elle engendre, permet de révolutionner la productivité et d'augmenter la production, rendant rapidement le marché intérieur britannique trop étroit pour les ambitions des entrepreneurs de l'ère industrielle. « Les entreprises textiles saturèrent rapidement leur marché interne et se lancèrent immédiatement à la conquête du marché mondial. Mais en même temps que leurs textiles envahirent le monde, la demande anglaise de laine eut un impact et dynamisa les lointains territoires d'élevage ». *Version originale de la citation :* « Las textilerías pronto saturaron su mercado interno y de inmediato se lanzaron a la conquista del mercado mundial. Pero así como sus textiles invadieron el mundo, la demanda inglesa de lanas ocasionó impacto y dinamismo en alejados territorios ganaderos", comme c'est le cas de la région sud du Pérou. Manuel BURGA et Wilson REÁTEGUI, *Lanas y capital mercantil en el sur…, op. cit.,* p. 23.

[497] « Durante el siglo XIX el sur se convierte en una economía predominantemente exportadora de lanas. Esta conversión fue resultado no sólo del desarrollo de la industria textil británica ; también contribuyó a ello la crisis de la producción artesanal y la descomposición del circuito comercial […]. Hay una primera fase en la cual el sur, como todo el país, se encuentra completamente fragmentado. A partir de 1830, el comercio lanero, vinculará nuevamente a Arequipa con Puno, Cuzco e incluso Bolivia […]. Pero la hegemonía arequipeña sobre la región, a costa de la decadencia del Cuzco, sólo se define a partir de la década de 1870 con la construcción del ferrocarril del sur. […] Esta tercera fase fue interrumpida por la Guerra del Pacífico ». Alberto FLORES GALINDO, *Arequipa y el Sur Andino…, op. cit.,* p. 45.

progressive du marché régional, suite au déclin des activités minières et agricoles organisées autour du Cuzco, sont quelques raisons de ce développement.

Réellement significatif à partir des années 1830, le développement du commerce lainier connaît plusieurs phases, caractérisées par une certaine fluctuation des cours de la laine et du niveau des ventes, mais dont la tendance reste une croissance quasi constante durant toute la période étudiée et jusqu'à la crise mondiale de 1929.

**Figure 33 - Les exportations de laine au Pérou et dans le Sud andin (1887-1935)**




Source : Alberto FLORES GALINDO, *Arequipa y el Sur Andino…, op. cit.,* p. 89.

Malgré l'absence de données concernant les exportations du Sud péruvien pour les années 1900 à 1908, puis 1912 à 1914, on observe une tendance à la hausse dans les volumes d'exportation de la laine, en particulier à partir de 1914 avec l'éclatement du premier conflit mondial et l'ouverture du Canal de Panama[498]. Un véritable boom des exportations de la laine vers l'Angleterre permet alors à la région sud du Pérou

[498] L'impact de la Première Guerre mondiale sur le commerce de la laine dans le sud du Pérou est analysé dans un article à paraître en 2013 : Guillemette MARTIN, « La Première Guerre mondiale au Pérou. Réception nationale et impacts régionaux », *in* Olivier COMPAGNON et María Ines TATO (dir.), *Toward a history of the First World War in Latin America,* Francfort/Madrid, Vervuert/Iberoamericana, à paraître en 2013. Cette étude analyse les répercussions parfois contradictoires de la Première Guerre mondiale au Pérou à partir du cas d'Arequipa et de sa région.

d'intégrer pleinement les circuits du commerce mondial et entraîne un développement sans précédent de ses activités portuaires. La fin de la guerre provoque l'effondrement des exportations, qui reprennent de façon irrégulière au début des années 1920. Les exportations du Sud péruvien composent alors l'essentiel des exportations nationales de laine, monopolisant ce commerce au Pérou[499].

Le développement du commerce de la laine convertit de fait la ligne Arequipa-Mollendo en axe modernisateur et hégémonique de toute la région, cependant rappelons que ce n'est pas autour de cet axe que se produit la laine, mais dans les propriétés agricoles de l'Altiplano, autour de Puno et du Cuzco, dont le système agraire connaît alors une forte expansion. Y sont élevés principalement des camélidés – lamas et alpagas –, dans des propriétés qui restent de taille modeste, à l'image de celles que l'on trouve au même moment aux alentours d'Arequipa.

> « Arequipa n'a pas été un territoire de grandes haciendas. La prédominance de la petite et de la moyenne propriété est une caractéristique du paysage agraire aréquipénien, depuis l'époque coloniale jusqu'à aujourd'hui[500] ».

L'essor du commerce de la laine, s'il a entraîné une profonde modification des rapports de force dans la région sud du Pérou, n'a pour autant pas transformé le système d'exploitation agraire.

À l'inverse, le système financier et commercial local a connu de profondes mutations. Se multiplient à Arequipa les banques, les maisons de crédit, et tout particulièrement les « *casas exportadoras e importadoras* »[501], généralement détenues par des étrangers. Dans l'étude déjà citée, Alberto Flores Galindo propose une liste des principales maisons de commerce exportatrices de laine à Arequipa, en indiquant la quantité exportée par chacune de ces maisons pour l'année 1934. Si ces quantités ne

---

[499] L'historien nord-américain Nils Jacobsen propose une série de tableaux et d'informations chiffrées quant à l'évolution de la production de laine et des prix, à partir d'une analyse des cargaisons qui partent du port de Mollendo : Nils JACOBSEN, « Ciclos y booms en la agricultura de exportación latinoamericana. El caso de la economía ganadera en el sur peruano, 1855-1920 », *Allpanchis,* vol. XVIII, n°21, 1983, p. 89-148.

[500] « Arequipa no ha sido territorio de grandes haciendas. La predominancia de la pequeña y la mediana propiedad es una característica del paisaje agrario arequipeño, desde los tiempos coloniales hasta la actualidad » Alberto FLORES GALINDO, *Arequipa y el Sur Andino…, op. cit.,* p. 15. Ce paysage de petites propriétés agricoles, également appelées « chacras »dans le sud du Pérou, et dont l'héritage remonte à la période coloniale, constitue un patrimoine local d'importance. Il a été étudié et décrit par Jorge BEDREGAL LA VERA et Américo MARTINEZ PINTO, *La ruta del Loncco. Raíces del hombre arequipeño,* Arequipa, El Talle, Asociación de Promoción y Desarrollo, 2008.

[501] Littéralement, « maisons d'exportations et d'importations », ou encore « maisons de commerce », chargées des négociations entre producteurs et acheteurs.

nous intéressent pas directement, car elles concernent une période postérieure à celle de notre analyse, la liste des principaux responsables du commerce de la laine à Arequipa nous renseigne néanmoins sur l'importance des commerçants d'origine anglaise. Dominent ainsi largement les « *casas comerciales* » des familles Gibson, Stafford et Patten Michell, fondées dans la deuxième moitié du XIXe siècle et dont la longévité au sein du commerce local atteste leur vitalité.

**Figure 34 - Les maisons de commerce chargées de l'exportation de la laine à Arequipa en 1934**

| ENTREPRISE | ALPAGA[502] | MOUTON[503] |
|---|---|---|
| Enrique W. Gibson | 7 414 | 4 756 |
| Stafford Co. S.A. | 2 227 | 2 933 |
| Patten Michell | 3 083 | 1 861 |
| Ricketts Co. | 1 910 | 2 237 |
| Pedro Irriberry Suc. | 764 | 3 208 |
| Said Hijos | 3054 | 117 |
| Angel R. Cardenal | 2736 | - |
| Orestes Prario | 841 | - |
| Elena Costas | - | 705 |
| Pedro Irigoyen | 138 | 421 |
| Emilio L. de Romaña | - | 407 |
| Arturo L. de Romaña | - | 353 |
| Alberto Rey de Castro | 26 | 185 |

Source : Alberto FLORES GALINDO, *Arequipa y el Sur Andino…, op.cit.,* p. 93.

Reposant presque exclusivement sur le développement du secteur agricole et de l'élevage, l'économie du Sud andin dans la deuxième moitié du XIXe siècle contraste fortement avec celle de la région de Guadalajara au même moment, alors en pleine modernisation industrielle. En effet, et alors que durant toute la période coloniale l'économie *tapatía* repose sur les secteurs miniers, agricoles et commerciaux, elle se

[502] Nombre de « *fardos* »de laine exportés, unité de mesure utilisée à l'époque par les commerçants et correspondant à un ballot de laine, à un sac.

[503] *Id.*

tourne progressivement vers l'industrie – en particulier textile – à partir de la première moitié du XIXe siècle[504]. De simple marché de commercialisation des productions industrielles issues du centre du pays[505], Guadalajara et son hinterland entrent dans l'ère du développement industriel à partir des années 1830 et concurrencent rapidement les anciens centres textiles de Puebla, Querétaro et de la ville de Mexico. Cet important développement de l'industrie textile à Guadalajara trouve entre autres son origine dans le recours à l'énergie hydroélectrique produite à partir du lac de Chapala, dans le sud du Jalisco[506].

> « Certains chercheurs considèrent qu'avec l'introduction de l'énergie hydroélectrique dans l'industrie textile, la région *tapatía* est entrée dans 'l'ère industrielle', phénomène qui a provoqué l'apparition d'un nouveau secteur entrepreneurial et l'apparition d'un prolétariat naissant »[507].

En 1841, est fondée la première entreprise textile de Guadalajara sous le nom de *La Escoba,* entreprise appartenant aux familles Olasagarre, Escandón et Prieto. L'usine change plusieurs fois de propriétaires, comme l'indique Mariano Bárcena en 1880, date à laquelle l'entreprise passe aux mains de la famille Fernández del Valle[508] et Barrón, entrepreneur anglais ayant fait fortune à Tepic. *La Escoba* fait alors travailler 300 ouvriers et produit principalement du fil et des tissus en coton, à partir de la matière première issue des proches régions du Colima et de Tepic.

---

[504] Pour un panorama général des diverses activités économiques minières, agricoles et industrielles développées dans le Jalisco depuis l'Indépendance, voir Mario ALDANA RENDON, *Desarrollo económico de Jalisco : 1821-1940,* Guadalajara, Instituto de Estudios Sociales, Universidad de Guadalajara, 1978. Voir également l'ouvrage déjà cité de Hélène RIVIERE D'ARC, *Guadalajara y su región…, op. cit.*

[505] Durant la période coloniale, le développement industriel du Mexique se concentre sur l'axe central Puebla-Mexico-Querétaro, notamment en ce qui concerne la production textile.

[506] Le rôle fondamental joué par les compagnies hydroélectriques, et notamment la *Compañía Hidroeléctrica e Irrigadora de Chapala,* dans le développement industriel du Jalisco a été analysé en détail par Guadalupe Bobadilla Paniagua dans sa thèse de *Licenciatura :* Guadalupe BOBADILLA PANIAGUA, *Conflictos sociales por el uso del agua del lago de Chapala,1895-1928,* Thèse de *Licenciatura* en Histoire, Mexico, Universidad Nacional Autónoma de México, Facultad de Filosofía y Letras- Colegio de Historia, 2004.

[507] « Algunos estudiosos consideran que con la introducción de la energía hidroeléctrica en la industria textil la región tapatía ingresó a la 'era fabril', fenómeno que trajo aparejado el surgimiento de un nuevo sector empresarial y la aparición del incipiente proletariado », *id.,* p. 4-5.

[508] Mariano BÁRCENA, *La Segunda Exposición de 'Las Clases Productoras', y descripción de la ciudad de Guadalajara,* Estudio presentado a la Secretaría de Fomento, Guadalajara, Tip. de Sinforoso Banda, 1880. Ce texte est d'une grande valeur pour l'historien, dans la mesure où c'est l'un des premiers documents complets à offrir une description aussi détaillée et minutieuse de l'organisation socio-économique de Guadalajara durant le Porfiriat. Il nous présente une ville et une région en pleine modernisation, engagées dans une série de mesures agricoles et industrielles progressistes, destinées à faire de la ville une véritable illustration du progrès sous toutes ses formes.

La même année, l'entrepreneur *tapatío* José Palomar fonde une autre industrie d'importance sous le nom évocateur de *La Prosperidad Jalisciense,* plus connue sous le nom d'Atemajac, en référence à l'endroit où s'implante l'entreprise (à environ 4 kilomètres au nord-ouest du centre de la ville de Guadalajara). Également consacrée à la production textile, cette première usine est complétée trois ans plus tard par la fabrique de papier *El Batán,* propriété de la même compagnie industrielle, qui utilise les chutes de coton issues de la fabrique d'Atemajac pour produire du papier.

À peine dix ans plus tard, en 1851, est fondée une autre entreprise textile, *La Experiencia,* également mise en place par la compagnie de Olasagarre, puis rapidement rachetée par Francisco Martínez Negrete, immigré espagnol arrivé au Mexique en 1822 en tant que Vice-consul de son pays. En 1866 est fondée à son tour la fabrique textile de Río Blanco à Zapopan, au nord de Guadalajara.

Au début de la période qui nous intéresse, le panorama industriel *tapatío* se compose donc principalement de ces quatre entreprises textiles et de la fabrique de papier *El Batán.*

> « *La Escoba* et *La Prosperidad Jalisciense* étaient considérées de première catégorie parce qu'elles avaient un département de tissage, tandis que *Río Blanco* et *La Experiencia* étaient considérées de seconde catégorie. Vers 1890, les Fernandez del Valle avaient acquis *La Experiencia,* par mariage avec les héritières de Martinez Negrete. *La Prosperidad Jalisciense* passa aussi aux mains des Fernandez del Valle, puisque Palomar et Gómez l'avaient vendue à Martinez Negrete. À cette date, donc, les quatre entreprises étaient aux mains d'une seule famille, qui avait également acheté *Río Blanco*[509] ».

Le développement industriel *tapatío* de la deuxième moitié du XIXe siècle se fait donc par le biais d'une concentration au sein d'un même cercle oligarchique restreint, uni par une série d'alliances à la fois économiques et matrimoniales sur lesquelles nous reviendrons à la fin de ce chapitre.

En 1899 la ville de Guadalajara compte déjà une dizaine de fabriques textiles, recensées dans le *Directorio de los principales giros industriales del Estado de Jalisco,*

---

[509] « La Escoba y La Prosperidad Jalisciense se consideraban de primera categoría porque tenían departamento de tejido, y Río Blanco y La Experiencia se consideraban de segunda. Hacia 1890, los Fernández del Valle habían adquirido La Experiencia, por matrimonio con las herederas de Martínez Negrete. La Prosperidad Jalisciense también pasó a manos de los Fernández del Valle, puesto que Palomar y Gómez la habían vendido a Martínez Negrete. En esa fecha entonces las cuatro empresas estaban en manos de una sola familia, que además había comprado Río Blanco ». Luisa GABAYET, « La industria textil », *in* José María MURIA (coord.), *Lecturas históricas de Guadalajara…, op. cit.,* p. 57.

édité par la *Gaceta Mercantil*[510]. Ce document nous renseigne sur les principales industries présentes dans le Jalisco, classées par grands secteurs d'activités. Sont ainsi recensées 41 fabriques de Tequila, alors appelé *vino mezcal* (dont 17 dans la seule ville de Tequila), 34 fabriques de savon, 21 fabriques d'alcools forts (*« aguardientes »)*, 20 moulins à farine, 16 fabriques de tabac, 16 fabriques d'huile, 17 fabriques de sucre, 10 usines textiles et deux fabriques de papier.

Si ces diverses usines nous renseignent sur l'important développement industriel du Jalisco à la fin du XIXe siècle, il est important de souligner que parmi ces productions variées, seules celles issues du secteur textile font l'objet d'une commercialisation nationale, hors des frontières de l'État. Les productions alimentaires et d'alcools ne sont alors destinées qu'au seul marché local, car il s'agit de fabriques de petite taille.

L'important développement industriel du Jalisco est monopolisé par un cercle oligarchique très restreint, composé des principales familles issues de l'immigration espagnole, les Negrete, les Fernández del Valle ou les Palomar, unis par un ensemble de liens matrimoniaux et la participation à des projets communs de développement économique[511]. Toutefois, à la fin du XIXe siècle, et à l'instar du reste du pays, on observe un investissement croissant de capitaux étrangers, notamment français. C'est en effet à cette période que les entrepreneurs français, jusqu'alors essentiellement intéressés par le commerce et les petites manufactures, commencent à investir dans le secteur industriel émergent. Ainsi dès 1900, les Français de Guadalajara s'unissent pour fonder la *Compañía Industrial de Guadalajara,* dont « l'objectif explicite était la monopolisation de la production de textiles en coton pour les vendre dans leurs boutiques départementales[512] ». Cette *Compañía Industrial de Guadalajara* regroupe rapidement les usines d'Atemajac, de *La Escoba,* de *Río Blanco* et d'*El Batán,* rachetées aux familles Martinez Negrete et Fernández del Valle.

Commence alors la grande période de croissance et de prospérité *tapatías* (1895-1910), soutenue par un développement sans précédent de l'industrie textile,

---

[510] *La Gaceta Mercantil* est la publication officielle dont se dote la Chambre de Commerce de Guadalajara, fondée en 1888. Voir Marcos ARANA CERVANTES, *100 años en la vida de Guadalajara,* Guadalajara, Cámara Nacional de Comercio de Guadalajara, 1990, p. 9.

[511] Sur le développement de l'industrie textile et les multiples transactions qui unissent les grandes familles entrepreneuriales de Guadalajara, voir le deuxième chapitre de la thèse déjà citée : Guadalupe BOBADILLA PANIAGUA, *op. cit.,* p. 39-64.

[512] *Id.,* p. 63.

qui connaît une série de modernisations techniques et de nouveaux débouchés commerciaux. Les productions textiles *tapatías* se commercialisent dans le pays tout entier grâce au chemin de fer. Guadalajara devient alors le deuxième centre de production textile du pays derrière Puebla et devant Mexico[513], d'une part grâce aux investissements étrangers – français principalement –, d'autre part grâce à une volonté politique affichée de développer l'économie locale.

> « Au sein des politiques économiques du gouvernement de l'État du Jalisco, durant la fin de la période de Luis C. Curiel et de celle de Miguel Ahumada, c'est-à-dire 1900-1911, est mise en avant la recherche de moyens pour encourager le secteur privé, afin de développer l'industrie jalisciense[514] ».

Diverses mesures fiscales sont alors adoptées au niveau local, sous forme d'exemptions principalement et à destination des investisseurs européens et *tapatíos,* afin d'encourager la fondation de nouvelles entreprises ainsi que la modernisation de celles fondées dans la première moitié du XIXe siècle. Dans la réalité, ces intentions politiques ont rarement été suivies d'effet, mais témoignent néanmoins d'une évolution importante des mentalités quant aux possibilités économiques de la région.

Divers groupes d'entrepreneurs locaux, ingénieurs et autres, s'investissent dans cette modernisation et en relaient avec enthousiasme les principales initiatives. C'est le cas par exemple de l'organisation de *Las Clases Productoras*, bien documenté par les historiens[515]. Fondée officiellement le 4 novembre 1877[516], l'association se veut « progressiste et libérale » et entend pour cela

> « procurer le bien-être à toutes les classes utiles à la société ; promouvoir toutes les améliorations qui tendent à moraliser, instruire et à illustrer les masses populaires, et à remédier à la misère des classes laborieuses, en faisant en sorte qu'elles aient une occupation constante et un profit positif[517] ».

---

[513] Gustavo GARZA et Juan Javier PESCADOR, *op. cit.*

[514] « Dentro de las políticas económicas del gobierno del Estado de Jalisco, durante el fin del periodo de Luis C. Curiel y el de Miguel Ahumada, es decir, 1900-1911, destaca la búsqueda de formas para incentivar al sector privado, a fin de que desarrollara la industria jalisciense ». José María MURIA, *Capítulos de historia…, op. cit.,* p. 115.

[515] Voir notamment l'ouvrage de Bertha Alicia PALACIOS BRAVO, *Las Clases Productoras,* Guadalajara, Cámara Nacional de Comercio de Guadalajara, 1983.

[516] *Las Clases Productoras,* Guadalajara, section « oficial », 4 novembre 1877, n°1, p. 1, « Reglamento de la sociedad 'Las Clases Productoras' ».

[517] *Las Clases Productoras,* Guadalajara, « Editorial », *id.,* p. 2. « Procurar el bienestar de todas las clases útiles a la sociedad ; promover todas las mejoras que tiendan a moralizar, instruir e ilustrar a las masas populares, y remediar la miseria de las clases trabajadoras, procurando tengan constante ocupación y

Il s'agit donc, pour la nouvelle association, de promouvoir toute une frange de la société jusqu'à présent peu prise en considération par les élites politiques et économiques de la ville, à savoir les ouvriers et les artisans.

L'association des *Clases Productoras* se dote d'une publication mensuelle, distribuée gratuitement à ses membres, et organise au mois de mai 1880 une grande exposition industrielle, destinée justement à mettre en valeur les avancées agricoles, industrielles et artisanales du Jalisco. L'événement est d'importance, comme en témoignent les discours prononcés par José Lopez Portillo y Rojas (1850-1923)[518] et Mariano de la Bárcena (1853-1899)[519] lors de la cérémonie d'inauguration de l'exposition[520]. Mariano de la Bárcena en publie un important compte-rendu, accompagné d'une description détaillée de la ville de Guadalajara et de sa région, dans l'opuscule déjà cité.[521].

La fondation de l'association des « *Clases Productoras* » s'inscrit pleinement dans les grandes orientations idéologiques du Porfiriat, résumées par cette fameuse formule, symbole de tout le régime : « ordre et progrès ». Nous ne rentrerons pas ici dans les détails de l'idéologie positiviste et libérale du Porfiriat, qui a déjà fait l'objet d'un très grand nombre d'excellentes études[522]. Nous retiendrons simplement qu'à la

---

provecho positivo ». Ces ambitions sont en réalité une réponse à un appel officiel du Ministro de Hacienda, qui demandait aux différents États de la fédération de former des commissions destinées à évaluer les principaux obstacles qui se posaient au développement de l'agriculture et de l'industrie dans chaque État.

[518] Grande figure de la littérature et de la politique locale, José López Portillo y Rojas est sans conteste l'un des intellectuels les plus importants de la ville au tournant des XIXe et XXe siècles, tant en raison de son œuvre littéraire (le Mexique lui doit l'un de ses tout premiers romans naturalistes, *La Parcela*) que du fait de son rôle politique (il est élu gouverneur du Jalisco juste après la chute du Porfiriat, en 1911). Nous reviendrons sur ce personnage et son activité journalistique et littéraire dans le quatrième chapitre de notre étude.

[519] Botaniste et ingénieur, le *jalisciense* Mariano de la Bárcena exerce également pour une courte période la charge de gouverneur du Jalisco, à la mort de Ramón Corona, assassiné en 1899.

[520] *Las Clases Productoras,* Guadalajara, « Editorial », 9 mai 1880, n°130, p. 1-3, « La Fiesta de inauguración ».

[521] Mariano BARCENA, *La Segunda Exposición de 'Las Clases Productoras', y descripción de la ciudad de Guadalajara…, op. cit.*

[522] Parmi de nombreuses références, on peut citer l'ouvrage de Leopoldo ZEA, *El positivismo en México: nacimiento, apogeo y decadencia,* México, Fondo de Cultura Económica, 1968. Cet ouvrage propose une approche complète de l'idéologie positiviste telle qu'elle a été comprise et mise en pratique au Mexique, notamment sous le Porfiriat.

fin du XIXe siècle, les élites *tapatías* se font l'écho des grandes orientations du régime porfirien et de l'idéologie soutenue par les *Científicos*[523].

**Figure 35 - *Las Clases Productoras***

AÑO III. GUADALAJARA, ENERO 25 DE 1880 NUM. 115.

# Las Clases Productoras.

PERIODICO SEMANAL, ORGANO DE LA SOCIEDAD MATRIZ DE ESTE NOMBRE, EXCLUSIVAMENTE DEDICADO A DEFENDER LOS INTERESES DE LA AGRICULTURA, LA MINERIA, EL COMERCIO, LAS CIENCIAS PRACTICAS Y LA INSTRUCCION.

Tip. de "Las Clases Productoras" INTELIGENCIA, CAPITAL Y TRABAJO.

CONDICIONES.—Este periódico se publica los domingos de cada semana. Precio de cada número, 3 cs.

## PROGRAMA DE "LAS CLASES PRODUCTORAS."

Completa seguridad y garantías. Reducciones de impuestos. Ferrocarriles y caminos. Canales navegables y de irrigacion. Supresion de aduanas interiores. Apertura de puertos. Exportaciones muchas, fáciles y libres. Exencion de contribuciones, cargas y toda traba ó gabela à las nuevas empresas industriales, mercantiles ó agrícolas. Telégrafos. Escuelas muchas de instruccion primaria. Mejoramiento de la mujer. Colegios de agricultura, de comercio, de mineria, de mecánica, artes y oficios, de ciencias prácticas, etc. Profesiones libres. Publicaciones científicas, muchas y baratas. Exposiciones permanentes y periódicas. Grandes premios y estímulos al trabajo. Privilegios á los inventores. Premios por la mejoría. Proteccion decidida á las clases productoras. Defensa mútua de las clases productoras. Inmigracion de clases productoras. Colonizacion. Supresion de la leva. Policía voluntaria é intachable. Administracion de justicia civil y criminal por jurados. Enérgicos correctivos al crímen. Caja de ahorros. Auxilios mútuos. Seguros mútuos de vida. Establecimiento de Bancos. Fraternidad universal.

* * *

La tarea es árdua: los obstáculos muchos. Sin embargo, la union dà la fuerza y una voluntad perseverante todo lo vence. Las grandes y nobles ideas no pueden morir. Cabenos la gloria de haber comenzado en Jalisco la grande obra de la "Asociacion de las Clases Productoras," y de haber iniciado un programa verdaderamente progresista. Otros continuarán. Ninguno, por fortuna, acabarà la perfectibilidad de la obra, porque la Providencia, para el bien de la humanidad, parece haber hecho continuo el progreso material y moral del mundo.

## EDITORIAL.

## A LOS ARTESANOS.

Ni un solo instante hasta ahora hemos dudado del triunfo de nuestra causa. Cada vez son más grandes, màs positívas las seguridades que ese triunfo nos vienen a anunciar.

Ni còmo desconfiar!

Quienes han luchado hasta este instante con éxito tan completo en contra de las dificultades que se les presentaban, valor tendrán para seguir luchando, y la fortuna, mejor dicho, Dios, les comunicarà fuerza y poder para conseguir el triunfo nuevamente.

Tenemos fé, grande fé en los destinos de la Sociedad que componemos. Ella ha sido entre las muchas contrariedades que se le han opuesto, lijera nave cuya quilla corta las encrespadas olas, burlando así triunfante la furia de los huracanes que la azotan.

Ha sabido llegar hasta este punto y se siente todavía con fuerza, con mucha fuerza y con mucho ánimo para seguir caminando. Su historia es bien conocida: sus luchas todos las han apreciado, y han sido tantas y tan difíciles, que hoy, cuando escudriña con la vista el camino recorrido, como el viajero de los Alpes, se pregunta: "y yo he podido salvar esos abismos!"

Sí, lo repetimos: sobrado aliento tiene todavía para seguir la marcha, y esperanzas fundadísimas de conseguir mayores triunfos: por esto es que ahora se ocupa en realizar obras de verdadera importancia, tales como la formacion de círculos de agricultores, industriales, camerciantes y científicos.

Las ventajas que los intereses sociales entre nosotros reportarán de estos agrupamientos diversos no deben ponerse en duda. Nada parecido se habia hecho hasta hoy en Guadalajara; pero en otras partes donde esos círculos productores se han formado, se ha visto lo mucho que pueden hacer en beneficio de los intereses que representan.

Y no puede ménos que ser así, porque una reunion de hombres inteligentes ó de buena voluntad que se reunen con el fin de procurar el mejoramiento de lo que para ellos simboliza la subsistencia, la vida, la fortuna; se afana y trabaja con éxito y con provecho; pero con provecho no solo para ellos, sino tambien para las otras clases de que toda sociedad está compuesta.

Lo que pueden hacer, lo que indudablemente harán las secciones que se van a formar en el seno de "Las Clases Productoras," no es cosa que pueda demostrarse en unas cuantas líneas, sino materia de concienzudos artículos, que escribiremos en los siguientes números para que se conozca por aquellos que lo ignoran las intenciones que la Corporacion tiene al dar este paso que, estamos seguros, será de brillantes resultados.

Nuestro fin al tocar este punto es hacer un llamado a los artesanos, a los industriales todos para quienes el progreso, el mejoramiento de sus profesiones respectivas interesa, hoy que va a procederse a la formacion de la seccion industrial a que ya nos referimos.

Es triste confesarlo, el elemento puramente obrero, si no escasea, no está en el seno de "Las Clases Productoras" en relacion con los demas grupos que la forman, y nosotros y con nosotros la Sociedad, deseamos que aquel sea más abundante aún que los otros círculos, porque vemos cuán necesaria es la asociacion para quien más expuesto está a sufrir los resultados del aislamiento y las vejaciones de todas las tiranías.

El retraimiento actual del artesano es disculpable: tiene su razon de ser.

Un tiempo hubo y no lejano en que las asociaciones obreras se multiplicaban de una manera asombrosa. Diariamente se sabia que en tal ó cual punto se instalaba una Sociedad con suntuosa fiesta, en la que se leian discursos de todos los colores y se hacian programas de todos los tamaños; se discutia con calor, se proyectaban empresas verdaderamente colosales, se hablaba mucho, y al fin nada se hacia.

Los banquetes eran continuos: todo en aquellas inexpertas corporaciones era motivo para veladas y zaraos; por supuesto que el ruido que con todo esto se causaba era mucho y muy formal; llegó a infundir serios temores a los enemigos sistemáticos del socialismo, que creian llegados los dias de la comuna.

El entusiasmo crecia, se aumentaba diariamente; los artesanos tenian frenesí por inscribir sus nombres en todos los registros socialistas: habia muchos, muchos que pertenecian a cinco ó seis distintas reuniones y en todas ellas depositaban una parte considerable de sus ahorros.

Pero derepente todo aquel alboroto cesó: si fué rápido al nacer, fué vertiginoso al extinguirse.

Las Sociedades desaparecieron; los tesoros se agotaron en fiestas unos y otros sin causa conocida, razon por la cual a mas de

Source : *Las Clases Productoras,* Guadalajara, 25 janvier 1880, p. 1.

L'enthousiasme industriel gagne également le secteur agricole, et les grands propriétaires terriens deviennent une oligarchie de véritables entrepreneurs qui

[523] Sur le sujet, voir par exemple l'article de Charles HALE, « La política científica en el Porfiriato y la revolución mexicana: el caso de Emilio Rabasa (1856-1930) », *in* Mónica QUIJADA et Jesús BUSTAMANTE, *Elites intelectuales y modelos colectivos. Mundo Ibérico- Siglos XVI-XIX,* Colección Tierra Nueva e Cielo Nuevo, Madrid, Consejo Superior de Investigaciones Científicas, 2002, p. 306.

adaptent leurs exploitations agricoles à la modernisation du marché régional comme national[524].

La modernisation industrielle se pense donc dans le Jalisco de façon conjointe à une certaine modernisation de l'agriculture, relayée par la presse et débattue dans ses colonnes[525]. Elle manifeste également un important effort d'intégration aux secteurs capitalistes nationaux, qui connaît toutefois un coup d'arrêt brutal avec la Révolution. Ce conflit marque en effet une réduction importante du marché du textile, l'affaiblissement de l'approvisionnement en matières premières et la croissance des mouvements syndicaux. « Cette période voit l'extinction des petits propriétaires de fils et de tissus de coton, et par conséquent la disparition des tisserands manuels, qui étaient réapparus à l'ombre des grandes entreprises durant la *Pax Porfiriana*[526] ». Nous reviendrons sur ce virage économique dans la troisième partie de notre étude.

Cet important processus d'industrialisation, caractéristique de la fin du XIXe siècle dans le Jalisco, ne s'observe pas dans le Sud andin, où il reste extrêmement faible et limité, voire inexistant. Arequipa compte, certes, l'ouverture de quelques entreprises comme la célèbre *Casa Forga,* fondée en 1897 et qui développe des productions textiles à partir du coton, mais elles sont rares. Les autres petites fabriques, dont Juan Guillermo Carpio Muñoz dresse une liste détaillée dans l'ouvrage déjà mentionné[527], sont de fondation plus tardive qu'à Guadalajara et connaissent un rayonnement limité au seul marché local. On peut par exemple citer les quelques entreprises suivantes, qui développent des activités très diverses : l'usine textile de *El*

---

[524] Sergio Mario VALERIO ULLOA, « Empresarios, capitalistas y terratenientes en Jalisco durante el siglo XIX. El caso de Nicolás Remus », *in* María Eugenia ROMERO IBARRA et Pablo SERRANO ÁLVAREZ, *Regiones y expansión capitalista en México durante el siglo XIX,* Mexico, UNAM, Universidad de Colima, 1998, p. 467-492. Dans cet article, l'historien *tapatío* Sergio M. Valerio Ulloa entend démontrer que les propriétaires terriens de la fin du XIXe siècle dans le Jalisco sont plus modernes et progressistes que ce qu'une certaine historiographie a pu laisser penser, et prétend remettre en cause cette image de l'*hacendado* féodal, qui règnerait en maître absolu sur des terres sous-exploitées.

[525] Le journal *La Gaceta de Guadalajara* publie ainsi régulièrement des informations sur les dernières découvertes agricoles, de même que des conseils destinés aux propriétaires terriens de la région. Voir par exemple *La Gaceta de Guadalajara,* Guadalajara, « Información general », 6 août 1905, p. 11, « El algodón. Arbusto en Jalisco ».

[526] « Este periodo vio la extinción de los pequeños productores de hilados y tejidos de algodón, y por tanto, la desaparición de los tejedores manuales, que habían reaparecido a la sombra de las grandes empresas durante la Pax Porfiriana ». Luisa GABAYET, « La industria textil », *op. cit.,* p. 28.

[527] Juan Guillermo CARPIO MUÑOZ, « La inserción de Arequipa en el desarrollo mundial del capitalismo (1867-1919) », *in* Juan Guillermo CARPIO MUÑOZ, Guillermo GALDOS RODRIGUEZ *et alii, op. cit.,* p. 569.

*Huayco,* de Forga (1897), l'usine de « *Galletas* »[528] de Abel Vela (1897), l'usine de Bière Pilsener, de Ernest Günther[529], l'usine de savons et de bougies *La Excelsior* (1902), et l'usine de chocolats *La Ibérica* (1911)[530].

Ces quelques entreprises, dont la liste peut être complétée grâce aux pages de Carpio Muñoz, témoignent d'une activité plus artisanale que réellement industrielle, en comparaison avec le développement du secteur industriel *tapatío.*

> « Les grands commerçants et propriétaires exercent leur pouvoir sur un espace principalement précapitaliste et en retard. Le marché se développe avec difficulté et de façon très limitée. Il ne se produit aucun changement qualitatif dans la division du travail. Dans le panorama décrit, l'industrialisation apparaît comme une entreprise audacieuse, difficile et presque impossible. Il y a des essais. Mais il y a aussi des échecs, et le processus industriel se maintient jusqu'au début des années 1940 comme une possibilité ou comme une réalité très pauvre[531] ».

Le tournant des XIXe et XXe siècles ne correspond donc pas, pour la région d'Arequipa, à un essor industriel comparable à celui que connaît l'espace *tapatío* à la même période. De ce fait, il n'existe pas à Arequipa de bourgeoisie industrielle intéressée par la modernisation des processus de production et par la commercialisation à une plus grande échelle. Flores Galindo y voit d'ailleurs l'une des principales explications du retard industriel de la région.

> « Arequipa n'était pas une ville industrielle. Elle ne disposait alors pas de bourgeoisie. Son prolétariat était extrêmement réduit : il se limitait aux travailleurs du *Ferrocarril del Sur* […], aux quelques ouvriers de la ville, et aux travailleurs journaliers des vallées […]. Ceux-ci se mêlaient aux artisans qui, depuis 1870, étaient regroupés dans la *Sociedad Fraternal de Artesanos*[532] ».

---

528 Les « *galletas* » sont des biscuits.

529 Cette entreprise est l'ancêtre de la plus connue *Compañia Cervecera del Sur del Perú.*

530 Artisanale à ses débuts, cette fabrique de chocolats constitue l'un des succès industriels locaux, puisque l'entreprise existe toujours et continue de commercialiser ses produits dans l'ensemble du pays.

531 « Los grandes comerciantes y hacendados levantan su poder sobre un espacio dominantemente precapitalista y atrasado. El mercado se desarrolla apenas muy limitadamente. No se produce un cambio cualitativo en la división del trabajo. En el panorama descrito la industrialización aparece como una empresa audaz, difícil y casi imposible. Hay intentos. Pero también hay fracasos, y el proceso industrial se mantiene hasta el inicio de los años 40 como una posibilidad o como una realidad muy pobre ». Alberto FLORES GALINDO, *Arequipa y el Sur Andino…, op. cit.,* p. 135.

532 « Arequipa no era una ciudad industrial. No podía contar entonces con una burguesía. Su proletariado era sumamente reducido: se limitada a los trabajadores del Ferrocarril del sur […], a los

Cette société, remplacée en 1885 par la *Sociedad de Artesanos,* porte l'effort modernisateur et progressiste aréquipénien. Dirigée par Santiago Mostajo[533], la *Sociedad de Artesanos* « remplit aussi des objectifs de mutualisme. Elle mena à bien également à partir de 1889 des expositions industrielles. Celle de 1892, organisée en collaboration avec le Centre Artistique, revêtit une importance particulière »[534].

Bien que répondant aux mêmes objectifs de promotion économique que l'association des *Clases Productoras*, la *Sociedad de Artesanos* s'articule autour d'une idéologie politique quelque peu différente. En effet, les fondateurs et membres de « *Las Clases Productoras* » appartiennent essentiellement à l'élite économique libérale de Guadalajara, avec un esprit qualifié par les historiens de « clairement petit-bourgeois »[535], en se faisant le relais du discours officiel porfirien. À l'inverse, les membres de la *Sociedad de Artesanos*, à l'image de son fondateur Santiago Mostajo, sont principalement artisans et articulent leur activité autour d'objectifs syndicaux. Santiago Mostajo s'oppose à de multiples reprises au pouvoir municipal, sur des questions fiscales essentiellement, se faisant le défenseur des ouvriers et des artisans[536].

Cette distinction sociale entre les membres des *Clases Productoras,* issus de l'élite économique et sociale *tapatía*, et les membres de la *Sociedad de Artesanos* est d'importance, dans la mesure où elle nous renseigne sur un certain décalage dans l'organisation sociale et économique des deux villes. Alors que dans la presse comme dans l'historiographie *tapatía,* il est rarement question des populations ouvrières et artisanes[537], sinon pour en dénoncer la grande pauvreté et les mauvaises conditions

---

pocos obreros de la ciudad, y a los jornaleros de los valles […].Todos ellos confundidos con los artesanos que desde 1870 estaban agrupados en la Sociedad Fraternal de Artesanos », *id.,* p. 112.

533 Santiago Mostajo est le père de l'intellectuel libéral Francisco Mostajo.

534 « Al sobrevenir una crisis en la Sociedad Fraternal, apareció la nueva Sociedad de Artesanos fundada hacia 1885 con elementos propios del gremio por Santiago Mostajo. También cumplió propósitos de mutualismo. Además llevó a cabo desde 1889 exposiciones industriales ; la de 1892, organizada en colaboración por el Centro Artístico, ostentó especial importancia ». Jorge BASADRE, *Historia de la República del Perú,* vol. 10, *op. cit.,* p. 182.

535 Bertha Alicia PALACIOS BRAVO, *op. cit.,* p. 51.

536 Pour autant, l'organisation jouit d'un certain soutien de la part des autorités politiques locales, comme en témoignent par exemple les nombreuses festivités et commémorations organisées par la *Sociedad de Artesanos*, auxquelles sont invariablement conviés le préfet, le sous-préfet ainsi que le maire de la ville : *La Bolsa,* Arequipa, section « Crónica », 20 mars 1891, p. 2, « Nueva Sociedad de Artesanos ».

537 Ce constat est valable uniquement jusqu'à la Révolution, qui opère un important revirement idéologique sur la question. Les secteurs ouvriers deviennent alors l'un des piliers du gouvernement

de travail[538], les ouvriers et artisans aréquipéniens semblent au contraire jouer un rôle de première importance dans l'expansion économique locale de la ville à la fin du XIXe siècle[539].

Cela étant, les deux organisations partagent une même ambition, qui est de donner à voir les nombreux progrès matériels réalisés dans leur ville, par le biais d'expositions industrielles. Le 28 juillet 1890, la Sociedad de Artesanos organise ainsi sa toute première exposition à l'occasion de la fête nationale :

> « La *'Nueva Sociedad de Artesanos'* va faire un pas en avant, dont les résultats se feront connaître rapidement en faveur des arts […]. L'exposition qu'elle a convoquée pour le 28 juillet prochain est le premier pas qu'elle donne dans l'objectif d'employer les moyens appelés à influencer efficacement l'amélioration et le perfectionnement des travaux manuels, et en général de tous ces travaux que l'industrie met à la portée des diverses classes sociales, pour être appliqués à la satisfaction des exigences toujours croissantes des individus […][540] ».

Par la suite, la Sociedad de Artesanos organise chaque année le 28 juillet, jour de la fête nationale, une exposition qui garantit à la ville d'Arequipa une certaine visibilité industrielle et artisanale dans le reste du pays. L'exposition organisée en 1892 notamment est particulièrement saluée par la presse, qui y voit un soutien indispensable au progrès local :

> « La *'Nueva Sociedad de Artesanos'* a envoyé l'appel à candidature pour l'exposition artistique et industrielle de cette année, fête avec laquelle elle célèbre l'anniversaire de l'indépendance de la patrie. L'idée mise en pratique des expositions annuelles n'aurait su être plus heureuse, comme en

---

central, et occupent de ce fait une place privilégiée dans les médias de l'époque, comme dans l'historiographie qui l'a analysée. Nous reviendrons sur cette question dans la troisième partie de notre étude.

538 *El Continental,* Guadalajara, 28 août 1892, p. 1, « La miseria en Jalisco ».

539 Juan Guillermo CARPIO MUÑOZ, Guillermo GALDOS RODRIGUEZ *et alii, op. cit.,* p. 572. De fait, cette idée que les secteurs artisans et ouvriers se mêlent de façon harmonieuse et naturelle à l'aristocratie locale *arequipeña* au XIXe siècle, constitue une sorte de « mythe » historiographique, comme l'a très bien expliqué Sarah CHAMBERS, *De súbditos a ciudadanos…, op. cit.,* p. 54. Nous serons amenés à déconstruire ce mythe dans le troisième chapitre de notre étude.

540 « Exposición industrial »: « La 'Nueva sociedad de Artesanos' va a dar un paso avanzado, cuyos resultados han de darse a conocer en breve en provecho de las artes […]. La exposición a que ha convocado para el 28 de julio próximo es el primer paso que da en orden al empleo de los medios llamados a influir eficazmente en la mejora y perfeccionamiento de los trabajos manuales, y en general de todas aquellas obras que la industria pone al alcance de las diversas clases sociales, para ser aplicadas a la satisfacción de las exigencias siempre crecientes de los individuos [...] ». *La Bolsa,* Arequipa, « Editorial », 8 mai 1890, p. 2.

> témoignent les résultats qui ont déjà été obtenus depuis trois ans. C'est l'impulsion la plus puissante pour nos industriels et pour les hommes de labeur, attachés à ce que les travaux qu'ils présentent lors de ce concours des arts se distinguent et soient considérés comme les premiers. C'est ainsi que peuvent être appréciés, année après année, le progrès de nos industries et les avancées qu'atteignent successivement ceux qui y consacrent leur activité et leurs efforts. […] La *'Nueva Sociedad de Artesanos'* mérite donc un mot d'applaudissement pour son attitude enthousiaste […][541] ».

Les importantes expositions industrielles organisées à Arequipa et à Guadalajara par les groupes les plus progressistes des deux villes constituent une excellente illustration du processus de modernisation dans lequel elles s'engagent à la fin du XIXe siècle. Elles témoignent ainsi d'une même préoccupation progressiste, alimentée de façon importante par une ouverture croissante aux capitaux et aux circuits de commercialisation européens.

### *Les Européens et l'économie locale : vers la formation d'une nouvelle oligarchie régionale*

L'essor industriel *tapatío* et le développement agricole du Sud andin à partir des années 1830 correspondent dans nos deux régions à une progression rapide de l'influence des capitaux étrangers, matérialisée par une présence de plus en plus importante des commerçants et industriels britanniques, allemands et français dans les deux villes.

Abondamment documentée par les historiens des deux pays, la participation étrangère à l'économie mexicaine et péruvienne dans le large tournant des XIXe et XXe siècles constitue désormais un lieu commun de l'historiographie. Au Mexique, on peut mentionner les importants travaux de Moisés González Navarro[542], qui a étudié la

---

[541] « Ha expedido ya la 'Nueva Sociedad de Artesanos' la convocatoria de estilo para la exposición artística e industrial del presente año, fiesta con que celebra el aniversario de la independencia de la patria. El pensamiento puesto ya en práctica, de las exposiciones anuales, no ha podido ser más feliz, y lo acreditan los resultados que se comienza a obtener, de tres años a esta parte. Es el estimulo más poderoso para nuestros industriales y para los hombres de trabajo, interesados en que las obras que presentan a ese concurso de las artes se distingan y sean consideradas como las primeras. Así es como se puede apreciar, año en pos de año, el progreso de nuestras industrias, y los adelantos que alcancen sucesivamente los que a ellas dedican su actividad y sus esfuerzos. [...] Merece, pues, la 'Nueva Sociedad de Artesanos', una palabra de aplauso por su entusiasta actitud […] ». *La Bolsa,* Arequipa, « Editorial », 9 janvier 1892, p. 2, « La exposición industrial ».

[542] Moisés GONZÁLEZ NAVARRO, *Los extranjeros en México y los mexicanos en el extranjero (1821-1870),* México, Colegio de México, Centro de Estudios Históricos, 1993.

présence économique des Européens depuis l'Indépendance, qu'ils soient installés dans les grandes villes du pays ou au contraire à l'origine de colonies agricoles[543]. Ces travaux ont analysé en détail la politique porfirienne concernant l'immigration européenne, alors plébiscitée et favorisée par les élites nationales, qui y voient la possibilité de peupler et de faire prospérer un vaste territoire alors largement sous-exploité. L'immigration européenne est également perçue comme permettant d'engager le Mexique sur la voie de la « civilisation », en favorisant notamment le « blanchiment » de la nation[544]. Si les immigrés italiens, allemands, espagnols, anglais et nord-américains ont constitué d'importants contingents de main-d'œuvre et d'entrepreneurs dans le Mexique de la fin du XIXe siècle, ce sont néanmoins les Français qui ont le plus marqué l'époque. La société porfirienne se caractérise en effet par son *afrancesamiento,* cet attachement multiforme – linguistique, alimentaire, culturel, littéraire, politique, philosophique, etc. – à la France, à sa culture et à son histoire[545].

Dans cette installation progressive des modèles culturels et sociaux français au Mexique dans la deuxième moitié du XIXe siècle, interviennent tout particulièrement les « Barcelonnettes », ces Français issus du sud des Alpes, qui immigrent massivement au Mexique et y installent de nombreux grands magasins et entreprises, qui deviennent rapidement parmi les plus puissants du pays[546].

---

543 Moisés GONZÁLEZ NAVARRO, *La colonización en México, 1877-1910,* México, 1960.

544 La politique porfirienne visant à encourager l'immigration européenne dans le pays comprend en effet un pendant clairement racial, dans la mesure où il s'agit, pour les *Científicos* à l'origine de cette politique d'immigration, de « blanchir » un pays métis et indien en mêlant la population nationale à celle d'origine européenne, latine de préférence. Moisés GONZÁLEZ NAVARRO, *Los extranjeros en México, op. cit.,* vol. 2, p. 70-71.

545 L'*afrancesamiento* de la société porfirienne, plus encore que la présence des étrangers au Mexique durant cette période, est désormais un véritable lieu commun de l'historiographie mexicaine. Parmi de très nombreuses études sur le sujet, on peut citer les ouvrages collectifs coordonnés par Javier PEREZ SILLER (coord.), *México-Francia, Memoria de una sensibilidad común, siglos XIX-XX,* México, Benemérita Universidad Autónoma de Puebla, Colegio de San Luis, CEMCA, 1998 ; ou encore Jean MEYER, « Les Français au Mexique au XIXe siècle », *Cahiers des Amériques latines,* Paris, IHEAL, n°9-10, 1974. Notre mémoire de Master 2 publié en 2009 analyse également l'*afrancesamiento* de la société *tapatía* durant le Porfiriat : Guillemette MARTIN, *Représentations de l'Europe et identité au Mexique, op. cit.*

546 La bibliographie concernant l'installation des « Barcelonnettes » au Mexique est abondante. On peut notamment citer les travaux de Leticia Gamboa Ojeda sur les grandes dynasties de Barcelonnettes installées dans la région de Puebla : Leticia GAMBOA OJEDA, *Au-delà de l'Océan : les Barcelonnettes à Puebla, 1845-1928,* Puebla, Benemérita Universidad Autónoma de Puebla, 2004 ; ou encore ceux de Patrice GOUY, *Pérégrinations des « Barcelonnettes » au Mexique,* Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1980. Voir également l'ouvrage collectif coordonné par Leticia GAMBOA OJEDA, *Los Barcelonnettes en México: miradas regionales siglos XIX y XX,* Puebla, Benemérita Universidad Autónoma de Puebla, 2008.

L'historiographie mexicaine a accordé une place de choix à cette thématique désormais classique de la présence étrangère, et plus spécifiquement européenne, dans le pays, mais l'historiographie péruvienne reste, elle, assez en retard sur la question. En effet, on trouve peu d'études péruviennes sur une éventuelle influence culturelle européenne sur les élites de la fin du XIXe siècle, alors même que la presse quotidienne rend compte de cette pénétration des mœurs anglaises notamment, dans les sociétés locales[547]. Les intellectuels péruviens de l'époque témoignent eux aussi d'un grand intérêt pour l'immigration européenne dans le pays. En 1907, l'historien et homme politique d'origine aréquipénienne Francisco García Calderón Rey (1883-1953) explique que « le Pérou est une nation extrêmement propre à l'immigration, non seulement par la douceur des mœurs, par la solidité de la paix, par l'extension et l'abondance des terres, mais aussi par le climat ». L'auteur encourage ainsi une immigration allemande et anglaise principalement, mais également italienne, afin de réduire l'immigration de *coolies* chinois, arrivés en grand nombre au Pérou à l'époque de la fièvre ferroviaire[548]. García Calderón établit également une distinction entre l'influence anglaise, particulièrement importante dans l'économie péruvienne, et l'influence française, « si réelle dans l'ordre politique et intellectuel [mais] très faible dans l'industrie »[549].

Au sujet de cette dernière, l'historiographie propose quelques études importantes, parmi lesquelles celles de Pascal Riviale, sur les Français au Pérou au XIXe siècle, travaux qui représentent une exception notable dans l'historiographie péruvienne[550].

---

[547] Nous avons déjà évoqué dans le chapitre précédent l'influence britannique ayant présidé à la formation des clubs et autres salons mondains à Arequipa. L'analyse mériterait d'être complétée par une étude approfondie donnant à voir de quelle façon les populations anglaises, espagnoles, italiennes et françaises présentes à Arequipa, mais également dans le reste du pays ont contribué à transformer les modes de vie des élites.

[548] Francisco GARCIA CALDERON REY, *Le Pérou contemporain,* Paris, 1907, p. 270-274. Francisco García Calderón Rey est le fils de Francisco García Calderón Landa (1834-1905), président du Pérou en 1881, au moment de l'invasion de Lima par les troupes chiliennes.

[549] *Id.,* p. 264.

[550] Pascal RIVIALE, *Una historia de la presencia francesa en el Perú, de las Luces a los años locos,* Lima, IFEA, IEP, Fondo Editorial del Congreso de la República, 2008 ; Pascal RIVIALE, *Los viajeros franceses en busca del Perú prehispánico (1821-1914),* Lima, IFEA, Pontificia Universidad Católica del Perú, 2001 ; Pascal RIVIALE, « Los franceses en el Perú en el siglo XIX: retrato de una emigración discreta », Lima, Bulletin de l'Institut Français d'Etudes Andines , vol. 36, n°1, 2007.

Hormis ces études, la plupart des analyses qui s'intéressent à la présence étrangère au Pérou en considèrent presque exclusivement la dimension économique et capitaliste. C'est le cas des travaux publiés par l'historien Heraclio Bonilla, qui s'est intéressé aussi bien à la diffusion des produits d'importation britannique au Pérou[551] qu'à l'influence croissante des capitaux nord-américains dans le pays au tournant des XIXe et XXe siècles[552]. Ces études mettent en avant l'important rôle économique joué par les capitaux étrangers en général et britanniques en particulier, dans le développement péruvien de la deuxième moitié du XIXe siècle, notamment lors de la fameuse « ère du guano ».

> « Parler du XIXe siècle au Pérou, c'est en gros parler du guano et de l'Angleterre. Entre 1840 et 1880, les quatre décennies décisives de l'histoire économique du Pérou au XIXe siècle, l'économie péruvienne a dépendu en effet de l'exploitation de l'engrais conservé sur les îles du littoral côtier. La grande puissance industrielle anglaise, d'autre part, a exercé un indiscutable contrôle, bien que non absolu, sur cette économie à travers des mécanismes de commercialisation et de financement[553] ».

Cette hégémonie des capitaux britanniques dans l'économie péruvienne connaît un sérieux déclin à partir de la Guerre du Pacifique, qui

> « ferme dramatiquement le cycle du guano dans la vie économique du Pérou. Elle génère, par ailleurs, la destruction presque complète du potentiel productif du pays. La reconstruction de l'après-guerre a été rendue possible par un changement sensible dans la nature des investissements étrangers, qui passent de prêts à l'État péruvien, à des placements directs dans les secteurs les plus importants des matières premières […]. C'est ce contexte qui prépare l'ascension de l'hégémonie nord-américaine dans le contrôle de l'économie péruvienne, à travers le déplacement progressif de l'Angleterre et des autres puissances européennes. Ce changement drastique de position du Pérou au sein du marché international a été également le résultat de la modification des rapports de force entre l'Angleterre et les États-Unis, c'est-à-dire le déclin du

---

551 Heraclio BONILLA, « La expansión comercial británica en el Perú », *Revista Desarrollo Económico,* vol. 15, n°57, 1975, p. 135-150. Voir également Heraclio BONILLA, *Gran Bretaña y el Perú,* Lima, Instituto de Estudios Peruanos, Fondo del libro del Banco Industrial del Perú, 1975-1977.

552 Heraclio BONILLA, « La emergencia del control norteamericano sobre la economía peruana, 1850-1930 », *Revista Desarrollo Económico,* vol. 16 n°64, 1977, p. 581-600.

553 « Hablar del siglo XIX en el Perú es básicamente hablar del guano y de Inglaterra. Entre 1840 y 1880, las cuatro décadas decisivas de la historia económica del Perú en el siglo XIX, la economía peruana dependió en efecto de la explotación del abono conservado en las islas del litoral costeño. La gran potencia industrial inglesa, por otra parte, ejerció el control indiscutido pero no absoluto de esta economía a través de los mecanismos de comercialización y de financiación », *id.,* p. 581.

pouvoir britannique du fait de l'obsolescence de sa structure technologique[554] ».

Devancée par les États-Unis à partir de la Guerre du Pacifique et plus encore après la Première Guerre Mondiale, qui opère un rapprochement de la production péruvienne des marchés nord-américains[555], l'Angleterre ne disparaît toutefois pas complètement du panorama économique péruvien et conserve la mainmise sur les chemins de fer nationaux par l'intermédiaire du fameux « Contrat Grace ». Signé en 1888, ce contrat passé entre le gouvernement péruvien et le « Comité Britannique des détenteurs de bons sur la dette externe du Pérou » annule de fait la dette péruvienne en échange de la possibilité pour les Anglais d'administrer les chemins de fer péruviens durant une période de 66 années. Intensément débattu au moment de sa signature voire après[556], ce contrat aboutit à la formation en 1890 de la *Peruvian Corporation,* qui accorde aux britanniques l'administration de l'ensemble des chemins de fer nationaux, et a pour conséquence le contrôle anglais du prix des matières premières acheminées par voie ferrée jusqu'aux ports du Pacifique[557].

Dans le sud du Pérou tout particulièrement, cette influence britannique se fait sentir par la fondation et le développement de maisons de commerce anglaises, tirant profit de l'essor des exportations de laine. Déjà évoquées plus haut, les *casas comerciales* de Stafford, Gibson ou encore Ricketts comptent ainsi parmi les plus prospères et dynamiques de la région. Si la première maison de commerce étrangère installée à Arequipa est française – la maison Braillard, installée en 1821 – ce sont donc les britanniques qui exercent le plus de pouvoir sur l'économie de la région.

---

[554] « Cierra dramáticamente el ciclo del guano en la vida económica del Perú. Ella genera, además, la casi total destrucción del potencial productivo del país. La reconstrucción de la posguerra fue posible por un cambio sensible en la naturaleza de las inversiones extranjeras, que de préstamos al Estado peruano devienen en colocaciones directas en las áreas más importantes de materias primas […]. Es este contexto el que prepara el ascenso de la hegemonía norteamericana en el control de la economía peruana, a través del progresivo desplazamiento de Inglaterra y de las otras potencias europeas. Este drástico cambio de la posición del Perú dentro del mercado internacional fue también el resultado de la modificación en las relaciones de fuerza entre Inglaterra y los Estados Unidos, es decir el declive del poderío británico por la obsolescencia de su estructura tecnológica », *id.,* p. 586.

[555] *Id.,* p. 591.

[556] La presse de l'époque, y compris locale, rend compte avec ferveur de ces débats autour du « *Contrato Grace* ». Voir notamment les articles publiés par *La Bolsa,* Arequipa, « Editorial », 26 février 1887, p. 2, « El Porvenir ». Pour une explication détaillée des tenants et des aboutissants de ce contrat qui a marqué l'histoire économique péruvienne, voir l'article de Rory MILLER, « The making of the Grace Contract : British Bondholders and the Peruvian Government, 1885-1890 », *Journal of Latin American Studies,* Cambridge University Press, vol. 8, n°1, 1976, p. 73-100.

[557] Juan Guillermo CARPIO MUÑOZ, *Texao…, op. cit,* p. 126-127.

En ce qui concerne la dynastie Ricketts par exemple, le portrait relativement détaillé qu'en a fait l'historien Juan Carpio Muñoz nous renseigne sur le parcours des commerçants britanniques au sein de la haute société aréquipénienne au XIXe siècle. Immigré au Pérou en 1852, le jeune Guillermo Ricketts fonde la première maison de commerce « *Guillermo Ricketts e Hijos* » vers 1895. Ses fils Enrique Luis Ricketts Murga et José Ricketts Murga s'associent rapidement à cette firme, qui s'organise en 1922 sous le nom de « *Ricketts & Co.* ». L'entreprise se spécialise alors dans l'importation de produits divers tels que les soieries, les tissus et toiles de jute, le matériel de construction, les meubles et les liqueurs. Elle exporte en revanche essentiellement de la laine, et dans une moindre mesure du café et de la coca. Marié en premières noces avec Evelina Jefferson Wilson, fille d'une autre riche famille de commerçants britanniques installés à Arequipa, Enrique Luis Ricketts prend la tête de la firme « *Ricketts & Co.* » et devient l'un des commerçants les plus influents de la ville. Il exerce alors diverses charges sociales et mondaines, telles que celle de Président du Club Arequipa (fondé entre autres par son père) ou encore de Président de la *Beneficencia Pública.*

Un autre exemple caractéristique de l'installation des Anglais dans la région d'Arequipa est celui de la trajectoire familiale des Gibson. En 1825, un certain Diego Gibson fonde une première maison de commerce sur la côte, à Islay. Cette maison est ensuite reprise par son fils Enrique W. Gibson en 1868 et déménagée à Arequipa. Jusqu'en 1925, Enrique Gibson dirige d'une main de maître le commerce familial, en parvenant à en développer diverses succursales dans tout le sud du pays, au Cuzco, à Puno, Juliaca, Ayaviri, Sicuani et Mollendo. La *Casa Gibson* diversifie alors ses activités, en commercialisant aussi bien de la laine que du bois et différentes marchandises, et en rachetant des agences locales telles que la *International Petroleum Company* ou encore la *Ford Mottor Company*[558].

Très importante dans le développement économique local de la deuxième moitié du XIXe siècle, la présence britannique connaît un essor sans précédent avec l'arrivée du chemin de fer à Arequipa, puisque c'est à partir de là que se forme réellement une bourgeoisie commerciale locale, rassemblant les membres de l'aristocratie aréquipénienne traditionnelle et les commerçants étrangers venus faire fortune dans la capitale *mistiana.*

---

[558] Adela PARDO GÓMEZ, *Guía de Oro de Arequipa,* Arequipa, 1944, p. 266-267.

Plébiscitée dans un premier temps, l'introduction de capitaux britanniques dans l'économie péruvienne est critiquée de façon croissante à partir des années 1920, par des intellectuels qui y voient de plus en plus une forme de pillage des richesses nationales par les puissances étrangères. En 1923, Jorge Polar explique ainsi que

> « la *Peruvian Corporation* est pour Arequipa, comme pour tout le Pérou, un facteur antiéconomique. Elle représente des capitaux situés à l'étranger et ponctionne en permanence de fortes sommes qui ne reviennent jamais […]. Pour que l'industrie représente une richesse, il est nécessaire que le capital auquel elle correspond se situe dans le pays[559] ».

Toutefois jusqu'à la fin des années 1910[560], les immigrés européens semblent s'intégrer pleinement à la société *arequipeña* et peuvent défendre sans grande difficulté leurs intérêts économiques.

La présence massive des capitaux européens à Guadalajara est également très bien acceptée et a par ailleurs fait l'objet d'études beaucoup plus nombreuses et systématiques de la part des historiens *tapatíos.* Parmi les principales références sur la question, on peut citer les travaux de Sergio Mario Valerio Ulloa, auquel on doit une étude détaillée des entrepreneurs étrangers ayant fait fortune à Guadalajara durant le Porfiriat[561]. L'historien Jaime Olveda a également publié une importante étude sur les investissements et entrepreneurs étrangers dans toute la région nord-occidentale du Mexique au XIXe siècle[562]. L'entrée progressive des capitaux étrangers dans les secteurs industriels et commerciaux *tapatíos* est donc un thème bien documenté et sur lequel de nombreuses études sont aujourd'hui disponibles, notamment en raison

---

559 « La Peruvian Corporation es para Arequipa, como para todo el Perú, un factor antieconómico. Representa capitales radicados en el extranjero y succiona permanentemente fuertes sumas que no tienen retorno […] Para que la industria represente riqueza, es necesario que el capital a que responde esté radicado en el país ». Citation attribuée à Jorge Polar en 1923, publiée par Baltazar CARAVEDO, « Poder central y descentralización, Perú, 1931 », *Apuntes, Revista de Ciencias Sociales,* Centro de Investigación de la Universidad del Pacífico, vol. 5, n°9, 1979, p. 117.

560 À cette période, le commerce de la laine traverse une crise sans précédent, avec les chutes des ventes liées à la fin de la Première Guerre mondiale. Nous reviendrons sur ce virage économique dans le cinquième chapitre de notre étude.

561 Sergio Mario VALERIO ULLOA, *Empresarios extranjeros en Guadalajara durante el Porfiriato, op.cit.* Du même auteur, voir également l'article suivant : Sergio Mario VALERIO ULLOA, « Casas comerciales francesas en Guadalajara durante el siglo XIX », *Revista del Seminario de Historia Mexicana,* vol. III, n°1, 2002.

562 Jaime OLVEDA, *Inversiones y empresarios extranjeros en el Noroccidente de México, siglo XIX,* Guadalajara, El Colegio de Jalisco, 1996.

du poids économique de ces Européens dans la vie locale. Notons toutefois qu'il existe un certain décalage entre l'importance démographique des Européens à Guadalajara, relativement limitée en regard des importantes communautés européennes installées dans l'ensemble du pays, et leur très grande influence économique. Pour l'année 1890, José María Muría estime ainsi que les étrangers sont propriétaires de 86 commerces à Guadalajara, avec à leur tête les Français (28 commerces), puis les Nord-américains (20 commerces), les Allemands (19 commerces) et enfin les Espagnols (11 commerces)[563].

**Figure 36 - La présence européenne au Mexique et à Guadalajara durant le Porfiriat[564]**

| | Guadalajara | | | Mexique | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Allemands** | **Espagnols** | **Français** | **Allemands** | **Espagnols** | **Français** |
| **1881** | 39 | 21 | 42 | - | - | - |
| **1900** | 89 | 144 (Jalisco) | 197 | 3500 | 16 000 | 4000 |
| **1910** | 142 | 246 (Jalisco) | 256 | 3827 | 29 541 | 6000 |

Source : Moisés GONZÁLEZ NAVARRO, *Los extranjeros en México…, op. cit.*

Quelle que soit leur nationalité, les étrangers actifs dans la vie économique *tapatía* présentent généralement des ascensions économiques fulgurantes, détaillées dans notre mémoire de Master Recherche à partir de quelques figures emblématiques de ces réussites européennes en terre *tapatía*[565].

Les Français se spécialisent généralement dans l'importation de produits de luxe, vêtements, parfums, tissus, comme c'est le cas par exemple des frères Fortoul. Originaires de Jausiers dans les Basses Alpes, les Fortoul incarnent pleinement ce modèle de l'intégration économique et sociale des Barcelonettes au Mexique. Les

[563] José María MURIA, *Capítulos de historia…, op. cit.,* p. 54. Le lecteur trouvera en annexe de cette thèse la liste des entreprises commerciales françaises et allemandes installées à Guadalajara durant le Porfiriat.

[564] Nous ne disposons malheureusement pas d'informations équivalentes pour Arequipa, où la présence étrangère à la fin du XIXe siècle a fait l'objet de peu de travaux.

[565] Mémoire de Master Recherche « L'Europe dans le regard *tapatío.* Le *Juan Panadero,* observatoire d'une société en quête d'identité (1877-1910) », IHEAL - Université Paris 3 - Sorbonne Nouvelle, 2007. Les portraits présentés dans les lignes qui suivent sont tirés directement de ce mémoire et ne figurent pas dans la version publiée aux éditions Chrysalides en 2009.

frères Théophile et Fernando Fortoul arrivent à Guadalajara en 1857 et s'associent avec Paul Léautaud et Léon Honnorat pour former la fabrique de chapeaux « *El sombrero colorado* ». Le 2 décembre 1899, ils créent avec leurs compatriotes Chapuy, Gas, Lebre et Bellon la *Compañía industrial de Guadalajara,* avec le capital de laquelle ils rachètent les entreprises textiles de *Rio Blanco*, propriété des Fernandez del Valle, *La Experiencia* de Negrete et la fabrique d'*Atemajac*. À la tête du groupe commercial le plus prospère de la région, les Fortoul arrivent à renégocier avec le gouvernement local des exemptions fiscales pour la dernière décennie du XIXe siècle.

**Figure 37 - *« Las Fábricas de Francia »* à la fin du XIXe siècle[566]**

Source : Sergio Mario VALERIO ULLOA, « La familia Fortoul-Gandoulf y el fondo fotográfico del museo de la Vallée en Barcelonnette, Francia », *op. cit.,* p. 232.

Au début du Porfiriat, Léon Fortoul et José Chapuy fondent les célèbres « *Fábricas de Francia* », magasin spécialisé dans le commerce de tissus, vêtements et accessoires importés de France par les ports du Pacifique. L'entreprise prospère rapidement jusqu'à devenir l'une des plus importantes de la ville à la fin du XIXe siècle. Si la Première Guerre Mondiale a imposé un temps d'arrêt à l'expansion des « *Fábricas de Francia* », celles-ci restent sans conteste la plus belle réussite commerciale

[566] Voir en annexe les photographies de l'intérieur des *Fábricas de Francia,* qui donnent une idée du luxe que représentait un tel magasin pour la société *tapatía.*

européenne dans la capitale *tapatía,* en devenant rapidement l'un des commerces les plus emblématiques de la ville[567].

De leur côté, les immigrés allemands importent principalement machines agricoles, industrielles et autres outils appartenant au domaine de la quincaillerie. C'est le cas notamment des frères Collignon[568] ou de Théodore Kunhardt. Arrivé en 1852 à Guadalajara, dans un contexte de guerre civile intermittente fragilisant considérablement l'activité économique du pays, ce dernier parvient à créer une banque et une entreprise d'importations, qui progressent rapidement. Il s'associe avec son compatriote Blume en 1855 pour fonder la société commerciale *« Blume-Kunhardt y Co »,* qui possède des succursales à Colima et à Tepic, et devient le premier « *almacén »* de Guadalajara[569]. Il investit également dans le commerce de la bière, de la lingerie et de la quincaillerie. L'extrême diversité de ses activités, ainsi que les relations tissées avec d'autres commerçants mexicains et étrangers lui assurent une influence considérable dans la région. On estime que durant ses quarante années de résidence à Guadalajara, Théodore Kunhardt possède des actions dans douze entreprises différentes de la ville. Après sa mort en 1892, son entreprise continue de fonctionner avec sa veuve Marina Urrea et son fils Federico sous le nom de *« Kunhardt succesores »* jusqu'à la fin du XIXe siècle, se spécialisant dans les investissements immobiliers. Théodore Kunhardt exerce également des activités diplomatiques comme consul d'Allemagne à Guadalajara.

La presse témoigne avec constance de cette présence commerciale européenne à Guadalajara, en publiant régulièrement des publicités (« *avisos* ») et divers articles

---

567 Sergio Mario VALERIO ULLOA, « Las Fábricas de Francia en Guadalajara. Siglos XIX y XX », Conférence non publiée, UNAM. s.r. Sergio M. Valerio Ulloa présente également une série d'informations et de documents photographiques sur la famille Fortoul et ses activités commerciales dans l'article suivant : Sergio Mario VALERIO ULLOA, « La familia Fortoul-Gandoulf y el fondo fotográfico del museo de la Vallée en Barcelonnette, Francia », *Letras históricas,* n°3, 2010, p. 213-243.

568 Guillemette MARTIN, *L'Europe dans le regard tapatío…, op. cit.,* p. 84-85 : « D'origine française, la famille Collignon fuit la France en 1685, suite aux persécutions des Huguenots, pour se réfugier en Prusse où elle acquiert rapidement la nationalité allemande. En 1875 les quatre frères Collignon arrivent au Mexique et décident de s'installer à Guadalajara. Ils établissent un premier commerce dans la Calle de la Aduana, et étendent rapidement leurs activités […]. Edouard et Jules Collignon établissent ensuite chacun leur propre entreprise, […] qui constitue la base d'un plus large développement commercial par leurs successeurs, sur plusieurs générations ».

569 À cette période, le terme *« almacén »* renvoie à un dépôt de marchandises en tous genres (textiles, alcools, etc.) importées d'Europe.

sur les magasins fondés par des Européens[570], dont nous présentons un échantillon représentatif en annexe de cette thèse.

Essentiellement britannique à Arequipa, et à dominante française à Guadalajara, la présence économique européenne a alimenté, voire initié le développement commercial et industriel local. Elle a également permis la mise en place d'institutions ayant pour vocation une organisation plus rationnelle des activités économiques régionales. C'est en effet généralement à l'initiative des commerçants et entrepreneurs étrangers que sont fondées les premières banques locales.

Le code du commerce de 1884 empêchant la constitution de banques dans les États de la Fédération mexicaine, les seules banques en activité à Guadalajara dans les années 1880 et 1890 sont des succursales du *Banco de México*, installé en 1883, et du *Banco de Londres*, installé en 1889. Bien que très utiles pour le commerce régional, puisqu'elles inaugurent les premières opérations bancaires dans la région, ces succursales répondent en réalité à des initiatives privées engagées par les élites économiques locales, mais sans structure institutionnelle publique. Il faut attendre 1898 pour que soit fondé un « *Banco de Jalisco* », à l'initiative de grands entrepreneurs tels que les Français Fortoul et Chapuy, ou encore l'Espagnol Fernández del Valle. La presse relaie alors avec enthousiasme cette importante initiative, qui doit soutenir le développement commercial régional[571].

La fondation de la première banque aréquipénienne en 1871 correspond, comme pour Guadalajara, à un besoin commercial exprimé principalement par les négociants étrangers installés dans la région.

> « Ce n'est pas un hasard, mais plutôt un symbole qu'avec le chemin de fer naisse la première Banque d'Arequipa, à laquelle est dû en partie le financement de la voie ferrée à Puno, où elle installa rapidement des succursales, de la même façon qu'au Cuzco. La Banque Gibson plus tard, et postérieurement la Banque Régionale du Sud, ont été les manifestations successives de cette lucidité et capacité entrepreneuriale de la région[572] ».

---

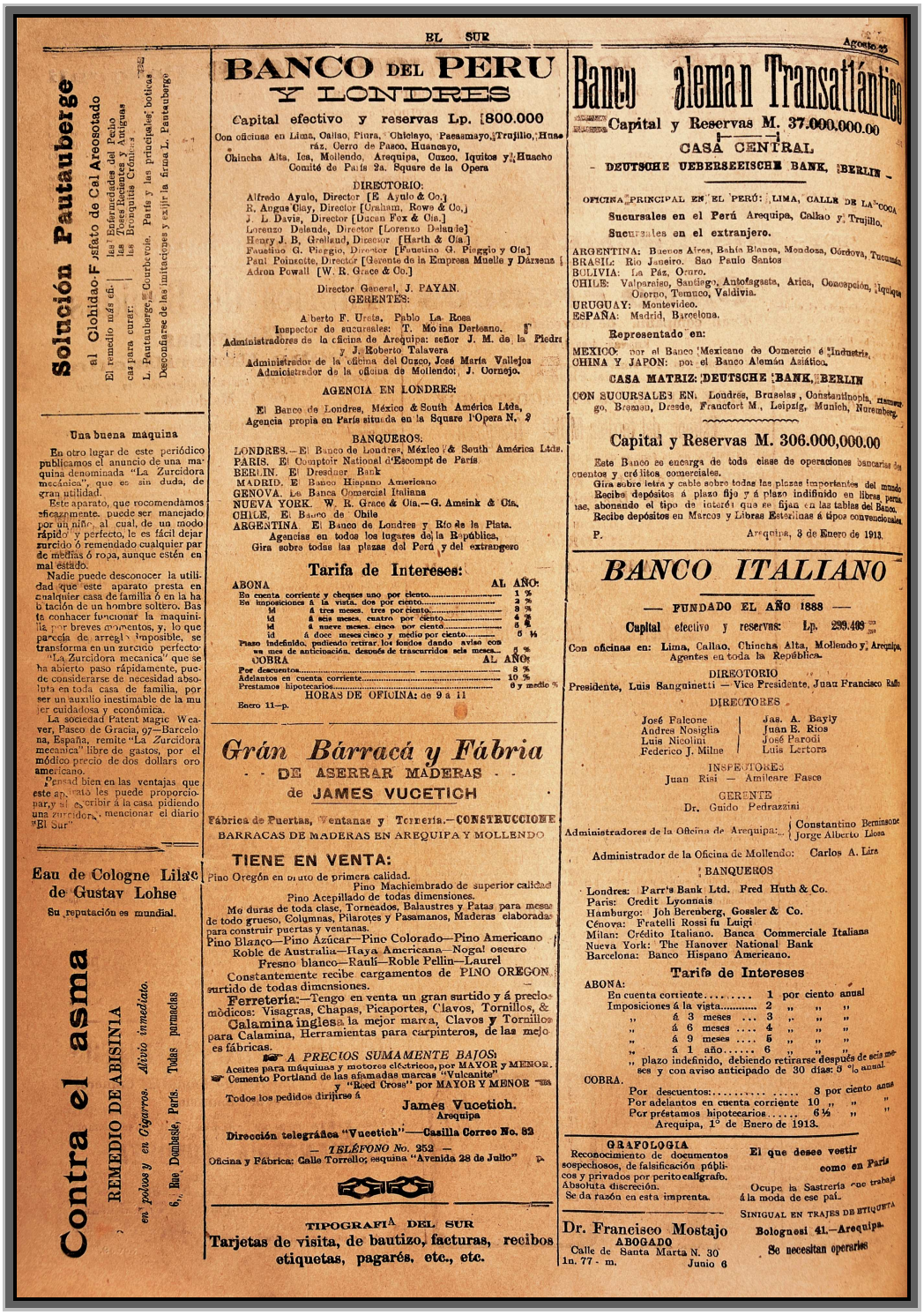
[570] L'analyse des publicités relatives aux activités commerciales européennes publiées dans le journal *Juan Panadero* était l'un des objectifs du mémoire de Master précédemment cité. Voir notamment le premier chapitre de l'étude.

[571] *La Gaceta de Guadalajara,* Guadalajara, « Sección mercantil », 17 avril 1904, p. 12, « Prosperidad creciente del Banco de Jalisco ».

[572] « No fue casual sino simbólico que con el ferrocarril nacieses el primer Banco de Arequipa, al que se debió en parte la financiación de la vía férrea a Puno, donde muy pronto instaló sucursales, al igual que en el Cuzco. El Banco Gibson más tarde, y posteriormente el Banco Regional del Sur, han sido sucesivas

Cette capacité semble alors surtout le fait de commerçants d'origine étrangère tels que Ricketts, Gibson ou Stafford.

**Figure 38 - Les banques européennes à Arequipa**



EL SUR

Agosto 25

**Solución Pautauberge**

el Clohidao-Fosfato de Cal Arcosotado

El remedio más eficaz para las Enfermedades del Pecho, las Toses Recientes y Antiguas, las Bronquitis Crónicas

L. Pautauberge, Courbevoie. París y las principales boticas

Desconfiarse de las imitaciones y exijir la firma L. Pautauberge

**Una buena maquina**

En otro lugar de este periódico publicamos el anuncio de una maquina denominada "La Zurcidora mecánica", que es sin duda, de gran utilidad.

Este aparato, que recomendamos eficazmente, puede ser manejado por un niño, al cual, de un modo rápido y perfecto, le es fácil dejar zurcido ó remendado cualquier par de medias ó ropa, aunque estén en mal estado.

Nadie puede desconocer la utilidad que este aparato presta en cualquier casa de familia ó en la habitación de un hombre soltero. Basta conhacer funcionar la maquinilla por breves momentos, y, lo que parecía de arreglo imposible, se transforma en un zurcido perfecto.

"La Zurcidora mecánica" que se ha abierto paso rápidamente, puede considerarse de necesidad absoluta en toda casa de familia, por ser un auxilio inestimable de la mujer cuidadosa y económica.

La sociedad Patent Magic Weaver, Paseo de Gracia, 97—Barcelona, España, remite "La Zurcidora mecánica" libre de gastos, por el módico precio de dos dollars oro americano.

Pensad bien en las ventajas que este aparato les puede proporcionar, y al escribir á la casa pidiendo una zurcidora, mencionar el diario "El Sur"

**Eau de Cologne Lilas de Gustav Lohse**

Su reputación es mundial.

**Contra el asma**

REMEDIO DE ABISINIA

en polvos y en Cigarros. Alivio inmediato.

6, Rue Dombesle, París. Todas parmacias

**BANCO DEL PERU Y LONDRES**

Capital efectivo y reservas Lp. 1800.000

Con oficinas en Lima, Callao, Piura, Chiclayo, Pacasmayo, Trujillo, Huaráz, Cerro de Pasco, Huancayo, Chincha Alta, Ica, Mollendo, Arequipa, Cuzco, Iquitos y Huacho

Comité de París 2a. Square de la Opera

DIRECTORIO:

Alfredo Ayulo, Director [E. Ayulo & Co.]
R. Angus Clay, Director [Graham, Rowe & Co.]
J. L. Davis, Director [Duncan Fox & Cia.]
Lorenzo Delande, Director [Lorenzo Delande]
Henry J. B. Grelland, Director [Harth & Cia.]
Faustino G. Piaggio, Director [Faustino G. Piaggio y Cía]
Paul Poinsotte, Director [Gerente de la Empresa Muelle y Dársena]
Adron Powall [W. R. Grace & Co.]

Director General, J. PAYAN.

GERENTES:

Alberto F. Ureta. Pablo La Rosa
Inspector de sucursales: T. Molina Derteano.
Administradores de la oficina de Arequipa: señor J. M. de la Piedra y J. Roberto Talavera
Administrador de la oficina del Cuzco, José María Vallejos
Administrador de la oficina de Mollendo, J. Cornejo.

AGENCIA EN LONDRES:

El Banco de Londres, México & South América Ltds, Agencia propia en París situada en la Square l'Opera N. 9

BANQUEROS:

LONDRES.—El Banco de Londres, México & South América Ltds.
PARIS. El Comptoir National d'Escompt de París
BERLIN. El Dresdner Bank
MADRID. El Banco Hispano Americano
GENOVA. La Banca Comercial Italiana
NUEVA YORK. W. R. Grace & Cía.—G. Amsink & Cía.
CHILE. El Banco de Chile
ARGENTINA El Banco de Londres y Río de la Plata.
Agencias en todos los lugares del Perú y la República.
Gira sobre todas las plazas del Perú y del extranjero

**Tarifa de Intereses:**

| ABONA | AL AÑO: |
|---|---|
| En cuenta corriente y cheques uno por ciento | 1 % |
| En imposiciones á la vista, dos por ciento | 2 % |
| Id á tres meses, tres por ciento | 3 % |
| Id á seis meses, cuatro por ciento | 4 % |
| Id á nueve meses, cinco por ciento | 5 % |
| Id á doce meses cinco y medio por ciento | 5 ½ |

Plazo indefinido, pudiendo retirar los fondos dando aviso con un mes de anticipación, después de trascurridos seis meses... 6 %

| COBRA | AL AÑO: |
|---|---|
| Por descuentos | 8 % |
| Adelantos en cuenta corriente | 10 % |
| Prestamos hipotecarios | 6 y medio % |

HORAS DE OFICINA: de 9 á 11

Enero 11—p.

**Gran Bárracá y Fábria**

DE ASERRAR MADERAS

de JAMES VUCETICH

Fábrica de Puertas, Ventanas y Tornería.—CONSTRUCCIONES BARRACAS DE MADERAS EN AREQUIPA Y MOLLENDO

**TIENE EN VENTA:**

Pino Oregón en duro de primera calidad.
Pino Machiembrado de superior calidad
Pino Acepillado de todas dimensiones.
Maderas duras de toda clase, Torneados, Balaustres y Patas para mesas de todo grueso, Columnas, Pilarotes y Pasamanos, Maderas elaboradas para construir puertas y ventanas.
Pino Blanco—Pino Azúcar—Pino Colorado—Pino Americano
Roble de Australia—Haya Americana—Nogal oscuro
Fresno blanco—Raulí—Roble Pellin—Laurel
Constantemente recibe cargamentos de PINO OREGON surtido de todas dimensiones.
Ferretería:—Tengo en venta un gran surtido y á precios módicos: Visagras, Chapas, Picaportes, Clavos, Tornillos, &
Calamina inglesa la mejor marca, Clavos y Tornillos para Calamina, Herramientas para carpinteros, de las mejores fábricas.
A PRECIOS SUMAMENTE BAJOS:
Aceites para máquinas y motores eléctricos, por MAYOR y MENOR.
Cemento Portland de las afamadas marcas "Vulcanite" y "Reed Cross" por MAYOR Y MENOR
Todos los pedidos dirijirse á

James Vucetich.
Arequipa

Dirección telegráfica "Vucetich"—Casilla Correo No. 82
— TELÉFONO No. 252 —
Oficina y Fábrica: Calle Torrello; esquina "Avenida 28 de Julio"

TIPOGRAFIA DEL SUR

Tarjetas de visita, de bautizo, facturas, recibos etiquetas, pagarés, etc., etc.

**Banco aleman Transatlántico**

Capital y Reservas M. 37.000.000.00

CASA CENTRAL

— DEUTSCHE UEBERSEEISCHE BANK, BERLIN —

OFICINA PRINCIPAL EN EL PERÚ: LIMA, CALLE DE LA COCA

Sucursales en el Perú Arequipa, Callao y Trujillo.

Sucursales en el extranjero.

ARGENTINA: Buenos Aires, Bahía Blanca, Mendoza, Córdova, Tucumán.
BRASIL: Rio Janeiro. Sao Paulo Santos
BOLIVIA: La Páz, Oruro.
CHILE: Valparaiso, Santiago, Antofagasta, Arica, Concepción, Iquique Osorno, Temuco, Valdivia.
URUGUAY: Montevideo.
ESPAÑA: Madrid, Barcelona.

Representado en:

MEXICO: por el Banco Mexicano de Comercio é Industria.
CHINA Y JAPON: por el Banco Alemán Asiático.

CASA MATRIZ: DEUTSCHE BANK, BERLIN

CON SUCURSALES EN: Londres, Bruselas, Constantinopla, Hamburgo, Bremen, Dresde, Francfort M., Leipzig, Munich, Nuremberg.

Capital y Reservas M. 306.000,000.00

Este Banco se encarga de toda clase de operaciones bancarias de cuentos y créditos comerciales.
Gira sobre letra y cable sobre todas las plazas importantes del mundo
Recibe depósitos á plazo fijo y á plazo indifinido en libras peruanas, abonando el tipo de interés que se fijan en las tablas del Banco.
Recibe depósitos en Marcos y Libras Esterlinas á tipos convencionales.

P. Arequipa, 3 de Enero de 1913.

**BANCO ITALIANO**

— FUNDADO EL AÑO 1888 —

Capital efectivo y reservas: Lp. 299.408

Con oficinas en: Lima, Callao, Chincha Alta, Mollendo y Arequipa. Agentes en toda la República.

DIRECTORIO

Presidente, Luis Sanguinetti — Vice Presidente, Juan Francisco Raffo

DIRECTORES

José Falcone | Jas. A. Bayly
Andres Nosiglia | Juan B. Rios
Luis Nicolini | José Parodi
Federico J. Milne | Luis Lertora

INSPECTORES

Juan Risi — Amilcare Fasce

GERENTE

Dr. Guido Pedrazzini

Administradores de la Oficina de Arequipa: Constantino Beminsone, Jorge Alberto Llosa

Administrador de la Oficina de Mollendo: Carlos A. Lira

BANQUEROS

Londres: Parr's Bank Ltd. Fred Huth & Co.
París: Credit Lyonnais
Hamburgo: Joh Berenberg, Gossler & Co.
Génova: Fratelli Rossi fu Luigi
Milan: Crédito Italiano. Banca Commerciale Italiana
Nueva York: The Hanover National Bank
Barcelona: Banco Hispano Americano.

**Tarifa de Intereses**

ABONA:

En cuenta corriente..... 1 por ciento anual
Imposiciones á la vista..... 2 „ „ „
„ á 3 meses ... 3 „ „ „
„ á 6 meses .... 4 „ „ „
„ á 9 meses .... 5 „ „ „
„ á 1 año..... 6 „ „ „
„ plazo indefinido, debiendo retirarse después de seis meses y con aviso anticipado de 30 días: 5 % anual.

COBRA.

Por descuentos..... 8 por ciento anual
Por adelantos en cuenta corriente 10 „ „
Por préstamos hipotecarios..... 6½ „ „

Arequipa, 1° de Enero de 1913.

GRAFOLOGIA

Reconocimiento de documentos sospechosos, de falsificación públicos y privados por perito caligrafo. Absoluta discreción. Se da razón en esta imprenta.

El que desee vestir como en París

Ocupe la Sastrería que trabaja á la moda de ese país.

SINGULAR EN TRAJES DE ETIQUETA

Dr. Francisco Mostajo
ABOGADO
Calle de Santa Marta N. 30
1n. 77 - m. Junio 6

Bolognesi 41.—Arequipa.

Se necesitan operarios

Source : *El Sur*, Arequipa, 25 août 1913, p. 6.

manifestaciones de esa lucidez y capacidad empresarial de la región ». Patricio RICKETTS REY DE CASTRO, *Arequipa,* Lima, Ediciones Taller, 1990, p. 119.

Fermée en 1888 du fait de la Guerre du Pacifique, la Banque d'Arequipa laisse la place après le conflit à diverses succursales bancaires telles que celles du *Banco del Callao, Banco del Perú, Banco de Londres, Banco Italiano,* ou encore du *Banco Alemán Transatlántico*. La presse se charge d'afficher régulièrement les services variés offerts par ces diverses institutions bancaires, garantes du développement économique local.

L'ouverture de Chambres de Commerce dans les deux villes répond au même enthousiasme entrepreneurial, conduit par les mêmes industriels et commerçants venus d'Europe. La fondation de ces *Cámaras de Comercio* est donc à comprendre comme un autre élément constitutif du phénomène de réorganisation de l'économie locale autour d'institutions rationalisées, créées sur des modèles européens.

La Chambre de Commerce d'Arequipa est fondée pratiquement au même moment que celle de Guadalajara, dans une dynamique qui est donc propre à cette fin de XIXe siècle modernisatrice. Fondée officiellement le 23 septembre 1887, la *Cámara de Comercio arequipeña* répond à l'initiative des principales maisons de commerce et compagnies étrangères installées dans la ville, à savoir celles de Jorge Stafford, de Roberto Reinecke, de Petersen et Emmel, des maisons Braillard, Forga, Gibson, Colsman et Paulsen. Il s'agit d'une initiative issue de la formation européenne, voire anglo-saxonne, de l'oligarchie commerçante d'Arequipa. L'année suivante, le 20 juin 1888, est fondée la Chambre de Commerce de Guadalajara, dans la continuité des activités et réunions menées par l'organisation de *Las Clases Productoras.* « Quelques-uns des fondateurs de la Chambre de Commerce faisaient partie du bureau de *Las Clases Productoras.* D'autres étaient des commerçants qui, du fait de leur importance, sont mentionnés par Villa Gordoa dans son guide[573] ».

La fondation de la Chambre de Commerce de Guadalajara s'inscrit donc dans une dynamique déjà bien installée et portée principalement par les commerçants étrangers tels que les Allemands Collignon, les Français Barrière, Rose, etc. Créée dans le but de défendre les intérêts commerciaux à la fois privés des entrepreneurs locaux, mais également les intérêts économiques généraux du Jalisco, les membres de la

[573] « Algunos de los fundadores de la Cámara de Comercio, habían formado parte de la directiva de 'Las Clases Productoras'. Otros, eran comerciantes que por su importancia fueron mencionados por Villa Gordoa en su guía ». Fernando MARTÍNEZ REDING, *Los tapatíos, un modo de vivir…, op. cit.,* p. 180.

Chambre de Commerce de Guadalajara travaillent en étroite collaboration avec les autorités politiques locales[574].

> « La Chambre appuyait dans leur peine les *tapatíos* qui passaient par des moments difficiles ; elle gérait le transport gratuit des livreurs de télégrammes, qui n'étaient pas plus de quatre jusqu'en 1910 ; elle aidait le Gouvernement de l'État à élaborer les budgets annuels ; elle organisait des collectes pour aider les commerçants dans le malheur, elle promouvait la fondation de banques, de caisses d'épargne, de musées, d'écoles et de toute mesure qui bénéficierait à la ville[575]».

Le rayon d'action de la Chambre de Commerce de Guadalajara dépasse donc largement les seules questions commerciales, pour s'intéresser aux questions plus politiques et sociales, comme en témoigne la fondation en 1889 d'une publication officielle de la *Cámara de Comercio de Guadalajara* : le *Mercurio Occidental,* plus tard rebaptisé la *Gaceta Mercantil.* Cette publication reproduit non seulement les comptes-rendus des réunions de la Chambre, mais diffuse également une série d'informations d'utilité générale concernant les banques, le transport ferroviaire, les investissements, etc.

Bien qu'elle ait été fondée principalement par des commerçants étrangers, la Chambre de Commerce de Guadalajara est néanmoins dirigée dès sa fondation par des membres de l'élite locale. L'organisation se pose par ailleurs rapidement comme une institution régionale, voire régionaliste, intéressée exclusivement par la défense des intérêts économiques régionaux. Mêlant entrepreneurs d'origine européenne et représentants de l'élite commerçante locale, la Chambre de Commerce de Guadalajara illustre de façon caractéristique le fonctionnement de la haute société porfirienne, qui rassemble indistinctement commerçants étrangers et commerçants *tapatíos,* unis par un ensemble de liens matrimoniaux et financiers qui garantissent la cohésion de cette oligarchie.

> « Dans une première étape, les immigrés qui gagnent de l'argent retournent dans leurs lieux d'origine profiter de leurs fortunes, en vendant leurs affaires

---

[574] Marcos ARANA CERVANTES, *100 años en la vida de Guadalajara…, op. cit.* « Las gratas fatigas de la Cámara de Comercio ».

[575] « La Cámara apoyaba en su pena a los tapatíos que pasaban por un trance amargo ; gestionaba la transportación gratuita de los repartidores de telegramas, que hasta el año de 1910, no pasaban de cuatro ; ayudaba al Gobierno del Estado a elaborar los presupuestos anales ; organizaba colectas para ayudar a comerciantes en desgracia ; promovía la fundación de bancos, cajas de ahorro, museos, escuelas y cuanta mejora beneficiara a la ciudad », *id.,* p. 63.

> aux compatriotes, qui en certaines occasions ont été des associés ou des employés de l'entreprise. Ils se marient également avec des personnes de la même nationalité et font en sorte que leurs enfants conservent la langue et la manière de vivre de leur pays d'origine. Postérieurement ils commencent à se marier avec des Mexicains, généralement de bonne position sociale et économique, ou avec des membres de familles d'origine française ou germanique, mais déjà installées dans la ville. Les nouvelles familles s'établissent définitivement à Guadalajara et leurs enfants adoptent les coutumes *tapatías*[576] ».

Pour la période qui nous intéresse, les commerçants allemands, français, espagnols ou encore nord-américains sont donc bien installés à Guadalajara, dont ils intègrent non seulement les réseaux économiques et commerciaux, mais également les cercles sociaux et les coutumes locales, par le biais d'alliances matrimoniales régulièrement annoncées dans la presse[577].

De la même façon, la presse aréquipénienne rend compte des divers mariages qui unissent les familles aristocratiques locales avec les commerçants étrangers ayant fait fortune à Arequipa[578]. Toutefois, il convient de noter que si l'on observe le même

---

[576] « En una primera etapa, los inmigrantes que hacen dinero regresan a sus lugares de origen a disfrutar de sus fortunas, vendiendo los negocios a compatriotas, que en ocasiones han sido socios o empleados de la empresa. Se casan también con personas de la misma nacionalidad y procuran que sus hijos conserven el idioma y la manera de vivir de su país de origen. Posteriormente comienzan a casarse con mexicanos, por lo regular de buena posición social y económica, o con miembros de familias de origen galo o germano, pero ya radicados en la ciudad. Las nuevas familias se establecen en definitiva en Guadalajara y sus hijos adquieren las costumbres tapatías ». Fernando MARTÍNEZ REDING, *Los tapatíos, un modo de vivir…, op. cit.,* p. 207.

[577] Parmi de nombreux exemples: *La Gaceta de Guadalajara,* Guadalajara, « Información general », 17 avril 1904, p. 5, « Notas sociales »: « Hier a eu lieu le mariage canonique de Mr. Don Guillermo B. Carroll avec Mademoiselle Dolores Palomar, qui appartient à l'une des familles les plus distinguées de cette ville. La cérémonie a eu lieu dans le temple de la Soledad, qui était somptueusement décoré, et auquel est arrivée une partie triée sur le volet de notre belle société. Mr. Carroll est un commerçant reconnu de cette ville, et compte de nombreuses amitiés parmi nous. La aujourd'hui Madame Carroll est, par ses vertus et sa beauté, l'un des plus précieux joyaux de notre haute société ». *Version originale de la citation :* « Ayer se efectúo el matrimonio canónico del Señor Don Guillermo B. Carroll con la señorita Dolores Palomar que pertenece a una de las familias mas distinguidas de esta población. La ceremonia se verificó en el templo de la Soledad, que estaba suntuosamente adornado, y al que concurrió una selectísima porción de nuestra buena sociedad. El Señor Carroll es un caracterizado comerciante de esta ciudad, y cuenta con numerosas simpatías entre nosotros. La hoy señora de Carroll, es por sus virtudes y su hermosura, una de las más preciadas joyas de nuestra alta clase ».

[578] *La Bolsa,* Arequipa, « Crónica », 13 avril 1893, p. 2, « Enlace ». « La distinguée Mademoiselle Soila de Romaña s'est mariée hier soir avec l'appréciable gentleman Monsieur Jorge Stafford. La cérémonie a eu lieu dans la maison de la fiancée, et les parents de celle-ci furent les témoins. […] Bon nombre de gentlemen notables Vincent à la cérémonie religieuse, au protocole rigoureux […] ». *Version originale de la citation :* « La distinguida señorita Soila de Romaña contrajo matrimonio anoche con el apreciable caballero señor Jorge Stafford. La ceremonia se verificó en la casa de la novia, y los padres de ésta fueron los padrinos. [...] Muchos y notables caballeros concurrieron al acto religioso, de rigurosa etiqueta [...] ».

type de liens – matrimoniaux, financiers et économiques – entre l'aristocratie locale et cette nouvelle bourgeoisie commerçante venue d'Europe, il semblerait que l'intégration des étrangers dans la haute société d'Arequipa soit plus compliquée qu'à Guadalajara.

Ainsi, l'historiographie péruvienne présente souvent l'oligarchie commerçante d'origine étrangère comme ayant supplanté, voire évincé les anciens cercles aristocratiques locaux, « tombés en désuétude » et obligés de s'intégrer à un développement économique qui ne leur correspond plus. Dans l'ouvrage déjà cité, Juan Carpio Muñoz explique ainsi que l'arrivée massive des migrants britanniques à Arequipa

> « a transformé la vieille aristocratie locale en son partenaire minoritaire, configurant de cette façon un bloc dominant que nous avons appelé oligarchie aréquipénienne. […] La fraction commerciale de cette oligarchie, propriétaire depuis sa naissance du commerce d'exportation dans la région, s'approprie rapidement le marché local, qu'elle étend par la voie de la soumission de ses partenaires aristocratiques, avec les éclats de son rythme de vie, avec la création d'une demande naissante de force de travail dans la ville, comme avec l'expansion géographique de son marché interne régional initial, qu'elle contrôle[579] ».

L'aristocratie aréquipénienne, qui avait jusqu'à présent développé son pouvoir à partir de l'exploitation de la terre et du prestige de ses titres, doit alors s'adapter à cette redéfinition des rapports de force à l'échelle locale, à cette évolution importante des modes de productions locaux comme à la réorganisation de l'oligarchie *arequipeña.* Cette adaptation ne se fait pas sans heurts, comme a su le souligner l'historiographie locale et comme nous le verrons dans la deuxième partie de cette thèse, quand nous aborderons les divisions politiques internes à la société *arequipeña* au début du XXe siècle[580].

---

[579] « Convirtió a la vieja aristocracia terrateniente local en su socia menor, configurando de este modo, un bloque dominante que hemos llamado : oligarquía arequipeña […]. La fracción comercial de esta oligarquía, dueña desde su nacimiento del comercio de exportación de la región, se apropió rápidamente del mercado local, al que lo fue expandiendo, tanto por la vía del sometimiento de sus socios aristocráticos con los deslumbramientos de su ritmo de vida, con la creación de una incipiente demanda de fuerza de trabajo en la ciudad, como por la expansión geográfica de un inicial mercado interno regional, por ellos, controlado ». Juan Guillermo CARPIO MUÑOZ, « La inserción de Arequipa en el desarrollo mundial del capitalismo (1867-1919) », *op. cit.,* p. 547.

[580] Voir tout particulièrement le troisième chapitre de notre étude.

L'intégration des cercles aristocratiques traditionnels à la bourgeoisie commerçante européenne semble se faire beaucoup plus naturellement à Guadalajara. La fin du XIXe siècle voit se former une nouvelle oligarchie cohérente et unie dans la capitale *tapatía,* avec des groupes de pouvoir qui restent inchangés après la Révolution. Généralement positive et enthousiaste vis-à-vis des initiatives commerciales européennes, la presse locale *tapatía* se fait ainsi rarement l'écho d'un rejet de cette présence étrangère. L'article publié le 19 janvier 1896 dans le journal *El Continental* sous le titre évocateur de « *Guadalajara en venta* » constitue donc une exception notable, que l'on tient à souligner ici en en reproduisant la majeure partie. Publié sous le pseudonyme de « *Tacite* », l'article critique avec vigueur la fascination excessive des *tapatíos* pour les modèles de développement étrangers ainsi que leur incapacité à développer des entreprises dignes de ce nom.

> « Bien que la comparaison soit négative, notre manque d'impulsion, d'initiative et d'activité dans les affaires fait que, quand une possibilité de négoce se présente à nous, nous permettant de gagner des milliers au prix de peu d'efforts, nous suivons le premier qui nous séduit par l'agréable apparence de l'argent, comme les oiseaux de basse-cour suivent celui qui leur sert le maïs. Et peu importe qu'on ait la conviction qu'au cours du temps d'excellents résultats pourront être atteints dans les entreprises engagées : notre système de négociation, le manque de foi et d'activité dans les entreprises, l'absence de patriotisme et de recul dans le regard de ceux qui disposent des capitaux en circulation, font que ces capitaux se détruisent […]. C'est pour cette raison que nous voyons bon nombre des ressources publiques aux mains de commerçants étrangers ; des sources de richesse qui alimentent des flux énormes, qui viennent nourrir des capitaux qui ne circuleront pas et ne bougeront pas dans le pays, ou seulement de façon insignifiante […][581] ».

La critique ressemble ici point pour point à celle qu'émet Jorge Polar trente ans plus tard à propos des concessions britanniques dans le sud du Pérou. Cependant le

[581] « Aunque resulte mala la comparación, nosotros, faltos de impulso, de iniciativa y de actividad en los negocios, cuando se nos presenta alguno que a costa de pocos esfuerzos nos dé a ganar algunos miles, seguimos a quien nos incita con el agradable lucir de las monedas, como las aves de corral a quien les sirve el maíz. Y nada importa que se tenga el convencimiento de que al transcurso del tiempo en las empresas que se acometen se lograran excelentes resultados: nuestro sistema de negociar, la falta de fe y de actividad en las empresas, el ningún patriotismo y elevación en las miras de los que tienen capitales en giro, hace que esos capitales se destruyan […]. Por eso vemos muchas de las fuentes de riqueza pública en manos de negociantes extranjeros ; fuentes de riqueza que llevan caudales enormes a engrosar capitales que no tendrán circulación y movimiento en el país, sino de insignificante manera […] ». *El Continental,* Guadalajara, 19 janvier 1896, p. 1, « Guadalajara en venta ».

journaliste *tapatío* va plus loin et l'accusation devient cette fois culturelle et idéologique :

> « Les étrangers nous donnent de quoi nous habiller, de quoi manger, de quoi boire. Tout cela immonde et falsifié. Ils nous enseignent l'art [et quel art!] ; la science [et quelle science!] ; ils viennent même pervertir nos coutumes en créant parmi nous des nécessités d'un autre genre. Ils volent nos croyances, nous font oublier nos traditions, et viennent ensuite nous jeter une poignée de monnaie au visage, comme à de misérables mendiants, pour compenser tout ce qu'ils nous ont volé, pour nous consoler de nous exploiter[582] ».

Le discours est extrême et l'accusation grave, qui contraste fortement avec l'important degré d'*afrancesamiento* des élites de l'époque et l'influence croissante qu'exercent alors les Européens dans la capitale *tapatía.* De fait, la conclusion de l'article est sans appel et rejoint finalement le discours révolutionnaire tel qu'il se fait entendre vingt ans plus tard: « si tout se vend, alors tout s'est perdu, et plus que tout, l'honneur et la dignité des citoyens mexicains[583] ».

Quoique dans des termes très différents, on retrouve ici une inquiétude exprimée avant la Guerre du Pacifique à Arequipa, qui se préoccupe également de cette fascination excessive exercée par les biens de consommation et les modes de vie étrangers sur les populations locales.

> « Le luxe est sans aucun doute l'une des causes de notre décadence prématurée ; en s'opposant à l'économie, à la formation de nouveaux capitaux, et en occasionnant la ruine de ceux qui existent déjà, il nous a précipités dans l'abîme dans lequel nous nous trouvons. Si au lieu de nous laisser séduire par le brillant des objets étrangers et de courir comme des fous derrière eux, nous nous étions limités à les utiliser, non seulement comme nos facultés nous le permettent, mais en faisant toujours attention à ne pas affecter la progression de nos fortunes, il est clair qu'aujourd'hui notre situation serait toute autre […][584] ».

---

[582] « […] Todo inmundo y falsificado. Ellos nos enseñan el arte [¡qué arte!] ; la ciencia [¡qué ciencia!]; y hasta vienen a pervertir nuestras costumbres creando entre nosotros necesidades de cierto género. Ellos nos arrebatan nuestras creencias, nos hacen olvidar nuestras tradiciones, y luego vienen a arrojarnos un puñado de monedas al rostro, como a miserables mendigos, para contentarnos de todo lo que nos arrebatan, para resarcirnos de lo que nos explotan […] ». *Ibid.*

[583] « Si todo se vende, entonces todo se ha perdido; y antes que todo, el honor y la dignidad de ciudadanos mexicanos ». *Ibid.*

[584] « El lujo es, indudablemente, una de las causas de nuestra prematura decadencia ; él, oponiéndose al ahorro, a la formación de nuevos capitales, y ocasionando la ruina de los existentes, nos ha precipitado en el abismo en que nos hallamos. Si en vez de dejarnos seducir por el brillo de los artefactos

Ce dernier article est certes à replacer dans son contexte, à savoir la fin de l'ère de prospérité liée au guano et de l'investissement britannique massif, qui a beaucoup contribué à modifier les modes de vie et de consommation des élites nationales. Toutefois, les articles *tapatío* et *arequipeño* cités ici révèlent une contradiction latente dans les deux sociétés. Ouvertes à l'afflux des investissements étrangers, qui permettent de développer l'économie locale et assurent l'hégémonie des deux capitales régionales sur l'ensemble de leur hinterland, Arequipa et Guadalajara sont néanmoins constamment préoccupées par la conservation d'une identité régionale séculaire, qui définissait jusqu'alors leur place dans la nation.

Or c'est bien cette place qui se voit bouleversée au tournant des XIXe et XXe siècles, avec l'arrivée du chemin de fer, le développement de l'industrie et du commerce d'exportation, l'afflux de capitaux étrangers comme la réorganisation des cercles oligarchiques locaux.

L'importante modernisation des modes de transport, maritimes et ferroviaires, de même que le développement industriel à Guadalajara, ou du commerce de la laine à Arequipa, imposent aux sociétés *tapatía* et *arequipeña* de se penser par rapport à un ensemble de relations complexes, qui dépassent largement le seul espace local et urbain. À la fin du XIXe siècle, les deux villes doivent en effet intégrer cette importante ouverture commerciale, sociale et culturelle sur le reste du pays, du continent, voire du monde. Devenues des capitales régionales de première importance, Guadalajara et Arequipa sont alors amenées à dépasser le cadre de la région et de l'État-nation, pour penser leur ouverture sur l'Europe, ses capitaux et sa culture. Occident mexicain et Sud andin se définissent alors différemment, intégrés dans un jeu d'échelles qui articule aussi bien le local, le régional, le national que l'international.

---

extranjeros y de correr desalados tras ellos, nos hubiéramos limitado a usarlos, no sólo como nuestras facultades nos lo permitan, sino cuidando siempre de no dañar el progreso de nuestras fortunas, es claro que hoy nuestra situación sería otra [...] ». *La Bolsa,* Arequipa, « Editorial », 18 avril 1882, p. 1, « El Lujo ».

Les conséquences de cet élargissement du rayonnement *tapatío* et *arequipeño* sont multiples, mais nous en retiendrons simplement deux. La première concerne les importants changements au sein de l'élite locale. Longtemps représenté par les seules classes aristocratiques héritées de la période coloniale, le pouvoir économique régional se trouve désormais partagé entre les vieilles familles locales et une nouvelle bourgeoisie commerçante et capitaliste, venue d'Europe. Étroitement associés l'un à l'autre par une série de liens économiques et matrimoniaux, les deux groupes composent progressivement une nouvelle élite locale, cohérente et unie dans la défense d'intérêts communs, ceux du développement économique régional. Quelle que soit leur origine géographique ou leur activité économique, les membres de la haute société se retrouvent ainsi au sein des mêmes *clubs,* des Chambres de Commerce ou des institutions politiques locales. Cette nouvelle élite, héritière des modes de fonctionnement coloniaux comme des modèles de développement européens, contrôle désormais non seulement l'ensemble des activités économiques de la région, mais également le pouvoir politique local.

De fait – et il s'agit là de la seconde conséquence de cette ouverture locale –, il apparaît clairement que le pouvoir économique précède le pouvoir politique. Forte de nouveaux capitaux et modes d'enrichissement, les élites locales bénéficient alors d'un pouvoir politique accru, et par conséquent d'une plus grande capacité de négociation avec un pouvoir central qui, à la fin du XIXe siècle, peine encore à s'affirmer[585]. C'est cette négociation qui va désormais nous intéresser.

[585] Notons que ce processus n'est pas exclusivement *tapatío.* On observe un même essor d'une élite industrielle et attachée à la défense de ses intérêts économiques régionaux à Monterrey, dont les élites régionales affirment de façon croissante leurs ambitions politiques, principalement à la fin du Porfiriat et au début de la période révolutionnaire (1905-1920). Cette évolution est au cœur de l'ouvrage d'Alex M. SARAGOZA, *op. cit.*

# DEUXIÈME PARTIE

## Les capitales régionales dans la nation
## – Les voix de la province –

Fortes d'un important développement démographique et économique au tournant des XIXe et XXe siècles, Guadalajara et Arequipa assument pleinement leur rôle de capitales régionales et de « secondes capitales » du Mexique et du Pérou, ce qui leur garantit une place de premier plan dans la nation. La nouvelle élite économique locale, née à la faveur du développement industriel et commercial des deux régions, entend alors jouer un rôle politique, afin de défendre cette place privilégiée. Héritière historique des révoltes récurrentes contre le centre et d'une défense farouche de l'autonomie régionale, cette nouvelle oligarchie doit cependant faire face à la fin du XIXe siècle à une profonde modification de ses rapports avec le pouvoir central. À partir des années 1880 – plus précisément avec la mise en place du pouvoir personnel de Porfirio Díaz au Mexique en 1877 et à la fin de la guerre du Pacifique au Pérou en 1884 – se met en place progressivement une modernisation de l'appareil étatique, qui se traduit par une centralisation politique en faveur de l'exécutif et au détriment des pouvoirs locaux. Ceux-ci doivent trouver leur place au sein de cette nouvelle configuration des rapports de force et assumer ce qui est perçu comme une importante perte d'autonomie. Intérêts économiques et enjeux politiques se mêlent alors dans les stratégies mises en œuvre par les élites locales, qui entendent bien s'imposer dans la négociation avec le centre.

C'est cette évolution des rapports de force entre les pouvoirs locaux et le pouvoir central qui va désormais nous intéresser dans cette deuxième partie de l'étude, centrée sur la période 1884-1919. Il s'agira de comprendre comment, au cours de ces trois décennies, Guadalajara et Arequipa redessinent leur place dans des nations engagées dans un important processus de modernisation politique (chapitre 3). Si les deux villes doivent négocier de façon croissante leur souveraineté face à un pouvoir central de plus en plus centralisateur, elles conservent toutefois une énergie politique véhiculée par un discours original, teinté de régionalisme et attaché à la défense des sensibilités politiques locales (chapitre 4).

Bien qu'organisés suivant des principes constitutionnels radicalement différents – dans un cas le fédéralisme, dans l'autre l'unitarisme –, le Mexique et le Pérou connaissent à la fin du XIXe siècle un même processus de centralisation

politique, propre à l'ensemble des pays d'Amérique latine à cette période. Ce processus de centralisation a été analysé par Claudio Véliz[586], qui rappelle

> « l'importance vitale qu'a eu l'existence, de façon antérieure à l'arrivée de l'industrialisation, d'une tradition centralisatrice séculaire qui a constitué le dénominateur commun des transformations et des continuités discernables tout au long de l'histoire économique, sociale et politique des nations latino-américaines[587] ».

L'important processus de centralisation politique observable au Mexique et au Pérou à la fin du XIXe siècle n'est donc pas un phénomène nouveau. Le débat qui oppose fédéralistes et centralistes, débat généralement assimilé à celui qui fait s'affronter libéraux et conservateurs, jalonne en effet toute l'histoire politique des deux pays à partir de l'Indépendance, le plus souvent en faveur des centralistes.

> « Les cinquante premières années de vie indépendante ne furent pas très encourageantes pour l'intelligentsia fédéraliste et libérale des nouvelles Républiques. Elles essayèrent à de nombreuses reprises d'implanter les schémas politiques européens et nord-américains dans les Indes républicaines, mais le terrain s'avéra inhospitalier[588] ».

Comme l'indique Jorge Basadre dans l'ouvrage *Perú, problema y posibilidad,* certains pays se prêtent plus que d'autres au fédéralisme. C'est le cas du Mexique, du fait de sa configuration géographique, qui allie à l'immensité de son territoire deux franges côtières. D'autres pays en revanche s'inscriraient plus naturellement dans une logique centralisatrice, comme c'est le cas du Pérou[589].

Sans entrer dès à présent dans l'analyse des deux systèmes et l'histoire de leurs mises en place respectives au Mexique et au Pérou – cette analyse sera au cœur du quatrième chapitre –, rappelons simplement que ce débat entre organisation fédérale

---

[586] Claudio VELIZ, *La tradición centralista de América Latina…, op. cit.*

[587] « Importancia vital que tuvo la existencia, con anterioridad a la llegada de la industria, de una tradición centralista secular que ha constituido el común denominador de las transformaciones y continuidades discernibles a lo largo de la historia económica, social y política de las naciones latinoamericanas », *id.,* p. 18.

[588] « Los primeros cincuenta años de vida independiente no fueron muy alentadores para la '*intelligentsia*' federalista y liberal de las nuevas repúblicas. Una y otra vez intentaron trasplantar los esquemas políticos europeos y norteamericanos a las Indias republicanas pero el terreno resultó inhóspito », *id.,* p. 161.

[589] Jorge BASADRE, *Perú, problema y posibilidad (ensayo de una síntesis de la evolución histórica del Perú, con algunas reconsideraciones, cuarenta y siete años después),* Lima, Fundación M.J. Bustamante de la Fuente, 1994 (Cuarta Edición).

et organisation centrale est d'importance, puisqu'il détermine dans ces pays nouvellement indépendants les bases sur lesquelles doit reposer l'ensemble de la nation, de la citoyenneté et de l'exercice de la démocratie[590].

De façon plus précise, ce débat qui oppose fédéralisme et centralisme recouvre toute la problématique d'intégration des différentes régions historiques à un même projet de nation, moderne et indépendante. La problématique de la construction de l'État au XIXe siècle réside alors dans cette tension entre le pouvoir central et les régions. En effet, au moment de l'Indépendance,

> « la perception que les acteurs possédaient de leur cadre spatial et humain oscillait entre deux pôles : ils ne concevaient que le plus vaste ensemble – ils se sentaient Américains –, et le plus petit, la '*patria chica*'. Le niveau intermédiaire, celui qui fondait l'État-nation, n'allait pas de soi et devait être imposé[591] ».

L'imposition du cadre national requiert dès lors une négociation permanente entre les pouvoirs régionaux traditionnels hérités de la période coloniale et un pouvoir central pour qui l'unification de la population nationale sous un même projet est la seule voie possible vers la modernité politique :

> « L'État moderne est unitaire par essence ; dans sa forme idéale il affirme que 'la République est une et indivisible' ; son rôle historique consiste à effacer la diversité, celle-là même que Mirabeau qualifiait avec horreur d' 'agrégat informe de peuples désunis'. Pour parvenir à cette uniformité elle doit lutter contre les anciennes provinces, *audiencias,* capitaineries générales, royaumes et contre les nouveaux régionalismes. À la différence du modèle centralisateur jacobin, il existe diverses solutions politico-territoriales, comme la fédérale, ou

---

590 L'abondante historiographie disponible sur ces questions du fédéralisme et du centralisme illustre l'importance de ce débat. Parmi de très nombreux ouvrages, on peut déjà citer les travaux suivants, qui portent essentiellement sur le Mexique: León E. BIEBER, *Regionalismo y federalismo. Aspectos históricos y desafíos actuales en México, Alemania y otros países europeos,* México, COLMEX, UNAM, 2004 ; Mario ALDANA RENDÓN et Manuel RODRÍGUEZ LA PUENTE, *Centralismo y federalismo en México,* Guadalajara, EDUG, UDG, 1984 ; Josefina Zoraida VAZQUEZ, « Un viejo tema: el centralismo y el federalismo », *Revista Historia Mexicana,* Colegio de México, vol. XLII, n°3, 1993, p. 621-631. L'historiographie péruvienne est également très riche sur ce thème, quoique plus orientée par une réflexion sur l'importance de lutter contre le centralisme et sur la mise en place de la décentralisation. Les historiens Carlos Contreras et Baltázar Caravedo, notamment, ont publié d'importants travaux sur ces questions, nous y reviendrons dans le quatrième chapitre de cette étude.

591 Marie-Danielle DEMELAS, *op. cit.,* p. 253.

des solutions mixtes, combinant l'État central et des autonomies ou la décentralisation ou, comme disent les Français, la 'régionalisation'[592]».

Ce sont ces diverses solutions constitutionnelles qui nous intéressent ici, car elles articulent le cœur de la comparaison entre le Mexique, système officiellement fédéral, mais qui centralise *de facto* de façon croissante à la fin du XIXe siècle, et le Pérou, système centralisé qui met néanmoins en place une série de mesures décentralisatrices à la même époque.

Il s'agira donc dans un premier temps d'analyser comment cette tension entre le système *de jure* – prévu par la Constitution – et la réalité du pouvoir conditionne l'évolution des relations qu'entretiennent les pouvoirs locaux avec le pouvoir central. Cette réflexion sera au cœur de notre troisième chapitre, qui s'attachera à montrer « les mécanismes complexes et durables de cet ajustement des relations entre régions, et entre celles-ci et un centre politique peu efficace, mais toujours dans la perspective d'objectifs modernisateurs »[593].

Nous verrons par quels biais passent ces négociations entre des pouvoirs locaux soucieux de préserver leurs intérêts régionaux, et un pouvoir central et centralisateur tourné vers la modernisation de l'appareil étatique, mais qui dispose d'une marge de manœuvre encore relativement limitée à la fin du XIXe siècle.

S'intéressant essentiellement aux manifestations politiques et électorales de ces rapports de force qui évoluent au gré des changements de gouvernement nationaux et locaux au Mexique et au Pérou, le chapitre 3 doit nous conduire à une réflexion plus approfondie et détaillée sur ce qui oppose fondamentalement les deux pays, à savoir leur organisation constitutionnelle sous les principes du fédéralisme pour le Mexique, et de l'unitarisme pour le Pérou (chapitre 4). À partir d'un bref rappel historique de la formation des deux pays sur ces bases, le quatrième chapitre devra analyser de façon systématique et détaillée le discours mis en œuvre à

---

592 « El Estado moderno es unitario por esencia ; en su tipo ideal afirma que 'la república es una e indivisible' ; su papel histórico consiste en borrar la diversidad, esa misma que Mirabeau calificaba con horror de 'un agregado inconstituido de pueblos desunidos'. Para lograr esa uniformidad debe luchar contra las antiguas provincias, audiencias, capitanías generales, reinos y contra los nuevos regionalismos. A diferencia del modelo centralista jacobino, existen diversas soluciones político-territoriales, como la federal o soluciones mixtas, combinando el Estado central y autonomías o descentralización o, como decían los franceses, la 'regionalización' ». Jean MEYER, « Historia, Nación y Región » dans Verónica OIKION SOLANO, *Historia, Nación y Región…, op. cit.,* p. 24.

593 « Los complejos y duraderos mecanismos de este ajuste de cuentas entre regiones y entre éstas y un centro político poco eficaz pero siempre en la mira de los propósitos modernizadores ». Marco PALACIOS (comp.), *La unidad nacional en América latina…, op. cit.*, p. 17.

Guadalajara et à Arequipa sur ces principes-clés que sont le fédéralisme, le centralisme et la décentralisation. Analysant la façon dont, dans le discours, ces systèmes sont tour à tour défendus et attaqués, ce quatrième chapitre doit nous permettre de comprendre comment se pense la construction nationale au niveau local. Cette analyse doit mettre en valeur le décalage qui existe entre le discours national émis par le centre et celui qui est défendu par les élites régionales. Une approche à la fois conceptuelle, idéologique et linguistique de l'usage des termes ayant trait au fédéralisme, au centralisme et à la décentralisation sera nécessaire afin de saisir l'important décalage qui divise nos deux terrains sur ce débat.

Alors que la première partie de notre étude a pu s'appuyer sur une comparaison linéaire terme à terme des principales caractéristiques qui définissent nos deux villes au tournant des XIXe et XXe siècles, cette deuxième partie devra au contraire mettre en lumière une série de décalages qui font prendre tout son sens à la comparaison. En effet, si la fin du XIXe siècle marque globalement le début d'un centralisme accru de la part du pouvoir central au Mexique et au Pérou, une approche chronologique plus fine rend compte de nombreux décalages temporels entre Guadalajara et Arequipa, qui observent toutes deux un certain nombre de ruptures et de changements importants durant cette période, mais à des moments différents. C'est ce qu'entend démontrer le troisième chapitre, à partir d'une présentation chronologique de l'évolution des rapports qu'entretiennent les autorités politiques locales avec le pouvoir central.

L'analyse des discours *tapatíos* et *arequipeños* sur les questions fondamentales du fédéralisme, du centralisme, du régionalisme et de la décentralisation, analyse développée dans le quatrième chapitre, rend compte d'un décalage cette fois sémantique dans les deux villes, pour qui les termes du débat n'ont pas le même sens. Ainsi par exemple, le processus de « fédéralisation » du pouvoir ne renvoie pas à la même réalité dans les discours *tapatío* et aréquipénien. De la même façon, si le terme de « *descentralismo* » est récurrent dans le lexique politique des élites *arequipeñas,* il est en revanche totalement absent de celui des élites *jaliscienses*[594].

[594] Il est également intéressant de noter que ces différents termes voient leur sens évoluer au cours de la période. C'est le cas de la notion de « fédéralisation » qui, au Mexique et à la fin du XIXe siècle est pensée comme un processus de « centralisation » du pouvoir dans les mains de l'État fédéral, c'est-à-dire central, mais qui renvoie au sens opposé après la Révolution, en devenant synonyme d'un pouvoir accru accordé aux différents États mexicains.

Une analyse détaillée de la presse publiée dans les deux villes au cours des deux premières décennies du XXe siècle permet une compréhension précise de ces subtilités chronologiques et sémantiques. À Arequipa paraissent en effet à cette période divers organes de presse consacrés exclusivement à la défense du régionalisme et du fédéralisme, comme le journal *La Federación,* fondé en 1896 par Modesto Málaga et publié jusqu'en 1918[595].

**Figure 39 - *La Federación,* Arequipa, 1916**

LA FEDERACION

Año II. ✲ Arequipa Perú 5 de Agosto de 1916. ✲ N. 71

"LA FEDERACION"

AREQUIPA, AGOSTO 5 DE 1916

¿Por qué no progresan las provincias de la República?

Si todas las provincias de la República comprendieran que la campaña descentralista federal que hemos iniciado, significa una campaña de libertad y de justicia en beneficio de ellas, tomarían actitudes más enérgicas en presencia de la tiranía que con ellas ejercita el poder central.

No hay provincia de la República que no tenga un amo. Ya es un Subprefecto nombrado especialmente con el objeto de favorecer determinados intereses políticos, cuya misión la desempeña á su modo: violando garantías constitucionales, frustrando iniciativas progresistas, fomentando la discordia entre los sátrapas de aldea; todo con acuerdo de uno de los bandos políticos, quizá el más insignificante, pero que suple esa insignificancia con el poder que adquiere entregándose incondicionalmente al servicio de los intereses del oficialismo, sea apoyando á su candidato, sea encubriendo los abusos y aún los crímenes del mandón alquilado.

Ya es un diputado que asalta una curul en el congreso por el uso de malas artes; por falsificación ó imposición electoral; y a fin de conservar su predominio en la provincia ó procurar su reelección se apodera de lo que llamamos recursos legales, aunque para ello tenga que pasar por humillaciones vergonzosas, sirviendo de lacayo dócile al gobierno, con tal de que se le permita ser el amo político de la provincia cuya representación usurpa. Y en la curul que así usurpan esos aventureros del cinismo jamás procuran un beneficio á la provincia donde se imponen. Su actuación se concreta á conseguir empleos para los suyos; á complacer al oficialismo en el triunfo de todos sus apetitos; á procurar el imperio de intereses contrarios a los intereses de las provincias, sin que la suerte de ellas les importe nada, con tal de que el alquiler del valor de su voluntad, de su conciencia y de su sumisión, se traduzca en lluvia de beneficios personales.

En otras provincias, las que están sometidas al predominio de los gamonales, la tiranía ejercitada contra los pueblos es más desesperante que cualquiera; porque Jueces, Subprefectos y aún los últimos funcionarios políticos y judiciales, sin remedio tienen que ponerse al servicio de las ambiciones, odios, egoismos, rapacidades y aún vicios del gamonalismo, quien no sólo cuenta con el apoyo oficial, sino que tiene subyugadas las voluntades de los funcionarios principales de la provincia, quienes por conservar los puestos y conservar la vida tienen que complacer al gamonal. De otra suerte éste posee recursos y pone en acción medios fáciles de desalojar á quien se atreve á discutir su consigna ó contrariar sus intereses.

Y en toda esta lucha contraria al bienestar público, lo que se pretende es hacer triunfar ambiciones pero no cumplir deberes.

¿Hay que construir caminos; hay que formar puentes; hay que evitar abusos y explotaciones; están bien regentadas las escuelas; están garantizados los derechos de los pobres; hay quien venga á hablar de libertad y de justicia? Nada de eso. El gamonal no lo permitirá. Primero es su bienestar que el bienestar público. Desgraciado del que se atreva á disputarle el predomínio. Además de contar con el apoyo del gobierno y de las autoridades, cuenta con dinero y con él se encubren crímenes, se provocan asonadas y aún se mata. ¿Qué le importa?

Y el poder central y sus representantes permiten todo ésto. Es que el poder central con sus atentados, con sus golpes de fuerza, con sus latrocinios y con sus exacciones, hace en alta escala lo que los gamonales y los políticos hacen con las pobres provincias de la República.

Muchas de ellas están en peores condiciones que las últimas aldeas de Africa.....

La República no es libre. La campaña descentralista federal le dará verdadera libertad.

Las provincias deben comenzar la reivindicación de sus derechos.

¡En marcha!

MODESTO MÁLAGA

¡Pueblo feliz!

En el Perú hay estadistas,
políticos y guerreros,
propietarios y banqueros,
génios raros, financistas,
sabios, vates, periodistas,
diplomáticos notables;
marinos incomparables;
ciudadanos distinguidos;
militares aguerridos
y patricios espectables.
Hay nobles muy infatuados
y plebeyos arrogantes;
tribunos mejores que antes
y frailes divinizados;
hay hombres privilegiados;
diputados instruidos,
caudillos muy decididos;
magistrados con honor.....
Generales con pudor
y patriotas escogidos.
A pesar de tanto afán,
que notarán las naciones,
el pueblo sin pantalones
reclama justicia y pan.....
Mientras unos así están,
otros marchan viento en popa,
Benavides se va á Europa,
Sarmiento condecorado
y Varela asesinado.....
¡Y sin propinas la tropa!
Tantos conspicuos, selectos,
aplaudidos diariamente
no pueden decir ¡detente!
á los vicios y defectos;
tantos patriotas perfectos,
existe tanta simpleza;
han perdido la cabeza,
pues nos llevan para atrás.
¡Selectos hay más y más
pero el Perú no progresa!

MODESTO MÁLAGA.

Instantáneas

Las Fiestas Patrias en Arequipa.—Los Indios en Azángaro. El Partido Federal.

Triste impresión ha dejado en nosotros la manera cómo se ha solemnizado el aniversario cívico, en la ciudad de Arequipa.

Clases sociales, dirigentes, instituciones, pueblo, todos han dado pruebas de no poseer ya el sentimiento del patriotismo.

La procesión cívica ha parecido una manifestación de duelo. Sólo hemos escuchado en dos horas que duró el desfile tres vivas al Perú. Uno lo dió un infeliz proletario que iba junto al carro de los héroes de Arica, el otro viva lo lanzaron los Boy Scouts y e

Extracto de Malta
Gunther
La bebida por excelencia para invierno

Source : *La Federación,* Arequipa, 5 août 1916, p. 1.

[595] Les archives ne conservent que peu de numéros pour l'année 1896 et les suivantes, ce qui laisse penser à une interruption de la publication. Celle-ci reprend cependant en 1915. Ce journal fera l'objet d'une analyse détaillée dans le quatrième chapitre de notre étude.

Plus généralement, les années 1900-1910 correspondent à Arequipa à une grande période de développement du journalisme militant et politique, avec la création de multiples journaux consacrés à la défense des droits des ouvriers, comme c'est le cas de *La Bandera Roja,* fondé en 1907 par Modesto Málaga, *La Defensa Obrera,* fondé en 1909 par Gustavo Paredes, ou encore *El Sufragio Libre,* fondé également en 1909 pour soutenir les candidatures ouvrières aux élections législatives.

À cette période paraît également le journal *El Ariete,* qui opère autant qu'il manifeste l'important virage idéologique à l'œuvre dans l'opinion aréquipénienne au cours des deux premières décennies du XXe siècle. Fondé par Francisco Mostajo et Lino Urquieta pour défendre les idéaux du groupe libéral local, *El Ariete* entre en conflit ouvert avec *El Deber* et l'ensemble de la presse catholique conservatrice. De manière générale, on observe à cette période une division très nette de l'opinion aréquipénienne entre deux camps. D'un côté, celui des catholiques, représenté par la presse « traditionnelle », (c'est le cas évident d'*El Deber* et dans une moindre mesure du journal *La Bolsa),* comme par de nouvelles publications telles que *La Luz,* « hebdomadaire religieux nationaliste » fondé en 1910[596]. De l'autre les libéraux, représentés par *El Ariete,* mais aussi par les journaux *El Volcán,* fondé en 1911 par Mostajo, ou encore *La Regeneración,* fondé en 1904[597].

Si l'on n'observe pas de telle rupture entre la presse catholique et la presse libérale à Guadalajara à la même période, il convient toutefois de mentionner le conflit qui oppose *La Chispa*[598]et *El Regional*[599]*,* journaux représentant les intérêts catholiques dans la capitale *tapatía,* à la presse jugée « impie » par le pouvoir ecclésiastique, à commencer par *La Gaceta de Guadalajara,* évoquée dans la partie

---

[596] « Semanario religioso-nacionalista ». *La Luz,* Arequipa, 1er janvier 1910, Premier numéro. *La Luz* est publié jusqu'en 1925 et représente l'opinion catholique *arequipeña* durant de longues années, au même titre qu'*El Deber.*

[597] On pourrait ici citer de nombreuses autres publications, tant pour le camp catholique que pour celui des libéraux, les décennies 1900 et 1910 étant d'une grande productivité journalistique à Arequipa. Nous renvoyons le lecteur à la liste des journaux consultés, en annexe de notre étude. Nous reviendrons sur cet important conflit qui oppose les libéraux aux catholiques conservateurs dans le troisième chapitre de notre étude.

[598] Fondé en 1909, le journal *La Chispa* représente l'opinion catholique conservatrice à Guadalajara, jusqu'en 1911. Édité par l'imprimerie de *El Regional,* lui-aussi journal catholique mais de tendance plus modérée, *La Chispa* centre sa lutte politique sur une attaque systématique contre la « presse impie », à commencer par les journaux *El Kaskabel* et *La Gaceta de Guadalajara,* de tendance libérale.

[599] *El Regional* est fondé en 1904 et publié jusqu'en 1918. Comme *La Chispa,* il fait partie de la Presse Catholique Nationale.

précédente, *El Kaskabel,* publié de 1906 à 1914, ou encore *El Malcriado,* fondé en 1904. Sont également créées à cette période d'importantes publications telles que *La Gaceta de Jalisco,* en 1910, ou encore *El Diario de Occidente,* fondé en 1912 par le Parti Libéral *Jalisciense.*

En 1914, l'entrée des troupes révolutionnaires d'Obregón à Guadalajara provoque un tournant dans l'histoire de la presse locale, avec la fermeture de la plupart des journaux, mentionnés.

**Figure 40 - *La Gaceta de Guadalajara,* Guadalajara, 1905**

CONDICIONES.

Este periódico se publica los domingos, y su abono en la ciudad vale $ 0.71 cts. por trimestre, pago adelantado, y $ 1.00 por semestre fuera de ella, más 36 ctvs. por gastos del "giro postal" que cobra el Correo y 2 cts. del timbre respectivo.

Los ejemplares del día se venden al reverso en Guadalajara.

A CINCO CENTAVOS.

La correspondencia mercantil é de administración, deberá dirigirse al

*Sr. Severo Campero:*
INDEPENDENCIA 993¾.
Apartado, 339.
Teléfono (Comp. Jalisciense) 109.

# LA GACETA DE GUADALAJARA.

TARIFA DE ANUNCIOS.

Los "anuncios mercantiles" se publican á razón de *veinte centavos monedaos* por centímetro cuadrado.

Los "avisos judiciales" y los de ocasión á diez centavos línea por cada vez.

Los "remitidos" y "reclamos" de interés particular, á veinticinco centavos línea.

En la primera página se cobran precios dobles.

Registrado como art. de 2ª clase al 14 de Julio de 1905.

Todo pago adelantado.

Domingo 17 de Septiembre de 1905. Director, Lic. Luis Manuel Rojas. Año VIII. Núm. 11

La Redacción de "La Gaceta" envía un saludo respetuoso al Sr. Gral. Díaz, en su onomástico.

EL SR. GRAL. DIAZ

JUZGADO EN EL EXTRANJERO.

Se le considera uno de los hombres más notables del mundo contemporáneo, y superior al Mikado como Gobernante.

En su edición que lleva la fecha del día 3 del corriente mes de Septiembre, el importante diario americano "St. Louis Globe Democrat," uno de los periódicos de mucho prestigio y representación en el vecino país, publicó un extenso é interesante artículo bajo el rubro de "Personalities of real power in the world to day." (Personalidades de mayor poder é influencia en el mundo contemporáneo).

Enérgicamente delineadas, desfilan en ese artículo las siluetas de los hombres más ilustres que llenan el mundo con su fama, tales como Oyama, Kuroki, Nogi, Togo, Kamura, Lord Roberts, Kitchener, Guillermo II, Eduardo VII, General Díaz, Roosevelt, Delcassé, Balfour, Rosevery, Witte, Tolstoi, Marconi, Edison, Nausen, Roetgen y Lord Kelvin.

En tan brillante galería de insignes personajes, el Presidente de la República Mexicana, Sr. General D. Porfirio Díaz, ocupa un lugar distinguidísimo, mereciendo del autor del artículo de que nos ocupamos, frases altamente encomiásticas que trasladamos en seguida á nuestro idioma con especial agrado.

* * * *

"Al hablar de los triunfos del Japón, sería una injusticia no citar su primera línea á su Emperador, que bien puede ser considerado como uno de los más distinguidos Gobernantes de la Tierra, por más que el Imperio del Sol Naciente posea en la actualidad varios hombres de cualidades superiores indudablemente á las del Mikado.

Más con todo y ser éste un eximio Gobernante, no puede ser equiparado con el General Porfirio Díaz, que ha regido los destinos de la nación vecina del Sur por más de cinco lustros. En efecto, mientras que al primero le fué dado cimentar su Gobierno dentro de excelentes condiciones político-sociales, lo contrario enteramente acontecióle al segundo. Un ilustre pensador después de considerar profundamente todos los antecedentes de la obra grandiosa realizada por el Gral. Díaz—los elementos nacionales con que contaba, los obstáculos enormes con los que se vió obligado á luchar,—concluye por decir que, tomando todas esas circunstancias en debida cuenta, Porfirio Díaz es el más notable y vigoroso de los gobernantes de nuestra época.

Seguramente que todo esto es verdad: el país sobre el cual gobierna el Gral. Díaz, ofrecía los más contrarios y poderosos elementos para la obra de reorganización político-social, llevada por él á cabo.

El General Díaz fué soldado en su juventud, y después de haber luchado por causa noble, sufriendo destierros, prisiones y otras mil penas y contrariedades, fué elevado al poder en el año de 1876. Empuñó después de luego las riendas del Gobierno con una energía antes desconocida en México: y al poco tiempo logró imponer su autoridad honrada, fecunda y progresista, en todo aquel país. Desde entonces comenzó una nueva era: la situación general de México es hoy excelente, y el carácter de sus habitantes ha mejorado muchísimo.

La espléndida labor del General Díaz, mientras él viva, continuará desarrollándose y perfeccionándose. Sus esfuerzos poderosos para vigorizar el carácter nacional, depurándolo de seculares defectos, tienden evidentemente á "cristalizarse" bajo la más bella forma. Su prolongación indefinida ha sido sumamente prolífica en bienes de todas clases, y esto sólo basta para justificarla.

Ha centralizado bastante el poder, es verdad: pero esto lo reclamaba aquel medio todavía y le ha dado fuerza y prestigio á su Gobierno, cimentándolo bajo bases firmes y asegurándole una existencia duradera.

Dexter Marshall.

* * * *

Nos parece oportuno, á propósito del Jubileo Imperial y tan honroso para nuestro gran Presidente, que hemos traducido, recordar que hará un año, poco más ó menos, al recibir con toda solemnidad el Soberano del Japón al Ministro alemán en su corte de Tokio, aseguró, libre de todo compromiso por lo que al Sr. General Díaz corresponde, que tres Gobernantes de naciones le llamaban extraordinariamente la atención y estudiaba detenidamente: el Emperador Guillermo II de Alemania; el Presidente de los Estados Unidos, Teodoro Roosevelt, y el Presidente de México, Porfirio Díaz; éste particularmente, porque entendían los círculos del Japón que gobernaba un pueblo en muchos aspectos semejante al japonés; y que, si las leyendas habían sido bien interpretadas, descendía de su misma raza, aunque diversificada por las condiciones evolutivas de clima, alimentación, costumbres y religiones, durante siglos de aislamiento.

Los monumentos japoneses descubiertos hace años en la Alta California, según Bancroft; las tumbas con caracteres chinos escavadas recientemente en un campo cerca de Hermosillo, Sonora; el idioma de los Indios Seris que, aseguran, es semejante al japonés, y la detallada historia de la tribu zapoteca que habitaba desde Oaxaca hasta Tehuantepec, en cuya religión hay mucho de budhismo, y el tipo general asiático de la raza indígena aún muy aparente, sobre todo en la agraciada fisonomía y actitud sumisa, respetuosa y siempre sonriente de las muchachas Indias, con sus ojos horizontales, da mucha veracidad á la conjetura del Mikado, Mutsu-Hito, fundada en citas auténticas encontradas en manuscritos muy antiguos que se conservan en las bibliotecas japonesas.

Debe ser grato para todo mexicano, antes tan castigados por apreciaciones apasionadas que tanto nos deprimían, que al reivindicar con nuestra conducta el triunfo moral que nos corresponde, nuestro Gobierno, representado tan dignamente por el Sr. General Díaz, se coloque por una justipreciación de sus méritos intrínsecos, á la cabeza de los gobiernos del mundo.

Source : *La Gaceta de Guadalajara,* Guadalajara, 17 septembre 1905, p. 1.

# CHAPITRE 3 - Pouvoirs régionaux et pouvoir central : tensions et négociations

> « En los días de nuestra historia, los Estados […] no han sabido asumir más que dos actitudes igualmente malas : la de sumisión y la de rebelión ».
>
> Emilio Rabasa, *La Constitución y la dictadura. Estudios sobre la organización política de México,* Mexico, Tip. De Revista de Revistas, 1912[600].

> « La provincia, en nuestro país, aun significa por lo general, incultura y gamonalismo : las excepciones no alcanzan a mermar la coloración gris con que se presentan al ojo de quien medita en los destinos nacionales[601] ».
>
> Francisco Mostajo, « Las Asambleas regionales », *El Derecho,* Année IV, T. IV, n° 478, Juillet 1919, p. 118-121.

L'ensemble du XIXe siècle illustre, pour le Mexique comme pour le Pérou, les propos résignés du juriste Emilio Rabasa (1856-1930), qui constate dès le début du XXe siècle ce qui semble être une constante de l'histoire politique des deux pays depuis l'Indépendance, à savoir l'affrontement permanent qui se joue entre le pouvoir central et les pouvoirs régionaux. Conduisant soit au soulèvement soit à la soumission régionale, cet affrontement témoigne d'un profond déséquilibre des pouvoirs au sein de la nation. L'historiographie récente a su montrer l'importance de cette tension entre la lutte et la négociation pour comprendre la place de la capitale régionale dans la nation. Ainsi, le tout premier volume de la collection commémorative *Jalisco : Independencia y Revolución* publiée en 2010, porte t-il le titre significatif de « Proyectos de nación en Jalisco : cien años de pugnas y pactos »[602].

L'accès à l'Indépendance du Mexique et du Pérou correspond, pour les *Tapatíos* comme pour les *Arequipeños,* à un moment de puissante rébellion contre le pouvoir

---

[600] « Dans notre histoire, les États […] n'ont su avoir que deux attitudes également mauvaises : la soumission ou la révolte ». Ces propos du juriste mexicain Emilio Rabasa sont cités par François-Xavier GUERRA, *Le Mexique…, op. cit.*

[601] « La province, dans notre pays, signifie toujours, de manière générale, inculture et gamonalisme : les exceptions parviennent à peine à atténuer la coloration grise avec laquelle elle se présente à l'œil de celui qui médite sur les destins nationaux ».

[602] María Alicia PEREDO MERLO (coord.), *Colección conmemorativa Jalisco: Independencia y Revolución,* Colegio de Jalisco, Guadalajara, 2010, vol. 1 « Proyectos de nación en Jalisco : cien años de pugnas y pactos ». Volume coordonné par Elisa Cárdenas Ayala, Laura Alarcón Menchaca et Agustín Vaca García.

central, derrière un même étendard fédéral. Guadalajara voit la réussite de son projet fédéraliste grâce à l'appui des autres États, projet formalisé par l'adoption de la Constitution de 1824. De leur côté les élites aréquipéniennes, alors dotées d'un pouvoir économique équivalent à celui des élites liméniennes, s'engagent dans cet ambitieux projet de la Confédération péruano-bolivienne. Finalement vouée à l'échec[603], cette initiative témoigne toutefois d'une importante rupture entre Lima, capitale du pays nouvellement indépendant, et les capitales de province. Nous ne reviendrons pas ici sur ces événements, présentés dans le premier chapitre de notre étude. Rappelons simplement que l'entrée dans l'ère républicaine pour le Mexique comme pour le Pérou se fait sous le signe d'importantes tensions entre le pouvoir central et les régions, dont nos deux villes renferment alors le cœur de l'opposition.

Ces rébellions locales ont souvent été interprétées comme la manifestation, tout autant que la conséquence, d'un phénomène d'« atomisation » du pouvoir national et régional dans les deux pays au moment de l'Indépendance. Ainsi, les luttes menées par les élites *tapatías* en faveur du fédéralisme, si elles répondent à un désir de préserver une certaine autonomie régionale au sein de la nouvelle nation, auraient également pour objectif

> « de s'approprier le leadership de la région occidentale en s'appuyant sur la fonction qu'exerçait la capitale provinciale et suivant la vieille tradition d'être un groupe de pouvoir très représentatif. Peut-être que cette tentative répond au désir de contrecarrer cette atomisation [du pouvoir régional] et de ne pas renoncer à sa suprématie[604] ».

De même, au Pérou, les révoltes régionales qui jalonnent le XIXe siècle républicain, et tout particulièrement celles menées par les élites aréquipéniennes,

---

[603] Cesar ROMERO, *Regionalismo y centralismo. Presencia y proyección de los 7 ensayos.* Lima, 1969, p. 13 : « La Confédération Pérou-Bolivienne qui se mit en place après ne parvint pas à établir une décentralisation administrative, mais seulement une division politique régionale à peine ébauchée, le pouvoir suprême restant à Lima avec une force égale voire supérieure que durant l'étape de la vice-royauté ». *Version originale de la citation :* « La Confederación Perú- Boliviana que resultó después no llegó a establecer un descentralismo administrativo, sino una división regional política apenas esbozada en nombre, permaneciendo el supremo poder en Lima con igual o mayor fuerza que en la etapa virreinal ».

[604] « A partir de 1823, año en que los grupos locales comenzaron a trabajar a favor del federalismo ; la provincia de Guadalajara, y particularmente su élite, trató de adjudicarse el liderazgo de la región occidental apoyándose en la función que ejercía la capital provincial y en la vieja tradición de ser un grupo de poder muy representativo. Quizá este intento responda al deseo de contrarrestar esa atomización de la que se viene hablando, y para no renunciar a su primacía ». Ricardo AVILA PALAFOX, *El Occidente de México…, op. cit.,* p. 131.

témoignent d'une incapacité de la part des élites liméniennes à unifier l'ensemble de la population péruvienne autour d'un même projet de nation, face au pouvoir fort et autonome que conservent les oligarchies régionales depuis la période coloniale.

> « Le Pérou indépendant a ainsi constitué un État dont la forme républicaine ne correspondait pas à la présence faible et isolée d'une bourgeoisie commerciale, incapable d'ébaucher un projet national qui puisse regrouper derrière ses objectifs l'ensemble des classes, ni même celui des classes dominantes, où se détachait clairement l'aristocratie terrienne et bureaucrate. Ainsi, le pouvoir centralisé de la Colonie s'atomise dans le Pérou indépendant en une série d'instances régionales voire locales[605] ».

Cette « atomisation » des pouvoirs politiques mexicain et péruvien explique les nombreux conflits qui caractérisent le XIXe siècle dans les deux pays et témoigne d'une même fragilité de l'État central. L'intervention des Etats-Unis au Mexique de 1846 à 1848, pour le contrôle du Texas, du nord de la Californie et du Nouveau Mexique, illustre cette faiblesse de l'État mexicain, de la même façon que l'invasion chilienne en 1881 illustre la fragilité de l'État péruvien. Ainsi, le Mexique comme le Pérou ont en commun jusqu'à la fin du XIXe siècle une même structure étatique fragile, dont l'atomisation des pouvoirs régionaux rend alors parfaitement compte.

Toutefois, la prospérité liée à l'exploitation du guano au Pérou à partir des années 1840 et jusque dans les années 1870 permet aux élites liméniennes de parvenir à s'imposer face aux oligarchies de province, en asseyant leur pouvoir sur de toutes nouvelles et abondantes – quoique éphémères – ressources économiques et financières. Cette période désignée dans l'historiographie péruvienne comme « l'ère du guano » correspond à une première période d'imposition du pouvoir central sur le reste du pays, notamment face aux aristocraties *arequipeña* et *trujillana*[606].

---

[605] « El Perú independiente constituyó así un Estado cuya forma republicana no era correspondiente a la presencia débil y relegada de una burguesía comercial, incapaz de esbozar un proyecto nacional que aglutinara detrás de sus propósitos al conjunto de clases, ni siquiera al de las clases dominantes, donde nítidamente destacaba la aristocracia terrateniente y burocrática. Así, el poder centralizado de la Colonia se atomiza en el Perú independiente en una serie de instancias regionales y hasta locales ». Juan Guillermo CARPIO MUÑOZ, *Texao…, op. cit.,* Fascicules 9 à 14, p. 35.

[606] Fondée en 1534, la ville de Trujillo joue un rôle de premier ordre dans le processus d'Indépendance du Pérou, en étant la première ville du pays dans laquelle est proclamée l'Indépendance. Au XIXe siècle, la ville se développe économiquement à la faveur de l'exploitation et de la modernisation de l'industrie sucrière. Essentiellement commerciales et *hacendadas,* les élites *trujillanas* disposent d'un poids important dans le débat politique national tout au long des XIXe et XXe siècles. Après Arequipa, Trujillo est une capitale régionale de première importance.

Bénéficiant essentiellement aux élites de la capitale, cette prospérité liée à l'exportation du guano met fin à partir des années 1860 aux révoltes armées fomentées à Arequipa.

> « À partir de là [1867], nous passons à une seconde phase de la lutte entre les principales aristocraties régionales ou locales. Des affrontements plus ou moins équilibrés entre les aristocraties liménienne, *trujillana* et aréquipénienne durant les premières décennies républicaines, nous passons à l'existence d'une supériorité économique et politique de l'oligarchie de la capitale, laquelle entame une action de *domination-subordination* sur les aristocrates de province et impose de façon belliqueuse son *contrôle direct de l'appareil étatique* sans l'intermédiation des caudillos militaires, ce qui pourrait être le germe de *l'oligarchie nationale.* Pour cette raison, la rébellion aréquipénienne de 67 n'a pas pour objectif de disputer l'hégémonie de l'alliance oligarchie liménienne-caudillos militaires, comme c'était le cas lors des constantes rébellions antérieures. C'est pour obtenir des bénéfices particuliers dans cette nouvelle articulation, dans laquelle l'aristocratie aréquipénienne devient un associé minoritaire de l'oligarchie liménienne en expansion[607] ».

À partir des années 1870, les élites aréquipéniennes concentrent donc leur effort sur leur propre développement économique et productif, abandonnant provisoirement leur attitude belliqueuse vis-à-vis de Lima pour préférer la négociation, de laquelle elles peuvent tirer profit économique et avantages politiques. Le Pérou s'installe alors dans une phase de stabilisation de l'État, interrompue provisoirement par la guerre qui oppose le pays au Chili de 1879 à 1884.

On observe entre Guadalajara et le pouvoir central mexicain un même processus de soumission progressive, entamé à la fin du XIXe siècle et qui caractérise

---

[607] « A partir de aquí [1867] pasamos a un segundo momento en la lucha entre las principales aristocracias regionales o locales : de los enfrentamientos más o menos equilibrados entre las aristocracias limeña, trujillana y arequipeña en las primeras décadas republicanas, pasamos a la existencia de una superioridad económica y política de la oligarquía capitalina, la cual emprende una acción de dominación-subordinación sobre las aristocracias provincianas y en forma beligerante impone su control directo del aparato estatal sin la intermediación de los caudillos militares, lo que podría ser el germen de la oligarquía nacional. Por eso la rebelión arequipeña del 67 no es para disputar la hegemonía de la alianza oligarquía limeña-caudillos militares, como sucedía en anteriores y constantes rebeliones. Es para obtener beneficios particulares en la nueva articulación en la que la aristocracia arequipeña queda convertida en socio menor de la oligarquía limeña en expansión ». Juan Guillermo CARPIO MUÑOZ, « Rebeliones arequipeñas del siglo XIX y configuración de la 'oligarquía nacional' », *op. cit.,* p. 41.

l'histoire locale jusqu'à la période révolutionnaire[608]. Ce processus est parfaitement résumé par l'historienne Elisa Cárdenas Ayala :

> « L'histoire du Jalisco dans la politique nationale est une histoire d'ambition et de décadence : l'État héritier du cœur de l'antique Nouvelle Galice, la deuxième région politique du pays, berceau du fédéralisme, a perdu petit à petit son poids spécifique dans la politique nationale. Les principales figures *jaliscienses* – Vallarta, Ogazón, Corona – sont restées d'illustres 'présidentiables'. La tragédie a fauché la brillante carrière de Corona et les grandes figures vinrent ensuite à manquer. D'autre part, la politique libérale porfirienne s'est chargée de consolider la république et de neutraliser le fédéralisme. Au début du XXe siècle, le Jalisco est déjà une version réduite de ce qu'il a été, sans ports internationaux et avec un territoire diminué. […] Des blessures donc, du ressentiment et une certaine décadence, expliquent en partie ce qu'est politiquement le Jalisco quand se présente la crise politique de la succession présidentielle en vue des élections de 1910[609] ».

Le tournant des XIXe et XXe siècles se décline donc, au Mexique comme au Pérou, en une succession d'étapes politiques au cours desquelles les élites *jaliscienses* comme les élites aréquipéniennes sont amenées à un certain retrait politique sur le plan national, étapes auxquelles nous nous intéresserons tout au long du présent chapitre. Il s'agira d'en proposer une approche chronologique fine, en considérant divers moments-clés du rapport qui oppose, plus souvent qu'il n'unit, le pouvoir central aux pouvoirs régionaux des deux villes. Cette approche temporelle, qui repose sur une série de découpages nécessairement arbitraires en ce qu'ils doivent considérer à la fois les ruptures de l'histoire mexicaine et celles de l'histoire

---

[608] La Révolution qui éclate en 1911 met un terme provisoire à cette soumission du Jalisco au pouvoir central, dans un contexte de profonde désorganisation politique nationale et de rupture des communications entre Guadalajara et la capitale du pays. Cette interruption est néanmoins de courte durée, la Constitution révolutionnaire de 1917 consacrant définitivement le centralisme du pouvoir central au détriment des autonomies régionales, comme nous le verrons dans le cinquième chapitre de notre étude.

[609] « La historia de Jalisco en la política nacional es una historia de ambición y decadencia: el estado heredero del corazón de la antigua Nueva Galicia, la segunda región política del país, impulsora del federalismo, ha ido perdiendo peso específico en la política nacional. Las mayores figuras jaliscienses- Vallarta, Ogazón, Corona- se fueron quedando en ilustres 'presidenciables'. La tragedia segó la brillante carrera de Corona y luego las grandes figuras escasearon. Por otra parte, la política liberal porfiriana se encargó de consolidar a la república y neutralizar el federalismo. A principios del siglo XX, Jalisco ya es la versión recortada de lo que fue, si puertos internacionales y con el territorio cercenado […]. Heridas entonces, resentimiento y cierta decadencia, explican en parte lo que es políticamente Jalisco cuando se presenta la crisis política de la sucesión presidencial con miras a las elecciones de 1910 ». Elisa CÁRDENAS AYALA, « El horizonte democrático: Jalisco del liberalismo juarista a la revolución », *in* María Alicia PEREDO MERLO, *Colección conmemorativa Jalisco, Independencia y Revolución…, op. cit.,* p. 21

péruvienne, permet de comprendre l'évolution des négociations mises en œuvre entre le pouvoir central et les pouvoirs régionaux afin d'ajuster des relations politiques qui puissent intégrer le cadre exigeant de l'État moderne en construction[610].

Par ailleurs, et dans la mesure où ces négociations sont principalement le fait d'un groupe restreint de figures politiques régionales et nationales, le présent chapitre aura comme fil conducteur l'analyse dans les deux pays des relations politiques et personnelles qui se tissent entre ces personnages politiques locaux et nationaux. Une série de questions fondamentales guidera donc l'analyse tout au long de ce chapitre : qui sont ces élites régionales qui participent à la négociation avec le centre ? Quelle est leur implication dans la politique nationale ? Qui sont les élites nationales qui négocient avec la province ? Quels sont les paramètres qui conditionnent la négociation entre les pouvoirs régionaux et le pouvoir central ?

## Vers un épuisement de l'autonomie régionale (1874-1884)

### *Du local au national : trajectoires politiques* tapatías *et* arequipeñas *dans les années 1870*

Gouverné de 1872 à 1876 par Ignacio Luis Vallarta, plus familièrement appelé « Don Nacho » par la presse satirique de l'époque[611], l'État du Jalisco connaît durant la décennie 1870 sa toute dernière période d'autonomie vis-à-vis du pouvoir central mexicain, avant l'avènement du Porfiriat en 1877. Juriste de renommée nationale, Ignacio Luis Vallarta naît dans une famille de commerçants *jaliscienses* liée à celle du gouverneur libéral Pedro Ogazón (1824-1890)[612], dont il a été le secrétaire puis le successeur comme gouverneur du Jalisco. Libéral, Vallarta joue un rôle important lors

---

[610] Pour un aperçu synthétique de ces étapes, nous renvoyons le lecteur aux chronologies présentées en annexe de cette thèse.

[611] « Nacho » est le diminutif courant de « Ignacio ». Parmi les divers ouvrages qui traitent de la vie et de l'œuvre politique de Vallarta, on peut citer les références suivantes : Manuel GONZÁLEZ OROPEZA, *La centenaria obra de Ignacio L. Vallarta como gobernador de Jalisco,* México, UNAM, 1995 ; Ignacio BURGOA, *Ignacio L. Vallarta : jurista y político singular,* México, Secretaria de Educación Pública, Secretaria de Asuntos Culturales, 1966.

[612] Gouverneur du Jalisco en 1858, Pedro Ogazón est un personnage important de la politique locale et nationale au Mexique. En tant que militaire, il participe à la Guerre de Réforme (1857-1861), puis à la lutte contre l'invasion française (1862-1867). Il est nommé magistrat de la Cour Suprême de Justice de la Nation (*Suprema Corte de Justicia de la Nación*) de 1868 à 1874. Allié de Porfirio Díaz lors de la révolution de Tuxtepec et contre la réélection de Lerdo de Tejada, Pedro Ogazón est nommé Ministre de la Guerre et de la Marine lors du premier mandat de Porfirio Díaz, de 1876 à 1878.

de la rédaction de la Constitution de 1857, en proposant notamment la suppression des *alcabalas*[613]. Lors de son mandat comme gouverneur du Jalisco, Ignacio Luis Vallarta contribue au développement de l'État, notamment avec l'installation d'une École d'Agriculture et l'instauration de l'école primaire obligatoire. Il n'a de cesse de défendre les intérêts de l'État *jalisciense* et incarne pour cela l'une des grandes – et des dernières – figures libérales et indépendantes du Jalisco. Ses affrontements répétés avec le président de la République Sebastián Lerdo de Tejada (1823-1889)[614], avec qui il entretient de très mauvaises relations, font ainsi l'objet d'articles réguliers dans la presse locale de l'époque.

C'est le cas tout particulièrement du journal satirique le *Juan Panadero,* publication probablement la plus emblématique de la fin du XIXe siècle à Guadalajara[615].

> « De caractère indépendant, il attaqua successivement tous les gouvernants de la nation et de l'État, et particulièrement Vallarta, Camarena y Riestra, et bien que les Généraux Corona, Galván et Curiel durant leurs époques respectives de gouvernement tentèrent de s'attirer ses faveurs, ils ne réussirent que temporairement. Étant donnée l'idiosyncrasie de nos masses, le public rejetait le journal quand il ne lui trouvait pas de caractère oppositionniste. Les éditeurs se voyaient alors obligés de revenir au programme établi. Écrit de façon opportune, avec une satire brillante et un courage téméraire, il devient durant longtemps le journal le plus populaire de ceux ayant existé dans le Jalisco, et sa réputation vola au-delà des confins de la République. En revanche, il a été logiquement l'un des plus persécutés et ses rédacteurs souffrirent de nombreux coups. À de multiples occasions ils purgèrent en prison leurs excès de courage, parfois avec justice et parfois non[616] ».

---

[613] Objets de très nombreuses critiques, les *alcabalas* sont un impôt d'origine coloniale qui porte sur les échanges commerciaux nationaux, pratiqués d'un État à un autre du Mexique. Nous reviendrons plus en détail sur cet important impôt et sa suppression dans le chapitre suivant.

[614] Précédemment Ministre des Affaires Étrangères mexicaines, de 1867 à 1871, Sebastián Lerdo de Tejada est un personnage politique important de l'ère Juárez. Il assume la présidence de 1872 à 1876 et instaure un certain nombre de libertés, telles que la liberté de la presse, qui explique le développement de la presse d'opposition et satirique à cette époque.

[615] La deuxième moitié des années 1870 sortant du cadre de notre étude, seul le *Juan Panadero* a été consulté pour la période qui concerne le gouvernement de Luis Ignacio Vallarta, dans les années précédant l'arrivée au pouvoir de Porfirio Díaz.

[616] « De carácter independiente, atacó sucesivamente a todos los gobernantes de la Nación y del Estado, particularmente a Vallarta, Camarena y Riestra, y aunque los Grales Corona, Galván y Curiel en sus respectivas épocas de gobierno trataron de atraerlo a su favor, no lograron sus propósitos sino temporalmente, porque dada la idiosincrasia de nuestras masas, el público rechazaba el periódico cuando no le encontraba cariz oposicionista, por lo que sus editores se veían obligados a volver a su

Ce ton constamment mordant et drôle, de même que le prix modeste de cette publication, garantissent au journal dès ses débuts un grand succès auprès de ses lecteurs. On conserve ainsi certains témoignages qui racontent avec enthousiasme les lectures publiques et collectives qui en étaient faites dans les ateliers, parmi les ouvriers, etc.[617].

L'opposition récurrente menée par Ignacio L. Vallarta contre le pouvoir central fait à la fois l'objet de critiques et d'encouragements de la part du journal, partagé entre la défense des intérêts locaux et le coût important qu'une telle politique régionaliste représente. Fin 1874 se déchaîne un violent conflit entre Vallarta et Lerdo de Tejada au sujet de Tepic, alors soumis officiellement à l'autorité du Jalisco, mais sur lequel l'État *jalisciense* n'a en réalité aucun pouvoir. Ignacio Vallarta entreprend alors un véritable bras de fer avec le pouvoir central pour préserver l'autorité du Jalisco sur ce qu'il considère comme son territoire, affrontement critiqué par le *Juan Panadero* :

> « [D. Nacho] a soutenu des querelles avec le gouvernement général, par rancune envers D. Sebastián, et cette lutte de l'État avec la Fédération a obligé le gouvernement du Jalisco à augmenter le nombre de sa force armée, au préjudice des contribuables, et tout cela pour avoir la puérile vanité de n'utiliser aucun soldat de la 4ème division. Il a accueilli tous les éléments révolutionnaires pour alarmer le centre, et pour conquérir des sympathies parmi l'opposition à la politique générale. De jolis mots ont été invoqués, il est vrai : souveraineté de l'État, intégrité et indépendance du Jalisco, mais n'importe quel homme impartial et désintéressé par les passions du moment a compris ce que cela signifie […][618] ».

En clair, comme le sous-entend ici le *Juan Panadero,* Vallarta s'oppose au centre afin de mieux pouvoir imposer son pouvoir au niveau local.

---

programa establecido. Escrito con oportunidad, con chispeante sátira y con temerario valor, llegó a ser durante mucho tiempo el periódico más popular de cuantos han existido en Jalisco, y su fama voló más allá de los confines de la República. En cambio, fue necesariamente uno de los más perseguidos y sus redactores sufrieron no pocos atropellos, y en frecuentes ocasiones, unas con justicia y otras sin ella, purgaron en la cárcel sus excesos de valor ». Juan B. IGUÍNIZ, *El periodismo en Guadalajara, op. cit.,* p. 136.

[617] *Id.,* p. 137.

[618] « Ha sostenido [D. Nacho] rencillas con el gobierno general, por celos que tiene con D. Sebastian, y esa pugna del estado con la federación, ha obligado el gobierno de Jalisco a aumentar el numero de la fuerza armada, con perjuicio de los contribuyentes ; y esto por tener aquel la pueril vanidad de no ocupar un solo soldado de la 4a División. Ha acogido todos los elementos revolucionarios para alarmar al centro, y conquistar simpatías ante la oposición de la política general. Es cierto que se han involucrado bonitas palabras: la soberanía del estado, la integridad e independencia de Jalisco, pero cualquier hombre imparcial y despreocupado de toda pasión del momento, ha comprendido lo que eso significa [...] ». *Juan Panadero,* Guadalajara, « Editorial », 1er octobre 1874, p. 1-5, « Lo que quiere Jalisco ».

Le conflit avec le centre se poursuit jusqu'au mois de décembre sur cette question, Vallarta réunissant les principales autorités politiques du Jalisco afin de discuter de la marche à suivre contre la politique centrale. Le *Juan Panadero* rend compte de cette réunion, en expliquant les principaux points sur lesquels portent les revendications du gouverneur, à savoir la question de Tepic et la question fiscale[619]. L'article est clair sur les motivations de Vallarta : il s'agit de refuser « que le Jalisco continue de se faire humilier » par la politique centralisatrice de Lerdo de Tejada[620]. La posture de Vallarta vis-à-vis du centre, peu soutenue par le *Juan Panadero,* est clairement régionaliste et constitue à bien des égards la dernière véritable défense des intérêts locaux opérée par un gouverneur du Jalisco. Si Ramon Corona, gouverneur de l'État de 1885 à 1889, porte de façon symbolique l'orgueil local durant toute la durée de son mandat, le Porfiriat marque néanmoins la fin de l'enthousiasme autonomiste tel que l'incarnait Vallarta.

Pour autant, et en dépit de cet attachement évident au Jalisco, Ignacio Luis Vallarta voit son gouvernement sévèrement critiqué par la presse, surtout par le *Juan Panadero* qui, s'il entre là pleinement dans son rôle de journal satirique et d'opposition, émet par ailleurs des griefs bien précis. Le 29 novembre 1874, le journal rend compte des discussions qui entourent la succession de Vallarta à la tête du gouvernement *jalisciense,* en insistant sur les « mauvaises lois » mises en place par celui-ci et sur la nécessité de rompre avec sa politique. Le *Juan Panadero* déplore ainsi le nombre élevé de soldats imposé par Vallarta, les mauvais salaires des employés gouvernementaux, de même qu'il critique les multiples abus dont la population du Jalisco a été victime durant son mandat. Cela étant, il apparaît clairement que ce qui mobilise le plus le mécontentement du journal est le clientélisme mis en place par Vallarta autour de sa personne pour les postes-clés de l'administration locale[621].

À partir de son élection à la tête du Jalisco en 1874 et jusqu'au retour de Ramon Corona au pouvoir local en 1885, Vallarta met en place un système de gouvernement qui fonctionne exclusivement autour des « vallartistes », nommant les membres de sa famille ou ses plus proches amis à la tête des diverses institutions locales. La nomination de Jesús Leandro Camarena pour lui succéder à la tête du gouvernement

---

[619] Nous reviendrons sur ce point précis de la fiscalité dans le chapitre suivant.

[620] *Juan Panadero,* Guadalajara, « Gacetilla », 27 décembre 1874, p. 8, « Fuego y carguen ».

[621] *Juan Panadero,* Guadalajara, « Editorial », 29 novembre 1874, p. 1-4, « Lo que está por venir ».

du Jalisco en 1874 en est un exemple, puisque la famille Camarena est l'une des plus proches alliées de Vallarta à cette période. Cette hégémonie du vallartisme dans le Jalisco durant plus d'une décennie explique l'accueil mitigé qui est fait à la nomination de Camarena par la presse locale, qui lui accorde toutefois le bénéfice du doute, ne serait-ce que pour mieux souligner la mauvaise administration de Vallarta[622]. L'arrivée au pouvoir du vallartiste Fermín González Riestra en 1879, après le mandat de Camarena, ne change pas réellement la donne, si ce n'est que ce mandat est marqué sur le plan national l'arrivée de Porfirio Díaz au pouvoir et la nomination d'Ignacio Luis Vallarta à la Cour Suprême de Justice de la Nation. Vallarta délaisse alors ses ambitions *jaliscienses* pour se centrer sur un objectif plus directement national et présidentiel.

Si les années du « vallartisme » marquent, pour Guadalajara, la toute dernière réelle opposition au pouvoir central, on retrouve au Pérou ce même processus de pacification des relations entre le pouvoir central et les pouvoirs régionaux dans les années qui précèdent la Guerre du Pacifique. Cette période sortant de notre cadre d'étude, nous ne disposons pas des archives nécessaires pour traiter dans le détail la façon dont cette pacification a été perçue par les élites d'Arequipa dans les années 1870. La bibliographie nous apprend toutefois qu'à cette période se met en place un nouveau jeu politique, sur la base d'une nouvelle polarisation des forces politiques et économiques nationales.

La prospérité liée à l'exploitation du guano (1840-1870) permet le développement à Lima d'une oligarchie tournée vers le commerce extérieur et occupée à substituer un pouvoir civil au pouvoir militaire qui dirige le pays tout au long du XIX^e^ siècle. Cette oligarchie est à l'origine de la formation du « civilisme » (*civilismo)*, ce mouvement politique dirigé et pensé par Manuel Pardo à l'occasion des élections présidentielles de 1872.

> « Les élections de 1872 marquèrent une rupture importante dans l'histoire politique du Pérou, puisque c'est pour elles que s'organisa la Société 'Indépendance Électorale', base de ce qui serait ensuite le parti le plus important de l'oligarchie : le Parti Civil. Son chef était Manuel Pardo, le prophète des chemins de fer. Ce parti fut en réalité le premier parti moderne de la vie politique nationale, dans le sens qu'il a eu une organisation et une idéologie clairement formulées. Cela lui permit de survivre pendant plus d'un

[622] *Id.*

> demi-siècle, devenant durant cette période le principal conducteur du débat et de l'action politique. Autour de lui se regroupèrent quelques propriétaires terriens, les grands commerçants et financiers de la côte et beaucoup de professionnels et d'intellectuels acquis à la cause du libéralisme[623] ».

Le Parti Civil représente donc principalement l'oligarchie liménienne ayant forgé son patrimoine sur l'exploitation du guano dans les années précédentes, et témoigne du centralisme politique exercé par Lima. Orienté vers la lutte contre le militarisme alimenté durant tout le XIXe siècle par les caciques provinciaux et autres caudillos locaux, le Parti Civil pense le pouvoir de façon centralisée, dans l'idée que les violentes révoltes du XIXe siècle avaient justement eu lieu du fait de pouvoirs régionaux trop indépendants – l'histoire d'Arequipa au cours de son premier siècle d'indépendance en constitue une très claire illustration – :

> « Dans son acte de naissance, le civilisme inscrivit la lutte contre la révolte militaire des caudillos et des caciques provinciaux. Il fut, en ce sens, centraliste. Avec Pardo s'est développé, dans sa plus haute expression à cette époque, le centralisme bureaucratique mêlé à un ferment de décentralisation molle, développementiste, si l'on peut dire[624] ».

Sur ce point, le Parti Civil au pouvoir en 1872 en la personne de Manuel Pardo nourrit les mêmes ambitions que Porfirio Díaz cinq ans plus tard. Il s'agit de négocier avec les pouvoirs régionaux pour mettre fin à la situation anarchique qui caractérise, dans l'esprit des élites libérales du tournant des XIXe et XXe siècles, l'ensemble du premier siècle d'indépendance[625]. Par ailleurs, les pouvoirs régionaux se révèlent être

---

[623] « Las elecciones de 1872 fueron un hito importante en la historia política del Perú, ya que para ellas se organizó la Sociedad Independencia Electoral, base del que sería después el partido más importante de la oligarquía: el Partido Civil. Su jefe era Manuel Pardo, el profeta de los ferrocarriles. Este partido fue en verdad el primer partido moderno de la vida política nacional ; en el sentido que tuvo una organización y una ideología claramente formuladas. Ello le permitió sobrevivir por más de medio siglo, convirtiéndose durante ese lapso en el principal conductor del debate y el quehacer político. En torno a él se agruparon algunos terratenientes, los grandes comerciantes y financistas de la costa y muchos profesionales e intelectuales ganados por el liberalismo ». Carlos CONTRERAS et Marcos CUETO, *Historia del Perú contemporáneo…, op. cit.,* p. 152-153.

[624] « En su partida de nacimiento, el civilismo inscribió la lucha contra el revuelto militar de los caudillos y caciques provincianos. Fue, en ese sentido, centralista. En Pardo se dio, en su expresión más alta para ese tiempo, el centralismo burocrático mezclado con un fermento de descentralización tibia, desarrollista, si se puede decir así », *id.,* p. 58.

[625] Luis ABOITES AGUILAR, « En busca del centro. Una aproximación a la relación centro-provincias en México, 1921-1949 », *Historia Mexicana,* vol. LIX, n°2, 2009, p.711-754*.* Nous reviendrons dans le chapitre suivant sur cette notion « d'anarchie », pensée pour désigner le XIXe siècle tant mexicain que péruvien, et qui renvoie à l'importance des pouvoirs régionaux face à un centre faible.

un soutien de première importance pour le pouvoir central, soutien sans lequel il ne saurait se maintenir.

> « Au Pérou, ces relations complexes entre l'État et les régions, entre le gouvernement en place et ses adversaires, prenaient l'allure d'une vaste stratégie : si le pouvoir résidait à Lima, les candidats à la présidence devaient gagner la capitale à partir des provinces. C'est la conclusion qui s'impose à l'étude des graves troubles politiques qui ont marqué au Pérou la fin du XIXe siècle[626] ».

Les diverses rébellions menées par l'Aréquipénien Nicolás de Piérola (1839-1913) illustrent cette faiblesse du Parti Civil qui, s'il centralise de fait l'essentiel des décisions politiques et économiques nationales à Lima, ne saurait passer outre les intérêts des aristocrates et propriétaires terriens de province. Défenseur des intérêts catholiques et cléricaux des aristocrates provinciaux, Nicolás de Piérola commence sa carrière politique en 1868, en tant que Ministre des Finances sous la présidence de José Balta (1814-1872), jusqu'en 1871. Il s'oppose rapidement aux civilistes, et tout particulièrement à Mariano Ignacio Prado (1826-1901), successeur de Manuel Pardo à la présidence du Pérou de 1876 à 1879. La présidence de Prado intervient à un moment de grave crise économique au Pérou, qui rejoint la crise économique mondiale qui éclate en 1873. Les réserves de guano s'effondrent, de même que l'ensemble des exportations péruviennes de matière première, et l'explosion du chômage plonge alors le pays dans une violente crise sociale.

La révolte que mène Piérola contre le gouvernement de Prado en 1878 s'inscrit dans une rivalité déjà ancienne entre le caudillo aréquipénien et le Parti Civil de Manuel Pardo. En 1874 déjà, Piérola tente un premier coup d'État avant d'être finalement exilé par le pouvoir en place. Incarnant le type même du « caudillo romantique »[627], Nicolás de Piérola représente les intérêts provinciaux et catholiques contre l'oligarchie libérale de la capitale, jugée trop dépendante des capitaux étrangers. Le « piérolisme » se fait l'expression des intérêts politiques et économiques aréquipéniens, en opposition aux intérêts des élites de la capitale du pays.

Plus largement, le *piérolisme* soutient les petits propriétaires terriens et les petits commerçants, dans une perspective que l'on qualifie parfois de nationaliste. S'il

---

[626] Marie-Danielle DEMELAS, *op. cit.,* p. 472.

[627] L'expression est du poète José Santos Chocano (1875-1934), cité par Jorge BASADRE, *Perú, problema y posibilidad…, op. cit.* p. 141.

n'appartient pas à cette thèse de revenir sur les détails des diverses rébellions et tentatives de coup d'État menées par Piérola contre le Parti Civil à la fin du XIXe siècle[628], soulignons simplement l'importante assise régionale dont bénéficie Piérola. Bien que dispersés, voire antagonistes, ces pouvoirs régionaux lui permettent néanmoins de s'emparer de la présidence de la République en 1879, alors que le Chili a déclaré la guerre au pays quelques mois plus tôt. Piérola organise alors la défense militaire de la ville de Lima, qui tombe finalement aux mains de l'armée chilienne au mois de janvier 1881[629].

Les trajectoires politiques et personnelles de Vallarta et de Piérola, si elles sortent du cadre chronologique de notre étude, sont d'importance puisqu'elles illustrent l'étroite imbrication entre les responsabilités politiques locales et nationales dans le parcours des élites régionales du Mexique et du Pérou à partir de la deuxième moitié du XIXe siècle. Bien que très différents, les parcours politiques de Vallarta et de Piérola s'effectuent suivant une même trajectoire du local vers le national, en passant par une première posture politique régionaliste. C'est le cas de Piérola, mais également d'Eduardo López de Romaña, autre Aréquipénien qui lui succède à la présidence de la République en 1899, nous y reviendrons plus loin.

Dans le cas de Guadalajara, les principales figures politiques *jaliscienses* achèvent invariablement leur carrière par l'exercice de postes politiques nationaux qui signifient pour elles un véritable aboutissement professionnel, l'installation dans la capitale du pays représentant le summum de l'ascension sociale. C'est le cas de Pedro Ogazón, gouverneur du Jalisco en 1858, qui exerce ensuite la charge de magistrat à la Cour Suprême de Justice de la Nation, avant d'assumer les responsabilités de Ministre de la Guerre et de la Marine dans le premier gouvernement de Porfirio Díaz, de 1876 à 1878. Ignacio Luis Vallarta occupe également un poste-clé dans l'appareil étatique porfirien comme Ministre des Affaires Étrangères de 1876 à 1878, puis Président de la Cour Suprême de Justice de la Nation de 1878 à 1882. Plus tard – nous y reviendrons – c'est au tour de l'intellectuel et juriste José López Portillo y Rojas d'assumer la charge de gouverneur du Jalisco en

[628] Ces rébellions ont été analysées par Basadre dans l'ouvrage déjà cité *: id.,* p. 135-145.

[629] Refusant de reconnaître la légitimité de Piérola à la présidence du Pérou, le Chili décide d'appuyer la présidence d'un autre Aréquipénien, Francisco García Calderón (1834-1905), qui se retourne finalement contre le Chili en lui refusant toute concession territoriale. C'est cet événement qui précipite l'invasion de Lima par les troupes chiliennes.

1911, avant de devenir Ministre des Affaires Étrangères de Victoriano Huerta, en 1914.

L'exercice de hautes charges publiques au niveau local semble ainsi constituer un tremplin privilégié vers l'exercice de postes politiques nationaux, que ce soit grâce à l'appui du pouvoir central, comme c'est le cas au Mexique, ou au contraire d'une importante oligarchie régionale, comme c'est le cas au Pérou.

Ces trajectoires du local vers le national viennent éclairer la nature complexe et parfois contradictoire des relations qui unissent les pouvoirs locaux au pouvoir central au tournant des XIXe et XXe siècles. Profondément régionalistes jusque dans les années 1870, les élites régionales des deux villes intègrent toutefois dans leurs ambitions l'accès à des responsabilités politiques nationales. Ces ambitions nationales des élites régionales *tapatías* et *arequipeñas* se retrouvent de la même façon dans les autres régions du Mexique et du Pérou. Pour exemple, l'arrivée à la présidence des *oaxaqueños* tout d'abord, à savoir de Benito Juárez puis de Porfirio Díaz, puis des *norteños,* originaires des États du Sonora ou de Coahuila au moment de la Révolution[630]. Le pouvoir présidentiel mexicain est donc principalement exercé par des élites provinciales, qui s'entourent à leur arrivée au pouvoir de personnel également issu des différentes régions du Mexique, et non nécessairement de la capitale. S'il n'appartient pas à ce chapitre d'analyser en détail la formation des cabinets ministériels porfiriens – analyse déjà menée par François-Xavier Guerra[631] – notons simplement que le centralisme étatique mexicain se trouve donc alimenté par les élites locales elles-mêmes, qui n'aspirent qu'à rejoindre les cercles nationaux du pouvoir, dans la capitale.

On retrouve cette même trajectoire du pouvoir, du régional vers le national, au Pérou, où les hommes politiques qui accèdent à la présidence de la République s'appuient bien souvent sur d'importants groupes d'influence régionaux. C'est le cas des *arequipeños* Piérola et López de Romaña, mais également de Augusto B. Leguía (1863-1932), président de 1919 à 1930, qui débute sa carrière politique grâce à une solide assise économique dans les *haciendas* sucrières de la région de Lambayeque, dans le nord du pays.

---

[630] Venustiano Carranza (1917-1920), Álvaro Obregón (1920-1924) et Plutarco Elías Calles (1924-1928) sont tous trois originaires du Nord du Mexique, le premier de l'État du Coahuila, et les deux autres du Sonora.

[631] François-Xavier GUERRA, *Le Mexique…, op. cit.*

C'est cette apparente contradiction entre la défense des intérêts régionaux et l'ambition personnelle d'accéder à un plus haut niveau du pouvoir, dans la capitale du pays, qui constitue réellement le fond de la négociation entre les pouvoirs régionaux et le pouvoir central jusque dans les premières décennies du XXe siècle.

***Début des années 1880 : des contextes historiques divergents***

L'invasion de Lima en 1881 marque un véritable tournant dans l'histoire nationale péruvienne et particulièrement dans les relations qui unissent les différentes régions du pays à la capitale. Une fois cette dernière prise par l'ennemi chilien, c'est dans les provinces que s'organise la résistance et se recomposent les forces péruviennes. Nicolás de Piérola et Andrés Avelino Cáceres (1836-1923)[632] organisent alors l'opposition dans les départements du centre du Pérou, à partir de la ville d'Ayacucho, tandis que l'armée du Sud, délaissée par Cáceres, peine à s'organiser.

Dès le 27 janvier 1881, le journal aréquipénien *La Bolsa* s'inquiète de la mauvaise organisation des forces armées du Sud par le Dr. Solar, représentant de Piérola à Arequipa[633], et du fait que les bataillons régionaux mobilisés pour la défense de Lima ne soient toujours pas de retour dans la capitale *mistiana.*

Rapidement, la communication avec Lima semble rompue, comme en témoigne *La Bolsa* quelques jours seulement après l'invasion chilienne dans la capitale péruvienne, notamment à cause d'un étroit contrôle de la presse par l'occupant.

> « Comme durant un laps de temps plus ou moins long nous n'aurons pas plus d'informations sur les derniers événements de la guerre que ceux publiés par la presse chilienne, nous pensons convenable de prévenir le public qu'il ne doit pas, évidemment, leur accorder grand crédit. Mise à part la partialité de son origine, il ne faut pas oublier la mauvaise foi avec laquelle ont toujours agi, non seulement les écrivains, mais également les hommes publics du Chili, quand il s'agit de rendre compte des faits d'armes et de les apprécier. Il convient donc, au sujet des détails que nous communique la presse chilienne, de conserver

[632] Andrés Avelino Cáceres se distingue très jeune par une carrière militaire prestigieuse, en réprimant notamment les révoltes aréquipéniennes de 1856-1858, puis en dirigeant l'Armée du Sud durant la première année de la Guerre du Pacifique. Devant l'échec de cette opposition au front chilien, il retire ses troupes vers le nord du pays. Le président Piérola le nomme alors « chef politique et militaire des départements du Centre de la République ».

[633] *La Bolsa,* Arequipa, « Crónica », 27 janvier 1881, p.1, « Proclama ».

> une prudente réserve, jusqu'à ce que la version péruvienne vienne les confirmer. C'est ce que recommande la prudence[634] ».

Si les Aréquipéniens continuent de recevoir une information venue de Lima, ils ne sauraient donc désormais s'y fier. La presse locale doit alors se replier sur une information relativement limitée du conflit, publiée par les trois journaux que compte la ville à cette époque, à savoir *El Eco del Misti,* dirigé en 1880 par Jorge Polar et qui s'attache à « lutter sur le plan journalistique contre les Chiliens », *El Eco de Arequipa* qui, après avoir connu diverses périodes de publication au cours du XIXe siècle est finalement refondé en 1881 afin de faire suite à l'*Eco del Misti,* et enfin *La Bolsa,* dont il a déjà été question précédemment.

Dès le mois suivant l'invasion chilienne de la capitale, le journal explique comment Arequipa se prépare elle-même à une invasion, du fait qu'elle représente après Lima la seconde place forte du pays[635], et qu'elle constitue par ailleurs un point vital du sud du pays, entre le Chili et la Bolivie[636]. La défense de la ville et du sud du Pérou dans son ensemble s'organise autour de l'idée, alimentée par la propagande journalistique, selon laquelle si Lima est tombée aux mains des Chiliens, le reste du Pérou peut néanmoins encore lutter. Le 23 février 1881, *La Bolsa* publie ainsi en première page une longue collaboration dans laquelle il est rappelé que

> « Lima n'est pas toute la nation […]. En vérité, l'occupation de Lima par les troupes ennemies, en raison de la prépondérance de ses éléments belliqueux, n'a jamais pu signifier la paralysie, encore moins l'extinction de l'impulsion du patriotisme offensé des autres peuples de la République. C'est pour cette raison que ceux-ci réitèrent leurs objectifs de lutter sans trêve ni répit jusqu'à effacer dans le sang les traces de l'invasion sur le territoire national […]. En effet, pour que la guerre puisse être considérée comme terminée par les nationaux comme par les étrangers, il est nécessaire que tous les peuples du Pérou, au moins les principaux, succombent eux aussi à la prépondérance de la

---

634 « Como durante un espacio de tiempo, mas o menos dilatado, no tendremos, sobre los últimos acontecimientos de la guerra, mas datos que los que publique la prensa chilena, creemos conveniente prevenir al publico, que no se les debe dar desde luego entero crédito ; pues, aparte de la parcialidad de su origen, no debe olvidarse la mala fe con que han procedido siempre, no solo los escritores sino hasta los hombres públicos de Chile, cuando se ha tratado de dar cuenta de los hechos de armas y de apreciarlos. Conviene, pues, respecto de los detalles que nos comunique la prensa chilena, mantenerse en una prudente reserva, hasta que la versión peruana venga a confirmarlos. Esto lo aconseja la prudencia ». *La Bolsa,* Arequipa, « Crónica », 29 janvier 1881, p. 1.

635 *La Bolsa,* Arequipa, « Documentos oficiales », 10 février 1881, p. 1

636 *La Bolsa,* Arequipa, « Colaboración », 9 février 1881, p. 1 : « Defensa de Arequipa ».

> force brutale et ô combien malheureuse, au même titre que le peuple de Lima[637] ».

Si le journaliste ne précise pas quels sont ces « principaux peuples du Pérou », l'article encourage néanmoins avec force la résistance de l'ensemble des provinces péruviennes, afin qu'elles assument une tâche qu'il a été impossible pour Lima de mener à bien, à savoir protéger la patrie de l'ennemi chilien. Cette conscience de ce qu'une fois Lima tombée aux mains de l'ennemi, le Pérou peut – et doit – poursuivre la lutte, apparaît de plus en plus régulièrement dans la presse *arequipeña,* qui envisage la capitale *mistiana* comme investie d'un rôle désormais déterminant dans la nation, en tant que dernier rempart contre l'invasion chilienne. Déjà, et avant même que soit achevée l'invasion de Lima par les Chiliens, la presse *arequipeña* rappelait que

> « Le Chili peut emmener son armée à Lima, il peut lutter, combattre en héros (ce qui est peu probable), faire couler des torrents de sang, employer toutes les armes de la guerre moderne, détruire notre armée […] ce sera un effort inutile puisque le Pérou ne sera pas vaincu, puisqu'une fois dominée la tête qu'est Lima, il ne pourra arracher le cœur qu'est Arequipa[638] ».

Les *Arequipeños* se préparent ainsi tout au long de l'année 1881 et jusqu'en 1882[639] à une éventuelle invasion chilienne, au milieu d'un flot irrégulier d'informations incomplètes rendant compte des divers mouvements de résistance organisés un peu partout dans le pays. Cáceres et Piérola dirigent la résistance dans les départements du centre, tandis que le général Miguel Iglesias (1830-1909) prend

---

[637] « Lima no es la nación toda. […] En verdad, la ocupación de Lima por las tropas enemigas, en fuerza de la preponderancia de los elementos bélicos de estas, no ha podido jamás significar la paralización siquiera, no se diga la extinción, de los latidos e impulso del patriotismo ofendido de los otros pueblos de la República. Por ello es que estos renuevan sus propósitos de luchar sin descanso ni tregua hasta borrar con sangre las huellas de la planta invasora en el territorio nacional […]". Pues para que la guerra pudiera darse por terminada, por propios y extraños, sería preciso que todos los pueblos del Perú, los principales cuando menos, sucumbieran también al predominio de la fuerza bruta por suma desgracia, al igual del pueblo de Lima. […] ». *La Bolsa,* Arequipa, « Colaboración », 23 février 1881, p. 1, « Lima no es la nación toda ».

[638] « Chile puede llevar su ejército a Lima, puede luchar, combatir como un héroe (lo que es dudoso) derramar torrentes de sangre, emplear todos los útiles de guerra modernos, destruir nuestro ejército, [...] será un esfuerzo inútil pues el Perú no estará vencido, pues había llegado a dominar la cabeza que es Lima, pero no habrá arrancado el corazón que es Arequipa ». *El Eco del Misti,* Arequipa, « Crónica », 1er septembre 1880, p. 1, « Revista de Arequipa ». On retrouve ici cette dichotomie récurrente dans le discours aréquipénien, depuis l'Indépendance jusque dans la deuxième moitié du XXe siècle : si c'est à Lima que se prennent la plupart des décisions nationales, c'est néanmoins Arequipa qui incarnerait l'âme du Pérou.

[639] Le 10 juin 1882, le journal *La Bolsa* publie ainsi un énième article patriotique, expliquant qu'Arequipa est « le dernier bastion » de la patrie, et qu'elle doit se préparer avec enthousiasme à la lutte armée.

la tête de l'Armée de Résistance du Nord, dans le département de Cajamarca. Des conflits apparaissent rapidement entre les différents chefs militaires de la résistance, divisés sur l'attitude à adopter face au gouvernement chilien.

La presse locale aréquipénienne rend assez bien compte de la grande confusion que génère une telle situation de discorde au sein de la nation péruvienne, en exprimant régulièrement son incompréhension face aux intentions des divers chefs militaires installés dans les régions. Le 5 mars 1881, *La Bolsa* exprime ainsi son incrédulité face à la résistance menée par Piérola dans le centre du Pérou :

> « On dirait que Piérola garde bien le secret de ses plans. On ne sait pas s'il essaie, réellement, de continuer la résistance, ou s'il se propose, fidèle à son attitude inflexible, d'obtenir du vainqueur qu'il négocie avec lui la paix et lui accorde quelques concessions en échange d'un dénouement immédiat. De notre côté, nous tendons à penser que son véritable plan est d'aller vers la paix. Piérola ne peut plus se tromper lui-même au sujet de l'efficacité de la guerre des *montoneros*[640], et encore moins nourrir l'idée folle de rétablir une guerre normale, quand celle-ci manque d'armes, de munitions, de ressources, de communications avec l'extérieur et même de soldats. Il aurait besoin d'années pour acquérir ne serait-ce qu'une artillerie capable de se mesurer à celle du Chili[641] ».

La suite de l'article développe une comparaison intéressante avec le Mexique de Juárez et l'invasion française de 1862 :

> « Il [Piérola] nous rappelle Juárez. Mais il n'y a pas de parallèle possible. Juárez commandait des Mexicains. Piérola commande des Péruviens battus dans toutes leurs batailles. Le Mexicain est guerrier. Le Péruvien de la *sierra* ne sait même pas monter à cheval. Juárez n'était pas isolé. Il vivait proche des Etats-Unis, dont il pouvait obtenir rapidement et à moindre coût des armes, des

---

[640] Le terme de « *montoneros* » renvoie ici aux bataillons désorganisés sur lesquels s'appuient Cáceres et Piérola pour lutter contre l'armée chilienne.

[641] « Parece que Piérola guarda bien el secreto de sus planes. No se sabe si intenta, realmente, continuar la resistencia, o si se propone, merced a su actitud inflexible, obtener del vencedor que negocie con él la paz y le acuerde algunas concesiones a cambio de un inmediato desenlace. Por nuestra parte, nos inclinamos a creer que su verdadero plan es ir a la paz. Piérola no puede engañarse acerca de la eficacia de la guerra de montoneros, ni menos abrigar la loca idea de restablecer una guerra regular, cuando esta falto de armas, de municiones, de tesoro, de comunicaciones con el exterior y hasta de soldados. Necesitaría de años para adquirir siquiera una artillería capaz de medirse con la chilena ». *La Bolsa,* Arequipa, 5 mars 1881, p. 1-2, « Señores vencidos, cordura! ».

> munitions, des uniformes, et toute sorte de ressources. C'était un gouvernement. Piérola est enfermé. La Bolivie ne peut rien lui donner […][642] ».

La comparaison, qui met ici en lumière les profondes différences qui opposent l'armée de Piérola à celle de Juárez, unit toutefois le Mexique et le Pérou dans une même lutte contre une invasion illégitime, et pour la défense de la souveraineté nationale.

Alors que Piérola et Cáceres tentent de poursuivre leur résistance face aux Chiliens, Iglesias accepte finalement de signer la paix le 20 octobre 1883 en devenant président du Pérou. Le traité soulève un très grand nombre de protestations, car jugé beaucoup trop conciliant avec l'ennemi (le traité de paix cède notamment les provinces de Tacna, Tarapaca et Arica au Chili), mais est finalement ratifié le 10 mars 1884. Au même moment, les troupes installées à Arequipa fuient la bataille, livrant la ville à l'ennemi sans combattre, ce qui fait naître la fameuse « légende noire » de la lâcheté aréquipénienne face au Chili. En effet, le rôle particulier d'Arequipa dans la Guerre du Pacifique fait encore aujourd'hui débat, la *Ciudad Blanca* ayant été accusée pendant des années de trahison. Dans les pages 528 à 541 de l'ouvrage *Historia general de Arequipa*, l'historien Juan Guillermo Carpio Muñoz détaille la liste des « charges historiques » qui pèsent sur Arequipa et qui ont conduit à l'élaboration de cette « légende noire »[643]. Toutefois, l'historiographie locale cherche depuis déjà plusieurs décennies à contredire ces charges, afin de réhabiliter la ville d'Arequipa dans ces pages de l'histoire nationale, en arguant notamment du fait que la désertion des troupes aréquipéniennes face à l'ennemi a été due à une série de contre-ordres de la part des dirigeants militaires, ainsi qu'à la fuite de Montero, chef de l'armée à Arequipa[644].

---

[642] « Se recuerda a Juárez. No hay paralelo posible. Juárez mandaba mejicanos. Piérola manda peruanos batidos en todas las batallas. El mejicano es guerrillero. El peruano de la sierra no sabe ni montar a caballo. Juárez no estaba aislado. Vivía en la vecindad de los Estados-Unidos, de donde podía obtener pronto y a poco costo armas, municiones, vestuarios, todo género de recursos. Era un gobierno. Piérola está encerrado. Nada puede darle Bolivia. [...] ». *Id.*

[643] Juan Guillermo CARPIO MUÑOZ, « La inserción de Arequipa en el desarrollo mundial del capitalismo », *in* Juan Guillermo CARPIO MUÑOZ, Guillermo GALDOS RODRIGUEZ *et alii, op. cit.,* p. 528-541.

[644] Sur le rôle joué par Arequipa dans la Guerre du Pacifique, voir l'ouvrage suivant: Juan Guillermo CARPIO MUÑOZ, Carlos ESCUDERO RAMOS, *et alii, Arequipa en la Guerra con Chile*, Arequipa, Ed. y Productora Gráfica Nuevo Mundo, 1991. Les récents travaux de César Coloma Porcari sur la participation d'Arequipa dans la Guerre du Pacifique apportent également un nouvel éclairage sur l'événement, sur la base de documents d'archives jusqu'à présent peu exploités. Voir ses travaux en ligne : Adresse URL : http://sites.google.com/site/arequipaenlaguerradelpacifico/home.

Cet épisode tragique de la Guerre du Pacifique, de même que celui de la déroute aréquipénienne au mois d'octobre 1883, ont fait couler beaucoup d'encre parmi les historiens[645]. Toutefois, il n'appartient pas à cette thèse de développer plus avant les multiples complications à la fois externes et nationales engagées par le conflit. Retenons simplement deux éléments importants. Le premier concerne l'importante atomisation des pouvoirs régionaux révélée par cette guerre, durant laquelle les Péruviens n'ont pas su unifier les forces nationales, divisées entre les multiples caudillos locaux. Les affrontements qui opposent Cáceres, Piérola et Iglesias à la fin de la guerre en sont une illustration. Cette guerre met donc à jour les faiblesses d'une nation peu unifiée, pour laquelle on a plus souvent tendance à parler des « différents peuples » du Pérou.

Ensuite, le conflit laisse le pays dans un chaos politique et économique majeur. La production s'effondre, l'ensemble de la structure financière nationale s'en retrouve fragilisée[646] et de violentes révoltes sociales éclatent un peu partout. Le Pérou a perdu au profit du Chili une partie des territoires d'où étaient extraits le salpêtre et le guano, mettant à jour la fragilité politique et économique d'un système mono exportateur. La guerre provoque la destruction d'une grande partie de l'appareil productif industriel et agricole, et le démantèlement de la plupart des institutions éducatives, culturelles et médicales liméniennes ainsi qu'à la perte des territoires de Tarapaca et Arica. Cependant, elle a aussi permis de mettre fin à la période de prospérité factice liée au guano et de réellement tourner la page du XIXe siècle, en permettant « un virage décisif vers la formation du Pérou moderne »[647].

Bien que suivant une trajectoire radicalement différente, puisque pacifique, le Mexique de la même époque peut également être considéré comme entrant dans une certaine modernité politique et économique, avec l'arrivée au pouvoir de Porfirio Díaz en 1877[648]. De la même façon qu'au Pérou, le conflit armé contre le Chili a marqué la

---

[645] Nous renvoyons le lecteur aux ouvrages évoqués dans le premier chapitre de cette étude. Les historiens Carlos Contreras et Peter Klaren proposent également une approche synthétique de ce conflit, respectivement dans l'ouvrage *Historia del Perú contemporáneo…, op.cit.,* p. 161-174 et *Nación y Sociedad en la historia del Perú, op. cit.,* p.234-245.

[646] Peter KLAREN, *op. cit.,* p. 242-243.

[647] Carlos CONTRERAS, et Marcos CUETO, *op. cit.,* p. 161.

[648] De même qu'une analyse détaillée de la Guerre du Pacifique ne rentrait pas précisément dans le cadre de notre étude, les affrontements ayant abouti à l'arrivée de Porfirio Díaz à la présidence du Mexique sortent également de notre champ d'explication. Pour plus de détails sur cette période, nous

fin d'un XIXe siècle émaillé de révoltes régionales et de conflits nationaux intenses, le Porfiriat entend lui aussi rompre avec l'anarchie qui a divisé l'ensemble du pays depuis l'Indépendance, en réduisant la sphère politique des pouvoirs régionaux.

> « À la fin du XIXe siècle, s'achevait un long processus qui avait deux objectifs primordiaux : d'un côté fragmenter, à des fins politiques, les vastes régions économiques surgies de la Colonie et réduire le pouvoir des élites locales au seul espace de l'État[649], et de l'autre renforcer les liens de chacune des entités avec le centre. Avec cela, on prétendait mettre fin à la dispersion du pouvoir qui avait prévalu durant le siècle, dans l'objectif de consolider l'État national[650] ».

L'arrivée de Porfirio Díaz au pouvoir marque donc l'entrée dans une étape plus pacifique de l'histoire nationale, grâce entre autres à une soumission progressive des caciques locaux. L'historiographie nationale insiste par ailleurs sur le fait que le clientélisme mis en place par Porfirio Díaz dans les régions a participé à la pacification des relations internes à chaque État.

> « Ces privilèges permirent que dans le Jalisco, surtout dans la capitale *tapatía,* régna une paix porfirienne à l'intérieur des classes aisées, qui pouvaient réellement craindre tout mouvement qui signifierait un changement ou une menace pour leurs intérêts[651] ».

Pour autant, et alors que l'historiographie a généralement retenu cet apaisement global des tensions locales caractéristiques du XIXe siècle, une analyse rigoureuse de la presse de l'époque met en lumière le fait que cette pacification est loin d'être achevée dans les premières années du mandat porfirien.

En 1880, alors que Porfirio Díaz est momentanément remplacé à la présidence de la République par son allié Manuel González (1880-1884), le *Juan Panadero* rend

---

nous permettons de renvoyer le lecteur à l'étude désormais classique de François-Xavier GUERRA, *Le Mexique…, op. cit.*

[649] Comprendre ici de chaque État fédéré : Jalisco, Michoacán, etc.

[650] « Para finales del siglo XIX había concluido un largo proceso que tuvo dos objetivos primordiales : por un lado, fragmentar, con fines políticos, las extensas regiones económicas surgidas en la Colonia y reducir al ámbito meramente estatal el poder de las élites locales ; y por el otro, reforzar los vínculos de cada una de las entidades con el centro. Con esto se pretendió acabar con la dispersión del poder que había predominado durante la centuria con el propósito de consolidar el Estado nacional ». Ricardo AVILA PALAFOX (coord.), *El Occidente de México en el tiempo…, op. cit.,* p. 133.

[651] « Estos privilegios permitieron que en Jalisco, sobre todo en la capital tapatía, reinara una paz porfiriana dentro de las clases acomodadas, siendo estas las que de verdad podrían temer a cualquier movimiento que significara un cambio o un peligro a sus intereses ». José María MURIA, *Capítulos de historia…, op. cit.,* p. 241.

compte de façon régulière des nombreux conflits qui perturbent la paix régionale, accusant les proches de Vallarta d'attiser les luttes de factions. Le 25 avril 1880, le journal accuse ainsi les vallartistes d'alimenter la colère dans les cantons et de réclamer le retrait des troupes fédérales afin de mener à bien en toute tranquillité ce que le *Juan Panadero* qualifie de « révolution vallartiste ». Cet article souligne le pouvoir excessif et hors de tout contrôle des *caudillos* locaux ralliés au vallartisme dans le Jalisco. Par ailleurs, l'appel à Porfirio Díaz formulé par le journal nous révèle toute la complexité du rapport qui s'établit alors entre le pouvoir central et les provinces.

> « J'ignore si cette concentration [des troupes fédérales dans la capitale du Jalisco, une fois qu'elles se seront retirées des cantons du Jalisco] sera menée à bien, mais si cela se passe ainsi, ce sera la faute du fragile P. Díaz si la révolution éclate, et le sang qui coulera lui tombera sur la tête. Les malheureux *jaliscienses* qui n'ont pas d'autre protection que celle des forces fédérales, resteront de toutes parts à la merci des vengeances et des haines des petits tyrans, et quelques villages […] verront se multiplier les scènes d'horreur, les assassinats et les déprédations [*passage illisible*]. Par ailleurs, le vote public sera de nouveau moqué de façon infamante par la chambre despotique et immorale qui nous opprime. Les *jaliscienses* devront renoncer jusqu'à l'espoir de sortir de cette honteuse et intolérable situation, si la fédération, qui est l'unique pouvoir qui puisse nous protéger, nous abandonne, désarmés et menottés, dans les mains de cette tribu sauvage qui s'appelle le parti vallartiste[652] ».

Cet article nous renseigne efficacement sur l'évolution des rapports qui unissent le pouvoir central aux pouvoirs régionaux à la fin du XIXe siècle, et ce sur plusieurs pans de l'action porfirienne.

Tout d'abord, il apparaît ici que, si la lutte pour la défense des intérêts locaux et de l'autonomie régionale est au cœur des préoccupations vallartistes, ces préoccupations ne sont pas partagées par l'ensemble de la population locale. La presse

---

[652] « Ignoro si esa concentración se llevará a efecto ; pero si así sucede, culpa será del débil D. Porfirio el que la revolución estalle, y la sangre que se derrame caerá sobre su cabeza. Los desgraciados jaliscienses que no tienen más amparo que las fuerzas federales, quedarán por todas partes a merced de las venganzas y los odios de los tiranuelos, y algunas poblaciones […] verán multiplicarse las escenas de horror, los asesinatos y las depredaciones [passage illisible]. Además, el voto público será de nuevo infamemente burlado por la camarilla despótica e inmoral que nos oprime. Los jaliscienses tendremos que renunciar hasta a la esperanza de salir de esta vergonzosa e intolerable situación, si la federación que es el único poder que puede ampararnos nos abandona inermes y maniatados en manos de esa tribu salvaje que se llama partido vallartista ». *Juan Panadero,* Guadalajara, « Gacetilla », 25 avril 1880, p. 2, « El gobierno local y las fuerzas federales ».

dénonce ainsi une assimilation abusive des intérêts « locaux » à ceux de la clientèle vallartiste. Bien que parfois difficile à documenter, le décalage entre le discours des autorités politiques locales et celui de la population existe donc bel et bien.

Ensuite, il est intéressant de noter que durant cette première période du Porfiriat, on fait appel de façon relativement systématique au pouvoir central afin qu'il vienne arbitrer des conflits locaux[653]. Le cas du Jalisco illustre assez bien cette tendance, mais n'est pas unique. Porfirio Díaz doit par exemple intervenir dans le Coahuila au début des années 1890, pour régler le violent conflit qui oppose le gouverneur José María Garza Galán à Venustiano Carranza (1860-1920), alors Président municipal de Cuatrociénegas.[654] Bien loin d'être rejeté par une population jalouse de son régionalisme, Porfirio Díaz est au contraire perçu en 1880 comme pouvant protéger cette même population des abus commis par les autorités locales. L'« ennemi » ici n'est donc pas le pouvoir centralisateur de Porfirio Díaz, pouvoir encore bien fragile et limité en 1880, mais le caudillisme local, jugé responsable des désordres qui affectent la région depuis des décennies. La Fédération – comprendre ici l'État central – est ainsi perçue comme une force permettant d'intervenir au sein des États, en imposant un pouvoir certes centralisateur, mais nécessaire à l'établissement de la paix au niveau local.

Enfin, cette référence à la « faiblesse » de Porfirio Díaz n'est pas anodine. Si le Porfiriat a donné naissance à la « possibilité d'envoyer une armée contre n'importe quel État rebelle ou n'importe quel cacique 'souverain' »[655], sa marge de manœuvre reste néanmoins relativement limitée lors du premier mandat de Porfirio Díaz.

Arrivé au pouvoir grâce à l'influence politique des caciques locaux et de leurs clientèles, Porfirio Díaz doit en effet composer avec ces forces régionales durant toute la durée de son premier mandat, ne disposant pour s'imposer dans les États que d'une

---

[653] Nous verrons dans le cinquième chapitre de cette thèse que le recours au pouvoir central pour arbitrer des conflits locaux ne se limite pas aux premières années du Porfiriat, mais représente au contraire une constante du fédéralisme mexicain jusqu'après la Révolution.

[654] Ce ralliement momentané de Carranza au gouvernement porfirien lui permet de devenir gouverneur intérimaire du Coahuila en 1908, avant d'intégrer le mouvement reyiste, nous y reviendrons.

[655] « Don Porfirio, que fue quien selló este modelo de organización altamente centralizado, gozó además de la enorme ventaja de poder movilizar rápidamente al ejército gracias al desarrollo que bajo su régimen experimentaron los ferrocarriles. […] La sola posibilidad de enviar un ejército contra cualquier estado rebelde o cualquier cacique 'soberano' permitió establecer un sistema tributario crecientemente centralista y un progresivo control político sobre las entidades de la Federación ». Mario ALDANA RENDÓN et Manuel RODRÍGUEZ LA PUENTE, *Centralismo y federalismo…, op. cit.,* p. 47.

force militaire alors en pleine reformation. Ce n'est qu'après le mandat de Manuel González en 1884, que Porfirio Díaz s'adjoint progressivement le soutien des autorités politiques locales, en faisant nommer ses alliés à la tête des États les plus rebelles.

La négociation qui se joue entre le pouvoir central et les pouvoirs régionaux à la fin des années 1870 et jusqu'en 1884 au Mexique et au Pérou doit donc encore beaucoup à une structure coloniale du pouvoir, articulée en fonction des intérêts de quelques caciques régionaux. La première période de gouvernement de Porfirio Díaz de 1877 à 1880, puis celle de Manuel González de 1880 à 1884, de même que la guerre qui oppose le Pérou au Chili de 1879 à 1884, marquent ainsi la toute dernière période d'imposition des pouvoirs régionaux sur l'État central, avant l'avènement du centralisme de l'État modernisateur.

## L'avènement du centralisme : 1884-1900

### *1884, l'année de la pacification*

La réélection de Porfirio Díaz en 1884 vient confirmer et renforcer les bases du régime porfirien, sur le consensus global généré par l'entrée du Mexique dans une importante phase de pacification et la mise en place d'un réseau clientéliste autour de la personne du président.

> « Le décryptage du réseau de fidélités consolidé par Díaz au sommet d'une pyramide apparemment inébranlable de pouvoir et l'absorption par cette pyramide de la plupart de ses opposants potentiels est la clé de la longévité du régime et de l'anéantissement de ses rivaux. Simultanément, une certaine dose de violence et de répression a permis de réduire les contestations trop persistantes. La paix, et avec elle la stabilité, sont les meilleurs atouts du Porfiriat et le régime s'en sert aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur pour se consolider et imposer une image positive de lui-même, à l'abri de laquelle il se construit une autonomie d'action de plus en plus large[656] ».

L'historienne Elisa Cárdenas Ayala s'appuie ici sur l'important travail de François-Xavier Guerra exposé dans *Le Mexique de l'Ancien régime à la Révolution*[657], ouvrage qui place au cœur de son analyse cette négociation sur laquelle repose le pouvoir de Porfirio Díaz jusqu'en 1910. En renversant le pouvoir de Lerdo de Tejada

---

[656] Elisa CARDENAS AYALA, *Le laboratoire démocratique…, op. cit.,* p. 48.

[657] François-Xavier GUERRA, *Le Mexique…, op. cit.*

en 1876, Porfirio Díaz gagne l'appui d'une grande partie des caciques régionaux, qu'il intègre à un vaste réseau de fidélités.

> « La grande réussite de Porfirio Díaz est d'avoir unifié autour de sa personne la multiplicité des chaînes de fidélité déjà existantes et d'en avoir fait l'armature de tout le système politique. Les fidélités et les influences locales ou régionales se convertirent en un facteur d'intégration politique, au lieu d'être un facteur de fragilisation de la cohésion du pays[658] ».

Porfirio Díaz met ainsi fin à plus d'un siècle de révoltes des caciques locaux, en construisant un système politique tout entier basé sur la négociation, du moins dans la première moitié du régime. Si la deuxième moitié du Porfiriat se caractérise effectivement par la mise en place d'un important centralisme, il est important de souligner que, jusque dans les années 1890, on a plutôt affaire à un consensus élaboré avec les pouvoirs locaux qu'à leur réelle soumission.

> « Le nouveau type de relations que Díaz établit entre le pouvoir central et les pouvoirs régionaux n'était pas, au début, celui d'un Etat centralisé, mais un équilibre entre la cohésion politique de l'ensemble du pays et une autonomie très grande des États pour tout ce qui ne mettait pas en danger cette cohésion[659] ».

Cette relative autonomie conservée par les États au début du Porfiriat est particulièrement préservée dans le Jalisco, comme l'affirme par exemple Villa Gordoa dans la célèbre *Guía* publiée en 1888 : « Le Jalisco n'est pas tributaire du centre, il a de fait, une vie indépendante qui n'est pas assujettie de manière absolue à la capitale de la République, comme c'est le cas d'une grande partie des autres États »[660].

Cette indépendance dont continue de bénéficier le Jalisco jusque dans les années 1890 explique le soutien important qui est apporté à Porfirio Díaz par la presse *tapatía.* Fondé en 1887 pour appuyer la réélection de Porfirio Díaz à la

---

[658] « El gran logro de Porfirio Díaz es haber unificado en torno a su persona la multiplicidad de cadenas de fidelidades ya existentes y de haber hecho de ellas el armazón de todo el sistema político. Las fidelidades y las influencias locales o regionales se convierten en un factor de integración política, en vez de ser un factor de debilitamiento de la cohesión del país », *id.,* p. 236.

[659] « El nuevo tipo de relaciones que Díaz establece entre el poder central y los poderes regionales no era, al principio, el de un Estado centralizado, sino un equilibrio entre la cohesión política del conjunto del país y una autonomía muy grande de los Estados para todo lo que no ponía en peligro esa cohesión », *id.,* p. 50.

[660] « Jalisco no es tributario del centro ; tiene de hecho, vida independiente y no sujeta de una manera absoluta a la capital de la República, como la tienen gran parte de otros Estados ». José VILLA GORDOA, *op.cit.,* cité dans Fernando MARTÍNEZ REDING, *Los tapatíos, un modo de vivir…, op. cit.,* p. 176.

présidence de la République, le journal *La Bandera de Jalisco*[661] par exemple, multiplie les articles de valorisation des bienfaits à la fois politiques et économiques du Porfiriat, insistant sur la pacification du pays et son développement matériel[662].

Dernière période de réelle indépendance du Jalisco au sein du système de pouvoir porfirien, les années 1880 sont également marquées par un événement d'une grande signification pour l'État *tapatío,* à savoir le retour du Général Ramón Corona.

Les faits d'armes et de diplomatie qui dominent la brillante carrière militaire de Ramón Corona lui assurent jusque dans les années 1880 un rôle de premier ordre dans la politique *tapatía,* voire nationale. Chef de l'armée d'Occident ayant combattu avec succès l'Intervention française, puis héros de la lutte contre les rebelles menés par Manuel Lozada dans le Nayarit en 1873 lors de la bataille de la Mojonera[663],

---

[661] Clairement électoraliste, le journal disparaît l'année suivante, en 1888.

[662] Parmi de nombreux articles, voir par exemple celui que publie le journal le 7 décembre 1887 sous le titre de « La situación de México y el gobierno del señor General Díaz » : « Toute personne ayant suivi avec attention et intérêt pour le bonheur de la Patrie, la marche de la République depuis que celle-ci s'est définitivement installée, après la [*fragment illisible*], franchement que le bien-être public, la paix, les avancées sociales et le progrès de tout le pays ne furent aussi grands qu'aujourd'hui, et ne furent, comme ils le sont aujourd'hui, complètement assurés. Et nous n'allons pas entrer dans d'inutiles détails pour confirmer ce qui est limpide comme du cristal, évident et indéniable [*fragment illisible*]. De nos jours le Mexique est déjà à l'étranger une puissance admise avec plaisir au banquet de la civilisation. Et elle est admise avec plaisir parce qu'elle dispose de droits acquis, indiscutables et palpables. Elle est puissante, souveraine et indépendante, elle a un gouvernement constitué, fort et civilisé, elle jouit d'un crédit extérieur, et sa richesse intérieure est plus que proverbiale, sûre et prospère. Sa signification nationale est donc assurée. À l'intérieur règnent la paix et la plus complète harmonie entre le pouvoir du Centre et les Gouvernements des différentes entités fédératives. L'appui moral de l'un et la coopération et la bonne volonté des autres, donnent un résultat merveilleux : la tranquillité absolue du pays, la bonne marche de l'administration publique et l'élargissement des voies du progrès, tant matériel qu'intellectuel, tant artistique que scientifique et moral, ce dernier dans une proportion jusqu'alors véritablement inédite ». *Version originale de la citation :* « Todo aquel que con mirada atenta y llena de interés por la felicidad de la Patria, haya seguido la marcha de la Republica desde que éste se instalo definitivamente, después de la [illisible] francamente que nunca como en nuestros días el bienestar publico, la paz, el adelantamiento social y el progreso de todo el país fueron mayores, ni estuvieron, como felizmente lo están ahora, del todo asegurados. Y no vamos a descender a pormenores innecesarios para confirmar lo que de suyo es claro como la luz meridiana, evidente e innegable [illisible]. El México de nuestros días es ya en el extranjero una potencia admitida con beneplácito al banquete de la civilización. Y es admitida con beneplácito, porque tiene derechos adquiridos, indiscutibles y palpables ; es poderoso, soberano e independiente ; tiene un gobierno constituido, fuerte y civilizado ; goza de crédito exterior, y su riqueza interior es más que proverbial, segura y prospera. Su significación nacional está, pues, asegurada. En el interior, la paz y la más completa armonía reinan entre el poder del Centro y los Gobiernos de las distintas entidades federativas. El apoyo moral del uno y la cooperación y la buena voluntad de las otras, dan un resultado maravilloso: la absoluta tranquilidad del país, la buena marcha de la administración publica y el ensanchamiento de las vías de progreso, tanto material, como intelectual, tanto artístico, como científico y moral, y este último en una proporción verdaderamente desconocida hasta hoy ». *La Bandera de Jalisco,* Guadalajara, 7 décembre 1887, « La situación de México y el gobierno del señor General Díaz ».

[663] La Bataille de la Mojonera oppose en 1873 les troupes de Ramón Corona aux bandes armées par le rebelle nayarit Manuel Lozada, surnommé le « tigre de Alica » en raison de la férocité avec laquelle il combattait ses ennemis. Garantissant à la fois l'intégrité du territoire *jalisciense* et la victoire de la cause

Corona est l'un des hommes forts du Mexique dans les années 1870. Présidentiable, il fait clairement de l'ombre à Lerdo de Tejada, qui lui confie alors la charge d'ambassadeur du Mexique en Espagne, afin de l'éloigner du jeu politique national.

> « Corona est resté plus d'une décennie en Europe, il a transformé la Légation mexicaine à Madrid en centre de réunion des politiciens hispaniques les plus reconnus et de toutes les tendances[664], il a été l'ami personnel du roi d'Espagne et, avec le point de vue du vieux monde, il a analysé la situation du Mexique. Corona, en plus d'être un brillant militaire et un habile politicien, avait étudié les problèmes économiques du pays. Depuis très jeune il s'est consacré au commerce, activité qu'il a abandonnée quand il s'est enrôlé dans l'armée libérale, mais il a gardé contact avec les hommes d'affaires. […][665] ».

Ce sont ces milieux d'affaires libéraux *jaliscienses,* principaux détenteurs du pouvoir économique et politique local, qui font revenir Corona au Mexique en 1885, afin qu'il assume la charge de gouverneur de l'État. La presse locale comme nationale appuie avec enthousiasme le retour du héros local[666], qui fait face à Pedro Galván, candidat proposé par Porfirio Díaz au poste de gouverneur du Jalisco.

---

libérale sur le camp conservateur auquel appartenait Lozada, la bataille de la Mojonera est commémorée le 28 janvier de chaque année à Guadalajara. Pour une analyse détaillée de ce conflit militaire et politique, voir l'article de Bernabé GODOY, « La Batalla de la Mojonera », *Historia Mexicana,* México, Colegio de México, vol. 3, n°4, 1954, p. 562-591. Ramón Corona fait l'objet d'importantes manifestations patriotiques de son vivant, dès le début des années 1880, lors de chaque commémoration de la fameuse bataille de la « Mojonera » : *El Continental,* Guadalajara, 15 novembre 1896, p. 1, « El aniversario de la muerte del Héroe de la Mojonera ». Plus de dix ans plus tard, c'est le journal *Jalisco Libre* qui rend hommage au célèbre Général *tapatío*: *Jalisco Libre,* Guadalajara, 12 novembre 1907, p. 1.

[664] La presse locale *tapatía* rend compte de façon régulière et avec fierté des diverses mondanités organisées par Ramón Corona en Espagne. *Juan Panadero,* Guadalajara, « Editorial », 30 juillet 1874, p. 1-3, « Mi correspondencia de España. Recepción del General Corona ».

[665] « El hecho fue que Corona permaneció más de una década en Europa, que convirtió la Legación Mexicana en Madrid en el centro de reunión de los más destacados políticos hispanos de todas las tendencias, que fue amigo personal del rey de España y que, desde la perspectiva del viejo mundo, analizó la situación de México. Corona, además de ser un brillante militar y un político hábil, había estudiado los problemas económicos del país. Desde muy joven se dedicó al comercio, actividad que abandonó cuando se enroló en el ejército liberal, pero mantuvo contacto con los hombres de negocios ». Fernando MARTÍNEZ REDING, *op. cit.,* p. 68.

[666] *El Siglo XIX,* Ciudad de Mexico, « Gacetilla », 10 avril 1885, p. 2: « El Señor General Ramón Corona ».

**Figure 41 - Ramón Corona (1837-1889)**

La popularité et le prestige militaire de Ramón Corona obligent Porfirio Díaz à retirer son candidat et à laisser le champ libre à celui qui incarne, à bien des égards, la toute dernière période d'indépendance du Jalisco vis-à-vis de la politique centrale.

Dès son arrivée au pouvoir le 1er mars 1887, Ramón Corona met en place une série de réformes destinées à moderniser l'organisation de la ville, avec la construction de marchés, de places et de rues répondant à des critères hygiénistes. Il travaille également au développement de l'économie locale, en modernisant l'administration et les finances publiques. Corona participe ainsi à la suppression des *alcabalas* en 1887 et est à l'origine de la connexion ferroviaire inaugurée entre la ville de Mexico et celle de Guadalajara en 1888[667].

En contact permanent avec la capitale du pays et le pouvoir central, Ramón Corona voit son activité modernisatrice relayée par les élites *tapatías* installées dans

[667] Nous ne reviendrons pas ici sur ces diverses mesures modernisatrices, détaillées dans les deux premiers chapitres de notre étude.

la capitale du pays et organisées dans le *Círculo Jalisciense.* Fondé au mois de mars 1885[668], entre autres par l'intellectuel *tapatío* Ireneo Paz[669], le *Círculo Jalisciense* rassemble les membres de la haute société *jalisciense* installés dans la ville de Mexico et se convertit rapidement en un cercle mondain et politique incontournable de la vie de la capitale. La presse rend compte avec une grande régularité des diverses réunions organisées par ce cercle[670], qui fait à l'époque figure de plateforme de communication et de négociation entre les intérêts du Jalisco et la politique porfirienne. Ainsi, le 10 octobre 1885 la presse publie ces quelques lignes :

> « Ont été nommés présidents d'honneur du Cercle *Jalisciense,* Messieurs le Président de la République le Général Porfirio Díaz et le gouverneur du Jalisco le Général Francisco Tolentino, sur proposition souscrite par messieurs le Général Ramón Corona et Lic. Agustín Arroyo de Anda. Ces nominations sont fondées sur l'intérêt que les fonctionnaires évoqués témoignent pour le Jalisco et pour que les travaux qui ont été engagés par le Cercle *Jalisciense* à son profit arrivent à un heureux terme[671] ».

Il s'agit donc pour le *Círculo Jalisciense* d'alimenter de bonnes relations avec le pouvoir central, dans l'idée de pouvoir défendre le plus efficacement possible les intérêts du Jalisco. L'activité de Ramón Corona au sein du cercle témoigne avec force de cet intérêt partagé. Accueilli en grandes pompes à son arrivée d'Espagne par les membres du *Círculo Jalisciense*[672], Ramón Corona engage rapidement une série de

---

[668] *La Voz de México,* Ciudad de México, 18 mars 1885, p. 3, « Círculo Jalisciense ». L'inauguration du cercle est l'occasion d'une grande fête offerte à l'ensemble des *tapatíos* résidant à Mexico, y compris les moins fortunés : *El Siglo Diez y Nueve,* Ciudad de México, 6 mai 1885, p. 3 : « Círculo Jalisciense ».

[669] Né en 1836 à Guadalajara, Ireneo Paz est un journaliste, historien et écrivain de grand renom, qui a marqué le paysage journalistique mexicain du XIXe siècle. Brillante illustration de cette « émigration culturelle » *tapatía* vers la ville de México, Ireneo Paz est également le grand-père du futur prix Nobel de Littérature Octavio Paz.

[670] *La Voz de México,* Ciudad de México, 9 avril 1885, p. 3 : « El sábado 11 del actual tendrá verificativo la reunión del círculo jalisciense, en el local de costumbre, calle de Gante numero 7 » ; *La Voz de México,* Ciudad de México, 4 juillet 1885, p. 3, « Círculo Jalisciense ».

[671] « Fueron nombrados presidentes honorarios del Círculo Jalisciense, los señores Presidente de la República General Porfirio Díaz y gobernador de Jalisco General Francisco Tolentino, a propuesta suscrita por los señores General Ramón Corona y Lic. Agustín Arroyo de Anda. Esos nombramientos están fundados en el interés que los funcionarios aludidos demuestran por Jalisco y porque las obras que en su provecho ha emprendido el Circulo Jalisciense lleguen a feliz termino ». *El Siglo Diez y Nueve,* Ciudad de México, 10 octobre 1885, p. 3, « Presidentes honorarios ».

[672] *El Siglo Diez y Nueve,* Ciudad de Mexico, « Gacetilla », 10 avril 1885, p. 2, « El señor General Ramón Corona » : « Comme nous l'avions annoncé, arrive aujourd'hui dans cette ville le Général Ramón Corona, qui a su représenter dignement sa patrie en Europe. La commission du *Círculo Jalisciense* est partie ce matin recevoir le voyageur à la station de Apizaco […] ». *Version originale de la citation :* « Como lo habíamos anunciado, llega hoy a esta ciudad el señor General Corona, que supo representar a su patria dignamente en Europa. La comisión del Círculo Jalisciense salió esta mañana para recibir al viajero en la

démarches avec les membres du cercle auprès des autorités politiques nationales et de l'opinion publique *tapatía,* représentée par la presse et les diverses organisations scientifiques et culturelles locales[673], pour autoriser l'ouverture d'un port sur la côte pacifique du Jalisco[674]. C'est également grâce à l'activité conjointe de Ramón Corona et des membres du *Círculo Jalisciense* que la ville de Guadalajara est finalement reliée à celle de México par voie ferrée en 1888[675].

Porteur dans la capitale des ambitions modernisatrices du Jalisco, le *Círculo Jalisciense* illustre le rôle influent exercé par les élites *tapatías* dans le jeu politique local et national. Il témoigne de la continuité qui unit les élites *jaliscienses* à celles de la ville de Mexico, dans de mêmes habitudes mondaines et en faveur d'intérêts politiques et économiques communs. En ce sens, le *Círculo Jalisciense,* curieusement totalement absent de l'historiographie *tapatía*[676], constitue le principal organe de négociation entre le pouvoir central et les intérêts régionaux, représentés par les élites économiques locales.

La composition même du bureau directeur du cercle témoigne de cette présence *jalisciense* au sein de la politique centrale. Ainsi, ardents défenseurs des intérêts *jaliscienses,* les membres du bureau occupent également des postes-clés au niveau national. C'est le cas entre autres de Benito Gómez Farias, élu vice-président du

---

estación de Apizaco [...] ». *La Voz de México,* Ciudad de México, 10 mai 1885, p. 3 : « Banquete » : « Aujourd'hui aura lieu le banquet que le *'Círculo Jalisciense'* offre au Général Ramón Corona. L'endroit désigné pour la fête est l'hacienda de la Castañeda ». *Version originale de la citation :* « Hoy tendrá lugar el banquete que el 'Círculo jalisciense' ofrece al General Corona. El sitio designado para la fiesta es la hacienda de la Castañeda ».

[673] *El Progreso minero,* Ciudad de México, 10 septembre 1885, p. 14, « Puerto y Ferrocarril » : « La Commission du *Círculo Jalisciense,* presidée par Mr. le Général Ramón Corona, a envoyé quelques invitations aux Mairies, aux sociétés scientifiques et aux journaux du Jalisco, sollicitant leur coopération pour faciliter l'ouverture d'un port et du chemin de fer dans le Jalisco ». *Version originale de la citation :* « La Comisión del Círculo Jalisciense, presidida por el Sr. General Ramón Corona, ha dirigido unas excitativas a los Ayuntamientos, sociedades científicas y periódicos de Jalisco, solicitando su cooperación para facilitar la apertura de un puerto y ferrocarril en Jalisco ».

[674] *La Voz de México,* Ciudad de México, 25 septembre 1885, p. 2, « Puerto en Jalisco ». Ce projet ayant déjà été évoqué dans le chapitre précédent, nous n'y reviendrons pas.

[675] *La Voz de México,* Ciudad de México, 6 janvier 1886, p. 3, « Círculo Jalisciense ».

[676] Ce manque de visibilité du *Círculo Jalisciense* au sein de l'historiographie *tapatía,* pourtant très axée sur la valorisation de la participation locale aux destins de la nation, trouve diverses explications. En premier lieu, le manque de documentation et d'archives disponibles sur cette organisation rend son étude malaisée. À notre connaissance, seule la presse permet un accès à ses activités. Par ailleurs, il semblerait au vu des archives disponibles que ce cercle ne fonctionne, dans un premier temps, que durant deux ans (1885-1886), autour de ces objectifs du retour de Corona à Guadalajara puis de l'ouverture d'un port dans le Jalisco. Si un nouveau « *Círculo Jalisciense* » voit le jour en 1905, nous y reviendrons, sa brève existence peut expliquer le désintérêt des historiens pour cette institution.

cercle en 1885 et qui occupe le poste de *Secretario de Hacienda* en 1893[677], au sein du gouvernement porfirien[678].

Bien qu'ayant bénéficié d'une existence très brève, puisque cette première version du cercle disparaît à la fin de l'année 1886, le *Círculo Jalisciense* illustre un certain mode de négociation entre des élites locales très liées à la capitale du pays et un pouvoir central partageant un même enthousiasme modernisateur.

À la même période, le Pérou et la ville d'Arequipa connaissent une situation économique et politique radicalement opposée, avec une sortie de guerre chaotique qui contraste avec l'élan modernisateur mexicain. En 1885, un an après la ratification du traité de paix avec le Chili, le Pérou doit faire face à un bref affrontement opposant les différents chefs de guerre ayant mené la résistance péruvienne pendant la guerre du Pacifique. Les troupes de Cáceres chassent du pouvoir le Général Iglesias, signataire de la paix avec le Chili, en s'emparant de Lima. Iglesias est alors contraint de s'exiler, tandis que Cáceres, soutenu par les civilistes, refonde le pouvoir politique central et s'engage dans la reconstruction du pays.

Les *arequipeños* reconnaissent eux aussi le pouvoir de Cáceres au détriment de celui d'Iglesias, considéré comme un traître, et s'engagent officiellement en faveur du *cacérisme*, en fondant une branche locale du Partido Constitucional,

> « avec l'objectif de mettre à bas la tyrannie et de rétablir l'autonomie nationale, en établissant que son action se développerait à l'intérieur d'une démocratie constitutionnelle, en mettant en pratique les prescriptions libérales et progressistes, en conformité avec le programme approuvé le 26 juillet 1884[679] ».

---

[677] L'équivalent du Ministre des Finances.

[678] *La Voz de México,* Ciudad de México, 15 juillet 1885, p. 3, « Elecciones ». « Le dimanche, le *Círculo Jalisciense* a adopté son règlement et procédé aux élections de son nouveau Bureau directeur avec le résultat suivant: Président, Mr. Lic. D. Luis Gutierrez Otero ; Vice-Président, Mr. Lic. D. Benito Gómez Farias ; Premier porte-parole Mr. Lic. D. Ireneo Paz ; Second porte-parole Mr. Lic. D. Agustín Arroyo de Anda ; Secrétaire Mr. D. Diego Baz ; Assistant secrétaire Mr. Dr. D. Manuel Izaguirre ; Trésorier Mr. D. Antonio González Guerra ; Archiviste Mr. D. Juan Fuentes ». *Version originale de la citation :* « El domingo aprobó el 'Círculo jalisciense' su reglamento y procedió a las elecciones de su nueva junta directiva que dieron el siguiente resultado: Presidente, el Sr. Lic. D. Luis Gutiérrez Otero ; Vice-Presidente, el Sr. Lic. D. Benito Gómez Farias ; Primer vocal Sr. Lic. D. Ireneo Paz ; Segundo vocal Sr. Lic. D. Agustín Arroyo de Anda ; Secretario Sr. D. Diego Baz ; Pro-Secretario Sr. Dr. D. Manuel Izaguirre ; Tesorero Sr. D. Antonio González Guerra ; Archivero Sr. D. Juan Fuentes ».

[679] « Con el propósito de derrocar la tiranía y restablecer la autonomía nacional, estableciendo que su acción se desenvolvería dentro de la democracia constitucional, llevando a la práctica sus liberales y progresistas prescripciones de conformidad con su programa aprobado un 26 de julio de 1884 ».

Parmi ses membres figurent les principaux représentants de l'aristocratie locale, tels qu'Eduardo López de Romaña, qui militent en faveur d'une société plus ouverte, sans pour autant remettre en cause l'organisation sociale aristocratique aréquipénienne.

Dès le 19 août 1884, les membres de ce parti publient une déclaration officielle dans la presse, annonçant que face à la grave crise politique traversée par le pays, les citoyens d'Arequipa décident de méconnaître le gouvernement d'Iglesias, « créé et imposé arbitrairement par le Chili », et de « rétablir le gouvernement Constitutionnel Provisoire représenté par le Général Cáceres »[680].

L'arrivée au pouvoir de Cáceres marque le début de ce que l'historiographie péruvienne identifie comme le « second militarisme », période de crise financière aigüe décrite par Peter Klaren dans l'ouvrage déjà cité :

> « En assumant le commandement le 3 juin 1885, Cáceres dut faire face à la tâche écrasante de reconstruire un pays ravagé par la guerre, dont la dette externe à elle seule s'élevait à l'énorme somme de 40 à 50 millions. Les transactions commerciales étaient bloquées par une monnaie de papier dépréciée et un 'système bancaire' sévèrement réduit (seulement deux banques privées survécurent à la guerre), incapable de financer la réactivation du commerce[681] ».

L'État péruvien manque donc cruellement de moyens à la sortie de la guerre, ce qui incite le gouvernement de Cáceres à mettre en place une série de mesures décentralisatrices, destinées à désengager l'État central de certaines dépenses laissées à la charge des régions. Ces mesures sont énoncées dans la célèbre Loi de Décentralisation fiscale de 1886, mise en place afin de « régulariser l'administration des revenus fiscaux, en assurant le paiement ponctuel des services publics »[682]. De fait,

---

Héctor BALLÓN LOZADA, « Mostajo político-Compilación e introducción », *Sociales-Revista de la Facultad de Ciencias Histórico-Sociales,* Arequipa, 1999, p. 203.

[680] *La Bolsa,* Arequipa, « Crónica », 19 août 1884, p. 1, « Acta de Arequipa ».

[681] « Al asumir el mando el 3 de junio de 1885, Cáceres tuvo que enfrentar la abrumadora tarea de reconstruir un país arrasado por la guerra, cuya deuda externa por sí sola sumaba la enorme cantidad de entre cuarenta a cincuenta millones. Las transacciones comerciales estaban obstruidas por una moneda de papel malamente despreciada y un 'sistema bancario' severamente reducido (sólo dos bancos privados sobrevivieron a la guerra) incapaz de financiar la reactivación del comercio ». Peter KLAREN, *op. cit.,* p. 247.

[682] Pedro PLANAS, *op. cit.,* p. 241. Dans cet ouvrage sur la décentralisation dans le Pérou républicain (1821-1998), Pedro Planas consacre l'intégralité du cinquième chapitre à la décentralisation fiscale, engagée en 1886 avec cette première loi, et dont la démarche se prolonge jusqu'en 1920. Nous reviendrons plus en détail sur cette question de la décentralisation fiscale dans le chapitre suivant.

et dans l'idée d'encourager la reconstruction au niveau local et régional, le revenu de l'impôt est transmis à un nouvel organe administratif, les conseils départementaux (*juntas departamentales*), chargés de redistribuer ces revenus dans les divers projets d'intérêt local[683].

Cette mesure décentralisatrice, qui favorise ouvertement les petits propriétaires terriens et leur exploitation des terres comme de la main d'œuvre indienne, a fait l'objet de nombreuses critiques et de débats, sur lesquels il nous faudra revenir dans le chapitre suivant. Sa mise en application entraîne un certain nombre de tensions sociales entre les multiples caciques locaux, notamment face à l'incapacité locale à gérer la hausse du banditisme, liée à l'explosion de la pauvreté après la guerre.

Le gouvernement de Cáceres doit donc faire face rapidement à une série de difficultés dans le processus de pacification du pays, liées à une situation économique catastrophique, marquée par une dette extérieure considérable[684] et une incapacité à assurer financièrement la reconstruction du pays. À bien des égards, le contexte économique péruvien de la deuxième moitié des années 1880 a beaucoup en commun avec le Mexique de la fin des années 1860, au sortir de la guerre contre la France et après la chute de Maximilien en 1867. Le pays doit être reconstruit et on observe sur le plan politique une même instabilité, avec une certaine désarticulation de la relation entre les pouvoirs régionaux et le pouvoir central[685] :

> « Si, dans la période d'avant-guerre le chemin de fer est venu sceller une nouvelle articulation d'Arequipa sur le terrain 'national', puisque son aristocratie s'est convertie en alliée mineure du civilisme ou, mieux, a commencé à être absorbée par l'oligarchie liménienne ('péruvienne') en expansion ; la guerre, en arrachant le civilisme du pouvoir et en rendant possible – avec Cáceres et Morales – le second militarisme, modifia considérablement cette articulation, et l'aristocratie aréquipénienne vit de nouveau se réduire son action politique à la sphère locale[686] ».

---

[683] Peter KLAREN, *op. cit.,* p. 248.

[684] Dans le chapitre précédent a déjà été évoqué le fameux « *Contrato Grace* », qui accorde à l'Angleterre la mainmise sur les chemins de fer en échange de l'annulation de la dette externe du Pérou.

[685] La Loi de Décentralisation de 1886 en constitue une excellente illustration, puisqu'elle reconnaît une certaine autonomie de fait aux pouvoirs locaux dans la gestion de leurs propres intérêts économiques et financiers.

[686] « Pues si en la preguerra el ferrocarril vino a sellar una nueva articulación de Arequipa en el dominio 'nacional' ; ya que […] su aristocracia se convirtió en aliada menor del civilismo o, mejor, comenzó a ser

Dans un important article sur *La Sociedad arequipeña y el Partido Liberal (1885-1920),* Francisco Villena rend compte des profondes perturbations à la fois sociales et politiques que représente à Arequipa cette décennie militariste.

> « Avec la Guerre du Pacifique et durant la post-guerre s'accrurent les problèmes économiques et sociaux de la région : crise monétaire – perte de valeur du billet fiscal –, pénurie et appauvrissement de la population et, surtout, absence de sources de travail. Ajouté à ces faits objectifs, le traumatisme psychologique des Aréquipéniens, spécialement de la jeunesse (traumatisme souffert en conséquence de l'occupation par l'armée chilienne à laquelle aucune résistance militaire n'avait été opposée), fertilisa le terrain du mécontentement social et de la crise morale. La jeunesse, sensible à ces événements, alimenta un enthousiasme et une position revanchardes, qui se concrétisèrent dans le développement d'une active propagande nationaliste et moralisatrice[687] ».

À l'origine de la diffusion de ces idées nationalistes se trouve l'Association Patriotique (*Asociación Patriótica)*, fondée en 1890 à Arequipa sur le modèle du *Círculo Literario* de Lima, créé quatre ans plus tôt par l'intellectuel Manuel González Prada (1844-1918). Membre du Parti Civil avant la guerre, González Prada exprime dans ses écrits la profonde humiliation qu'a représentée pour le Pérou cette défaite contre le Chili, développant un argumentaire nationaliste et radical[688].

Les objectifs de l'Association Patriotique d'Arequipa sont présentés dans ses « statuts », publiés en 1890[689]. Il s'agit pour cette organisation de « coopérer à la

---

absorbida por la oligarquía limeña ('peruana) en expansión ; la guerra, al arrancar del poder al civilismo y al posibilitar – con Cáceres y Morales – el Segundo Militarismo, alteró sustantivamente esta articulación y, la aristocracia arequipeña vio nuevamente constreñida s acción política al ambiente local ». Juan Guillermo CARPIO MUÑOZ, *Texao…, op. cit.,* p. 129.

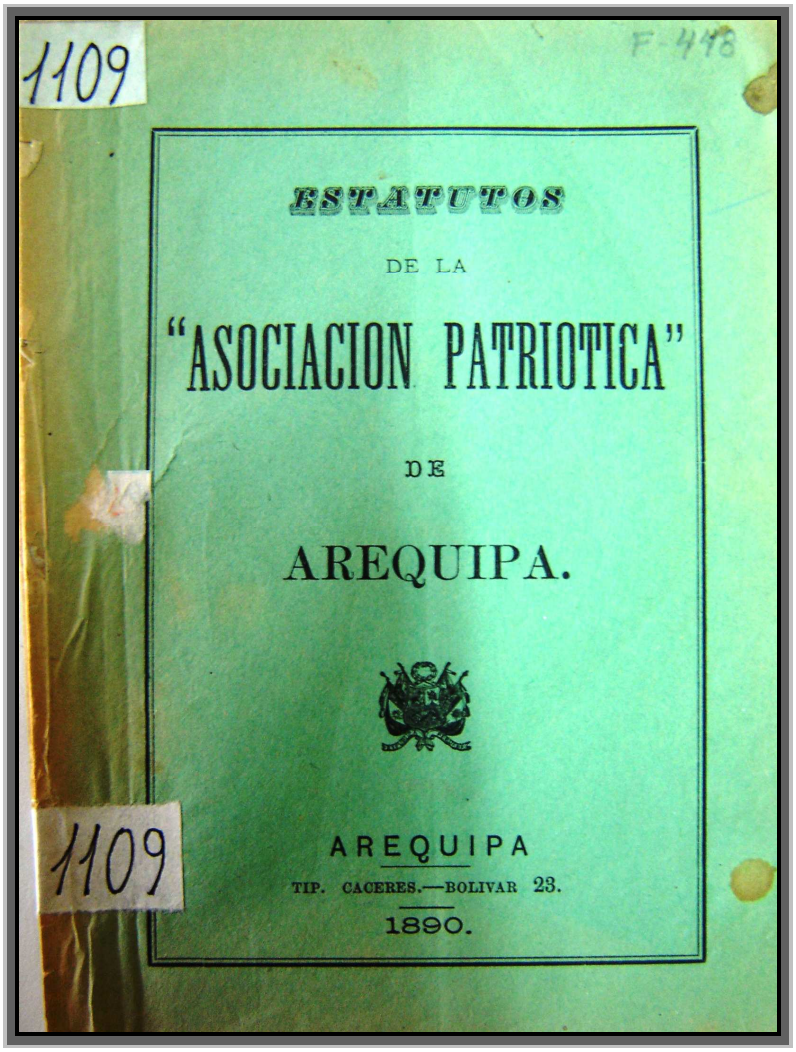
[687] « Con la guerra del Pacífico y durante la post-guerra se agudizaron los problemas económico-sociales de la región: crisis monetaria – pérdida de valor del billete fiscal –, carestía y empobrecimiento de la población y, sobre todo, ausencia de fuentes de trabajo. Sumado a estos hechos objetivos ; el trauma sicológico de los arequipeños, especialmente de la juventud (sufrido a consecuencia de la ocupación que hiciera el ejército invasor chileno al cual no se le ofreció resistencia militar), fertilizó el terreno del descontento social y la crisis moral. La juventud, sensible a estos hechos, alimentó un ánimo y posición revanchistas que se concretaron en el despliegue de una activa propaganda nacionalista y moralizadora ». Francisco VILLENA, « La sociedad arequipeña y el partido liberal, 1885-1920 », *Revista Análisis,* n°8-9, Arequipa, 1979, p. 86.

[688] À partir de la fin des années 1890 et après un séjour de quelques années en Europe, González Prada fait évoluer sa pensée vers une posture anarchiste et anticléricale, qui inspire beaucoup dans les années 1920 la pensée de José Carlos Mariátegui (1894-1930) ou encore celle de Victor Raúl Haya de la Torre (1895-1979), le fondateur de l'APRA.

[689] *Estatutos de la Asociación Patriótica de Arequipa,* Arequipa, Tip. Cáceres Bolivar 23, 1890. Ce document de 32 pages détaille les objectifs de l'association, de même que ses principales règles de fonctionnement, ainsi que le rôle attribué à chacun (président, trésorier, etc.) au sein de l'organisation.

régénération de la République et à la revendication des territoires retenus et usurpés par le Chili »[690], dans une perspective nationaliste belligérante et radicale[691].

**Figure 42 - La *Asociación Patriótica* d'Arequipa, 1890**




Source : *Estatutos de la 'Asociación Patriótica' de Arequipa,* 1890.

Malgré son échec, cette première association marque une rupture importante dans la polarisation idéologique des forces politiques traditionnelles à Arequipa. Il s'agit en effet d'une première forme de radicalisme, qui anticipe le positionnement politique libéral d'une partie des élites locales dans la première décennie du XXe siècle. Ainsi,

[690] Il s'agit là du premier article de ces statuts: « La 'Asociación Patriótica' tiene por objeto cooperar a la regeneración de la República y a la reivindicación de los territorios retenidos y usurpados por Chile ».

[691] Francisco VILLENA, *op. cit.,* p. 87.

> « [le] nationalisme belliqueux [de la *Asociación Patriótica*] des premières heures, de même que sa rapide identification avec le radicalisme de González Prada, ouvrirent une brèche claire dans le monolithisme idéologique et politique de l'époque imposé par l'aristocratie et le clergé aréquipéniens[692] ».

### *1890-1895, des années charnières*

En 1890, Cáceres ne pouvant être légalement réélu, il choisit comme successeur le militaire Remigio Morales, qui décède néanmoins en 1894, laissant le champ libre pour de nouveaux affrontements politiques. Les différentes forces politiques nationales, en pleine reformation au cours de cette décennie militariste, s'organisent alors pour faire entendre leur voix lors de l'élection présidentielle. De son côté, Cáceres prépare un coup d'État en 1895 pour reprendre le pouvoir, mais les civilistes reforment une alliance politique avec les démocrates, derrière Piérola. Le Pérou plonge alors dans une brève, mais réelle guerre civile, qui se manifeste par le soulèvement des pouvoirs régionaux un peu partout dans le pays. Lima se retrouve rapidement encerclée, tandis que les villes du Sud Cuzco, Puno, Arequipa et Mollendo tombent aux mains des partisans de Piérola. Sans entrer dans le détail de ce nouvel épisode de crise politique, il est intéressant de noter que l'on retrouve à nouveau cette opposition entre le pouvoir de la capitale et celui des provinces, qui s'unissent pour faire triompher leurs idées.

Dans un contexte d'intense crise économique nationale et mondiale, doublée de tensions partisanes et politiques fortes, Piérola accède donc officiellement au pouvoir, appuyé par un large soutien populaire et régional et par le Parti Démocrate fondé en 1884[693]. C'est le grand retour au Pérou du héros exilé :

> « Dans le processus électoral qui est réalisé cette même année de 1895, les urnes confirment ce qui était évident : Piérola, l'opposant obstiné, le rebelle légendaire, le personnage protagoniste de mille aventures romantiques, est élu

---

692 « Ahora bien, su nacionalismo beligerante de las primeras horas, así como su rápida identificación con el radicalismo gonzalez-pradista, abrió una brecha clara en el monolitismo ideológico y político de la época impuesto por la aristocracia y clero arequipeños ». *Ibid.*

693 Sur la fondation du Parti Démocrate péruvien, voir Jorge BASADRE, *Perú, problema y posibilidad, op. cit.*, p. 145.

tout d'abord député pour Arequipa, puis président constitutionnel du Pérou »[694].

**Figure 43 - Nicolás de Piérola (1839-1913)**

L'arrivée au pouvoir de Piérola est saluée par les Aréquipéniens comme une véritable victoire régionale, de voir ce « fils choyé d'Arequipa » occuper la plus haute charge du pays[695]. Plus largement, cet épisode électoral fondamental marque la victoire des intérêts aréquipéniens sur les intérêts liméniens. Les forces politiques aréquipéniennes se réorganisent alors autour des membres de l'aristocratie locale, principal soutien de Piérola, et occupent à nouveau une place de premier ordre dans le jeu politique régional.

> « À Arequipa, avec le triomphe piéroliste de 1895, quelques familles aristocratiques comme les Romaña par exemple commencèrent à exercer un

[694] « En el proceso electoral que se realiza ese mismo año del '95, las ánforas confirman lo que era evidente: Piérola, el obstinado opositor, el legendario rebelde, el protagónico personaje de mil hazañas románticas, es elegido primero: diputado por Arequipa, y, después, Presidente Constitucional del Perú ». Juan Guillermo CARPIO MUÑOZ, *Texao…, op. cit.,* p. 177.

[695] *La Bolsa,* Arequipa, « Editorial », 6 avril 1895, p. 2.

> leadership politique plus visible et un rôle plus déterminant dans le contrôle du pouvoir local. La préfecture, symbole du pouvoir étatique, jusqu'alors représenté dans la majorité des cas par des militaires attachés à l'un ou l'autre régime militaire, serait dorénavant dirigée par des 'notables', membres du groupe dominant : Alejandro López de Romaña, Manuel T. Marina, entre autres[696] ».

Piérola bénéficie d'un large soutien à Arequipa comme dans de nombreuses autres grandes villes de province, parmi les vieilles familles aristocratiques locales, soutien qui lui garantit son maintien à la présidence jusqu'en 1899.

Le Pérou entre à cette période dans une phase de stabilité politique, connue par les historiens comme la « République aristocratique » en ce qu'elle consacre le pouvoir des propriétaires terriens et des autorités politiques traditionnelles provinciales. Il s'agit d'une époque d'importante réorganisation de l'économie nationale, sur la base de réformes fiscales notamment. Le pays se modernise, son économie se diversifie, bénéficiant d'un contexte économique mondial favorable. Sur le plan politique se met en place un consensus sans précédent entre les forces civilistes et le Parti Démocrate de Piérola.

> « De son coté, Piérola comprit que sans l'appui de l'oligarchie civiliste émergente il serait impossible de gouverner. Quant aux civilistes, Nicolás de Piérola devient rapidement leur « homme à cheval », le caudillo andin charismatique, capable de convoquer un large soutien populaire et de pacifier le pays[697] ».

Ce consensus politique favorise par ailleurs l'intégration économique des propriétaires terriens de la côte, grands *hacendados* ayant fait fortune grâce à l'exploitation de la canne à sucre, de même que les marchands de laine et d'alcool du sud du Pérou. Piérola confie aux entrepreneurs nationaux la plupart des investissements, encourageant le retrait de l'investissement étranger qui avait tant

---

[696] « En Arequipa, con el triunfo pierolista de 1895 algunas familias aristócratas como los Romaña por ejemplo, pasaron a ejercer un liderazgo político más visible y un rol más determinante en el control del poder local. La prefectura, símbolo del poder estatal, hasta entonces representada en la mayoría de casos por militares adictos a uno u otro régimen militar, estaría en adelante comandada por 'notables', miembros del grupo dominante: Alejandro López de Romaña, Manuel T. Marina, entre otros ». Francisco VILLENA, *op. cit.,* p. 89-90.

[697] « Por su parte, Piérola comprendió que sin el respaldo de la emergente oligarquía civilista sería imposible gobernar. En cuanto a los civilistas, Nicolás de Piérola pronto pasó a ser su 'hombre a caballo', el caudillo andino carismático, capaz de convocar un amplio respaldo popular y pacificar el país ». Peter KLAREN, *op. cit.,* p. 255.

fragilisé le pouvoir civiliste durant l'« ère du guano », ainsi que l'industrialisation par substitution aux importations.

Le Pérou connaît alors une série d'importantes améliorations financières et économiques, qui permettent un réel assainissement de son système bancaire[698].

À la fin des années 1890 et avec l'arrivée de Piérola au pouvoir, le Pérou entre donc dans une conjoncture cette fois tout à fait comparable à celle que connaît le Mexique au même moment, avec le renforcement du pouvoir porfirien : une situation économique et financière enfin stabilisée, une modernisation importante de l'appareil productif et des moyens de communication, ainsi qu'un apaisement des antagonismes politiques et idéologiques, apaisement qui passe par une négociation accrue avec les pouvoirs régionaux.

Si l'année 1895 peut de ce fait être considérée comme une année charnière pour le Pérou, à Arequipa cette même année est également celle d'une série de changements politiques qui concernent directement la teneur des relations avec le pouvoir central. 1895 marque en effet l'affirmation du pouvoir de la famille López de Romaña à Arequipa, avec la candidature de Alejandro López de Romaña au poste de préfet du département d'Arequipa[699] et celle de son frère Eduardo López de Romaña à celui de député pour Arequipa, alors qu'il est également pressenti pour devenir maire de la ville[700]. Ce n'est finalement qu'en 1897 que ce dernier exerce la charge de maire de la capitale *mistiana,* avant de succéder à Piérola à la présidence de la République en 1899, à la faveur de la coalition civilistes-démocrates. L'avènement de cette puissante famille López de Romaña au pouvoir à Arequipa anticipe donc son ascension dans la politique nationale à la fin des années 1890 et illustre l'importance des groupes aristocratiques traditionnels régionaux dans le gouvernement de Piérola.

---

[698] Peter KLAREN, *op. cit.,* p. 257 : « Un ample réseau financier qui incluait les banques et autres institutions de crédit facilita la mobilisation et le flux de capitaux, tant dans le secteur exportateur que manufacturier. Le capital bancaire fut multiplié par quatre en une décennie, et en 1895 s'ouvrit une bourse des valeurs. Le nouveau système fut une telle réussite qu'en 1898 le gouvernement parvint à financer son déficit budgétaire intégralement avec l'émission de nouveaux bons ». *Version originale de la citation :* « Una red financiera ampliada que incluía bancos y otras instituciones crediticias facilitó la movilización y el flujo de capital, tanto al sector exportador como al manufacturero. El capital bancario se cuadruplicó en una década, y en 1896 se abrió una bolsa de valores. El nuevo sistema fue tan exitoso que en 1898 el gobierno logró financiar su déficit presupuestario íntegramente con la emisión de nuevos bonos ».

[699] *La Bolsa,* Arequipa, « Editorial », 1er juillet 1895, p. 2.

[700] *La Bolsa,* Arequipa, « Crónica », 10 octobre 1895, p. 2, « Municipales ».

À cette installation d'une certaine stabilité dans les relations qui unissent le pouvoir central à celui des régions au Pérou, fait écho une situation similaire au Mexique à partir de la fin des années 1880. De fait, les tensions qui continuent d'opposer Guadalajara à Mexico sous le gouvernement de Ramón Corona s'épuisent définitivement lors de l'assassinat de celui-ci par un déséquilibré, le 10 novembre 1889. La mort de Corona clôt définitivement le XIXe siècle autonome *jalisciense,* caractérisé par la lutte d'une élite libérale et régionaliste pour la défense des intérêts locaux face aux tentatives centralisatrices de Mexico.

> « Cette élite a été particulièrement forte dans les années de la victoire libérale après la guerre d'intervention française et dans les premières années du Porfiriat, avec des 'clans' politiques formés autour de personnalités d'envergure nationale, comme Ignacio L. Vallarta, Pedro Ogazón et Ramón Corona […]. Avec la disparition de ces figures (leur assassinat, dans le cas de Corona) et la déstructuration de leurs groupes, l'influence du Jalisco dans la politique nationale se vit considérablement réduite. Le déclin de sa force correspond au renforcement du pouvoir national et à l'assujettissement parallèle des pouvoirs régionaux trop indépendants, une des stratégies politiques qui réussit le mieux à Porfirio Diaz. La fierté blessée des élites *jaliscienses* et leur désir de récupérer l'influence perdue expliquent en partie leur adhésion, vers la fin du Porfiriat, à certains mouvements opposés à la politique centrale quoique bien identifiés à l'ordre social dominant, tels le reyisme et le catholicisme social[701]. Quoiqu'il en soit, le XXe siècle arrivé, les élites du Jalisco constituent des forces plutôt marginalisées des hautes sphères de la politique nationale tout en conservant un pouvoir régional considérable[702] ».

Largement analysé dans sa structure économique et sociale au cours du chapitre précédent, ce pouvoir régional ne parvient pas à occulter cet inexorable déclin de l'influence politique du Jalisco sur le plan national à partir de la mort de Corona. L'année 1890 marque ainsi une réelle rupture dans la relation entre Guadalajara et le pouvoir central, avec la nomination de Luis C. Curiel au poste de gouverneur du Jalisco, charge qu'il assume de façon intermittente jusqu'en 1903[703].

---

[701] Nous reviendrons sur ces mouvements à la fin de ce chapitre.

[702] Elisa CARDENAS AYALA, *Le laboratoire démocratique…, op. cit.,* p. 23.

[703] En 1893 par exemple, Luis C. Curiel renonce provisoirement à la charge de gouverneur en faveur du Colonel Francisco Santa Cruz (*El Continental,* Guadalajara, 12 novembre 1893, p. 1, « Nuevo Gobernador en Jalisco »), avant de reprendre son poste l'année suivante.

Cette nomination d'un proche de Porfirio Díaz consacre une évolution importante dans les relations entre le Jalisco et le pouvoir central.

Étudié en détails par François-Xavier Guerra dans divers ouvrages, le réseau de relations qui se tissent entre les gouverneurs des différents États et le pouvoir central est au cœur du système porfirien.

> « Qu'il s'agisse des débats de la Chambre des députés ou du Sénat, de la correspondance des présidents, des histoires locales ou des biographies, toutes les données convergent pour faire des gouverneurs l'un des centres les plus importants du pouvoir au Mexique : celui où s'articulent pouvoir national et forces locales [704][…] Ce sont eux qui connaissent les forces réelles de leurs régions, les factions politiques traditionnelles et les tensions locales. Ils disposent aussi des moyens de contrainte – la police rurale essentiellement –, contrôlent l'élection des députés et des magistrats de chaque État et celle des élus fédéraux, notamment les chefs politiques des cantons et distribuent parmi leurs obligés la plupart des charges administratives. […] La cohésion de cet ensemble ne repose pas sur des règles institutionnelles, mais sur l'existence d'une pratique politique fondée sur des réseaux très denses de liens personnels intégrés dans un système cohérent de clientèles[705] ».

Ce système se met en place progressivement, suivant plusieurs phases qui consacrent la soumission des régions au pouvoir porfirien, phases qu'illustre d'ailleurs parfaitement le cas *jalisciense.* Dans un premier temps, Porfirio Díaz concède la nomination aux postes de gouverneurs aux caciques locaux, aimés et respectés de la population, en leur ôtant néanmoins toute force armée rendant possible un éventuel soulèvement local contre le pouvoir central. L'élection de Ramón Corona en 1885 contre Pedro Galván, le candidat porfirien, est une illustration de cette concession du pouvoir central aux régions. Par la suite, et à la mort de Corona, Porfirio Díaz parvient à imposer un homme acquis à sa cause, le Général Luis C. Curiel[706], qui conserve globalement le pouvoir jusqu'en 1903, date à laquelle est nommé à la tête du Jalisco un « homme du président », le Général Miguel Ahumada, qui gouverne le Jalisco jusqu'à la Révolution.

---

[704] François-Xavier GUERRA, *Le Mexique…, op. cit.,* p. 84.

[705] François-Xavier GUERRA, « Pouvoir central et pouvoirs régionaux au Mexique à la veille de la Révolution », *Revue française d'Outre-mer,* vol. LXVI, n°244-245, p. 343-356, p. 345.

[706] Bien que *jalisciense,* Luis C. Curiel s'est cependant caractérisé par une certaine opposition à la politique libérale de Ramón Corona. En ce sens, il apparaît plus comme un proche de Porfirio Díaz, qui lui confie la *Secretaría de Gobernación* au début des années 1880, que comme un défenseur des intérêts du Jalisco.

S'il est évident que cette articulation entre les oligarchies régionales et l'État porfirien « varie de région en région, dépendant d'un ensemble de facteurs »[707], on retrouve toutefois dans l'ensemble du pays une évolution du pouvoir local similaire à celle qui s'observe dans le Jalisco, sur la base de la constante réélection du pouvoir exécutif :

> « La formule porfirienne de la réélection de l'exécutif prouva être aussi efficace au niveau régional qu'à l'échelle nationale. Durant cette période, la majeure partie des entités fédératives expérimentèrent des versions locales de Porfirio Díaz. Des caciques et leurs familles qui s'installaient confortablement au pouvoir avec la même persévérance que Don Porfirio[708] ».

Ainsi, Curiel comme Ahumada sont deux généraux ayant connu une carrière militaire similaire à celle de Porfirio Díaz et qui font partie des hommes de confiance de l'entourage porfirien. Leurs nominations successives à la tête du Jalisco consacrent l'allégeance de cet État au régime, dans un contexte de stabilisation politique achevée, avec la réélection pacifique de Porfirio Díaz en 1896.

L'année suivante, et en signe de bonne entente avec les élites *tapatías,* Porfirio Díaz entreprend un voyage de quelques jours à Guadalajara, où il est reçu en grande pompe par la haute société locale. Dès la fin de l'année 1896, l'ensemble des riches familles et entrepreneurs locaux s'organisent ainsi en diverses commissions[709] afin de préparer les festivités qui doivent accueillir le Président Díaz. Une centaine de riches commerçants et entrepreneurs de la ville, la plupart d'origine européenne[710], finance la réception, qui réunit l'essentiel de l'aristocratie locale. Si les détails de

---

[707] Jorge ZEPEDA PATTERSON, « La nación versus las regiones », *La Jornada,* 25 janvier 1987, pp.5-9. Parmi ces facteurs, Zepeda Patterson mentionne entre autres « les fonctions qu'adopte la région par rapport au marché interne et externe, la possibilité des oligarchies régionales de s'articuler directement au capital externe (Yucatán), le degré d'hégémonie des groupes dominants locaux sur la formation politique et sociale régionale ». *Version originale de la citation :* « En este punto cabría preguntarse las modalidades que asumen las relaciones entre las oligarquías regionales y el Estado porfirista. Es obvio que dicha articulación varía de región en región, dependiendo de un cúmulo de factores: las funciones que adopta la región, con respecto al mercado interno y externo ; la posibilidad de las oligarquías regionales de articularse directamente al capital externo (Yucatán) ; el grado de hegemonía de los grupos dominantes locales sobre la formación política y social regional ».

[708] « La fórmula porfirista de la reelección del ejecutivo probó ser tan eficiente a nivel regional como a escala nacional. Durante este periodo la mayor parte de las entidades federativas experimentaron versiones locales de Porfirio Díaz. Caciques y sus familias que se apoltronaron en el poder con la misma perseverancia que Don Porfirio », *id.,* p. 7.

[709] *El Continental,* Guadalajara, 6 décembre 1896, p. 1 : « La llegada del Gral. Porfirio Díaz a Guadalajara. Comisiones para la recepción en el baile al Sr. Gral. Díaz ».

[710] Dans la liste des donateurs, on retrouve par exemple les Français Barrière, Gas, Fortoul et Chapuy, les Espagnols Martínez Negrete et Fernández del Valle, l'Allemand Carlos Behn, etc.

l'organisation comme du déroulement de ces festivités, par ailleurs très bien documentées dans la presse locale de l'époque comme par l'historiographie[711], ne présentent en eux-mêmes que peu d'intérêt, la venue de Porfirio Díaz à Guadalajara revêt en revanche une dimension symbolique qu'il convient de souligner.

Ce bref séjour du Président à Guadalajara consacre d'une part la soumission du Jalisco, traditionnellement rétif à toute forme d'imposition du pouvoir central. Il s'agit de la première visite de Porfirio Díaz depuis sa toute première élection en 1877, et alors que l'État a été jusqu'à présent gouverné de façon relativement indépendante. Avec la mort de Corona en 1889 et l'élection officielle de Curiel en 1893, Guadalajara plie enfin devant le pouvoir porfirien : c'est ce que cette visite de Porfirio Díaz symbolise.

D'autre part, l'événement illustre le soutien dont bénéficie Porfirio Díaz de la part des élites économiques locales, à l'origine de ces festivités. Ainsi, et en dépit de l'imposition progressive d'« hommes du Président » à la tête du Jalisco au détriment des caciques locaux, l'autorité présidentielle au niveau local semble désormais parfaitement acceptée. Il s'agit là d'une dimension fondamentale de la négociation qui se joue alors entre Porfirio Díaz et les régions, tout particulièrement dans la deuxième moitié du régime porfirien. Lors du colloque *Estado y Sociedad en Mexico* organisé en 1987 à Puebla par François-Xavier Guerra et Mariano E. Torres Bautista, cette négociation mise en place par Porfirio Díaz avec les pouvoirs régionaux fait l'objet d'un intense débat, qui aboutit à cet important constat :

> « Quand Díaz supprime ces caciquismes régionaux, est-ce qu'il les supprime physiquement ? Non, ce qu'il fait c'est empêcher qu'ils soient gouverneurs et offrir en échange à ces caciques une liberté totale pour s'enrichir. […] C'est-à-dire qu'il y a comme une espèce de pacte entre les clans exclus des États et Díaz, qui quand un clan est exclu du pouvoir d'un État, on lui donne la possibilité de s'enrichir, en même temps qu'un rôle officieux dans la vie politique locale […][712] ».

---

[711] Voir notamment l'article de Leopoldo Jorge ORENDAIN, « Un baile a Porfirio Díaz », *in* José María MURIA (coord.), *Lecturas históricas de Jalisco…, op. cit.,* p. 357 ; ou encore Marcos ARANA CERVANTES, *op. cit.*

[712] « Cuando Díaz suprime estos cacicazgos regionales, los suprime físicamente? No, lo que hace es impedir que sean gobernadores y ofrecerles en cambio a estos caciques una libertad total para enriquecerse. […] O sea, hay como una especie de pacto entre los clanes excluidos de los estados y Díaz, que cuando se excluye a un clan del poder de un Estado, se le da la posibilidad de enriquecerse, al tiempo que un papel oficioso en la vida política local […] ». Mariano E. TORRES BAUTISTA et François-Xavier GUERRA (coord.), *Estado y Sociedad en México 1867-1929,* Puebla, Colegio de Puebla, 1998.

Bénéficiaires directs de la politique modernisatrice de Porfirio Díaz, les élites économiques *tapatías,* grands propriétaires, industriels et commerçants, acceptent donc sans problème l'imposition politique porfirienne, synonyme d'avantages économiques locaux.

Enfin, cette visite peut également être interprétée comme un soutien ouvert et réaffirmé au gouverneur Curiel, alors objet de très nombreuses critiques à l'intérieur du Jalisco. En effet, Luis C. Curiel arrive au pouvoir dans un contexte politique[713] et économique on ne peut plus difficile. À cette instabilité politique s'ajoute une grave crise économique et une situation sociale dramatique, relayées par les journaux dans des articles alarmants qui évoquent la misère et la famine[714] auxquelles se retrouve confronté le Jalisco.

C'est dans ce contexte de déclin, qui succède douloureusement à l'élan modernisateur qui avait caractérisé le gouvernement de Ramón Corona, que Curiel arrive au pouvoir. Les attentes suscitées par l'élection d'un nouveau gouverneur à la tête du Jalisco sont donc grandes et proportionnelles à la déception que semble susciter l'administration de Curiel dès la première année. Si l'accueil réservé au gouverneur est en effet bon et optimiste au début de l'année 1893[715], un an plus tard

---

[713] À la mort de Corona en 1889, il assume le gouvernement de transition durant une année, avant de laisser le pouvoir tour à tour à Pedro Galván et à Francisco Santa Cruz jusqu'en 1893, date à laquelle il occupe définitivement et officiellement le poste de gouverneur.

[714] *El Continental,* Guadalajara, 2 octobre 1892, p. 2 : « El hambre en Jalisco » ; *El Continental,* Guadalajara, 30 octobre 1892, p. 2 : « Hambre en Jalisco. No hay razón de haber impedido la apertura de comedores públicos ».

[715] *El Continental,* Guadalajara, 5 mars 1893, p. 2 : « Mr. Curiel élu par tirage au sort. Mr. Santa Cruz démissionne du poste de Gouverneur intérimaire. La nomination pour exercer la charge de gouverneur intérimaire incombe à Mr. Curiel. Le Jalisco reconnaissant. ». « Notre actuel gouverneur doit travailler au bien-être de notre État. Notre actuel gouverneur trouvera un vaste terrain sur lequel il peut opérer des améliorations et des transformations considérables, répondant aux nécessités qui pèsent sur le Jalisco, à condition que Mr. Curiel veuille bien mettre en œuvre la haute compétence et les profondes connaissances dont nous le croyons pourvu pour régir les destins d'un peuple. Nous le croyons également animé des meilleurs intentions pour l'État, parce qu'aucun *jalisciense* plus ou moins illustre n'a regardé avec indifférence ce qui est en lien avec le bien-être et le progrès de la terre qu'il l'a vu naître, et pour cette raison, en regard des maux qui affligent notre terre natale, nous invitons cordialement Mr. le Gouverneur à consacrer toute son attention et son droit jugement à remédier, en ce qui le concerne, à ces si regrettables maux, principalement ceux qui sont intimement liés aux questions de l'Administration Publique ». *Version originale de la citation :* « El Sr. Curiel electo insaculado. Renuncia el Sr. Santa Cruz del puesto de Gobernador Sustituto. Recae el nombramiento para desempeñar el cargo de gobernador sustituto en el Sr. Curiel. Jalisco agradecido ». "Nuestro gobernador actual debe atender al bienestar de nuestro estado. Nuestro Gobernador actual encontrará vasto campo en el cual puede obrar mejoras y transformaciones considerables, atendiendo a las necesidades que sobre Jalisco pesan, siempre que el Sr. Curiel quiera poner en juego a la alta pericia y profundos conocimientos de que para regir los destinos de un pueblo le creemos poseedor. También le creemos animado de las mejores intenciones para el Estado, por que nunca un jalisciense más o menos ilustrado

la presse locale multiplie les attaques et les critiques contre le gouvernement. Le 1er juillet 1894, le journal *El Continental* publie ainsi un article dans lequel il est fait état du déclin du Jalisco, à cause de la corruption qui favorise l'importante clientèle de Luis. C. Curiel[716]. On accuse le gouverneur de gaspiller les vastes ressources du Jalisco pour enrichir ses protégés, au détriment de l'éducation locale et du développement de l'industrie. Ce genre de critique devient classique à partir de 1896, principalement dans *El Continental,* journal d'opposition fondé en 1892 et qui mène une véritable campagne de lutte contre Curiel au cours de l'année 1896.

Parmi les nombreuses diatribes recensées à cette période contre le pouvoir local, on peut citer cet article publié le 21 juin 1896 sous le titre éloquent de « Le gouvernement du Jalisco est hautement inepte. Le Général Porfirio Díaz doit porter son attention sur les représentations de cet État pour empêcher les maux continus dont souffre l'administration actuelle »[717]. Dans cet article, il est fait état de l'anéantissement de l'esprit d'entreprise local, comme du progrès et du développement de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, du fait des lois mises en place par Curiel, accusé de se désintéresser du Jalisco[718].

---

vio con indiferencia aquello que tuviera relación con el bienestar y adelanto de la tierra donde vio la primera luz, y por creerlo nosotros así, en vista de los males que aquejan a nuestra tierra natal, excitamos cordialmente al Sr. Gobernador para que ponga todo su cuidado y recto juicio en remediar, en cuanto esté de su parte, tan lamentables males, principalmente aquellos que íntimamente se relacionan con los asuntos de la Pública Administración ».

716 *El Continental,* Guadalajara, 1er juillet 1894, p. 1: « El estado de Jalisco desgobernado ».

717 « El Gobierno de Jalisco es altamente inepto. El Sr. General Porfirio Díaz debe fijar su atención en los representantes de este Estado para impedir los continuos males de que adolece la Administración actual ». *El Continental,* 21 juin 1896, p. 1.

718 *Id. :* « Ce n'est un secret pour personne que depuis une époque récente, la situation de l'État du Jalisco est en train de devenir insupportable, marchant à grands pas vers la ruine la plus complète. L'esprit progressiste de ses habitants fait face aujourd'hui à de formidables obstacles dans tout ce qui pourrait produire de grands éléments de richesse, en constituant une ère de progrès. L'Industrie, le Commerce et l'Agriculture se trouvent de telle manière sujets aux lois maladroites et censurables qui émanent de l'actuelle administration qu'il est impossible qu'ils se développent complètement, ce qui occasionne la plus effroyable misère parmi les classes déshéritées. Un État, qui compte comme le nôtre de grands éléments qui, mis en pratique, en feraient le premier de tous, devrait être digne d'un meilleur sort, en étant représenté par une personne de mérite, qui s'intéresse réellement au progrès et au bonheur de notre entité fédérative […] ». *Version originale de la citation :* « A nadie se oculta que desde no lejana época, la situación del Estado de Jalisco va siendo insoportable, marchando a grandes pasos a una completa ruina. El espíritu progresista de sus habitantes encuentra hoy formidables obstáculos en todo aquello que originaría grandes elementos de riqueza, constituyendo una era de progreso. La Industria, el Comercio y la Agricultura, se encuentran de tal manera sujetos a las torpes y censurables leyes emanadas de la actual administración que es imposible su completo desarrollo, ocasionando con esto la más espantosa miseria en la clase desheredada. Un Estado, pues que como el nuestro cuenta con grandes elementos que puestos en práctica le harían el primero entre todos, debiera ser digno de mejor suerte, siendo representado por ameritada persona que verdaderamente se interesara por el progreso y felicidad de esta nuestro Entidad Federativa [...] ».

Tout au long de l'année 1896, *El Continental* multiplie ses attaques contre l'administration de Curiel[719], le qualifiant de « gouvernement le plus impopulaire de la République »[720] et s'affichant clairement dans l'opposition à sa réélection en 1897[721]. Ces positions valent au journal une importante répression, son directeur et son rédacteur en chef sont emprisonnés au mois de juillet 1897 pour outrage au gouverneur du Jalisco[722].

**Figure 44 - *El Continental* de Guadalajara, un journal d'opposition, 1896**

EL CONTINENTAL.

REVISTA POPULAR JALISCIENSE, Y DE NOTICIAS UNIVERSALES.

EL CENTRALISMO. Su último paso De gigante.

COMO JUGANDO.

La Gendarmeria Del Estado.

TOMAS RAMIREZ, COMISIONISTA.

HOTEL VARGAS.

ANGEL MARTINEZ.

TALLER DE ZAPATERIA.

"El Continental"

GUILLEBALDO F. ROMERO, AGENTE Y COMISIONISTA.

LAMPARAS, ORGANOS ETC.

[719] *El Continental,* Guadalajara, 11 octobre 1896, p. 1, « El gobierno de Curiel en Jalisco ».

[720] *El Continental,* Guadalajara, 23 août 1896, p. 1, « El Gobierno más impopular de la República es el de Jalisco »

[721] *El Continental,* Guadalajara, 24 janvier 1897, p. 1, « La reelección del Gral. Curiel no conviene a Jalisco ».

[722] *El Continental,* Guadalajara, 1er août 1897, p. 1, « 24 días de prisión ajustan hoy los Sres. Tomas Ramírez y Manuel Cazares Gómez ». Le numéro dans lequel apparaît cet article est le dernier numéro disponible dans les archives conservées à la Hemeroteca Digital Nacional de la Bibliothèque de México. Notons que le journal *El Continental* n'est pas le seul à s'opposer à la mauvaise gestion du gouvernement Curiel. En 1903, l'intellectuel *tapatío* Cipriano Covarrubias fonde ainsi le journal *Jalisco Libre,* dont il est à la fois directeur, rédacteur et principal journaliste, dans le but de s'opposer à la réélection de Luis C. Curiel.

En dépit de trajectoires historiques très différentes au Mexique et au Pérou dans la deuxième moitié du XIXe siècle, les années 1880-1890 sont donc celles d'une mise en place dans les deux pays une même négociation entre le pouvoir central et les pouvoirs régionaux, qui délaissent alors l'opposition régionaliste afin de tirer un profit économique et politique du nouvel ordre national. C'est sur la base de ce respect des intérêts économiques locaux que Piérola au Pérou, et Porfirio Díaz au Mexique, parviennent à asseoir un pouvoir certes centralisé, mais qui intègre une négociation permanente avec les pouvoirs régionaux. Dans l'article déjà cité, Jorge Zepeda Patterson affirme ainsi que :

> « le Porfiriat est né comme une forme de solution du conflit entre oligarchies régionales et dirigeants nationaux. Peut-être pour cette raison, les élites locales ne se virent pas dans la nécessité de faire appel au régionalisme et de mobiliser leurs forces contre le centre, comme elles l'avaient fait auparavant. D'une certaine façon ces élites virent dans le régime porfirien l'expression de leurs propres intérêts. Ainsi, en plus de constituer une constellation d'alliances, la politique obtenue fut un faisceau d'impulsions à l'unification et à l'identité nationale[723] ».

C'est ce processus d'unification nationale à l'œuvre dès les années 1890, qui caractérise la négociation entre le pouvoir central et les élites régionales au début du XXe siècle.

## L'entrée dans le XXe siècle

En dépit du mécontentement local face au gouverneur imposé par Porfirio Díaz, le régime se consolide sans véritable résistance des diverses régions du pays, à la faveur d'une croissance économique qui caractérise le Mexique comme le Pérou au début du XXe siècle.

> « Quand le Pérou et le Mexique entrèrent dans le XXe siècle, à un niveau superficiel leurs États avaient beaucoup en commun. Au Pérou, Nicolás de Piérola et son successeur Eduardo López de Romaña présidèrent des

[723] « El Porfiriato nació como una forma de solución del conflicto entre oligarquías regionales y dirigencias nacionales. Quizá por ello, las élites locales no se vieron en la necesidad de apelar al regionalismo y movilizar sus fuerzas contra el centro, como lo habían hecho antes. De alguna manera estas élites vieron en el régimen porfirista la expresión de sus propios intereses. Así, no obstante constituir una constelación de alianzas, la política resultante fue un haz de impulsos de unificación e identidad nacional ». Jorge ZEPEDA PATTERSON, *op. cit.,* p. 6.

> gouvernements intéressés par l'ordre, le progrès et le développement économique. Leur souhait de conduire le pays vers une ère moderne s'est vu reflété dans de premiers investissements nord-américains considérables dans la production et dans la construction de nouveaux chemins et voies ferrées. Au Mexique, Porfirio Díaz supervisa des tendances similaires, bien que beaucoup plus dramatiques. Dans les deux pays également, les États reposaient sur des coalitions dont les centres étaient composés de classes propriétaires et entrepreneuriales, liées au capital étranger. La reproduction de ces États et les coalitions qui les soutenaient nécessitaient, à divers moments et sous diverses formes, la répression violente des mouvements sociaux et de la résistance populaire. Mais en général, les deux États opéraient sous un vernis de prospérité et d'ordre, de modernisation et de progrès[724] ».

La répression violente de ces mouvements sociaux et populaires ne concerne pas directement nos deux régions, globalement pacifiées au début du XXe siècle. Toutefois, il est important de considérer que, dans cette négociation entre les pouvoirs régionaux et le pouvoir central, la mise en place de proches du gouvernement à la tête du Jalisco[725] et du département d'Arequipa[726] constitue une forme d'imposition de la part de l'État central, qui connaît une réception mitigée dans les régions.

### *Consolidation du pouvoir central et musellement de l'opinion régionale*

La présidence de Nicolás de Piérola inaugurée en 1895 repose sur une alliance politique entre démocrates et civilistes, mais ces derniers prennent toutefois l'avantage dès la fin du mandat de Piérola en 1899, en occupant la plupart des postes-clés. Grâce à cette coalition civilistes-démocrates, l'Aréquipénien Eduardo López de Romaña accède à la présidence de la République, mais c'est toutefois le Parti Civil qui contrôle l'essentiel des postes importants. L'arrivée au pouvoir de Romaña signifie

---

[724] « Cuando Perú y México entraron al siglo XX, a nivel superficial sus estados tenían mucho en común. En Perú, Nicolás de Piérola y su sucesor Eduardo López de Romaña presidieron gobiernos interesados en el orden, el progreso y el desarrollo económico. Su deseo de llevar al país a la era moderna se vio reflejado en el inicio de considerables inversiones estadounidenses en la producción y en la construcción de nuevos caminos y vías ferroviarias. En México, Porfirio Díaz supervisó tendencias similares, aunque mucho más dramáticas. En ambos países también, los estados descansaban sobre coaliciones cuyos centros estaban compuestos de clases terratenientes empresariales, en combinación con el capital extranjero. La reproducción de estos estados y las coaliciones que los sostenían necesitó, en varios momentos y de diversas formas, la represión violenta de los movimientos sociales y la resistencia popular. Pero en general, ambos estados operaban detrás de un barniz de prosperidad y orden, modernización y progreso ». Florence MALLON, *Campesino y Nación…, op. cit.,* p. 506.

[725] C'est le cas de Curiel en 1893 puis de Ahumada en 1903.

[726] C'est le cas de la famille López de Romaña.

donc l'avènement du pouvoir civiliste et plus largement l'entrée du pays dans une véritable phase de stabilité politique, initiée par Piérola quatre ans auparavant.

> « Les années 1899 à 1919 ont été considérées comme un chapitre à part de l'histoire péruvienne. Cela est dû à la mise en place d'une certaine stabilité politique après les dix années du second militarisme, une paix sociale relative et la réémergence du civilisme, parti politique qui gagna les élections et occupa le gouvernement durant deux décennies sans interruptions[727] ».

Cette installation au pouvoir du Parti Civil à partir des années 1900 est d'importance, puisqu'elle détermine l'ensemble du jeu politique national et local au cours des deux premières décennies du XXe siècle, suivant une certaine continuité du pouvoir jusqu'à l'arrivée à la présidence de Leguía en 1919. De ce fait, certains historiens comme Jorge Basadre font commencer la dite « *República Aristocrática* » en 1899, puisqu'elle consacre la consolidation du pouvoir « d'une oligarchie ou ploutocratie fermée, unie par des liens de parenté, qui pratiquait le népotisme dans son monopole du pouvoir, en marginalisant ou en neutralisant les couches moyennes et populaires […] »[728].

À Arequipa, une grande partie de la population se mobilise en faveur de la candidature de López de Romaña à la présidence de la République pour succéder à Piérola. Un « *Club Romaña* » est ainsi fondé dans cet objectif[729], de même qu'un nouveau journal, *La Democracia :*

> « Nous sommes de retour dans l'arène du journalisme pour défendre nos grandioses principes de vérité et de justice. Au cœur des beaux et féconds affrontements de l'idée, nous brandissons le drapeau démocrate avec ses resplendissantes gloires conquises, comme signe de bien-être, de progrès et de concorde. L'amour de la patrie est notre devise et notre idéal, et nos aspirations se trouveront satisfaites si nous contribuons avec un grain de sable au grand œuvre de la reconstitution nationale […]. Les démocrates et les civilistes, c'est-à-dire la majeure partie du pays dans ses meilleurs éléments d'intelligence et d'action, dans une fusion loyale et enthousiaste, ont ouvert

---

[727] « Los años de 1899 a 1919 han sido considerados como un capítulo distinguible de la historia peruana. Ello se debe al logro de cierta estabilidad política después de los diez años del segundo militarismo, una relativa paz social y la reemergencia del civilismo, un partido político que ganó las elecciones y ocupó el gobierno por dos décadas con pocas interrupciones ». Carlos CONTRERAS et Marcos CUETO, *op. cit.,* p. 199.

[728] « Una oligarquía o plutocracia cerrada, unida por lazos de parentesco, que practicaba el nepotismo en su monopolio del poder, marginando o neutralizando a las capas medias y populares […] », *Id.*

[729] *La Bolsa,* Arequipa, « Crónica », 27 mai 1899, p. 2, « Hoja suelta ».

> une nouvelle ère dans notre vie politique et nous nourrissons la ferme conviction que leurs travaux patriotiques seront couronnés du laurier de la victoire. L'Assemblée Démocrate en respect d'un tel pacte a désigné comme candidat à la présidence de la République pour la prochaine période constitutionnelle l'illustre citoyen, aux qualités personnelles distinguées, d'une intelligence puissante et d'un patriotisme pratique, d'un cœur forgé au feu du plus sain et ardent amour de la patrie, l'insigne Aréquipénien Mr. Don Eduardo L. de Romaña. La République tout entière, pleine d'allégresse, a reçu avec enthousiasme une si heureuse nouvelle, puisqu'elle aspire à ce que son Excellence Mr. Piérola ait un successeur de l'envergure et de la qualité de Mr. Romaña […][730] ».

Ce large soutien de la population *arequipeña* à Eduardo López de Romaña se manifeste également au cours des festivités organisées au mois de mai 1899 à l'occasion d'une visite à Arequipa du candidat à la présidence. La presse locale salue cette venue de Romaña à Arequipa comme « le retour à la maison » d'un enfant du pays[731], qui a d'ailleurs pour les habitants de sa ville natale des mots qui rappellent ce lien important qui unit le futur dirigeant national à la capitale *mistiana*[732]. Trois semaines après l'arrivée de Romaña à Arequipa est organisé en son honneur un grand banquet, qui rassemble les membres de la haute société locale. C'est également l'occasion pour le futur président de la République de rappeler son attachement à la fois aux principes démocratiques qui gouvernent le pays depuis quatre ans, au respect des droits et des libertés, ainsi qu'à Arequipa et à sa population :

---

[730] « Nuevamente venimos a la arena del periodismo, a defender nuestros grandiosos principios de verdad y justicia. En las hermosas y fecundas lides de la idea, tremolamos la bandera demócrata con sus radiantes glorias conquistadas, como signo de bienestar, progreso y concordia. El amor a la patria es nuestra divisa y nuestro ideal, y quedarán satisfechas nuestras aspiraciones si contribuimos con un grano de arena a la magna obra de la reconstitución nacional […]. Los demócratas y los civilistas o sea la mayoría del país por sus mejores elementos de inteligencia y acción, en leal y entusiasta fusión, han abierto una nueva era en nuestra vida política y abrigamos firme convicción de que sus labores patrióticas serán orladas con el laurel de la victoria. La Asamblea Demócrata cumpliendo aquel pacto ha designado como candidato a la presidencia de la República en el próximo período constitucional al egregio ciudadano, de escogidas prendas personales, de inteligencia poderosa, e patriotismo práctico, de corazón templado al fuego del más santo y ardoroso amor a la patria, al ilustre arequipeño señor don Eduardo L. de Romaña. La República entera, llena de alborozo, ha recibido entusiasta tan feliz nueva, pues aspira a que el Excmo. Señor Piérola tenga un sucesor de la talla y de los merecimientos del señor Romaña […] ». *La Democracia,* Arequipa, 27 janvier 1899, p. 1, « De pie ».

[731] *La Bolsa,* Arequipa, 8 mai 1899, p. 1, « Señor Eduardo L. de Romaña ».

[732] *Ibid. :* « Aréquipéniens, je suis de nouveau parmi vous, et toujours plus comblé par l'attitude de ma chère ville. Votre joie au moment de me dire au revoir fut seulement de l'espoir. Ce qui vous touche en cet instant doit être la plus complète assurance de la victoire ». *Version originale de la citation :* « Arequipeños, ya estoy de nuevo entre vosotros cada vez más complacido de la actitud de mi querido pueblo. Vuestra alegría al despedirme fue solo de esperanza. Lo que os mueve en este instante debe ser de completa seguridad en la victoria.

> « Si j'arrive au pouvoir, quand j'en redescendrai, après avoir rendu compte de mes actes à la nation, je viendrai rendre des comptes spécialement à Arequipa. Elle a le droit de me juger plus strictement, parce qu'elle m'a montré le chemin de l'honneur et du patriotisme ; et elle a droit à ce que je lui dise comment j'ai honoré ma patrie au haut poste auquel elle a voulu que je la serve[733] ».

Ce lien étroit qui unit la population aréquipénienne à ce fils du pays, désormais président de la République, explique l'absence d'opposition à son pouvoir durant toute la durée de son mandat, jusqu'en 1903.

Si la candidature de López de Romaña en 1899 semble faire l'unanimité et consolide une certaine stabilité politique, le *Partido Civil* n'est toutefois pas exempt de conflits internes et de divisions. Se dessinent en effet au début du XXe siècle deux factions en opposition au sein du parti, celle de la « vieille génération », incarnée par López de Romaña, et celle de la nouvelle génération, menée par José Pardo (1864-1947)[734], le fils de Manuel Pardo, fondateur du parti civiliste. S'il n'appartient pas à ces lignes de détailler les quelques dissensions idéologiques qui opposent ces factions, notons simplement que c'est cette nouvelle génération qui arrive au pouvoir lors des élections présidentielles de 1904, en la personne de José Pardo, qui assume alors la présidence jusqu'en 1908 et pacifie momentanément les tensions au sein du Parti civiliste.

La candidature de José Pardo se voit soutenue par une large partie de l'électorat aréquipénien, qui de la même façon que pour López de Romaña quatre ans plus tôt, fonde un « *Club Pardo* »[735]. José Pardo bénéficie ainsi d'une large majorité à Arequipa[736]. Contrairement à ce qui a pu être observé tout au long du XIXe siècle, la

---

[733] « Si llego al poder, cuando de él descienda, después de dar cuenta de mis actos a la Nación, vendré a darle cuenta en especial a Arequipa. Ella tiene derecho a juzgarme más estrechamente, porque me ha enseñado el camino del honor y del patriotismo ; y tiene derecho a que le diga cómo he honrado a mi patria en el alto puesto en que quiere que la sirva ». *La Bolsa,* Arequipa, « Crónica », 2 juin 1899, p. 2, « Banquete ».

[734] Président de la République de 1904 à 1908, puis après la grave crise économique et politique occasionnée au Pérou par la Première Guerre mondiale, de 1915 à 1919, José Pardo y Barreda commence sa carrière politique dans la diplomatie, avant de devenir l'un des principaux leaders du Parti Civil. Lors de son premier mandat présidentiel, José Pardo y Barreda met en place une série de mesures éducatives, sociales et culturelles qui engagent le Pérou dans un vaste processus de modernisation.

[735] *La Bolsa,* Arequipa, « Sección electoral », 15 juillet 1904, p. 3, « Club Pardo ».

[736] *La Bolsa,* Arequipa, « Sección electoral », 19 août 1904, p. 3, « Acta del escrutinio general de la provincia de Arequipa ». Cet article présente la liste des candidats avec la répartition des votes : José Pardo...5884 votes, Nicolás de Piérola...40 votes, Mariano N. Valcarcel...2, Augusto Durand...2. Augusto Durand est alors président du Parti Libéral fondé en 1901, nous y reviendrons.

population aréquipénienne ne semble donc plus remettre en cause le pouvoir central au début du XXe siècle, pouvoir auquel elle accorde au contraire un soutien important, sur un plan aussi bien idéologique qu'électoral.

Cette observation mérite toutefois d'être nuancée, la presse publiée au cours des toutes premières années du XXe siècle nous mettant en présence d'un début d'opposition politique à l'alliance civilistes-démocrates. Nos diverses recherches dans les archives nous ont ainsi permis de découvrir un numéro du journal *La Voz del Pueblo*[737], numéro publié le 9 décembre 1901 dans lequel il est fait état d'une opposition au pouvoir central.

> « La Patrie est arrivée à une situation difficile à sauver, si nous, tous les citoyens, nous ne nous unissons pas en une légion rédemptrice pour lancer une campagne contre ses oppresseurs. Nous assistons aux préliminaires d'une conspiration criminelle qui menace d'étrangler au sein même du sanctuaire des lois, les garanties individuelles les plus sacrées. Nous assistons au sinistre défilé de tous les attentats, de toutes les infamies, de tous les outrages qui avancent et avancent sur l'ensemble du pays, sans que ne surgisse aucun bras qui puisse sauver la loi, sans que ne s'entende entre nous une seule voix qui accuse […][738] ».

C'est contre ce silence que le journal propose justement de s'élever, en « entrant en campagne » pour guider les citoyens dans la défense de leurs droits, face aux abus répétés de l'alliance civilistes-démocrates incarnée par Piérola, Romaña et Candamo. De teneur libérale – et c'est d'ailleurs ainsi qu'il se présente – ce journal illustre, à l'instar de nombreux autres organes de presse *arequipeños* de l'époque, l'important mouvement d'opposition politique libérale qui caractérise la première décennie du XXe siècle à Arequipa. Dès l'année 1901 se forme un groupe d'opposition politique autour d'un noyau d'intellectuels composé entre autres de Francisco Mostajo et du leader libéral Lino Urquieta, fondateurs du journal *El Ariete,* fer de lance du

---

[737] Seul ce numéro du 9 décembre 1901 a été conservé dans le Fonds Francisco Mostajo. Toutefois, il existe deux exemplaires de ce journal dans les archives de l'Instituto Riva-Agüero de Lima, l'un daté de 1901 et l'autre de 1902, qui nous permettent d'affirmer que le journal a été publié pendant au moins deux années consécutives.

[738] « Ha llegado la Patria a una situación difícil de salvarse, si todos los ciudadanos no nos vinculamos en legión redentora para emprender campaña contra todos sus verdugos. Estamos presenciando los preliminares de una conspiración criminal que amenaza estrangular en el mismo santuario de las leyes, las más sagradas garantías individuales. Estamos presenciando el siniestro desfile de todos los atentados, de todas las infamias, de todos los ultrajes que avanzan y avanzan sobre todo el país, sin que brote un brazo que salva a la ley escarnecida, sin que se oiga entre nosotros una voz que acuse […] ». *La Voz del Pueblo,* 9 décembre 1901, p. 1.

libéralisme aréquipénien. Principal espace d'opposition régionale au pouvoir central, ce mouvement libéral, anticlérical et anti-conservateur remet en cause les fondements mêmes de l'alliance politique en faveur de l'oligarchie nationale, qui gouverne alors le Pérou.

Autre organe de presse libéral, *La Metralla*[739] évoque le 22 mars 1903 ce rejet de l'alliance civilistes-démocrates par une partie de la population locale, rejet qui articule l'argumentation oppositionniste libérale sur le plan national au début de ce XXe siècle péruvien.

> « Cette alliance de canailles dorées [comprendre : les civilistes] avec un tyran dégénéré [comprendre : Nicolás de Piérola], de l'aristocratie têtue et corrompue avec un bandit chanceux, de ce civilisme vénal et infâme avec ce cacérisme idiot et prétorien, est celle qui aujourd'hui a l'audace de prétendre à la gestion des destins de la nation ; c'est celle qui maintenant a le cynisme d'approcher le peuple pour lui demander appui et protection[740] ».

Fondamentale pour comprendre le paysage politique aréquipénien du début du XXe siècle, de même que ses relations avec le pouvoir central, cette opposition libérale occupe progressivement un espace de plus en plus important dans le débat public à Arequipa, nous y reviendrons à la fin de ce chapitre.

À la même période dans le Jalisco, et avec l'élection du Colonel Miguel Ahumada au poste de gouverneur de l'État en 1903, la négociation des élites locales avec le pouvoir central semble également se faire sous le signe d'une relative pacification des relations et affirmation du pouvoir présidentiel. Véritable « homme du président », Miguel Ahumada incarne cette évolution caractéristique de la deuxième moitié du Porfiriat : la nomination des gouverneurs parmi les fidèles de Porfirio Díaz.

Bien que totalement extérieur au Jalisco[741], Miguel Ahumada semble être bien reçu par la population, comme en témoigne une presse toute acquise à sa cause. C'est le cas particulièrement du *Jalisco Libre,* traditionnel opposant à son prédécesseur Luis

---

[739] Comme pour le journal *La Voz del Pueblo,* un seul numéro de cette publication a été conservé au Fondo Francisco Mostajo de la UNSA. Il s'agit du numéro publié le 22 mars 1903.

[740] « Esta alianza de la canalla dorada con un tirano degenerado, de la aristocracia necia y corrompida con un bandido afortunado, de ese civilismo venal e infame con ese cacerismo idiota y pretoriano, es la que hoy tiene la audacia de pretender la gerencia de los destinos nacionales ; es la que en estos instantes tiene el cinismo de acercarse al pueblo en demanda de protección y apoyo ». *La Metralla,* Arequipa, 22 mars 1903, p. 1.

[741] Né à Colima en 1844, Miguel Ahumada occupe le poste de gouverneur du Chihuahua de 1892 à 1903, avant de rejoindre le Jalisco.

C. Curiel et qui soutient avec ferveur l'administration d'Ahumada[742]. Le journal souligne régulièrement sa bonne gestion des intérêts, non seulement de la ville de Guadalajara, mais de l'ensemble du Jalisco[743]. L'article de presse auquel il est ici fait référence illustre la façon dont le *Jalisco Libre* oppose un contraste permanent entre la mauvaise administration de Curiel et celle, positive, d'Ahumada.

> « En quelques brèves journées, la prostration du Jalisco a changé, prostration produite par la terrible gestion de ce haut personnage de néfaste mémoire [n.b. Curiel] en une ère de progrès et de bonheur inaugurée par l'honnêteté et la loyauté de Mr. le Colonel Ahumada. Le Jalisco redevient l'État viril, entier et plein de foi dans l'avenir en marche, comme à ses meilleurs jours, à l'avant-garde de la civilisation nationale. Cela nous enorgueillit puisque, en même temps qu'il détruit complètement l'absurde préjudice selon lequel nous étions ingouvernables, il nous fournit le bien-être pour lequel nous avons tant et si loyalement lutté[744] ».

De fait, les huit années de gouvernement d'Ahumada (1903-1911) correspondent pour Guadalajara à une importante modernisation de l'espace urbain et des aménagements publics, dont rend compte régulièrement la presse, saluant ainsi les multiples initiatives du gouverneur[745]. Si le gouverneur Ahumada semble bénéficier d'un large soutien parmi la population *tapatía*, il convient toutefois de rappeler que ces premières années du XXe siècle au Mexique, années d'affirmation et de stabilisation du pouvoir porfirien, sont aussi celles d'une très forte censure de la presse[746]. L'historienne Elisa Cárdenas Ayala souligne ainsi l'absence de réelle critique du gouvernement d'Ahumada dans la presse *tapatía,* y compris dans les colonnes de la

---

[742] *Jalisco Libre,* Guadalajara, 2 janvier 1905, p. 1 ; *Jalisco Libre,* Guadalajara, 10 janvier 1905, p. 1.

[743] *Jalisco Libre,* Guadalajara, 16 juin 1906, p. 1.

[744] « Cambió, pues, en breves días la postración de Jalisco, producida por la pésima gestión de aquel Prócer de infausta memoria, en una era de progreso y de bienandanza, inaugurada por la honradez y lealtad de propósitos del Sr. Coronel Ahumada. Jalisco vuelve a ser el Estado viril, lleno de entereza y de fe en el porvenir que marcha, como en mejores días, a la vanguardia de la civilización nacional. Esto nos enorgullece, porque al par que destruye completamente el absurdo prejuicio de que éramos ingobernables, nos proporciona el bienestar porque tanto y tan lealmente hemos luchado », *id.,* p. 2

[745] *La Gaceta de Guadalajara,* Guadalajara, 3 avril 1904, p.4 : « Inauguración de un Pabellón para el Mercado de Flores en el Jardín Porfirio Díaz » ; *Revista de Guadalajara,* Guadalajara, 16 septembre 1907, p. 16, « Nuestra ciudad y su adelanto ».Nous ne reviendrons pas ici sur les multiples modernisations mises en place par Ahumada en faveur de la ville de Guadalajara dans la mesure où elles ont déjà fait l'objet d'une présentation détaillée dans le premier chapitre de notre étude.

[746] Cet accroissement de la censure explique le recours de plus en plus fréquent à l'anonymat de la part des journalistes, ce qui complique évidemment l'identification des intellectuels impliqués dans la presse d'opposition.

presse indépendante[747]. Les journaux locaux n'émettent donc que très rarement une critique directe envers le gouvernement local d'Ahumada ou celui, national, de Porfirio Díaz. Toutefois, ils se font l'écho des nombreuses répressions et persécutions dont sont victimes les journalistes et rédacteurs de la presse indépendante[748].

En 1904, le directeur de la *Gaceta de Guadalajara* est ainsi condamné à dix ans de prison pour avoir critiqué l'inconstitutionnalité de mesures prises par Porfirio Díaz[749], tandis que le directeur du *Correo de Jalisco* connaît le même sort deux ans plus tard[750]. Le journal *El Correo de Jalisco* est finalement suspendu pour une durée indéterminée le 21 janvier 1906, fermeture annoncée par ce titre éloquent de la *Gaceta de Guadalajara :* « La question de '*El Correo de Jalisco'*- Suspension indéfinie de cette publication. Censures de journaux très caractéristiques de cette république au Gouvernement du Jalisco »[751].

En dépit de ces conditions difficiles pour la presse indépendante, en 1906 une large partie de la population s'engage en faveur de la réélection de Miguel Ahumada à la tête du gouvernement du Jalisco. Le journal *Jalisco Libre* semble prendre la tête de ce mouvement[752], en rappelant avec régularité et insistance les différentes réalisations dues à l'administration d'Ahumada[753]. À l'instar de ce qui a été observé pour Arequipa est fondé le 14 juillet 1906 un « *Club Popular Reeleccionista* » pour soutenir la candidature d'Ahumada pour la période 1907-1911[754], club dans lequel figure notamment Cipriano Covarrubias, le rédacteur en chef et fondateur du *Jalisco*

---

[747] Elisa CARDENAS AYALA, *Le laboratoire démocratique…, op. cit.,* p. 69.

[748] Sur cette question spécifique de la censure, et ses conséquences pour l'historien qui analyse la presse, voir le document de présentation des sources en annexe.

[749] *La Gaceta de Guadalajara,* Guadalajara, 17 avril 1904, p. 1.

[750] *La Gaceta de Guadalajara,* Guadalajara, « Información general », 14 janvier 1906, p. 11: « Proceso criminal contra el Director de 'El Correo de Jalisco'- Periodista preso e imprenta intervenida ». Fondé en 1896 par l'intellectuel *tapatío* Victoriano Salado Alvarez, *El Correo de Jalisco* se définit comme « radical et jacobin ». Il rassemble à partir de 1905 bon nombre de plumes locales telles que Manuel Puga y Acal, qui en dirige l'édition littéraire sous le titre *El Correo Literario. El Correo de Jalisco* connaît une première période de persécution sous le gouvernement de Luis Curiel. Sur le parcours personnel, littéraire et journalistique de ces intellectuels *tapatíos,* voir le tableau biographique en annexe de la thèse.

[751] *La Gaceta de Guadalajara,* Guadalajara, « Editorial », 21 janvier 1906, p. 1: « El Asunto de 'El Correo de Jalisco'- Suspensión indefinida de esta publicación. Censuras de periódicos muy caracterizados de esta república al Gobierno de Jalisco ».

[752] *La Patria,* Ciudad de México, 26 février 1903, p. 1, « Un buen gobernante ».

[753] *Jalisco Libre,* Guadalajara, 17 mai 1906, p. 1.

[754] *Jalisco Libre,* Guadalajara, 14 juillet 1906, p. 1.

*Libre.* Miguel Ahumada est finalement réélu gouverneur du Jalisco, poste qu'il occupe jusqu'aux convulsions politiques de 1911.

### *Les diverses stratégies d'ajustement des relations « pouvoir central / pouvoirs régionaux »*

La comparaison des évolutions politiques internes à Guadalajara et à Arequipa dans les premières années du XXe siècle met en lumière une même consolidation du pouvoir central, plus ou moins bien accepté localement. Toutefois, cette même comparaison nous renseigne sur des stratégies bien différenciées dans les deux villes, quant à leur articulation au pouvoir national. Intégrées au mouvement national de modernisation, les élites *tapatías* et *arequipeñas* suivent ainsi des trajectoires quelque peu différentes.

Dans le cas du Pérou, il semblerait que l'acceptation de l'autorité centrale par les élites aréquipéniennes passe par une présence de plus en plus importante des Aréquipéniens dans les plus hautes charges du pouvoir, comme c'est le cas de Nicolás de Piérola, puis de López de Romaña. Les grandes familles qui composent ce fameux pouvoir oligarchique liménien et détiennent les rênes du pouvoir depuis l'Indépendance[755] s'ouvrent donc progressivement aux provinciaux, ce qui favorise la négociation entre le pouvoir central et les pouvoirs régionaux.

On retrouve au Pérou quelques caractéristiques communes avec la trajectoire « classique » du personnage politique régional mexicain, qui occupe diverses charges publiques locales avant d'accéder à de plus hautes charges politiques nationales. C'est le cas, exemplaire, de l'intellectuel Jorge Polar. Nommé recteur de l'Université San Agustín d'Arequipa en 1896, il assume à partir de 1905 la charge de Ministre de la Justice, du Culte, de l'Éducation et de la Bienfaisance sous le gouvernement de José Pardo.

Subsiste toutefois une différence fondamentale et significative entre les trajectoires historiques et politiques de Guadalajara et d'Arequipa. En effet, la ville d'Arequipa donne au cours de son histoire de nombreux présidents au Pérou, lorsque prennent fin les révoltes régionales du XIXe siècle. C'est le cas tout d'abord de Pedro

[755] Parmi les plus célèbres, on peut citer les familles Pardo, Riva Agüero, Barreda et de Osma, dont les descendants occupent les postes-clés de la politique nationale durant tout le XIXe siècle. Voir François BOURRICAUD , Jorge BRAVO BRESANI, *et alii, La oligarquía en el Perú…, op. cit.*

Diez Canseco Corbacho (1815-1893), qui s'était opposé militairement à la Confédération péruano-bolivienne en 1839 et devient président de la République de façon intérimaire en 1863, 1865 et 1868. Par la suite, le pouvoir présidentiel est assumé par divers *arequipeños :* Francisco García Calderón (1834-1905), qui occupe brièvement la présidence pendant l'occupation chilienne en 1881 avant d'être exilé par les Chiliens, Nicolás de Piérola (président du Pérou à deux reprises, de 1879 à 1881 puis de 1895 à 1899), et enfin Eduardo López de Romaña, président de 1899 à 1903. Si d'autres villes du pays telles que le Cuzco ou Lambayeque ont également donné des présidents au pays[756], il semblerait toutefois qu'une grande partie du jeu politique national péruvien se décide au sein de cette négociation entre Lima et Arequipa, « la tête et le cœur » du Pérou. L'élection d'un président aréquipénien à la tête du pays entre dans cette défense des intérêts régionaux et plus encore dans cette ambition de la capitale *mistiana* de jouer un rôle de premier ordre sur le plan national.

À l'inverse, et en dépit du poids politique national des élites *tapatías,* les grandes figures politiques du Jalisco s'en sont toujours tenues au rang de présidentiables (c'est le cas, évoqué par Elisa Cárdenas Ayala, de Pedro Ogazón, Luis Ignacio Vallarta, Ramón Corona, voire également Bernardo Reyes, nous y reviendrons), sans jamais parvenir à la tête du pays[757]. La négociation politique entre le pouvoir de Mexico et celui de Guadalajara se jouerait donc plus à la défaveur de la capitale *tapatía,* incapable d'imposer jusqu'au bout ses personnalités politiques.

Il s'agit là d'un premier élément comparatiste qui éclaire ces différences fondamentales dans l'articulation entre le pouvoir central et le pouvoir local au Mexique et au Pérou. Si les élites *tapatías* jouent un rôle récurrent au sein des institutions nationales siégeant dans la capitale, elles ne parviennent néanmoins jamais à exercer le pouvoir le plus élevé, tandis que les *arequipeños* semblent fonder une partie importante de leur négociation avec le centre sur ces périodes durant lesquelles l'un des leurs exerce la magistrature suprême.

Par ailleurs, et à l'inverse de Porfirio Díaz qui ignore volontairement Guadalajara et le Jalisco durant toute la durée de sa présidence, en ne s'y rendant

---

[756] Augusto B. Leguía, président du Pérou de 1908 à 1912 puis de 1919 à 1930, est originaire de cette ville du Nord du Pérou.

[757] Le seul *tapatío* à avoir exercé la présidence de la République est le libéral Valentín Gómez Farias (1781-1858) en 1833 et en 1846. Il assume également la charge de vice-président à diverses reprises, en 1833, 1834 et 1847 sous la présidence de Santa Anna.

qu'une seule fois en 1889, les présidents successifs que compte le Pérou au début du XXe siècle vont régulièrement saluer la « seconde capitale » du pays. C'est le cas de López de Romaña, mais également de José Pardo, qui est accueilli triomphalement par la population *mistiana* au mois de juillet 1905[758]. Il semble ainsi que pour se maintenir, le pouvoir central ne saurait ignorer Arequipa, dont Lima conserve la mémoire des puissantes rébellions du XIXe siècle.

Même si elles n'accèdent pas au pouvoir présidentiel, les élites *tapatías* exercent toutefois leur influence au niveau national grâce à leur importante présence dans la capitale du pays. En 1905 est ainsi réactivé le *Círculo Jalisciense* fondé vingt ans plus tôt[759], grâce à l'initiative d'importants membres de l'élite locale comme des *jaliscienses* présents dans la capitale. Le *Círculo Jalisciense* rassemble comme membres honorifiques ou comme membres permanents et actifs, l'essentiel des élites politiques, économiques et intellectuelles locales. Le cercle fondé en 1905 compte ainsi parmi ses membres le gouverneur Miguel Ahumada lui-même, de même que des intellectuels de première importance tels que le romancier José López Portillo y Rojas ou le poète Antonio Becerra y Castro[760].

La presse de la capitale commente avec enthousiasme l'inauguration du nouveau *Círculo Jalisciense* à México au mois d'octobre de l'année 1905, soulignant la dimension exceptionnelle d'une telle institution :

> « L'inauguration d'un Cercle *Jalisciense*, effectuée dimanche dernier, fut indubitablement un acte très solennel et de grande répercussion sociale. C'était la moindre des choses. Sans doute aucun autre État de la République n'a dans la capitale la représentation dont dispose le Jalisco : politiques reconnus, littéraires distingués, riches rentiers sont *jaliscienses*, et le nombre de colons de la même origine, comme on l'assure, atteint les trente mille. Mr. le Président de la République s'est attaché à rehausser de sa présence la solennité de l'acte, et le Bureau directeur du Cercle a mis du sien autant que possible pour que celui-ci soit brillant[761] ».

---

[758] *La Bolsa,* Arequipa, 4 juillet 1905, p. 2-3, « El presidente de la República a los departamentos de Arequipa, Puno y Cuzco ».

[759] L'absence d'archives complètes et détaillées sur cette institution ne nous permet pas d'expliciter la disparition de cette première formation du *Círculo Jalisciense,* qui intervient probablement en 1886.

[760] *El Diario del Hogar,* Ciudad de México, 8 octobre 1905, p. 2.

[761] « La inauguración del Círculo jalisciense, efectuada el domingo anterior, fue indubitablemente un acto solemnísimo y de la mayor resonancia social. El caso no era para menos. Tal vez ningún otro Estado de la República tiene en la capital la representación que el de Jalisco: políticos de nota, literatos

De fait, peu d'États disposent dans la capitale d'un tel groupe d'influence œuvrant à la défense de ses intérêts et à l'entretien de relations à la fois économiques, politiques et sociales entre les élites régionales et celles de la capitale. Une recherche rapide dans les archives digitales proposées par la *Hemeroteca Nacional Digital* de la Bibliothèque Nationale de Mexico nous informe toutefois sur l'existence d'autres cercles régionaux dans la capitale, quoique d'importance mineure. La presse de la capitale rend ainsi compte de la présence d'un « *Círculo veracruzano* » en 1891, cercle qui serait refondé en 1902. On trouve également deux références à un « *Círculo oaxaqueño* », références trop limitées pour nous permettre de documenter la fondation ou les activités de ce centre. Les activités mondaines et sociales du « *Círculo poblano* », fondé également en 1891[762], sont évoquées de façon régulière dans la presse, qui annonce également en 1910 la formation d'un « *Círculo Michoacano* »[763].

Jusqu'à présent totalement ignorés par l'historiographie tant nationale que locale, ces cercles régionaux sont néanmoins d'importance puisque, au-delà de leur rôle mondain – le *Círculo Jalisciense* semble ainsi devenir un important centre de réunions mondaines dans la capitale du pays, peu de temps après sa fondation[764] –, ils

---

distinguidos, rentistas acaudalados, son jaliscienses, y el número de colonos del mismo origen, según se asegura, asciende a cosa de treinta mil. El Sr. Presidente de la República tuvo a bien dar realce con su presencia al pomposo acto, y la Mesa Directiva del Círculo puso de su parte cuanto pudo para que aquel resultara lucido […] ». *La Gaceta de Guadalajara,* Guadalajara, « Notas foráneas », 15 octobre 1905, p. 5, « Desde México ».

[762] *El Tiempo,* Ciudad de México, 30 mai 1891, p. 3.

[763] *El Tiempo,* Ciudad de México, 20 janvier 1910, p. 1, « Dimanche se réuniront les *michoacanos* qui résident dans la capitale, dans le but de discuter des statuts de l'association Nome *'Círculo michoacano',* de caractère purement social. Cette association, qui sera semblable à d'autres du même style existant dans la capitale, formées par les fils des différents États du pays, aura son casino, dans lequel des fêtes seront régulièrement organisées ». *Version originale de la citation :* « El domingo se reunirán los michoacanos residentes en la capital con el objeto de discutir los estatutos de la agrupación denominada 'Circulo Michoacano', de carácter meramente social. Esta agrupación, que será semejante a otras similares existentes en la capital, formadas por hijos de los diferentes Estados del país, tendrá su casino en el que se darán fiestas periódicamente ».

[764] Cette dimension mondaine du *Círculo Jalisciense* est très claire, et les diverses fêtes et banquets qu'il organise occupent régulièrement les colonnes de la presse de la capitale. Parmi de nombreux exemples : *La Gaceta de Guadalajara,* Guadalajara, « Notas foráneas », 19 novembre 1905, p. 5, « Desde México » : « Le brillant Cercle *Jalisciense* commence déjà à être le centre de divertissements à la mode à Mexico. Il a organisé trois ou quatre réunions qui se sont avérées des plus délicieuses et agréables. La réunion de cette semaine a surpassé en éclat les premières. Les morceaux du concert ont beaucoup plu, et le lunch-champagne a dignement complété l'agréable réunion. Tout ce que la *Colonia Jalisciense* compte de plus illustre s'était donné rendez-vous dans les salons du Casino, et l'élément féminin s'est vu représenté par de nombreuses et très belles *tapatías,* de celles qui résident ici et de celles qui accidentellement, comme Mesdemoiselles Quevedo, Villaseñor et Gómez, se trouvent dans la capitale. Les membres du Bureau et les partenaires amphitryons, faisant comme toujours étalage de finesse et de galanterie. Les invités tout à fait satisfaits ». *Version originale de la citation :* « El flamante Circulo Jalisciense comienza a ser ya el centro de recreo, de moda en México. Lleva dadas como tres o cuatro

sont surtout des acteurs essentiels de la négociation entre les intérêts régionaux et le pouvoir central[765].

Le 20 août 1906, le *Jalisco Libre* reproduit un communiqué des membres du *Círculo Jalisciense* invitant les *tapatíos* à réélire Miguel Ahumada à la tête du Jalisco[766], qui témoigne de la préoccupation des élites *jaliscienses* installées dans la capitale du pays pour le développement de leur État natal. Cet intérêt se manifeste également dans l'organisation régulière d'expositions de produits *jaliscienses,* afin de promouvoir l'activité artisanale et industrielle du Jalisco[767], ou encore dans l'accueil des actionnaires du *Banco de Jalisco* au sein des locaux du *Círculo,* afin de décider des mesures à prendre pour développer la situation financière de l'Etat[768].

Le groupe *jalisciense* de México constitue donc sans nul doute le principal groupe régional d'influence économique et politique dans la capitale du pays, ce qui assure au Jalisco une défense toute particulière de ses intérêts. Pour autant, et en dépit de cette importance du *Círculo* dans l'articulation des intérêts locaux avec le pouvoir central, le développement de la colonie *jalisciense* dans la ville de México fait l'objet d'une certaine inquiétude de la part de la presse locale. À l'annonce de la fondation de cette deuxième version du *Círculo Jalisciense,* le *Jalisco Libre* encourage la fondation du cercle, tout en exprimant sa préoccupation face au

---

tertulias que han resultado de lo más exquisito y agradable. La tertulia de esta semana superó en lucimiento a las otras primeras. Los números de concierto gustaron muchísimo y el lunch-champagne completó dignamente la agradable reunión. Todo lo más escogido de la Colonia jalisciense se dio cita en los salones del Casino, y el elemento femenil se vio representado por muchas y muy bellas tapatías de las que aquí residen y de las que accidentalmente, como las señoritas Quevedo, Villaseñor y Gómez, se encuentran en la capital. Los miembros de la Mesa Directiva y los socios obsequiantes, haciendo como siempre derroche de fineza y galantería. Los invitados complacidísimos ».

[765] Une analyse spécifique de ces cercles régionaux est actuellement en cours de rédaction, afin de mettre en lumière leur rôle dans la négociation qui se joue entre le pouvoir central et les pouvoirs régionaux durant le Porfiriat.

[766] *Jalisco Libre,* Guadalajara, 20 août 1906, p. 1-2.

[767] *El Correo Español,* Ciudad de México, 31 mars 1906, p. 2, « Exposición jalisciense » : « Le Cercle *Jalisciense,* à l'initiative de l'un de ses principaux partenaires, essaie d'organiser dans cette capitale une exposition à caractère permanent, dans le but de donner à connaître les produits du dit État aux hommes d'affaires, et de faciliter et d'étendre les relations commerciales entre le Jalisco et Mexico. Pour la réalisation d'un si louable projet, des travaux d'une grande importance sont en train d'être réalisés, invitant tous les producteurs des riches régions de l'État du Jalisco, afin qu'ils envoient des échantillons pour cette exposition ». *Version originale de la citation :* « El Círculo Jalisciense, por iniciativa de uno de sus más significados socios, trata de organizar en esta capital una Exposición de carácter permanente, con el fin de dar a conocer los productos de dicho Estado a los hombres de negocios y facilitar y extender las relaciones comerciales entre Jalisco y Méjico. Para la realización de tan laudable pensamientos están realizando trabajos de verdadera importancia, excitándose a todos los productores de las ricas regiones del Estado de Jalisco, a fin de que remitan muestras para dicha exposición ».

[768] *El Demócrata,* Guadalajara, 4 octobre 1906, p. 2, « Banco de Jalisco ».

> « terrible accroissement de l'émigration, [de] ce mal désastreux qui en volant au Jalisco des bras forts, des volontés fermes, des intelligences utiles et des énergies de transcendance vitale, stérilise le commerce et l'industrie, tue les sciences et nous rend impuissants, dans la situation la plus précaire que l'on puisse imaginer, dans la difficile lutte pour la vie[769] ».

Cette émigration importante des intellectuels, scientifiques et politiques *jaliscienses* vers la capitale du pays alimente sans aucun doute une meilleure interaction entre les intérêts économiques régionaux et le pouvoir central, mais représente en même temps une marginalisation de la ville de Guadalajara, vidée progressivement de ses élites. On a affaire ici à une certaine contradiction des élites locales, qui en même temps qu'elles défendent les intérêts locaux et décrient le centralisme exercé par la capitale du pays, cherchent à s'y installer et à y faire carrière.

Bien que moins aisée à documenter en raison du silence des archives à ce sujet, cette même contradiction est également observable pour Arequipa, dont les ressortissants constituent le principal contingent de provinciaux dans la ville de Lima jusque dans les années 1920 :

> « Jusqu'à l'époque de Leguía, Lima semblait être une ville sans provinciaux. Il y avait seulement des Aréquipéniens. C'est pour cette raison que le grand tribun Victor Andrés Belaúnde a dit un jour avec grand sens de l'humour, mais aussi beaucoup de vérité : 'à Lima il y a beaucoup d'Aréquipéniens illustres, c'est pour cela que celui qui n'est pas Aréquipénien aspire à l'être'[770] ».

De fait, et au-delà de la plaisanterie, de même que les membres du *Círculo Jalisciense* représentent dans la ville de México un certain pouvoir, bon nombre des *arequipeños* installés à Lima occupent des postes de première importance dans les institutions et ministères nationaux[771], mais probablement moins que les *tapatíos* à Mexico.

---

[769] « El crecimiento terrible de la emigración, de ese mal desastroso que al robar a Jalisco brazos fuertes, voluntades firmes, inteligencias útiles y energías de vital trascendencia, esteriliza el comercio y las industrias, mata las ciencias y nos entrega impotentes, en la más precaria situación que es dada concebir, para la lucha tormentosa de la vida ». *Jalisco Libre,* Guadalajara, 10 octobre 1905, p. 1.

[770] « Hasta la época de Leguía Lima parecía una ciudad sin provincianos. Sólo había arequipeños. Por eso dijo una vez con gran sentido de humor pero en forma certera el gran tribuno y orador Víctor Andrés Belaúnde: 'En Lima hay muchos arequipeños ilustres, por eso el que no es arequipeño aspira a serlo ». José Luis ROMERO, *Latinoamérica : las ciudades y las ideas,* Mexico, Siglo Veintiuno Editores, 1976, p. 24.

[771] Ont déjà été évoqués Jorge Polar et Eduardo López de Romaña, il conviendrait de citer également le libéral Lino Urquieta, qui occupe le poste de député pour Arequipa à Lima, à partir de 1908.

Cette contradiction des élites locales, qui mêlent à leur discours régionaliste une fascination à peine masquée pour une capitale alors synonyme de modernité et d'ascension sociale, est observée dès la fin du XIXe siècle par le voyageur allemand Ernst W. Middendorf :

> « Bon nombre des plus riches familles [d'Arequipa] se sont établies à Lima ou vivent dans la capitale parce que les hommes y exercent quelque charge dans l'administration publique. Bien que les Aréquipéniens soient très régionalistes et placent leur ville au-dessus de toutes les autres, ils s'installent à Lima s'ils peuvent le faire. Mais même là, ils ne cessent de faire l'éloge d'Arequipa, et y retournent seulement quand les circonstances les y obligent, ce qui explique qu'un Aréquipénien a dit un jour à l'auteur, 'que l'actuelle Arequipa se trouve à Lima'[772] ».

C'est de cette posture ambiguë des élites locales vis-à-vis d'une capitale qui représente un pôle incontestablement attractif, qu'émane toute la complexité du discours régionaliste sur le centralisme et le fédéralisme, tel qu'il sera analysé dans le chapitre suivant[773]. Retenons simplement ici l'importance de cette présence de *tapatíos* et d'*arequipeños* dans les capitales de leurs pays respectifs, présence qui joue un rôle indéniable dans ce pacte qui se met en place progressivement entre le pouvoir central et les pouvoirs régionaux, et ce jusqu'à l'importante rupture que représente, pour le Mexique comme pour le Pérou, la décennie 1910.

## 1910, la décennie révolutionnaire

Au cours des années 1910 se distancient très fortement les trajectoires historiques du Mexique et du Pérou, à la faveur des profonds bouleversements nationaux, mais également internationaux qu'entraîne la Révolution mexicaine de 1911. La comparaison paraît alors difficile, entre le Mexique révolutionnaire et le

---

[772] « Muchas de las familias acomodadas [d'Arequipa] se han establecido definitivamente en Lima o viven en la capital porque los hombres desempeñan algún cargo en la administración pública. Aunque los arequipeños son muy regionalistas y ponen su ciudad por encima de todas las demás, se trasladan a Lima, si pueden hacerlo. Pero aún allí, no dejan de elogiar a Arequipa, y sólo regresan cuando las circunstancias los obligan, por lo que un arequipeño dijo al autor, en una oportunidad, "que la actual Arequipa se encontraba en Lima ». Ernst W. MIDDENDORF, « La Ciudad de Arequipa », *in* Edgardo RIVERA MARTINEZ, *op. cit.,* p. 365. Ernst W. Middendorf (1830-1908) est un médecin, anthropologue et voyageur allemand ayant passé plusieurs années au Pérou, entre 1885 et 1888. C'est l'un des précurseurs de l'archéologie péruvienne, avec ses importants travaux cartographiques sur le site de Chavín de Huantar.

[773] Le chapitre 6 abordera également dans le détail cette relation ambiguë des élites locales avec la capitale du pays, érigée en symbole du meilleur comme du pire de la nation à partir des années 1920.

Pérou civiliste. Nous touchons là, d'une certaine façon, aux limites du comparatisme, qui semble devoir s'effacer devant un événement tel que la Révolution mexicaine, phénomène-écran qui réclame un traitement particulier. Pour cette raison, la décennie 1910 et les quelques années qui la précèdent feront l'objet d'une analyse séparée, pays par pays.

Toutefois, et en dépit de ce profond contraste entre les deux cas étudiés, ceux-ci semblent s'articuler autour d'une même problématique, celle de la Révolution. Au Mexique, le soulèvement révolutionnaire opère une incontestable rupture politique, sociale et économique, qui mobilise aussi bien les intellectuels de l'époque que les historiens. Au Pérou, et bien que le pays ne connaisse pas les profonds troubles qui touchent alors le Mexique, la problématique révolutionnaire n'est pas absente et parcourt au contraire le discours des libéraux aréquipéniens, dans leur lutte contre l'ordre conservateur et clérical qui règne dans la capitale *mistiana.*

La comparaison nous met alors en présence d'une contradiction fondamentale, qui éclaire aussi bien les développements historiques nationaux que les logiques régionales. Alors que le Mexique connaît l'une des plus importantes révolutions du XX^e^ siècle, avec ce que cela implique de bouleversements politiques et sociaux, Guadalajara semble au contraire représenter un certain conservatisme, voire la défense d'une posture contre-révolutionnaire, avec l'arrivée au pouvoir du *Partido Católico Nacional.* À l'inverse, tandis que le Pérou connaît dans les années 1900 à 1910 une période de pacification des tensions internes et de relative stabilité politique, Arequipa est en proie à de violents affrontements entre les catholiques conservateurs et les libéraux, qui appellent à de profonds changements dans la société locale.

Révolution et religion se retrouvent alors au cœur des débats *tapatíos* et *arequipeños* des années 1900-1910 et articulent des affrontements qui, bien que très différents dans les deux villes, mettent toutefois en œuvre des arguments comparables. Si les contextes nationaux mexicain et péruvien sont donc radicalement différents à cette période, Guadalajara et Arequipa adoptent une même posture d'opposition, en prenant clairement le contre-pied des grandes évolutions nationales.

***Porfirio Díaz et « la crise de succession » : une conjoncture exceptionnelle***

Au mois de mars 1908, le *Pearson's Magazine* de New-York publie une entrevue entre le journaliste américain James Creelman et Porfirio Díaz, entrevue au cours de laquelle ce dernier se prononce en faveur de la formation d'un parti d'opposition et s'affirme prêt à céder le pouvoir. Sujet à de nombreuses interprétations, ce célèbre entretien Díaz-Creelman est « traditionnellement […] présenté comme un antécédent de la Révolution, voire comme l'origine directe d'un militantisme politique organisé et non clandestin »[774]. Cette publication de l'entrevue entre Díaz et Creelman ouvre en effet la porte à une réflexion publique et ouverte quant à la succession du dictateur et la possibilité de former légalement de nouveaux partis politiques.

Si cette entrevue joue un rôle historique incontestable, il convient néanmoins de rappeler que c'est dès la fin des années 1890 que le pouvoir porfirien commence à s'affaiblir et que la question de la réélection du dictateur divise l'opinion.

> « Deux hommes apparaissent aux yeux de tous comme possibles successeurs de Díaz : le général Bernardo Reyes et le ministre des Finances José Yves Limantour. Par personnes interposées, c'est bien l'affrontement des deux grandes catégories politiques libérales […] ; d'un côté les porfiristes classiques, dont le trait essentiel est d'occuper des postes politiques permettant de contrôler les États. De l'autre, les ministres et les hauts fonctionnaires de Mexico formés en grande partie par les intellectuels positivistes[775] ».

Porfirio Díaz mène alors une politique favorable à Limantour et à son entourage, ce qui conduit progressivement le système porfirien à la paralysie. Les clubs libéraux se multiplient au début des années 1900, sous l'influence de personnalités radicales telles que les célèbres frères Flores Magón et grâce au développement d'une presse d'opposition particulièrement active[776].

S'il n'appartient pas à cette thèse d'analyser dans le détail les différents mouvements d'opposition qui préparent la chute du système porfirien tout au long

---

[774] Elisa CARDENAS AYALA, *Le laboratoire démocratique…, op. cit.,* p. 124.

[775] François-Xavier GUERRA, *Le Mexique…, op.cit,* p. 317. Du même auteur, voir également ce petit ouvrage intitulé « La sucesión presidencial de 1910 », publié en 1998 au Fondo 2000, Mexico.

[776] Parmi les publications citées en priorité par François-Xavier Guerra figurent les journaux de la capitale *El Demócrata, El Demófilo, Regeneración* (des frères Flores Magón) ou encore *El Hijo del Ahuizote. Id.*

des années 1900[777], soulignons simplement le fait que le Jalisco, traditionnellement considéré comme étant resté en marge de ces mouvements d'opposition, connaît lui aussi une intense activité politique dans ces années qui précèdent la chute du régime. Au mois de décembre 1908 est ainsi fondé un Parti Politique Indépendant, en réaction directe à cet entretien Díaz-Creelman, parti qui compte rapidement 636 affiliés dans le Jalisco, dont 209 à Guadalajara[778]. Ce Parti soutient ouvertement l'élection de Bernardo Reyes à la vice-présidence.

Le reyisme, de même que les divers mouvements d'opposition au Porfiriat à partir de 1908 et jusqu'en 1913, sont au cœur de la thèse de doctorat d'Elisa Cárdenas Ayala, *Le laboratoire démocratique : le Mexique en révolution (1908-1913),* qui apporte un éclairage inédit sur un moment historique généralement ignoré dans l'historiographie *tapatía.* Cette étude insiste tout d'abord sur le relatif silence qui, dans la presse, entoure la réception de cette entrevue Díaz-Creelman, à l'exception de quelques articles modérés du *Jalisco Libre.* Dans ce panorama journalistique relativement prudent sur la question de la succession présidentielle, le journal indépendant *La Libertad* fait entendre une voix dissidente.

> « Avant la Révolution, c'est sans aucun doute le quotidien *La Libertad* qui incarne au Jalisco l'opposition la plus persistante au régime et celui qui travaille le plus à la dynamisation de la société, tant sur le terrain des idées que sur celui des attitudes politiques. Dans ses éditoriaux, les incitations à l'éveil de la conscience accompagnent, souvent, l'évaluation du régime porfirien[779] ».

Fondé en 1898 par Francisco L. Navarro, le journal *La Libertad* est publié régulièrement jusqu'en 1911 et défend tout au long de son existence des positions politiques indépendantes, axées sur la défense des droits sociaux. Ainsi, en 1910, c'est *La Libertad* qui prend la tête du mouvement « reyiste » à Guadalajara :

---

[777] Ces mouvements d'opposition menés par les Clubs libéraux un peu partout dans le pays, par les réseaux magonistes ou encore au cours des diverses grèves et manifestations ouvrières qui voient le jour dans les années 1900 sont analysés dans le détail par François-Xavier Guerra dans le chapitre 8 de l'ouvrage déjà cité : François-Xavier GUERRA, *Le Mexique…, op. cit.,* « L'éveil du radicalisme ».

[778] Elisa CÁRDENAS AYALA, « El Horizonte democrático: Jalisco del liberalismo juarista hasta la revolución », *in* María Alicia PEREDO MERLO (coord.), *op. cit.* p. 33.

[779] Elisa CARDENAS AYALA, *Le laboratoire démocratique…, op. cit.,* p. 121.

> « La clef de voûte du reyisme organisé au Jalisco, le parti *Independiente*[780], est étroitement lié au journal *La Libertad,* principal vecteur du mouvement et organe de recrutement de nouveaux adhérents pour le parti. Ce journal est ainsi un des plus importants promoteurs du reyisme dans l'État et, en retour, on trouve dans ses pages l'expression d'une opinion liée au mouvement. *La Libertad* accompagne le mouvement reyiste pendant deux étapes essentielles de son existence : sa genèse – depuis la publication de l'entretien Díaz-Creelman, en mars 1908, jusqu'à la fondation du parti *Independiente,* en décembre de la même année –, et son expansion, de décembre 1908 à juillet 1909. […]. On ne saurait pour autant considérer *La Libertad* comme un simple organe du reyisme, car il s'agit d'un opposant de longue date au régime porfirien et ni sa pensée ni ses prises de position ne peuvent être réduites au reyisme. En effet, même si elle a vigoureusement soutenu le mouvement, *La Libertad* ne devient à aucun moment un simple journal de propagande. C'est ainsi que le reyisme exprimé dans ses pages doit être lu dans un contexte plus vaste, celui de l'opposition libérale au porfirisme et des aspirations politiques d'une élite intellectuelle régionale qui voit dans le mouvement reyiste la voie la plus appropriée pour parvenir à ses fins : à court terme, un changement de personnel politique ; à moyen terme, la transition vers la démocratie[781] ».

La presse *tapatía* n'est donc pas en reste dans ce vaste mouvement national d'opposition à la politique porfirienne. Elisa Cárdenas Ayala décrit le mouvement reyiste comme « un mouvement de très courte durée, mais socialement large, à l'occasion de la crise qui marque la fin du long règne de Porfirio Díaz, autour de ce que fut son problème politique majeur : la succession présidentielle »[782]. Dans ce contexte, Bernardo Reyes[783] est perçu comme le seul successeur possible de Porfirio Díaz, dont l'arrivée au pouvoir permettrait le maintien du système porfirien autour de ces axes d'ordre et de progrès, tout en assurant une transition vers la démocratie. De fait,

---

[780] Fondé en 1908 à Guadalajara, le Parti *Independiente* a pour principal objectif de faire élire Bernardo Reyes à la vice-présidence de la République, afin d'assurer une transition en douceur avec le pouvoir de Porfirio Díaz.

[781] Elisa CARDENAS AYALA, *Le laboratoire démocratique…, op. cit.,* p. 160.

[782] *Id.,* p. 151.

[783] Né en 1849 à Guadalajara, Bernardo Reyes s'engage très jeune dans les rangs de l'armée pour lutter contre l'intervention française, sous les ordres du Général Ramón Corona. Il participe également à la fameuse bataille de la Mojonera. Promu au grade de Général à l'âge de trente ans, il est nommé gouverneur militaire du Nuevo León en 1885, afin de maintenir l'ordre dans le nord du pays. Il devient par la suite gouverneur constitutionnel de Nuevo León, poste qu'il occupe de façon temporaire, puis définitive jusqu'à la fin des années 1900. Il occupe également pendant trois ans le poste de Secrétaire de la Guerre et de la Marine. Fernando MARTÍNEZ REDING, *Los tapatíos, un modo de vivir…, op.cit.,* p. 228.

> « Nationaliste et franc-maçon, Reyes était un libéral classique, caractéristique de ce que François-Xavier Guerra identifie comme la première génération de gouverneurs porfiriens. La gestion de Reyes au Nuevo León renforce son crédit auprès d'une partie de la classe politique. Son administration, libérale, établit les bases du développement industriel et capitaliste de l'État et en particulier de sa capitale, Monterrey […][784] ».

Fort de cette excellente réputation, Reyes bénéficie au départ du soutien de Porfirio Díaz, qui le nomme ministre de la Guerre et de la Marine en 1901. Reyes met en place une série de réformes concernant l'armée, réformes qui ne font qu'accroître sa popularité auprès d'une classe politique de plus en plus acquise à sa cause. Ce large soutien dont bénéficie Reyes le rend néanmoins rapidement suspect aux yeux de Porfirio Díaz et lui vaut les jalousies du clan de José-Yves Limantour, son principal rival politique.

Le nouveau poste de Vice-président de la République, créé en 1904 pour préparer la succession de Porfirio Díaz, est occupé par Ramón Corral, un proche de Limantour[785]. À l'approche des élections de 1910 se polarise alors un nouveau conflit politique autour de cette opposition entre Ramón Corral, le candidat de Porfirio Díaz, et Bernardo Reyes.

Les *tapatíos* semblent à cette occasion, et dès 1908, sortir de leur torpeur politique afin de s'engager massivement en faveur de l'élection à la vice-présidence de Bernardo Reyes.

> « Dans la capitale *jalisciense* se fondèrent un grand nombre de 'clubs' – associations de type politique alors très à la mode – pour appuyer la candidature de Don Bernardo, malgré la grande prudence de celui-ci et le fait qu'il réitère sa loyauté à Don Porfirio. La popularité de Reyes augmenta de façon notoire dans tout le pays et il fut rapidement assez clair que don Porfirio, qui n'acceptait pas, même en pensée, que quelqu'un puisse lui faire de l'ombre, donnerait son appui à Corral pour la vice-présidence. L'agitation s'accrut surtout à Guadalajara, où après tant d'années de calme, les manifestations de rues devinrent fréquentes, les réunions animées, les articles enflammés dans les journaux[786] ».

---

[784] Elisa CARDENAS AYALA, *Le laboratoire démocratique…, op. cit.,* p. 153.

[785] La presse locale *tapatía* relaie déjà cette première étape vers l'affrontement Reyes-Corral, qui polarise le débat politique lors des élections de 1909. *La Gaceta de Guadalajara,* Guadalajara, 8 mai 1904, p. 1, « La cuestión política ».

[786] « Fue normal, por lo tanto, que en la capital jalisciense se fundaron un gran número de 'clubes' – asociaciones de tipo político muy de moda entonces – para apoyar la candidatura de don bernardo,

De fait, ces derniers animent avec enthousiasme le débat autour de l'élection du vice-président et c'est par voie de presse que se joue une grande partie du conflit au niveau local. Tandis que certains journaux soutiennent l'élection de Corral – c'est le cas notamment du *Correo de Jalisco* –, d'autres tels que *La Libertad* ou encore *El Globo* appuient fermement la candidature de Bernardo Reyes.

Fondé au mois de mars 1909 dans cet objectif par José Solorzano, le journal *El Globo*

> « permet d'appréhender une autre dimension du reyisme dans Jalisco, qui se caractérise par un discours plus agressif et parfois manichéen, une propagande plus explicite et une rupture du traitement traditionnel (entre respect et vénération) accordé à la figure présidentielle ; en somme, une stratégie différente de conquête de l'opinion[787] ».

Ce ton différent et incontestablement plus provocateur adopté par le journal *El Globo* est perceptible dès sa fondation et ses premiers numéros, dans lesquels il s'accorde avec *La Libertad* pour considérer la réélection de Porfirio Díaz comme un mal nécessaire, un « sacrifice » ayant pour but l'installation ultérieure de la démocratie[788]. *El Globo* se différencie toutefois du discours reyiste classique pour s'attacher à une « destruction de l'image du dictateur »[789].

Tolérés puis réprimés par le pouvoir local de Miguel Ahumada, sur ordre de Porfirio Díaz, les divers organes de presse reyistes voient leurs espoirs s'évanouir lorsque, en juillet 1909, Bernardo Reyes annonce officiellement son désir de se retirer du jeu politique et de se ranger derrière les décisions de Porfirio Díaz.

Il n'appartient pas à cette thèse d'interroger les origines comme les manifestations du mouvement reyiste, ni d'évaluer sa portée modernisatrice dans le jeu politique prérévolutionnaire tant national que local au Mexique – tout cela a été parfaitement documenté, analysé, voire quantifié et cartographié par Elisa Cárdenas

---

pese a que él extremaba su prudencia y reiteraba su lealtad a don Porfirio. La popularidad de Reyes aumentó de manera notable en todo el país y pronto quedó claro que don Porfirio, que ni en el pensamiento aceptaba que alguien pudiera hacerle sombra, brindaría su apoyo a Corral para la vicepresidencia. La agitación creció sobre todo en Guadalajara, donde tras de tantos años de calma se volvieron comunes las manifestaciones callejeras, las reuniones acolaradas, los encendidos artículos en los periódicos ». Fernando MARTÍNEZ REDING, *Los tapatíos, un modo de vivir…, op.cit.,* p. 229.

[787] Elisa CARDENAS AYALA, *Le laboratoire démocratique…, op. cit.,* p. 166

[788] *Id.,* p. 167.

[789] *Id.,* p. 169. Nous n'insisterons pas ici sur les divers articles publiés au cours des deux premières années d'*El Globo* dans la mesure où ceux-ci ont fait l'objet d'une analyse détaillée en pages 167 à 171 de l'ouvrage d'Elisa Cárdenas Ayala.

Ayala[790] –. Toutefois, il semble intéressant de mentionner l'incontestable dimension régionaliste de cette mobilisation *tapatía.* Elisa Cárdenas Ayala explique ainsi l'émergence du mouvement reyiste dans le Jalisco par le lent déclin de l'influence politique des élites *tapatías* sur le plan national depuis la mort de Ramón Corona, de même que les mauvaises relations entretenues par celles-ci avec Porfirio Díaz. Les trop rares déplacements du dictateur dans la capitale *tapatía* alimentent par ailleurs ce désamour[791] et leur détachement vis-à-vis de Porfirio Díaz.

> « Dans un tel contexte, Bernardo Reyes était la seule personnalité originaire de l'État occupant une position élevée à l'échelon national ; il était, de surcroît, lié aux familles d'Ogazón et de Vallarta, ce qui permettait de lui construire une sorte de 'lignage libéral', remontant aux heures de gloire du libéralisme, celui de la restauration de la République et du combat contre la rébellion de Manuel Lozada[792] ».

En soutenant la candidature de Bernardo Reyes à la vice-présidence de la République, il s'agit donc pour les élites *tapatías* d'encourager d'une certaine façon leur retour dans le jeu politique national, par le biais d'une figure jugée représentative des ambitions locales. Une fois Bernardo Reyes évincé du jeu électoral, les *tapatíos* se tournent alors plus discrètement vers Francisco I. Madero (1873-1913)[793] et se rangent derrière les arguments contre la réélection de Porfirio Díaz.

Lorsque disparaît définitivement la vague reyiste à la fin de l'année 1909, Madero poursuit son travail en faveur de l'antiréélectionnisme, mouvement qu'il avait initié l'année précédente en publiant son célèbre opuscule *La sucesión presidencial de 1910,* ouvrage qui fait suite à l'entretien Díaz-Creelman et dans lequel Madero se prononce en faveur de la mise en place d'élections libres, destinées à destituer Porfirio Díaz.

---

[790] Elisa CARDENAS AYALA, *Le laboratoire démocratique…, op. cit.,* Voir également Elisa CARDENAS AYALA, « El Horizonte democrático : Jalisco del liberalismo juarista hasta la revolución », *in* Maria Alicia PEREDO MERLO (coord.), *op.cit.* D'autres auteurs se sont également attachés à expliciter le mouvement reyiste, parmi lesquels Francisco AYON ZESTER, *Reyes y el reyismo,* Guadalajara, Ed. Font., 1980.

[791] Elisa CARDENAS AYALA, *Le laboratoire démocratique…, op. cit.,* p. 157-158.

[792] *Ibid.*

[793] Il existe une abondante historiographie sur ce personnage, héritier d'une riche famille de propriétaires terriens du Coahuila. Nous nous permettons de renvoyer le lecteur à ces quelques références : Enrique KRAUZE, *Francisco I. Madero : místico de la libertad,* México, Fondo de Cultura Económica, 1987 ; Stanley Robert ROSS, *Francisco I. Madero, apostle of Mexican Democracy,* New York, Columbia University, 1985 ; etc.

À la fin de l'année 1909 le mouvement madériste est encore faible, mais il commence néanmoins à s'implanter de façon importante dans plusieurs États du pays, notamment grâce aux nombreuses tournées effectuées par Madero dans les principales villes du pays. Le 25 décembre 1909, Madero se rend ainsi à Guadalajara, jusqu'alors principal bastion du reyisme, où il prend contact avec les centres antiréélectionnistes locaux[794]. Si la presse relaie peu l'événement, l'accueil de la population *tapatía* semble toutefois chaleureux[795]. Il faut attendre l'année suivante, lors d'une dernière visite de Madero à Guadalajara au mois de mai 1910, pour que les antiréélectionnistes *tapatíos* se mobilisent réellement en faveur de Madero.

Il est à noter que le passage du reyisme au madérisme ne se fait pas sans ambiguïtés pour les *tapatíos*, comme le souligne à juste titre Elisa Cárdenas Ayala, en rappelant le peu d'études qui documentent cette transition[796].

> « La chute du général Reyes laisse un mouvement nombreux, actif, bien structuré, dépourvu de sa raison d'être formelle, face à un vide politique. Ce mouvement avait, cependant, évolué et, comme on l'a vu, s'était constitué graduellement une base sociale large, dont le mobile dépassait la candidature du général Reyes et matérialisait l'opposition à la continuité du régime dans l'opposition à la réélection du vice-président Corral. Malgré la disparition de Reyes et la répression, le mouvement constitué au Jalisco ne s'anéantit pas, ni ne se dissout […][797] ».

Madero peut ainsi s'appuyer sur les forces constituées du Parti Indépendant, avec lequel il prend contact lors de sa première venue à Guadalajara. Les relations entre Madero et le Parti Indépendant restent néanmoins complexes, notamment du fait du soutien apporté par le Parti à la candidature de Manuel Cuesta Gallardo, riche propriétaire terrien proche des milieux porfiriens, au poste de gouverneur du Jalisco[798].

De fait, et plus généralement, le Jalisco apparaît comme un État très faiblement madériste :

---

[794] Elisa CARDENAS AYALA, *Le laboratoire démocratique…, op. cit.,* p. 275.

[795] *Id.,* p. 277.

[796] Elisa Cárdenas Ayala évoque néanmoins le travail de Mario ALDANA RENDÓN, « Del reyismo al nuevo orden constitucional, 1910-1917 », *in* Mario ALDANA RENDÓN (ed.), *Jalisco desde la Revolución,* T.I, Mexico, Gobierno del Estado de Jalisco-Universidad de Guadalajara, 1987.

[797] Elisa CARDENAS AYALA, *Le laboratoire démocratique…, op. cit.,* p. 275.

[798] Grand entrepreneur et riche *hacendado,* Manuel Cuesta Gallardo fait fortune en exploitant les terres qui entourent le lac de Chapala. Voir Guadalupe BOBADILLA PANIAGUA, *op. cit.*

> « Lorsqu'on suit la presse, le madérisme apparaît, pendant toute l'année 1909 et du moins jusqu'en octobre 1910, comme un phénomène extérieur au Jalisco, voire complètement étranger. D'une manière générale, la période d'apogée du reyisme, si marquée au Jalisco, occulte non seulement les premiers pas du madérisme dans l'État, mais aussi les progrès et le succès du mouvement au niveau national[799] ».

Les multiples mouvements politiques madéristes et autres révoltes antiréélectionnistes qui parcourent l'année 1910 connaissent un écho mitigé dans la presse *tapatía*[800], qui préfère consacrer l'essentiel de ses colonnes à la préparation des festivités qui doivent commémorer le centenaire de l'Indépendance du Mexique, le 16 septembre 1910. Pensées par Porfirio Díaz comme la possibilité d'afficher aux yeux du monde entier l'image d'un pouvoir fort, modernisateur et incontesté, ces festivités monopolisent la presse aussi bien locale que nationale[801]. Certains journaux conservent néanmoins un recul critique sur ces festivités, comme c'est le cas de *La Libertad.* Pour ce journal, la commémoration du Centenaire de l'Indépendance est surtout l'occasion de faire le bilan politique des dernières décennies[802] et de pointer du doigt la difficile situation sociale et économique du pays[803], qui oppose un honteux contraste au faste des festivités organisées principalement dans la capitale.

Le 23 mai de l'année suivante parvient à Guadalajara la nouvelle de la chute de Porfirio Díaz face aux révolutionnaires à Ciudad Juárez, nouvelle qui entraîne la ville dans une journée d'importantes manifestations. Si la presse constitue une source privilégiée pour comprendre les événements de cette journée, le témoignage proposé par Enrique Francisco Camarena dans ses *Narraciones tapatías*[804] est également d'une

---

[799] *Id.,* p. 297.

[800] Les répercussions des mouvements madéristes dans la presse de Guadalajara au cours de l'année 1910 sont analysées par Elisa CARDENAS AYALA, *Le laboratoire démocratique…, op. cit.,* dans les pages 296 à 302.

[801] Le traitement des festivités organisées à l'occasion du Centenaire de l'Indépendance mexicaine par la presse *tapatía* a fait l'objet d'une analyse détaillée et comparatiste dans l'article suivant : Guillemette MARTIN, « Commémoration de l'indépendance et unité nationale en Amérique latine : Le centenaire de l'indépendance vu depuis les régions : une perspective comparée Mexique/Pérou (1910 1921) », *Les Cahiers ALHIM, Amérique latine, Histoire et Mémoire,* « Regards sur deux siècles d'indépendance : significations du Bicentenaire en Amérique latine », n°19, Université Paris 8, 2010, p. 125-144.

[802] *La Libertad,* Guadalajara, « Editorial », 12 septembre 1910, p. 1 : « Balance de fin de siglo desde la proclamación de nuestra independencia o sea pérdidas y ganancias » ; *La Libertad,* Guadalajara, 19 septembre 1910, p. 1, « Los dos patriotismos ».

[803] *La Libertad,* Guadalajara, « Editorial », 14 septembre 1910, p. 1 : « La opulencia y la miseria. El contraste es abrumador ».

[804] Enrique Francisco CAMARENA, *Narraciones tapatías,* Guadalajara, Librería « El Estudiante », 1959.

grande valeur. Camarena se fait ainsi l'écho de la grande confusion qui règne à Guadalajara à l'annonce de la nouvelle de la chute de Porfirio Díaz, entre incertitude et allégresse. Les *tapatíos* sortent dans la rue pour glaner quelques informations, confirmer les rumeurs ou tout simplement exprimer leur joie face à ce bouleversement politique. Le gouverneur Manuel Cuesta Gallardo, arrivé au pouvoir au milieu d'une grande confusion le 1er mars 1911[805], tente dans un premier temps de maintenir l'ordre dans la ville, mais la situation lui échappe néanmoins rapidement et les manifestations s'achèvent dans un bain de sang. Face à la pression populaire, Cuesta Gallardo renonce finalement au pouvoir et est remplacé provisoirement et dans l'urgence par Gutierrez Allende.

> « Les mois qui vont de mai 1911 à février 1912, constituent une période d'instabilité et d'ouverture, où fleurissent et dépérissent les alliances les plus diverses. […] Élargissement, dynamisation de la scène politique, qui ne cessent de poser la question de sa restructuration. Question à laquelle sont données les réponses les plus diverses, qui traduisent des projets de société faisant écho parfois, avec une intensité variable, à ceux qui sont présents à l'échelle nationale[806] ».

Parmi les nouveaux acteurs qui font leur apparition à la faveur des troubles politiques des années 1910-1911, figure la branche *tapatía* du Partido Católico Nacional (PCN), fondé en 1911. Dans le Jalisco, le PCN plonge ses racines dans l'important mouvement de catholicisme social développé à partir de 1909, en pleine apogée du mouvement reyiste, et dont les idées sont diffusées au niveau local par l'association catholique des *Operarios Guadalupanos*[807]. Nous ne nous attarderons pas

---

[805] Manuel Cuesta Gallardo entre réellement en politique en 1910, lorsqu'il fait campagne contre le gouverneur Miguel Ahumada, qui vise alors la réélection. Bénéficiant du soutien des classes aisées, mais d'une base populaire très réduite, Manuel Cuesta Gallardo peut également compter sur le soutien de Porfirio Díaz. Dans les années qui précèdent ce conflit électoral, Manuel Cuesta Gallardo échange régulièrement avec Díaz sur des questions économiques, concernant le développement agricole de la région de Chapala, dont Cuesta Gallardo est l'un des premiers bénéficiaires. En ce sens, Cuesta Gallardo constitue un exemple particulièrement parlant de cette intégration des intérêts économiques locaux à la politique nationale de Díaz. Sur cette question, et le soutien de Porfirio Díaz à Cuesta Gallardo, voir particulièrement les pages 31 à 35 de Shulamit GOLDSMIT BRINDIS, « Jalisco », *in* Shulamit GOLDSMIT BINDIS, Alvaro OCHOA, et Graciela DE GARAY, *Contento y descontento en Jalisco, Michoacán y Morelos, 1906-1911,* Mexico, Universidad Iberoamericana, Departamento de Historia, 1991.

[806] Elisa CARDENAS AYALA, *Le laboratoire démocratique…, op. cit.,* p. 311.

[807] Sur la fondation et l'activité des *Operarios Guadalupanos* à Guadalajara, voir les pages 74 à 87 de la thèse de Laura O'DOGHERTY MADRAZO, *De urnas y sotanas : el Partido Católico Nacional en Jalisco,* Thèse de Doctorat en Histoire, Mexico, Colegio de México, Centro de Estudios Históricos, 1999. Les *Operarios Guadalupanos* apportent un soutien important à Bernardo Reyes à la fin des années 1900.

ici sur la formation comme sur le développement du catholicisme social puis du PCN, pour lesquels il existe déjà des études très complètes[808], et dans la mesure où cet important acteur politique n'intervient pas directement dans la négociation qui se joue entre le pouvoir central et les pouvoirs régionaux[809].

Sur le plan strictement local, l'action politique des catholiques occupe une place de plus en plus importante, jusqu'à devenir incontournable en 1912, lorsque le PCN siège majoritairement à la Chambre Législative du Jalisco, puis au moment de l'élection de José López Portillo y Rojas, appuyé par les catholiques, au poste de gouverneur du Jalisco[810]. L'arrivée de l'intellectuel *tapatío* à ce poste amorce une courte étape de pacification des tensions politiques internes dans le Jalisco[811]. Plus largement,

> « la victoire du PCN constitue […] un bouleversement politique hautement significatif : le catholicisme ouvertement politique, fait son entrée en force, non plus seulement cette fois sur le terrain de la conquête du pouvoir, mais sur celui de son exercice. Il s'agit d'un événement de portée nationale qui consacre le Jalisco comme l'État-laboratoire de la politique du PCN et, compte tenu de la tendance des dirigeants régionaux, de la démocratie chrétienne »[812].

L'avènement du catholicisme social dans le Jalisco consacre donc l'originalité politique de l'État *jalisciense* dans l'espace national, en l'engageant dans ce que bon nombre d'historiens ont qualifié de « contre-révolution »[813].

---

[808] Voir notamment les chapitres 7 et 10 de l'ouvrage d'Elisa CARDENAS AYALA, *Le laboratoire démocratique…, op. cit ;* ou encore, pour une approche plus complète de la fondation du PCN : Laura O'DOGHERTY MADRAZO, *op.cit.* L'auteur consacre une partie de cette thèse à dresser un panorama relativement détaillé de l'influence exercée par l'Église catholique et l'archevêché de Guadalajara dans la société *tapatía,* au travers des écoles catholiques et de différentes associations. Nous nous permettons de renvoyer le lecteur aux pages 21 à 41. Voir également cet autre travail universitaire, achevé en 1986 : Jorge Abel ROSALES SADANA et Raquel Edith PARTIDA ROCHA, *La Contrarrevolución en Jalisco : el Partido Católico Nacional 1911-1914,* Thèse de *Licenciatura* en histoire, Guadalajara, Universidad de Guadalajara, Facultad de Filosofía y Letras, 1986.

[809] Nous reconnaissons toutefois que cette question des relations politiques entre le PCN *jalisciense* et le pouvoir central alors en pleine transition mériterait une analyse plus approfondie, à l'occasion d'un travail ultérieur par exemple.

[810] Sur l'élection de José López Portillo y Rojas à la tête du Jalisco en 1912, voir les pages 105 à 115 de Abel ROSALES SADANA et Raquel Edith PARTIDA ROCHA, *op. cit.*

[811] Laura O'DOGHERTY MADRAZO, *op. cit,* p. 261.

[812] Elisa CARDENAS AYALA, *Le laboratoire démocratique…, op. cit.,* p. 311.

[813] C'est le cas notamment de Mario Aldana Rendón dans l'ouvrage déjà cité : Mario ALDANA RENDON (ed.), *Jalisco desde la Revolución…, op. cit.,* mais également de Abel ROSALES SADANA et Raquel Edith PARTIDA ROCHA, *op. cit.*

Si Elisa Cárdenas Ayala nous met en garde contre une lecture trop manichéenne de cette émergence d'une force politique catholique à Guadalajara, qui consisterait à assimiler le PCN aux idéaux conservateurs du XIXe siècle, réactivés dans leur opposition aux factions libérales, la profonde transformation du panorama politique local qu'illustre cette victoire du PCN fait néanmoins écho à une même polarisation des forces politiques locales à Arequipa, à la même période.

L'approche comparatiste, quelque peu biaisée par la conjoncture exceptionnelle que représente la Révolution mexicaine pour Guadalajara, prend ici tout son sens, en dévoilant un contraste saisissant entre les trajectoires politiques des deux villes étudiées. Tandis que Guadalajara, capitale historique du libéralisme mexicain tout au long du XIXe siècle, se range au moment de la Révolution derrière des forces politiques catholiques, Arequipa, bastion du conservatisme catholique tout au long du XIXe siècle voit émerger un important mouvement libéral et anticlérical au cours des deux premières décennies du XXe siècle.

### *Le bras de fer entre libéraux et conservateurs à Arequipa*

La fin des années 1900 et le début des années 1910 marquent pour le Pérou une période de stabilisation politique, émaillée de tensions internes aux partis alors au pouvoir. En 1908, José Pardo choisit Augusto B. Leguía pour lui succéder à la présidence de la République. Originaire d'une famille aristocratique de Lambayeque, sur la côte nord du Pérou, Leguía devient ministre des finances, puis premier ministre dans le gouvernement dirigé par Pardo. L'arrivée au pouvoir de ce provincial, sans réel appui parmi les élites civilistes et oligarchiques de Lima, est mal perçue par la vieille garde politique liménienne, qui voit en Leguía un

> « arriviste de la classe moyenne qui manquait des connexions nécessaires avec les familles les plus anciennes. Celui-ci, de son côté, bien qu'étant un homme loyal de parti, ressentait ce rejet de la vieille garde et après son élection, il procéda arbitrairement à leur marginalisation des postes dirigeants dans son nouveau gouvernement. Ceci, ajouté à sa tentative d'intégrer quelques démocrates importants à son administration, conduisit à une division

> partisane plus profonde qui culmina en une lutte féroce des deux factions pour le contrôle du Congrès[814] ».

Ces divisions politiques ne semblent toutefois pas affecter directement le déroulement de la vie politique locale à Arequipa, polarisée autour d'une autre division, celle qui oppose les libéraux du Parti Libéral aréquipénien aux catholiques conservateurs de la ville.

Fondé officiellement à la fin de l'année 1901 dans la lignée du Parti Libéral de Augusto Durand à Lima, le Parti Libéral aréquipénien cristallise un antagonisme social et politique fort qui s'exprime surtout au niveau local et apparaît dans le contexte de la reconstruction après la Guerre du Pacifique. Le triomphe de Piérola en 1895 amène les grandes familles aristocratiques et les propriétaires terriens d'Arequipa à resserrer les rangs et à réorganiser le pouvoir qu'ils exercent sur la capitale *mistiana.* Face à l'hégémonie de cette aristocratie, divers intellectuels et étudiants s'unissent dans une *Ligue des Libre-penseurs* (*Liga de Librepensadores),* fondée clandestinement en 1897 : c'est cette ligue qui pose les premières bases du mouvement libéral des années 1900. L'histoire politique locale aréquipénienne des deux premières décennies du XXe siècle semble alors se résumer à cette opposition frontale entre, d'un côté,

> « les classes dominantes, représentantes du grand capital commercial étranger et de l'aristocratie terrienne, dirigées et amenées au pouvoir politique par le noyau commerçants – propriétaires terriens et personnifiées institutionnellement dans leur lutte idéologique par l'Église Catholique et, en général, par tout le mouvement catholique dont l'expression la plus concrète était le journal '*El Deber'*[815] »,

et, de l'autre,

---

[814] « Los miembros más conservadores y aristocráticos de la vieja guardia recelaban de Leguía, a quien veían como un arribista de clase media que carecía de las conexiones necesarias con las familias más antiguas. Este, por su parte, aunque un leal hombre de partido, resentía este rechazo de la vieja guardia y después de su elección procedió arbitrariamente para marginarla de las posiciones de liderazgo en su nuevo gobierno. Esto, así como su intento de llevar a algunos demócratas prominentes a su administración, condujo a una división partidaria más profunda que culminó en una feroz lucha de ambas facciones por el control del Congreso ». Peter KLAREN, *op. cit.,* p. 272-273.

[815] « las clases dominantes, representantes del gran capital comercial externo y la aristocracia terrateniente, liderados y hegemonizados políticamente por el núcleo comercial-terrateniente y personificados institucionalmente en su lucha ideológica por la Iglesia Católica y, en general, por todo el movimiento católico cuya expresión más concreta era el diario 'El Deber' ». Raúl FERNÁNDEZ LLERENA, *Los orígenes del movimiento obrero en Arequipa. El partido liberal y el 1ero de mayo de 1906,* Lima, Amauta, « Tarea », 1984, p. 31.

> « les classes dominées, intégrées fondamentalement par de petits noyaux d'ouvriers, d'employés du commerce, de la jeunesse, de petits producteurs ruraux et urbains et, principalement, par de larges secteurs de l'artisanat. Celles-ci furent menées, dans une première étape, par l'Association Patriotique, la jeunesse radicale et les professionnels de qualité reconnue, empreints d'un profond radicalisme social. À l'inverse, dans la deuxième étape, elles furent homogénéisées par des secteurs professionnels, des artisans et une jeunesse éminemment libérale, et personnifiées, concrètement, par le journal '*El Ariete*'[816] ».

La première faction regroupe les principaux membres de l'élite aristocratique et catholique, qui soutiennent traditionnellement le Parti Démocratique de Piérola, tels que les frères López de Romaña ou encore le jeune Victor Andrés Belaúnde. Au sein de la faction adverse, et dans un premier temps, on retrouve par exemple la *Sociedad de Artesanos* fondée par Santiago Mostajo en 1885[817], tandis que durant la deuxième étape du mouvement libéral se détachent des intellectuels et professionnels (avocats, médecins) tels que Francisco Mostajo, Modesto Málaga ou encore Lino Urquieta.

Au cours de cette période d'intenses affrontements idéologiques, qui s'étend globalement de 1901 jusqu'à la disparition d'*El Ariete* en 1911, la presse locale constitue le théâtre privilégié et le principal animateur des débats. Le journal *El Ariete,* fondé en 1901 par les principaux membres du mouvement libéral, s'oppose de façon frontale au journal conservateur *El Deber,* fondé en 1890 et auquel les journalistes contribuent généralement sous couvert d'anonymat.

Ces deux organes de presse ayant été conservés dans leur quasi-intégralité dans le Fonds *Francisco Mostajo* de l'Université Nationale San Agustín d'Arequipa et à la Bibliothèque Nationale du Pérou (BNP)[818], l'historien dispose par conséquent d'une

---

[816] « Las clases dominadas, integradas fundamentalmente por núcleos pequeños de obreros, empleados del comercio, la juventud, los pequeños productores rurales y urbanos y, principalmente, por los amplios sectores del artesanado. Estos fueron liderados, en una primera etapa, por la Asociación Patriótica, la juventud radical y los profesionales de reconocida calidad e imbuidos de profundo radicalismo social. En cambio, en la segunda etapa, fueron hegemonizados por sectores profesionales, artesanos y juventud eminentemente liberal y personificados, concretamente, en el periódico 'El Ariete' ». *Ibid.*

[817] Cette société a déjà été évoquée dans le deuxième chapitre de notre étude.

[818] Au moment où nous avons pu le consulter (fin 2009- début 2010), ce fonds mettait à disposition du public les archives de *El Ariete* pour la période 1901 à 1911, et celles de *El Deber* pour la période 1890 à 1896, puis l'année 1913. Au moment où nous écrivons ces lignes, le Fonds semble toutefois avoir été dissous, il nous est par conséquent difficile d'affirmer que ces deux journaux sont toujours conservés à Arequipa. La *Hemeroteca Nacional* installée à la Bibliothèque Nationale du Pérou conserve quant à elle

très grande quantité de matériel historique à partir duquel il lui est possible de retracer en détail le débat qui oppose les deux journaux[819]. Ce débat sortant toutefois du cadre de notre analyse[820], nous nous limiterons à souligner l'importance qu'occupe la question de l'anticléricalisme dans cette bataille idéologique, et plus encore comment cette question cristallise une série d'enjeux identitaires essentiels au niveau local. Alors que pour les catholiques d'*El Deber,* il s'agit de préserver cette image d'une Arequipa catholique et fervente, garante d'une certaine tradition nationale, les libéraux d'*El Ariete* prônent au contraire une certaine modernisation des mœurs et une libéralisation de la vie politique locale, afin de soustraire la ville à l'autorité séculaire du clergé, associé aux intérêts des grandes familles aristocratiques *mistianas*[821].

L'historiographie locale a alimenté avec enthousiasme cette vision quelque peu caricaturale du débat qui oppose libéraux et conservateurs à Arequipa dans les années 1900, dans des études qui, si elles sont extrêmement bien documentées et détaillées[822], manquent néanmoins parfois de distance critique. Dans une certaine mesure, ces travaux reproduisent la virulence de l'antagonisme idéologique tel qu'il est présenté dans les deux journaux en opposition au début du XXe siècle.

Il n'appartient pas à cette thèse de trancher dans un débat caricatural, mais néanmoins beaucoup plus complexe qu'il n'y paraît, ni de nuancer le portrait de

---

également quelques années, très incomplètes, d'*El Ariete* (1901-1903 et 1910), ainsi que les années ultérieures d'*El Deber :* 1917-1921, 1936, etc.

[819] L'exploration détaillée des articles publiés par les deux journaux durant la première décennie du XXe siècle fera l'objet d'un travail d'analyse détaillé dans un article à part, afin de mettre au jour les principaux arguments qui composent ce débat entre *El Ariete* et *El Deber.*

[820] L'affrontement qui se joue entre libéraux et conservateurs à Arequipa au début du XXe siècle ne semble en effet pas réellement intervenir dans les rapports qu'entretient la capitale *mistiana* avec le pouvoir central à cette période.

[821] Nous proposons une analyse détaillée de ce débat somme toute plus complexe qu'il n'y paraît dans l'article suivant : Guillemette MARTIN, « La '*Roma del Perú'* au tournant du siècle : catholicisme, libéralisme et identité locale à Arequipa (1890-1915) », *Amnis, Revue de civilisation contemporaine Europes/Amériques,* Septembre 2012.

[822] C'est le cas principalement des travaux de Héctor BALLÓN LOZADA et Jorge Luis CÁCERES ARCE, *La vida política en la Arequipa Republicana (1890-2009),* Arequipa, Universidad Católica de Santa María, Facultad de Ciencias Jurídicas y políticas, 2009 ; ou encore celui de Raúl FERNÁNDEZ LLERENA, *Los orígenes del movimiento obrero en Arequipa. op. cit.*. Quoique extrêmement bien documentés et complets, ces deux ouvrages restent très attachés à une lecture marxiste des conflits sociaux et politiques qui divisent Arequipa au début du XXe siècle. Ils demandent pour cela à être nuancés.

figures politiques plus ambiguës qu'elles n'ont été généralement présentées[823]. Nous retiendrons simplement le fait que cette opposition idéologique marquée traduit les profonds bouleversements à la fois sociaux, politiques, mais également culturels qui touchent la société aréquipénienne au début du XXe siècle.

Les multiples victoires remportées par le Parti Libéral sur le terrain électoral attestent cet important virage de l'opinion locale. Dès l'année 1900 se forme à Arequipa une Ligue Municipale Indépendante, qui rassemble les différentes tendances du libéralisme local, depuis les plus modérées jusqu'aux plus radicales, « sous le principe général de l'anti-conservatisme et de l'anticléricalisme orthodoxe ». « Son fonctionnement représenta la canalisation politique des plus profondes et des plus humaines aspirations populaires durant cette conjoncture historique face aux intérêts que représentait le Parti Démocrate au pouvoir […][824] ».

Soumis à une forte répression de la part des autorités locales et à une série de persécutions plus ou moins ouvertes de la part du camp conservateur, les membres de la Ligue Indépendante parviennent néanmoins à faire entendre leur voix lors des élections municipales de 1900, qui consacrent Mariano Lino Urquieta comme leader incontesté du mouvement libéral. Ce dernier se transforme en filière officielle du Parti Libéral de Lima en 1901. Urquieta se voit alors intimer l'ordre de quitter Arequipa par les autorités politiques conservatrices locales, appuyées dans leur pétition par Eduardo López de Romaña, alors président de la République.

L'élection de José Pardo y Barreda à la tête du pays en 1904 consacre l'arrivée de la branche progressiste du Parti Civiliste au pouvoir, de même qu'une phase de forte répression contre les libéraux aréquipéniens. Lino Urquieta est emprisonné[825], le Parti Libéral et *El Ariete* suspendent provisoirement leurs activités.

---

[823] Ainsi, le catholique Victor Andrés Belaúnde rappelle dans ses mémoires son amitié avec le libéral Francisco Mostajo qui, dix ans plus tard, troque son anticléricalisme pour une spiritualité plus ouverte et tournée vers le protestantisme, en présidant la première conférence évangélique organisée à Arequipa. *La Federación,* Arequipa, 21 mars 1917. Voir Víctor Andrés BELAÚNDE, *Trayectoria y Destino…, op. cit.*

[824] « Su funcionamiento representó la canalización política de las más profundas y humanas aspiraciones populares de esa coyuntura histórica frente a los intereses que representaba el Partido Demócrata en el poder político […] ». Raúl FERNÁNDEZ LLERENA, *Los orígenes del movimiento obrero en Arequipa…, op. cit.*, p. 35-36.

[825] *El Progreso,* Arequipa, « A la nación », 9 avril 1904, p. 1 : le journal annonce la disparition du Parti Libéral et la suspension d'El *Ariete* suite à l'emprisonnement de Lino Urquieta. De fait, il n'existe pas d'archives du journal *El Ariete* pour les années 1904 à 1909, ce qui ne signifie toutefois pas que le journal n'ait pas repris ses activités avant.

Il faut attendre 1908, avec l'élection de Augusto Leguía à la présidence, pour que le Parti libéral aréquipénien regagne du terrain. Lino Urquieta est alors élu député pour Arequipa et la presse libérale et anticléricale semble reprendre les armes. Apparaissent ainsi de nouvelles publications, telles que *La Tea,* publiée en 1908 par des étudiants de l'Université[826], ou encore le *Sufragio Libre,* fondé en 1909 afin de soutenir les candidatures ouvrières au poste de député pour Arequipa[827].

Alors que sous la présidence de López de Romaña la faction conservatrice et aristocratique aréquipénienne semblait bénéficier d'un soutien sans faille dans sa lutte contre le libéralisme, l'évolution politique nationale en jeu à partir de l'élection de Leguía en 1908, et plus encore de celle de Guillermo Billinghurst (1851-1915) en 1912 semblent favoriser une ouverture du débat politique local, en faveur des diverses factions libérales et ouvrières[828].

Cette dernière élection présidentielle semble marquer une rupture dans l'histoire politique nationale, en ce qu'elle consacre l'accès au pouvoir du premier président populiste et défenseur des classes ouvrières[829]. Né au sein d'une riche famille de commerçants de la province d'Arica, dans le sud du pays[830], Guillermo Billinghurst n'appartient pas aux cercles oligarchiques qui gouvernent traditionnellement le Pérou depuis la deuxième moitié du XIXe siècle. Il exerce toutefois la charge de maire de Lima en 1909, avant d'être finalement élu président de la République en 1912, suite à une brève confusion électorale au Congrès[831], qui illustre la complexité et l'instabilité du jeu électoral péruvien au début du XXe siècle.

Le gouvernement de Billinghurst

> « put compter sur l'appui du secteur des travailleurs, des étudiants et en général des classes populaires urbaines, mécontentes de la hausse du coût de

---

[826] Seul le premier numéro de cette publication est conservé dans le Fonds Francisco Mostajo, numéro qui correspond au mois de janvier 1908.

[827] *El Sufragio Libre,* Arequipa, 1er avril 1909, p. 1, « Elecciones ».

[828] Le mouvement libéral aréquipénien ne saurait en effet se résumer au seul noyau composé d'Urquieta, Mostajo et Modesto Málaga autour d'El *Ariete.* Les factions ouvrières, radicales ou encore universitaires jouent également un rôle important dans le débat. Nous invitons le lecteur à consulter sur le sujet le travail déjà mentionné de Raúl FERNANDEZ LLERENA, *Los orígenes del movimiento obrero en Arequipa…, op. cit.*

[829] Peter KLAREN, *op. cit.,* p. 278.

[830] Arica devient officiellement chilienne après la Guerre du Pacifique, en 1884.

[831] Les élections de 1912 sont déclarées nulles par le Parti Démocrate, annulant de fait la victoire du civiliste Antero Aspillaga.

> la vie que les bénéfices de l'exportation et le renforcement de la livre péruvienne avaient entraînée, ainsi que du fait de la déjà longue domination civiliste dans l'appareil de l'État[832] ».

Soutenu par une large frange de la population, le gouvernement de Billinghurst déplaît en revanche fortement aux factions civilistes et démocrates qui siègent au Congrès. Son gouvernement est finalement renversé par la force le 4 février 1914, par un coup d'État mené par le Colonel Oscar Benavides (1876-1945).

Cette très brève alternance dans le pouvoir exercé par l'alliance traditionnelle civilistes-démocrates (18 mois seulement) laisse entrevoir le mécontentement croissant de la population face à un système d'État qui n'évolue pas et confisque le pouvoir au profit d'une faction réduite d'oligarques. La Grande Guerre qui éclate en Europe au mois de juin 1914, de même que la grave crise économique qu'elle entraîne, cristallisent également ce profond mécontentement de la population péruvienne, et tout particulièrement aréquipénienne, vis-à-vis d'un pouvoir central jugé responsable des problèmes économiques et sociaux nationaux.

### *1914, l'année des bouleversements*

L'année 1914 illustre, sur le plan historiographique comme d'un point de vue plus strictement méthodologique, toute la richesse et les vertus du comparatisme et du changement d'échelle. Sur le plan international, l'année 1914 est celle d'une conflagration sans précédent qui secoue l'Europe, avant de toucher rapidement le monde entier, sous la forme principalement d'une grave crise économique. C'est, par répercussion directe, l'année durant laquelle le Pérou plonge dans une crise nationale, qui entraîne un bouleversement définitif des relations établies entre le pouvoir central et les régions. C'est également l'année durant laquelle – hasard du jeu comparatiste cette fois – les troupes révolutionnaires d'Obregón entrent à Guadalajara, bouleversant définitivement la posture de la capitale *tapatía* face au processus révolutionnaire.

---

[832] « El nuevo gobierno contó con el apoyo de los sectores de trabajadores, estudiantes y en general de las clases populares urbanas, descontentas por el alza del costo de vida que la bonanza exportadora y la fortaleza de la libera peruana habían traído consigo, así como con el ya largo predominio civilista en el aparato del Estado ». Carlos CONTRERAS et Marcos CUETO, *Historia del Perú contemporáneo…, op. cit.,* p. 203.

Si l'approche comparatiste telle qu'elle est pensée dans cette étude ne rend possible que trop rarement une analyse strictement synchronique, la conjoncture exceptionnelle que représente l'année 1914 doit nous permettre de tenter l'expérience. Ainsi, à Guadalajara comme à Arequipa, 1914 marque l'irruption du national et de l'international dans les logiques locales.

Au mois de juin 1914, alors que l'Europe plonge dans le chaos, le Pérou doit faire face sur le plan national à de profonds troubles politiques. Le renversement de Billinghurst par Oscar Benavides au mois de février impose aux dirigeants civilistes traditionnels de se réunir afin de mettre en place une stratégie pour résoudre

> « la crise politique déclenchée par les divisions qui fissuraient le civilisme et la popularité grandissante de nouveaux et d'anciens protagonistes politiques, comme le léguiisme et le piérolisme, qui semblaient mieux accueillir les aspirations des travailleurs et de la population urbaine[833] ».

Le coup d'État de 1914 a donc pour principal objectif, comme le souligne Peter Klaren, de restituer le pouvoir à l'oligarchie, dont les principaux représentants se réunissent au mois de mars 1915 au sein d'une « Convention de Partis » afin d'élire un candidat commun aux différents partis présents (le Parti Civil, le Parti Constitutionnel de Cáceres et le Parti Libéral de Augusto Durand. Le Parti démocrate de Piérola est volontairement exclu de cette Convention). José Pardo est ainsi désigné candidat officiel unique, avant d'être finalement élu président de la République le 16 mai 1915 contre le candidat piéroliste.

Cette élection intervient dans un contexte de profondes tensions sociales et économiques dans tout le pays, intensifiées du fait des répercussions économiques de la Première Guerre mondiale[834]. Lorsqu'éclate la Grande Guerre, l'économie péruvienne plonge dans une première phase de panique, jusque dans les premiers mois de l'année 1915. Alors persuadées que la guerre sera courte, les puissances

---

[833] « La crisis política desatada por las divisiones que agrietaban al civilismo y la popularidad creciente de nuevos y viejos protagonistas políticos, como el leguiísmo y el pierolismo, que parecían recoger mejor las aspiraciones de los trabajadores y la población urbana ». Peter KLAREN, *op. cit.,* p. 203.

[834] Les explications qui suivent sont directement extraites de la communication présentée le 4 avril 2012 lors du *workshop* international intitulé *Pour une histoire de la Première Guerre mondiale en Amérique latine,* organisé par l'Institut Universitaire de France et l'Institut des Hautes Études de l'Amérique latine (Université Paris 3 - Sorbonne Nouvelle). Cette communication portait sur la réception nationale et les impacts régionaux de la Première Guerre mondiale au Pérou. Ses principaux résultats seront présentés dans l'ouvrage à paraître Olivier COMPAGNON et María Ines TATO (dir.), *Toward a history of the First World War in Latin America…, op. cit.*

européennes se replient sur leur marché intérieur et n'absorbent plus la production péruvienne de matières premières. Les prix du sucre, du coton et de la laine notamment s'effondrent, et le volume des exportations péruviennes diminue de façon drastique. De nombreuses usines péruviennes doivent alors fermer leurs portes, la production chute, le chômage augmente et la situation sociale devient extrêmement tendue. Les grèves et manifestations ouvrières des années 1912 et 1913 s'intensifient dans diverses régions du pays[835].

Cet effondrement de la production nationale péruvienne entraîne par ailleurs en 1914 une augmentation sans précédent du prix des produits de première nécessité sur le marché péruvien[836], plongeant le pays dans une importante crise économique, sociale et fiscale[837].

Ainsi, dans la région d'Arequipa, la presse relaie avec inquiétude la hausse constante du prix du blé, répercuté sur le prix du pain, et en vient à parler dès 1914 de « crise du pain ». Dans un article publié le 22 août 1914, le journal *arequipeño La Bolsa* explique ainsi que

> « La crise que malheureusement nous traversons entraîne de nombreux abus en particulier en ce qui concerne les articles de première nécessité. Le gouvernement, comme il était de son devoir, s'est occupé de les contenir voire de les réprimer sévèrement, en dictant des dispositions comme celle qui interdit l'exportation de tels articles et celle qui impose aux municipalités de surveiller la consommation, en faisant même des listes de prix qui ne doivent pas s'élever sans cause justifiée, par rapport à ceux qui étaient fixés à la veille de cette situation, sous peine d'amende […]. Malgré cela, il y a beaucoup de spéculateurs sans conscience, qui en profitant de la situation, et plus encore de l'absence de gestion de notre municipalité, font des leurs et se fixent comme objectif de faire entrer la famine dans les foyers en abusant rien de moins que du premier d'entre tous les articles de consommation, sacré, jusque dans la

---

[835] Pour une analyse détaillée des divers mouvements de grève ouvrière qui touchent principalement le Callao en 1904 et en 1913, voir Jorge BASADRE, *Historia de la República del Perú,* vol. 13, *op. cit.* Des grèves éclatent également en 1916 parmi les travailleurs du sucre à Haura, ou encore dans les mines de cuivre de Cerro de Pasco.

[836] L'historien péruvien Heraclio Bonilla évalue à 50 % l'augmentation du prix des produits de première nécessité entre 1914 et 1919. Heraclio BONILLA, « la Hacienda de San Nicolás (Supe) y la Primera Guerra Mundial », *Economía,* vol. II, n°3, 1979, p. 3-35.

[837] L'effondrement des exportations entraîne en effet une chute importante des ressources fiscales, liées principalement à l'impôt sur les exportations, de même qu'une importante crise monétaire. Cette crise monétaire, ainsi que les diverses solutions législatives et politiques qui lui sont apportées par le gouvernement péruvien sont analysées en détail dans les pages 154 à 164 du treizième volume de la *Historia de la República* de Jorge Basadre. Jorge BASADRE, *Historia de la República del Perú,* vol. 13, *op. cit.*

bénédiction qu'en a fait l'Église dans ses prières, c'est-à-dire le pain quotidien[838] ».

Les mesures prises par le gouvernement afin de limiter la hausse des prix du blé, et donc du pain, ne servent à rien face à un fléau décrié durant toute la durée de la guerre par la presse locale *arequipeña :* celui des spéculateurs, des « *acaparadores ».* Au cours de l'année 1915 se déchaîne ce que la presse locale qualifie de « conflicto molinero », face au monopole exercé par les meuniers sur le prix de la farine[839], conflit rapidement relayé par la presse de la capitale, qui s'inquiète des troubles sociaux qui commencent à gagner la capitale du Sud péruvien[840]. La tension sociale à Arequipa est à son comble, lorsque parvient dans la presse locale la nouvelle d'un projet de loi émis par le gouvernement central et destiné à mettre en place un impôt sur les salaires des employés du commerce et de l'industrie, projet finalement abandonné, mais dont la rumeur déchaîne la colère de la population aréquipénienne.

Le 30 janvier 1915 entre 7000 et 8000 personnes se réunissent dans le centre d'Arequipa pour protester contre le projet de loi. La manifestation dégénère rapidement, la répression policière fait neuf morts et une vingtaine de blessés. La presse locale couvre alors l'événement avec passion, en dénonçant la répression[841].

---

[838] « La crisis por la que desgraciadamente atravesamos viene dando lugar a muchos abusos que tratándose en particular de los artículos de primera necesidad, el gobierno, como era de su deber, se ha preocupado de contenerlos y hasta reprimirlos severamente, dictando disposiciones como la que prohíbe la exportación de tales artículos y la que manda a las municipalidades que vigilen los consumos, formando hasta listas de precios que no deben elevarse sin cause justificada respecto a los que se cotizaban hasta la víspera de producirse esta situación, bajo pena de multas […]. No obstante esto, hay muchos especuladores sin conciencia, que aprovechando de la situación, y mas aún de la desentendencia de nuestro municipio, están haciendo de las suyas y se proponen por lo visto llevar el hambre a los hogares abusando nada menos que del primero de entre todos los artículos de consumo, sagrado, hasta por la consagración que de él hizo la Iglesia en sus oraciones, tal es, el pan de cada día ». *La Bolsa,* 22 août 1914, « La situación económica. Una especulación inicua. Velemos por el pan ».

[839] *La Federación,* Arequipa, 12 juin 1915, p. 4, « Conflicto molinero ».

[840] *El Comercio,* Arequipa, « Editorial », 25 octobre 1915, p.1, « La crisis del pan en Arequipa ».

[841] *El Pueblo,* Arequipa, « Editorial », 1er février 1915, p. 1. « Pedimos justicia » ; *El Pueblo,* 2 février 1915, p. 1. Le journal décrit alors Arequipa comme un « peuple entier, uni dans une embrassade fraternelle, qui portait, avec le cœur déchiré de chagrin et la colère de l'outrage reçu dans le fond de la conscience, à ses chers défunts, à ses malheureux martyrs, pour leur donner une honorable sépulture et arroser de fleurs et de larmes les humbles fosses de ces êtres infortunés, que les balles homicides ont arraché à la vie et au travail ». *Version originale de la citation :* « pueblo entero, en fraternal abrazo unido, que llevaba, con el corazón destrozado de pena y la rabia de ultraje recibido en el fondo de la conciencia, a sus queridos muertos, a sus infelices mártires, para darles honrosa sepultura y regar con flores y con lagrimas las fosas humildes de esos infortunados seres que las balas homicidas arrancaron a la vida y al trabajo ».

L'événement revêt rapidement une charge symbolique forte[842], en incarnant la lutte inégale des *arequipeños* contre le pouvoir dictatorial du centre, celle du peuple solidaire contre les abus de tous genres. Les intellectuels locaux se mobilisent afin de faire entendre leur mécontentement et de réclamer des sanctions contre les responsables du massacre.

Au lendemain de la manifestation, Francisco Mostajo prononce un virulent discours lors de la veillée funèbre organisée en hommage aux victimes, discours dont on se permet de reproduire ici un court extrait dans sa version originale, afin d'en restituer éloquence :

> « Nueve cadáveres. Otras tantas familias que lloran su orfandad. Varios ciudadanos más que en el lecho de dolor esperan la muerte. Una ciudad entera con el corazón enlutado porque hijos suyos son los obreros que rodearon ayer bajo las balas de los asesinos y que hoy yacen en estos ataúdes que conducen el pueblo. He aquí la obra nefasta del matonismo oficial, de este matonismo que la Capital de la República arroja sobre las provincias como un desdeño de sus carcomas sociales. He aquí el maldecido don del centralismo, de ese centralismo que cree que Lima es el Perú cuando sólo es la urbe podrida que reclama la entrada de los bárbaros […][843] ».

Les victimes tombées lors de cette manifestation sont, à partir de cette date, honorées comme de véritables martyrs du peuple lors de commémorations organisées le 30 janvier de chaque année[844], avec des cérémonies qui rappellent non plus tellement les terribles affrontements sociaux de l'année 1915, mais l'oppression permanente des provinces par le pouvoir centralisateur de Lima.

---

[842] Les commémorations qui sont faites de cet événement au cours des années suivantes attestent cette dimension symbolique. Nous ne nous attarderons pas ici sur la teneur à la fois symbolique et idéologique de ces commémorations, qui fera certainement l'objet d'une publication spécifique ultérieurement.

[843] « Neuf cadavres. Autant de familles désormais orphelines. Et d'autres citoyens qui attendent la mort sur leur lit de douleur. Une ville entière avec le cœur en deuil, parce que ce sont ses enfants, les ouvriers qui hier tombèrent sous les balles des assassins, et qui aujourd'hui gisent dans ces cercueils conduits par le peuple. Voici l'œuvre néfaste de l'intimidation officielle, de cette intimidation que la capitale de la République jette sur les provinces comme le dédain de sa vermine sociale. Voici le don maudit du centralisme, ce centralisme qui pense que Lima est le Pérou quand elle n'est qu'une cité pourrie qui réclame l'entrée des barbares ». Extrait du discours reproduit par Héctor BALLON LOZADA, « Mostajo político. Compilación e introducción », *Revista de Ciencias Sociales,* Arequipa, Universidad Nacional de San Agustín, 1999, p. 213.

[844] Sur ces commémorations, voir par exemple *El Deber,* Arequipa, « Editorial », 30 janvier 1917, p. 1, « Regenerémonos ».

**Figure 45 - Les commémorations du 30 janvier 1915 à Arequipa**

# 30 DE ENERO

**Muy arequipeño y muy patriota, con mucho de orgullo y mucho de dolor,**
**Este débil y humilde homenaje en memoria de los mártires del proletariado en Arequipa.**

AREQUIPA, 30 DE ENERO DE 1916.

Y he aquí que ha llegado la ocasión de avivar el recuerdo, de aumentar la lumbre necesaria del recuerdo, con algunos trozos más de leña arrancados del árbol de la protesta unánime, que con sangre de mártires se regó para echar perennes raíces en el alma de Arequipa.

Adelantémonos al tiempo, taladremos el futuro y en la vaga sombra que nuestra imaginación descubra, veamos qué ha de ser lo que dirá la historia. Y no está muy remoto el día en que diga esto y esto lean las generaciones de entonces—:

Epoca de dolor y de vergüenza para la patria peruana, la desdichada época comprendida entre 1914 y los primeros meses de 1915.

Las debilidades del país, todavía con las entrañas raquíticas para producir ciudadanos capaces de hacerse respetar siempre, dieron lugar a que un soldado oscuro, venal, ignorante y audaz, se adueñara por asalto del poder. Y fué el régimen más oprobioso, más ruin que registrarán los anales republicanos del Perú. Oscar R. Benavides se llamaba el pretoriano, y no llevó al poder otros títulos que su hambre de enriquecerse, su cinismo y su orfandad de escrúpulos. Ni tenía otra fuerza de apoyo y sostén que un ejército prostituido que veía en él el jefe capaz de alimentar todas las concupiscencias de la soldadesca. Y hubo, además, una minoría de diputados y senadores que se constituyó en congreso a sueldo de Benavides, para dar a la usurpación visos de legitimidad.

Fué entonces que se vió a la República toda en el más calamitoso y vergonzante estado de sitio. La militarquía imperante convirtió el país en pesebre y los pueblos en mendigos. El estiercol de las caballadas infestaba el ambiente nacional. Y solo se respiraba ese ambiente.

Los militares de honor,—que eran los menos,—los que no andaban perseguidos eran dados de baja, y los que no, en dolorosa impotencia, en angustiosa debilidad, tenian que resignarse a llevar el sambenito de todos y reservar su protesta, crispada la mano en el pomo de la espada silenciosamente hasta la hora precisa y eficaz de restaurar la constitucionalidad.

Duró un año este régimen infamante. Y cuánta cobardía, cuánto crimen, cuánta afrenta, cuánta indignidad cupieron en tan breve espacio!

Por paga de un gamonal en Cajamarca, se fusiló a centenares de indios y se destripó a mujeres en cinta, ensañándose después los asesinos en la misma carnaza informe de los fetos;

**HOMENAJE**
**DEL PUEBLO DE AREQUIPA**

Tributado en su nombre, por las Instituciones Públicas y el Comité de las Sociedades Locales, al.....
por la altiva defensa que de los derechos de este pueblo, hizo en su cámara con motivo del ultraje que el 30 de Enero de 1915 le infirieron la autoridad y la fuerza pública, abaleándo inicuamente a su masa ciudadana en el gran comicio que celebró para protestar de opresores impuestos, y cubriendo de luto a nuestra sociedad con el asesinato de diez inermes obreros. Arequipa, así como excecra con la perduración de la historia el nombre de los homicidas, guarda, enalteciéndolo en la perennidad de su recuerdo, el nombre de sus cívicos defensores.

EDMUNDO ESCOMEL
Alcalde

Este diploma, muy humilde, muy leal testimonio del reconocimiento de un pueblo agradecido, será ofrendado a todos los representantes a Congreso que defendiéron desinteresada y valientemente los fueros de Arequipa.

También se dará igual testimonio de gratitud a los señores don Julio Laurie y don Adolfo Polish Conroy y al tipógrafo señor Armando Quiroz Pe. rea. A los dos primeros, por su enérgica y generosa actitud frente a los desmanes de la soldadesca, actitud hombruna y patriótica que les conquistó largos días de cárcel honrosísima. A don Armando Quiroz por igual motivo que a los anteriores y además, por haber puesto gratuitamente a disposición del pueblo en esos días el servicio de sus talleres de tipografía, su esfuerzo personal y el de sus cajistas.

En su lecho, mientras dormía y por estorbar los planes del usurpador, se victimó una noche pavorosa de ruindad y cobardía al general don Enrique Varela;

Los representantes a Congreso que por tres veces pretendieron sostener el imperio de la Constitución, las tres veces fueron dispersados y abaleados por la españa;

A los periodistas se les tendian bajas celadas homicidas empleándose matones de asaltar en las calles y matones de prefectos para apañarlos;

Por el crimen de reclamar su pan, en aguas del Napo fueron ametrallados treinta soldados, humildes, infelices;

En la misma capital, en la fábrica de tejidos de Vitarte, se abaleó y sableó a los obreros;

Y el 30 de Enero de 1915, se asesinó al noble pueblo de Arequipa, porque osó reunirse en asamblea gigantesca para reclamar por los derechos de todos los peruanos y defenderse de la inicua explotación amenazante por nuevos impuestos. Fueron los autores de la carnicería: un tahur encanallado y despreciable, investido de la autoridad de prefecto, y unos cuantos fantoches con sable. J. M. Rodriguez del Riego se llamaba ese prefecto.

.....

Y esto será algo de lo que se leerá en la Historia de esa época afrentosa.

MIGUEL A. URQUIETA

## A su manera

Si por un lado Arequipa conmemora con una piadosa romería al Cementerio, el aniversario doloroso y glorioso de su pueblo asesinado, algunos rezagados de la militarquía de 1915, trincados al andamiaje del nuevo régimen, han querido celebrar la hazaña de Rodriguez del Riego con otra aventura sin mucho esfuerzo hecha digna de aquella. Celebración a su manera. Flor de crimen sobre el recuerdo de un crimen.

Uno de esos resagados del régimen de Benavides, el comandante general de la región del Sur, coronel Fernando Sarmiento, cinco días antes del 30 de Enero, en la mañana del 25, atacó en su domicilio al doctor Modesto Málaga, el bravo director de «La Federación».

En su fervoroso y fanático afán de raspar podre y barrer de liendres la administración de las cosas públicas—militares o civiles—, acogiera el doctor Málaga en las columnas de su semario la denuncia de una serie de explotaciones de que son victimas la tropa y los oficiales subalternos.

El jefe acusado como responsable, incapaz,—no ya de vindicarse y probar la limpieza de su conducta sino hasta de exigir reparaciones como caballero y como hombre, se acogió a peligroso recurso de garrotero. Y por sorpresa, con premeditación que se probará ante la justicia, atisbando la hora justa de hallar sólo al periodista, allanó su domicilio en compañía de otras gentes.

El doctor Málaga se defendió. Repuesto pronto de los golpes arteros de bastón que le abrieron la cabeza y que le fueron descargados cuando él sentado a su mesa de escribir acababa de interrumpir lo que escribía por la brusca irrupción de su atacante a quien él no conocía; bizarramente, a bofetadas, rechazó a su agresor que ya no halló ante el peligro de ser arrojado por el balcón, otro recurso que prenderse con los dientes de una mano del periodista, menos corpulento y sin la fama de guapo entre los guapos de la PALIZADA de Lima: una especie de "mazorca" argentina, algo así como un protervo sacerdocio de la ley del palo.

Los rezagados del régimen de Benavides, con un homicidio frustrado han celebrado los homicidios de Enero. A su manera.

M. A. U.

Source : *La Federación,* Arequipa, 30 janvier 1916, p. 1.

Ainsi, la révolte *arequipeña* de 1915 occupe progressivement une place à part dans la mémoire locale et devient l'argument privilégié des ambitions fédéralistes de la ville d'Arequipa, qui voit dans cette crise l'incapacité du gouvernement central à gérer les intérêts de l'ensemble de la nation[845].

Plus généralement, ces événements aréquipéniens sont l'écho d'un malaise croissant dans la plupart des provinces du pays. Si les multiples mouvements de protestation qui éclatent un peu partout à cette période sont en grande partie conjoncturels et liés à l'importante crise économique qui frappe le Pérou à partir de 1914, ils doivent être également compris comme la manifestation d'un certain épuisement du système politique et économique civiliste, exclusivement fondé sur les exportations de matières premières et l'investissement étranger, au profit d'une oligarchie restreinte et peu soucieuse des conditions de travail des ouvriers. La crise économique et sociale de 1914-1915, en dépit de l'éphémère phase de prospérité économique qui lui succède jusqu'en 1918[846], marque donc l'effritement définitif d'un système politique désormais récusé par l'ensemble de la population.

À la même période, et après deux années (1912-1913) de relative tranquillité au niveau local, Guadalajara voit elle aussi les bouleversements nationaux faire irruption dans l'espace local. Madero est renversé en 1913 par Victoriano Huerta (1850-1916) lors de la célèbre « *decena trágica* »[847], puis assassiné. Victoriano Huerta s'empare du pouvoir, mais n'est pas reconnu par les chefs militaires du nord tels que Venustiano Carranza, qui forme alors une armée constitutionnaliste[848] d'opposition à Huerta. Le pays est alors sous la coupe de trois leaders révolutionnaires en opposition[849] : Venustiano Carranza, chef des troupes constitutionnalistes et qui

---

[845] Nous reviendrons sur ces discours fédéralistes dans le chapitre suivant.

[846] À la première phase de panique économique qui frappe le pays en 1914 succède en effet rapidement « une étape postérieure de croissance économique et fiscale, du fait de la hausse des exportations des articles agricoles et miniers, de leur plus grande production et de l'essor du commerce ». *Version originale de la citation :* « una etapa posterior de bonanza económica y fiscal por el alza de las exportaciones de los artículos agrícolas y mineros, por la mayor producción de ellos y por el incremento del comercio ». Jorge BASADRE, *Historia de la República del Perú,* vol. 13, *op. cit.,* p. 153.

[847] L'historiographie classique mexicaine désigne par l'expression « *decena trágica* » les dix jours qui s'écoulent du 9 au 18 février 1913 et durant lesquels Francisco I. Madero est trahi par Victoriano Huerta, qui s'empare alors du pouvoir.

[848] Le mouvement dirigé par Carranza s'auto désigne « constitutionnaliste » car il prône le rétablissement de la Constitution de 1857.

[849] La bibliographie sur la révolution mexicaine est, bien entendu, pléthorique. Il ne s'agit pas ici de retracer les grandes lignes de cet épisode si particulier de l'histoire nationale mexicaine, ni même d'en proposer une bibliographie complète. Nous nous limiterons à renvoyer le lecteur aux travaux

contrôle globalement la capitale du pays et les côtes, Francisco Villa (1878-1923), à la tête de la célèbre *División del Norte* et Emiliano Zapata (1879-1919) au sud. Le pays plonge en pleine guerre civile, chaque faction luttant pour renverser Huerta, tout en multipliant les conflits internes[850].

Jusqu'à l'arrivée de Madero au pouvoir, le Jalisco reste relativement en marge de ces conflits. « Entre 1910 et 1914, donc, la situation du Jalisco […] est d'un calme marqué qui, sans omettre les difficultés économiques de cette époque, explique la marche ordonnée des affaires[851] ». La Révolution ne modifie donc pas fondamentalement, dans un premier temps, l'organisation économique et sociale *jalisciense.* De fait, « dans cette partie de l'Occident mexicain, la Révolution était plus une nouvelle venue de l'extérieur qu'une réalité interne », à la grande fierté du gouverneur de l'époque José López Portillo y Rojas, qui se félicite dans le rapport gouvernemental de 1913 que le Jalisco ait « maintenu la paix au milieu de la guerre, la prudence au milieu de la folie et le travail au milieu de la destruction »[852].

La presse locale publiée tout au long des années 1912 et 1913 illustre bien la tranquillité de la vie *tapatía,* qui contraste avec les mouvements armés qui troublent le nord du pays au même moment. Elle rend compte avec régularité des différents mouvements des troupes révolutionnaires dans le nord du pays[853], tout en

---

désormais classiques de Jean MEYER, *La révolution mexicaine (1910-1940),* Paris, Calmann-Lévy, 1973 ; de Jesús SILVA-HERZOG, *Breve historia de la revolución mexicana,* México, Fondo de Cultura Económica, 1960 ; Alan KNIGHT, *The Mexican Revolution,* Cambridge, Cambridge University, 1986, ou encore Alvaro MATUTE, *Historia de la revolución mexicana (1917-1924),* México, COLMEX, 1980.

850 Les troupes de Villa s'opposent notamment aux troupes de Carranza et d'Obregón dans le Nord du pays, tout au long de l'année 1915. L'arrivée au pouvoir de Carranza à la fin de l'année 1916 met fin à ce conflit.

851 « Entre 1910 y 1914, entonces, la situación de Jalisco […] es de una acusada calma que, sin omitir las dificultades económicas de los tiempos que se viven, explican la marcha ordenada de los negocios ». Rafael TORRES SÁNCHEZ, « Jalisco y la revolución mexicana : estructura económica y cambio institucional », *in* María Eugenia ROMERO IBARRA, *Las regiones en la historia económica mexicana, siglo XIX,* México, UNAM, Facultad de Economía, 1999, p. 170.

852 « En esa parte del Occidente mexicano, la revolución era más una noticia venida desde afuera que una realidad interna. Por eso y, a pesar de los levantamientos locales que se producen de manera esporádica y desarticulada, las palabras con que el gobernador José López Portillo y Rojas cierra su Memoria de Gobierno a escasos tres meses de ocupar el cargo pero en la que recoge los acontecimientos correspondientes a los dos años anteriores, revelan el orgullo regionalista ante la excepción : 'El brevísimo relato que acabo de hacer no refleja sino de un modo imperfecto la verdadera situación de Jalisco durante los años últimos ; pero da motivos para que nos sintamos orgullosos todos cuantos amamos este rincón de la Patria, por haber nacido bajo sus hermoso cielo. Haber mantenido la paz en medio de la guerra, la prudencia en medio de la locura, y el trabajo en medio de la destrucción, son hazañas de que bien puede vanagloriarse un pueblo fuerte, valiente y laborioso », *id.,* p. 169.

853 *El Diario de Occidente,* Guadalajara, 20 avril 1912, p. 4, « Ecos de la revolución ».

manifestant une certaine inquiétude face à la progression des troupes vers le Jalisco[854]. Il faut toutefois attendre 1914 pour que le mouvement révolutionnaire gagne Guadalajara.

Le 8 juillet 1914, la tranquillité de la capitale *tapatía* est ainsi définitivement troublée, avec l'entrée des troupes constitutionnalistes d'Obregón dans la ville et la fuite des principales autorités politiques alors en place, installées par Huerta[855]. Rapidement, Guadalajara devient le théâtre d'affrontements violents entre les troupes d'Obregón et celles de Villa, qui arrivent au mois de décembre de la même année[856]. Il faut attendre la visite de Venustiano Carranza au mois de février 1916, en tant que candidat à la présidence de la République, puis son triomphe définitif au niveau national la même année, pour que la situation s'apaise définitivement dans le Jalisco comme dans l'ensemble du pays.

L'arrivée des troupes d'Obregón à Guadalajara bénéficie d'une couverture importante dans la presse locale, notamment grâce au *Boletín militar,* créé exclusivement à cet effet par les révolutionnaires[857]. De même, il existe diverses études historiques rendant compte de l'impact social et culturel de cette irruption révolutionnaire dans la capitale *tapatía*[858]*.* En revanche, les années de confusion durant lesquelles s'opposent les villistes aux obrégonistes sont beaucoup plus difficiles à documenter à partir des archives hémérographiques, dans la mesure où, à son arrivée à Guadalajara, Obregón ordonne la fermeture de divers journaux, tels que *El Regional, La Libertad, El Diario de Occidente* ou encore *El Kaskabel.* Ces journaux disparaissent donc définitivement, au profit du seul *Boletín Militar,* qui informe durant deux mois les *tapatíos* des avancées de Carranza vers la prise du pouvoir présidentiel.

Il serait trop long d'analyser dans le détail la façon dont la société *tapatía* a vécu les troubles révolutionnaires des années 1912 à 1916, troubles par ailleurs

---

854 *El Diario de Occidente,* Guadalajara, 22 février 1912, p. 1, « La Revolución en Jalisco causa serias inquietudes. Lo que se opina en México ».

855 Le Général José María Mier avait remplacé José López Portillo y Rojas à la tête de l'État.

856 Le déroulement de cette « guerre fratricide » entre villistes et obrégonistes à Guadalajara est analysé par Enrique Francisco CAMARENA, *op. cit.,* p. 108 et suivantes.

857 Le 18 juillet 1914, le *Boletín militar* lance ainsi un appel à la population *jalisciense* à rejoindre les révolutionnaires : *Boletín militar,* Guadalajara, 18 juillet 1914, p. 1, « Manifiesta al pueblo de Jalisco ».

858 Parmi diverses études, il convient de citer à nouveau le témoignage d'Enrique Francisco Camarena, de même que ce petit article de Mario ALDANA RENDON, « Aquel 8 de julio de 1914 » publié dans l'ouvrage de José María MURIA, *Viñetas de Guadalajara…, op. cit.,* p. 133-139.

parfaitement documentés dans les travaux de Mario Aldana Rendón[859] et plus spécifiquement encore dans celui de Rafael Torres Sánchez[860]. Toutefois, il est important de rappeler comment cette étape-clé de l'histoire nationale a profondément modifié le rapport de Guadalajara au reste de la nation et au pouvoir central.

Ainsi, à son arrivée dans la capitale *tapatía,* Alvaro Obregón aurait eu cette expression désormais célèbre pour désigner le Jalisco : le « *gallinero de la República* » (le « poulailler de la république »), en référence à son manque de participation aux événements révolutionnaires nationaux. Se forge à partir de là tout un imaginaire autour de la frilosité du Jalisco face à la Révolution, que viennent alimenter ces images d'un État conservateur, religieux, régionaliste et traditionnaliste, en marge du vaste mouvement modernisateur et révolutionnaire alors en train de transformer le pays.

Le parallélisme avec la « légende noire » forgée sur Arequipa à la fin de la Guerre du Pacifique, autour de l'idée selon laquelle les Aréquipéniens auraient refusé le combat contre les Chiliens par lâcheté et par manque de patriotisme, est ici frappant. Bien que séparés par trois décennies et par des contextes radicalement différents – dans un cas une guerre frontalière, dans l'autre une guerre civile –, les deux événements (la Guerre du Pacifique et la Révolution mexicaine) représentent des tournants majeurs dans l'histoire nationale du Pérou et du Mexique, en même temps qu'ils correspondent à une véritable rupture dans les relations entre les deux villes étudiées et l'ensemble de leur pays respectif.

Comme pour Arequipa, cette image du Jalisco anti-révolutionnaire comporte certainement un fond de vérité, ou s'explique tout du moins par des éléments concrets. Il est vrai que les grandes figures libérales du XIXe siècle ont laissé place à des autorités politiques directement liées au pouvoir catholique du PCN, dans un contexte politique national pourtant largement anticlérical. Mais ces éléments ne suffisent pas à expliquer cette condamnation implicite de Guadalajara par le pouvoir central. Comme pour Arequipa, la presse semble anticiper la mauvaise publicité qui lui sera faite dans les années suivant le conflit, en justifiant non seulement le rôle

---

[859] Mario ALDANA RENDÓN (ed.), *Jalisco desde la Revolución, op.cit.,* p. 210 à 221. Voir également, du même auteur Mario ALDANA RENDÓN, *Bosquejo histórico y diccionario breve de la revolución en Jalisco,* México, INAH, 2009.

[860] Rafael TORRES SÁNCHEZ, *Revolución y vida cotidiana en Guadalajara,* México, Galileo Ediciones, 2001. Cet ouvrage offre une approche originale et inédite de la Révolution mexicaine dans les régions, en abordant la question sous le thème de la vie quotidienne. Il constitue, de ce fait, une référence de première importance pour comprendre le processus révolutionnaire dans le Jalisco.

fondamental qu'elle y a joué, mais en s'adjugeant même la fonction de précurseur. Ainsi, le journal *El Globo* publie le 7 novembre 1911 un article dans lequel il fait du reyisme *tapatío* le détonateur de la Révolution.

> « Jalisco a fait le reyisme, et le reyisme, après avoir ému toute la république et provoqué ce beau soulèvement des esprits en faisant du Général Reyes un drapeau, un symbole, une figure qui incarnait les aspirations du peuple, fit également et tout spécialement à Guadalajara des journaux, des écrivains, des orateurs, des apôtres et des martyrs. Le Jalisco a lancé le premier cri de révolte contre l'ancien régime, le premier programme de principes et a formé le premier parti politique sérieux qui fit une propagande active en faveur des libertés et des droits. […] Aucun autre État n'a lutté et n'a travaillé autant alors que le Jalisco. […][861] ».

Enfin, et de même que pour Arequipa et sa prétendue « lâcheté » lors de l'invasion chilienne, les historiens *tapatíos* n'ont eu de cesse de lutter contre la légende, forgée alors à des fins politiques par le pouvoir central, afin d'en déconstruire les clichés. Le travail maintes fois cité d'Elisa Cárdenas Ayala sur les mouvements reyiste et madériste dans le Jalisco en constitue une très claire illustration[862].

D'autres auteurs, comme José María Muría, signalent quant à eux des raisons d'ordre moins politique, en soulignant les étroites relations sociales et économiques qu'entretiennent à la fin du Porfiriat les élites locales avec celles de la capitale. De ce fait, l'épuisement du système porfirien les aurait moins préoccupées qu'ailleurs[863].

Notre étude n'a pas pour ambition de trancher entre la part de vérité et la part de mensonge fabriqué à des fins politiques, dans ces « légendes noires » alimentées et diffusées sur Arequipa et Guadalajara à des moments-clés de l'histoire nationale. Toutefois, il est particulièrement intéressant de constater que ces « réputations », bien ancrées ensuite dans la mémoire historique nationale, jouent un rôle similaire dans les deux pays. Au Mexique comme au Pérou, Guadalajara et Arequipa se retrouvent isolées du processus de construction nationale qu'impliquent, dans le premier cas, la

---

[861] « Jalisco hizo el reyismo, y el reyismo después de conmover a toda la republica, y de provocar aquel hermoso levantamiento de espíritus, haciendo del General Reyes una bandera, un símbolo, una figura que encarnaba las aspiraciones del pueblo, hizo también y muy especialmente en Guadalajara, periódicos, escritores, oradores, apóstoles y mártires. Jalisco lanzó el primer grito de rebeldía contra el antiguo régimen, el primer programa de principios y formó el primer partido político serio que hizo activa propaganda por las libertades y los derechos. [...] Ningún Estado luchó y trabajó tanto entonces como Jalisco. *El Globo,* Guadalajara, « Editorial », 7 novembre 1911, p. 1, « Jalisco y la Revolución ».

[862] Elisa CÁRDENAS AYALA, « El horizonte democrático… », *op. cit.,* p. 51.

[863] José María MURIA, *Ser y presencia de Jalisco,* Guadalajara, Colegio de Jalisco, 1996.

reconstruction post-révolutionnaire, dans l'autre la reconstruction post-guerre. À des moments où le centralisme est particulièrement fort, du fait de la nécessité d'unir les forces nationales en vue de reconstruire le pays, les éternelles villes rebelles sont donc non seulement exclues *de facto* du récit patriotique, mais également pointées du doigt comme contre-exemple. La seconde capitale du pays semble alors jouer le rôle de contrepoint, d'élément de contraste, permettant à la capitale du pays, en temps d'intense crise politique, de consolider son pouvoir dans la nation.

Ce cheminement chronologique à travers les différentes étapes qui composent l'histoire du Mexique et du Pérou dans le large tournant des XIXe et XXe siècles rend compte de l'évolution des relations entre le pouvoir central de chaque pays et le pouvoir régional de Guadalajara ou d'Arequipa. Il met en lumière l'importance fondamentale de cette relation, dans des États-nations qui doivent être compris comme des réalités négociées. En filigrane de ce panorama historique comparatiste, s'ébauche une tendance commune au Mexique et au Pérou, vers un centralisme croissant du pouvoir exercé par la capitale. Très claire dans le cas du Mexique porfirien, cette tendance est plus complexe dans le cas du Pérou, qui connaît tout d'abord une première tentative décentralisatrice en 1885, avant de voir s'installer définitivement le centralisme civiliste. Les trois décennies qui s'écoulent des années 1880 aux années 1910 représentent donc pour les deux pays une transition importante dans le processus de consolidation de la construction nationale, avec une affirmation du pouvoir central.

Cette tendance globale connaît néanmoins d'importantes nuances, liées à la fois à l'évolution du pouvoir central – personnel politique et partis au pouvoir –, à celle des pouvoirs locaux, voire au contexte international. La relation observée ici entre le centre et les provinces ne saurait donc s'interpréter sans une prise en compte complète de ces différents acteurs politiques et hors d'une perspective par échelles. Ces différentes nuances au sein du processus de centralisation nationale et de ses répercussions au niveau régional mettent par ailleurs en évidence une posture ambiguë, voire contradictoire, de la capitale régionale. Ainsi, alors que Guadalajara

semble abandonner progressivement un positionnement régionaliste fort au profit d'une négociation accrue avec le pouvoir porfirien[864], voire d'une participation directe à celui-ci par le biais de l'ascension politique de politiciens locaux, Arequipa développe au contraire un discours d'opposition de plus en plus important au pouvoir central par la voix du mouvement libéral, alors même que le pouvoir présidentiel est régulièrement assuré par des membres de l'aristocratie locale.

Derrière cette négociation permanente entre le pouvoir central et les pouvoirs locaux, il faut lire en premier lieu la défense des intérêts locaux. En participant à la vie politique et économique de la capitale et de la nation par le biais de son personnel politique et d'organisations telles que le *Círculo Jalisciense,* Guadalajara fait valoir ses intérêts, dans un contexte politique national qui lui est nettement défavorable. Arequipa, quant à elle, organise l'opposition régionaliste autour d'un argumentaire idéologique novateur, celui du Parti Libéral local, qui porte les arguments du fédéralisme et de la décentralisation durant les deux premières décennies du XXe siècle.

L'évolution de la place de la capitale régionale dans l'espace politique national a comme conséquence fondamentale une évolution du discours local quant à l'organisation du pouvoir. À Guadalajara comme à Arequipa se voit réactivé le discours sur le régionalisme, le fédéralisme, voire la décentralisation, dans une prise de position politique et idéologique originale. Pour les élites locales, il s'agit ainsi non seulement de défendre leur place dans une nation de plus en plus centralisatrice, mais plus encore de formuler un projet national différent, dans lequel elles continueraient de jouer un rôle de première importance et sur la base de principes constitutionnels respectueux, pour le Mexique, des principes fondateurs du fédéralisme, et pour le Pérou, de ceux de la décentralisation.

Le chapitre suivant doit interroger le contenu de ce discours régional et des arguments qui viennent alimenter dans les deux villes les ambitions fédéralistes et décentralisatrices. Cette analyse à la fois discursive, politique et idéologique doit nous permettre de comprendre comment les élites locales prétendent formaliser et consolider les termes de cette négociation avec le centre.

---

[864] Cet isolement croissant de Guadalajara sur le plan national, isolement voulu par le pouvoir central, s'illustre par exemple par le fait qu'en 1915, à deux reprises, les révolutionnaires privent la ville de son titre de Capitale du Jalisco, au profit de Ciudad Guzman (9 au 16 février 1915) puis de Lagos de Moreno (16 avril). José María MURIA, *Capítulos de historia…, op. cit.,* p. 264.

# CHAPITRE 4 - Régionalisme et fédéralisme. Les termes du débat.

> « Entre una autonomía extrema de los Estados que podía llegar hasta la independencia y la pasividad frente a las amenazas contra la unidad nacional […] y la desaparición de toda vida política regional autónoma, era difícil encontrar equilibrio[865] ».
>
> François-Xavier Guerra, *Le Mexique, de l'ancien régime à la Révolution,* Paris, l'Harmattan, 1985, p. 48.

> « El unitarismo centralista cumple, en su hora, el destino de crear el Estado peruano. La tradición tanto prehispánica como colonial así como las condiciones sociológicas y económicas del país impiden el desmoronamiento de este unitarismo al surgir la República o al sobrevenir la anarquía militar »[866].
>
> Jorge Basadre, *Perú, problema y posibilidad (ensayo de una síntesis de la evolución histórica del Perú, con algunas reconsideraciones, cuarenta y siete años después),* Lima, Fundación M.J. Bustamante de la Fuente, 1994 (Cuarta Edición), p. 219.

Les trois décennies qui s'écoulent du début des années 1880 à la seconde moitié des années 1910 voient se redéfinir les rapports de force entre le pouvoir central et les pouvoirs régionaux au Mexique et au Pérou suivant des trajectoires qui, à défaut d'être strictement parallèles, mettent toutefois en lumière une même tension. François-Xavier Guerra l'a bien montré pour le Mexique, en soulignant la fragilité de l'équilibre entre autonomie régionale et unité nationale[867]. Cet équilibre constitue par conséquent le principal enjeu politique du processus de consolidation de l'État dans les deux pays à la fin du XIXe siècle. Il s'agit, pour le Mexique comme pour le Pérou, de résoudre cette contradiction entre la volonté modernisatrice du pouvoir central, qui tend à uniformiser les pratiques administratives, éducatives et fiscales dans l'ensemble du pays, et la crainte des États et des régions de voir leur souveraineté contestée par ce processus modernisateur et centralisateur.

---

[865] « Entre une autonomie extrême des États, qui pouvait aboutir à l'indépendance et à la passivité face aux menaces contre l'unité nationale […] et la disparition de toute vie politique régionale autonome, il était difficile de trouver un équilibre ». François-Xavier GUERRA, *Le Mexique…, op. cit.,* p. 48.

[866] « L'unitarisme centraliste réalise, à son heure, le destin de créer l'État péruvien. La tradition aussi bien préhispanique que coloniale, de même que les conditions sociologiques et économiques du pays imposent la décadence de cet unitarisme lorsque surgit la République ou survient l'anarchie militaire ». Jorge BASADRE, *Perú, problema y posibilidad…, op. cit.*, p. 219.

[867] François-Xavier GUERRA, *Le Mexique…, op. cit.,*

L'approche comparatiste donne tout son sens à l'analyse de cet équilibre complexe, qui ne saurait s'articuler de la même façon dans un pays fédéral et dans un pays unitaire. Si la recherche de cette répartition harmonieuse des responsabilités entre le pouvoir central et les pouvoirs régionaux est commune aux deux pays, celle-ci ne s'opère pas de la même façon en raison de ce profond décalage structurel qui sépare le fédéralisme de l'unitarisme. Les cas de Guadalajara et d'Arequipa illustrent très nettement ce clivage discursif et idéologique sur la forme que doit prendre l'État. Les élites des deux villes articulent leur argumentaire autour des mêmes notions de fédéralisme et de lutte contre le centralisme, mais celui-ci se construit néanmoins de façon différente, à travers une série de postures idéologiques – régionalistes notamment – qui seront au cœur du présent chapitre.

L'historiographie a bien montré comment on ne saurait penser ces systèmes particuliers de gouvernement, qu'ils soient unitaires, fédéralistes ou décentralisés, sans penser en même temps l'identité régionale et la puissance du régionalisme politique, culturel et économique, tel qu'il a été analysé pour Guadalajara et Arequipa dans la première partie de notre étude. En France comme dans le reste de l'Europe, de nombreux travaux sur le régionalisme ont été publiés dans les années 1970 et 1980, à la faveur du débat national sur les réformes régionales puis la décentralisation[868]. Ces diverses études témoignent d'une forte préoccupation pour rendre intelligibles les rapports entre le processus de construction nationale et le renforcement des identités régionales, dans une Europe culturellement hétérogène et fragmentée. Au Mexique, des études approfondies ont récemment apporté un nouvel éclairage sur les mouvements régionaux actuels[869], avec une préoccupation politique similaire à celle

---

[868] Jean-Yves GUIOMAR, « Régionalisme, fédéralisme et minorités nationales en France entre 1919 et 1939 », *Le Mouvement social,* n°70, 1970, p. 89-108. L'article de Christian GRAS, « Le mouvement régionaliste français et l'histoire sociale : éléments de problématique et de bibliographie », *Le mouvement social,* n°92, 1975, p. 103-117, offre une perspective historiographique des différentes études régionales réalisées en France jusque dans les années 1970. Dans la lignée des réflexions développées autour du projet national de décentralisation formulé en 1981, voir également l'article de Rainer RIEMENSCHNEIDER, « Décentralisation et régionalisme au milieu du XIXe siècle », *Romantisme,* n°35, 1982, p. 115-136. Pour une définition synthétique du régionalisme, « tendance plutôt que doctrine », voir l'article de Jean-François CHANET, article « Régionalisme », *in Encyclopédie philosophique universelle,* vol. II, *Les notions philosophiques,* tome 2, Paris, PUF, 1990, p. 2207.

[869] Jaime PRECIADO, Hélène RIVIERE D'ARC, Luis Alfonso RAMIREZ, Marielle PEPIN-LEHALLEUR (coord.). *Territorios, actores y poder. Regionalismos emergentes en México,* México, Universidad de Guadalajara, Universidad Autónoma de Yucatán, 2003.

qui anime les travaux de Baltazar Caravedo au Pérou dans les années 1980 principalement, autour de la question de la décentralisation[870].

Le présent chapitre a pour principal objectif de mettre en lumière cette relation entre le développement de postures régionalistes fortes et le débat national et régional sur les questions du fédéralisme, du centralisme et de la décentralisation. Cœurs des débats historiques sur le fédéralisme – pour Guadalajara – et sur la décentralisation – pour Arequipa –, les deux villes sont le berceau d'une importante réflexion sur la forme que doit prendre l'État et les moyens d'équilibrer le centralisme de la capitale, sur la base d'un régionalisme historique qui a marqué l'histoire locale[871]. Toutes deux opposées au centralisme exercé par la capitale, Guadalajara et Arequipa développent, du moins jusque dans les années 1910, un discours régionaliste articulé autour d'arguments similaires. Ainsi, et alors que le Mexique et le Pérou nous mettent en présence de deux systèmes étatiques *a priori* radicalement différents, voire opposés – le système fédéral et le système unitaire –, les représentations que s'en font les élites locales sont sensiblement identiques dans les deux villes. Cette contradiction va désormais nous intéresser, dans la mesure où elle révèle toutes les ambiguïtés des systèmes étatiques du Mexique et du Pérou.

## Deux systèmes, une même lutte contre le centralisme

Au moment des déclarations d'Indépendance, le débat qui voit le jour sur la meilleure forme de gouvernement à adopter repose tout d'abord sur la confrontation de deux modèles de nation, jugés également exemplaires : celui de la France unitaire et celui des États-Unis fédéraux. En effet, comme le souligne avec clarté François-Xavier Guerra dans l'introduction à l'ouvrage *L'Amérique latine et les modèles européens :*

---

[870] Baltazar CARAVEDO, *El problema del descentralismo,* Lima, Centro de investigación de la Universidad del Pacífico, 1983 ; Baltazar CARAVEDO, « Poder central y descentralización », *Apuntes, Revista de Ciencias sociales,* Año V, n°9, Lima, Centro de Investigación de la Universidad del Pacífico, 1979 ; Baltazar CARAVEDO, *Ciudad y región. Los límites del nuevo descentralismo,* Lima, Fundación M.J. Bustamante de la Fuente, 1988.

[871] Les postures régionalistes *tapatía* et *arequipeña* se dessinent progressivement dès la période coloniale, comme l'ont montré les deux premiers chapitres de notre étude. Les divers éléments politiques, sociaux et économiques qui y sont décrits participent de ce phénomène de formation de la conscience régionale, jusqu'au tournant des XIXe et XXe siècles, analysé en détail dans le chapitre précédent.

> « L'État, comme la nation moderne, n'est pas une figure atemporelle qui aurait existé toujours et partout. Il est une création récente de notre modernité occidentale qui, comme elle, a été déclinée de manières diverses selon les régimes et les cultures politiques de chaque pays. Par rapport à ce que l'on pourrait appeler les différentes versions de la modernité occidentale, l'Amérique latine occupe une place intermédiaire entre ces deux grands types, que sont le monde anglo-saxon et plus précisément les États-Unis d'un côté et la France révolutionnaire de l'autre. Avec les premiers, elle partage le fait que l'État est issu de l'union d'une pluralité de communautés politiques territoriales conçues comme dépositaires originelles des droits politiques, que cette réalité ait reçu ou non une traduction constitutionnelle fédéraliste, importe peu dans cette optique. L'État national que les pays hispano-américains tentent de construire doit toujours composer avec la tendance à l'autogouvernement des cités et des provinces[872] ».

La farouche autonomie revendiquée par Guadalajara et l'ancienne Nueva Galicia au moment de l'Indépendance du Mexique illustre cette atomisation des forces régionales. Par ailleurs, et en ce qui concerne cette fois « l'autre » modèle :

> « Avec la France, elle [l'Amérique latine] partage la vision de la Révolution comme une rupture radicale avec le passé, vu à la fois comme despotique du côté royal, et archaïque du côté d'une société profondément corporative. Cette vision, héritée d'un absolutisme commun à la France et à la monarchie hispanique, ouvrait la voie à un État aux attributs extrêmement larges. Il devait être non seulement au-dessus de la société pour la transformer en un peuple moderne formé d'individus égaux, mais également au-dessus de la variabilité institutionnelle et politique provoquée par la mise en pratique de la moderne souveraineté du peuple. Entre un État au format réduit du type nord-américain et l'État fort tel qu'il se construit dans l'Europe du XIXe siècle, les nations hispano-américaines ont tendu, à des degrés et avec des succès divers, à privilégier le second[873] ».

Cette tendance des États latino-américains à favoriser une organisation centralisée au détriment d'une approche fédéraliste et *a priori* plus respectueuse des intérêts régionaux révèle l'important débat qui oppose les deux systèmes. L'historiographie classique a longtemps superposé à cet antagonisme l'opposition formelle qui divise les libéraux – traditionnellement défenseurs du fédéralisme – aux conservateurs – défenseurs du centralisme –. Toutefois François-Xavier Guerra, dans

---

[872] François-Xavier GUERRA, « Introduction » *in* Annick LEMPERIERE *et alii* (coord.), *L'Amérique latine et les modèles européens,* Paris, l'Harmattan, 1998, p. 12.

[873] *Ibid.*

son ouvrage sur *Le Mexique, de l'Ancien régime à la Révolution,* nous invite à dépasser cet antagonisme idéologique afin de comprendre que « le problème des relations entre le pouvoir central et les pouvoirs régionaux est […] structurel, et déborde largement celui d'une querelle entre libéraux fédéralistes et conservateurs centralistes » [874]. En 1928, le Péruvien José Carlos Mariátegui effectue le même constat, en expliquant qu'au XXe siècle, « la polémique entre fédéralistes et centralistes, est une polémique dépassée et anachronique comme la controverse entre conservateurs et libéraux », en raison de son déplacement du terrain politique à celui du social et de l'économique[875].

La mise en perspective des discours régionaux diffusés à Guadalajara et à Arequipa au moment de la consolidation de l'État à la fin du XIXe siècle, illustre clairement le fait qu'on ne saurait penser l'adoption du système fédéral ou du système unitaire dans le cadre trop restreint de l'opposition entre libéraux et conservateurs. À l'échelle locale, ces deux blocs idéologiques traditionnels se confondent bien souvent autour d'une même opposition au centralisme exercé par la capitale du pays. Plus encore, cette opposition apparaît plus liée à la défense d'intérêts économiques particuliers, qu'à un attachement idéologique donné. C'est ce que démontrent les cas *tapatío* et *arequipeño,* qui nous invitent à nous interroger sur les fondements du centralisme de l'État-nation.

### *Fédéralisme et unitarisme. Les cas du Mexique et du Pérou*

Il n'appartient pas à cette thèse de retracer dans le détail le cheminement historique qui conduit le Mexique à l'adoption du système fédéral et le Pérou à l'adoption d'un système d'État unitaire[876]. Toutefois, il semble important de souligner

---

[874] François-Xavier GUERRA, *Le Mexique…, op. cit,* p. 47.

[875] « La polémica entre federalistas y centralistas, es una polémica superada y anacrónica como la controversia entre conservadores y liberales. Teórica y prácticamente, la lucha se desplaza del plano exclusivamente político a un plano social y económico ». José Carlos MARIÁTEGUI, *Siete ensayos de interpretación de la realidad peruana*…, *op. cit.,* p. 194.

[876] Soucieuse d'expliciter les rouages d'un système étatique ayant, au cours de l'histoire nationale, montré ses failles comme ses grandes possibilités, l'historiographie mexicaine met l'accent sur une analyse de la formation du fédéralisme au moment de l'Indépendance du pays, dans des études qui retracent le débat ayant opposé libéraux et conservateurs sur cette question. Parmi les principales références sur le fédéralisme mexicain doivent être mentionnés les travaux de l'historienne Josefina Zoraida Vásquez, qui établit notamment le lien entre le régionalisme et la mise en place du système fédéral au début du XIXe siècle. Voir notamment les travaux suivants : Josefina Zoraida VÁZQUEZ, *El establecimiento del federalismo en México…, op. cit. ;* Josefina Zoraida VÁZQUEZ, « Un viejo tema : el

les grandes lignes communes aux débats développés dans l'un et l'autre pays sur la question du règlement des rapports entre le pouvoir central et les pouvoirs régionaux.

Au Mexique, le fédéralisme adopté par la première Constitution mexicaine de 1824 s'inscrit dans un premier processus que l'on pourrait qualifier de « décentralisateur », initié notamment par la mise en place des *diputaciones provinciales*[877] en 1812, par les Cortes de Cádiz. L'historienne Nettie Lee Benson a parfaitement montré comment ces *diputaciones* ont joué un rôle précurseur dans l'installation du fédéralisme mexicain[878], en divisant le pays en six unités territoriales (México, San Luis Potosi, Monterrey, Guadalajara, Durango et Mérida), présidées chacune par un chef politique désigné par le centre, un intendant et six députés élus par le peuple. Ces *diputaciones provinciales* octroient des prérogatives de plus en plus étendues aux pouvoirs régionaux, qui se soulèvent au moment de l'Indépendance pour faire entendre leur voix face à une première série de mesures mises en place par le gouvernement d'Agustín de Iturbide (1783-1824)[879], mesures qui menacent directement les pouvoirs locaux. Ainsi, au mois de février 1823, diverses provinces mexicaines, avec à leur tête le Jalisco, proclament le « Plan de Casa Mata » et rejettent officiellement l'autorité du pouvoir central, afin de se constituer en « États libres et souverains ». Nous ne reviendrons pas sur le rôle de Guadalajara et du Jalisco dans cet épisode, détaillé dans le premier chapitre de notre étude. Notons simplement le fait que cette révolte des provinces pour préserver leur pouvoir est considéré par

---

federalismo y el centralismo », *Historia mexicana,* vol. XLII, n°4, Mexico, COLMEX, 1993, p. 621-631 ; Josefina Zoraida VÁZQUEZ, « El federalismo mexicano : respuesta al regionalismo », *in* León E. BIEBER, *Regionalismo y federalismo. Aspectos históricos y desafíos actuales en México, Alemania y otros países europeos,* México, COLMEX, Servicio Alemán de intercambio académico, UNAM, 2004, p. 387-402. Parmi de très nombreuses autres références, il convient de citer également l'ouvrage coordonné par Marcello Carmagnani sous le titre de *Federalismos latinoamericanos,* qui présente en parallèle (mais sans analyse réellement comparatiste) la mise en place et le développement du fédéralisme mexicain, argentin et brésilien : Marcello CARMAGNANI, *Federalismos latinoamericanos,* México, Fondo de Cultura Económica, 1993. Dans cet ouvrage, Josefina Zoraida Vázquez se charge de présenter l'installation du système fédéral au Mexique, dans le chapitre intitulé « El federalismo mexicano, 1823-1847 », p. 15-47. Pour le Pérou, les différentes étapes constitutionnelles ayant conduit à l'adoption du système d'État unitaire sont analysées par Pedro Planas, dans l'ouvrage *La descentralización en el Perú republicano, op. cit*. Voir notamment le deuxième chapitre, « Nace un Estado » p. 63-142.

[877] On pourrait éventuellement traduire le terme de *diputaciones provinciales* par « conseils provinciaux ». Pour plus de précision, nous conserverons néanmoins ici l'expression originelle, en espagnol.

[878] Nettie LEE BENSON, *op. cit.*

[879] Agustín de Iturbide proclame le célèbre « Plan de Iguala » en 1821, qui consacre l'Indépendance du Mexique. Il préside par la suite le premier Congrès Constitutionnel (*Congreso Constituyente*).

beaucoup d'historiens comme étant à l'origine de l'adoption d'une Constitution fédérale l'année suivante, afin d'éviter la sécession de ces provinces. Plus que dans l'adoption du modèle étatique nord-américain, c'est donc dans cette atomisation des pouvoirs régionaux qu'il faut voir la naissance du fédéralisme mexicain, dans la force individuelle de ces provinces jalouses de leur autonomie.

Paradoxalement – et alors que le pays opte finalement pour un système unitaire – on observe au Pérou cette même fragmentation des pouvoirs régionaux, susceptible d'aboutir à une organisation fédérale. En 1821, au moment de la proclamation d'Indépendance, José de San Martin (1778-1850) élabore la première division territoriale du Pérou indépendant, sur la base des *cabildos*[880] et des intendances vice-royales de la période coloniale, en créant tout d'abord quatre départements[881], qui atteignent rapidement le nombre de onze départements, comprenant un total de 62 provinces. S'engage alors un important débat sur les attributions relatives à chaque « président de département » et plus largement sur la nécessité d'adopter une organisation centralisée, ou au contraire la possibilité de mettre en place un fonctionnement fédéraliste. Pedro Planas relate par le menu le contenu de ces débats et les multiples changements de cap que connaît alors le processus constitutionnel du Pérou nouvellement indépendant[882]. Lors des débats menés au sein du Congrès Constitutionnel en 1822, la cause fédérale rassemble d'ardents défenseurs, à commencer par le *trujillano* José Faustino Sánchez Carrión (1787-1825), qui « concevait l'organisation fédérale comme la culmination du principe représentatif »[883] et la liait de ce fait à la forme même du gouvernement républicain. Le projet fédéraliste de Sánchez Carrión ne fait néanmoins pas l'unanimité et est finalement abandonné, en faveur d'un système d'État unitaire décentralisé. C'est sur cette base qu'est finalement votée la première Constitution péruvienne en 1823, avec l'adoption des *Juntas departamentales.* Basés sur une nouvelle démarcation territoriale, ces « conseils départementaux » sont pensés comme des organes relativement autonomes avec à leur tête un préfet chargé de

---

[880] Le *cabildo* fait référence à une organisation municipale.

[881] Il s'agit des premiers territoires libérés par San Martin. Pour le détail, voir Pedro PLANAS, *op. cit.,* p. 70-76.

[882] Pedro PLANAS, *op. cit.,* p. 70-142.

[883] « Concebía la organización federal como la culminación del principio representativo », *id.,* p. 25

veiller aux intérêts régionaux. Ce premier élan, sinon fédéraliste, du moins décentralisateur, est néanmoins de courte durée, le Congrès Constitutionnel remettant les pleins pouvoirs à Simón Bolívar (1783-1830), qui entame alors une véritable reconquête du Pérou, contre les armées royalistes.

En 1828 sont à nouveau formées les *Juntas Departamentales,* sur la base d'un élargissement du modèle de 1823[884]. Prévoyant cette fois la présence de deux représentants par département – au lieu d'un seul en 1823 –, cette nouvelle version des *Juntas departamentales* dispose de pouvoirs étendus, notamment du fait de l'immunité dont jouissent ses représentants.

> « Cette extension des privilèges, qui doit normalement se restreindre à ceux qui disposent de la représentation de la nation, aurait pu scandaliser, si les constituants n'avaient pas déclaré expressément que les *juntas departamentales* devaient être les embryons des futurs parlements fédéraux[885] ».

Cette nouvelle version des *Juntas* est donc « un authentique organe de gouvernement décentralisé »[886], qui dispose de son propre budget de fonctionnement. Pour autant, et en dépit de cette tentative sincère de décentralisation, les *Juntas* s'avèrent rapidement être un échec, notamment en raison du manque de fonds dont elles disposent pour fonctionner et d'une délimitation floue de leurs attributions. Face aux critiques croissantes, elles sont finalement supprimées lors de la nouvelle Constitution de 1839, nettement plus centralisatrice. Cette nouvelle Constitution centralisatrice voit le jour en opposition au mouvement séparatiste et fédéraliste engagé par le projet de Confédération peruano-bolivienne, à partir de 1834.

Le projet mis en place dans le cadre de la Confédération peruano-bolivienne de 1836 à 1839 reprend celui formulé par Bolívar en 1826, qui visait à unir la Grande Colombie au Pérou et à la Bolivie, dans une union continentale. À la même période, les grandes villes du Sud – Arequipa, le Cuzco et Puno – alimentent un projet clairement

---

[884] Pedro PLANAS, *op. cit.,* p. 98.

[885] « Esta extensión de privilegios que nominalmente debe restringirse a quienes tienen la representación de la Nación, hubiera podido escandalizar, si los constituyentes no hubiesen declarado expresamente que las juntas departamentales debían ser las células de los futuros Parlamentos federales ». Jorge BASADRE, *Perú, problema y posibilidad, op. cit.,* p. 199.

[886] Pedro PLANAS, *op. cit.,* p. 101.

séparatiste, visant à se constituer en République indépendante ou à s'intégrer à la Bolivie[887].

Au cours des deux premières décennies d'indépendance du Pérou, trois courants fédéralistes voient donc le jour simultanément dans le pays, courants dont Basadre a élaboré une typologie, reprise par Pedro Planas[888] : le « fédéralisme national ou idéologique, incarné par les idées de Sánchez Carrión » et qui inspire un siècle plus tard le fédéralisme défendu par les libéraux *arequipeños*[889], le « fédéralisme supranational ou continental », illustré par le projet de la Confédération peruano-bolivienne, et le « fédéralisme infranational ou séparatiste » des villes du sud du pays.

Bien qu'unitaire – voire centralisateur – dans sa structure, le Pérou connaît donc de diverses et nombreuses tentatives fédéralistes au cours de ses premières années républicaines, tentatives néanmoins systématiquement vouées à l'échec. Cette impossible mise en place du fédéralisme a été expliquée en ces termes par Basadre :

> « L'impulsion fédéraliste n'a pas pu compter avec un élan depuis le bas, depuis la vie locale ou provinciale qui l'a favorisée dans ces circonstances, en Argentine, au Venezuela et au Mexique. Les idéologues et théoriciens, réunis dans le Parlement de Lima, qui auraient pu implanter le fédéralisme, n'osèrent pas le faire, en 1823 parce que la Guerre avec l'Espagne était en cours, et en 1828 parce que la guerre avec la Colombie était imminente[890] ».

Dans le sixième de ses sept *Essais d'interprétation de la réalité péruvienne,* José Carlos Mariátegui souligne également cette absence de base sociale, et tout particulièrement indienne, de la lutte en faveur du fédéralisme[891].

---

[887] La posture séparatiste d'Arequipa, développée dans le cadre du projet de la Confédération peruano-bolivienne, a déjà fait l'objet d'une rapide analyse dans le premier chapitre de notre étude. Nous n'y reviendrons donc pas ici. Rappelons simplement le rôle joué par la presse dans ce processus de séparation, notamment par le journal *Yanacocha,* rédigé et publié par le Deán Gualberto Valdivia en 1835-1837.

[888] Pedro PLANAS, *op. cit.,* p. 23.

[889] Nous y reviendrons un peu plus loin dans ce chapitre.

[890] « El impulso federalista no contó con el ímpetu desde abajo, desde la vida local o provinciana que lo favoreció por esas circunstancias, en Argentina, Venezuela y Méjico. Los ideólogos y teorizantes, reunidos en el Parlamento de Lima, que hubieran podido implantar el federalismo, no se atrevieron a hacerlo, en 1823 porque estaba pendiente la guerra con España, y en 1828, porque era inminente la guerra con Colombia ». Jorge BASADRE, *Perú, problema y posibilidad…, op. cit.,* p. 197.

[891] José Carlos MARIÁTEGUI, *op. cit.,* p. 194.

La comparaison entre le Mexique et le Pérou met donc en lumière un premier décalage fondamental : si les deux pays aspirent au fédéralisme, seul le premier parvient à en faire le fondement de sa Constitution[892].

À la fin des années 1850 se renforcent de façon similaire dans les deux pays les bases fondamentales de leurs Constitutions nationales, trente ans après qu'elles aient été âprement débattues. Au Pérou, un nouveau projet de Constitution est adopté en 1856, qui restaure les *Juntas departamentales* et rétablit également les municipalités. Cette Constitution réinvestit donc le principe de la décentralisation, en même temps qu'elle met en place d'importantes avancées démocratiques. Elle est toutefois rapidement abandonnée au profit d'une autre, celle de 1860, qui ne fait pas mention cette fois des *Juntas departamentales.* Il faut ensuite attendre l'arrivée au pouvoir de Manuel Pardo en 1873 pour que le Pérou entame une nouvelle étape décentralisatrice, avec la mise en place de la décentralisation fiscale et des *concejos departamentales,* qui ont néanmoins un pouvoir beaucoup plus réduit que celui des *juntas departamentales.* Mesure phare de la politique civiliste telle qu'elle a été décrite dans le chapitre précédent, l'installation de ces « conseils départementaux » est au cœur des débats politiques jusqu'en 1880. Ces conseils sont en effet accusés de profonds dysfonctionnements et d'une excessive bureaucratisation, tout en étant jugés nécessaires afin de maintenir un certain équilibre dans les relations entre les pouvoirs régionaux et le pouvoir central.

De même que la Constitution de 1856 au Pérou réaffirme son caractère de République unitaire décentralisée, la Constitution rédigée en 1857 au Mexique renforce le caractère fédéral du système mexicain. Elle réaffirme ainsi dans l'article 40 que le pays est fondamentalement « composé d'États libres et souverains dans tout ce qui a trait à son régime intérieur, mais qui sont unis dans une fédération établie selon les principes de cette loi fondamentale »[893]. De fait, la Constitution de 1857 confirme l'équilibre des pouvoirs à la base de cette organisation fédérale, à la fois contre toute

---

[892] Notons brièvement un second décalage, sémantique celui-ci, dans l'usage indifférencié des termes « *federalismo* » et « *confederación* », dans une sorte de confusion lexicale qui perdure jusque dans la deuxième moitié du XXe siècle. Cette confusion a été analysée et documentée dans l'article de Carole LEAL CURIEL, « Concepciones y visiones del federalismo en Iberoamérica, 1750-1850 », *Jahrbuch für Geschichte Lateniamerikas,* 2008, p. 81-111.

[893] Extrait de l'article n°40 de la Constitution de 1857, cité par François-Xavier GUERRA, *Le Mexique…, op. cit.*

tentative centralisatrice comme contre les courants décentralisateurs qui naissent dans les régions.

> « Le fédéralisme de la Constitution de 1857, comme celui de son ancêtre, celle de 1824, ne faisait que donner une forme constitutionnelle à des pouvoirs de fait, mais elle laissait ouverte la question de l'articulation entre ces pouvoirs et le gouvernement central. D'une part, elle prévoyait le maintien des gardes nationales des États, qui étaient l'expression militaire du pouvoir des *caudillos.* D'autre part, une série de dispositions donnaient au gouvernement fédéral, si celui-ci avait une certaine force, des possibilités non seulement pour équilibrer le pouvoir des États, mais pour les soumettre entièrement à son bon vouloir et pour en finir avec le fédéralisme[894] ».

Mise à mal par les divers affrontements politiques et changements de gouvernement qui caractérisent le Mexique jusqu'en 1877, la Constitution de 1857 acquiert sous Porfirio Díaz l'aura d'un texte sacré, celui qui fixe la ligne de conduite légale du pays, ligne dont on ne saurait s'éloigner sans plonger le pays dans le chaos. La presse rappelle avec régularité les nombreuses vertus de ce texte, dans des articles destinés à réinscrire la politique mexicaine dans les principes fondamentaux du fédéralisme[895].

Le Mexique et le Pérou mettent donc en présence deux organisations constitutionnelles différentes, mais dont la mise en place a reposé sur des débats similaires. Il s'agit, dans les deux pays, d'équilibrer au mieux les pouvoirs des régions avec la nécessaire unité du pays, par le biais de règlements institutionnels qui, s'ils évoluent en permanence tout au long des XIXe et XXe siècles, renvoient invariablement à une même préoccupation. Il s'agit tout d'abord de lutter contre les dérives séparatistes des pouvoirs régionaux et, de façon croissante à la fin du XIXe siècle, il est surtout question de limiter les excès du centralisme exercé par le gouvernement central.

### *Un même cheval de bataille : la lutte contre le centralisme*

Si l'adoption du fédéralisme au Mexique et d'une forme d'unitarisme décentralisateur au Pérou inscrivent de fait les deux pays dans des trajectoires

---

[894] François-Xavier GUERRA, *Le Mexique…, op. cit.,* p. 43.

[895] *Juan Panadero,* Guadalajara, « Editorial », 4 février 1875, p. 1-4. « La Constitución de 1857 ».

historiques et politiques différentes, l'analyse du discours local dans la presse de Guadalajara et d'Arequipa au tournant des XIXe et XXe siècles nous met en présence d'une même préoccupation des élites locales pour limiter les excès du centralisme exercé par le pouvoir central. Pour les élites des deux villes, il s'agit de défendre les principes fondateurs de la Constitution – le recours à l'argument légal est récurrent –, afin de préserver la défense des intérêts régionaux. On retrouve ce même discours anticentraliste dans les deux villes, quoique de façon beaucoup plus importante à Arequipa.

Plus encore que les débats qui précèdent l'élaboration des différentes Constitutions, c'est le problème du centralisme qui a le plus mobilisé la plume des historiens péruviens. Dès les années 1920, divers penseurs tels que José Carlos Mariátegui, Victor Andrés Belaúnde ou, à Arequipa, Francisco Mostajo, s'attaquent à cette question[896]. De même, s'inscrivant dans l'héritage de ces importants travaux, Jorge Basadre a interrogé les racines historiques du problème. Selon lui, le centralisme au Pérou trouverait son origine dans l'organisation politique préhispanique, dans ce qu'il appelle la « centralisation incaïque »[897], avant que la conquête espagnole ne vienne faciliter par la suite une certaine dispersion du pouvoir, incarnée par les divers *cabildos* du pays. Le centralisme au Pérou ne serait donc pas une réalité nouvelle, dans la deuxième moitié du XIXe siècle.

Plus récemment, l'historien Carlos Contreras propose une approche à la fois historique et géographique de ce « mal structurel » qui caractériserait la politique péruvienne tout au long de son histoire[898]. Il considère notamment qu'à la différence du Mexique, le Pérou souffre de n'avoir qu'une seule frange littorale et par conséquent un seul port d'importance – le Callao, qui assure la richesse de Lima –, ce qui impliquerait une centralisation de fait des activités économiques sur ce seul espace littoral. D'un point de vue strictement historique, Carlos Contreras situe l'origine du centralisme péruvien dans le processus d'accès à l'Indépendance puis dans les tout

---

[896] Nous reviendrons sur ces travaux majeurs dans les pages suivantes.

[897] Jorge BASADRE, *Perú, problema y posibilidad…, op. cit.,* p. 195.

[898] Carlos CONTRERAS, *Centralismo y descentralismo en la historia del Perú independiente,* Lima, IEP Series, 2000 ; Carlos CONTRERAS, *El centralismo peruano en su perspectiva histórica,* Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 2002.

premiers débats qui organisent la Constitution péruvienne, débats qui ont clairement échoué à mettre en place le fédéralisme.

> « À la différence d'autres nations, le Pérou ne s'est pas formé par l'association de communautés politiques préexistantes qui puissent fonder un État national par décision libre et souveraine. Depuis son érection en vice-royauté de la couronne d'Espagne au milieu du XVIe siècle, le Pérou exista comme un territoire *organisé depuis un centre.* De telle sorte que hors de ce centre administratif (Lima), il était impossible d'imaginer le pays comme une communauté politique[899]. Une fois achevée la période coloniale, ce patron reste inchangé. Une preuve de cela est que toutes les révoltes politiques qui ont régulièrement secoué le pays au cours des XIXe et XXe siècles ont atteint leur moment décisif et triomphant avec la *prise de Lima*[900]. Sur cette toile de fond, la construction du chemin de fer dans les dernières décennies du XIXe siècle et les premières du XXe siècle, ainsi que celle des routes et des aéroports au XXe siècle, n'ont fait que fragiliser l'autonomie culturelle et sociale des provinces[901] ».

Dans cette même étude, Carlos Contreras rappelle néanmoins que le centralisme théorique exercé par le pouvoir central et formalisé par les Constitutions adoptées durant la première moitié du XIXe siècle reste limité, notamment en raison de la faiblesse économique du centre, par rapport à l'important pouvoir financier dont disposent les *caciques* de province grâce au maintien du tribut indigène. Ces *caudillos* locaux, grands propriétaires terriens ou anciens chefs de guerre au moment de l'Indépendance, bénéficient ainsi « de ressources économiques propres, de telle sorte que les départements, surtout ceux propriétaires d'importantes populations

---

[899] On observera ici cette importance différence avec le Mexique, ne serait-ce qu'en ce qui concerne le pouvoir économique, politique et administratif que représente la Nueva Galicia. Ainsi, hors du centre administratif qu'est Mexico, il existe bien au moins un autre « centre » : Guadalajara. On ne saurait en dire autant pour Arequipa au début du XIXe siècle.

[900] Comme nous le verrons dans le sixième et dernier chapitre de cette thèse, la révolution décentralisatrice menée en 1930 par Arequipa en constitue un excellent exemple.

[901] « A diferencia del caso de otras naciones, el Perú no se formó por la asociación de comunidades políticas preexistentes que fundaran un estado nacional por decisión libre y soberana. Desde su erección como un virreinato de la corona de España en los mediados del siglo XVI el Perú existió como un territorio *organizado desde un centro.* De modo que fuera de este centro administrativo (Lima) el país resultaba inimaginable como una comunidad política. Cancelado el periodo colonial, este patrón no se vio alterado. Una prueba de ello es que todas las revoluciones políticas que con frecuencia han sacudido la historia del Perú de los siglos XIX y XX han alcanzado su momento decisivo y triunfante con la *toma de Lima.* Sobre este trasfondo, la construcción de ferrocarriles en las décadas finales del siglo XIX y las iniciales del XX, y la de carreteras y aeropuertos en el siglo XX, no hizo sino debilitar la autonomía cultural y social de las provincias ». Carlos CONTRERAS, *Centralismo y descentralismo en la historia del Perú independiente…, op. cit.,* p. 5.

indigènes, comme Cajamarca, Cuzco ou Puno, n'avaient pas besoin de Lima pour soutenir leur bureaucratie […] »[902].

Il faut attendre les débuts de l'ère du guano à partir des années 1840 pour que le centralisme liménien bénéficie d'une large base économique, qui permette non seulement un renforcement du pouvoir de la capitale, mais également la modernisation de l'ensemble de l'appareil étatique :

> « La centralisation du guano signifia également de grandes avancées pour la consolidation de l'État, au point que l'on peut se demander s'il ne s'agissait pas là d'un coût nécessaire à payer pour y parvenir. Enfin commença à fonctionner un réseau uniforme d'autorités sur le territoire national, s'ouvrirent des cours de justice dans les capitales départementales et provinciales […][903] ».

C'est à cette période que s'affirme réellement le centralisme liménien, tel qu'il est vécu, décrit et décrié par les élites locales du tournant des XIXe et XXe siècles. Carlos Contreras le définit en ces termes, politiques et économiques :

> « Nous considérerons le *centralisme* comme un régime politique et économique dans lequel se produit une hiérarchisation du territoire et de ses autorités, et où c'est cette hiérarchisation qui *donne forme et articule* le pays. Dans ces pays, il y a alors un espace « central » à partir duquel s'irradie la nation (ou du moins c'est ainsi qu'on le considère) : la culture et les valeurs qui l'incarnent incluant la langue et la religion, et des espaces « périphériques », plutôt passifs, où, s'il est vrai qu'il existe une culture propre et éventuellement distincte de celle diffusée depuis l'espace central, elle se voit subordonnée à cette dernière, que ce soit par décision propre ou imposée. […][904] ».

En effet, le centralisme exercé par Lima sur l'ensemble du pays à partir de la fin du XIXe siècle principalement recouvre également une réalité culturelle qui s'exerce

---

[902] *Ibid.*

[903] « La centralización del guano significó también grandes avances para la consolidación del Estado, al punto que uno se pregunta si no era aquélla un necesario costo a pagar por ésta. Por fin comenzó a funcionar una red uniforme de autoridades en el territorio nacional ; se abrieron cortes judiciales en las capitales departamentales y provinciales […] ». Carlos CONTRERAS, *El centralismo peruano en su perspectiva histórica…, op. cit.,* p. 17.

[904] « Consideraremos el *centralismo* como un régimen político y económico en el cual se produce una jerarquización del territorio y de sus autoridades, y donde es dicha jerarquización la que *da forma y articula* al país. En estos países hay entonces un lugar 'central' a partir del cual se irradia la nación (o al menos así se lo considera) : la cultura y los valores que la encarnan, incluyendo el idioma y la religión, y espacios 'periféricos', más bien pasivos, donde si bien existe una cultura propia y eventualmente distinta a la irradiada desde el lugar central, ella se ve subordinada a esta última, ya sea por decisión propia o impuesta. […] ». Carlos CONTRERAS, *Centralismo y descentralismo en la historia del Perú independiente…, op. cit.,* p. 6.

au détriment des provinces. La presse aréquipénienne de l'époque ne fait néanmoins référence que très rarement à un éventuel sentiment d'isolement culturel vis-à-vis de Lima.

Bien au contraire, et à l'inverse d'une intellectualité *tapatía* largement tournée vers la capitale du pays, les intellectuels *arequipeños* développent une activité culturelle riche, alimentée par un certain régionalisme. C'est le cas notamment de Francisco Mostajo qui, à côté de son engagement politique, développe une intense activité littéraire, créant diverses revues telles qu'*El Torneo,* revue « scientifico-littéraire » fondée en 1896 et qui reproduit divers poèmes et extraits de romans issus de plumes locales pour la plupart. Fondée par le même auteur, on peut citer également la revue *Escocia,* de publication plus tardive puisqu'elle paraît pour la première fois en 1927. La liste des publications littéraires fondées par Mostajo pourrait aisément être allongée, et ce depuis la fin des années 1890 jusque dans les années 1930[905].

Passées les premières difficultés liées à la reconstruction d'un appareil productif à Arequipa après la Guerre du Pacifique, la vie culturelle locale semble ainsi se réorganiser. À l'important centralisme économique et politique liménien, s'oppose en effet une certaine résistance culturelle régionale formulée par d'importants centres provinciaux tels qu'Arequipa, le Cuzco ou encore Trujillo. Dans l'ouvrage coordonné par José Deustua et José Luis Renique sur les intellectuels, l'indigénisme et la décentralisation au Pérou au tournant des XIXe et XXe siècles, cette productivité et cette vitalité intellectuelles régionales sont bien mises en valeur, de même que leur lien direct avec une posture politique rénovée.

> « Trujillo, Arequipa, Cusco, Puno ou – moins étudiée en termes idéologiques – la vallée de Mantaro, furent des centres de diffusion culturelle au début du siècle. Des courants de pensée transposés à l'action culturelle et à la tâche politique qui se transformèrent, en ce sens, en mouvements idéologiques (comme l'indigénisme) ou en partis politiques (comme l'aprisme). L'aprisme, l'indigénisme, le libéralisme et le décentralisme furent des mouvements qui tentèrent d'atteindre une dimension nationale en partant de leurs matrices régionales. […] Si le centralisme représentait le monopole de la culture et de l'activité politique, de même que l'appropriation sociale des excédents

[905] Nous renvoyons pour cela le lecteur à l'anthologie de l'œuvre de Mostajo, éditée en 2002 : Francisco MOSTAJO, *Antología de su obra,* Arequipa, Compañía cervecera del Sur de Perú, 2002. Nous reviendrons sur la vie et l'oeuvre de Mostajo à la fin de ce chapitre.

> économiques produits et générés dans d'autres parties du pays, ces mouvements postulaient implicitement – jusque dans une certaine limite – la création et le profit régional de la richesse et de leur propre culturel, d'une façon plus diverse et démocratique[906] ».

Le développement d'une activité culturelle proprement régionale a donc pour corollaire à Arequipa, de même que dans l'ensemble des grandes villes du sud du Pérou principalement[907], l'émergence de mouvements politiques régionaux qui ont rapidement un profond impact dans l'ensemble du pays.

C'est également sur ce point spécifique de la culture au sens large (littéraire, artistique, mais également idéologique) que se manifeste le sentiment anticentraliste *tapatío,* de façon néanmoins quelque peu contradictoire. En effet, si le départ pour Mexico constitue souvent un objectif pour l'artiste et intellectuel *tapatío,* on déplore toutefois régulièrement dans la presse locale ce centralisme culturel écrasant de la capitale. Ce sentiment est par exemple formulé au moment des célébrations organisées pour la commémoration du Centenaire de l'Indépendance du pays, en 1910. À cette occasion, le gouvernement porfirien investit l'essentiel de son effort financier et organisationnel dans la capitale du pays, au détriment des grandes villes de province dont les célébrations commémoratives ne sont par conséquent qu'une pâle copie de ce qui se fait alors à Mexico[908].

Le 20 août 1910, la presse *tapatía* déplore le fait que l'ensemble des musiciens locaux se rendent à Mexico pour prêter leurs services au moment des commémorations, délaissant Guadalajara qui devra alors s'organiser sans ses

---

[906] « Trujillo, Arequipa, Cusco, Puno o – menos estudiado en términos ideológicos – el valle del Mantaro, fueron centros de irradiación cultural a comienzos de siglo. Corrientes del pensamiento que se trasladaron a la acción cultural y al quehacer político, se transformaron, en este sentido, en movimientos ideológicos (como el indigenismo) o en partidos políticos (como el aprismo). El aprismo, indigenismo, liberalismo y descentralismo fueron movimientos que intentaron alcanzar una dimensión nacional partiendo desde sus matrices regionales. […] Si el centralismo representaba el monopolio de la cultura y la actividad política, así como la apropiación social de los excedentes económicos producidos y generados en otras partes del país, estos movimientos implícitamente postulaban – hasta determinados límites – la creación y disfrute regional de la riqueza y de su propia cultura, de una manera más plural y democrática ». José DEUSTUA et José Luis RENIQUE (coord.), *Intelectuales, indigenismo y descentralismo en el Perú, 1897-1931,* Cusco, Centro de Estudios Rurales Andinos, 1984.

[907] De même qu'Arequipa est le cœur du mouvement décentralisateur des années 1930, le Cuzco s'érige en capitale de l'indigénisme à partir des années 1920. Nous reviendrons sur ces deux mouvements régionaux dans la troisième partie de notre étude.

[908] Sur les commémorations du Centenaire de l'Indépendance à Guadalajara, voir l'article suivant : Guillemette MARTIN, « Commémoration de l'indépendance et unité nationale en Amérique latine », *op. cit.*

musiciens[909]. Néanmoins, cela n'empêche pas ces mêmes journaux locaux de faire la publicité des commémorations organisées dans la capitale du pays, invitant les *tapatíos* à y voyager pour l'occasion :

> « 1810-1910. Les fêtes du Centenaire. Il faut aller à Mexico au mois de septembre. Les illuminations, défilés, expositions, chars allégoriques et chevauchées historiques combinés aux beaux parcs et promenades, aux rues et aux édifices du Paris de l'Amérique, formeront un ensemble qui pourrait difficilement se répéter. Prix du billet extraordinairement réduit depuis toutes les stations des Chemins de Fer du Mexique. Demandez des informations à n'importe quel agent[910] ».

Le sentiment anticentraliste *tapatío* repose donc sur une contradiction, qui s'articule finalement autour du regret de ne pas être à la hauteur de la capitale, sentiment qui, nous le verrons dans la troisième partie de notre étude, finit par cristalliser l'ensemble du régionalisme *tapatío* à partir des années 1920.

On retrouve cette même contradiction dans l'expression d'une opposition plus directement politique au centralisme exercé par la capitale. L'article publié le 18 juin 1893 dans le journal *El Continental* sous ce titre éloquent : « Le centralisme, son dernier pas de géant », en constitue une claire illustration. Le journaliste introduit tout d'abord son article par un constat amer de la perte progressive et irrémédiable de souveraineté dans les différents États qui composent la Fédération mexicaine :

> « L'histoire politique de notre République, depuis quinze ans au moins, peut se résumer par ces mots ou presque : pertes constantes des droits acquis,

---

[909] *El Regional,* Guadalajara, 20 août 1910, p. 1, « Filarmónicos para México » : « Splendides comme vont l'être les fêtes qui célèbreront dans la capitale de la République le Centenaire de notre Indépendance, et étant absolument nécessaire le contingent d'artistes philarmoniques pour cette multitude de festivités, beaucoup de philarmoniques ont été engagés dans cette ville, qui commenceront à partir à la fin du mois, la plupart accompagnés de leur famille. En raison de ce contrat, on manque de philarmoniques dans cette ville, d'où la déficience notable dans la partie musicale des festivités. Pour la grande soirée du Théâtre Degollado, il n'y a pas suffisamment de personnel artistique ». *Version originale de la citation :* « Esplendidas como van a estar las fiestas con que se celebrará en la capital de la Republica el Centenario de nuestra Independencia, y siendo absolutamente necesario el contingente de artistas filarmónicos para la multitud de festivales, han sido contratados en esta ciudad muchos filarmónicos, quienes a fines de este mes empezarán a salir, llevando a sus familias muchos de ellos. Por razón de este contrato hay escasez de filarmónicos en esta ciudad ; de aquí la deficiencia que habrá de notarse en la parte musical de las fiestas. Para la misma gran velada del Teatro Degollado no hay suficiente personal artístico ».

[910] « Aviso : 1810-1910. Las fiestas del centenario. Hay que ir a la Ciudad de México en septiembre. Las iluminaciones, desfiles, exposiciones, carros alegóricos y cabalgatas históricas en combinación con los hermosos parques y alamedas, calles y edificios del Paris de América formaran un conjunto que difícilmente podría repetirse. Cuotas de pasaje extraordinariamente reducidas desde todas las estaciones de los Ferrocarriles Nacionales de México. Pídanse informes a cualquier Agente ». *El Regional,* Guadalajara, « Avisos », 25 août 1910, p. 2.

> abandon chaque fois plus marqué des conquêtes acquises par nos héroïques aïeux, en nous offrant une façon d'être adéquate à nos nécessités et aux avancées de notre époque, nous constituant en une République dont les lois profondément sages peuvent servir de modèle même au libéral le plus exigeant, et qui ont de fait attiré l'attention des peuples les plus cultivés de la terre[911] ».

En clair, ce sont les principes mêmes du libéralisme et du fédéralisme, formalisés par la Constitution de 1857, qui sont remis en cause par le centralisme croissant imposé par le gouvernement porfirien. Après cette longue introduction, le journaliste fustige les diverses atteintes à la liberté du commerce, de la presse, avant de s'attaquer au sujet principal, qui est un projet de réforme de l'armée émis par le gouvernement de Porfirio Díaz. Face aux lourdes dépenses engagées par le maintien d'une force armée dans l'ensemble du pays, le Ministère de l'Économie (*Secretaría de Hacienda*) décide de réduire les effectifs de l'armée fédérale. En soi, cette mesure est perçue positivement par la presse locale, qui y voit une confiance de l'État central en l'équilibre pacifique de la nation. Sa mise en application semble toutefois poser problème et nous renseigne sur une tension permanente entre l'État central et les États fédérés du Mexique durant le Porfiriat. Afin de pallier la réduction des effectifs de l'armée, l'État central a en effet pour projet de lui associer la gendarmerie, en tant que force auxiliaire. Cette mesure permet certes de conserver un certain équilibre des forces armées sur l'ensemble du territoire, mais fait concrètement retomber le financement de l'armée sur les États et non plus sur la Fédération, la gendarmerie étant une force de sécurité publique financée par les États. C'est bien ce qui pose problème selon *El Continental* pour lequel avec cette mesure

> « il résulterait que la Fédération ne diminuerait pas, mais augmenterait son armée de près de 7000 hommes, avec la circonstance aggravante que ce ne

[911] « La historia política de nuestra República, desde hace unos quince años, cuando menos, puede resumirse en estas o parecidas palabras : pérdidas constantes de los derechos adquiridos, abandono cada vez más marcado de las conquistas que alcanzaron nuestros heroicos abuelos al darnos un modo de ser adecuado a nuestras necesidades y al estado de adelanto de nuestra época, constituyéndonos en una república cuyas leyes profundamente sabias pueden servir de modelo aun al liberal más exigente, y de hecho han llamado la atención de los pueblos más cultos de la Tierra ». *El Continental,* Guadalajara, 18 juin 1893, p. 1, « El centralismo. Su último paso de gigante ».

> serait plus le Trésor national qui la paierait, mais les États, qui auraient alors un motif supplémentaire pour avancer vers la banqueroute[912] ».

Par ailleurs, cette mesure aurait pour conséquence une confusion entre les forces armées de la Fédération et celles des États, en cas de conflit les opposant :

> « En supposant le cas peu probable, mais possible, qu'un ou plusieurs États fussent agressés par la Fédération, à qui reviendrait cette armée mixte, appartenant à l'État qui la paye et appartenant à la Fédération qui l'organise ? Quand l'État et la Fédération ont besoin au même moment de cette même armée, qui doit avoir la préférence[913] ? ».

Cet article de fond nous renseigne sur le conflit constant qui oppose les États au pouvoir central – la « Fédération » – et qui a beaucoup plus à voir avec les intérêts financiers de chaque État qu'avec une éventuelle question de souveraineté. Ce qui préoccupe ici le journaliste, ce n'est pas tant que le pouvoir central impose une nouvelle réforme aux États, mais que ces derniers soient obligés de la financer. Si l'on reconnaît que l'armée est nécessaire, c'est à l'État central de la financer. Or il apparaît que la réforme de l'armée a pour objectif d'alléger les finances de l'État central. Par ailleurs, il peut sembler surprenant que dans un Mexique pacifié, la presse locale se préoccupe d'un éventuel conflit armé opposant le pouvoir central à celui d'un État. C'est que l'histoire a montré que ce genre de conflit interne, dans lequel la « Fédération » est perçue par les pouvoirs régionaux comme un ennemi extérieur et non comme une entité supérieure à laquelle on s'intègre, est non seulement possible, mais fréquent. En clair, pour un État –ici le Jalisco-, conserver une force armée autonome et sur laquelle le pouvoir central n'a aucune autorité, c'est garantir la possibilité d'un soulèvement contre la Fédération lorsque les intérêts régionaux sont en jeu.

En filigrane de cette question à la fois économique et militaire se dessine donc toute la complexité du fédéralisme mexicain, voire ses limites, face à des pouvoirs régionaux qui acceptent la Fédération, à condition que celle-ci finance, mais la

---

[912] « Resultaría que la Federación no disminuía sino aumentaba su ejército, en cerca de 7000 con la circunstancia agravante de que ya no sería la Tesorería nacional la que los pagara, sino los Estados, que tendrían entonces otro motivo más para avanzar hacia una bancarrota ». *Ibid.*

[913] « Dado el caso remoto, pero posible, de que uno o más Estado fuesen atropellados por la Federación, ¿a quién correspondería ese ejército mixto, parte del Estado que lo paga, y parte de la Federación que lo organiza? Cuando el Estado y la Federación necesiten a un tiempo mismo de ese mismo ejército ¿a quién debería preferirse ? ». *Ibid.*

refusent lorsqu'ils doivent eux-mêmes fournir l'effort financier, indispensable à son bon fonctionnement.

Au Pérou, l'anticentralisme aréquipénien est beaucoup plus ouvert et se formule de façon plus directe qu'à Guadalajara, s'érigeant rapidement comme le principal étendard du régionalisme local, levé principalement par les libéraux durant la seconde décennie du XXe siècle. Héritier d'une longue tradition idéologique à Arequipa[914] et s'inscrivant dans un contexte politique d'épuisement des partis traditionnels sur le plan national[915], le mouvement libéral aréquipénien articule son discours autour d'une défense des libertés individuelles, de la liberté religieuse et des intérêts régionaux, contre un pouvoir central jugé de plus en plus centralisateur. Cette dernière lutte apparaît plus distinctement à partir des années 1910 avec la mise en place à Arequipa de la *Liga Descentralista Federal del Sur*, officiellement inaugurée par le discours de Mostajo prononcé le 20 juin 1915. Une semaine plus tôt, Modesto Málaga résume dans le journal *La Federación,* porte-parole de la Ligue, les principales motivations de cette nouvelle organisation régionaliste destinée à unir les provinces du Sud contre la capitale, la première de ce genre dans la région[916] :

> « Répondant à la clameur de l'opinion publique, qui est unanime au Pérou, spécialement dans la Région du Sud, débute à Arequipa, en accord avec le Cuzco et Puno, la croisade contre le funeste centralisme qui maintient les Provinces privées de conditions de vie intégrales et pleines, dans une déplorable et perpétuelle stagnation[917] ».

Véritable mouvement régional plus que simplement local, la Ligue Décentraliste Fédérale du Sud regroupe donc les comités décentralisateurs mis en place au Cuzco, à Puno, à Apurimac, à Tacna et à Moquegua. À Arequipa, l'activité de la Ligue est organisée par Modesto Málaga, fondateur du journal *La Federación,* qui occupe alors une place importante dans le panorama intellectuel et politique local.

---

[914] Sarah Chambers revient sur les origines du libéralisme *arequipeño* dans l'ouvrage suivant : Sarah CHAMBERS, *The many shades of the white city…, op. cit.,* insistant notamment sur l'influence des théories européennes, de même que sur l'expérience juridique locale des intellectuels libéraux dans l'élaboration d'une approche proprement locale du libéralisme à Arequipa.

[915] Ce contexte a été détaillé dans le chapitre précédent, nous nous permettons d'y renvoyer le lecteur.

[916] Nous ne nous attarderons pas ici sur l'apparente confusion qui réside dans l'intitulé du mouvement, Ligue « Décentraliste Fédérale ». Nous y reviendrons dans la dernière partie de ce chapitre.

[917] « Respondiendo al clamor de la opinión pública, que es unánime en el Perú, especialmente en la Región Del Sur, inicia Arequipa, de acuerdo con el Cuzco y Puno, la cruzada contra el funeste centralismo que mantiene a las Provincias privadas de condiciones de vida integral y plena y en deplorable y perpetuo estancamiento […] ». *La Federación,* Arequipa, 12 juin 1915.

Outre ses activités au sein du mouvement libéral et sa participation régulière au journal *El Ariete,* il est également le fondateur d'une compagnie de théâtre locale, la *Compañía Dramática Mistiana*[918]*,* et d'une filiale aréquipénienne des Boy-scouts péruviens[919]. Son active participation à la vie culturelle, sociale et politique locale trouve son expression littéraire dans la rédaction d'un court roman intitulé *La Hija de la Patria,* qu'il publie sous le pseudonyme de Fidel de los Andes en 1916. Située en plein cœur d'une des nombreuses révolutions que connaît Arequipa contre le pouvoir central au cours du XIXe siècle, l'intrigue de ce roman met en scène l'histoire de Laura et de Roberto, deux jeunes *arequipeños* qui s'engagent dans la Révolution et luttent contre les abus du clergé. Le roman développe une critique féroce du clergé et de ses abus, dans la droite ligne du combat anticlérical que mènent alors les libéraux, de même qu'une défense à la fois politique et folkloriste de la culture *mistiana.* Modesto Málaga s'inspire ici d'un autre roman ayant marqué la littérature locale de la fin du XIXe siècle, *Jorge o el Hijo del Pueblo,* publié par l'Aréquipénienne María Nieves y Bustamante (1861-1947)[920] en 1892.

> « Málaga, qui est impétueux dans l'écriture, verbaliste dans ses conceptions et qui n'est pas un véritable écrivain, mais un journaliste populaire, n'atteint bien sûr pas le brio et le réalisme dans la peinture des scènes de notre ancien peuple turbulent, auquel arrive María Nieves y Bustamante dans *Jorge o el Hijo del Pueblo* […], mais il a essayé, emporté par son tempérament belliqueux, de

---

[918] *La Federación,* Arequipa, 14 janvier 1918, « La Compañía Dramática Mistiana ».

[919] *El Pueblo,* Arequipa, 22 avril 1917, « Les Boys Scouts arequipeños. Se inicia una nueva organización. Comité Directivo ».

[920] L'historien Juan Guillermo Carpio Muñoz nous dit de cet ouvrage que « María Nieves y Bustamante n'a pas eu de grandes difficultés à faire affleurer dans son inspiration le thème dont elle avait écouté tant de versions répétées parmi sa famille et ses voisins : la période révolutionnaire d'Arequipa entre 1851 et 1858. *Jorge o el Hijo del Pueblo* est un roman qui entrelace deux histoires : celle de la période révolutionnaire indiquée et celle de l'idylle impossible et imaginaire entre Jorge Flores et Isabel La Torre ». *Version originale de la citation :* « María Nieves y Bustamante no tuvo mayor dificultad en que aflore a su inspiración el tema del que había escuchado tan reiteradas versiones en su ambiente familiar y vecinal : el período revolucionario de Arequipa entre 1851 y 1858. *Jorge o el Hijo del Pueblo* es una novela que entreteje dos historias : la del período revolucionario ya señalado y la del idilio imposible e imaginario entre Jorge Flore e Isabel La Torre ». (Juan G. CARPIO MUÑOZ, *Texao…, op. cit.,* p. 182.). L'auteur s'empare donc dans son roman de l'histoire locale comme des multiples motifs qui composent l'identité d'Arequipa, sa culture comme le caractère de ses habitants. Dans cette entreprise, María Nieves y Bustamante se révèle influencée par ce « réalisme imposé par la tragédie nationale » évoqué par Carpio Muñoz, et auquel d'autres femmes ont su prêter leur plume. C'est le cas, célèbre, de la *cusqueña* Clorinda Matto de Turner (1852-1909), auteur du roman *Aves sin nido,* publié en 1889 et considéré comme précurseur de l'indigénisme péruvien. De ce fait, Nieves y Bustamante reste l'un des auteurs emblématiques du costumbrisme aréquipénien.

> refléter l'ambiance de ces années durant lesquelles Arequipa, comme il le dit lui-même, était un cratère de volcan[921] ».

Si Modesto Málaga ne dispose pas du talent littéraire de Nieves y Bustamante, il établit néanmoins un argumentaire solide autour de l'opposition au pouvoir central, comme en témoignent les multiples articles qu'il publie dans *La Federación.* Le 10 juillet 1915, Modesto Málaga prend ainsi la défense de la Ligue Décentraliste, accusée par Lima de vouloir fomenter une révolte militaire dans le sud du pays :

> « La rumeur publique attribuait déjà à quelque haut élément militaire, l'objectif de créer à Arequipa, en coopération avec un groupement politique, une situation de force, prenant pour lui donner le ton, un drapeau qui lui assure du prestige devant les peuples. Mais c'est une idée liménienne, de dire que le mouvement décentraliste qui se fait chaque jour plus puissant dans le Sud, obéisse à un plan clandestin de révolte et à une entente avec le militarisme. Je m'empresse de protester au nom du comité et de tous les affiliés à la Ligue, contre cette insidieuse assertion, et de la démentir énergiquement et catégoriquement. Le mouvement décentraliste s'est créé de lui-même et sans autres causes génératrices que les besoins de nos provinces oubliées ou méprisées par Lima […][922] ».

Attaqué et diffamé par Lima, le mouvement anticentraliste animé par les intellectuels libéraux *arequipeños* prend progressivement de l'ampleur, dénonçant avec régularité les « crimes » perpétrés par le pouvoir central au détriment des provinces. La principale accusation porte sur le fait qu'en dépit des grandes richesses naturelles et humaines dont dispose le Pérou dans ses provinces, le pouvoir central n'a pas su les exploiter pour le bien de tous.

---

[921] « Málaga, que es desparpajado en su escribir, verbalista en sus concepciones, y que no es literato, sino periodista popular, no ha llegado por supuesto, a la brillantez y realismo en la pintura de las escenas de nuestro antiguo pueblo bochinchero a que llega María Nieves y Bustamante en *Jorge o el Hijo del Pueblo* […] ; pero ha intentado, llevado por su temperamento bélico, reflejar el ambiente de aquellas en que Arequipa, como él dice, era un cráter ». Francisco MOSTAJO, « Prólogo » *in* Fidel de los Andes, *La Hija de la Patria,* Arequipa, Biblioteca de « La Federación », 1916, p. 5.

[922] « Ya el rumor publico atribuía en Arequipa a algún alto elemento militar el propósito de crear, en combinación con alguna agrupación política, una situación de fuerza, tomando para darle ambiente, una bandera que lo prestigiase ante los pueblos. pero es de creación limeña el decir que el movimiento descentralista que se hace cada vez más poderoso en el sur, obedezca a un plan clandestino de revuelta y a una entente con el militarismo. Me apresuro a protestar en nombre del Comité y de todos los afiliados a la Liga, de esta insidiosa aserción y a desmentirla enérgica y categóricamente. El movimiento descentralista, se ha creado por si solo sin otras causas generadoras que las necesidades de nuestras provincias olvidadas o menospreciadas por Lima. [...] ». *La Federación,* Arequipa, 10 juillet 1915, p. 1, « Vindicación anticentralista ».

> « Les procédés du pouvoir central se consacrèrent uniquement à mettre à profit les revenus nationaux pour soutenir et alimenter les appétits d'une aristocratie prétentieuse, antipatriotique, vicieuse, pédante et avare, qui depuis la capitale de la République a imposé sa volonté aux peuples du Pérou, finissant toujours par être une courtisane parasite et collaboratrice de tous ces caudillos dont la seule utilité a été de se mettre au service des ambitions et des intérêts personnels sans prêter aucune attention aux intérêts de la patrie[923] ».

Cette critique du centralisme liménien et de l'égoïsme de ses classes dirigeantes est relayée de façon croissante par une grande partie de la presse locale, principalement à partir de l'année 1917, durant laquelle se mettent en place une série de réformes des *juntas departamentales.* Le 14 décembre 1917, le journal *El Heraldo* reproduit ainsi un article[924] originellement publié dans le journal *cuzqueño El Sol,* qui dénonce les mesures centralisatrices prises par le gouvernement de Pardo, destinées à limiter les attributions des *juntas*[925]*.* Cinq mois plus tôt, le journal s'inquiétait déjà du projet de loi destinée à réformer le fonctionnement de ces conseils départementaux, en en réduisant les prérogatives[926]. Cette nouvelle atteinte du pouvoir central aux *juntas,* institution qui en dépit de ses dysfonctionnements et limites, représente néanmoins les intérêts régionaux sur le plan national, alimente le discours anticentraliste et régionaliste dans le sud du pays, mobilisant l'ensemble de la population aréquipénienne sur le sujet. Le journal *El Heraldo* en est un bon exemple. Publié de 1917 à 1921 sous la direction d'Alberto Seguín, *El Heraldo* adopte rapidement un discours à la fois régionaliste et anti-centraliste, comme en témoigne par exemple la première page du numéro qu'il consacre à la commémoration de l'Indépendance péruvienne, le 28 juillet 1917[927].

---

[923] « Los procedimientos del poder central se dedicaron únicamente a aprovechar de las rentas nacionales para sostener y alimentar los apetitos de una aristocracia infatuada, antipatriótica, viciosa, pedante y llena de codicias, que desde la capital de la República ha impuesto su voluntad a los pueblos del Perú, resultando siempre cortesana parásita y colaboradora de todos esos caudillos que sólo han servido para ponerse al servicio de ambiciones e intereses personales sin prestar atenciones alguna a los intereses de la patria ». *La Federación,* Arequipa, 14 avril 1916, p. 2, « Los crímenes del poder central ».

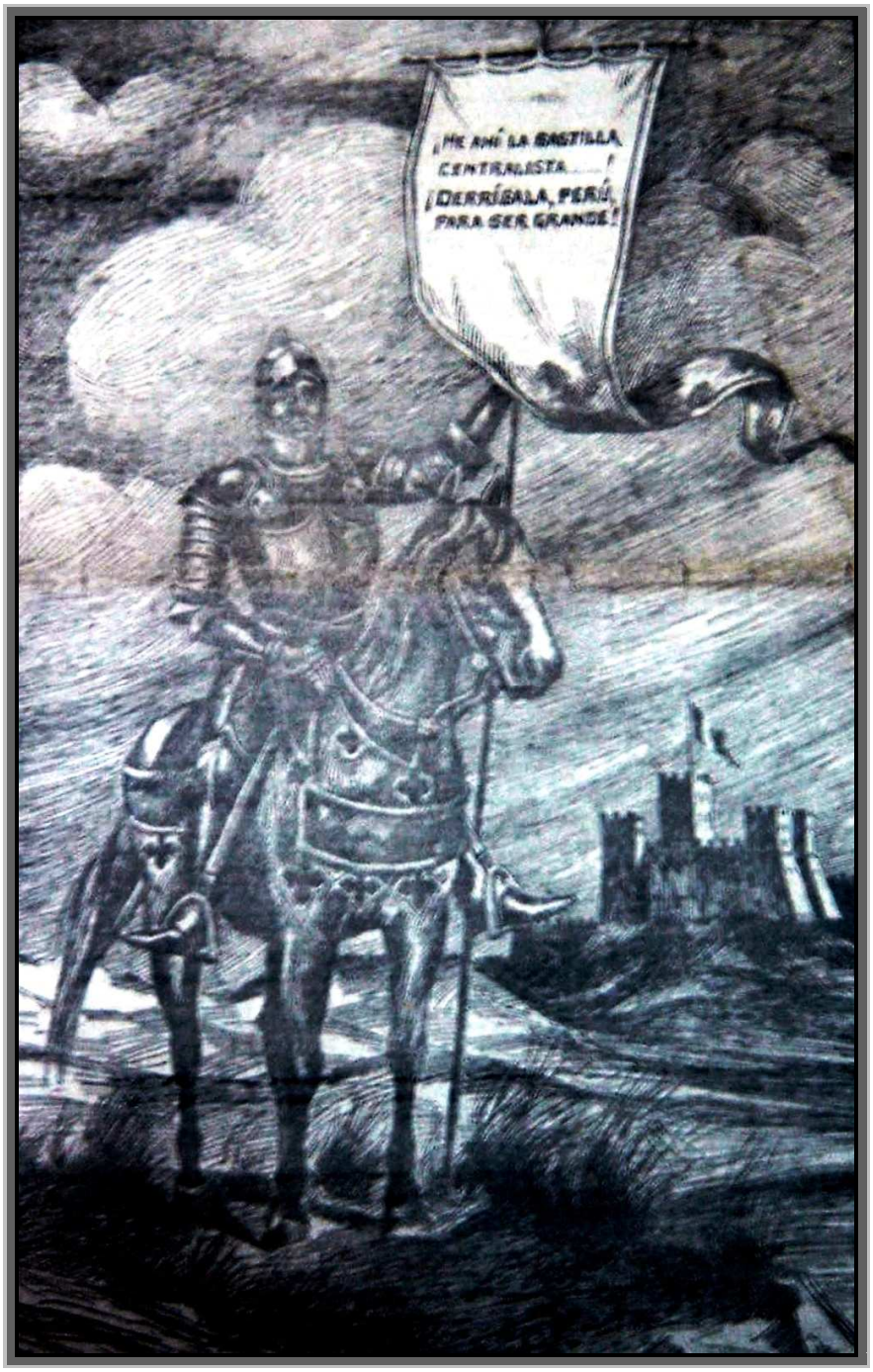
[924] *El Heraldo,* Arequipa, 14 décembre 1917, p. 1, « Un nuevo atropello del centralismo ».

[925] Le chapitre suivant montrera comment le centralisme croissant de Pardo et les pressions qu'il exerce sur les *juntas departamentales* lui coûtent finalement le pouvoir en 1919.

[926] *El Heraldo,* Arequipa, « Editorial », 17 août 1917, p. 1, « Centralismo insatisfecho ».

[927] *El Heraldo,* Arequipa, 28 juillet 1917, p. 1.

**Figure 46 - *El Heraldo* contre le centralisme liménien**




Source : *El Heraldo,* Arequipa, 28 juillet 1917, p. 1

Cette gravure met en scène un chevalier médiéval prêt au combat, portant un étendard avec cette inscription : « Voici la Bastille centraliste… ! Renverse-la, Pérou, pour être grand ! » (*¡He ahí la Bastilla centralista… !¡Derríbala, Perú, para ser grande! »).* Nous n'insisterons pas sur cette curieuse confusion chronologique qui conduit le dessinateur à placer un chevalier médiéval dans le contexte révolutionnaire

français de 1789, face à la Bastille[928]. Toutefois, il est intéressant de relever ce que représente la lutte contre le centralisme dans l'imaginaire régional diffusé par *El Heraldo.* Le centralisme, forteresse imprenable, incarne pour le Pérou l'absolutisme et l'oppression. Renverser le centralisme serait donc synonyme pour le peuple péruvien de libération, d'une refondation du pays sur de nouvelles bases.

Cette refonte du pays sur des bases cette fois fédérales ou plus strictement décentralisatrices, qui consacrerait une nouvelle Indépendance pour le pays, est en effet au cœur du projet libéral tel qu'il est formulé dans les années 1910. Il est intéressant de noter que, si la mobilisation anticentraliste et décentraliste est avant tout le fait de ce mouvement libéral *arequipeño*, porté entre autres par Francisco Mostajo et Modesto Málaga, la frange catholique conservatrice représentée dans le débat par le journal *El Deber* se joint également au mécontentement général. Le 27 janvier 1917, le journal s'insurge avec humour contre le fait que le gouvernement central se charge systématiquement de nommer les candidats chargés de représenter les provinces aux élections législatives.

> « Réjouissons-nous. Désormais les peuples du Pérou n'ont plus à se fatiguer à désigner, proclamer et consacrer leurs candidats pour les représentations parlementaires. Maintenant tout nous vient de Lima parfaitement préparé. Papa Gouvernement ne veut pas que ses filles, les humbles et pacifiques provinces, se fatiguent dans l'improbable labeur de choisir des candidats. Elles sont mineures, et la tendresse paternelle exige que le bon père s'occupe depuis le Palais de Pizarro des affaires de famille […]. Avant, les choses se passaient à l'inverse d'aujourd'hui. C'était les peuples – quelle bêtise ! – qui cherchaient leurs candidats et les élisaient. Avec plus ou moins d'intrigues dans cet espiègle dédale des urnes, mais enfin les peuples se faisaient le plaisir de choisir, ils envoyaient dans les chambres quelqu'un de chez eux, leur propre représentant, un député ou un sénateur qui soit l'incarnation réelle, véritable et légitime de l'opinion et de la volonté des représentés. Aujourd'hui tout cela appartient à l'histoire […][929] »

---

[928] En effet, il ne fait aucun doute qu'en publiant cette gravure le jour de la commémoration de l'Indépendance péruvienne, le journal avait plutôt en tête la Révolution française de 1789, qui met fin à l'absolutisme monarchique, et non les nombreux assauts dont a fait l'objet la Bastille au cours de son histoire et avant cet épisode.

[929] « Estamos de plácemes. Ya los pueblos del Perú no tienen porqué afanarse en designar, proclamar y ungir a sus candidatos para las representaciones parlamentarias. Ahora todo nos viene de Lima perfectamente amasado. El papá Gobierno no quiere que sus hijas las humildes y pacíficas provincias se fatiguen con la ímproba labor de elegir candidatos. Son menores de edad, y la ternura paternal exige que el buen papá se preocupe desde el palacio de Pizarro de estas intimidades de familia. […] Antes

Si les griefs exprimés par le journaliste s'adressent en réalité aux candidats officiels aux élections, à commencer par Lino Urquieta, représentant du parti libéral cette année-là[930], la critique du paternalisme et de l'imposition politique du pouvoir central aux provinces du Pérou est bien réelle. Ce rejet des candidats politiques proposés – imposés – par le centre dans les régions revient régulièrement dans le discours anticentraliste *arequipeño,* de même que dans celui des *tapatíos.* Le 11 août 1910, le journal catholique de Guadalajara *La Chispa* évoque le fait que les habitants du territoire de Tepic souhaitent revenir sous l'autorité du Jalisco, afin de se soustraire à « la centralisation dont souffrent tous les ressorts de l'administration », à ce « mal qui affecte toute la pauvre population mexicaine, laquelle n'avait jamais vu […] un centralisme si exclusiviste et inéluctable ».

> « Il n'y a pas d'État (ou de province) qui choisisse son gouverneur ou ait quelque influence dans sa nomination. Les députés et sénateurs, non seulement sont nommés par le Centre, mais sont originaires d'autres endroits, et ne connaissent généralement pas leur district, de sorte qu'ils ne se font jamais l'écho des nécessités du pays [ici comprendre « région »] qu'ils représentent officiellement, ni ne dénoncent les outrages dont il est victime par les agents centraux, dans chaque branche de l'administration[931] ».

La critique du centralisme formulée par *La Chispa* et les articles publiés sur le même sujet par *El Deber* à Arequipa montrent comment, en dépit des profondes divisions idéologiques qui opposent dans les deux villes les libéraux aux catholiques

---

sucedían las cosas al revés de lo presente. Eran los pueblos – ¡qué bobada! – los que buscaban sus candidatos y los elegían. Trapisonda más, trapisonda menos, en ese dédalo endiablado de las ánforas, pero al fin los pueblos se daban el gusto de elegir, enviaban a las cámaras algo suyo, un representante propio, un diputado o senador que fuera la encarnación genuina, verdadera, legítima de la opinión y de la voluntad de los representados. Hoy día todo aquello se quedó para la historia […] ». *El Deber,* Arequipa, 27 janvier 1917, p. 2. « Indiscreciones ».

[930] Le 13 février 1917, le journal publie un article dans lequel il se réjouit du bon accueil fait à Arequipa au candidat catholique à ces élections. L'enjeu est donc bien politique ici. *El Deber,* Arequipa, 13 février 1917, p. 2, « El momento político ».

[931] « La centralización que sufren todos los resortes administrativos […] mal que aqueja a toda la pobre nación mexicana, la cual jamás había visto, ni en los tiempos virreinales un centralismo tan exclusivista e ineluctable […]. No hay Estado (o provincia) que elija a su gobernante o tenga alguna parte en su nombramiento. Los diputados y senadores, no solamente son nombrados por el Centro, sino que son vecino de otra parte y generalmente no conocen su distrito, así es que jamás se hacen el eco de las necesidades del país que oficialmente representan, ni denuncian las tropelías de que es victima por los agentes centrales, en cada ramo de la administración […] ». *La Chispa,* Guadalajara, 11 août 1910, p. 4, « Tepic y el centralismo ».

conservateurs[932], le sentiment anticentraliste réunit les différentes factions politiques locales autour d'un même argumentaire. Si l'analyse des divisions idéologiques qui opposent libéraux et conservateurs au début du XXe siècle est fondamentale pour comprendre l'évolution politique locale dans les deux villes, cette pertinence s'efface néanmoins lorsqu'il s'agit de la relation avec le pouvoir central. Au contraire, il semblerait que cette lutte contre le centralisme, sur la base d'un même discours régionaliste attaché à la défense des principes fédéralistes pour Guadalajara et de la décentralisation pour Arequipa, permette d'unir les différents groupes politiques locaux autour d'un même idéal, celui de la préservation des intérêts régionaux face au centre. L'analyse de l'argumentaire anticentraliste à Guadalajara et à Arequipa au début du XXe siècle montre bien comment l'opposition au centre transcende les divisions partisanes locales, face aux nombreuses mesures centralisatrices prises par le pouvoir central à cette période.

## Centralisme et modernisation : les cas de la fiscalité et de l'éducation

Particulièrement important à partir des années 1910, ce débat sur le centralisme animé par la presse locale aréquipénienne et dans une moindre mesure *tapatía,* prolonge de façon théorique et générale une série de discussions développées tout au long du XIXe siècle dans les deux pays, sur les questions de la fiscalité et de l'éducation principalement. Plus que de simples études de cas, ces deux domaines d'application des perspectives tour à tour centralisatrices et décentralisatrices de l'État révèlent en réalité des principes fondamentaux dans l'organisation du pays. Parce qu'il a directement trait au financement de l'appareil d'État comme de celui du fonctionnement des régions, le domaine fiscal occupe une place de première importance dans le débat qui oppose les pouvoirs régionaux au pouvoir central et cristallise une série de tensions qu'il nous faut analyser. Le domaine éducatif quant à lui, s'il présente également un pan financier, sous cette grande question de savoir qui doit financer les écoles primaires dans les régions, touche surtout à la formation du citoyen. En étant progressivement gérée par l'État central, l'éducation primaire mexicaine accède à un plus grand degré d'uniformisation et de cohésion au sein du

[932] Cette ligne de division idéologique est beaucoup plus claire à Arequipa qu'à Guadalajara, qui évolue progressivement à partir de la Révolution vers un catholicisme social, détaché de toute prise de position réellement conservatrice, comme l'illustre l'arrivée au pouvoir du PCN en 1911.

pays et gomme de fait les disparités régionales, tandis que la défense de son Université par Arequipa témoigne de sa volonté de jouer un rôle compétitif dans la formation des élites nationales. Ce sont ces débats qu'il nous faut désormais analyser, en premier lieu parce qu'ils illustrent de façon concrète les tensions qui opposent le pouvoir central aux pouvoirs régionaux. Ensuite parce que ces débats anticipent les différentes mesures prises par le gouvernement révolutionnaire mexicain dans la Constitution de 1917 et par Leguía lors de son arrivée à la présidence du Pérou en 1919, mesures qui seront traitées dans le chapitre suivant.

### *La fiscalité*

Au Mexique comme au Pérou, les historiens ont consacré un grand nombre d'études à l'analyse des réformes et des évolutions fiscales nationales depuis la période coloniale jusqu'à nos jours. Au Mexique, divers ouvrages collectifs ont dégagé un certain nombre d'axes de recherches importants sur la question, tout en en proposant une approche bibliographique détaillée[933]. On doit à l'historien Marcello Carmagnani des travaux particulièrement utiles sur la fiscalité mexicaine[934], notamment sur l'influence du libéralisme dans l'adoption des réformes fiscales[935]. Le lien étroit qui unit la politique fiscale à l'évolution du fédéralisme et de sa conception par l'État central a fait néanmoins l'objet de très peu d'études, à la notable exception des travaux de Luis Aboites Aguilar, qui analysent l'étroite imbrication du processus de centralisation et celui de la modernisation fiscale à partir de la Révolution. Nous nous permettons de renvoyer le lecteur à ces travaux[936], qui dessinent le cadre problématique de notre réflexion.

---

933 Parmi divers ouvrages, on peut citer notamment celui qui a été récemment coordonné en 2005 par Luis ABOITES AGUILAR et Luis JAUREGUI, *Penuria sin fin : historia de los impuestos en México, siglos XVIII-XX,* México, Instituto Mora, 2005. Cet ouvrage propose en introduction un bilan bibliographique complet de la question, en même temps qu'il offre une approche chronologique détaillée des évolutions fiscales mises en place par l'État mexicain du XVIII^e^ au XX^e^ siècle.

934 Marcello CARMAGNANI, « Finanzas y estado en México, 1820-1880 », *in* Luis JÁUREGUI et José Antonio SERRANO OCHOA (coord.), *Las finanzas públicas en los siglos XVIII-XIX,* México D.F., Instituto Mora, COLMEX, Colegio de Michoacán, UNAM, 1998.

935 Marcello CARMAGNANI, « El liberalismo, los impuestos internos y el estado federal mexicano, 1857-1911 », *Historia Mexicana,* Mexico, COLMEX, vol. XXXVIII, n°3, p. 471-496.

936 Luis ABOITES AGUILAR, *Excepciones y privilegios : modernización tributaria y centralización en México, 1922-1972,* México, COLMEX, 2003 ; Luis ABOITES AGUILAR, « Federalismo en México, 1922-1972. Una aproximación desde la fiscalidad », *in* León E. BIEBER (coord.), *Regionalismo y federalismo…, op. cit.*

Pour le Pérou, l'historien bénéfice de la thèse de doctorat récemment publiée par Carlos Contreras, qui analyse la fiscalité péruvienne des années 1820 aux années 1920[937].

Dans le débat fiscal qui mobilise les élites mexicaines au début du Porfiriat, la question des *alcabalas* occupe sans nul doute une place centrale. Elle cristallise en effet une série de tensions qui nous renseignent sur les véritables enjeux du bras de fer qui se joue entre pouvoir central et pouvoirs régionaux. Fondée dans l'Espagne du XIVe siècle,

> « l'*alcabala* est fondée quand les *Cortes* de 1342 accordèrent au roi de Castille un pourcentage fixe (1/30) sur 'tout ce qui se vend ou se troque'. La taxation originelle augmenta progressivement à un vingtième et jusqu'à un dixième de la valeur des marchandises au XVIe siècle. En Amérique, l'*alcabala* fut mise en place quand Felipe II, ce roi chroniquement déficitaire, imposa une contribution à hauteur de 2% des biens commercialisables dans ses possessions d'outre-mer (1558), exemptant expressément du paiement 'les Indiens, les églises et les personnes du clergé '*dans ce qu'ils ne vendraient ou n'échangeraient par la voie de la négociation'.* De telle sorte que, plus qu'un impôt sur la vente, l'*alcabala* était une contribution qui taxait la circulation physique, le trafic de marchandises[938] ».

Dans la pratique, et jusqu'à la fin du XIXe siècle, cet impôt

> « sur la circulation des marchandises devenait effectif chaque fois que celles-ci traversaient un territoire d'*alcabala* différent, communément fixé au moyen de postes de contrôle *('garitas')*. Ainsi, le trajet parcouru par une marchandise pour arriver à sa vente finale signifiait une taxation multiple levée dans différentes juridictions politiques. Sans entrer dans les diverses conséquences de ce fait, nous dirons simplement ici que cela affecta de façon importante les relations commerciales entre les États de la République et y engendra un

---

[937] Carlos CONTRERAS, *La economía pública en el Perú después del guano y del salitre. Crisis fiscal y élites económicas durante su primer siglo independiente,* Lima, Banco Central de Reserva del Perú, Instituto de Estudios Peruanos, 2012. Nous remercions l'auteur pour l'exemplaire qu'il nous a transmis.

[938] « La alcabala se originó cuando las cortes de 1342 otorgaron al rey de Castillo un porcentaje fijo (1/30) sobre 'todo lo que se vende o permuta'. La tasación original aumentó gradualmente a uno sobre veinte y hasta a una décima parte del valor de los efectos en el siglo XVI. A América la alcabala llegó cuando Felipe II, ese rey crónicamente deficitario, impuso una contribución del 2% de los bienes comerciables en sus posesiones ultramarinas (1558), eximiendo expresamente del pago 'a los indios, las iglesias y las personas eclesiásticas '*en lo que no vendiesen o cambiasen por la vía de negociación'.* De modo que, más que un impuesto sobre la venta, la alcabala era una contribución que gravaba la circulación física, el tráfico de mercancías ». Rodolfo PASTOR, « La alcabala como fuente para la historia económica y social de la Nueva España », *Historia Mexicana,* México, D.F. COLMEX, vol. 27, n°1, 1977, p. 2.

> sentiment de rejet vis-à-vis de la centralisation fiscale du gouvernement fédéral[939] ».

En effet, le maintien de l'*alcabala* dans le système fiscal de la Fédération fait l'objet, tout au long du XIXe siècle, d'un très grand nombre de conflits entre le pouvoir central et les pouvoirs régionaux.

> « Les arguments contre cet impôt furent toujours les mêmes : qu'il constituait un obstacle au trafic marchand, qu'il accentuait les conflits juridictionnels entre les États de la République, et qu'il conduisait à des situations d'abus de la part des collecteurs, etc. Cependant, et malgré tous ces inconvénients, dans les réflexions postérieures aux réformes fiscales, on arrivait toujours à la même conclusion : c'était un mal nécessaire[940] ».

La presse locale de l'époque s'insurge ainsi régulièrement contre cet impôt d'origine coloniale, perçu comme un frein au développement commercial du pays, et plus généralement comme une entrave à l'unité de la nation. Le 28 janvier 1875, le *Juan Panadero* publie ainsi les lignes suivantes :

> « Si vous voulez vous forger une idée complète de ce que le système d'*alcabala* a de savoureux, ainsi que de la tendance de nos gouvernants à nous donner la plus grande liberté pour faciliter le trafic marchand, vous n'avez qu'à regarder l'accumulation de lois et de tarifs qui se publient dans chaque État, pour voler le prochain, pour détruire notre industrie et rendre impossible le commerce entre des peuples d'une même origine, d'une même nation, bien que les uns comme les autres ayons besoin de nous tendre la main pour échanger nos produits […]. Chaque gouvernant essaie d'isoler la partie qu'il gouverne des autres entités fédératives : voyez à présent, nous avons dans la République vingt-sept nations indépendantes, gérées par vingt-sept petits tyrans, et chacun d'entre eux oublie malencontreusement la nécessité de l'échange

---

[939] « Este impuesto sobre la circulación de las mercancías se hacía efectivo cada vez que éstas atravesaban un distinto suelo alcabalatorio, fijado comúnmente por medio de garitas. Así, el trayecto recorrido por una mercancía hasta llegar a su venta final significaba un gravamen múltiple cobrado en distintas jurisdicciones políticas. Sin abundar en las diversas consecuencias de este hecho, sólo diremos aquí que éste afectó de forma importante las relaciones comerciales interestatales y formó un sentimiento de rechazo en los estados de la república hacia la centralización fiscal del gobierno federal ». María José RHI SAUSI, « ¿Cómo aventurarse a perder lo que existe? », *in* Luis ABOITES AGUILAR et Luis JÁUREGUI, *Penuria sin fin…, op. cit.,* p. 133.

[940] « Los argumentos en contra de este impuesto fueron siempre los mismos : que obstaculizaba el tráfico mercantil, que acentuaba los conflictos jurisdiccionales entre los estados de la república, que daba pie a situaciones de abuso por parte de los recolectores, etc. Sin embargo, y a pesar de todos estos inconvenientes, en las reflexiones en pos de reformas fiscales se llegaba siempre a la misma conclusión : era un mal necesario », *id.,* p. 126.

> mutuel de marchandises des gouvernés, en dépit du fait que cela constitue la richesse publique […].[941] ».

La critique est claire ici : si l'*alcabala* constitue une entrave au commerce et aux échanges de marchandises entre les États, c'est surtout le comportement des gouverneurs qui est remis en cause, et avec lui le système fédéral dans son ensemble, qui accorde aux pouvoirs régionaux la possibilité de régir de façon autonome la fiscalité locale. Le débat sur l'*alcabala* renvoie donc ici directement à une critique des dysfonctionnements du fédéralisme qui, d'une part, divise les différentes entités fédérées au lieu de les unir en créant entre elles de véritables frontières fiscales, et d'autre part favorise l'exercice d'un pouvoir tyrannique au niveau local, celui des *caciques,* ces « petits tyrans » locaux. Ce problème du caciquisme est, nous y reviendrons dans la dernière partie de ce chapitre, fondamental dans l'argumentaire péruvien opposé à l'instauration du système fédéral, de même qu'il constitue le principal grief des élites mexicaines vis-à-vis de leur propre système d'État.

Si l'*alcabala* fait ainsi l'objet de critiques récurrentes dans la presse libérale locale durant tout le XIXe siècle, sa suppression n'intervient néanmoins qu'à la fin du XIXe siècle. Divers projets de suppression sont proposés en 1882, en 1884, puis en 1886, jusqu'à ce que *l'alcabala* soit officiellement supprimée en 1896, grâce à la modification de l'article 111 de la Constitution.

Paradoxalement, et alors qu'il est décrié par les élites libérales locales comme nationales, cet impôt sur la circulation des marchandises a en réalité longtemps été défendu par les États. Les gouverneurs voient en effet dans l'élimination des douanes internes une « restriction à leur souveraineté naturelle », puisqu'elle limite de fait leurs ressources fiscales. Cette question de l'*alcabala* illustre ainsi l'une des grandes contradictions du fédéralisme mexicain : l'*alcabala* est certes un

> « Impôt honni car entravant par des péages la liberté de circulation mais impôt irremplaçable car, même si son abolition avait été proclamée avec force par la

[941] « Si Ustedes quieren formarse una idea completa de lo sabroso que es el sistema de alcabala y de la tendencia de nuestros gobernantes a darnos la mayor libertad para facilitar el tráfico mercantil, no tienen más que ver el cúmulo de leyes y de tarifas que se publican en cada Estado, para robar al prójimo, para destruir nuestra industria y para hacer imposible el comercio entre pueblos de un mismo origen, de una misma nación, aunque unos a los otros tengamos necesidad de darnos la mano para cambiar nuestros productos. […] Cada gobernante procura aislar la parte que gobierna de las demás entidades federativas : véase ahora, tenemos en la República veintisiete naciones independientes, regidas por veintisiete tiranuelos, y cada uno de estos se olvida lastimosamente de la necesidad del cambio mutuo de mercancías de los gobernados, a pesar de que esto es lo que constituye la riqueza pública […] ». *Juan Panadero,* Guadalajara, 28 janvier 1875, « La libertad del comercio ».

> Constitution libérale de 1857, il fournissait encore en 1883 entre 20 et 68 % des ressources des États[942] ».

Si la suppression de l'*alcabala* ouvre donc la voie à une libéralisation des échanges commerciaux dans l'ensemble du territoire, elle affecte néanmoins sérieusement les ressources des États, et par conséquent leur autonomie financière et donc politique. Carmagnani a souligné dans ses travaux la façon dont cette question de *l'alcabala* cristallise la « forte opposition entre les intérêts régionaux et la souveraineté nationale, soulevée et défendue avec vigueur par le gouvernement fédéral »[943]. Le débat est en réalité encore plus complexe, si l'on considère le décalage qui existe entre l'opinion publique, représentée par la presse locale, et les dirigeants locaux. Ainsi, selon Carmagnani, l'échec de l'État central réside dans le fait qu'il n'aurait pas su centraliser cet impôt perçu par les autorités locales :

> « Le recouvrement des impôts par les fonctionnaires régionaux et non par des fonctionnaires fédéraux empêcha […] une présence réelle et quotidienne de l'État fédéral, capable de diffuser parmi la population, spécialement parmi les classes populaires, une image de la Fédération comme un état non arbitraire, supérieur aux intérêts des groupes dominants au niveau étatique et local[944] ».

L'article publié en 1875 dans le *Juan Panadero* montre bien cette incompréhension que suscite parmi la population l'impôt prélevé au niveau régional sur la circulation des marchandises. Cet impôt est d'abord compris comme une mesure arbitraire au service des intérêts personnels des caciques locaux. Enfin, pour les États, derrière la défense du principe libéral de la libre circulation des marchandises, se cache en réalité un intérêt proprement régional, qui est de conserver l'entier contrôle de leur principale ressource fiscale.

Plus qu'économique, la question des *alcabalas* est donc bien politique et illustre cette tension permanente entre le pouvoir central, les pouvoirs régionaux et la population locale autour de ces notions sans cesse débattues de la souveraineté des États et de l'union nationale.

---

[942] François-Xavier GUERRA, *Le Mexique…, op. cit.,* p. 280.

[943] Marcello CARMAGNANI, « El liberalismo, los impuestos internos », *op. cit.,* p. 485.

[944] « El cobre de los impuestos por parte de funcionarios regionales y no por parte de funcionarios federales impidió además una presencia real y cotidiana del Estado federal capaz de difundir entre la población, especialmente entre las clases populares, una imagen de la Federación como de un estado no arbitrario, superior a los intereses de grupos dominantes a nivel estatal y local », *id.,* p. 487.

Pour compenser l'importante perte fiscale que représente la suppression des *alcabalas* est mise en place une *Ley del Timbre* (loi sur le timbre fiscal), qui permet d'élargir la base imposable. Voté en 1871 puis adopté officiellement le 28 mars 1876, l'impôt sur le timbre est l'héritier de l'impôt colonial sur les « *estampillas* », mais concerne un nombre plus vaste de documents officiels, parmi lesquels les contrats civils et judiciaires, ainsi que les livres de comptes. Devenant rapidement la principale source de revenus fiscaux de l'État central, cette *Ley del Timbre* est profondément rejetée par l'ensemble de l'opinion locale *tapatía,* qui soutient cette fois l'opposition du gouverneur Vallarta et affirme avec lui que cette mesure centralisatrice viole la souveraineté des États[945]. S'il n'appartient pas à ce chapitre de détailler les tenants et les aboutissants de cette loi, celle-ci offre néanmoins une illustration supplémentaire du rapport de force qui oppose le pouvoir central aux pouvoirs régionaux autour de cette question fiscale. Les diverses stratégies de centralisation fiscale mises en place par Porfirio Díaz au cours de ses premiers mandats voient ainsi s'opposer une forte résistance de la part des régions, qui imposent alors une certaine flexibilité au centre.

> « La stratégie fiscale du Porfiriat durant la période 1892-1910 est pour cela très différente de celle suivie durant la période 1876-1892. La différence réside dans le fait qu'à partir de 1892, la Fédération abandonne progressivement l'idée de modifier le rapport de force préexistant entre la Fédération et les États et fait sienne l'idée, essentiellement non libérale, qu'il existe deux sphères fiscales autonomes, souveraines : celle de la Fédération et celle des États. Comme résultat final, le gouvernement fédéral pouvait, au mieux, rationaliser sa sphère fiscale et augmenter de ce fait ses revenus, à condition de ne pas porter atteinte à la souveraineté fiscale des États[946] ».

La sphère fiscale de la Fédération est donc particulièrement limitée jusqu'à la Révolution par la résistance opposée par les différents États à toute réelle modernisation du système fiscal, qui impliquerait une centralisation de la part du pouvoir central. La question fiscale est, en ce sens, une illustration des faiblesses et

---

[945] *Juan Panadero,* Guadalajara, « Gacetilla », 4 février 1875, p. 5, « Merece aplausos ».

[946] « La estrategia fiscal del Porfiriato durante el periodo 1892-1910 es por tanto muy diferente de la seguida durante el periodo 1876-1892. La diferencia radica en el hecho de que a partir de 1892 la Federación abandona progresivamente la idea de modificar la relación preexistente de fuerza entre la Federación y los estados y hace suya la idea, esencialmente no liberal, de que existen dos esferas fiscales autónomas, soberanas : la de la Federación y la de los estados. Como resultado final el gobierno federal podía, a lo más, racionalizar su esfera fiscal y aumentar por lo tanto sus ingresos a condición de no lesionar la soberanía fiscal de los estados ». Marcello CARMAGNANI, « El liberalismo, los impuestos internos,… », *op. cit.,* p. 491.

des limites du pouvoir porfirien, en même temps que des grandes contradictions du fédéralisme tel qu'il est pensé au niveau local.

Articulation fondamentale de la négociation entre pouvoir central et pouvoirs régionaux, la question fiscale occupe également une place fondamentale dans le débat constitutionnel et politique péruvien, sur la base d'arguments néanmoins différents. En effet, l'*alcabala* est supprimée au Pérou dès la fin de la période coloniale, ne s'appliquant plus, à partir de cette époque et jusqu'à aujourd'hui, qu'à l'achat et à la vente des biens immobiliers. L'historien Carlos Contreras souligne à ce sujet tout l'intérêt d'une comparaison entre l'évolution des systèmes fiscaux mexicain et péruvien :

> « Il est intéressant de comparer […] l'évolution des pays d'importante population indigène ayant été des colonies espagnoles en Amérique, comme le Mexique, l'Équateur, la Bolivie et le Pérou. Dans le premier, on a respecté l'abolition du tribut indigène décrétée par les Cortes de Cádiz, mais on a maintenu l'*alcabala ;* tandis que dans les pays andins l'*alcabala* fut abolie, mais on réinstaura le tribut. Le dilemme pour le système fiscal résidait entre l'*alcabala* ou le tribut indigène. Là où le commerce était plus développé, comme au Mexique, on a préféré l'impôt sur l'achat et la vente (c'est-à-dire l'*alcabala)* ; là où le marché était plus petit et moins actif l'*alcabala* était peu rentable et on a préféré la taxe paysanne[947] ».

Le débat fiscal péruvien ne s'articule donc pas, comme au Mexique, autour de la question des *alcabalas,* mais plutôt à la fin du XIXe siècle, autour de celle de la décentralisation fiscale, qui cristallise comme l'*alcabala* au Mexique l'ensemble des tensions qui se jouent entre le pouvoir central et les pouvoirs régionaux. Adoptée officiellement en 1886, la décentralisation fiscale a pour objectif de « faciliter l'établissement des contributions et de les appliquer pour le profit de la localité dans laquelle elles sont prélevées »[948]. Il s'agit plus largement de réorganiser l'ensemble de

---

[947] « Interesante es comparar, […], la evolución de países de densa población indígena que habían sido colonias españolas en América, como México, Ecuador, Bolivia y Perú. En el primero, se respetó la abolición del tributo indígena decretada por las Cortes de Cádiz, pero se mantuvo la alcabala ; mientras que en los países andinos la alcabala fue abolida, pero se reinstauró el tributo. La disyuntiva para el sistema fiscal estaba entre alcabala, o tributo indígena. Ahí donde la mercantilización había avanzado más profundamente, como en México, se prefirió el impuesto a la compraventa (es decir, la alcabala) ; donde el mercado era más pequeño y menos activo la alcabala rendía poco y se prefirió la capitación campesina ». Carlos CONTRERAS et Marcos CUETO, *Historia del Perú contemporáneo…, op. cit.,* p. 100-101.

[948] « Facilitar el establecimiento de contribuciones y aplicarlas en provecho de la misma localidad en que se recaudan », BASADRE, *Perú, problema y posibilidad…, op. cit.,* p. 204.

la fiscalité nationale sur des bases plus saines, dans le contexte de reconstruction économique qui fait suite à la Guerre du Pacifique.

Le débat sur la décentralisation fiscale au Pérou n'est pas nouveau, puisqu'il accompagne celui qui concerne la création puis la suppression des *Juntas Departamentales* tout au long du XIXe siècle. Pour cette raison, cette question de la décentralisation fiscale a fait l'objet de très nombreuses analyses historiques[949], de même que d'interprétations scientifiques diverses : « certains en font l'éloge (comme Pedro Planas), d'autres la critiquent (Emilio Romero, Jorge Basadre) »[950]. De même, la loi de décentralisation fiscale de 1886 a fait l'objet de sévères critiques de la part de Mariátegui et de Belaúnde, qui lui reprochent d'avoir favorisé l'autonomie non pas des régions, mais des caciques régionaux et de leurs intérêts. S'il n'appartient pas à ce chapitre de trancher le débat qui oppose intellectuels et historiens sur les bienfaits de la loi de décentralisation fiscale de 1886, il convient néanmoins d'en présenter les grandes lignes directrices, dans la mesure où cette loi a marqué un tournant important dans la conception des relations de pouvoir entre le centre et les régions.

Selon Planas, qui nous livre dans son ouvrage une analyse extrêmement détaillée et documentée des débats qui précèdent la mise en place de cette loi[951], celle-ci s'inscrirait dans la troisième étape de décentralisation que connaît le Pérou indépendant, depuis la *Ley de Municipalidades* instaurée par le gouvernement de Manuel Pardo en 1873, jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Leguía et le renforcement de la centralisation en 1920[952]. Strictement économique et fiscale – bien que perçue par

---

[949] On doit notamment à Carlos Contreras, spécialiste de l'histoire économique péruvienne des XIXe et XXe siècles, d'importants travaux : Carlos CONTRERAS, « Ideales democráticos, realidades autoritarias. Autoridades políticas locales y descentralización en el Perú a finales del siglo XIX », *Documento de trabajo,* Instituto de Estudios Peruanos, n°113, Série : *Historia 9,* Février 2001 ; Carlos CONTRERAS, « El poder de gobernar y el poder de cobrar. Autoridades políticas locales en el Perú a finales del siglo XX », *in* Cristóbal ALJOVIN DE LOSADA, Nils JACOBSEN, *Cultura política en los Andes (1750-1950),* Lima, Fondo editorial de la Universidad Nacional Mayor de San Marcos, IFEA, Cooperación regional para los países andinos, 2007.

[950] « La elogian unos (como Pedro Planas), la critican otros (Emilio Romero, Jorge Basadre) […] ». Carlos CONTRERAS, *El centralismo peruano en su perspectiva histórica…, op. cit.,* p. 19.

[951] Pedro PLANAS, *op. cit.,* p. 241-330.

[952] *Id.,* p. 13-14 : « La première [étape] fut un bref cycle de projection décentraliste (1823-1824), avec les *Juntas Departamentales* de 1823, suspendues par Bolívar, et les *Juntas* de 1828, qui fonctionnèrent pleinement. Sous le prétexte de la fédération avec la Bolivie surgit une étape centraliste (1834-1872), qui, par moments, efface les municipalités de la face constitutionnelle, et ne connaît aucune structure décentralisatrice […]. À l'inverse la troisième étape compte presque cinq décennies décentralistes (1873-1920), avec les Conseils départementaux créés par Manuel Pardo (1873-1880) et les *Juntas departamentales* (1886-1920) rétablies par la Loi de Décentralisation Fiscale approuvée par le Congrès de Cáceres […]. Leguía inaugure une quatrième étape, principalement autoritaire et toujours centraliste

certaines élites de l'époque comme un prélude à la mise en place du fédéralisme – la loi de décentralisation fiscale de 1886 prévoit dans les faits une double comptabilité, entre les revenus fiscaux et les dépenses qui relèvent de l'autorité départementale et sont administrés sans passer par Lima, et ceux qui relèvent de l'autorité centrale, d'une comptabilité dite « générale ».

> « Aux côtés du budget central s'élaborèrent ainsi des budgets départementaux. Aussi bien les revenus que les dépenses publiques furent divisés selon qu'ils correspondaient au budget central ou à celui des départements[953] ».

Carlos Contreras propose un tableau détaillé de cette répartition des revenus fiscaux et des dépenses en fonction de l'autorité à laquelle ils incombent, départementale ou centrale.

---

(1921-1980) […]. Les deux dernières étapes nous sont familières : l'une tourne autour du consensus régional et municipal valable entre 1980 et 1992 et l'autre autour du régime hypercentraliste initiée avec la dissolution du Congrès et des gouvernements régionaux […] ». *Version originale de la citation :* « La primera fue un breve ciclo de proyección descentralista (1823-1834), con las Juntas Departamentales de 1823, puestas en suspenso por Bolívar, y las Juntas de 1828, que funcionaron a plenitud. Con el pretexto de la federación con Bolivia surgió una etapa centralista (1834-1872), que por momentos borra de la faz constitucional a las municipalidades, y no conoce estructura descentralizada alguna […]. En cambio la tercera etapa consta de casi cinco décadas descentralistas (1873-1920), con los Concejos Departamentales creados por Manuel Pardo (1873-1880) y las Juntas Departamentales (1886-1920) restablecidas por la Ley de Descentralización Fiscal que aprobó el Congreso de Cáceres. […] Leguía inició una cuarta etapa, principalmente autoritaria y siempre centralista (1921-1980) […]. Las dos últimas etapas nos son familiares : una gira en torno al consenso regional y municipalista vigente entre 1980 y 1992 y la otra en torno al régimen hípercentralista iniciado con la disolución del Congreso y de los gobiernos regionales […] ».

[953] « Al lado del presupuesto central, se elaboraron así presupuestos departamentales. Tanto los ingresos como los gastos públicos, fueron divididos según correspondiesen al presupuesto central o a los de los departamentos ». Carlos CONTRERAS, *El centralismo peruano en su perspectiva histórica…, op. cit.,* p. 19.

**Figure 47 - Revenus et dépenses généraux et départementaux selon la loi de décentralisation fiscale de 1886**

| | Generales | Departamentales |
|---|---|---|
| Ingresos | - Derechos de aduana y puerto<br>- Timbres<br>- Arrendamiento y producto de los ferrocarriles nacionales<br>- Correos | - Contribución personal<br>- Predios rústicos y urbanos, industrial y de patentes<br>- Impuesto de serenazgo<br>- Multas judiciales<br>- Herencias que correspondan al fisco e impuesto a las herencias<br>- Papel sellado<br>- Arrendamiento e impuesto sobre las salinas<br>- Producto de los bienes nacionales en el departamento, excepto los ferrocarriles<br>- Bienes de los conventos supresos<br>- Bienes mostrencos o sin dueño<br>- Alcabala a la enajenación de inmuebles |
| Gastos | - Sostenimiento de la Marina, el Ejército y la Gendarmería<br>- Oficinas centrales del Ejecutivo: Ministerios, Tribunal de Cuentas<br>- Corte Suprema de Justicia<br>- Poder Legislativo<br>- Servicio de la deuda pública<br>- Ramo de correos<br>- Presupuesto eclesiástico | *Obligatorios:*<br>- Servicio administrativo del departamento y sus policías<br>- Administración de justicia en primera y segunda instancia<br>- Instrucción primaria en la parte que no pueden atenderla los Concejos<br>- Servicio de la Guardia Civil en el departamento<br>- Conservación de los puentes y caminos de carácter departamental<br>- Los que ocasione la recaudación y defensa judicial de los ingresos departamentales<br><br>*Facultativos:*<br>- Instrucción media<br>- Beneficencia<br>- Construcción de nuevos puentes y caminos en el departamento |

Fuente: Ley del 13 de noviembre de 1886.

Source : Carlos CONTRERAS, *El centralismo peruano en su perspectiva histórica…, op. cit.,* p. 19.

Reposant sur une répartition rationnelle et précise des revenus fiscaux comme des dépenses, la loi de décentralisation fiscale de 1886 fait néanmoins l'objet de multiples critiques au niveau local, censé pourtant en profiter. Il convient ici de souligner une première contradiction dans le discours *arequipeño,* qui nous renseigne utilement sur l'évolution du débat national sur cette question fiscale. En 1882, et alors que le pays est en pleine guerre contre le Chili, la presse locale semble appeler de ses

vœux cette décentralisation fiscale, en critiquant sévèrement la centralisation administrative, politique et fiscale imposée par le gouvernement provisoire du Pérou :

> « La décentralisation dans le prélèvement et l'attribution des impôts locaux est à ce point nécessaire que d'elle dépend la vie propre du département. Les corps municipaux ou départementaux sont sujets aux mêmes lois économiques que les individus : ils doivent faire leurs dépenses avec leurs propres revenus, particulièrement quand l'État ne peut plus, comme lors de temps meilleurs, couvrir le déficit des budgets départementaux. Il n'y a pas de pays, à la hauteur du progrès moderne, dans lequel ne soit pas discrédité ce système de centralisation administrative qui fait tout attendre de l'action du gouvernement[954] ».

Plus généralement, le journal se fait l'écho de la nécessaire refonte du système fiscal péruvien, dans un contexte de profonds bouleversements économiques et politiques nationaux, qui mettent en lumière les graves dysfonctionnements du système économique national tel qu'il s'était développé durant l'ère du guano[955].

Toutefois quatre ans plus tard, le 6 février 1886 (soit neuf mois avant que la loi ne soit officiellement votée) ce même journal tient un discours radicalement inverse, en pointant les dysfonctionnements des *Concejos departamentales,* alors principale institution décentralisatrice, et en prônant une « centralisation modérée », qui associerait « les services d'une même nature » (comprendre, entre le niveau local et le niveau central), plutôt qu'en accentuant les divisions hiérarchiques entre ces différents niveaux d'autorité[956]. L'année suivante et alors que la décentralisation fiscale est effective, le journal aréquipénien *La Bolsa* souligne un premier problème, lié

---

[954] « […] La descentralización en la recaudación y aplicación de las rentas locales es tan necesaria, como que de ella depende la vida propia del departamento. Los cuerpos municipales o departamentales están sujetos a las mismas leyes económicas que los individuos : ellos deben hacer sus gastos con sus propios recursos, particularmente cuando el Estado ya no puede, como en mejores tiempos, cubrir el déficit que resulte en los presupuestos departamentales. No hay país, a la altura del progreso moderno, en que no esté desacreditado aquel sistema de centralización administrativa que hacía esperarlo todo de la acción del gobierno. […] ». *La Bolsa,* Arequipa, 24 janvier 1882, p. 1, « Cuestiones sociales. Trabajo, producción, impuesto, renta y descentralización ».

[955] Dans le second chapitre de l'ouvrage déjà cité, Carlos Contreras analyse cette profonde crise du système fiscal péruvien, qui intervient après la Guerre du Pacifique, en raison principalement de la chute brutale des ressources issues de l'exportation du guano et du nitrate (les territoires *salitreros* passant alors aux mains du Chili). L'auteur souligne également, entre autres facteurs déclencheurs de cette crise fiscale, l'important endettement de l'État péruvien et l'échec du développement du chemin de fer, qui ne rapporte pas les revenus escomptés. Carlos CONTRERAS, *La economía pública en el Perú después del guano y del salitre…, op. cit.* Voir tout particulièrement le deuxième chapitre de l'ouvrage « La crisis fiscal, 1873-1895 », p. 99-145.

[956] *La Bolsa,* Arequipa, « Editorial », 6 février 1886, p. 1, « Concejos departamentales ».

à la nécessité de redessiner les démarcations territoriales régionales, condition nécessaire au bon fonctionnement de la décentralisation. Avec cet argument, le journal anticipe le débat sur la mise en place d'un système fédéral dans le pays.

> « La nécessité d'une nouvelle démarcation de notre territoire, dans les conditions appropriées à l'actualité du pays et à l'étroitesse de l'administration, est un point sur lequel l'opinion s'est déjà prononcée favorablement, et dont l'idée compte le plus grand nombre d'adhésions […]. La fédération serait pratiquement impossible avec la distribution dans laquelle se trouvent aujourd'hui les départements et les provinces. Même la décentralisation, dans les conditions dans lesquelles elle s'est établie jusqu'à présent, ne peut avoir de résultats profitables. Les départements, pour se maintenir avec leurs propres ressources, ne peuvent être en aucune manière les actuels : il est indispensable que leur extension corresponde à leurs conditions futures et spécialement qu'ils comptent une plus grande population, base primordiale d'une organisation stable, et de revenus et d'éléments, enfin, qui garantissent le développement des États confédérés. En fonction de tous ces aspects, la nouvelle démarcation, réduisant les départements et les provinces au plus petit nombre possible, facilite la vie propre que l'on souhaite leur donner et diminue en même temps les dépenses dispendieuses que supporte aujourd'hui l'État[957] ».

L'appel à un nouveau découpage administratif dans l'ensemble du pays, envisagé comme un préalable nécessaire à la mise en place d'un système fédéral, fait partie des arguments récurrents dans le réquisitoire prononcé contre la loi de décentralisation. Par ailleurs, la répartition des différents revenus fiscaux entre les départements et l'administration générale est sujette à débat

> « Avec la loi de décentralisation, le gouvernement se décharge des obligations qui pesaient sur lui pour maintenir les services départementaux. Avec cette loi, les revenus assainis et sûrs sont absorbés par l'administration générale, et les

[957]« La necesidad de una nueva demarcación de nuestro territorio, en las condiciones apropiadas a la actualidad del país y a la estrechez de la Administración, es ya un punto sobre el que la opinión se ha pronunciado favorablemente, y cuya idea cuenta el mayor numero de adhesiones […] La Federación seria poco menos que imposible bajo la distribución en que hoy se encuentran los departamentos y provincias. Ni la descentralización misma, en las condiciones en que se ha establecido al presente, puede ser de resultados provechosos. Los departamentos, para sostenerse con sus propios recursos, no pueden ser en manera alguna los actuales : es indispensable que su extensión corresponda a sus condiciones futuras y especialmente que cuenten con mayor población, base primordial de una organización estable, de recursos, y de elementos, en fin, que garanticen el desarrollo de los Estados Confederados. Bajo todos estos aspectos, la nueva demarcación, reduciendo los departamentos y provincias al menor numero posible, facilita la vida propia que se aspira a darles y disminuye a la vez los gastos dispendiosos que hoy soporta el Estado […] ». *La Bolsa,* Arequipa, « Editorial », 27 septembre 1887, p. 2, « Demarcación territorial ».

> départements sont obligés de vivre de leurs propres revenus, ou ce qui revient au même, sont abandonnés à eux-mêmes, en leur assignant comme impôts le produit des contributions, qui diminue en proportion de l'augmentation progressive de la misère[958] ».

Ce qui est remis en cause ici, ce n'est donc pas tellement le principe de la décentralisation, mais le détail technique d'une loi qui ne donne aux provinces que l'autonomie de leur pauvreté. La loi de décentralisation favoriserait alors en réalité la capitale du pays, qui

> « vivra dans l'abondance, comptant les départements parmi ses propres contribuables, bien que ceux-ci manquent des revenus les plus indispensables pour subvenir à leurs plus impérieuses nécessités, parce que leurs budgets accusent généralement un déficit, […] et enfin parce que leurs industries et leurs éléments de vie languissent et meurent[959] ».

Concrètement, l'opinion publique *arequipeña* manifeste régulièrement l'idée que, tant que les régions ne seront pas dotées d'une vie économique suffisamment dynamique et efficace pour permettre l'autonomie régionale, alors la décentralisation ne fera qu'appauvrir les départements et creuser les inégalités entre la capitale et les provinces[960]. Face à ce problème, de même qu'en raison de ses nombreux dysfonctionnements, la loi de décentralisation fiscale cristallise le mécontentement régional durant toute la première moitié des années 1890[961], jusqu'à être officiellement remise en question, en 1895.

Le gouvernement de Piérola tente alors de supprimer les *Juntas departamentales,* directement en charge de faire appliquer la décentralisation fiscale. Ce projet de suppression des *Juntas*[962] est néanmoins très mal reçu par les *arequipeños,* qui y voient une tentative de centralisation de la part du nouveau

---

[958] « Con la ley de descentralización, el gobierno se descarga de las obligaciones que sobre él pesaban para mantener los servicios departamentales. Por esta ley, las rentas saneadas y seguras las absorbe la administración general, y a los departamentos se les obliga a vivir de sus recursos propios, o lo que es igual, se les deja abandonados a si mismos, asignándoles como rentas el producto de las contribuciones, que declina en proporción del aumento progresivo de la miseria ». *La Bolsa,* Arequipa, « Editorial », 6 mars 1888, p. 2, « Desorganización ».

[959]« Vivirá en la abundancia, contando a los departamentos como contribuyentes suyos, aunque estos carezcan de los recursos más indispensables para llenar sus más imperiosas necesidades, porque sus presupuestos acusan déficit generalmente, […] y en fin, porque sus industrias y elementos de vida languidecen y mueren ». *Ibid.*

[960] *La Bolsa,* Arequipa, « Editorial », 6 juillet 1892, p. 2. « La descentralización ».

[961] *La Bolsa,* Arequipa, « Editorial », 18 juillet 1893, p. 2. « Descentralización ».

[962] Pour une description détaillée de ce projet de loi, voir Pedro PLANAS, *op. cit.,* p. 287-291.

gouvernement, et plaident plutôt en faveur d'une réorganisation de la loi de décentralisation fiscale[963]. *La Bolsa* critique ainsi le fait qu'en supprimant les *Juntas departamentales* et en mettant fin dans la pratique au système de décentralisation fiscale et administrative, le gouvernement s'éloigne de son but final, qui est le fédéralisme.

> « Le projet de Loi ne fait que répartir les dépossessions des *Juntas* entre les préfets, le Conseil Supérieur de l'Éducation, les Trésoreries et les Municipalités. Il détruit au lieu de créer et emporte à Lima ce qui pouvait nous conduire à la prospérité justement souhaitée. Il éloigne de nous les biens et nous prive de l'action vitale et indépendante des Délégués des Peuples. Le projet, on le répète, ne correspond pas au plan général de l'Exécutif et au contraire le contredit. L'amplitude de mouvement, qui est une préparation pour recevoir le système fédéral, est restreinte par cette Loi. Nous revenons au despotisme des Trésoreries en concentrant en une main ce que ne peuvent soutenir plusieurs. […] À l'inverse des auteurs de ce rapport, nous aspirons à ce que les peuples conservent près d'eux la satisfaction de leurs nécessités sans avoir à en référer à la capitale pour y répondre. Les *Juntas Departamentales* ont, comme toutes les institutions humaines, de graves défauts, mais au lieu de les détruire et d'annuler cet élément de vie républicaine, occupons-nous de perfectionner leur structure, en étendant leur sphère d'action et en concédant une plus grande amplitude à leurs facultés[964] ».

Face à l'opposition locale, notamment aréquipénienne, les *Juntas* sont finalement maintenues et voient même leurs attributions renforcées et étendues par une loi votée par le Congrès le 21 octobre 1897[965]. Pour autant, la presse locale continue de pointer avec régularité les multiples dysfonctionnements des *Juntas* et plus largement du système de décentralisation administrative, dont les résultats restent décevants en comparaison des grands espoirs qu'elle suscitait dans les années 1880[966].

À l'origine d'un débat intense, tant au niveau local qu'au niveau national, la question de la décentralisation fiscale[967] a également fait l'objet d'importantes

---

[963] *El Deber,* Arequipa, « Editorial », 7 octobre 1895, p. 2, « Descentralización fiscal ».

[964] *La Bolsa,* Arequipa, « Editorial », 30 octobre 1895, p. 2, « Juntas Departamentales ».

[965] Pedro PLANAS, *op. cit.,* p. 331-344.

[966] *La Bolsa,* Arequipa, 22 octobre 1903, « Descentralización administrativa », p. 2 ; *La Bolsa,* Arequipa, « Editorial », 22 octobre 1908, p. 2, « Descentralización administrativa ».

[967] Si la question de la décentralisation fiscale est au cœur des tensions qui opposent les élites *arequipeñas* au pouvoir central à la fin du XIXe siècle, elle n'est toutefois pas l'unique point de débat. Il

critiques de la part des historiens, qui s'interrogent sur sa véritable efficacité décentralisatrice. Emilio Romero (1899-1993)[968] considère par exemple que

> « les lois et décrets décentralistes de la fin du siècle passé [*l'auteur fait ici référence à la fin du XIXe siècle]* n'ont pas eu d'autre but que de décharger sur les provinces le paiement des services publics du Budget National que le gouvernement central était dans l'incapacité d'affronter. C'est un retour au système colonial le plus ancien et une invitation à ce que les autorités, en fait, mettent en vigueur le tribut des Indiens pour payer les troupes cantonnées dans les provinces, et pour que les juges obtiennent par leurs propres moyens leur rémunération pour administrer la justice[969] ».

En ce sens, la loi de décentralisation fiscale de 1886, de même que la *Ley de Municipalidades* de 1873 et la loi qui élargit les attributions des *Juntas departamentales* en 1897, auraient en réalité pour conséquence une marginalisation accrue des provinces et une aggravation de leurs difficultés économiques.

---

convient notamment de mentionner ici la question de l'impôt sur les alcools forts (« *aguardientes* ») prévue par le gouvernement en 1887, et qui mobilise la presse aréquipénienne durant de nombreuses années. Fondé le 24 novembre 1887, l'impôt sur les alcools devient rapidement l'une des principales ressources fiscales de l'État central, en représentant un tiers des revenus issus des impôts sur les produits de consommation (la question des impôts sur les produits de consommation ou *impuestos al consumo* est analysée en détail dans le septième chapitre de l'ouvrage de Carlos CONTRERAS, *La economía pública en el Perú después del guano y del salitre…, op. cit.,* p. 312-358). L'opinion *arequipeña* exprime régulièrement son inquiétude quant aux conséquences d'une telle réforme fiscale sur l'industrie du Sud du Pérou tout particulièrement. En effet, la région d'Arequipa consacre une partie de ses activités à l'exploitation viticole et à la production d'alcools forts, comme nous l'avons signalé dans le deuxième chapitre de notre étude. Si cette activité a beaucoup diminué depuis la période coloniale, elle reste néanmoins importante et constitue une source de revenus non négligeable pour la région tout entière. La presse multiplie par conséquent les articles d'opposition à cet impôt sur l'alcool, dont il est prévu que les revenus ne reviendraient d'ailleurs pas directement à la région, mais au gouvernement général, prenant ainsi la défense des intérêts régionaux. Voir par exemple les articles publiés par *La Bolsa : La Bolsa,* Arequipa, 10 juillet 1889, p. 3, « Acta » ; *La Bolsa,* Arequipa, 13 juillet 1889, p. 3, « El nuevo impuesto a los alcoholes » ; *La Bolsa,* Arequipa, 16 juillet 1889, p. 2, « Alcoholes ». Le 17 juillet 1889, *La Bolsa* publie un article dans lequel il est fait état de l'abandon du projet d'impôt sur les alcools, le journal appelant alors à l'élaboration de statistiques économiques permettant de mieux rendre compte des diverses activités économiques régionales, afin d'éviter de nouveaux projets d'impôts affectant l'activité économique d'une seule région : *la Bolsa,* Arequipa, « Editorial », 17 juillet 1889, p. 1, « Intereses generales ».

[968] Né en 1899 à Puno, Emilio Romero est, au même titre que Basadre, l'une des grandes références de l'historiographie péruvienne. On lui doit notamment divers travaux sur l'histoire du régionalisme et du Sud péruvien. Emilio ROMERO, *Regionalismo y centralismo. Presentación y proyección de los 7 ensayos,* Lima, Biblioteca Amauta, 1969 ; Emilio ROMERO, *Tres ciudades del Perú,* Arequipa, 1929.

[969] « Las leyes y los decretos descentralistas de fines del pasado siglo no tuvieron otra finalidad que la de descargar sobre las provincias el pago de servicios públicos del Presupuesto Nacional que el gobierno central estaba incapacitado para afrontar. Era una vuelta al sistema colonial más añejo y una invitación a que las autoridades pusieran en vigencia de hecho el tributo de los indios para pagar a las tropas acantonadas en las provincias, y a que los jueces obtuvieran por sus propios medios la remuneración para administrar justicia ». Emilio ROMERO, *Regionalismo y centralismo…, op. cit.,* p. 20.

Plus nuancé que Romero, Carlos Contreras évoque quant à lui l'absence d'élites locales capables d'administrer de façon cohérente et efficace le prélèvement de l'impôt comme la répartition des ressources qui en sont issues. Dépassant néanmoins cette critique limitée du personnel politique et administratif régional, il nous invite à considérer l'ensemble des facteurs économiques qui participent à l'échec de ces initiatives décentralisatrices et qui, en les écourtant, ne leur ont pas laissé la possibilité de mettre en place une réelle et durable modernisation fiscale dans le pays[970].

La mise en perspective des évolutions fiscales mexicaine et péruvienne au tournant des XIXe et XXe siècles met en lumière la grande difficulté des États à élaborer une structure fiscale moderne et fonctionnelle. La négociation permanente avec les pouvoirs régionaux sur cette question s'apparente en réalité le plus souvent à un affrontement ouvert, dont la presse locale rend parfaitement compte, et qui semble bien souvent freiner la mise en place d'une fiscalité cohérente et efficace. Le processus de centralisation fiscale se heurte, au Mexique comme au Pérou, à une série de difficultés économiques nationales, mais également à d'importantes résistances régionales, de la part d'élites locales attachées à leurs anciennes prérogatives.

Toutefois, il est intéressant de noter les nombreuses contradictions qui émaillent en permanence l'argumentaire local, contradictions qui sont particulièrement lisibles au sujet de la fiscalité. Ainsi, les élites locales plébiscitent tour à tour une plus grande centralisation et une véritable décentralisation, une participation financière accrue de l'État central au fonctionnement interne des régions en même temps qu'une plus grande autonomie fiscale et économique, etc. C'est ainsi toute la complexité des intérêts économiques régionaux – et non pas tellement politiques ou idéologiques – qui se révèle dans le débat sur la fiscalité.

---

[970] Carlos Contreras rappelle ainsi que la loi de 1873 « a souffert les assauts de la crise fiscale de ces années-là, qui finirent par conduire le pays à la tragédie de 1879, tandis que celle de 1886 fut avortée dans les dix ans, justement quand les Trésors départementaux étaient en train d'améliorer leur fonctionnement ». *Version originale de la citation :* « sufrió los embates de la crisis fiscal de esos años, que terminaron conduciendo al país a la tragedia de 1879 ; mientras que la de 1886 fue abortada antes de una década, precisamente cuando los tesoros departamentales venían mejorando su funcionamiento ». Carlos CONTRERAS, *El centralismo peruano en su perspectiva histórica…, op. cit.,* p. 20.

***La question éducative***

Parce qu'elle cristallise l'ensemble des réflexions sur la formation du citoyen et la diffusion des valeurs qui fondent la République moderne, l'éducation a été au cœur d'importants débats concernant la construction de la nation. L'ouvrage publié en 1996 par Jean-François Chanet sur l'enseignement primaire et les « petites patries » en offre une illustration particulièrement éclairante[971]. Dans cette étude, l'auteur met l'accent sur la difficile mise en place des réformes éducatives prônées par le pouvoir central dans les provinces, et plus largement sur les limites du processus d'unification nationale. De la même façon au Mexique et au Pérou, la question de l'uniformisation nationale des pratiques et du contenu éducatifs a été au cœur de multiples débats publics tout au long du XIXe siècle et jusque dans les premières décennies du XXe siècle. Ainsi,

> « séparés les uns des autres en bien des domaines, les libéraux orthodoxes et les néo-libéraux positivistes sont néamoins unis dans une commune conviction. C'est l'idée que la transformation de la société passe par un développement de l'instruction. Rien de bien nouveau, certes, dans cette conviction qui était déjà celle des hommes des Lumières et qu'ont partagée toutes les élites gouvernantes du Mexique du XIXe siècle, libérales ou conservatrices »[972] ».

De fait, dans les deux pays la question éducative génère un important consensus politique quant à l'importance qu'elle doit occuper dans la gestion des affaires publiques. Néanmoins, le débat s'articule au Mexique et au Pérou autour de problématiques quelque peu différentes, qui nous renseignent sur la teneur des tensions régionales cristallisées par cette question de l'éducation du citoyen.

Au Mexique, le débat sur la question éducative s'articule dans un premier temps autour de la dimension gratuite et obligatoire de l'enseignement. À diverses reprises durant la deuxième moitié du XIXe siècle, le pouvoir central émet des projets de loi destinés à en instaurer le principe dans l'ensemble du pays. Du 1er décembre 1889 au 31 mars 1890 se réunit le premier Congrès National Pédagogique, qui affirme la nécessité de l'enseignement obligatoire et tente d'imposer cette mesure dans l'ensemble du pays.

---

[971] Jean-François CHANET, *op. cit.*

[972] François-Xavier GUERRA, *Le Mexique…, op. cit.,* p. 358.

> « Quand en 1891 fut publiée par le District Fédéral et les territoires de la Fédération[973] une nouvelle loi sur l'enseignement obligatoire, le ministre de la justice et de l'Éducation publique, Joaquin Baranda, eut à cœur d'envoyer la loi à tous les gouverneurs en insinuant clairement qu'ils pourraient s'en inspirer pour leur législation éducative, puisqu'à cette époque l'éducation relevait des États[974] ».

Il est intéressant de noter qu'à cette époque, le pouvoir central se contente de suggérer fortement l'adoption du modèle proposé par le centre, sans toutefois disposer des moyens permettant de l'imposer à des pouvoirs régionaux qui restent réfractaires à toute initiative issue du centre. De fait, l'adoption de l'enseignement obligatoire dans les États tarde à se mettre en place et suit une chronologie propre à chaque État. Pourtant, les élites *tapatías* se mobilisent en faveur de l'enseignement obligatoire dès 1882, comme c'est le cas notamment de l'organisation des *Clases Productoras,* qui considère cette mesure comme une étape fondamentale dans le processus de modernisation nationale[975].

Ce premier Congrès National Pédagogique marque également le début d'une intense réflexion quant à la « fédéralisation » de l'enseignement, principale ambition du pouvoir central à partir de la fin du XIXe siècle et jusqu'à la Révolution. Soumise à d'importantes évolutions sémantiques, la « fédéralisation » de l'enseignement correspond à cette période à une uniformisation des pratiques éducatives et du contenu des enseignements dans l'ensemble du pays[976]. Pour le pouvoir central, il ne s'agit plus tellement de contrôler les éventuelles tendances séparatistes des États en centralisant, mais bien plutôt de penser une formation unique et générale du citoyen mexicain.

---

[973] Les « territoires de la Fédération » correspondent aux régions placées directement sous l'autorité du pouvoir central, conformément à la Constitution de 1824, à savoir l'ensemble de la Basse-Californie (nord et sud), une partie du Colima et le territoire de Tepic.

[974] « Cuando en 1891 fue publicado para el Distrito Federal y los territorios de la Federación una nueva ley de instrucción obligatoria, el ministro de justicia y de Educación Pública, Joaquín Baranda, tuvo bien cuidado de enviar la ley a todos los gobernadores insinuando claramente que podrían inspirarse en ella para su legislación educativa ya que todavía en aquel momento la educación es dominio de los Estados ». Alberto ARNAUT, *La federalización educativa en México. Historia Del debate sobre la centralización y la descentralización educativa (1889-1994),* México, COLMEX, CIDE, 1998.

[975] *Las Clases Productoras,* Guadalajara, « Editorial », 28 mars 1882, p. 1 ; *El Continental,* Guadalajara, 10 juin 1894, p. 1. « La enseñanza en Jalisco ».

[976] Ce processus de fédéralisation de l'enseignement au Mexique a été analysé en détail et de façon chronologique par Alberto ARNAUT, *op. cit.* Voir également l'ouvrage coordonné par María del Carmen PARDO, *Federalización e innovación educativa en México,* México, COLMEX, 1999.

Lors d'un discours prononcé le 13 septembre 1910 à l'occasion du premier Congrès National de l'Éducation primaire, Justo Sierra (1848-1912) [977], alors ministre de l'Éducation publique et des Beaux Arts (*Secretario de la Instrucción Pública y Bellas Artes)* souligne cette nuance essentiellement rhétorique qui oppose centralisation et fédéralisation.

> « Centraliser l'enseignement ne saurait être le terme approprié à cette idée, la fédéraliser ou, plus exactement, confédérer les écoles comme vous, les professeurs du primaire, êtes en train de vous confédérer en une vaste association, cela répondrait sans doute à une énorme nécessité nationale. […] Dans l'idée de chercher l'unité et non l'uniformité, qui rendrait néfaste votre travail[978] ».

En réalité, Arnaut explique que

> « si appeler fédéralisation la centralisation fut une réussite politique, cela introduisit néanmoins une certaine confusion linguistique. C'est justement dans cette ambiguïté que résidait le succès politique : fédéraliser et confédérer signifiait centraliser ou diffuser la version éducative du centre sans attenter à la liberté des États pour légiférer en matière éducative, comme une partie de leur souveraineté intérieure[979] ».

Cette confusion linguistique explique l'évolution complexe du concept de fédéralisation, qui devient synonyme progressivement et après la Révolution de « décentralisation », nous y reviendrons. À la fin du Porfiriat, le recours permanent du pouvoir central à la notion de fédéralisation permet néanmoins d'installer progressivement les réformes éducatives au cœur des régions, en dépit des débats qui

---

[977] Né en 1848, Justo Sierra est l'une des figures politiques les plus représentatives du Porfiriat. Surnommé le « *Maestro de América* » pour son travail relatif à l'éducation, il est à l'origine des principales mesures éducatives mises en place au Mexique au tournant des XIXe et XXe siècles, parmi lesquelles la fondation de la Universidad Nacional de México (aujourd'hui connue comme la UNAM, Universidad Nacional Autónoma de México).

[978] « Centralizar la enseñanza no puede ser la frase apropiada a esta idea ; federalizarla o mejor dicho, confederarla, confederar las escuelas como os estáis confederando en una vasta asociación los maestros primarios ; esto acaso respondería a una ingente necesidad nacional. […] Con el espíritu de buscar unificaciones, pero no uniformidades que harían maléfica vuestra labor ». Justo SIERRA, « Discurso en la sesión inaugural del primer Congreso Nacional de Educación Primaria (13 septembre 1910) », en *Obras completas,* t. V, p. 444. Extrait cité par Alberto ARNAUT, *op. cit.,* p. 85.

[979] « Llamar federalización a la centralización fue un acierto político, pero introdujo cierta confusión lingüística. Precisamente en esa ambigüedad estaba el acierto político : federalizar y confederar era centralizar o difundir la versión educativa del centro sin atentar contra la libertad de los estados para legislar en materia educativa como parte de su soberanía interior », *id.,* p. 85.

opposent les défenseurs de la souveraineté des États[980] aux tenants d'une certaine uniformisation éducative.

La presse *tapatía* de la deuxième moitié des années 1900 relaie l'important débat national sur la fédéralisation de l'enseignement, en reproduisant une série d'articles publiés dans la capitale du pays ou dans les grandes villes de province[981]. Si ces articles reproduits ne révèlent pas directement les prises de position *tapatías* sur la question de la fédéralisation de l'enseignement – ces articles ne sont en effet que très peu commentés –, ils nous permettent toutefois de saisir le rôle essentiel joué par la presse dans ce débat national sur l'éducation.

Intensément discutée pour son contenu idéologique, la fédéralisation éducative pose également un problème financier aux régions. Alors qu'à l'origine « le système éducatif fédéral mexicain avait été imaginé par ses fondateurs comme un mécanisme qui devait compléter et stimuler l'initiative éducative des États et des mairies »[982], la faiblesse économique des États, liée notamment à la suppression de l'*alcabala* en 1896, impose à l'État central une plus grande prise en charge financière des écoles dans les régions. Dans cette perspective est fondée en 1897 une Direction Générale de l'Enseignement Primaire (*Dirección General de Instrucción Primaria*) chargée de mener à bien une nouvelle répartition de la prise en charge financière des écoles primaires, entre les *municipios,* la Fédération et les États. Concrètement, les municipalités financent de moins en moins les écoles, qui sont directement prises en charge par les États et par la Fédération[983].

Réaffirmé par Porfirio Díaz en 1908 lors de l'entretien avec Creelman, le projet de fédéralisation de l'enseignement n'aboutit néanmoins pas complètement à la fin du

---

[980] Dans l'argumentaire de ceux qui s'opposent à la fédéralisation éducative apparaît également de façon récurrente l'idée que dans un pays culturellement, économiquement voire linguistiquement aussi hétérogène que le Mexique, l'uniformisation de l'éducation ne serait non seulement pas souhaitable, mais totalement impossible.

[981] *Jalisco Libre,* Guadalajara, 8 mars 1908, p. 1-2, « La federalización de la enseñanza ». Le journal reproduit ici un article publié dans le *Diario de México,* qui commente lui-même un article publié dans le journal *El Imparcial. Jalisco Libre,* Guadalajara, 21 mars 1908, p. 1, « La enseñanza de las profesiones ». Le journal reproduit un article publié originellement à Monterrey.

[982] « El sistema educativo federal mexicano fue imaginado por sus fundadores como un mecanismo que iba a complementar y estimular la iniciativa educativa de los estados y los ayuntamientos ». Alberto ARNAUT, *op. cit.,* p. 19.

[983] Dans l'ouvrage déjà cité, François-Xavier Guerra avance les chiffres suivants. Alors qu'en 1874, les *municipios* financent 90 % des écoles primaires (les 10 % restant sont assumés par le gouvernement central), elles ne sont plus chargées que de 20 % en 1900. François-Xavier GUERRA, *Le Mexique…, op. cit,* p. 380.

Porfiriat, notamment du fait de « la résistance des professeurs et des autorités éducatives des États, du désaccord des autorités éducatives fédérales entre elles, et de la Révolution mexicaine »[984].

Les gouvernements issus de cette dernière prétendent, dans un premier temps, prolonger l'œuvre de centralisation éducative initiée sous le Porfiriat, en réorganisant notamment les Congrès nationaux sur l'éducation primaire, qui réunissent l'ensemble des autorités régionales et centrales sur la question. Ces congrès aboutissent cependant à une remise en cause du processus de fédéralisation tel qu'il a été mis en place sous Porfirio Díaz, l'assimilant clairement à une centralisation caractéristique du despotisme porfirien avec lequel la Révolution prétend rompre. Ainsi, lors d'un Congrès organisé en 1911 est fortement remise en cause cette notion de fédéralisation, alors interprétée comme une centralisation qui menacerait la souveraineté des États. José López Portillo y Rojas, alors sous-secrétaire du ministère de l'Enseignement public, clôture le congrès en s'adressant aux participants en ces termes :

> « Vous vous êtes prononcés […] contre la fédéralisation de l'enseignement par crainte du centralisme. En votre qualité de représentants d'entités politiques souveraines, vous avez rempli sans nul doute votre obligation à suivre ce chemin, parce que les lois relatives à l'instruction publique et leur mise en application sont des questions qui reviennent entièrement à l'indépendance et à la souveraineté de chaque État[985] ».

Interprété par Portillo y Rojas comme la preuve que la Révolution n'est pas parvenue à perturber l'organisation fondamentale des États, cet abandon du projet porfirien de fédéralisation éducative au début des années 1910 est illustré par l'organisation de congrès éducatifs nationaux en province, comme témoignage du processus décentralisateur alors souhaité[986]. Cet abandon du centralisme porfirien dans le domaine éducatif est néanmoins de courte durée, la Constitution de 1917

---

[984] « Al fracaso de la idea de federalizar la enseñanza contribuyó la resistencia de los maestros y las autoridades educativas de los estados, el desacuerdo entre las propias autoridades educativas federales y la Revolución mexicana ». Alberto ARNAUT, *op. cit.,* p. 95.

[985] « Os habéis pronunciado […] contra la federalización de la enseñanza por temor al centralismo. En vuestra calidad de representantes de entidades políticas soberanas, habéis cumplido sin duda vuestra obligación al seguir esa senda, porque las leyes relativas a la instrucción pública y la ejecución de ellas, son asuntos que corresponden por entero a la independencia y soberanía de cada Estado ». Cité par Alberto ARNAUT, *op. cit.,* p. 107.

[986] En 1912, le troisième Congrès National sur l'Éducation primaire est organisé à Jalapa, celui de 1913 à San Luis Potosi et celui de 1915 à Pachuca.

réaffirmant le pouvoir de l'État central sur cette question, sous le terme non plus de « fédéralisation » – qui devient progressivement synonyme de décentralisation –, mais de « nationalisation »[987].

Au Pérou, le débat sur la question éducative s'articule également autour d'une plus ou moins grande centralisation de la part du pouvoir central, mais qui concerne principalement l'éducation supérieure et le domaine universitaire. En effet, la *Ley de Municipalidades* de 1873 attribue officiellement aux *Concejos departamentales* et *provinciales* le financement et la gestion de l'enseignement primaire gratuit[988], pour lequel ils reçoivent les deux tiers des impôts directs prélevés dans les régions. Si les Conseils départementaux rencontrent quelques difficultés dans le financement des écoles au moment de la Guerre du Pacifique[989], ce système ne semble néanmoins pas faire l'objet de remises en cause jusqu'au début du XXe siècle. La gestion universitaire, en revanche – et à l'inverse de ce qui peut être observé au même moment à Guadalajara[990] – constitue un point de tension constant entre les pouvoirs régionaux *arequipeños* et le pouvoir central.

Inaugurée officiellement le 11 novembre 1828[991], l'Université d'Arequipa – aujourd'hui connue sous le nom d'Universidad Nacional San Agustín de Arequipa – semble entrer constamment en compétition avec le monde universitaire liménien, alors représenté par l'Universidad Mayor de San Marcos. Par exemple, et alors que le

---

[987] Nous reviendrons sur le centralisme éducatif instauré par la Constitution révolutionnaire de 1917 dans le chapitre suivant.

[988] *La Bolsa,* Arequipa, « Crónica », 21 janvier 1881, p. 1, « Escuelas municipales ».

[989] *La Bolsa,* Arequipa, « Editorial », 24 janvier 1882, p. 1, « Instrucción primaria ». Les difficultés financières suites à la crise du *guano* et à la Guerre du Pacifique sont toutefois bien réelles, et compliquent gravement le processus de décentralisation éducative. Cette articulation entre éducation et crise fiscale a été analysée dans le travail suivant : Alex LOAYZA P. et Ximena RECIO P., « *Proyectos educativos y formación de la República* », *in* Cristobal ALJOVIN DE LOSADA, Eduardo CAVIERES F., *et alii, Chile - Perú, Perú – Chile : 1820 - 1920. Desarrollos políticos, económicos y culturales*, Valparaíso, Chile, Ediciones Universitarias de Valparaíso, 2005, p. 221-266.

[990] Fondée officiellement en 1791, l'Université de Guadalajara connaît une histoire mouvementée tout au long du XIXe siècle du fait des importants conflits politiques qui déchirent le pays. Entre 1826 et 1871, l'Université connaît ainsi de longues périodes de fermeture et d'inactivité, ce qui explique cette nécessité des élites locales de parachever leur formation universitaire dans la capitale du pays. L'université est de nouveau fondée en 1925 grâce à l'activité de l'intellectuel et gouverneur de l'époque José Guadalupe Zuno (1891-1980). La presse catholique locale relaie le sentiment mitigé que suscite l'ouverture de cette université « révolutionnaire » : *El Cruzado,* Guadalajara, 11 octobre 1925, p. 3, « La Universidad de Guadalajara ».

[991] La ville d'Arequipa bénéficie avant cette période d'autres institutions scientifiques et universitaires d'importance, telles que la célèbre *Academia Lauretana*. Nous renvoyons le lecteur au premier chapitre de notre étude sur cette question.

pays est en proie au terrible conflit qui l'oppose au Chili, la presse aréquipénienne semble se réjouir de ce que « au milieu des très pénibles circonstances » que le pays traverse, l'Université d'Arequipa reste la seule à encore fonctionner, « rendant d'importants services au sud du pays »[992].

L'année suivante, la presse locale déplore néanmoins le fait que l'Université d'Arequipa ne soit considérée que comme « secondaire », ce qui a entraîné une diminution de l'instruction universitaire dans l'ensemble des départements du Sud (Cuzco, Apurimac, Puno et Moquegua). Le journaliste constate toutefois que, les villes du Sud étant coupées de Lima du fait de la guerre, l'Université d'Arequipa peut – et doit – prétendre à un rôle plus important[993].

Après la guerre, et dans le contexte de reconstruction nationale, une série de réformes sont mises en place afin de réorganiser ce que l'on appelle alors l'« instruction facultative » et l'Université dans l'ensemble du pays, sur la base d'importantes restrictions budgétaires[994]. Est alors développé un projet de loi ayant pour objectif la suppression des Universités de province afin de centraliser l'éducation supérieure à Lima. La presse *arequipeña* s'oppose vivement à ce projet, insistant sur l'important rôle social et culturel joué par les Universités dans les provinces[995]. Si à Arequipa on reconnaît aisément que les Universités ne sauraient être nombreuses dans un pays où l'instruction supérieure ne concerne encore que très peu d'élèves, on déplore néanmoins la faiblesse du réseau universitaire péruvien :

> « Aujourd'hui on compte seulement dans le pays la Universidad Mayor de San Marcos, établie dans la capitale, et les mineures de Arequipa et du Cuzco, sans doute insuffisantes pour opérer l'élargissement nécessaire aux connaissances scientifiques, étant donnée l'extension de notre territoire et ses conditions particulières[996] ».

La défense de l'Université locale cristallise alors la lutte contre le centralisme liménien, au nom de l'ensemble des provinces du pays et par la voix de divers acteurs

---

[992] *La Bolsa,* Arequipa, « Crónica », 2 décembre 1881, p. 1, « Universidad ».

[993] *La Bolsa,* Arequipa, « Editorial », 25 septembre 1882, p. 1, « Universidad ».

[994] *La Bolsa,* Arequipa, « Editorial », 3 septembre 1887, p. 2, « Universidad ».

[995] *La Bolsa,* Arequipa, « Editorial », 19 janvier 1888, p. 2, « Instrucción facultativa ».

[996] « Hoy solo se cuenta en el país con la Universidad Mayor de San Marcos, establecida en la capital, y las menores de Arequipa y Cuzco, tal vez insuficientes para dar el ensanche preciso a los conocimientos científicos, dada la extensión de nuestro territorio y sus especiales condiciones ». *La Bolsa,* Arequipa, « Editorial », 14 mai 1888, p. 2, « Instrucción media y superior ».

locaux, tels que la presse ou encore les autorités dirigeantes de l'Université. Ainsi, au début et à la fin de chaque année universitaire, le Recteur de l'Université d'Arequipa a pour coutume de prononcer un vibrant discours dans lequel il rappelle systématiquement le rôle important assumé par cette institution dans le sud du Pérou[997] comme dans l'ensemble du pays[998].

L'imposant centralisme universitaire de Lima est ainsi régulièrement décrié, et ce jusqu'aux réformes universitaires mises en place au début des années 1920 sous le gouvernement de Leguía. Le 30 juin 1893, le journal *El Cosmos,* journal « scientifique et littéraire », publie un long article sur la question universitaire, qui montre comment celle-ci cristallise alors l'ensemble des griefs contre le centralisme exercé par Lima. Intitulé de façon significative « tout pour la capitale » (*« todo para la capital »),* l'article introduit en effet l'analyse en ces termes :

> « Une longue et douloureuse expérience nous convainc chaque jour un peu plus de la funeste absorption centralisatrice de la capitale. C'est de là qu'est sucé le sang de l'organisme social, laissant le reste du pays anémique. Cela se produit dans toutes les branches de l'administration, et plus spécialement dans ce qui a trait à l'enseignement supérieur. Tout pour la capitale. Lima est le Pérou, et le Pérou est Lima. Une telle réflexion nous est suggérée par le coup de force autoritaire opéré dernièrement par le Conseil Supérieur de l'Enseignement Public envers l'Université d'Arequipa. On veut donc tuer l'enseignement supérieur dans les Départements pour l'attirer dans la capitale[999] ».

Concrètement, le conflit réside dans le fait qu'en dépit d'une loi créant une faculté de Sciences politiques et administratives au sein de l'Université d'Arequipa, le

---

997 *Memoria leída por el señor Rector de la Universidad del G.P. San Agustín en la clausura del año escolar el 24 de diciembre de 1891,* 24 décembre 1891, Arequipa.

998 *Discurso leído por el Dr. D. Jorge Polar en la apertura del presente año escolar*. Arequipa, Empresa tipográfica Calle del Moral n° 66, 1897. « […] La sympathie publique entoure notre Université, la nation la soutient, la municipalité, au nom de la population d'Arequipa, la protège. Arequipa, messieurs, réclame, et a besoin de son Université, parce qu'elle est habituée aux gloires intellectuelles, et que son Université a su les lui donner en tous temps ». *Version originale de la citation :* « […] La simpatía pública rodea a nuestra Universidad ; la nación, la sostiene, el Municipio, en nombre del pueblo de Arequipa, la protege. Arequipa, señores, quiere, necesita su Universidad, porque está acostumbrada a las glorias intelectuales, y su Universidad ha sabido dárselas en todo tiempo ».

999 « Una larga y dolorosa experiencia nos convence cada día más de la funesta absorción centralizadora de la capital. De allí se chupa la sangre del organismo social, dejando la anemia en el resto del país. Esto pasa en todos los ramos de la administración, y muy especialmente en lo que se refiera a la instrucción superior. Todo para la Capital. Lima es el Perú y el Perú es Lima. Tal reflexión nos sugiere el golpe autoritario, dado últimamente por el Consejo Superior de Instrucción Pública sobre la Universidad de Arequipa. Se quiere, pues, […] matar la instrucción facultativa en los Departamentos para atraerla a la Capital ». *El Cosmos,* Arequipa, « Editorial », 30 juin 1893, p. 1« Todo para la capital ».

Conseil Supérieur de l'Enseignement a désapprouvé le plan d'étude mis en place dans le cadre de ce nouveau secteur universitaire, annulant de fait sa création. Deux ans plus tard, c'est au tour de la Faculté des Sciences d'Arequipa d'être supprimée au profit d'une faculté de pharmacie, dont les étudiants ont l'obligation de passer l'examen final à Lima afin d'obtenir leur diplôme de fin d'études[1000].

Face à ces attaques répétées du pouvoir central contre l'autonomie et le développement des universités du sud du Pérou, les étudiants et le personnel universitaire se mobilisent en 1909, avec la diffusion d'un tract à Arequipa et au Cuzco appelant à la révolte contre le centralisme exercé par Lima. La contestation dépasse la seule question universitaire pour s'attaquer également au domaine électoral et à l'imposition de candidats nommés par le centre lors des élections régionales[1001]. Le tract conclut sur un appel au soulèvement, lançant un ultimatum au centre sous la forme de deux options: le respect de l'autonomie des institutions provinciales ou la mise en place du fédéralisme. Il apparaît ici que la question universitaire devient le vecteur du mécontentement régionaliste du Sud péruvien, en permettant une mobilisation de la jeunesse comme des politiques – libéraux, principalement – autour de la lutte contre le centralisme, et en faveur, sinon du fédéralisme, du moins d'une importante décentralisation. Ce mouvement perdure et s'amplifie jusqu'en 1919, avec l'arrivée de Leguía au pouvoir[1002].

Si l'accès à une plus grande autonomie dans la gestion du contenu des enseignements semble être un objectif central pour l'Université d'Arequipa, le financement d'une telle autonomie pose problème. Le 26 septembre 1890, le journal *La Bolsa* souligne que depuis le début de la Guerre du Pacifique, l'Université locale n'a pas touché la subvention à laquelle elle a légalement droit de la part du pouvoir central. En 1890, il est par conséquent décidé que la douane du port de Mollendo remettra à Arequipa une partie de ses revenus dans le but de financer l'Université[1003].

---

[1000] *El Deber,* Arequipa, « Editorial », 28 novembre 1895, p. 2., « Universidad ».

[1001] Le texte de ce tract est reproduit en page 3 du journal *El Ariete,* Arequipa, 13 novembre 1909, p. 3, « Autonomía o Federación ». Le lecteur en trouvera de longs extraits en annexe de cette thèse.

[1002] En 1910, un discours est ainsi prononcé à l'Université d'Arequipa sur cette question du centralisme universitaire (*La Bandera Roja,* Arequipa, 20 août 1910, p. 2 « La centralización universitaria »), tandis que six ans plus tard, c'est au tour de l'enseignement professionnel et de l'École d'Ingénieurs de Lima de faire l'objet des griefs régionaux, qui accusent la capitale du pays de centraliser également ce domaine éducatif : *La Federación,* Arequipa, 8 juillet 1916, p. 4, « La Instrucción profesional es privilegio de Lima ».

[1003] *La Bolsa,* Arequipa, « Editorial », 26 septembre 1890, p. 2, « Haberes de la Universidad ».

Cette mesure n'est néanmoins pas suffisante et dix ans plus tard la presse locale réclame une augmentation des subventions allouées par le pouvoir central[1004]. Cette subvention est finalement accordée une semaine plus tard, grâce aux efforts du Recteur de l'Université, le Dr. Jorge Polar, qui obtient par ailleurs que l'Université ne soit plus qualifiée de *« menor »*, mais au contraire considérée comme un centre universitaire de première importance dans le pays[1005].

Cette dernière négociation autour des subventions réclamées au pouvoir central, dans le même temps qu'est exigée une plus grande autonomie, montre bien comment, à Guadalajara comme à Arequipa, on ne saurait négocier une plus grande marge de manœuvre par rapport au centre sans prendre en compte son coût financier. C'est probablement là que réside la principale contradiction du discours régionaliste tel qu'il s'exprime dans les deux villes, et dont les questions de la fiscalité et de l'éducation permettent de rendre compte. Si les pouvoirs régionaux ont à cœur de défendre leur autonomie ou leur souveraineté dans la gestion interne des affaires locales, la charge financière que cela implique est cependant rarement assumée, le centre devant alors doter les régions des moyens nécessaires à leur autonomie.

Si la presse *tapatía* et la presse *arequipeña* semblent avoir pleinement conscience de cet impératif financier dans la défense de l'autonomie locale, elles

---

[1004] *La Bolsa,* Arequipa, « Editorial », 20 septembre 1900, p. 2, « Universidades ».

[1005] *La Bolsa,* Arequipa, « Crónica », 28 septembre 1900, p. 2, « Universidad Del G.P.S. Agustín » : « En raison des efforts du Recteur de ce Centre d'Enseignement Supérieur, le Dr. Jorge Polar, le nouveau règlement autorisera un complément des Facultés de Lettres et de Sciences de notre université. En attendant subsisteront les actuelles sections ayant la faculté de délivrer les grades de *bachiller,* jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau règlement. Les enseignants avec lesquels seront fondées les Facultées y seront considérés Docteurs. L'Université d'Arequipa ne sera plus *Menor.* Par ailleurs, on espère que soit approuvée au Congrès une augmentation de la subvention d'au moins 3000, sur proposition du Gouvernement. En ce qui concerne l'organisation interne de l'université, elle continuera sous la forme d'un 'Conseil universitaire' et ne sera pas exigée la constitution de facultés indépendantes, en raison du manque de personnel enseignant. Le Dr. Polar mérite, en raison de ce nouveau service, la gratitude de la jeunesse étudiante et de ceux qui s'intéressent au progrès et au développement de l'intellectualité d'Arequipa. C'est avec des faits que l'on travaille, et non avec des mots qui ne conduisent à rien ». *Version originale de la citation :* « Debido a los esfuerzos del Rector de este Centro de Instrucción Superior, Dr. Jorge Polar, se autorizará por el nuevo Reglamento para completar las Facultades de Letras y Ciencias de nuestra universidad. Mientras tanto subsistirán las actuales secciones con la facultad de conferir grados de bachiller, hasta la vigencia del nuevo Reglamento. Los catedráticos con los que se funden las Facultades, serán de hecho considerados como Doctores en ellas. La Universidad de Arequipa dejará de ser *Menor.* Algo más, esperase que en el Congreso se apruebe, por lo menos, un aumento de subvención de 3 000, a propuesta del Gobierno. En cuanto a la organización interior de la universidad, continuará como 'Consejo Universitario' y no se exigirá la constitución de facultades independientes, por la falta de personal docente. El Dr. Polar se ha hecho acreedor por este nuevo servicio, a la gratitud de la juventud estudiosa y de los que se preocupan por el adelanto y desarrollo de la intelectualidad de Arequipa. Con hechos se trabaja, no con palabras que a nada conducen ».

témoignent toutefois d'un renforcement du discours régionaliste local. Pensé comme une opposition idéologique et discursive au processus de centralisation à l'œuvre à travers ces mesures fiscales et éducatives, le régionalisme fait également partie intégrante du phénomène de consolidation nationale, c'est ce qu'il nous faut à présent expliciter.

## Le régionalisme, moteur de la construction nationale ?

Question sans nul doute fondamentale pour comprendre les processus de construction nationale à travers le monde, le régionalisme a fait l'objet d'études à la fois générales et synthétiques au sein de l'historiographie française à partir des années 1970, études qui nous fournissent un certain nombre de pistes de réflexion particulièrement stimulantes afin de penser les cas *tapatío* et *arequipeño.*

Au milieu des années 1970 divers historiens et sociologues se réunissent à Strasbourg pour discuter de la *« Région et [du] régionalisme en France »* depuis le XVIIIe siècle. Dans la synthèse de ce colloque qu'il propose six ans plus tard, l'historien Christophe Charle met en avant les grandes lignes d'analyse proposées alors par les participants au colloque[1006]. L'une des conclusions de cette rencontre est qu'en France,

> « le régionalisme du XIXe siècle apparaît avant tout comme une tentative des notables pour perpétuer une culture locale élitiste, donc sans véritable dimension politique. Pour les couches populaires non francophones en revanche, l'acquisition de la langue dominante, qui a résulté plutôt des transformations sociales que de la politique scolaire, apparaissait comme une émancipation de l'emprise des notables. Aussi les forces sociales susceptibles d'animer un mouvement régionaliste étaient-elles limitées et le plus souvent prêtes à transiger avec le pouvoir central dans les domaines économique ou politique en fonction de leurs intérêts locaux bien compris. Les fondements d'une conscience régionale semblent donc être, hier et aujourd'hui, moins de nature politique que sociale ou idéologique[1007] ».

[1006] Christophe CHARLE, « Région et conscience régionale en France », *Actes de la recherche en sciences sociales,* n°35, 1980, p. 37-43. Organisé en 1974 à Strasbourg, ce colloque rassemble d'importants intellectuels français de l'époque tels que Pierre Bourdieu et Alain Corbin.

[1007] *Ibid.*

Si la dimension linguistique, caractéristique de la question régionale française au tournant des XIXe et XXe siècles[1008], ne rentre pas dans le cadre de l'analyse du régionalisme *tapatío* et *arequipeño,* ces conclusions permettent néanmoins de poser un certain nombre de questions fondamentales. La première concerne l'assise populaire du sentiment régionaliste à Guadalajara et à Arequipa : si la presse locale témoigne avec régularité de ce sentiment, peut-on pour autant conclure à un sentiment répandu dans l'ensemble de la population locale ?[1009] Le chapitre précédent a montré comment, à Guadalajara, les élites locales substituent progressivement à l'expression de leur traditionnel régionalisme, une négociation avec le pouvoir central, dans la défense de ces « intérêts locaux bien compris ». À Arequipa néanmoins, les postures régionalistes semblent au contraire s'affirmer au cours de la période étudiée et la critique du pouvoir central s'accentuer. Est-ce que l'on peut alors distinguer un régionalisme plutôt politique dans un cas – celui d'Arequipa – d'un régionalisme plus idéologique et culturel dans l'autre – celui de Guadalajara –, ou est-ce que, au contraire, les fondements de la conscience régionale sont les mêmes dans les deux villes ?

Les travaux de Anne-Marie Thiesse sur le régionalisme à la Belle Époque[1010] et dans la littérature[1011] en France sont d'une grande utilité pour penser les diverses manifestations formelles que peut prendre ce mouvement, à la fois politique et culturel. Ils montrent par ailleurs à quel point ce tournant des XIXe et XXe siècles constitue une étape-clé dans la définition des identités régionales en France, ce qui nous invite à penser la périodicité du sentiment régionaliste au Mexique et au Pérou.

---

[1008] L'ouvrage de Jean-François Chanet sur l'école de la IIIe République en France offre une analyse documentée de cette question. Voir notamment le sixième chapitre (« Langue maternelle et langue nationale : concurrence ou complémentarité ? ») de son ouvrage *L'École républicaine et les petites patries, op.cit.* L'importance de la dimension linguistique ne saurait faire sens dans des pays majoritairement hispanophones et où la diversité linguistique relève plus d'une problématique ethnique que de disparités régionales. La question des espaces ethnolinguistiques Quechua au Pérou ou Ch'ol (branche de la famille linguistique maya) au Mexique dépassent par exemple les logiques régionales contemporaines, sans toutefois s'y superposer complètement.

[1009] Cette question renvoie au débat complexe du lien entre la presse, sa diffusion et la formation de l'opinion publique en Amérique latine, à la fin du XIXe siècle. S'il n'appartient pas à cette thèse de dessiner les contours de ce que l'on pourrait appeler « l'opinion publique », le lecteur trouvera toutefois quelques éléments de réflexion sur cette question dans le document de présentation des sources, en annexe de cette thèse.

[1010] Anne-Marie THIESSE, « L'invention du régionalisme à la Belle Époque », *Le Mouvement social*, n° 160, 1992, p. 11-32.

[1011] Anne-Marie THIESSE, « Le mouvement littéraire régionaliste (1900-1945) », *Ethnologie française, nouvelle série,* n°18, 1988.

Pour l'Amérique latine, l'historien dispose de peu d'études générales et synthétiques sur le sentiment régional pensé comme un phénomène global, présentant des caractéristiques similaires d'un pays à l'autre dans l'espace latino-américain. Parmi les quelques rares travaux sur la question, on peut citer l'article de Juan A. Oddone, « Regionalismo y nacionalismo », publié dans l'ouvrage coordonné en 1986 par Leopoldo Zea[1012]. Cet article retrace à grands traits l'histoire de l'émergence du régionalisme en Amérique latine depuis la période coloniale. Il existe par ailleurs, pour le Mexique et pour le Pérou, un certain nombre d'études de cas particulièrement utiles. Ainsi, on trouve d'importants travaux analysant le sentiment régional yucatèque aux XIXe et XXe siècles, publiés notamment par Arturo Taracena[1013] et Beatriz Urias Horcasitas. Dans l'article déjà cité[1014], cette dernière introduit l'étude du régionalisme yucatèque par un rappel détaillé des grandes étapes de construction de la conscience régionale en Amérique latine, identifiant tout d'abord une première étape dite « supranationale », durant laquelle se forment de vastes entités politiques telles que le Centre-Amérique d'Iturbide ou la confédération peruano-bolivienne de Santa Cruz. À cette première étape succède une seconde, qui correspond à la formation des différents États-nations et à l'émergence des premiers conflits régionaux.

> « En deuxième lieu, on trouve cette tendance qui appuie l'autonomie des régions qui ont été assimilées à la géographie politique des États nationaux. Cette tendance se manifeste sous diverses nuances qui englobent depuis l'imposition d'une image nationale dans une région […] à la revendication des différences régionales dans le cadre d'une nation fédéraliste ou centraliste[1015] ».

Se met alors progressivement en place dans les différents pays d'Amérique latine une contradiction politique, qui caractérise le XIXe siècle mexicain comme péruvien, entre la défense des intérêts régionaux et le rattachement au projet de

---

[1012] Juan A. ODDONE, *op. cit.*

[1013] Arturo TARACENA, « El Museo Yucateo y la reinvención de Yucatán… », *op. cit.*

[1014] Beatriz URIAS HORCASITAS, « Conciencia regional y poder central… », *op. cit.*

[1015] « En segundo lugar, encontramos la tendencia que apoya la autonomía de las regiones que han sido asimiladas a la geografía política de los Estados nacionales. Esta tendencia se manifiesta bajo diversos matices que abarcan desde la imposición definitiva de una imagen nacional en una región […] hasta la reivindicación de las diferencias regionales en el marco de una nación federalista o centralista. », *id.*, p. 60.

nation. Si Beatriz Urias Horcasitas nous met en garde contre une conception trop uniforme du régionalisme, qui connaît des manifestations et des expressions très différentes d'une région à l'autre au sein de cette « mosaïque complexe des identités régionales »[1016], elle insiste toutefois sur l'importance de prendre en compte l'histoire locale et le rôle joué par les historiens locaux dans ce processus de construction de la conscience régionale. Les cas de Guadalajara et d'Arequipa, nous le verrons, illustrent bien l'importance de ce premier paramètre historique et historiographique dans la formation de l'identité locale.

Si le Mexique a fait l'objet de plusieurs études de cas régionaux mettant en lumière le lien entre le régionalisme et le processus de consolidation de l'État central[1017], cette approche semble plus limitée pour le Pérou. Le travail de Frederica Barclay Rey de Castro reste pionnier en ce sens[1018], non seulement car il propose une analyse du sentiment régional dans le Loreto, mais aussi parce qu'il met en relation le régionalisme avec le projet fédéraliste qui y voit le jour en 1896. L'étude met alors en lumière les tensions qui subsistent entre les élites locales et le système d'État unitaire et centralisateur qui prévaut au Pérou à la fin du XIXe siècle.

### *Le sentiment régionaliste, entre nostalgie et pragmatisme*

Si le régionalisme n'est donc pas un phénomène exclusivement *tapatío* ou *arequipeño*, il apparaît toutefois que les villes de Guadalajara et d'Arequipa sont le berceau d'un processus de construction d'une conscience régionale forte et originale. De fait, et comme il en a déjà été question dans l'introduction du premier chapitre de notre étude, bon nombre d'intellectuels locaux ont alimenté ce régionalisme désormais proverbial, dans des discours que l'on se propose d'analyser ici dans le détail.

---

[1016] *Id.,* p.61.

[1017] On trouve également quelques études portant sur la formation du régionalisme dans le nord du pays par exemple (Edward J. WILLIAMS, « The resurgent North and contemporary Mexican regionalism », *Mexican Studies/Estudios Mexicanos,* vol. 6, n°2, 1990, p. 299-323), ainsi que sur la Basse-Californie (María Eugenia ALTABLE, *op. cit.*).

[1018] Frederica BARCLAY REY DE CASTRO, *op. cit.*

Nous ne reviendrons pas sur les principaux motifs et « stéréotypes » qui composent l'imaginaire régionaliste local dans les deux villes[1019], l'objectif des pages suivantes étant surtout d'identifier, dans le discours local du tournant des XIXe et XXe siècles, les principales composantes de la conscience régionale, en pleine évolution durant ces décennies. Parmi les axes organisateurs du discours régionaliste local apparaît dans les deux villes une même articulation autour de la construction historique de l'identité régionale, facteur mis en avant également par Beatriz Urias Horcasitas pour le Yucatán, et plus généralement par divers auteurs par rapport au cas français.

Dans un article théorique sur la formation et la définition de l'identité régionale en France, Élisabeth Dupoirier s'interroge sur « l'inscription dans la durée du caractère qui fonde la singularité »[1020], en d'autres termes sur la nécessaire historicisation de l'identité régionale.

> « Cette référence à l'enracinement dans un passé commun paraît à ce point indispensable aux exécutifs régionaux pour fonder l'identité régionale qu'on retrouve sans cesse cette préoccupation dans les actions de communication qu'ils entreprennent. La quête identitaire passe souvent par un '*réinvestissement généalogique de l'identité provinciale'* […][1021] ».

C'est ce « réinvestissement généalogique de l'identité provinciale » qui garantirait le sentiment d'appartenance régionale des populations locales, comme l'illustrent parfaitement les élites *tapatías* et les élites *arequipeñas,* en se faisant l'écho dans la presse de cette préoccupation permanente d'inscrire l'identité locale dans un passé glorieux, garant de la place de la région dans la nation.

Parmi de très nombreux exemples, le 22 mai 1904, *La Gaceta de Guadalajara* fait la publicité d'un ouvrage d'histoire publié par Don Manuel Cambre sur la *Guerra de tres años*[1022]*,* valorisant le fait que

> « l'œuvre laisse transparaître un grand amour pour la terre, un souci de ne pas laisser passer inaperçu face au grand jugement de l'Histoire, le digne rôle que le Jalisco a endossé pendant la guerre d'intervention[1023] ».

---

[1019] Nous renvoyons ici le lecteur aux cinq premières pages du premier chapitre de notre étude.

[1020] Élisabeth DUPOIRIER, « L'identité régionale. Problèmes théoriques, perspectives politiques », *CURAPP- L'identité politique,* Paris, P.U.F., 1994, p. 332.

[1021] *Ibid.*

[1022] Autre nom donné à la Guerre de Réforme, qui oppose avec violence les libéraux aux conservateurs de 1857 à 1961, et aboutit à la victoire des libéraux, avec l'arrivée au pouvoir de Benito Juárez.

Là réside tout l'enjeu du discours : il s'agit de rappeler au lecteur le rôle fondamental assumé par le Jalisco dans les grands événements de l'histoire nationale, rôle non seulement de premier ordre, mais plus encore précurseur. De même, dès les premiers mois de la Révolution, la presse locale publie des articles rappelant avec véhémence le rôle joué par le Jalisco dans le processus révolutionnaire, alors même que l'État *tapatío* s'en est largement maintenu en marge. Ainsi, dès la fin de l'année 1911 et avec une anticipation exceptionnelle des critiques qui lui seront adressées après la Révolution, la presse locale défend la place du Jalisco dans le soulèvement révolutionnaire, en évoquant le rôle déclencheur du reyisme. Dans un article publié le 31 octobre 1911 et intitulé de façon éloquente « le Jalisco a été le berceau de la Révolution », le journal *El Globo* rappelle ainsi avec fierté que :

> « le Jalisco a bien aidé la Révolution, il a bien contribué à son développement et à son triomphe d'une manière efficace et importante. Pour juger le contingent apporté par le Jalisco, il ne faut pas juger *a priori,* en pensant que le seul contingent réellement effectif est celui qui se prête au triomphe d'une cause les armes à la main, comme l'ont fait les hommes de la frontière. Il est nécessaire d'analyser la partie psychologique du problème, c'est-à-dire d'en étudier les circonstances […]. Si l'on se souvient bien, – et ce malgré le droit de primatie que souhaite toujours exercer la Métropole – c'est dans le Jalisco qu'il y a trois ans ont surgi, avant que dans les autres États, les premières idées rédemptrices, le premier mouvement initial et la première secousse des esprits qui se réveillaient de leur longue léthargie pour s'initier brillamment aux luttes pour les libertés publiques, faisant depuis ici, et au moyen de la presse, un appel général à tous les enfants du pays[1024] ».

Le journaliste fait ici référence au rôle joué par les journaux reyistes *La Libertad* et *El Partido Independiente* dans la diffusion des idées ayant conduit à

---

[1023] « Nota bibliográfica - La Guerra de Tres años. La obra deja transparentar un gran cariño por la tierra, un afán de no dejar pasar inadvertido ante el gran juicio de la Historia, el dignísimo papel que Jalisco representó en la guerra de intervención ». *La Gaceta de Guadalajara,* « Notas editoriales y locales », 22 mai 1904, p. 4.

[1024] « Jalisco si ayudó la revolución, si contribuyó a su desarrollo y a su triunfo de una manera eficaz y muy importante. Para juzgar del contingente que Jalisco aportó, no hay que juzgar *a priori,* pensando que solamente es contingente efectivo, el que se presta para el triunfo de una causa con las armas en la mano, tal como lo hicieron los hombres de la frontera. Es preciso analizar la parte psicológica del problema, esto es, estudiar las circunstancias […]. Si recordamos, – y pese al derecho de primacía que siempre quiere tener la Metrópoli – fue en Jalisco, hace tres años, donde surgieron, antes que en otro Estado, las primeras ideas redentoras, el primer movimiento inicial y la primera sacudida de los espíritus que despertaban de su largo letargo para iniciarse briosamente en las luchas por las libertas públicas, haciendo desde aquí, por medio de la prensa, un llamamiento general a todos los hijos del país ». *El Globo,* « Editorial », 31 octobre 1911, « Jalisco fue la cuna de la Revolución ».

l'épanouissement de la révolution armée, puis conclut sur ce commentaire, on ne peut plus explicite :

> « À la révolution armée précède toujours la révolution des idées. Avant qu'elles s'expriment avec le fusil dans la main des hommes du peuple, se prononce le verbe des penseurs dans la chaire, dans le journal et à l'assemblée […]. Le Jalisco a lancé les premières décharges de pensées, qui se sont diffusées avec la rapidité de l'éclair dans tout l'État au début, puis dans toute la République ensuite. […] L'Histoire écrira demain les événements de cette époque, rendant justice à celui qui le mérite et donnant au Jalisco le rôle très important qui lui revient dans la Révolution et dans l'évolution actuelle[1025] ».

Ainsi, non seulement le Jalisco ne serait pas resté en marge du mouvement révolutionnaire, mais il en aurait été l'instigateur. L'argument est fort et constitue une formidable anticipation aux critiques des révolutionnaires, qui dès la fin des années 1910 qualifient de lâcheté l'attitude du Jalisco dans le conflit.

La presse aréquipénienne témoigne de cette même volonté de mettre en valeur la place de la capitale régionale dans les destins de la nation, généralement à l'occasion de la commémoration de l'Indépendance nationale, le 28 juillet de chaque année. Les festivités annuelles offrent ainsi à Arequipa l'opportunité de se replacer dans la mémoire nationale au second, voire au premier rang :

> « Il s'agit d'un sujet d'intérêt pour les enfants d'Arequipa et pour l'histoire nationale que celui de faire le vrai au sujet de la fondation de cette ville, berceau de tant d'hommes illustres, et à laquelle, du fait de son importance et de la puissante influence qu'elle a exercée sur les destins du Pérou, lui revient une place derrière la capitale, voire peut-être au premier rang pour beaucoup d'autres raisons […][1026] ».

De façon assez similaire au discours développé à Guadalajara pour justifier son rôle dans la Révolution, la presse *arequipeña* entend également revenir sur l'attitude locale durant la Guerre du Pacifique, en anticipant de la même façon, dès 1884, les

---

[1025] « A la revolución armada la precede siempre la revolución de ideas. Antes que se pronuncien con el rifle en la mano los hombres del pueblo, se pronuncia el verbo de los pensadores en la cátedra, en el periódico y en la asamblea. […] Jalisco lanzó las primeras descargas de pensamientos que se difundieron con la rapidez del rayo por todo el Estado primero y por toda la República después. […] La Historia escribirá mañana los acontecimientos de esta época, haciendo justicia a quien la tiene y dando a Jalisco el papel importantísimo que le corresponde en la revolución y en la evolución actual », *Ibid.*

[1026] « Asunto de interés para los hijos de Arequipa y para la historia nacional es el de averiguar lo cierto a cerca de la fundación de esta ciudad, cuna de tantos hombres ilustres, y a la que, por su importancia y poderoso influjo en los destinos del Perú, corresponde lugar después de la capital, y el primero tal vez por otros muchos motivos [...] ». *El Álbum,* Juin 1891, « Fundación de Arequipa ».

futures critiques extérieures face à la prétendue lâcheté aréquipénienne dans le conflit.

> « Nous savons que des informations sur l'histoire d'Arequipa au cours des six derniers mois ont commencé à être répertoriées, et comme une plume avantageuse et un sain critère sont ce qui consacre un travail d'une telle ampleur, nous ne doutons pas que cette compilation soit aussi importante que stricte, dans la narration historique des faits. À notre avis, les événements antérieurs au funeste dénouement du 25 octobre constitueront l'une des parties les plus importantes, et la recherche doit être minutieuse pour la raison qu'il faut mettre en valeur la vérité et avec elle justifier le nom d'un peuple comme celui d'Arequipa, qui n'a jamais montré de signes de lâcheté, et a au contraire su se lancer déterminé voire cruel au milieu du choc de la lutte[1027] ».

Les enjeux que représente l'élaboration d'une mémoire nationale du conflit sont ici bien compris, les combats à peine terminés. Très tôt donc, Arequipa se justifie, explique et revalorise son rôle dans la Guerre du Pacifique, dans un sens exclusivement patriotique. Plus de quarante ans plus tard, on retrouve ce même enthousiasme pour penser le rôle historique d'Arequipa dans la nation, notamment par rapport à ce que l'on a appelé le XIXe siècle républicain, ce « siècle d'Arequipa » : « Arequipa a beaucoup figuré dans l'histoire. Les mutineries et les protestations, le courage et la témérité de ses enfants, lui ont valu un célèbre épithète dans l'histoire »[1028].

L'historiographie locale contemporaine a parfaitement relayé cet orgueil historique *arequipeño,* comme c'est le cas par exemple dans les études d'Eusebio Quiroz Paz Soldán, qui alimente cette image d'Arequipa, « *caudillo colectivo de la Revolución* »[1029]. On observe le même processus historiographique à Guadalajara, avec des contributions plus ou moins scientifiques qui insistent parfois jusqu'à la

---

[1027] « Sabemos que se ha principiado a recoger datos para la historia de Arequipa durante los seis años últimos, y como pluma aventajada y sano criterio son los que se consagran a trabajo de semejante magnitud, no dudamos que esa recopilación sea tanto más importante como estricta, en la narración histórica de los hechos. A nuestro juicio, los precedentes al funesto desenlace del 25 de octubre formarán una de las partes de mayor importancia, y la investigación debe ser minuciosa por lo mismo que se debe hacer resaltar la verdad y con ella dejar vindicado el nombre de un pueblo como el de Arequipa que nunca dio muestras de cobardía, y al contrario supo lanzarse aguerrido y hasta cruel en medio del fragor de la lucha ». *La Bolsa,* « Editorial », Arequipa, 6 octobre 1884, p. 1, « Que conste ».

[1028] « Arequipa ha figurado mucho en la historia ; los amotinamientos y protestas, el valor y la temeridad de sus hijos, le dieron célebre epíteto en la historia ». *Garabatos,* Arequipa, 21 août 1927, p. 6, « Arequipa ».

[1029] Eusebio QUIROZ PAZ SOLDÁN, « Arequipa, pasado y presente », *op. cit.*

caricature sur le rôle joué par la capitale *tapatía* dans les destins de la nation, attestant l'attachement de toute une génération d'intellectuels *jaliscienses* à « *su tierra tapatía* », à son histoire et à sa place dans la nation. Parmi divers exemples, en 1987 et à l'occasion d'une réunion de la *Sociedad Mexicana de Geografía y Estadística*, l'intellectuel et écrivain Gabriel Agraz García de Alba (1926-2009), grande figure de l'historiographie locale « classique »[1030], présente une conférence rappelant les principales étapes de l'histoire *jalisciense*[1031]. L'objectif de cet exposé est clair : il s'agit de démontrer le rôle prépondérant joué par le Jalisco dans l'histoire de la nation, depuis la période coloniale jusqu'au XXe siècle. L'auteur explique ainsi avec emphase, mais aussi avec un certain manque de distance critique, que les *jaliscienses* ont non seulement participé activement aux grandes étapes de l'histoire nationale, mais en sont également bien souvent à l'origine. Au sujet de l'Indépendance du pays, Agraz García de Alba affirme ainsi que

> « c'est de la bouche d'un *jalisciense* qu'a surgi la première voix de liberté au sein de la mairie de la ville de Mexico [...], le premier qui a proclamé à Mexico la souveraineté populaire, et qui est de ce fait le sublime chevalier de la liberté et de la démocratie américaine, qui a été pour cette raison le Précurseur idéologique de l'Indépendance nationale, qui a offert sa vie avec grandeur et amour pour soutenir ce principe. Cet homme qui a eu l'intégrité et le courage civil de la proclamer a été le proto-martyr de notre indépendance, le Lic. Francisco Primo de Pierio Verdad y Ramos[1032] ».

De la même façon, et dans la lignée de ce que défend la presse locale dès 1911, Agraz García de Alba présente également le Jalisco comme le précurseur idéologique

---

[1030] Par « classique », on entend cette historiographie issue de la plume de chroniqueurs, amoureux de leur région natale et qui commencent généralement leur carrière par une histoire de leur village, de leur quartier ou de leur famille, comme c'est le cas d'Agraz García de Alba. On doit à ces érudits locaux des sommes informatives importantes sur l'histoire locale, dans des ouvrages qui insistent sur la dimension exceptionnelle de la trajectoire historique locale. C'est le cas, dans une certaine mesure, de Juan B. Iguíniz, qui a compilé avec passion témoignages et informations historiques sur l'histoire de Guadalajara. Dans une certaine mesure, les historiens *arequipeños* Juan Guillermo Carpio Muñoz et Eusebio Quiroz Paz Soldán appartiennent à cette tendance désormais minoritaire de l'historiographie locale.

[1031] Gabriel AGRAZ GARCÍA DE ALBA, *Esencias de Jalisco en el proceso histórico de México,* México D.F., Edición del autor, 1987. Conférence publiée dans le cadre des activités de la *Sociedad Mexicana de Geografía y Estadística.*

[1032] « Fue de boca de un jalisciense de donde brotó la primera voz de libertad en el recinto del Ayuntamiento de la ciudad de México [...] ; el primero que proclamó en México la soberanía popular, por ello es el paladín excelso de la libertad y democracia americana ; fue por tanto el Precursor ideológico de la Independencia Nacional, quien ofrendó con grandeza y amor su vida por sostener ese principio. Ese hombre que tuvo la entereza y el valor civil de proclamarlo fue el protomártir de nuestra independencia, licenciado don Francisco Primo de Pierio Verdad y Ramos », *id.,* p. 33.

et intellectuel de la Révolution mexicaine, n'hésitant pas à qualifier la capitale *tapatía* de « berceau » du mouvement révolutionnaire :

> « Le Jalisco a anticipé les premiers pas donnés par l'apôtre de la démocratie, Don Francisco Ignacio Madero. Il ne l'a pas fait avec les armes à la main, mais au moyen de la parole écrite, qui est plus forte que l'épée[1033] ».

Ces discours historico-mythiques se développent afin de contrecarrer une historiographie nationale qui tend au contraire à isoler les deux capitales régionales des destins de la nation, alimentant leur processus de marginalisation politique à partir de la fin du XIXe siècle. Ainsi, parce que Guadalajara a souvent été considérée comme n'ayant pas participé au mouvement révolutionnaire, et Arequipa comme ayant fait preuve d'une impardonnable lâcheté lors de la Guerre du Pacifique, les deux villes réaffirment avec vigueur leur engagement patriotique lors de ces événements. À Arequipa comme à Guadalajara, l'élaboration d'une conscience régionale passe donc par une réhabilitation du rôle joué par la région dans les destins de la nation.

Dans cette démarche de revalorisation de la place occupée par la capitale régionale dans les grands événements de l'histoire nationale, les historiens locaux jouent un rôle fondamental[1034] et s'inscrivent de ce fait dans le phénomène national d'élaboration de l'*historia patria.* Toutefois, on peut se demander si cette élaboration d'une histoire régionale spécifique et exemplaire n'entre pas en conflit avec le même processus à l'échelle nationale. Il s'agirait alors d'un niveau supplémentaire de l'affrontement entre le pouvoir central, duquel émane l'historiographie nationale officielle, et les régions.

En effet, le développement de cette geste régionale apparaît avec force au moment où les deux villes se trouvent affaiblies par la réorganisation des rapports de force nationaux, à la faveur du renforcement du centralisme exercé par la capitale du pays. Cet isolement progressif du Jalisco et de la région d'Arequipa dans l'historiographie nationale en train de se construire à la fin du XIXe siècle a pour conséquence immédiate – et il s'agit là du deuxième axe structurant le discours régionaliste local à cette époque – l'expression d'un sentiment de déclin dans les deux

---

[1033] « Jalisco se adelantó a los primeros pasos que diera el apóstol de la democracia, don Francisco Ignacio Madero. No lo hizo con las armas en la mano, sino por medio de la palabra escrita, que es más fuerte que la espada, […] », *id.,* p. 39.

[1034] C'est le cas exemplaire de Luis Pérez Verdía, évoqué dans le premier chapitre de notre étude, et auquel on doit la première monographie historique régionale du Mexique : Luis PEREZ VERDIA, *Historia particular del Estado de Jalisco…, op. cit.*

villes. C'est une constante dans le discours tant *tapatío* qu'*arequipeño* de la fin du XIXe siècle : sur le plan artistique, intellectuel ou politique, la capitale régionale a perdu de sa splendeur et de son rayonnement dans le pays. C'est ce que suggère la presse, qui met alors en œuvre des arguments récurrents pour décrire le déclin local.

Le 4 septembre 1894, le journal aréquipénien *La Bolsa* publie en première page une collaboration de l'intellectuel *arequipeño* Andrés Menéses, qui illustre cette grande nostalgie de l'intellectualité locale face à ce qu'elle considère un véritable déclin de la vie culturelle locale, qu'accompagne une perte d'influence des *arequipeños* sur la scène politique nationale.

> « Arequipa s'est toujours enorgueillie de la grandeur de ses enfants : elle les a toujours connus très distingués et éminents en politique, au parlement, dans la magistrature, et dans toutes les sphères du mouvement social. Qui ne se souvient des Luna Pizarro, Gómez Sanchez, Carpio, Melgar, Paz Soldan, Ureta Pacheco, Tejeda et tant d'autres qui ont fait l'honneur des institutions auxquelles ils ont appartenu et ont été, on peut encore le dire sans exagération, le centre générateur de grandes idées ?
>
> Quand l'aurore de l'Indépendance nationale faisait apparaître son souriant et splendide visage aux yeux de l'ensemble des pays du nouveau continent, et que le Pérou assumait la tâche de rompre ses chaînes séculaires, ce fut une pléiade d'Aréquipéniens qui jetèrent les bases de la démocratie, en proclamant la République comme système de gouvernement et en reconnaissant la liberté et l'égalité comme les bases les plus solides du progrès social. […] Plus tard se développait le système républicain, avec cette lenteur propre aux grandes entreprises, en se heurtant aux obstacles liés aux habitudes anciennes de la vieille monarchie, et les Aréquipéniens, avec un cœur d'acier forgé à la chaleur des émanations du Misti, contribuèrent avec leur sang et leurs idées à la consolidation des institutions, en se distinguant dans toutes les branches de l'administration et de la politique et en servant de guide à leurs compatriotes sur le chemin du progrès. Arequipa a été, à une époque, la Dame du Pérou : ses fils voyageaient dans tous les départements en mettant en avant leur filiation aréquipénienne, dans l'exercice des principales charges publiques : les ministères étaient, dans leur majeure partie, détenus par les fils du Misti et presque toutes les branches de l'administration publique étaient en possession de nos compatriotes. La scène a changé, il est vrai, mais nous supposons que ce changement sera momentané. De la même façon que le soleil qui perce,

> radieux, le firmament est parfois masqué par un petit nuage pour ensuite refléter ses beaux rayons sur la surface de la terre […][1035] ».

On retrouve dans ces lignes le discours destiné à valoriser le rôle essentiel et précurseur joué par les élites locales dans les destins de la nation au moment de l'Indépendance, alors même qu'Arequipa s'était en réalité distinguée par son attachement à la monarchie. Décrite comme un simple « nuage » qui ternirait momentanément la splendeur et le rayonnement de la ville d'Arequipa, ce déclin de l'influence des *arequipeños* dans la politique nationale fait cependant l'objet d'une préoccupation bien réelle. Dans la deuxième moitié des années 1890, la presse locale se fait l'écho du pessimisme ambiant, relayant un profond sentiment de déclin qui conclurait avec nostalgie le brillant XIXe siècle aréquipénien.

> « La société dans laquelle nous vivons présente tous les aléas de l'enfance et toutes les monomanies de la décrépitude. […] Notre société, après avoir caressé en vain tous les idéaux, a fini par les mépriser et est aujourd'hui pessimiste et sceptique ; après avoir malencontreusement perdu toutes ses activités, elle témoigne aujourd'hui, comme une conséquence inéluctable, d'une 'horreur de l'action', après avoir expérimenté les plus énergiques et les plus brusques convulsions elle souffre aujourd'hui de l'extrême lassitude d'une convalescence qui fera souffrir sans doute encore deux générations […]. En prenant la tête de luttes infructueuses, Arequipa a perdu beaucoup de sang et est anémique ; elle a perdu ses quelques capitaux et elle est économiquement épuisée ; elle a perdu la foi dans la persévérance du travail ; sa démission par rapport à un labeur tenace, de même qu'une invincible paresse qu'avec raison

---

[1035] « Siempre se enorgulleció, Arequipa, con la grandeza de sus hijos : siempre los tuvo muy conspicuos y eminentes, en la política, en el parlamento, en la magistratura, y en todas las esferas del movimiento social. ¿Quién no recuerda a los Luna Pizarro, Gómez Sánchez, Carpio, Melgar, Paz Soldan, Ureta Pacheco, Tejeda y otros tantos que han sido la honra de las instituciones a que pertenecieron, y aún podemos decirlo sin hipérbole, el centro generador de las grandes ideas? Cuando la aurora de la independencia patria, asomaba su faz risueña y esplendorosa a las comarcas del nuevo continente, y el Perú asumió la tarea de romper sus seculares cadenas, fue una pléyade de arequipeños, quienes echaron las bases de la democracia, proclamando la república como sistema de gobierno y reconociendo la libertad e igualdad como las bases más sólidas del progreso social. […] Se desarrollaba, más tarde, el sistema republicano, con aquella lentitud de las grandes empresas, chocando con los obstáculos consiguientes a los antiguos hábitos de la vieja monarquía, y los arequipeños, con el corazón templado como el acero, al calor de las emanaciones del Misti, contribuyeron con su sangre y con sus ideas, a consolidar las instituciones, haciéndose sobresalientes en todos los ramos de la administración y de la política y sirviendo de guía a sus compatriotas, en la senda del progreso. Fue, en un tiempo, Arequipa, la señora del Perú : paseaban sus hijos los departamentos todos, ostentando su filiación arequipeña, en el desempeño de los principales empleos públicos : los ministerios eran, en su mayor parte, desempeñados por los hijos del Misti, y casi los ramos todos de la administración pública, estaban bajo la posesión de nuestros paisanos. Ha cambiado la escena, es cierto ; pero suponemos que sea, ese cambio, momentáneo. También el sol que atravieza [sic.] radiante el firmamento, es opacado algunas veces, por una nubecilla, para reflejar mas luego sus hermosos rayos, sobre la superficie de la tierra. […] ». *La Bolsa,* Arequipa, « Editorial », 4 septembre 1894, p. 1, « Centro Artístico ».

> on peut qualifier de morbide, dominent complètement toutes les classes sociales, atrophient toutes les institutions publiques […] en annulant, enfin, l'action sociale et en tuant l'initiative privée, et cette belle tendance à l'impatience, à l'aventure et au progrès, propre à l'enfance des peuples […][1036] ».

Assimilée à un corps malade, anémique et vidé de toute énergie, Arequipa est l'image même de la décadence, de la force perdue. Atrophie, torpeur, lassitude, pessimisme, scepticisme, paresse et « horreur de l'action »: l'auteur emprunte ici au registre littéraire décadentiste, alors en plein développement en France (1880-1900)[1037], comme dans l'ensemble de l'Amérique latine[1038].

On retrouve ce même sentiment de déclin dans la presse *tapatía,* et ce dès l'époque vallartiste et les années 1870, sentiment qui devient le moteur du régionalisme local. Dans un article publié le 27 juin 1880 en pleine période électorale, le *Juan Panadero* évoque la grandeur passée de l'État et appelle au réveil du « lion endormi », soumis par les abus répétés des autorités locales, et tout particulièrement par l'administration gouvernementale issue du « vallartisme ».

---

[1036] « Tiene la sociedad en que vivimos todas las veleidades de la infancia y todas las monomanía de la decrepitud. […] Nuestra sociedad después de haber acariciado en vano todos los ideales, ha concluido por desdeñarlos y hoy es permisita y escéptica ; después de haber derrochado lastimosamente todas sus actividades, tiene hoy, como ineludible consecuencia 'horror a la acción', después de haber experimentado las más enérgicas, las más bruscas convulsiones sufre hoy la laxitud extrema de una convalecencia que atormentará tal vez a dos generaciones más […].Ha perdido Arequipa mucha sangre, encabezando luchas infructuosas y está anémica ; ha perdido sus pocos capitales y está económicamente exhausta ; ha perdido la fe en el trabajo perseverante, la demisión para la labor tenaz y una desidia invencible a la que, con mucha razón, podemos llamar mórbida, domina por completo en todas las clases sociales, atrofia todas las instituciones públicas […] anulando, en fin, la acción social y matando la iniciativa particular, y esa preciosa tendencia inquieta, aventurera, progresista, de los pueblos en su infancia ». *El Cosmos,* Arequipa, « Editorial », 24 mai 1893, p. 1, « Analicemos ».

[1037] Sur le sentiment de décadence en France à la fin du XIXe siècle et son développement discursif, voir l'article de Jean-François DUNYACH, « Histoire et décadence en France à la fin du XIXe siècle. Hippolyte Taine et Les origines de la France contemporaine », *Mil neuf cent,* n°14, 1996, p. 115-137.

[1038] Il n'est sans doute pas inutile de rappeler ici que le mouvement décadentiste, plus généralement appelé « moderniste » en Amérique latine connaît un certain écho dans le Pérou de l'après-guerre du Pacifique, sous la plume d'auteurs tels que le poète César Vallejo (1892-1938) ou le romancier Clemente Palma (1872-1946). À Arequipa, le modernisme se développe à la fois comme une rupture et comme un héritage du mouvement romantique représenté par Jorge Polar, auquel le jeune Francisco Mostajo dédie la dissertation publiée en 1896 sous le titre de *El modernismo y el americanismo,* dissertation qui analyse cette rupture à la fois littéraire, sociale et morale qu'incarne le décadentisme *arequipeño.* Marqué par des influences littéraires européennes, mais aussi, et surtout, nationales (on peut notamment citer le travail du poète liménien José Santos Chocano (1875-1934)), le modernisme se nourrit à Arequipa de ce sentiment provincial d'être en marge, en perte d'influence au niveau national. Voir le travail de Francisco MOSTAJO, « El modernismo y el Americanismo », Arequipa, Imprenta de *La Revista del Sur,* 1896. Dissertation présentée à l'Université de Arequipa pour obtenir le diplôme de « *Bachillerato* », Faculté de Lettres et Philosophie. Dans cette dissertation, Mostajo évoque une véritable révolution littéraire et morale, matérialisée par une rupture avec les anciens modèles culturels. Voir notamment l'introduction à cette dissertation, p. 3-4.

> « Tous les États de la République qui connaissent l'histoire du Jalisco au cours des neuf dernières années[1039] et qui ont suivi pas à pas cette tragédie sociale et assisté aux convulsions de tout un peuple se débattant entre les griffes d'une féroce clique d'aventuriers, ont aujourd'hui le regard rivé sur nous et espèrent que les actuelles élections, comme une pierre de touche, leur fasse connaître le degré d'intégrité, de dignité et de patriotisme du peuple *jalisciense.* […] L'heure est arrivée de leur démontrer ce que nous sommes et ce que nous valons. Le Jalisco, tel un lion endormi, se trouve dans l'arène d'un cirque immense formé par tous les peuples de la nation mexicaine rassemblés pour assister à son réveil. Les regards palpitants de nos frères espèrent avec impatience le moment où ce lion, hérissant sa crinière, se lancera sur les lévriers qui, en profitant de son long sommeil, se sont moqués de lui et ont tissé un réseau de chaînes pour le soumettre, réseau qu'il rompra facilement à la première impulsion pour reconquérir sa liberté et détruire ses oppresseurs[1040] ».

L'enjeu est clair : avec ces élections, il s'agit d'en finir avec une « administration corruptrice, despotique et immorale »[1041] jugée responsable de la décadence morale et politique du Jalisco, afin de montrer au reste du pays que les *jaliscienses* sont encore « le peuple digne, fier et courageux qui à une autre époque avait valu au Jalisco le titre de géant de l'Occident »[1042]. Les préoccupations du journaliste vont directement au maintien d'un certain rang au sein de la nation, perdu au fil des années. Cette image du « lion endormi » illustre parfaitement cette nostalgie d'un passé glorieux, d'une ville forte et indépendante, mais temporairement soumise au pouvoir politique.

Il est intéressant de noter que cette comparaison de la ville avec un lion endormi est également une constante dans le discours *arequipeño*[1043]. On désigne ainsi régulièrement Arequipa comme le « Lion du Sud »[1044], en en déplorant la même soumission :

---

[1039] C'est-à-dire depuis l'arrivée au pouvoir de Vallarta, en 1871.

[1040] *Juan Panadero,* Guadalajara, « Editorial », 27 juin 1880, p. 1, « Hemos llegado ».

[1041] *Ibid.*

[1042] « Aun somos el pueblo digno, altivo y valiente que en otro tiempo conquistó para Jalisco el título de gigante de Occidente ». *Ibid.*

[1043] Nous reviendrons sur cette figure métaphorique du lion dans la troisième partie de notre étude, celle-ci connaissant un important réinvestissement dans le mouvement régionaliste qui se recompose à partir des années 1920 à Arequipa. Pour un aperçu graphique de l'utilisation de cette image dans les caricatures présentées dans la presse locale des années 1920, voir le document en annexe.

[1044] *La Federación,* Arequipa, 5 août 1916, p. 1, « Instantáneas »; *Garabatos,* Arequipa, « Editorial », Août 1927, p. 1, « El León del Sur no está dormido ».

> « Ainsi le Tuturuto[1045], tout petit et pauvre est fier d'être arrivé à son anniversaire, avec la seule faveur du public, de ce public qui conserve encore dans son sang un peu de ce qui a été à une autre époque le LION DU SUD. Ce lion qui, sur les versants du majestueux Misti, dort tranquille et enchaîné, espérant qu'un jour ses fils le libèrent pour qu'il se sente à nouveau fort et vigoureux, pour secouer sa crinière et renouer avec la lutte et le courage d'autrefois […][1046] ».

Si au début des années 1880 la presse *tapatía* semble toujours croire à un possible réveil du « lion » *jalisciense,* elle se fait vingt ans plus tard l'écho d'un déclin qui semble définitif, cette fois lié au centralisme imposé par le pouvoir porfirien et à une situation économique de plus en plus catastrophique.

> « Si nous n'avions pas jusque dans le sang, nous les fils de cette terre, un certain sens de l'humour, ce qui est en train de se passer pourrait nous faire pleurer. Le Jalisco est aujourd'hui le centre des potins du pays tout entier, partout – et malheureusement, avec raison – on a pitié de nous. Nous sommes un État qui défaillit, nous sommes en banqueroute et bientôt dans la misère, nous sommes un organisme qui se décompose. […] Avec raison tout le monde a pitié de nous, mais d'une compassion qui devrait nous faire rougir de honte. Pour cette raison, et tant que les choses ne changeront pas, et de cela il n'y a de signes ni proches ni lointains, il serait convenable de commencer un changement de nom pour l'État, changeant celui de Jalisco pour celui de *Jalisquillo*[1047]*.* Ce serait un acte de justice, parce que le nom de Jalisco a toujours été uni aux idées de liberté, d'ordre, d'intégrité, de culture, de civisme, de progrès, et comme désormais, on ne peut même plus se consoler avec cela, il est de stricte justice que s'archive ce nom pour ne pas le profaner, tant que l'on peut encore revendiquer tout ce qui a été perdu. […][1048] ».

---

[1045] Il s'agit ici du nom du journal qui publie cet extrait. Fondé en 1929, *El Tuturuto* s'auto-définit comme une « Revista quincenal. Revista seria i jocosa de Crítica i Literatura. La redactan quienes se interesan por el bien nacional i social ». La revue doit son nom au « Tuturuto » ou « Tuturutu », petit personnage sculpté au sommet de la fontaine qui orne la Plaza de Armas de Arequipa depuis le XVIII^e^ siècle.

[1046] « Así el Tuturuto, pequeñito y pobre esta orgulloso de haber llegado a su aniversario, solo con el favor del publico, de ese publico , que todavía conserva en su sangre algo de lo que fuera en otros tiempos EL LEÓN DEL SUR. Ese león, que a las faldas del majestuoso Misti, duerme tranquilo, y encadenado, esperando que sus hijos algún día, le liberten y de nuevo vuelva a sentirse fuerte y vigoroso, para sacudir su melena y reanudar su lucha y valentía de otras horas... [...] ». *El Tuturuto,* Arequipa, 9 février 1930, « Un año! ».

[1047] On pourrait traduire par « petit Jalisco ».

[1048] « Si no tuviéramos hasta dentro de los huesos, cierto buen humorcillo, los hijos de esta tierra, casi era para llorar las cosas que nos pasan. Jalisco ahora es la comidilla del país entero, en todas partes -y por desgracia, con razón- nos compadecen. Somos un estado que desfallece, estamos en la bancarrota, y pronto en la miseria, somos un organismo que se descompone. [...] Con razón todo el mundo nos

Écho d'une même idée de déclin politique et culturel, la presse locale *arequipeña* et *tapatía* relaie ce qu'il conviendrait de qualifier d'esprit « fin de siècle », référence certes française, mais qui prend néanmoins tout son sens dans les contextes très différents ici analysés. À Arequipa, le sentiment de décadence s'inscrit dans le contexte de la reconstruction d'après-guerre, alors qu'à Guadalajara, le sentiment de déclin local intervient dans une période de vitalité économique et politique, inaugurée par Porfirio Díaz en 1877. Il est à noter que dans les deux cas, ce sentiment de déclin exprimé au niveau local contraste avec un certain optimisme modernisateur sur le plan national, exprimé par les gouvernements alors en place. On a ainsi affaire à l'élaboration d'une conscience régionale caractéristique de la fin du XIXe siècle, celle d'une « seconde capitale » auparavant indépendante, influente, en opposition constante à la capitale du pays, mais qui peine à trouver sa place dans le contexte évolutif du changement de siècle, placé sous le signe de la modernisation et de la centralisation.

Si cet ancrage historique du discours régionaliste et cette expression d'un sentiment de déclin figurent de la même manière dans le discours *tapatío* et dans le discours *arequipeño,* les deux argumentaires semblent toutefois se distinguer à la fin des années 1910 et au début des années 1920. En effet, alors que Guadalajara conserve jusque dans les années 1930 un discours lié à une certaine nostalgie de sa gloire passée, le discours aréquipénien évolue progressivement vers une posture plus combative, plus constructive. Ainsi, dès le début des années 1910 apparaît dans la presse locale d'Arequipa un discours encourageant la population à une véritable mobilisation régionaliste, englobant l'ensemble des territoires du Sud péruvien. Le 22 juillet 1911, le journal libéral *El Volcán*[1049] reproduit un article initialement publié

---

compadece, pero con esa compasión que debiera hacernos enrojecer de vergüenza. Por eso, y mientras las cosas no cambian, y de ello no hay trazas ni remotas ni próximas, convendría iniciar el cambio de nombre para el Estado, trocando el de Jalisco, por *Jalisquillo.* Seria un acto de justicia, porque el nombre de Jalisco ha estado unido siempre a las ideas de libertad, orden, entereza, cultura, civismo, progreso, y como ahora, ni puede compadecerse con ellas, es de estricta justicia que se archive ese nombre para no profanarlo, mientras podemos reivindicar todo lo perdido. [...] ». *El Paladín, Semanario independiente,* Guadalajara, 21 octobre 1900, p. 3, « Jalisco no, Jalisquillo ».

[1049] Fondé en 1911 par Francisco Mostajo, le journal *El Volcán* se définit lui-même comme un « Interdiario regionalista y sin vinculación política », attaché à la défense des droits des ouvriers et des populations indiennes. Les pages du journal proposent deux sections régulières consacrées aux informations venues de Puno (« *Ecos de Puno* ») et du Cuzco (« *Actualidad cuzqueña* »), sections qui témoignent de l'engagement régionaliste du journal. La « région » ne concerne plus seulement la ville d'Arequipa et ses alentours immédiats, mais l'ensemble du Sud andin, cette vaste région culturelle et économique dont il a été question dans le deuxième chapitre de notre étude.

dans le journal *El Sur,* qui appelle les lecteurs à se mobiliser dans un vaste mouvement régionaliste, destiné à

> « encourager le progrès et le bien-être d'une Région (*Sierra,* Département, Province) par tous les moyens qui soient une garantie de sa grandeur. Au sein de ce concept entrent la connaissance et l'exploitation de ses ressources naturelles, le développement de ses industries et de son commerce, son progrès intellectuel, sa culture morale, comme moyen sûr de contribuer au bien-être national[1050] ».

Un an plus tard, ce même journal *El Sur* poursuit sa tâche régionaliste en faisant appel à la « solidarité du Sud », afin de défendre les intérêts communs à tous ses habitants, qu'ils soient d'Arequipa, du Cuzco ou de Puno[1051]. Nous reviendrons plus loin sur cet engouement régionaliste qui se développe progressivement à Arequipa au début des années 1910. Notons simplement pour le moment que, alors que le régionalisme *tapatío* semble s'essouffler dans le constat résigné de la décadence régionale, le régionalisme *arequipeño* substitue rapidement une attitude politique constructive voire militante à ce constat. C'est cette progressive mobilisation du régionalisme *arequipeño* qui fait dire plus tard à l'historien Emilio Romero que le régionalisme péruvien n'est pas nécessairement une tendance nationale et généralisée, mais au contraire « une tendance régionale de profonde racine politique dans le Sud de la République »[1052].

Structurés à la fin du XIXe siècle sur des bases similaires, les régionalismes *tapatío* et *arequipeño* semblent donc se distinguer à partir des années 1910. Cette distanciation des discours accompagne celle des trajectoires historiques de Guadalajara et d'Arequipa, notamment en ce qui concerne l'évolution de la négociation entre les pouvoirs régionaux et le pouvoir central, comme il a été démontré dans le chapitre précédent. Cette évolution contrastée du sentiment régionaliste est illustrée par les trajectoires personnelles des acteurs qui le défendent,

---

[1050] « Procurar el progreso y bienestar de una Región (Sierra, Departamento, Provincia) por todos los medios que sean garantía de su engrandecimiento. Dentro de este concepto entran el conocimiento y desenvolvimiento de sus riquezas naturales, el desarrollo de sus industrias y de su comercio, su progreso intelectual, su cultura moral, como medio seguro de contribuir al bienestar nacional ». *El Volcán,* Arequipa, 22 juillet 1911, p. 1, « Seamos regionalistas ».

[1051] *El Sur,* Arequipa, « Editorial », 8 juillet 1912, p. 1, « La Solidaridad del Sur ».

[1052] « Tendencia regional de profunda raíz política en el Sur de la República ; tan profunda que habría que buscar en los días del coloniaje hispánico sus raíces originarias ». Emilio ROMERO, *Regionalismo y centralismo…, op. cit.,* p. 11.

et parmi lesquels deux personnages se distinguent très nettement, en ce qu'ils sont exemplaires de ces évolutions intellectuelles et politiques locales : Francisco Mostajo à Arequipa et José López Portillo y Rojas à Guadalajara.

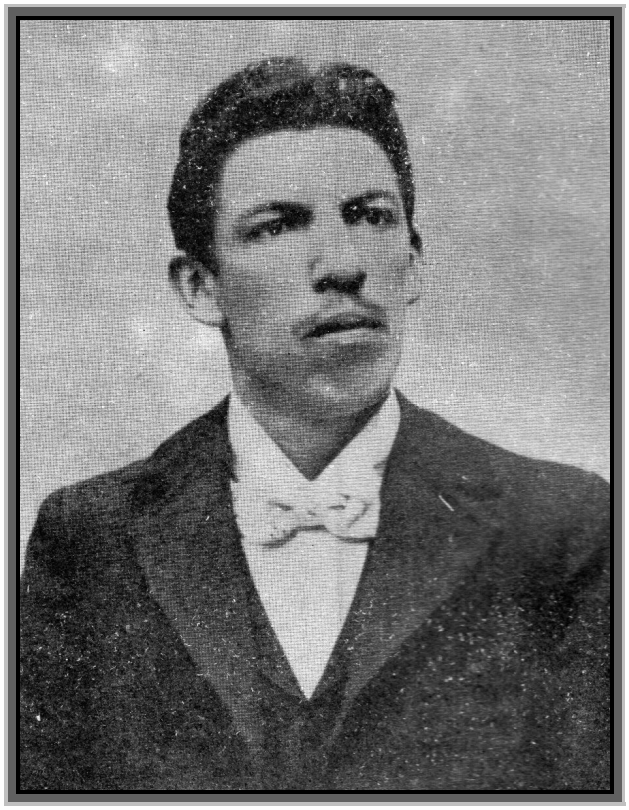
***Deux figures du régionalisme : José López Portillo y Rojas et Francisco Mostajo***

L'approche comparée de deux figures de l'intellectualité locale représente, à n'en pas douter, un certain défi méthodologique, de même que de multiples avantages analytiques. Cette approche a pour premier objectif de mettre en lumière les caractéristiques de deux personnalités représentatives de la vie culturelle, intellectuelle et politique locale, qu'elles ont l'une comme l'autre si bien su défendre. Cependant, bien que représentatives de l'intellectualité locale de l'époque, ces deux figures sont aussi et surtout exceptionnelles. En effet, et plus qu'aucun autre acteur de la vie politique et culturelle locale de l'époque, Francisco Mostajo et José López Portillo y Rojas ont joué un rôle fondamental dans la formation d'une identité régionale qu'ils ont su brillamment formuler et problématiser, de même que dans l'élaboration des rapports politiques et culturels avec le pouvoir central et le reste du pays.

Ensuite, et en dépit du décalage générationnel qui sépare les deux personnages[1053], leur mise en comparaison doit nous permettre de comprendre avec plus de précision ce qui fait la spécificité du sentiment régionaliste dans chaque ville, sentiment dont Francisco Mostajo et José López Portillo y Rojas n'ont eu de cesse de se faire l'écho.

[1053] Francisco Mostajo est né 24 ans après le romancier *tapatío.* Pour autant, les deux personnages écrivent et participent à la vie locale avec la même intensité durant les deux décennies au cœur de notre étude (1894-1920).

**Figure 48 - Les acteurs du régionalisme**



*Francisco Mostajo (1874-1953)*

*José López Portillo y Rojas (1850-1923)*

Fascinée par ces deux figures, l'historiographie locale offre un grand nombre d'informations biographiques permettant de retracer sans trop de difficultés leurs parcours personnels. Notons toutefois à ce sujet un décalage significatif. D'un côté, les principales informations disponibles sur José López Portillo y Rojas consistent en des mentions éparses de sa vie et de son parcours politique dans la bibliographie générale sur l'histoire du Jalisco, ou plus rarement dans des travaux qui considèrent exclusivement son travail de romancier[1054]. D'un autre côté, et alors que la bibliographie aréquipénienne sur les figures de l'intellectualité locale reste lacunaire, on trouve paradoxalement un très grand nombre d'études – généralement des articles scientifiques – sur les différentes facettes de l'activité de Francisco Mostajo, qu'elle

[1054] Roland GRASS, *José López Portillo y Rojas : a novelist of social reform in Mexico before the revolution of 1910,* Macomb, Western Illinois University, 1970 ; Alberto María CARREÑO, *El Licenciado José López Portillo y Rojas : prosista,* México, Imprenta Victoria, 1923. Les études plus générales sur la littérature *tapatía* fournissent également un bon nombre d'informations sur le personnage, comme c'est le cas notamment de l'ouvrage de Sara VELASCO, *Escritores jaliscienses,* Guadalajara, Universidad de Guadalajara, 1982, p. 181-190.

soit politique[1055], littéraire[1056] ou historique[1057]. Si ce personnage a fait l'objet d'un grand nombre d'études ponctuelles – qui éclipsent par leur multitude les travaux qui auraient pu être produits sur d'autres *arequipeños* –, il reste néanmoins à écrire une analyse à la fois synthétique et critique, qui puisse revisiter sans complaisance ce qui constitue désormais le « mythe » Francisco Mostajo à Arequipa[1058].

Il semblerait que l'activité multi-facettes de Francisco Mostajo ait beaucoup plus influencé la formation identitaire locale d'Arequipa que l'activité de José López Portillo y Rojas à Guadalajara, alors même que ce dernier a exercé jusqu'aux plus hautes fonctions politiques dans le Jalisco[1059]. La mémoire locale des deux villes n'a donc pas assimilé de la même façon la dimension symbolique des deux personnages.

Si la confrontation historiographique permet de mettre en lumière ce premier décalage, la mise en regard étape par étape des parcours respectifs de Francisco Mostajo et de José López Portillo y Rojas doit nous permettre d'approfondir la comparaison.

---

[1055] Héctor BALLÓN LOZADA, « Mostajo político. Compilación e introducción », Arequipa, *Sociales- Revista de la Facultad de Ciencias Histórico-sociales*, 1999, p. 201-217 ; Juan G. CARPIO MUÑOZ, « Francisco Mostajo. Breve historia de un caudillo », *op. cit.*

[1056] Rodrigo ESPINOSA DELGADO, *Consideraciones sobre la obra literaria de Don Francisco Mostajo*, Mémoire de *Bachiller,* Arequipa, Facultad de Letras, UNSA, Septembre 1954.

[1057] Héctor BALLÓN LOZADA, « Mostajo y la historia de Arequipa », Arequipa, Revista *de Ciencias Sociales*, UNSA, n° 5, 1998, p. 415-453.

[1058] Une étude consacrée à l'anticléricalisme farouche du Mostajo des années 1900 serait ainsi la bienvenue, cette facette du personnage étant généralement seulement évoquée par les historiens, qui ne préfèrent garder du personnage que l'image du libéral, du syndicaliste, du poète ou du juriste.

[1059] Nous renvoyons le lecteur au troisième chapitre de notre étude, et au bref récit des événements qui accompagnent le processus révolutionnaire dans le Jalisco, avec la nomination de José López Portillo y Rojas au poste de gouverneur en 1911.

**Figure 49 - Deux vies, deux parcours[1060]**

| | José López Portillo y Rojas | Francisco Mostajo Miranda[1061] |
|---|---|---|
| ***Naissance*** | Guadalajara, 1850 | Arequipa, 1874 |
| ***Formation scolaire et universitaire*** | *Seminario Menor* (1856) puis *Seminario Mayor* de Guadalajara (1862)<br><br>École d'avocats, à Mexico puis à Guadalajara, où il obtient son diplôme en 1871 | *Escuela Municipal*, Arequipa (1883), puis *Colegio Nacional de la Independencia Americana* (1889)<br><br>Universidad Nacional San Agustín où il étudie les Lettres, puis le Droit (1893-1899) |
| ***Expérience à l'étranger*** | Voyage aux États-Unis et en Europe (1872-1873)[1062] | AUCUNE |
| ***Activité professionnelle*** | Guadalajara : avocat, puis professeur de jurisprudence à l'école de droit<br><br>1922 : Professeur de droit international à l'Université de Mexico | Avocat, journaliste, poète<br><br>Historien et professeur d'Histoire du Droit péruvien à l'Université Nationale San Agustín d'Arequipa |
| ***Responsabilités politiques*** | Député au *Congreso de la Unión* (1875-1877 ; 1880-1882)<br><br>1902 : Délégué à la Conférence Panaméricaine<br><br>1909 : soutien actif à la campagne de Bernardo Reyes | Co-fondateur de la Ligue Municipale Indépendante (1900)<br><br>Postes divers au sein du Parti Libéral local : secrétaire, délégué |

[1060] Les données inscrites dans ce tableau sont considérées comme *a priori* significatives dans le parcours des deux intellectuels. Nous reconnaissons néanmoins la part d'arbitraire qui préside à la réalisation comme à la présentation d'une telle synthèse. Le tableau ignore par exemple volontairement les données personnelles et familiales de la vie des deux personnages, données considérées comme secondaires. La bibliographie présentée en fin de thèse permettra au lecteur de compléter utilement les informations ici proposées.

[1061] La présente colonne ne considère que la période de la vie de F. Mostajo comprise dans les limites de notre étude, à savoir des années 1880 aux années 1930.

[1062] De retour à Guadalajara en 1874, José López Portillo y Rojas publie ses impressions et souvenirs de voyage, dans ce qui constitue ses deux premiers livres : *Egipto y Palestina* et *Apuntes de viaje.* La presse de l'époque en fait une publicité enthousiaste : *Juan Panadero,* Guadalajara, « Gacetilla », 23 août 1874, p. 7-8, « Que viva el talento ».

| | | |
|---|---|---|
| | Gouverneur du Jalisco (1909-1913)<br><br>Ministre des Affaires Étrangères dans le gouvernement de Victoriano Huerta (1913-1914) | Dirigeant du « Comité Révolutionnaire » qui appuie Sánchez Cerro contre le président Leguía (1930) |
| ***Activité littéraire*** | Considéré comme l'un des meilleurs écrivains de son époque, précurseur du roman rural et réaliste dans la littérature mexicaine, avec le roman *La Parcela*, 1898.<br><br>Auteur de nombreux poèmes, nouvelles et romans[1063].<br><br>Fondateur de l'importante organisation littéraire *La República Literaria,* en 1886 | Écrit dès son plus jeune âge de nombreux poèmes, publiés dans la presse locale[1064]. |
| ***Activité journalistique*** | A collaboré à de nombreux journaux, parmi lesquels: le *Juan Panadero, Un periódico, El Mercurio, El Foro Jalisciense, México libre e independiente, La República Literaria,* etc. | Participe à de très nombreux journaux locaux:<br>*La Bolsa* (1895), *La Defensa Obrera* (1909), *El Pueblo* (1907-1909), *Prisma* (1909)<br><br>En fonde également un très grand nombre, principalement libéraux :<br>*El Zurriago* (1901), *El Ariete* (1901), *El Carnavalón* (1902), *Minerva* (1904), *Juventud* (1905), *El Volcán* (1907), *La Bandera Roja* (1907), *El Ají Verde* (1910), *La Guerra* (1910), etc. |
| ***Décès*** | 22 mai 1923, Mexico | 27 mars 1953, Arequipa |

[1063] Voir la bibliographie complète présentée par Sara VELASCO, *op. cit.,* p. 181-186.

[1064] Voir la bibliographie complète de Francisco Mostajo dans Juan G. CARPIO MUÑOZ, *Texao, op. cit.,* p. 259-269. Pour une approche complète de ses écrits à la fois littéraires, politiques et juridiques, voir également les quatre volumes édités en 2002 sous le titre *Francisco Mostajo. Antología de su obra…*, *op. cit.*

Grandes figures des lettres locales, c'est par leur plume que ces deux personnages alimentent la construction du régionalisme local.

> « Mostajo, s'il n'a pas fourni d'œuvre organique sur l'histoire d'Arequipa, a néanmoins proposé des concepts, des idées, des postulats sur ses manifestations morales, sur son ethos, sur son pathos, sur son traditionalisme, son régionalisme, son *costumbrismo* et son *arequipeñismo,* ce qu'aucun autre auteur avant lui n'avait réalisé. […] Dans les travaux de Mostajo on trouve non seulement des études historiques, mais également des études de sociologie urbaine, de sociologie électorale, religieuse, politique, idéologique et syndicaliste sur Arequipa. Ainsi, Mostajo a permis la différenciation d'Arequipa avec les autres villes, par son extension, par la fusion de ses quartiers, par ses caractéristiques démographiques et économiques, par l'attitude de ses habitants […][1065] ».

Mostajo a donc joué un rôle de premier plan dans la définition de l'identité locale, au travers d'études variées d'un point de vue méthodologique et thématique. C'est cette grande productivité d'un Mostajo passionné par l'âme locale, celle de cette ville qui l'a vu naître, qui garantit aujourd'hui sa place symbolique dans la mémoire aréquipénienne.

La contribution de José López Portillo y Rojas à la définition de l'identité *tapatía* s'effectue sur un mode certes très différent, mais également tout à fait représentatif de l'intellectualité locale de Guadalajara. En effet, si le romancier *tapatío* propose bien une certaine vision de l'identité – mexicaine, pas uniquement *tapatía* –, c'est en valorisant surtout la ruralité et les campagnes comme berceaux de la mexicanité. Dans un article analysant *La Parcela,* principal roman de José López Portillo y Rojas, Víctor Adib remarque ainsi que

> « chez aucun autre romancier mexicain de la deuxième moitié du XIXe siècle, la campagne et la vie rurale n'ont exercé autant d'attrait que sur José López Portillo y Rojas. La province, la ville, les traditions de l'une, les vices de l'autre, ont offert un matériel littéraire à la majorité de nos auteurs à cette époque. La campagne apparaît dans leurs œuvres, de même que quelques-uns de ses types

---

[1065] « Mostajo, pese a no tener una obra orgánica sobre la historia de Arequipa, sin embargo tiene conceptos, ideas, planteamientos sobre su impronta, sobre su ethos, sobre su pathos, sobre su tradicionalismo, regionalismo, costumbrismo y arequipeñismo que ningún otro autor ha realizado […]. En los trabajos de Mostajo encontramos además de estudios históricos, estudios de sociología urbana, de sociología electoral, religiosa, política, ideológica y sindicalista de Arequipa. Así Mostajo realizó la diferenciación de Arequipa con otras ciudades, por su extensión, por la fusión de sus barrios, por los caracteres demográficos y económicos, por las actitudes de sus habitantes […] ». Héctor BALLÓN LOZADA, « Mostajo y la historia de Arequipa », *op. cit.,* p. 427-451.

> et usages les plus communs, mais elle ne constitue pas chez eux comme chez López Portillo la base fondamentale de leur conception littéraire et, plus encore, le centre même à partir duquel se construit la nationalité. […] López Portillo voit dans la campagne mexicaine non seulement le vaste motif de la création romanesque, mais l'essence même de la mexicanité[1066] ».

La contribution de López Portillo y Rojas à la définition identitaire locale se fait donc sur le mode de la ruralité[1067], et non sur celui d'un régionalisme géographiquement limité, comme c'est le cas des intellectuels *arequipeños.* L'attachement de l'auteur à l'histoire comme à la culture *tapatía* s'exprime en revanche réellement et avec efficacité dans son engagement envers la création littéraire locale, dont il est l'un des principaux ambassadeurs dans le reste de la nation. C'est en ce sens qu'il faut comprendre la fondation en 1886 de la revue *La República Literaria,* « la publication littéraire la plus importante qu'ait connue Guadalajara »[1068].

Publiée de 1886 à 1889, *La República Literaria*[1069] rassemble tout au long de sa courte existence ce que la ville compte de talents littéraires, poètes, romanciers, critiques littéraires et autres intellectuels[1070]. *La República Literaria* crée une véritable rupture dans l'histoire littéraire et intellectuelle locale, en alimentant un débat intense dans une ville que les lettres semblaient alors avoir délaissée, débat dont le rayonnement dépasse largement les seules frontières du Jalisco pour se confronter directement au centralisme culturel croissant exercé par la capitale du pays.

---

[1066] « En ninguno de los novelistas mexicanos de la segunda mitad del siglo XIX ejercieron tanto atractivo el campo y la vida rural como en José López Portillo y Rojas (1850-1923). La provincia, la ciudad ; las tradiciones de una, los vicios de la otra, dieron el material literario a la mayoría de nuestros autores en esa época. El campo aparece en sus obras, y también algunos de sus tipos y usos más comunes ; pero en ellos no constituyó, como en López Portillo, la base y fundamento de su concepción literaria y, más aún, el centro mismo a partir del cual se construye la nacionalidad. […] López Portillo ve en el campo mexicano no sólo amplio motivo de creación novelesca, sino la esencia misma de la mexicanidad ». Víctor ADIB, « López Portillo, novelista rural », *Historia Mexicana,* México, Colegio de México, vol. 4, n°4, 1955, p. 574-581.

[1067] L'action de *La Parcela* met en scène le conflit qui oppose deux *hacendados* à propos d'une terre, conflit qui pourrait avoir lieu dans n'importe quelle région rurale du Mexique. Néanmoins il apparaît que José López Portillo y Rojas s'inspire dans ce roman d'une observation fine de la vie dans les *haciendas jaliscienses* de la fin du XIXe siècle.

[1068] « La publicación literaria más importante y de mayor trascendencia que ha tenido Guadalajara ». Juan B. IGUÍNIZ, *El periodismo en Guadalajara…, op. cit.,* p. 196.

[1069] Voir illustration en annexe de cette thèse.

[1070] Parmi les principaux rédacteurs de la revue, on retrouve ainsi de grandes plumes locales telles que Manuel Puga y Acal, Antonio Zaragoza, Esther Tapia de Castellanos, Alberto Santoscoy, Salvador Quevedo y Zubieta, etc. Pour plus d'informations sur le parcours personnel et littéraire de ces personnages, voir le tableau présenté en annexe de cette thèse.

Dans le dernier numéro de *La República Literaria* publié le 1er mars 1889, son fondateur rappelle ainsi toute la portée de son initiative littéraire, dans un discours dont on tient à reproduire ici l'essentiel, tant il témoigne de l'ambition littéraire portée par López Portillo y Rojas et de son attachement à la culture locale.

> « Pour la première fois dans le Jalisco survit une publication littéraire pendant plusieurs années […]. '*La República Literaria*', surmontant les limites étroites à l'intérieur desquelles les journaux littéraires l'ayant précédée s'étaient jusqu'alors développés, a pu mener une existence régulière et continue, depuis le début de l'année 1886 jusqu'à nos jours, en venant à bout des mille obstacles de tous genres qui se sont présentés sur son chemin. […]. Étant apparue à une époque de triste silence et de découragement de nos lettres, elle s'est vue favorisée par un agréable accueil de la part de la presse nationale, recevant du fait de son intégrité et de la droiture de son initiative, l'hommage qu'elle n'aurait su recevoir par ses rares mérites. Elle a maintenu seule durant quelque temps, et ce bien que depuis un centre éloigné de la culture, la religion de l'art et des lettres nationales, pratiquement éteinte parmi nous, et a promu sans doute grâce à sa constance, la puissante réaction littéraire que l'on observe actuellement dans toute la République. Face à la récente apparition de revues de première importance, éditées par nos éminences scientifiques et littéraires dans la capitale du pays, notre journal aurait peut-être dû s'éclipser, qui ne veut ni ne peut soutenir de comparaison aussi osée avec de si illustres collègues, cependant cette même consciencieuse inclination pour les lettres qui a présidé à son apparition il y a trois ans, la pousse aujourd'hui à poursuivre sa marche imperturbable, sans ambition de fortune ni prétentions d'aucune sorte. […] Que nous encourage l'espoir de trouver les faveurs du public, et plus spécialement de celui qui se trouve dans les régions mexicaines de l'ouest, pour que notre publication incarne l'effort que fait cette partie du pays pour prendre part au glorieux concert littéraire que l'on entend naître de toutes parts[1071] ».

---

[1071] « Por la primera vez en Jalisco, subsiste una publicación literaria por espacio de varios años […]. 'La República Literaria', traspasando los estrechos limites dentro de los cuales se habían movido los periódicos de su mismo linaje que le precedieron, ha podido llevar una existencia regular y continuada, desde principios de 1886 hasta la fecha, venciendo los mil obstáculos de todo género que se le han presentado en su camino. [...] Habiendo aparecido en época tristísima de silencio y abatimiento de nuestras letras, se ha visto lisonjeada por placentera acogida de parte de la prensa nacional, recibiendo por su entereza y por la rectitud de su intento, el homenaje a que no era acreedora por la escasez de sus merecimientos. Mantuvo por sí sola durante algún tiempo, aunque desde apartado centro de cultura, la religión del arte y de las letras nacionales, casi extinguida entre nosotros, y promovió quizás con su constancia, la poderosa reacción literaria que actualmente se observa en toda la extensión de la República. Ante el reciente aparecimiento de importantísimas revistas, editadas por nuestras eminencias científicas y literarias en la capital del país, debiera acaso eclipsarse nuestro periódico, que no quiere ni puede sostener osada competencia con tan ilustrados colegas ; empero la misma afición abnegada a las letras que presidió a su aparecimiento hace tres años, la impulsa ahora a proseguir su

Dans ce rude combat qui oppose les intellectuels locaux à l'apathie culturelle qui les environne, José López Portillo y Rojas est sans conteste l'un des plus farouches défenseurs d'une production littéraire qui a beaucoup à offrir au reste du pays. Son ambition est ouvertement régionaliste, dans la mesure où elle appelle à un réveil général de la province face à une capitale extrêmement centralisatrice en matière culturelle. Généralement considéré comme l'un des principaux romanciers du tournant des XIXe et XXe siècles au Mexique, en tant que représentant de la littérature réaliste dans le pays, José López Portillo y Rojas incarne sans doute mieux qu'aucun autre intellectuel ce dynamisme culturel régional.

Les deux écrivains ont donc marqué profondément et durablement l'histoire sociale et culturelle de leurs régions respectives, notamment en raison de la longévité de leurs carrières. Les deux hommes écrivent et publient durant plus de quatre décennies chacun[1072], qui voient évoluer leur production littéraire et plus encore leurs trajectoires politiques. Ce sont ces dernières qui renferment la principale différence entre ces deux figures du régionalisme mexicain et péruvien.

Sur ce point, les grandes évolutions qui marquent le positionnement politique de José López Portillo y Rojas sont plus lisibles que celles qui émaillent, nombreuses, la vie de Francisco Mostajo. Considéré par l'historiographie comme un « intellectuel organique de la bourgeoisie porfirienne »[1073] *tapatía,* José López Portillo y Rojas en incarne également l'opinion et les préoccupations. Personnage constitutif de l'intelligentsia porfirienne durant toute la première partie du régime (il occupe alors d'importantes charges politiques locales), Portillo y Rojas prend néanmoins ses distances avec le Porfiriat à la fin des années 1900 en soutenant le général Bernardo Reyes. Source d'importants conflits avec l'entourage de Porfirio Díaz, ce soutien *reyista* ne saurait toutefois être interprété comme un ralliement sans faille à la Révolution qui éclate en 1911. Bien au contraire, « dans ses œuvres [López Portillo y

---

marcha imperturbable, sin ambición de fortuna, ni pretensiones de ningún género. […] Aliéntanos […] la esperanza de hallar favor en el público, y muy especialmente en el que había en las regiones mexicanas del oeste, por encarnar nuestra publicación, el esfuerzo que hace esta porción del país, por tomar parte en el glorioso concierto literario que se escucha nacer por todas partes [...] ». José LÓPEZ PORTILLO Y ROJAS, *La República Literaria,* 1er mars 1889, p. 2.

[1072] José López Portillo y Rojas publie sa dernière œuvre en 1921, *Elevación y caída de Porfirio Díaz,* alors qu'il est Directeur de l'Académie des Langues, et Mostajo publie encore dans la presse jusqu'à sa mort, en 1954. La carrière de ce dernier est donc un peu plus longue que celle de l'écrivain *tapatío.*

[1073] Guillermo DE LA PEÑA, « Las Clases Productoras de Jalisco : una asociación empresarial del siglo XX », *op. cit..*

Rojas] explique clairement ses idées antirévolutionnaires. C'était plutôt un idéaliste libéral qui s'opposait aux méthodes violentes et attendait des changements pacifiques au sein même du Porfiriat[1074] ».

De fait, plusieurs auteurs ont rappelé que Portillo y Rojas, s'il émet un jugement très critique envers le système des haciendas au Mexique dans son roman *Fuertes y Débiles* publié en 1919, son opinion était beaucoup plus favorable à ce même système lors de ses premiers romans, comme *Nieves* publié en 1887 ou encore *La Parcela* publié en 1898[1075].

> « Il faut garder à l'esprit que, bien que l'action de *Fuertes y Débiles* se déroule durant les années 1912 et 1913, le roman a été écrit, ou pour le moins publié, en 1919. La Révolution avait déjà triomphé, et López Portillo pouvait – devait – parler sur un ton différent de celui de *La Parcela.* Maintenant notre auteur, malgré le fait qu'il ait collaboré lui-même avec le gouvernement de Don Porfirio, se permet d'écrire des phrases comme celle-ci, placée dans la bouche d'un des personnages : '…les politiques enrichis du temps du dictateur' (p. 334) […] phrase qu'il n'aurait jamais pu prononcer en 1898, date de la publication de *La Parcela,* quand gouvernait Don Porfirio. Cependant il est indéniable que, s'il est vrai que López Portillo a changé de ton entre *La Parcela* et *Fuertes y Débiles,* sa conception sociale n'a pas radicalement changé. La formation 'XIXe siècle' continuait de peser dans son esprit, et bien qu'il osât parfois exprimer ce qu'il n'aurait pas dit avant, on peut noter qu'il n'a jamais réussi à s'identifier totalement avec les temps nouveaux[1076] ».

Si les opinions politiques et sociales de López Portillo y Rojas évoluent donc sensiblement entre la fin du Porfiriat et la période révolutionnaire, il reste malgré tout un intellectuel porfirien car il incarne à la fois les certitudes et les douloureuses contradictions de l'intellectualité du tournant des XIXe et XXe siècles au Mexique.

---

[1074] José María MURIA, *Historia de Jalisco…, op.cit.,* p. 28, encadré signé Araceli Ibarra, « José López Portillo y Rojas ».

[1075] Donald SCHMIDT, « The novelization of Class Consciousness during the 'Porfiriato' », *Latin American Literary Review,* vol. 6, n°11, p.43-52.

[1076] « Hay que tener presente que, aunque la acción de *Fuertes y Débiles* se desarrolla durante los años 1912-13, la novela fue escrita, o publicada al menos, en 1919. Ya había triunfado la Revolución, y López Portillo podía – debía – hablar en tono distinto del de *La Parcela*. Ahora nuestro autor, a pesar de haber colaborado él mismo con el gobierno de Don Porfirio, se permite escribir frases como ésta, dicha por uno de los personajes : '... los políticos enriquecidos en los tiempos del *dictador*' (p. 334) […] que nunca habría pronunciado en 1898 -fecha de publicación de *La Parcela*- cuando gobernaba Don Porfirio. Sin embargo, no se puede negar que, si bien López Portillo ha cambiado de tono desde *La Parcela* hasta *Fuertes y Débiles*, no se ha transformado radicalmente su concepción social. La formación novecentista pesaba en su espíritu y, aunque se atrevía a veces a expresar lo que antes no hubiera dicho, siempre se advierte que no llegó a identificarse del todo con los nuevos tiempos ». Víctor ADIB, *op. cit.,* p. 580.

> « L'importance de José López Portillo y Rojas réside précisément dans ces contradictions, puisqu'elles illustrent avec clarté un moment de lutte et de transition de l'esprit mexicain. Chez cet auteur on peut observer comment les hommes de l'ère porfirienne ont évolué vers la nouvelle étape révolutionnaire. N'exigeons pas qu'il se prononce définitivement pour l'une ou pour l'autre ; laissons-le à son conflit de conscience, ce doute entre accepter la réalité qui s'imposait ou s'accrocher à la nostalgie d'une époque révolue: là réside toute la valeur spirituelle de son œuvre[1077] ».

Intellectuel caractéristique de l'époque porfirienne comme de cette transition troublée avec la période révolutionnaire, José López Portillo y Rojas incarne également toutes les contradictions de l'intellectuel *tapatío,* partagé entre son attachement au Jalisco et sa fascination pour la capitale du pays, synonyme d'ascension sociale et professionnelle. Rapidement évoquée dans le chapitre précédent, cette trajectoire à la fois politique et professionnelle des élites *tapatías* qui, dès qu'elles en ont l'occasion, quittent Guadalajara pour faire carrière à Mexico, se voit parfaitement illustrée par le parcours de José López Portillo y Rojas. En effet, et alors qu'à la fin des années 1880, avec la fondation de *La República Literaria,* Portillo y Rojas affiche son souhait de ressusciter une vie littéraire locale contre le centralisme culturel exercé par la capitale, il quitte néanmoins le Jalisco dès 1911 pour assurer la charge de Ministre de l'Éducation[1078], puis celle de Ministre des affaires étrangères. José López Portillo y Rojas finit sa vie dans la capitale du pays, après avoir enseigné à l'Université de México, illustrant à la fin de sa carrière ce parcours classique des intellectuels *tapatíos,* dont l'attirance pour la capitale dépasse leur attachement à Guadalajara.

Il est intéressant de noter à ce sujet qu'à l'inverse, Francisco Mostajo n'effectue qu'un bref séjour dans la capitale péruvienne en 1923, forcé de s'exiler par le pouvoir local *arequipeño.* Radicalement différente de celle de Portillo y Rojas, la trajectoire politique et idéologique de Francisco Mostajo est elle aussi représentative des grandes évolutions que connaît la société aréquipénienne au tournant des XIXe et XXe siècles.

---

[1077] « La importancia de José López Portillo y Rojas está precisamente en esas contradicciones, pues muestran con toda claridad un momento de lucha y transición del espíritu mexicano. En este autor podemos ver como iban evolucionando los hombres de la era porfiriana hacia la nueva etapa revolucionaria. No exijamos que se pronuncie de lleno por una o por otra ; dejémoslo en su conflicto de conciencia, dudando entre aceptar la realidad que se imponía o aferrarse a sus añoranzas de los antiguos tiempos : ahí está el valor espiritual de su obra », *id.,* p. 581.

[1078] Charge qu'il abandonne néanmoins pour devenir gouverneur du Jalisco.

Farouchement anticlérical à ses débuts, comme en témoignent ses nombreuses contributions au journal libéral *El Ariete*, Francisco Mostajo entame sa vie politique par une défense fougueuse du libéralisme et des idéaux portés par Lino Urquieta. Cette alliance n'est cependant pas sans heurts, Mostajo s'éloignant un temps du mouvement libéral en 1903, déçu par le rapprochement souhaité par les libéraux aréquipéniens avec le Parti Libéral de Lima[1079].

Plus tolérant sur le plan religieux, le Mostajo des années 1920 se passionne pour l'histoire de sa ville natale et prête sa plume aux positions décentralisatrices et régionalistes d'un nombre croissant d'*arequipeños.* Il devient ainsi secrétaire de la Ligue Décentraliste Fédérale qui voit le jour à Arequipa en 1915 et en prononce le discours d'inauguration le 20 juin 1915[1080]. Ce régionalisme s'alimente avant tout d'une farouche opposition au centralisme de la capitale, perçue comme absorbant l'ensemble des forces et des ressources provinciales, sans rien donner en retour. En 1930, Mostajo prend la tête de la révolte décentralisatrice destinée à chasser de la présidence le dictateur Leguía, au pouvoir depuis onze années[1081]. Jusqu'à la fin de sa vie en 1954, Francisco Mostajo se retrouve ainsi en première ligne des mouvements populaires d'opposition au gouvernement central[1082].

C'est cette posture d'opposition au pouvoir central qui unit finalement dans l'analyse les deux intellectuels. En effet, ce jeu de miroir entre les deux personnages nous renvoie l'image de deux figures d'opposition politique : alors que Mostajo est un révolutionnaire dans l'âme, dans un pays qui ne connaît pas de réelle révolution au cours de son histoire contemporaine[1083], José López Portillo y Rojas est

---

[1079] Dans une posture ouvertement régionaliste, Mostajo considère en effet que les libéraux de la capitale ne partagent pas les mêmes intérêts que ceux d'Arequipa, qui doivent également défendre une certaine indépendance sur le territoire national.

[1080] *El Pueblo,* Arequipa, 20 juin 1915, p. 1, « Discurso pronunciado por el Dr. Francisco Mostajo en la instalación de la Liga Descentralista Federal del Sur ». Nous reviendrons plus loin dans ce chapitre sur la fondation de cette ligue.

[1081] La révolte de 1930 clôturera notre étude, nous ne nous y attarderons donc pas ici.

[1082] Hors des limites chronologiques que se fixe notre étude, la révolte de 1950 naît d'une opposition au coup d'État du général Manuel A. Odría. Représentant à Arequipa de la Ligue Nationale Démocratique, Francisco Mostajo prend alors la tête d'une révolte étudiante destinée à faire plier les militaires. C'est la dernière grande manifestation politique du penseur *arequipeño,* avant sa mort en 1954.

[1083] Le poète liménien José Santos Chocano considérait ainsi le mouvement libéral aréquipénien des années 1900 dirigé par Francisco Mostajo comme « plus révolutionnaire encore » que la révolution mexicaine elle-même, à laquelle il avait participé aux côtés de Pancho Villa.

antirévolutionnaire, dans un pays qui voit éclater l'une des révolutions les plus bouleversantes de l'histoire contemporaine mondiale.

Ainsi, ces deux figures de l'intellectualité locale incarnent, à bien des égards, l'important décalage qui se creuse entre les intérêts régionaux tels qu'ils s'expriment dans les villes d'Arequipa et de Guadalajara dans le changement de siècle et les grands événements de l'histoire nationale. En incarnant ces prises de position à contre-courant des évolutions nationales, si caractéristiques des orientations politiques locales *tapatía* et *arequipeña* au début du XXe siècle, les deux personnages s'érigent donc en dignes représentants intellectuels de leur ville natale, et en incarnent avec brio ses intérêts comme son opposition au centralisme.

## La ville seconde, bastion du fédéralisme ?

La mobilisation des élites locales contre le centralisme exercé par la capitale sur l'ensemble du pays, montre comment le projet fédéral et le projet unitaire décentralisé font débat et rassemblent des arguments et des intérêts parfois contradictoires. Alberto Arnaut souligne ainsi pour le Mexique le fait que

> « en mettant l'accent sur des points différents, les centralisateurs et les décentralisateurs – à la même époque, comme à différentes époques – ont parfois utilisé les mêmes arguments dans la défense de leurs positions antagoniques : les économies budgétaires, la souplesse et l'efficacité administratives, l'amélioration pédagogique, la liberté et la créativité des professeurs, l'intégration nationale, … À d'autres moments, la défense de l'un des projets de centralisation nous révèle les arguments de ses adversaires, ou au moins, la pensée dominante à chaque époque, et parfois, les projets centralisateurs qui des années plus tard ressurgissent comme des projets décentralisateurs[1084] ».

Ainsi, les différences qui opposent les défenseurs d'une certaine centralisation à ceux de la décentralisation se limitent bien souvent à des postures rhétoriques, qui masquent à peine un même projet de nation. La confusion linguistique qui entoure les

---

[1084] « En nuestra historia, con distintos énfasis, los centralizadores y descentralizadores – en la misma y distintas épocas – a veces usaron los mismos argumentos en defensa de sus posiciones antagónicas : economías presupuestales, agilidad y eficiencia administrativas, mejoramiento pedagógico, libertad y creatividad de los maestros, integración nacional… Otras veces, la defensa de alguno de los proyectos de centralización nos revelan los argumentos de sus adversarios o, al menos, el pensamiento dominante en cada época y, a veces, los proyectos centralizadores que años después resurgirán como proyectos descentralizadores ». Alberto ARNAUT, *op. cit.,* p. 23.

termes de « fédéralisation » et de « nationalisation » au Mexique illustre également ce rapprochement sur le fond, des intérêts exprimés par les tenants de la décentralisation et ceux de la centralisation, en même temps qu'elle révèle toute la complexité du projet d'État tel qu'il évolue entre la fin du Porfiriat et la période révolutionnaire.

De la même façon au Pérou, et tout particulièrement à Arequipa, le débat théorique et idéologique qui s'articule autour des questions du fédéralisme et de la décentralisation nous renseigne sur la complexité des arguments en jeu, et plus largement, la difficulté de maintenir un certain équilibre entre le projet de nation et les intérêts régionaux.

### *Le projet fédéral à Arequipa*

Le mouvement fédéraliste qui émerge à Arequipa à partir de la fin du XIXe siècle et jusqu'à la fin de la décennie 1910 mérite que l'on s'y attarde exclusivement, tant il acquiert une dimension exceptionnelle dans le panorama politique péruvien de l'époque. Il nous faut donc mettre entre parenthèses provisoirement l'approche comparatiste.

L'aspiration fédéraliste au Pérou n'est pas nouvelle et anime au contraire les tout premiers débats sur la forme que doit prendre l'État péruvien au moment de l'Indépendance du pays, mais ce n'est réellement qu'à la toute fin du XIXe siècle que le fédéralisme mobilise de façon importante les plumes aréquipéniennes. Dès 1890, la presse locale déplore le fait que le Pérou, à la différence de ses voisins « plus avancés », ne parvienne toujours pas à mettre en place le fédéralisme.

> « Presque tous les États d'Amérique ont adopté le système fédéral comme forme de gouvernement, et il est incontestable que ces Républiques progressent, puisque le développement y est plus notable depuis qu'elles sont régies par ce système […]. Le Chili se prépare également à effectuer une réforme de telle importance, puisque l'on dispose de l'information selon laquelle le projet de Constitution qui sera présenté lors du prochain congrès établit la forme fédérale […]. Seul le Pérou reste à la traîne dans ce mouvement réformateur qui distingue notre époque. Et ce n'est pas parce que la République fédérale a cessé d'être l'aspiration d'une grande majorité des habitants de notre pays, mais parce qu'il manque une initiative sérieuse qui promeuve l'étude et la discussion sur ce sujet et donne vie aux travaux qui se

> mettent en place pour atteindre la réalisation d'une si noble idée. Les conditions du Pérou ne peuvent être inférieures à celles des Républiques sœurs, dans lesquelles est déjà consolidée la forme fédérale du gouvernement, avec des avantages que l'on ne saurait ignorer. […] Il appartient à la presse, qui doit s'inspirer des plus hauts intérêts nationaux, de lancer l'étude de cette question et de travailler pour qu'approche le jour où la réforme dont nous parlons sera une flatteuse réalité […][1085] ».

L'aspiration fédéraliste aréquipénienne se voit formalisée au mois de juillet 1895 par la mise en place d'une société fédérale, dont la fondation est annoncée par le journal *El Deber.* Cette société a pour principal objectif l'implantation « par tous les moyens légaux de la République Démocratique fédérale, sous le nom 'd'États-Unis du Pérou' »[1086]. Plus anecdotique que réellement influente, cette Société est en réalité fondée pour soutenir la politique du président nouvellement élu, Nicolás de Piérola. Ce dernier manifeste dès son arrivée au pouvoir une certaine volonté fédéraliste, en nommant une commission gouvernementale « destinée à élaborer un projet de Constitution fédérale »[1087]. Ce projet est relayé favorablement par la presse aréquipénienne, qui se réjouit qu'« il soit enfin compris que le pays tout entier aspire à se diviser en sections autonomes, pour pouvoir travailler par lui-même ses avancées et son progrès, et sortir de l'éternelle paralysie à laquelle l'avaient condamné les égoïsmes de toujours »[1088]. En dépit des intentions qu'il formule, ce projet constitutionnel développé par Juan José Calle sous les ordres de Piérola n'est en

---

[1085] « Casi todos los Estados de América han adoptado el sistema federal como su forma de gobierno, y es indudable que progresan las repúblicas, pues que su desarrollo es más notable en ellas desde que se rigen por aquel […]. Chile también se apresta a efectuar tan trascendental reforma, pues se tiene noticia de que el proyecto de constitución que será presentado al próximo congreso, establece la forma federal [...] Sólo el Peru va quedando rezagado en ese movimiento reformador en que se distingue nuestra época. Y no es porque deje de ser la aspiración de una gran mayoría de los habitantes de nuestro país la república federal […] sino que falta una iniciativa seria que promueva el estudio y la discusión de este asunto y dé vida a los trabajos que se emprendan para alcanzar la realización de tan noble idea. No pueden ser las condiciones del Peru inferiores a las de las repúblicas sus hermanas, en las cuales esta ya cimentada la forma federal de su gobierno, con ventajas que no pueden ser desconocidas. [...] A la prensa, que debe inspirarse en los altos intereses nacionales, toca iniciar el estudio de este asunto y trabajar porque se acelere el día en que la reforma a que nos referimos sea una lisonjera realidad ». *La Bolsa,* Arequipa, « Editorial », 22 mai 1890, p. 2, « La República federal ».

[1086] *El Deber,* Arequipa, « Crónica », 9 juillet 1895, p. 2. « Sociedad federal ».

[1087] Pedro PLANAS, *op. cit.,* p. 278.

[1088] « Al fin se ha llegado a comprender, que el país entero ansía dividirse en secciones autónomas, para poder por sí mismo trabajar sus adelantos y progreso, y salir de la paralización eterna a que lo tenían condenado los eternos egoísmos ». *El Deber,* Arequipa, « Editorial », 15 octobre 1895, p. 2, « La tendencia salvadora ».

réalité pas totalement fédéraliste, comme l'explique Pedro Planas[1089], mais mêlait plutôt un projet de réforme des *Juntas* avec l'héritage réinvesti des anciennes intendances coloniales, dans un système articulé par des gouverneurs nommés par le pouvoir central. Suite à de multiples débats, qui mêlent de façon indifférenciée les notions de fédéralisme et de décentralisation[1090], le projet est finalement abandonné.

À la même période, et juste avant l'arrivée au pouvoir de Piérola, le département amazonien d'Iquitos se soulève et se constitue en « État fédéral de Loreto ». Étudié en détail par Frederica Barclay Rey de Castro dans l'ouvrage déjà cité[1091], ce mouvement n'est pas à proprement parler sécessionniste, puisqu'il reconnaît l'autorité de Piérola, mais postule une « fédéralisation unilatérale et partielle au sein de la République unitaire péruvienne »[1092]. Le pouvoir central condamne fermement ce mouvement, qui s'associe finalement au projet de Constitution fédérale ébauché par Piérola.

Ces tentatives avortées de mise en place du fédéralisme au Pérou, que ce soit depuis le gouvernement central ou depuis une base régionaliste, illustrent l'effervescence politique qui entoure la question du fédéralisme dans le pays à la fin du XIXe siècle, et dont les intellectuels aréquipéniens se font l'écho.

Quatre ans plus tard, c'est en effet au tour des libéraux *arequipeños* organisés dans le Parti Libéral Indépendant d'Arequipa, de se positionner en faveur d'une évolution décentralisatrice de l'administration nationale. Pedro Planas évoque à ce sujet « le caractère limité de l'approche fédérale, du moins si on la compare avec la vision typique du fédéralisme, compris comme autonomie politique »[1093]. Le programme officiel du Parti Libéral Indépendant d'Arequipa formule en effet en 1903 une défense des principes de la décentralisation sur la base d'une nouvelle démarcation territoriale et d'un élargissement des facultés des *Juntas departamentales,* sans toutefois mentionner un quelconque projet fédéraliste[1094].

---

[1089] Pedro PLANAS, *op. cit.,* p. 278.

[1090] *Id.,* p. 278-286.

[1091] Federica BARCLAY REY DE CASTRO, *op. cit.*

[1092] Pedro PLANAS, *op. cit.,* p. 274.

[1093] « El carácter limitado del planteamiento federal, al menos si los contrastamos con la visión típica del federalismo, entendida como autonomía política ». Pedro PLANAS, *op.cit.,* p. 277.

[1094] Dans la définition qu'il propose du régionalisme, Jean-François Chanet nous met en garde contre cette éventuelle confusion entre régionalisme, décentralisation et fédéralisme. Ainsi, « tous partisans de

Cette tension discursive et théorique entre le principe de décentralisation et celui du fédéralisme divise les libéraux *arequipeños* dès la fondation du Parti Libéral local, créant également un point de friction avec les principes énoncés par le Parti Libéral central dirigé par Augusto Durand à Lima. Ce dernier publie ainsi en 1905 une longue communication dans laquelle il réclame – à la différence du programme libéral aréquipénien – l'instauration d'un régime fédéral au Pérou[1095]. Le président du Parti Libéral démonte ainsi un à un les arguments de ceux qui s'opposent au fédéralisme, répondant notamment à ceux qui jugent que le Pérou n'est pas encore prêt pour le fédéralisme que « les États-Unis d'Amérique, quand ils ont établi cette forme de gouvernement qui les a conduits à leur grandeur, étaient moins peuplés que le Pérou et ses habitants manquaient de la culture sur laquelle il compte aujourd'hui »[1096]. Durand insiste par ailleurs sur le fait que « dans toutes les provinces du Pérou, abondent les hommes suffisamment capables et cultivés pour assumer les charges de l'organisme fédéral »[1097]. Ces arguments ne font pas l'unanimité parmi les libéraux *arequipeños* qui, comme Francisco Mostajo par exemple, estiment que si le fédéralisme constitue un objectif à atteindre pour le Pérou, le monde politique et les citoyens dans leur ensemble n'y sont néanmoins pas suffisamment préparés. Le Parti libéral aréquipénien prend alors ses distances, en intégrant la défense de la décentralisation au sein de son programme politique.

---

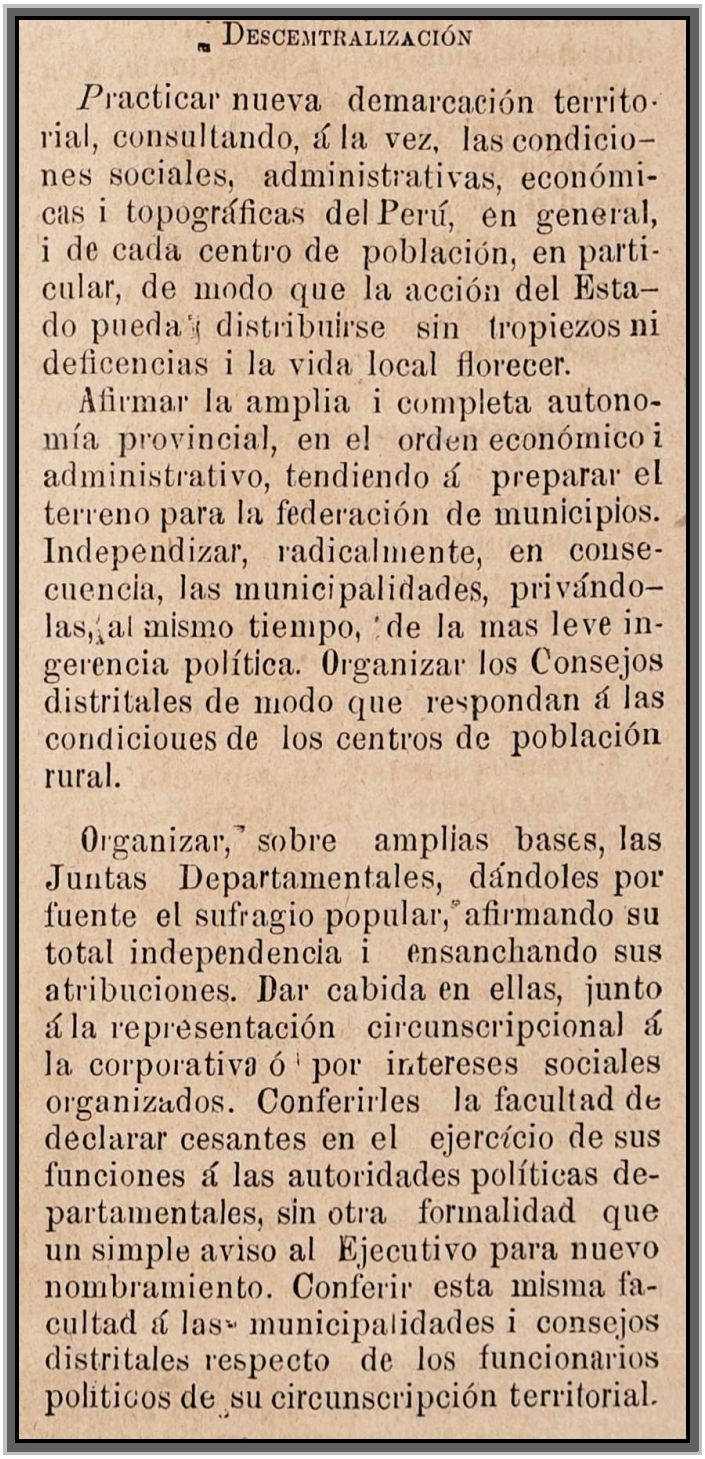
la décentralisation, les régionalistes n'ont pas tous été fédéralistes ou autonomistes ». Le cas *arequipeño* en fournit une claire illustration. Jean-François CHANET, article « Régionalisme », *op. cit.*

[1095] « El régimen federal en el Perú. Exposición del Señor Doctor Augusto Durand », 1905.

[1096] *Ibid.*

[1097] « Los Estados Unidos de Norte América, cuando establecieron aquella forma de gobierno que los ha conducido a su engrandecimiento, eran menos poblados que hoy el Perú y sus habitantes carecían de la cultura con que ahora contamos […]. « Hoy, en todas las provincias del Perú, abundan hombres de capacidad e ilustración suficientes para desempeñar satisfactoriamente los cargos del organismo federal ». *Id.,* p. 3.

**Figure 50 - La décentralisation et le Parti Libéral Indépendant d'Arequipa**



DESCEMTRALIZACIÓN

Practicar nueva demarcación territorial, consultando, á la vez, las condiciones sociales, administrativas, económicas i topográficas del Perú, en general, i de cada centro de población, en particular, de modo que la acción del Estado pueda distribuirse sin tropiezos ni deficencias i la vida local florecer.

Afirmar la amplia i completa autonomía provincial, en el orden económico i administrativo, tendiendo á preparar el terreno para la federación de municipios. Independizar, radicalmente, en consecuencia, las municipalidades, privándolas, al mismo tiempo, de la mas leve ingerencia política. Organizar los Consejos distritales de modo que respondan á las condicioues de los centros de población rural.

Organizar, sobre amplias bases, las Juntas Departamentales, dándoles por fuente el sufragio popular, afirmando su total independencia i ensanchando sus atribuciones. Dar cabida en ellas, junto á la representación circunscripcional á la corporativa ó por intereses sociales organizados. Conferirles la facultad de declarar cesantes en el ejercício de sus funciones á las autoridades políticas departamentales, sin otra formalidad que un simple aviso al Ejecutivo para nuevo nombramiento. Conferir esta misma facultad á las municipalidades i consejos distritales respecto de los funcionarios politicos de su circunscripción territorial.

Source : *El Ariete,* Arequipa, 23 février 1903, p. 1.

Le débat se joue alors autour d'une confrontation entre les principes du fédéralisme et ceux de la décentralisation, comme l'illustre une série d'articles de fond publiés par le journal libéral et régionaliste *El Sur* en 1913. Intitulée « *Rumbo al*

*federalismo* »[1098], cette série d'articles est issue de plumes diverses[1099] et ouvre un véritable débat public parmi les lecteurs.

**Figure 51 - « *Rumbo al federalismo* »**

IMPRENTA
Calle del Moral N. 11
Teléfono N. 365
Correo: Casilla N. 204

# EL SUR

Suscricion Mensual UN SOL
Numero Suelto Cinco Centavos

Diario político y de información general. — Organo del Partido Liberal — Sale á luz todas las tardes

Año II. — Arequipa, (Perú, Lunes 20 de Octubre de 1913 — Número 460

## Rumbo al federalismo

I.

### Descentralicemos

"*Sostener y ensanchar la autonomía provincial.*"
(Programa y estatutos del Partido Liberal).

Ninguno de los pueblos que componen el Perú posée derechos propios; á ninguno de ellos se le reconoce—á no ser de prestado—la libertad de progresar; uno solo de ellos no es dueño siquiera de robustecer ó acrecentar su vida. Sus clamores de justicia y sus reclamaciones de bien público, sus anhelos de mejoramiento y de cultura, sus esfuerzos de salud, sus iniciativas civilizadoras, son iniciativas, esfuerzos, anhelos y clamores que para traducirse en realidades precisan fatal y dolorosamente de la venia compasiva y veleidosa del Supremo Gobierno, y el Supremo Gobierno casi nunca se digna escucharlos, y si los escucha ha de ser casi siempre para desdeñarlos, bastardearlos ó corromperlos.

¿Quiere un pueblo del Perú—Arequipa, supongamos—aumentar la mísera ración de pan en su hospital, á fin de que no mate el hambre á los desventurados á quienes la enfermedad perdonó la vida? ¿Necesita darse una plaza de abastos menos rayana en inmunda cloaca y algo cercana á las exigencias de higiene y decoro de una ciudad que ya no vive los bochornos medioevales? ¿Clama acaso por cegar, desde hace ya largo tiempo, sus avergonzadores y homicidas albañales de nombre acequias—construyendo el indispensable alcantarillado, del que hoy no se permite vivir privado ningún pueblo medianamente culto?

Quiere todo esto Arequipa? Lo quiere cualquier pueblo del Perú? Pues para todo esto les faltan á sus munícipes el permiso del gobierno y recursos pecuniarios, y si ha de arbitrarse éstos y ese, fuerza será que recurra á aquel en ademán suplicatorio y dolorido, para que su humillante y clamorosa petición yazga sepultada por toda una eternidad bajo las montañas de papelotes muertos de los ministerios; ó para que en los casos menos desafortunados, tras luenga y arremolinada vía crucis de informes, ampliaciones, vistas fiscales y todo género de arterías oficinescas, merezca por toda respuesta el *no ha lugar*, con que saben castigar á los pueblos que aman su propio bien los que tienen el poder y el interés de contrariarlos; verbigracia, cualquier cacique á quien la proyectada mejora molesta ó perjudica; un ministro displicente á quien ese municipio no felicitara en su cumpleaños, un diputado que cobra el agravio de haberle aquel pueblo rehusado sus votos, ó un presidente de la República mordido por el gusano de algún resentimiento innoble y ruin.

Los pueblos peruanos, pues, carecen hasta del derecho de vivir, ya que no les está reconocida sino á título de gracia y al precio de humillaciones y prestaciones de dudosa dignificación muchas veces, la iniciativa de progreso, y *vivir* quiere decir *progresar*.

¿De cuál nefasta fuente desborda esta cenagosa lava de expediente burocrático que todo lo asfixia, este á modo de cierzo helado de favoritismo é indolencia gubernamental que todo lo petrifica y mata, esta pavorosa plaga de caciquismo que pulula en todos las gradas del Estado y corrompe las esferas de la vida social entera, devorando sus fuerzas, esterilizando sus actividades é idiotizando el alma nacional, desde que ahoga sus más robustos ideales y siega en flor las más sanas de sus ilusiones?

Los fenómenos de la vida social nunca son simples; antes por el contrario tienen estructura y esencia por demás compleja. Pueril quimera sería pretender encontrarles causas únicas; mas siempre entre la multiplicidad de sus varias causas concurrentes es posible dar con una cuya acción prima ó predomina en proporciones tales, que resulta justificado el contemplarla como razón eficiente y orígen principal del fenómeno estudiado.

Así en la enfermedad de anemia y consunción material y moral que aniquila al Perú ¿quién no vé como causa fundamental—á parte la espantosa desmoralización política que le pudre y le devora—la excesiva, la insensata, la funesta y absurda centralización de los poderes públicos del Estado?

"*El gobierno del Perú es republicano, central, fundado en la unidad*"—reza nuestra Constitución Política.

"*El gobierno del Perú es despótico y tiránico, desconoce todo derecho individual ó colectivo, mata todas las energías nacionales, lleva por lema la arbitrariedad*"—confieza avergonzada la Historia.

Y el mal arranca—puede sin hipérbole y sin paradoja afirmarse—del casi inverosímil centralismo de nuestra organización política.

Al instituir nuestra vida independiente, los fundadores de la legislación peruana, como los de todos los países américo-hispánicos tomaron por modelo á Francia, la nación y el Estado más centralizados que jamás se viera, y otorgaron la suma de todos los poderes, de todos los derechos, de toda autoridad y por consiguiente de toda arbitrariedad y despotismo al Estado, con despojo á los pueblos de que la nación se compone, de toda autonomía, de toda prerrogativa eficaz á sus municipios, de toda facultad verdadera para iniciar, emprender, administrar ó reformar sus obras á las instituciones locales.

Y como siempre los hombres abusan tanto más cuanto más pueden, los que en el Perú han ejercido los poderes públicos—y singularmente el poder ejecutivo—no obstante su presunción de omniscientes omnividentes y su realidad de omnipotentes, han probado todos ellos—todos sin ninguna excepción y el último siempre bastante más que sus antecesores—han probado, decimos, su incurable incapacidad para laborar el bien nacional, pero su asombrosa habilidad y maravillosa eficacia para ejercer el despotismo.

Y la incapacidad gubernativa anda siempre en razón directa de la distancia á donde se aplica. Cuanto más alejado del centro del gobierno, ó sea de la capital de la República se halla un pueblo, mayor resulta forzosamente su estado de abandono, desolación y miseria.

Y ello es claro: si tantas clamorosas necesidades públicas no le conmueven ni le impulsan á satisfacerlas en Lima, donde el gobierno las palpa ¿qué podrá hacer por el infortunio de todos los demás pueblos del Perú cuyas lacerias él no ve ni conoce, no obstante ser omnisciente y omnividente?

Y como un gobierno central que todo lo puede y en todo ha de intervenir, necesita un innumerable ejército de funcionarios, empleados, dependientes y sayones, un Estado centralizado quiere decir la más tiránica é insolente burocracia y la más desenfrenada y vergonzante empleomanía.

Y como este enjambre de zánganos nacionales no puede sostenerse sin enorme gravamen fiscal, un Estado centralizado como el Perú tiene que imponer á sus ciudadanos y habitantes impuestos cada día más exorbitantes y obliga á sus hijos á emigrar á países extrangeros donde el trabajo sea menos ingrato, el pan menos escaso y amargo y la libertad menos oprimida.

Y como para que el despotismo gubernativo corra menos azares y pueda ejercerse mejor y más impunemente, es indispensable contar con colaboradores á quienes hay que dar participación en sus ventajas, de allí que un gobierno centralizado y por lo tanto despótico deposite sus confianzas, otorgue patente de impunidad y prodigue sus favores en cada pueblo, provincia ó villorrio á aquellos individuos que por su riqueza, su audacia, su superioridad intelectual ó social, y en todo caso por el poder abrumador de su amoralidad, sean á propósito para garantizar al gobierno el sometimiento de las masas ignorantes, idiotas ó envilecidas, y de conducir al Congreso el más manso y dócil de los rebaños.

He aquí en boceto la obra y los efectos de un régimen político centralizado, que congestiona la sangre de la vida nacional en un gobierno fatalmente despótico é incapaz, cargándole é intoxicándole con todos los virus de la tiranía, y mata de anemia, consunción y parálisis á los departamentos, provincias y distritos, donde no se siente latir la sangre sino para ofrendarla en defensa de la patria, ó para—convertida en sudor y el sudor en oro—pagar tributos al fisco, ó para borbotar en chorro de dolor y en ola de vergüenza al foetazo del mandón ó bajo el látigo del cacique.

. . . . . . . . . . . . . . . .

Nó! Fuerza es ya y es tiempo de que todos los pueblos del Perú mediten seria, patriótica y virilmente en la inaplazable vital necesidad de descentralizar El Estado, dejándole dueño de todas aquellas prerogativas, funciones y poderes que sean indispensables para el mantenimiento de la unidad nacional y de la dignidad de la Patria, pero reconociendo á los departamentos, provincias, distritos, municipios é instituciones locales, toda la libertad, toda la autonomía y toda la autoridad que les hace falta para impulsar su vida, administrar sus rentas, vigorizar sus industrias, construír y perfeccionar sus caminos, reglamentar sus establecimientos de instrucción, perfeccionar los de beneficencia, acelerar su cultura y laborar su progreso.

Todo esto sin pretender ni por ensueño quebrantar, desmenuzar ni debilitar la soberanía y la unidad de la Patria; antes bien vigorizándola con el robustecimiento que para todo organismo significan la salud y la lozanía de todos y cada uno de sus órganos.

"El Sur" tiene el honor y acaso la gloria de invitar solemne y patrióticamente á todos los pueblos del Perú, á todos los ciudadanos de conciencia autónoma, á todos los periodistas de corazón patriótico, á los hijos todos de esta patria corroida y asolada por los vicios y dolores que acarrea el centralismo gubernativo; á todos los invita á discutir, pero honradamente, patrióticamente, la necesidad de descentralizar nuestro sistema político.

Y como la descentralización política es sólo estación de partida, y cuando de ella se parte hay que llegar al federalismo; pues, ciudadanos todos del Perú:—

¡Discutamos el rumbo al federalismo!

Nota. "El Sur" se dará por honrado albergando en columnas especiales cuantos artículos sobre el problema arriba planteado se le envíen, vengan de quien vinieren, con la única condición de que traigan forma culta; y por cultura entiende "El Sur" el respeto tolerante á todas las ideas honradas y la respetuosa tolerancia á todas las convicciones sinceras.

## SERVICIO CABLEGRAFICO De El Sur

### Nacionales

LIMA
Octubre 20

**Sorteo**

En el sorteo practicado el sábado por las sociedades de Beneficencia de Lima y Callao, resultó premiado con la suerte mayor el número 19,538.

**La velada de esta noche — El centenario de Verdi**

Un enorme entusiasmo se nota en las esferas sociales para asistir á la gran velada que celebrando el centenario de José Verdi, dará esta noche en el Teatro Municipal la colonia italiana.

El programa de la fiesta es magnífico. Tomarán parte en ella distinguidas damas y caballeros.

Será indudablemente un verdadero acontecimiento social y artístico.

**Rumor que se acentúa — Servicios premiados**

Se acentúa el rumor de que el Presidente Billinghurst premiará los servicios incondicionales que le ha prestado el doctor Matías Manzanilla, enviándolo como ministro plenipotenciario á Inglaterra.

**El congreso médico. Nuevas adhesiones**

Se activan con entusiasmo los preparativos para el Congreso médico Internacional que vá á reunirse en esta capital.

Entre los adherentes, que llegan á 471, hay muchos médicos argentinos y uruguayos.

**El Kinetófono en Lima. Gran éxito**

Sábado y domingo ha funcionado para el público el cinematógrafo parlante.

El público se ha peleado las entradas al novedoso espectáculo.

Es posible que la empresa del kinetófono en vista del éxito obtenido, dé algunas funciones además de las seis unicas que pensaban darse.

El portentoso invento de Edison es maravilloso. Produce la completa impresión de la vida. Se escuchan hasta las pisadas y los más leves ruidos. La combinación entre las cintas y las placas fonográficas es perfecta, no cabiendo nada por desearse.

**Llegada del sumergible Palacios — Visita del presidente**

Ha fondeado en el Callao el "Kanguro" que trae el sumergible "Palacios" par del Ferré.

El presidente de la república estuvo en el "Kanguro" para visitar el nuevo sumergible.

**Una procesión**

Sin novedad alguna, ha terminado en la tarde de ayer la larga procesión del Señor de los Milagros, que se celebra anualmente en esta ciudad, especialmente por la gente de color.

Asistió la concurrencia de costumbre.

**Agricultor fallecido**

Muy sentida ha sido la muerte del conocido agricultor señor Juan Valladares.

**Otra excursión presidencial — El señor Billinghurst y los torpedos**

A bordo del crucero Bolognesi y acompañado de su casa militar y de algunas [illegible] el Sr. Billinghurst excursionó á la Isla de San Lorenzo para presenciar ejercicios de lanzamiento de torpedos.

**La delegación obrera. Agasajos en el viaje**

Los delegados obreros que regresan de Chile han sido agasajados por las autoridades á su paso por Arica, Ilo y Mollendo.

Hoy llegan al Callao.

**Tertulia palaciega**

La tertulia palaciega del sábado estuvo concurrida por los infaltables.

## Segunda Hora

NACIONALES

Lima, 20 de Octubre

**El Municipio del Callao y Lima. Medidas en pró de la salubridad**

Los municipios de esta capital y del Callao han dictado enérgicas medidas para evitar la cría clandestina de cerdos y con el objeto de centralizar la matanza de éstos.

Estas medidas han sido tomadas en vista del gran número de cerdos que se cría dentro de las poblaciones, con perjuicio de la salud del vecindario y de los intereses del Concejo.

**Los empleados públicos. Labor en pró de un proyecto**

Los empleados públicos de esta capital están trabajando con gran interés para lograr que se dé la ley declarando titulares todos los puestos administrativos.

En provincias se ha operado un

Pasa á la 4a. pág.

Source : *El Sur,* Arequipa, 20 octobre 1913, p. 1.

[1098] On pourrait traduire par « Vers le fédéralisme » ou « En chemin vers le fédéralisme ».

[1099] Dans son numéro du 27 octobre 1913, le journal invite ainsi les lecteurs à participer à cette publication : « '*El Sur*' se fera l'honneur d'accueillir dans des colonnes spéciales tous les articles qui lui seront envoyés sur le problème énoncé ci-dessus, quelle que soit leur provenance, avec la seule condition qu'ils soient rédigés de façon cultivée, et par culture *'El Sur'* comprend le respect tolérant de toutes les idées formulées, et la respectueuse tolérance de toutes les convictions sincères ». *Version originale de la citation :* « 'El Sur' se dará por honrado albergando en columnas especiales cuantos artículos sobre el problema arriba planteados se le envíen, vengan de quien viniesen, con la única condición de que traigan forma culta y por cultura entiende 'El Sur' al respeto tolerante a todas las ideas formadas y la respetuosa tolerancia a todas las convicciones sinceras ».

Le journal ouvre la série en s'attaquant tout d'abord au centralisme, considéré comme un phénomène anti-démocratique et néfaste pour l'ensemble du pays[1100]. Les contributions ultérieures analysent ensuite des points plus précis de la tension qui oppose le pouvoir central aux pouvoirs régionaux, tels que la question complexe du contrat avec la « Borax »[1101], l'excessive bureaucratie qui étouffe l'administration nationale[1102] ou encore la question du financement de l'armée[1103], problème que l'on trouve également à la même période au Mexique. Le débat lancé à Arequipa connaît rapidement un large écho dans plusieurs régions du pays, dont la presse envoie alors diverses communications à *El Sur.* Le 7 décembre 1913, le journal *arequipeño* reproduit ainsi un article initialement publié dans *La Unión de Chepén*, journal du département de La Libertad, au nord du pays.

> « '*El Sur'* d'Arequipa, organe du parti libéral dans cette ville, a posé sur la table de la discussion l'importante question de la forme fédérative, qui en diverses occasions a mérité d'être traitée par de brillants penseurs comme la plus adéquate aux caractéristiques du territoire national. Nous, à la lumière de ces principes, nous voulons être les premiers à nous faire l'écho de cette propagande salutaire, qui doit désormais illuminer les consciences et encourager les volontés des bons enfants de la patrie avec le pouvoir de suggestion de la vérité[1104] ».

---

[1100] *El Sur,* Arequipa, « Rumbo al federalismo », n°1, 20 octobre 1913, p. 1, « Rumbo al federalismo y descentralicemos » ; *El Sur,* Arequipa, « Rumbo al federalismo », n°2, 27 octobre 1913, p. 1, « El centralismo es antidemocrático ».

[1101] *El Sur,* Arequipa, « Rumbo al federalismo », 17 novembre 1913, p. 1, « Un incidente plausible. El contrato con la *Borax* ».

[1102] *El Sur,* Arequipa, « Rumbo al federalismo », n°6, 1er décembre 1913, p. 1, « Matemos la emplomanía ».

[1103] *El Sur,* Arequipa, « Rumbo al federalismo », n°7, 9 décembre 1913, p. 1, « Nacionalicemos el ejército » ; *El Sur,* Arequipa, « Rumbo al federalismo », n°8, p. 1, « La nación armada pero ejércitos exorbitantes ».

[1104] « 'El Sur' de Arequipa, órgano del partido liberal en esa ciudad, ha puesto sobre el tapete de la discusión el importante tópico de la forma federativa, que en varias ocasiones ha merecido ser tratada por avanzados pensadores como la más adecuada a las características del territorio nacional. Nosotros, a la luz de los principios, queremos ser de los primeros en hacernos eco de esa saludable propaganda, que ya es tiempo que ilumine las conciencias e impulse las voluntades de los buenos hijos de la patria con la fuerza sugestiva de la verdad ». *El Sur,* Arequipa, « Rumbo al federalismo », 7 décembre 1913, p. 1, « Chispa de incendio ».

Une semaine plus tard, c'est au tour du journal *El Sol* de Piura, de réagir à l'initiative lancée par le journal *El Sur,* en analysant les conséquences désastreuses du centralisme économique au Pérou[1105].

Cet important débat régional, puis progressivement national, engagé par *El Sur* à Arequipa sur la question du centralisme et du fédéralisme est prolongé en 1915 par la réactivation d'un journal cette fois entièrement consacré à la question, le journal *La Federación,* fondé en 1896 par l'intellectuel libéral Modesto Málaga[1106]. Attaché à la défense des intérêts régionaux, le journal formule régulièrement de virulentes attaques contre le centralisme liménien[1107], publie diverses communications d'intellectuels locaux sur la question[1108] et dénonce les nombreux abus perpétrés par les pouvoirs locaux contre les populations[1109]. Conscient du pouvoir de la presse dans l'organisation des mouvements politiques et sociaux, le journal joue également un rôle de plate-forme des échanges régionaux autour de cette question du fédéralisme, en invitant par exemple les journaux du sud du Pérou à s'unir au mouvement en faveur du fédéralisme[1110].

Cet activisme journalistique débouche rapidement sur la mise en place d'une organisation régionaliste aux visées politiques très concrètes, la *Liga Descentralista Federal*. Fondée officiellement en 1915 et inaugurée par Francisco Mostajo[1111], la Ligue est pensée comme un vaste mouvement régional et regroupe les comités décentralisateurs mis en place tant à Arequipa qu'au Cuzco, à Puno, à Apurimac, à Tacna et à Moquegua. L'organisation adopte alors comme principe fondamental celui d'une véritable solidarité régionale, unissant l'ensemble des provinces du Pérou. Dans le discours inaugural qui fonde la Ligue, Mostajo rappelle ainsi que

---

[1105] *El Sur,* Arequipa, « Rumbo al federalismo », 12 décembre 1913, p. 1, « El federalismo y la cuestión económica ».

[1106] Nous n'entrerons pas en détail dans ce chapitre sur le discours développé par le journal *La Federación,* discours qui fera plus tard l'objet d'un article scientifique particulier, dans le cadre d'une réflexion plus détaillée sur le débat fédéraliste à Arequipa tel qu'il se développe dans les années 1910.

[1107] *La Federación,* Arequipa, 10 avril 1915, p. 3, « Rodríguez del Riego en Lima ».

[1108] *La Federación,* Arequipa, « Colaboración de Andrés Vargas Zevallos », 21 août 1915, p. 3, « Labor anti-centralista » ; *La Federación,* Arequipa, 18 septembre 1915, p. 3, « Federación », article signé Moisés Velorio.

[1109] *La Federación,* Arequipa, « Actualidad », 17 avril 1915, p. 2, « Crímenes inauditos ».

[1110] *La Federación,* Arequipa, 17 avril 1915, p. 1, « Por la federación ».

[1111] *El Pueblo,* Arequipa, 20 juin 1915, p. 1, « Discurso pronunciado por el Dr. Francisco Mostajo en la instalación de la Liga Descentralista Federal del Sur ». Ce discours a déjà été évoqué plus haut.

> « […] cette solidarité va au-delà […] de tous les partis politiques et des individus en désaccord quant à leur sentiment religieux. Ici il n'y a ni civilistes, ni démocrates, ni libéraux, ni conservateurs. Il y a seulement des provinciaux qui veulent pour leur province des conditions de vie et de développement intégrales et pleines, et non une existence conditionnée et réduite, comme si on leur faisait l'aumône. […] Il n'y a plus Arequipa, Cuzco, Puno, Apurímac, Madre de Dios, Tacna et Moquegua. Il y a le Sud. A surgi la Région, vierge de toutes les haines qui s'incarnent dans les prises de position partisanes […]. Pendant ce temps, actuellement, […] la capitale, se considérant à elle seule comme la nation, en absorbe toute la vitalité, c'est-à-dire celle des provinces, en faveur de sa bureaucratie et de son oligarchie, plaies qui ont poussé le pays sur cette déplorable pente sur laquelle nous nous trouvons et qui est tournée vers l'abîme. Et en échange de ce monopole, qui stérilise tout, les provinces sentent seulement la capitale par son mépris […]. Ça suffit. Les provinces se sont lassées d'être le pis que succionnent les bouches faméliques de la bureaucratie et de l'oligarchie centralistes. Ça suffit. Mais il n'est pas suffisant de le dire. Il est nécessaire avant tout d'être conscients de ce que nous allons faire. Que voulons-nous ? Le nom de la Ligue le dit : nous décentraliser et préparer nos peuples à une organisation politique qui rende peut-être possible le futur […][1112] ».

Pour Mostajo, le régionalisme à l'origine de la mise en place de cette Ligue est avant tout l'expression d'une solidarité, qui dépasse les frontières administratives comme les dissensions politiques et religieuses, dans un vaste mouvement unificateur du Sud péruvien. Le projet décentralisateur et fédéraliste ne doit désormais plus se limiter au conflit bilatéral entre Arequipa et Lima, Cuzco et Lima, etc. mais être pensé comme un mouvement régional global et solidaire. Les objectifs concrets formulés par la Ligue illustrent cette idée. Il s'agit pour cette organisation de

---

[1112] « […] Ese solidarismo va más allá […] de todos los partidos políticos e individuos discrepantes en sus sentires religiosos. Aquí no hay ni civilistas, ni demócratas, ni liberales, ni conservadores. Solo hay provincianos que quieren para sus provincias condiciones de vida y de desarrollo integrales y plenos y no existencia supeditada y desmedrada, como se si las concedieran limosna. […] Ya no hay Arequipa, Cuzco, Puno, Apurimac, Madre de Dios, Tacna y Moquegua. Ya hay el Sur. Ha surgido la Región, limpia de los odios que se encarnan en las banderías […]. Mientras tanto, actualmente, […] la capital, conceptuándose ella sola la nación, absorbe la vitalidad de toda ésta, es decir de las provincias, en bien de su burocracia y de su oligarquía, plagas que han empujado al país a la pendiente deplorable que mira hacia el abismo sobre el cual estamos. Y en cambio de ese monopolio, que esteriliza por doquier, las provincias solo sienten a la capital por su menosprecio […]. Basta ya. Se cansaron las provincias de ser la ubre que succionan las bocas famélicas de la burocracia y la oligarquía centralistas. Basta ya. Pero no es suficiente decirlo. Es menester ante de todo darnos cuenta de los que vamos a hacer. ¿Qué queremos? El nombre de la Liga lo dice : descentralizarnos y preparar a nuestros pueblos para una organización política que quizás haga posible el futuro. […] »., *ibid.*

> « 1° Unifier les Provinces de chacun des départements du Sud et de les solidariser, en constituant la région comme conscience de soi et force incomparable […].
>
> 2° Obtenir, dans tous ses aspects, comme objectif immédiat et adéquat aux conditions actuelles du pays, la décentralisation qui mettra un terme à la stagnation des provinces, et leur permettra de développer pleinement et intégralement leur vie et leur progrès.
>
> 3° Préparer les peuples pour la Fédération au moyen de la décentralisation, qui intensifiera leur civisme, étendra la culture et dynamisera la nationalité […].
>
> 4° Poursuivre, grâce à tout le travail régionaliste, l'implantation de la forme fédérative dès que l'état progressiste des peuples, manifestant un fort esprit national, rendra inutile l'unitarisme[1113] ».

L'énoncé de ces quatre objectifs politiques fixés par la Ligue Décentraliste du Sud nous renseigne entre autres sur deux éléments fondamentaux. Le premier concerne le rayon d'action initial que s'assigne l'organisation. Centrée sur la mise en place d'un réseau fédéraliste dans le sud du Pérou, elle dispose d'une assise régionale qui correspond globalement à la zone d'influence économique et politique d'Arequipa telle qu'elle a été décrite dans le deuxième chapitre de notre étude. Pensé comme un espace économiquement, politiquement et culturellement cohérent, ce « Sud péruvien » s'articule principalement autour des trois pôles urbains que sont Arequipa, Puno et le Cuzco[1114]. Progressivement, le mouvement initié par la Ligue Décentraliste Fédérale du Sud s'étend néanmoins à d'autres régions du pays, qui associent alors leur action décentralisatrice et fédérale à celle menée par les villes du Sud péruvien. En 1918 s'installe ainsi un Comité « Pro-Fédération » dans la ville de Trujillo, sur le modèle des Comités créés dans le Sud[1115].

---

[1113] « 1° Unificar a las Provincias de cada uno de los Departamentos Del Sur y solidarizar a éstas, constituyendo la región, con conciencia de sí propia y fuerza incontrastable […].

2°Obtener, en todos sus aspectos, como objetivo inmediato y adecuado a las condiciones actuales del país, la descentralización que pondrá término al estancamiento de las provincias y les permitirá desarrollar integral y plenamente su vida y su progreso.

3° Preparar a los pueblos para la federación por medio de la descentralización que intensificará su civismo, extenderá la cultura y vigorizará la nacionalidad […].

4° Perseguir, a través de toda la labor regionalista, la implantación de la forma federativa tan luego que el estado progresista de los pueblos, determinante de un fuerte espíritu nacional, haga innecesario el unitarismo ». *La Federación,* Arequipa, 12 juin 1915, p. 4, « A los pueblos ».

[1114] *La Federación,* Arequipa, 3 juillet 1915, p. 1-2, « Arequipa, Puno, Cuzco, adelante! ».

[1115] *La Federación,* Arequipa, 16 février 1918, p. 1, « El federalismo en Trujillo. Por la Federación ».

**Figure 52 - La Fédération contre le pouvoir central**

Source : *La Federación,* Arequipa, 3 juin 1916, p. 1.

Dans l'idée d'unifier l'ensemble des provinces qui composent le Pérou dans un même mouvement fédéraliste, Modesto Málaga compose un « hymne fédéral » avec l'appui d'un jeune musicien *arequipeño* et entame au mois de décembre 1918 une « tournée nationale » dans le sud du pays pour y encourager la formation de comités décentralisateurs fédéraux[1116].

Le deuxième élément d'analyse suggéré par les quatre objectifs énoncés au moment de sa fondation par la Ligue Décentraliste Fédérale du Sud concerne cette confusion entre les principes du fédéralisme et ceux de la décentralisation, dont témoigne d'ailleurs l'intitulé même de l'organisation. Dans ses objectifs, le processus de décentralisation est présenté comme un moyen, une étape nécessaire, avant la mise en place du fédéralisme. On considère toutefois que la forme fédérative ne pourra être adoptée que lorsque le degré de « progrès » des peuples le permettra, en rendant de fait obsolète l'organisation unitaire. Sans s'attarder ici sur cette hiérarchie permanente qui est établie entre les deux systèmes d'organisation étatique – le système unitaire étant perçu comme beaucoup plus archaïque que le système fédéral –, soulignons simplement cette précaution avec laquelle milite la Ligue, qu'on ne saurait donc identifier totalement comme fédéraliste.

Certains *arequipeños* n'hésitent cependant pas à défendre plus clairement le fédéralisme, allant jusqu'à élaborer de véritables projets constitutionnels sur ce principe. C'est le cas de Luis Enrique Zeballos Morán, qui publie en 1917 une série de « Bases pour la Constitution de la Fédération Péruvienne »[1117]. Il y propose, entre autres, un redécoupage du pays en États, départements, provinces et districts, mais « conserve la même verticalité que l'on trouvait dans le projet de Juan José Calle »[1118], en maintenant le principe de nomination des autorités locales par le pouvoir central[1119]. L'ouvrage de Zeballos s'organise en différentes parties thématiques, traitant tour à tour des questions de l'éducation, des pouvoirs publics, des ministres, etc.

---

[1116] *La Federación,* Arequipa, 24 novembre 1917, p. 2, « Himno federal ».

[1117] Luis Enrique ZEBALLOS, *Bases para la Constitución de la Federación peruana*, Lima, 1917.

[1118] Pedro PLANAS, *op. cit.,* p. 390.

[1119] On voit ici toute la difficulté conceptuelle de penser l'État à partir de normes radicalement différentes de celles qui régissent le système unitaire.

Néanmoins, et en dépit de ces diverses initiatives qui illustrent l'engouement que suscite le débat sur le fédéralisme à Arequipa, le discours local évolue progressivement vers un soutien accru aux principes de la décentralisation. Le 28 juillet 1917, le journal local *El Heraldo* formule avec clarté cette évolution :

> « Le régionalisme n'est pas bien défini, la fédération est une utopie, étant donnée la faible voire inexistante préparation de nos hommes et de nos masses ; mais la décentralisation économique et administrative est un impératif catégorique pour les peuples du sud de la République et c'est vers elle que nous nous dirigeons[1120] ».

Ainsi, l'organisation fédérative cesse progressivement de constituer un objectif politique à atteindre pour les intellectuels locaux, pour se cantonner au domaine de l'utopie. Particulièrement lisible dans l'évolution du discours journalistique *arequipeño* des années 1910, cette évolution de la défense du fédéralisme à celle de la décentralisation, envisagée comme un objectif politique plus réaliste dans le contexte péruvien, s'explique par une série de critiques apportées au projet fédéral, que ce soit par les élites locales aréquipéniennes ou par celles du centre.

### *Le fédéralisme, une utopie ?*

L'une des plus célèbres critiques apportée au projet fédéraliste péruvien reste sans nul doute celle formulée par José Carlos Mariátegui en 1928, dans le chapitre « Regionalismo y centralismo » de ses *Siete ensayos de interpretación de la realidad peruana*.

> « Face au 'ressentiment' provincial croissant, l'apparition de l'essai de José Carlos Mariátegui marque une voix d'orientation pour cette inquiétude qui déviait vers des haines à caractère racial, géographique ou biliaire. Mariátegui pose la question du dépassement du dilemme entre fédéralisme et unitarisme et affirme que le fédéralisme aurait impliqué le gamonalisme[1121] ».

---

[1120] « El regionalismo no está bien definido, la federación es una utopía, dada la poca o ninguna preparación de nuestros hombres y de nuestras masas ; pero la descentralización económica y administrativa es imperativo categórico para los pueblos del sur de la República y hacia ella vamos ». *El Heraldo,* Arequipa, « Editorial », 28 juillet 1917, p. 2, « Descentralización ».

[1121] « Frente al 'resentimiento' provinciano creciente, la aparición Del ensayo de José Carlos Mariátegui marca una voz de orientación para esta inquietud que se desviaba hacia odios de carácter racial, geográfico o biliar. Mariátegui plantea la superación del dilema entre federalismo y unitarismo y afirma que el federalismo hubiera implicado el gamonalismo », Jorge BASADRE, *Perú, problema y posibilidad…, op. cit.,* p. 206.

C'est autour de cette question du « gamonalisme », perçu comme une menace pour le processus de modernisation politique du pays, que se cristallise l'essentiel des arguments contre la mise en place du fédéralisme au Pérou. Le « *gamonal* », terme proprement péruvien que l'on pourrait traduire par le vocable plus classique de « cacique » rural, apparaît au début du XIXe siècle, dans le contexte de désintégration du système colonial. Héritier de longues lignées d'*hacendados* ou plus rarement de chefs de guerre, le « *gamonal* » incarne, pour les intellectuels liméniens principalement, l'ensemble des maux qui affectent le Pérou et empêchent son développement. Ainsi, le *gamonal* serait responsable à la fois de l'exploitation des Indiens, de la violence, de l'immobilisme social et de l'accaparement de la terre. Dans l'ouvrage *Buscando un Inca,* Alberto Flores Galindo explique plus précisément que

> « Le terme *gamonal* est un *péruvianisme*, apparu au cours du siècle passé, alors que l'on cherche à établir une similitude entre une plante parasite et les propriétaires terriens. […] Ce terme avait, de toute évidence, une connotation critique et négative. Mais au-delà des passions, le terme désignait l'existence du pouvoir local : la privatisation de la politique, la fragmentation de la domination et son exercice à l'échelle d'un village ou d'une province[1122] ».

Pour de nombreux intellectuels et politiciens du début du XXe siècle, instaurer le fédéralisme au Pérou reviendrait donc à remettre entre les mains de ces *gamonales* un pouvoir sans limite, renforçant de ce fait la situation d'exploitation dans laquelle se trouvent alors bon nombre de populations rurales, notamment dans le sud du Pérou. Il s'agit là d'une crainte que l'on retrouve chez de nombreux auteurs, à commencer par Francisco Mostajo, qui exprime ses doutes sur le sujet bien avant la publication des essais de Mariátegui. C'est également sur cet argument que le Parti National Démocrate fondé en 1915 par Victor Andrés Belaúnde rejette le fédéralisme et prône un système décentralisé[1123].

---

[1122] « El término gamonal es un peruanismo, acunado en el transcurso del siglo pasado, buscando establecer una similitud entre una planta parasita y los terratenientes. […] Tenía, como es evidente, una connotación crítica y despectiva. Pero más allá de las pasiones, el término designaba la existencia del poder local : la privatización de la política, la fragmentación del dominio y su ejercicio a escala de un pueblo o de una provincia ». Alberto FLORES GALINDO, *Buscando un Inca. Identidad y utopía en los Andes,* Lima, Claves de América Latina, 1988, p. 294.

[1123] Il est intéressant de noter que Mariátegui, quant à lui, critique également la décentralisation telle qu'elle est mise en place à la fin du XIXe siècle car elle a pour effet immédiat de décharger sur les provinces le coût des services publics. Les revenus régionaux étant alors très faibles, on observe un retour au système colonial du tribut indien afin de financer les dépenses locales. En ce sens, la décentralisation représente un retour à un système passé et archaïque, et non une modernisation de l'appareil étatique. Voir l'analyse d'Emilio ROMERO, *op. cit.,* p. 20.

Cette méfiance des intellectuels – liméniens, principalement – face à l'inévitable retour du gamonalisme qu'impliquerait la mise en place d'un système fédéral, se fait l'écho des craintes exprimées au niveau local derrière cette idée que le pays n'est pas encore prêt au fédéralisme. Toutefois, elle doit être considérée avec précaution, comme nous y invite Carlos Contreras.

> « Les opposants à cette expérience [comprendre, l'expérience fédérale] […] ont soutenu que la décentralisation de l'après-guerre était revenue à remettre le gouvernement des régions aux '*gamonales*' de l'intérieur ce qui, pour eux, était la pire décision à prendre pour la reddition du Pérou, après la catastrophe guerrière. Les *gamonales* étaient, pour eux, des élites féodales prémodernes aux idées rétrogrades, qui exploitaient sans merci les Indiens, comme une sorte de régisseur républicain. Avec en plus toutes les tares du milieu rural, et en conséquence totalement dépourvues des vertus citoyennes nécessaires pour exercer des charges publiques. Dans tous les cas, la 'mauvaise opinion' de l'élite du centre par rapport aux élites provinciales (quand ils avaient réussi à accepter que ces élites existaient), a été une constante de notre histoire républicaine[1124] ».

Cette crainte du gamonalisme s'explique donc autant par une analyse de la situation politique et économique réelle du Pérou au début du XXe siècle, que par une série de préjugés émanant des cercles intellectuels liméniens sur l'organisation politique en province, et tout particulièrement dans les campagnes. Dans une certaine mesure, on retrouve dans le Mexique révolutionnaire ce regard des élites de la capitale sur des pouvoirs régionaux jugés incapables de gérer correctement et démocratiquement l'espace régional dont ils ont la charge. Luis Aboites a ainsi bien montré comment la notion « d'anarchie » liée à la relative autonomie des pouvoirs régionaux durant le porfiriat est une construction idéologique issue des milieux intellectuels de la capitale durant la période révolutionnaire et doit par conséquent être nuancée[1125].

---

[1124] « Los opuestos a esta experiencia […] sostuvieron que la descentralización de la postguerra significó entregar el gobierno de las regiones a los 'gamonales' del interior, que para ellos era la peor apuesta que podía hacerse por la redención del Perú, tras la catástrofe bélica. Los gamonales eran, para ellos, élites feudales premodernas, de ideas retrógradas, explotadoras inmisericordes de los indios, una especie de corregidores republicanos. Con todas las taras del ámbito rural, encima, y totalmente despojadas en consecuencia de las virtudes ciudadanas necesarias para desempeñar cargos públicos. En cualquier caso, la "mala opinión" de la élite del centro respecto de las élites provinciales (cuando han llegado a aceptar que esas élites existen), ha sido una constante en nuestra historia republicana ». Carlos CONTRERAS, *El centralismo peruano…, op. cit.,* p. 19.

[1125] Luis ABOITES AGUILAR, « En busca del centro », *op. cit.*

Ce rejet du fédéralisme au nom du risque d'un retour au pouvoir des *gamonales* prend ainsi tout son sens dans le cadre de la comparaison avec le Mexique à la même période. Si les termes sont différents – « *gamonalismo* » est un terme utilisé exclusivement au Pérou –, la problématique reste néanmoins la même, et il est fréquent de lire dans la presse *tapatía* du tournant des XIXe et XXe siècles les difficultés générées par la survivance du caciquisme, qui se cache derrière les principes du fédéralisme et de la souveraineté régionale pour défendre ses intérêts.

Analysée notamment par Guillermo de la Peña[1126], cette permanence du caciquisme au cours de l'histoire indépendante du Mexique est régulièrement décriée par la presse *tapatía,* qui déplore en ce sens la gestion clientéliste de Vallarta dans le Jalisco[1127]. En concédant de fait un pouvoir qui semble sans limites aux autorités politiques locales, le fédéralisme mexicain a souvent été accusé de favoriser l'anarchie et la division.

En 1875, le *Juan Panadero* réclame ainsi du pouvoir central qu'il fasse intervenir les troupes fédérales dans le Jalisco, afin de rétablir l'ordre dans un État en proie à la violence de bandes organisées[1128]. Vingt ans plus tard, et alors que le gouvernement porfirien semble être parvenu à soumettre une partie des pouvoirs régionaux, la presse locale évoque les mêmes problèmes, expliquant que si l'ordre et la paix ont effectivement été instaurés dans la capitale du pays, le reste du Mexique doit toutefois faire face à une situation de désordre liée directement au système fédéral, qui soustrait en pratique les différents États à l'autorité centrale. Le 12 janvier 1896, le journal *tapatío El Continental* reproduit un article publié à l'origine dans un journal de la capitale, qui dresse un panorama détaillé et terriblement négatif de la situation du Mexique :

> « Ni du point de vue du pessimisme le plus aveugle on pourra nier que de manière générale, le gouvernement actuel a su maintenir la paix et fournir une somme de garanties et de prospérité qui parlent positivement en faveur de son prestige, mais personne ne pourra nier, à l'inverse, que cette paix, que cette prospérité et surtout ces garanties ont concerné un espace très petit, si réduit, si unique, […] ; que l'on peut dire qu'elles sont arrivées à leur apogée, ni même

---

[1126] Guillermo DE LA PEÑA, « Poder local, poder regional : perspectivas socioantropológicas », *in* Jorge PADUA et Alain VANNEPH, *Poder local, poder regional,* México, COLMEX, CEMCA, 1986, p. 27-49.

[1127] Cette question ayant déjà été analysée dans le chapitre précédent, nous n'y reviendrons pas.

[1128] *Juan Panadero,* Guadalajara, « Gacetilla », 11 février 1875, p. 7, « Le atinaron ».

dans le District Fédéral, mais uniquement dans la ville de México, et ce bien qu'à première vue cela apparaisse comme une affirmation fausse […]. Ici nos frontières sont livrées aux pillages et aux abus des tribus sauvages, là l'ensemble des États ou une majeure partie sont victimes du caciquisme et de l'oppression des mauvais gouvernements qui, assurés de leur réélection[1129], ont véritablement inféodé leurs territoires. Il fait à peine un pas hors de México et le citoyen est exposé à être brûlé vif, du fait de l'hostilité d'un cacique, […] à être battu sur la voie publique ou à souffrir toutes les horreurs de l'esclavage, voilà les faits récents de Pachuca, Puebla, Yucatan, Jalisco et Colima […]. Mr. le Général Díaz serait sans nul doute horrifié s'il pouvait examiner de près ce qui se passe dans la majeure partie des États de la Confédération. La paix est dans les États purement artificielle, le bien-être est fictif, la sécurité des biens et des personnes est une garantie ridicule sur laquelle personne ne peut compter, la Constitution avec toutes ses belles prérogatives, la loi avec toutes ses assurances sont un mythe, un mensonge, et s'écrasent contre la volonté suprême, arbitraire, unique qui est celle du cacique. […] Les bénéfices de l'actuel gouvernement sont seulement perceptibles dans cette capitale, mais sont nuls ou disparaissent complètement en se heurtant au premier Chef Politique d'un District […] tous les États de la Confédération ou une majeure partie ont été réduits à la catégorie de véritables États féodaux où tout est illusoire, sauf le caprice du cacique[1130] ».

---

[1129] Il est important de noter que si, en théorie, la Constitution de 1857 autorise le pouvoir central à destituer un gouverneur qui aurait été jugé coupable d'abus envers les populations qu'il administre, en pratique cette mesure n'est jamais appliquée, notamment du fait de l'écrasant pouvoir des réseaux clientélistes locaux.

[1130] « Ni bajo el punto de vista del pesimismo más obsecado podrá negarse que hablando en términos generales, el gobierno actual ha sabido mantener la paz y dar una suma de garantías y prosperidad que hablan muy alto en favor de su prestigio, pero nadie podría negar en cambio, que esa paz, que esa prosperidad, y sobre todo esas garantías han abarcado un radio tan pequeño, tan reducido, tan único […] ; que podemos decir que sólo han llegado a su apogeo, no digamos siquiera en el Distrito Federal, acaso únicamente en la ciudad de México y aunque a primera vista esto que asentamos parezca una aseveración falsa, absurda y hasta inverosímil […]. Allí están nuestras fronteras entregadas a las depredaciones y a los desmanes de las tribus salvajes, allí están todos o la mayor parte de los estados victimas del cacicazgo y de la opresión de los malos gobiernos que asegurados por la reelección han hecho un verdadero feudo de sus dominios, apenas se da un paso fuera de México y el ciudadano está expuesto por la enemistad de un cacique a ser quemado vivo […] a ser apaleado en la vía pública o a sufrir todos los horrores de la esclavitud, allí están los hechos recientes de Pachuca, Puebla, Jalisco, Yucatán y Colima […]El Sr. General Díaz se horrorizaría indudablemente si pudiera examinar de cerca lo que pasa en la mayor parte de los Estados de la Confederación, la paz es en los Estados puramente artificial ; el bienestar es ficticio, la seguridad en los bienes y en las personas es una garantía irrisoria con que nadie puede contar, la Constitución con todas sus bellas prerrogativas, la ley con todas sus franquicias son un mito, una mentira, y se estrellan ante la voluntad suprema, la arbitraria, la única que es la del cacique. […]. Los beneficios del Gobierno actual solamente son perceptibles en esta capital y son nulos o desaparecen por completo al tropezar con el primer Jefe Político de un Distrito. […] Todos o la mayor parte de los Estados de la Confederación han quedado reducidos a la categoría de verdaderos feudos donde todo es ilusorio, menos el capricho del cacique ». *El Continental,* Guadalajara, 12 janvier 1896, p. 1, « La ciudad de México es la república. los Estados son feudos ».

La critique est ici virulente et traduit l'idée – également développée de façon importante par l'historiographie – que le système fédéral mexicain aurait conduit le pays au XIXe siècle à une situation plus chaotique et anarchique que réellement démocratique. Bien loin de garantir la souveraineté des provinces, le fédéralisme serait alors un instrument au service des intérêts de quelques caciques, qui exercent un pouvoir abusif et sans partage sur leur région. C'est l'analyse qu'en fait également François-Xavier Guerra, qui observe que

> « lorsque le pouvoir central est faible, l'hétérogénéité du pays reprend le dessus et l'on assiste alors – c'est le cas avant la prise du pouvoir par Porfirio Díaz, et ce sera encore le cas pendant la Révolution – à des affrontements régionaux. L'affirmation de l'autonomie des Etats mène à une quasi négation du fédéralisme. Dans chaque région ou dans chaque État domine alors un personnage – gouverneur ou chef militaire – qui sait, par son pouvoir économique ou par sa force militaire, souvent les deux à la fois, exercer un contrôle efficace sur la vie locale qu'il soustrait en fait au Gouvernement fédéral[1131] ».

Les grands idéaux formulés dans le Mexique nouvellement indépendant autour de l'adoption du fédéralisme ne résistent que peu à la réalité chaotique du XIXe siècle, au centralisme imposé par Porfirio Díaz, et à la survivance du caciquisme, qui conserve son pouvoir dans la plupart des États jusqu'à la Révolution. Régulièrement critiqué pour ses profonds dysfonctionnements, le fédéralisme mexicain est alors qualifié par certains historiens de « 'pré-moderne', s'identifiant plus avec le patriotisme provincial qu'avec le nationalisme libéral »[1132].

De façon plus significative que simplement anecdotique, le fédéralisme mexicain constitue alors une sorte de contre-modèle pour les fédéralistes aréquipéniens des années 1910, qui n'hésitent pas à souligner les profondes défaillances politiques révélées par le conflit révolutionnaire qui éclate au Mexique en 1911. Ainsi, dans le cadre de son doctorat pour obtenir le titre d'avocat, l'Aréquipénien Eduardo Pineda y Arce publie une série de propositions[1133] en faveur

---

[1131] François-Xavier GUERRA, *Le Mexique…, op. cit.,* p. 344.

[1132] « El federalismo mexicano es de viejo cuño ; es un federalismo 'premoderno', más identificado con el patriotismo provinciano que con el nacionalismo liberal ». Víctor ESPARZA GONZÁLEZ, *Espacio regional y Estado-Nación,* CIEMA, 1999, p. 116.

[1133] Eduardo PINEDA Y ARCE, *Nuestros ideales políticos. Proposiciones presentadas para doctorarse en derecho y recibir el título de abogado,* Arequipa Universidad de Arequipa, 1915.

de la décentralisation, qui s'inscrivent dans le courant idéologique alors en plein développement dans la capitale *mistiana.* Pineda y Arce introduit ses propositions en rappelant que « la décentralisation est le prélude à la fédération », puis analyse dans le cinquième chapitre de cette étude les différents modèles fédéralistes observables à travers le monde[1134]. Il oppose notamment un contraste entre la « perfection » du système fédéral nord-américain et l'échec du fédéralisme mexicain. Pineda y Arce explique que la Constitution mexicaine n'a de fédéral que le nom, analysant les grandes défaillances du fédéralisme mexicain à la lumière des événements révolutionnaires qui déchirent le pays au moment où l'auteur écrit ces lignes :

> « Le Mexique est aujourd'hui soumis à la guerre civile la plus terrible que celles qu'a pu enregistrer l'histoire des pays de ce Continent, parce que le Mexique n'a pas été libre ni n'a pratiqué la démocratie sous la tyrannie de Porfirio Díaz. Au Mexique, le régime fédéral n'a pas échoué, mais il lutte au contraire aujourd'hui pour devenir véritablement fédéral[1135] ».

Visiblement favorable au mouvement révolutionnaire mexicain, l'auteur résume ici toute la complexité du débat qui entoure la question du fédéralisme à Guadalajara et à Arequipa au tournant des deux siècles. Longtemps plébiscité par les élites aréquipéniennes, qui y voyaient la possibilité de préserver efficacement leurs intérêts contre le centralisme liménien, le fédéralisme est progressivement relégué au rang d'utopie par des élites qui en perçoivent de plus en plus les dangers. La réflexion se focalise alors autour de la décentralisation, ce vieux projet qui anime les débats politiques péruviens depuis l'Indépendance avec plus ou moins de succès, et des mises en application qui, si elles sont fréquemment critiquées, témoignent toutefois d'une importante validation du principe. On retrouve au Mexique cette même tension autour de la répartition du pouvoir entre le centre et les États fédérés, tension qui amène à réinterroger constamment le sens réel du principe fédéral – on ne mentionne que très rarement au Mexique le terme de « décentralisation » – et la notion si importante de « souveraineté des États ». En effet, si au Pérou l'opposition théorique entre le centralisme et le fédéralisme est très nette, cet antagonisme conceptuel est beaucoup

---

[1134] Il analyse ainsi tour à tour les systèmes allemand, suisse, nord-américain, mexicain, vénézuélien, colombien, argentin et brésilien.

[1135] « México se abate hoy en la guerra civil más terrible de las que registra la historia de los países de este Continente ; porque México no fue libre ni practicó la democracia bajo la tiranía del Presidente Díaz. En México no ha fracasado el régimen federal, sino que hoy pugna, por el contrario, a hacerse verdaderamente federal », *id.,* p. 37-38.

moins clair au Mexique. L'importante indépendance des États se manifeste souvent par un centralisme extrême des autorités locales sur leur région et la centralisation de certains aspects de la vie publique – fiscalité, éducation – par le pouvoir central a pour objectif de pacifier et de moderniser un pays dont le fédéralisme n'a finalement manifesté que très peu ses vertus.

Les années 1890 à 1915 marquent un incontestable tournant dans les rapports de force entre le pouvoir central et les pouvoirs régionaux, de même que dans les représentations régionales liées à l'exercice du pouvoir. Dans une perspective de modernisation nationale, l'État centralise de façon croissante, réactivant le débat sur les principes fondateurs du fédéralisme et de l'unitarisme. Bien que fondamentalement différents, ces deux systèmes semblent comporter d'égale manière d'importants problèmes structurels et soulèvent par conséquent des débats comparables dans l'espace local. L'approche régionale permet ainsi de nuancer cette traditionnelle opposition entre deux systèmes d'État qui, s'ils diffèrent clairement sur un plan constitutionnel, connaissent des mises en pratique relativement similaires au Mexique et au Pérou, et rencontrent pour cela un même problème d'équilibre du pouvoir entre le centre et les régions. Les cas paradigmatiques de la fiscalité et de l'éducation ont ainsi illustré la difficile négociation qui accompagne cette réorganisation administrative de l'État, quel que soit le système constitutionnel en vigueur.

Par ailleurs, l'opposition soulevée dans les régions par le processus centralisateur témoigne des limites de cette modernisation, qui peine à s'imposer en province. Le développement d'un discours régionaliste et anticentraliste parmi les élites locales nous indique toutefois que celles-ci sont conscientes du déclin généralisé dans lequel elles sont engagées. Face à cette perte progressive de légitimité politique, les pouvoirs régionaux réagissent de diverses manières, se faisant l'écho soit d'une certaine apathie locale, comme cela semble être le cas à Guadalajara, soit au contraire d'une volonté affirmée de proposer un autre modèle de nation, comme c'est le cas à

Arequipa avec la formulation de divers projets fédéralistes. Toutefois, le glissement progressif de ces derniers vers une défense des principes anciens de la décentralisation illustre la faiblesse de l'opposition régionaliste locale[1136], encore peu efficace jusqu'au début des années 1920.

Affaiblissement des pouvoirs régionaux et renforcement du pouvoir central semblent donc être les deux grandes tendances de l'évolution politique du Mexique et du Pérou au cours des années 1900 à 1910. Ces tendances semblent se confirmer dans les années 1920, et ce malgré un dernier regain de l'opposition régionaliste, qui illustre la conjoncture complexe qui accompagne l'« entrée dans le XXe siècle » des deux pays.

[1136] Nous renvoyons le lecteur à la critique qu'émet Mariátegui du fédéralisme aréquipénien, qu'il juge superficiel et peu efficace. José Carlos MARIATEGUI, *Siete ensayos de interpretación…, op. cit.,* p. 195.